SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

Traités et Engagements internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Treaties and International Engagements registered with the Secretariat of the League of Nations

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

Traités et Engagements internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations

VOLUME CLXXVII | **1937** | **Nos 4078-4100 et Annexe XLIII**

TABLE DES MATIÈRES

Pages

No 4078. — Etats-Unis d'Amérique et Gibraltar :

Arrangement entre l'Administration des postes des Etats-Unis d'Amérique et l'Administration des postes de Gibraltar relatif à l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Gibraltar, le 18 décembre 1936, et à Washington, le 5 janvier 1937 ... 21

No 4079. — Brésil et Hongrie :

Echange de notes comportant un accord commercial provisoire. Rio de Janeiro, le 30 juillet 1936 ... 53

No 4080. — Albanie, Allemagne, Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Bulgarie, Egypte, etc. :

Convention internationale sur la protection mutuelle contre la fièvre dengue. Signée à Athènes, le 25 juillet 1934 ... 59

No 4081. — Pays-Bas et Pologne :

Convention tarifaire, avec annexes, signée à La Haye, le 9 avril 1936, et échange de notes y relatif de la même date ... 71

No 4082. — Chili et Pays-Bas :

Echange de notes comportant un arrangement provisoire pour régler les relations commerciales entre les deux pays. La Haye, le 30 décembre 1936 ... 87

No 4083. — Belgique et Pays-Bas :

Convention postale. Signée à La Haye, le 13 juillet 1936 ... 93

No 4084. — Pays-Bas et Suisse :

Echange de notes comportant un arrangement pour permettre aux avions de l'un des deux pays transitant par l'autre d'emporter, pour la défense de leurs occupants ou pour la chasse, des armes à feu avec leurs munitions. Berne, les 26 septembre et 15 octobre 1936 ... 101

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Treaties and International Engagements registered with the Secretariat of the League of Nations

VOLUME CLXXVII | **1937** | **Nos. 4078-4100 and Annex XLIII**

TABLE OF CONTENTS

Page

No. 4078. — United States of America and Gibraltar :

Agreement between the Postal Administration of the United States of America and the Postal Administration of Gibraltar concerning the Exchange of Parcel Post, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Gibraltar, December 18th, 1936, and at Washington, January 5th, 1937 21

No. 4079. — Brazil and Hungary :

Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement. Rio de Janeiro, July 30th, 1936 53

No. 4080. — Albania, Germany, Great Britain and Northern Ireland, Bulgaria, Egypt, etc. :

International Convention for the Mutual Protection against Dengue Fever. Signed at Athens, July 25th, 1934 59

No. 4081. — The Netherlands and Poland :

Convention regarding Tariff Questions, with Annexes, signed at The Hague, April 9th, 1936, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date 71

No. 4082. — Chile and the Netherlands :

Exchange of Notes constituting a Provisional Agreement regulating Commercial Relations between the Two Countries. The Hague, December 30th, 1936 87

No. 4083. — Belgium and the Netherlands :

Postal Convention. Signed at The Hague, July 13th, 1936 93

No. 4084. — The Netherlands and Switzerland :

Exchange of Notes constituting an Agreement to enable Aircraft of One of the Two Countries passing in Transit through the Other to carry, for the Defence of their Occupants and for Purposes of Sport, Fire-Arms and Ammunition therefor. Berne, September 26th and October 15th, 1936 101

Pages

N° 4085. — Brésil et Uruguay :

Convention relative à l'échange de professeurs et d'élèves. Signée à Montevideo, le 1er août 1921 109

N° 4086. — Brésil et Suède :

Echange de notes comportant un accord relatif à l'assistance réciproque des ressortissants brésiliens et suédois atteints de maladies mentales en Suède ou au Brésil. Rio de Janeiro, le 27 janvier 1932 119

N° 4087. — Brésil et Grande-Bretagne et Irlande du Nord :

Echange de notes comportant un accord relatif à la délimitation des terrains riverains formant partie de la frontière entre le Brésil et la Guyane britannique. Londres, les 27 octobre et 1er novembre 1932 127

N° 4088. — Pologne et Tchécoslovaquie :

Convention sur la réciprocité en matière de successions, et protocole additionnel. Signés à Praha, le 25 janvier 1934 139

N° 4089. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Italie :

Accord commercial, avec annexe, signé à Rome, le 6 novembre 1936, et échange de notes y relatif de la même date 169

N° 4090. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Italie :

Accord concernant les relations commerciales et les paiements, signé à Rome, le 6 novembre 1936, et échanges de notes y relatifs de la même date 183

N° 4091. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Irak :

Echange de notes comportant un accord concernant les relations commerciales entre la Palestine et l'Irak, avec annexe. Bagdad, le 14 décembre 1936 221

N° 4092. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Italie :

Déclaration comportant certaines assurances au sujet de la Méditerranée. Signée à Rome, le 2 janvier 1937 241

N° 4093. — Commonwealth d'Australie et Tchécoslovaquie :

Traité de commerce, avec annexes et protocole final, signés à Canberra, le 3 août 1936, et à Praha, le 19 août 1936, et échange de notes y relatif, Canberra, le 3 août 1936, et Praha, le 19 août 1936 245

N° 4094. — Commonwealth d'Australie et Union économique belgo-luxembourgeoise :

Accord commercial provisoire, avec annexes, signé à Canberra, le 3 octobre 1936, et échange de notes y relatif de la même date 271

N° 4095. — Commonwealth d'Australie et France :

Echanges de notes, avec annexes, comportant un accord commercial. Sydney et Canberra, le 27 novembre 1936 301

Page

No. 4085. — Brazil and Uruguay :

Convention regarding the Exchange of Professors and Students. Signed at Montevideo, August 1st, 1921 109

No. 4086. — Brazil and Sweden :

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding Reciprocal Assistance to Brazilian and Swedish Nationals suffering from Mental Disease in Sweden or in Brazil. Rio de Janeiro, January 27th, 1932 119

No. 4087. — Brazil and Great Britain and Northern Ireland :

Exchange of Notes constituting an Agreement for the Delimitation of the Riverain Areas of the Boundary between Brazil and British Guiana. London, October 27th and November 1st, 1932 127

No. 4088. — Poland and Czechoslovakia :

Convention on Reciprocity in the Matter of Succession, and Additional Protocol. Signed at Praha, January 25th, 1934 139

No. 4089. — Great Britain and Northern Ireland and Italy :

Commercial Agreement, with Annex. Signed at Rome, November 6th, 1936, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date 169

No. 4090. — Great Britain and Northern Ireland and Italy :

Agreement regarding Commercial Exchanges and Payments, signed at Rome, November 6th, 1936, and Exchanges of Notes relating thereto of the same Date 183

No. 4091. — Great Britain and Northern Ireland and Iraq :

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding Commercial Relations between Palestine and Irak, with Annex. Bagdad, December 14th, 1936 221

No. 4092. — Great Britain and Northern Ireland and Italy :

Declaration concerning Assurances with regard to the Mediterranean. Signed at Rome, January 2nd, 1937 241

No. 4093. — Commonwealth of Australia and Czechoslovakia :

Treaty of Commerce, with Annexes and Final Protocol, signed at Canberra, August 3rd, 1936, and at Praha, August 19th, 1936, and Exchange of Notes relating thereto, Canberra, August 3rd, 1936, and Praha, August 19th, 1936... 245

No. 4094. — Commonwealth of Australia and Economic Union of Belgium and Luxemburg :

Provisional Commercial Agreement, with Annexes, signed at Canberra, October 3rd, 1936, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date 271

No. 4095. — Commonwealth of Australia and France :

Exchanges of Notes, with Schedules, constituting a Commercial Agreement. Sydney and Canberra, November 27th, 1936... 301

Pages

N° 4096. — Egypte :

Résolution adoptée par la Conférence internationale du Travail à sa vingtième session, le 16 juin 1936, invitant l'Egypte à accepter la qualité de Membre de l'Organisation internationale du Travail ;
Note du Gouvernement égyptien acceptant cette invitation, Genève, le 19 juin 1936 ... 343

N° 4097. — Italie et Norvège :

Accord pour régler les échanges commerciaux entre les deux pays. Signé à Rome, le 31 mars 1937 349

N° 4098. — Italie et Norvège :

Accord pour le règlement des paiements relatifs aux échanges commerciaux entre les deux pays. Signé à Rome, le 31 mars 1937 355

N° 4099. — Italie et Norvège :

Accord pour le règlement des dettes arriérées relatives aux échanges commerciaux antérieurs au 15 juillet 1936. Signé à Rome, le 31 mars 1937 367

N° 4100. — Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Inde, France, Japon, Pays-Bas, Portugal et Siam :

Accord relatif à la suppression de l'habitude de fumer l'opium. Signé à Bangkok, le 27 novembre 1931 373

ANNEXE XLIII. — *Ratifications, adhésions, prolongations, dénonciations, etc.*

N° 170. — Protocole de signature concernant le Statut de la Cour permanente de Justice internationale visé par l'article 14 du Pacte de la Société des Nations. Genève, le 16 décembre 1920.

Disposition facultative :

Signatures 382
Signature définitive 383
Ratifications 384

N° 269. — Convention internationale pour la suppression de la traite des femmes et des enfants. Signée à Genève, le 30 septembre 1921.

Adhésion 384

N° 969. — Accord entre l'Estonie et la Lettonie relatif à l'usage commun des routes situées dans la zone limitrophe. Signé à Riga, le 2 avril 1924.

Protocole additionnel portant modification à la liste des routes annexée à l'accord susmentionné. Signé à Riga, le 6 mars 1929 384
Protocole additionnel portant modification à la liste des routes annexée à l'accord susmentionné. Signé à Riga, le 28 mai 1930 386
Protocole additionnel portant modification à la liste des routes annexée à l'accord susmentionné, ainsi qu'aux Protocoles additionnels des 3 mars 1926, 6 mars 1929 et 28 mai 1930, modifiant la liste des routes annexée audit accord. Signé à Riga, le 10 juin 1936 387

Page

No. 4096. — Egypt :

Resolution adopted by the International Labour Conference at its Twentieth Session, on June 16th, 1936, inviting Egypt to accept Membership in the International Labour Organisation ;
Note from the Egyptian Government accepting this Invitation, Geneva, June 19th, 1936 343

No. 4097. — Italy and Norway :

Agreement for the Regulation of Goods Transactions between the Two Countries. Signed at Rome, March 31st, 1937 349

No. 4098. — Italy and Norway :

Agreement for the Regulation of Payments in connection with Goods Transactions between the Two Countries. Signed at Rome, March 31st, 1937 355

No. 4099. — Italy and Norway :

Agreement for the Settlement of Outstanding Debts in connection with Goods Transactions previous to July 15th, 1936. Signed at Rome, March 31st, 1937 367

No. 4100. — United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, India, France, Japan, the Netherlands, Portugal and Siam :

Agreement concerning the Suppression of Opium-Smoking. Signed at Bangkok, November 27th, 1931 373

ANNEX XLIII. — *Ratifications, Accessions, Prolongations, Denunciations, etc.*

No. 170. — Protocol of Signature relating to the Statute of the Permanent Court of International Justice provided for by Article 14 of the Covenant of the League of Nations. Geneva, December 16th, 1920.

Optional Clause :

Signatures 382
Definitive Signature 383
Ratifications 384

No. 269. — International Convention for the Suppression of the Traffic in Women and Children. Signed at Geneva, September 30th, 1921.

Accession 384

No. 969. — Agreement between Estonia and Latvia with regard to the Common Use of Roads situated in the Frontier Zone. Signed at Riga, April 2nd, 1924.

Additional Protocol modifying the List of Routes annexed to the above-mentioned Agreement. Signed at Riga, March 6th, 1929 384
Additional Protocol modifying the List of Routes annexed to the above-mentioned Agreement. Signed at Riga, May 28th, 1930 386
Additional Protocol modifying the List of Routes annexed to the above-mentioned Agreement, as well as to the Additional Protocols of March 3rd, 1926, March 6th, 1929, and May 28th, 1930, modifying the List of Routes annexed to the said Agreement. Signed at Riga, June 10th, 1936 387

Pages

N° 1129. — Convention et statut sur le régime international des voies ferrées, et protocole de signature. Signés à Genève, le 9 décembre 1923.

Ratification 389

N° 1154. — Convention de commerce et de navigation entre la Finlande et la Hongrie. Signée à Helsinki (Helsingfors), le 29 mai 1925.

Protocole additionnel à la convention susmentionnée. Signé à Budapest, le 31 octobre 1936 390

N° 1373. — Traité d'amitié entre la France et la Roumanie. Signé à Paris, le 10 juin 1926.

Déclaration relative au renouvellement du traité susmentionné pour dix ans à compter du 8 novembre 1936. Signée à Paris, le 6 novembre 1936 392

N° 1374. — Convention entre la France et la Roumanie, pour le règlement pacifique des différends. Signée à Paris, le 10 juin 1926.

Renouvellement 393

N° 1414. — Convention relative à l'esclavage. Signée à Genève, le 25 septembre 1926.

Ratification 393

N° 1658. — Traité d'amitié et de bonne entente entre Sa Majesté britannique et Sa Majesté le Roi du Hedjaz et du Nedjed et ses dépendances, signé à Djeddah, le 20 mai 1927, et échange de notes y relatif, Djeddah, les 19, 20 et 21 mai 1927.

Echange de notes entre le Gouvernement de l'Arabie saoudienne et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni modifiant le traité susmentionné. La Mecque et Djeddah, le 3 octobre 1936. 394

N° 2483. — Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement égyptien établissant un « modus vivendi » commercial. Le Caire, les 5 et 7 juin 1930.

Echange de notes prorogeant jusqu'au 16 février 1938 les dispositions du *modus vivendi* susmentionné. Le Caire, les 13 et 14 février 1937 403

N° 2505. — Convention internationale relative à la circulation automobile. Signée à Paris, le 24 avril 1926.

Ratification 406
Adhésions 406

N° 2623. — Convention internationale pour la répression du faux monnayage, et protocole. Signés à Genève, le 20 avril 1929.

Adhésion 406

N° 2733. — Convention pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne. Signée à Genève, le 27 juillet 1929.

Autorisation donnée à la Croix-Rouge suisse en vertu de l'article 10 de la convention ... 407

Page

No. 1129. — Convention and Statute on the International Regime of Railways, and Protocol of Signature. Signed at Geneva, December 9th, 1923.

Ratification ... 389

No. 1154. — Convention of Commerce and Navigation between Finland and Hungary. Signed at Helsinki (Helsingfors), May 29th, 1925.

Additional Protocol to the above-mentioned Convention. Signed at Budapest, October 31st, 1936 ... 390

No. 1373. — Treaty of Friendship between France and Roumania. Signed at Paris, June 10th, 1926.

Declaration regarding the Prorogation of the above-mentioned Treaty, for Ten Years, as from November 8th, 1936. Signed at Paris, November 6th, 1936 ... 392

No. 1374. — Convention between France and Roumania for the Pacific Settlement of Disputes. Signed at Paris, June 10th, 1926.

Prorogation ... 393

No. 1414. — Slavery Convention. Signed at Geneva, September 25th, 1926.

Ratification ... 393

No. 1658. — Treaty of Friendship and Good Understanding between His Britannic Majesty and His Majesty the King of the Hejaz and of Nejd and its Dependencies, signed at Jedda, May 20th, 1927, and Exchange of Notes relating thereto, Jedda, May 19th, 20th and 21st, 1927.

Exchange of Notes between the Government of Saudi Arabia and His Majesty's Government in the United Kingdom for the Modification of the above-mentioned Treaty. Mecca and Jedda, October 3rd, 1936 ... 394

No. 2483. — Exchange of Notes between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Egyptian Government establishing a Commercial "Modus vivendi". Cairo, June 5th and 7th, 1930.

Exchange of Notes regarding the Prolongation until February 16th, 1938, of the Provisions of the above "Modus vivendi". Cairo, February 13th and 14th, 1937 ... 403

No. 2505. — International Convention relative to Motor Traffic. Signed at Paris, April 24th, 1926.

Ratification ... 406
Accessions ... 406

No. 2623. — International Convention for the Suppression of Counterfeiting Currency, and Protocol. Signed at Geneva, April 20th, 1929.

Accession ... 406

No. 2733. — Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armies in the Field. Signed at Geneva, July 27th, 1929.

Authorisation given to the Swiss Red Cross in virtue of Article 10 of the Convention ... 407

Pages

N° 2763. — Convention internationale pour l'unification de certaines règles concernant la limitation de la responsabilité des propriétaires de navires de mer, et protocole de signature. Signés à Bruxelles, le 25 août 1924.

Ratification 407

N° 2764. — Convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière de connaissement, et protocole de signature. Signés à Bruxelles, le 25 août 1924.

Ratification 408

N° 2765. — Convention internationale pour l'unification de certaines règles relatives aux privilèges et hypothèques maritimes, et protocole de signature. Signés à Bruxelles, le 10 avril 1926.

Ratification 408

N° 2798. — Convention de commerce entre la Grèce et la Hongrie. Signée à Athènes, le 3 juin 1930.

Avenant à la convention susmentionnée. Signé à Budapest, le 2 avril 1936 409

N° 2988. — Traité général d'arbitrage interaméricain. Signé à Washington, le 5 janvier 1929.

Présentation à l'enregistrement 411

N° 3039. — Echange de notes entre les Gouvernements brésilien et danois, comportant un accord relatif à l'assistance réciproque des ressortissants danois et brésiliens atteints de maladies mentales au Brésil et au Danemark. Rio de Janeiro, le 5 août 1932.

Présentation à l'enregistrement 411

N° 3059. — Echange de notes entre le Gouvernement du Brésil et le Gouvernement de l'Inde, comportant un arrangement relatif aux relations commerciales entre les deux pays. Rio de Janeiro, le 21 juillet 1932.

Echange de notes relatif à la dénonciation, avec effet à partir du 1er août 1936, de l'accord susmentionné, et à sa remise en vigueur provisoire à compter de cette date. Rio de Janeiro, les 31 janvier, 30 juillet et 17 septembre 1936 411

N° 3127. — Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer. Signée à Londres, le 31 mai 1929.

Adhésion 420

N° 3145. — Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international, et protocole additionnel. Signés à Varsovie, le 12 octobre 1929.

Adhésion 420

Page

No. 2763. — International Convention for the Unification of Certain Rules relating to the Limitation of the Liability of Owners of Seagoing Vessels, and Protocol of Signature. Signed at Brussels, August 25th, 1924.

Ratification ... 407

No. 2764. — International Convention for the Unification of Certain Rules relating to Bills of Lading, and Protocol of Signature. Signed at Brussels, August 25th, 1924.

Ratification ... 408

No. 2765. — International Convention for the Unification of Certain Rules relating to Maritime Liens and Mortgages, and Protocol of Signature. Signed at Brussels, April 10th, 1926.

Ratification ... 408

No. 2798. — Commercial Convention between Greece and Hungary. Signed at Athens, June 3rd, 1930.

Additional Agreement to the above-mentioned Convention. Signed at Budapest, April 2nd, 1936 ... 409

No. 2988. — General Treaty of Interamerican Arbitration. Signed at Washington, January 5th, 1929.

Presentation for Registration ... 411

No. 3039. — Exchange of Notes between the Brazilian and Danish Governments constituting an Agreement regarding Reciprocal Assistance to Danish and Brazilian Nationals attacked with Mental Disease in Brazil or in Denmark. Rio de Janeiro, August 5th, 1932.

Presentation for Registration ... 411

No. 3059. — Exchange of Notes between the Brazilian Government and the Government of India constituting an Arrangement regarding Commercial Relations between the Two Countries. Rio de Janeiro, July 21st, 1932.

Exchange of Notes regarding the Termination, with effect as from August 1st, 1936, of the above-mentioned Arrangement, and its Provisional Renewal as from that Date. Rio de Janeiro, January 31st, July 30th and September 17th, 1936 411

No. 3127. — International Convention for the Safety of Life at Sea. Signed at London, May 31st, 1929.

Accession ... 420

No. 3145. — Convention for the Unification of Certain Rules relating to International Carriage by Air, and Additional Protocol. Signed at Warsaw, October 12th, 1929.

Accession ... 420

Pages

N° 3208. — Accord commercial entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Royaume du Danemark, avec protocole. Signés à Londres, le 24 avril 1933.

Avenant à l'accord commercial susmentionné, avec protocole. Signés à Londres, le 19 juin 1936 421
Echange de notes relatif à l'entrée en vigueur provisoire, le 20 juin 1936, de l'avenant susmentionné. Londres, le 19 juin 1936 425

N° 3301. — Convention relative au droit de timbre en matière de chèques, et protocole. Signés à Genève, le 19 mars 1931.

Adhésion 426
Entrée en vigueur de la convention pour la Suisse 426

N° 3305. — Convention additionnelle au Traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu à Buenos-Ayres le 2 février 1825, entre la République Argentine et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Signée à Londres, le 1er mai 1933.

Echanges de notes relatifs à l'abrogation, avec effet à partir du 20 novembre 1936, de la convention susmentionnée. Londres, les 6 mai, 11 et 13 juillet, 7 août, 5 et 6 novembre 1936... 427

N° 3313. — Convention portant loi uniforme sur les lettres de change et billets à ordre, avec annexes et protocole. Signés à Genève, le 7 juin 1930.

Adhésions 437
Entrée en vigueur de la Convention pour la Suisse 437

N° 3314. — Convention destinée à régler certains conflits de lois en matière de lettres de change et de billets à ordre, et protocole. Signés à Genève, le 7 juin 1930.

Adhésions 438
Entrée en vigueur de la Convention pour la Suisse 438

N° 3315. — Convention relative au droit de timbre en matière de lettres de change et de billets à ordre, et protocole. Signés à Genève, le 7 juin 1930.

Adhésions 439
Entrée en vigueur de la Convention pour la Suisse 439

N° 3316. — Convention portant loi uniforme sur les chèques, avec annexes et protocole. Signés à Genève, le 19 mars 1931.

Adhésion 439
Entrée en vigueur de la Convention pour la Suisse 440

N° 3317. — Convention destinée à régler certains conflits de lois en matière de chèques, et protocole. Signés à Genève, le 19 mars 1931.

Adhésion 440
Entrée en vigueur de la Convention pour la Suisse 440

Page

No. 3208. — Commercial Agreement between the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Kingdom of Denmark, with Protocol. Signed at London, April 24th, 1933.

Agreement, with Protocol, supplementary to the above-mentioned Agreement. Signed at London, July 19th, 1936 421
Exchange of Notes regarding the Provisional Entry into Force on June 20th, 1936, of the above-mentioned Supplementary Agreement. London, June 19th, 1936 425

No. 3301. — Convention on the Stamp Laws in connection with Cheques, and Protocol. Signed at Geneva, March 19th, 1931.

Accession 426
Entry into Force of the Convention as regards Switzerland... 426

No. 3305. — Additional Convention to the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation concluded at Buenos Aires on February 2nd, 1825, between the Argentine Republic and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland. Signed at London, May 1st, 1933.

Exchanges of Notes regarding the Termination, with effect as from November 20th, 1936, of the above-mentioned Convention. London, May 6th, July 11th and 13th, August 7th and November 5th and 6th, 1936 427

No. 3313. — Convention providing a Uniform Law for Bills of Exchange and Promissory Notes, with Annexes and Protocol. Signed at Geneva, June 7th, 1930.

Accessions 437
Entry into Force of the Convention as regards Switzerland 437

No. 3314. — Convention for the Settlement of Certain Conflicts of Laws in connection with Bills of Exchange and Promissory Notes, and Protocol. Signed at Geneva, June 7th, 1930.

Accessions 438
Entry into Force of the Convention as regards Switzerland 438

No. 3315. — Convention on the Stamp Laws in connection with Bills of Exchange and Promissory Notes, and Protocol. Signed at Geneva, June 7th, 1930.

Accessions 439
Entry into Force of the Convention as regards Switzerland 439

No. 3316. — Convention providing a Uniform Law for Cheques, with Annexes and Protocol. Signed at Geneva, March 19th, 1931.

Accession 439
Entry into Force of the Convention as regards Switzerland 440

No. 3317. — Convention for the Settlement of Certain Conflicts of Laws in connection with Cheques, and Protocol. Signed at Geneva, March 19th, 1931.

Accession 440
Entry into Force of the Convention as regards Switzerland 440

Pages

N° 3356. — Echange de notes entre le Gouvernement allemand et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni concernant la réglementation de l'approvisionnement en poisson du marché du Royaume-Uni. Londres, le 7 juillet 1933.

Echange de notes relatif à la prolongation de l'arrangement susmentionné. Londres, les 19 novembre et 21 décembre 1936. 441

N° 3429. — Accord entre la Finlande et la Suède concernant l'organisation d'un service de garde commun en vue de la lutte contre l'importation illicite des marchandises alcooliques. Signé à Helsingfors (Helsinki), le 29 décembre 1933.

Echange de notes relatif à l'application de l'accord susmentionné. Stockholm, le 20 novembre 1936 444

N° 3438. — Accord commercial entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Finlande, avec protocole et annexes, signés à Helsinki, le 29 septembre 1933, et échange de notes concernant l'application des dispositions de la partie II, paragraphe 1, du protocole, Londres, le 29 décembre 1933.

Echange de notes, avec annexe, relatif à un amendement au protocole de l'accord susmentionné. Londres, les 8 et 23 octobre 1936 448

N° 3445. — Echange de notes entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande, comportant un arrangement commercial. Wellington, le 5 décembre 1933.

Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande et le Gouvernement belge, avec annexes, modifiant l'arrangement susmentionné. Wellington, le 10 août 1936, et Sydney, le 21 août 1936 453

N° 3459. — Convention sur l'unification de la signalisation routière, avec annexe. Signée à Genève, le 30 mars 1931.

Ratification 462

N° 3476. — Convention internationale relative à la répression de la traite des femmes majeures. Signée à Genève, le 11 octobre 1933.

Ratification 464
Adhésion 464

N° 3544. — Convention européenne de radiodiffusion, avec plan de Lucerne y annexé et protocole final. Signés à Lucerne, le 19 juin 1933.

Ratification 464

N° 3585. — Convention pour faciliter la circulation internationale des films ayant un caractère éducatif. Signée à Genève, le 11 octobre 1933.

Ratifications 465
Adhésion 465

N° 3586. — Convention pour la répression de la chasse à la baleine. Signée à Genève, le 24 septembre 1931.

Adhésions 465

Page

No. 3356. — Exchange of Notes between the German Government and His Majesty's Government in the United Kingdom regarding the Regulation of the Supplies of Fish to the United Kingdom Market. London, July 7th, 1933.

Exchange of Notes regarding the Prolongation of the above-mentioned Agreement. London, November 19th and December 21st, 1936 441

No. 3429. — Agreement between Finland and Sweden regarding the Organisation of a Common Surveillance Service with a View to preventing the Illicit Importation of Alcoholic Liquors. Signed at Helsingfors (Helsinki), December 29th, 1933.

Exchange of Notes concerning the Application of the above-mentioned Agreement. Stockholm, November 20th, 1936 444

No. 3438. — Commercial Agreement between the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and Finland, with Protocol and Annexes, signed at Helsinki, September 29th, 1933, and Exchange of Notes regarding the Application of the Provisions of Paragraph 1 of Part II of the Protocol, London, December 29th, 1933.

Exchange of Notes, with Annex, providing for the Amendment of the Protocol to the above-mentioned Agreement. London, October 8th and 23rd, 1936... 448

No. 3445. — Exchange of Notes between the Economic Union of Belgium and Luxemburg and His Majesty's Government in New Zealand constituting a Trade Arrangement. Wellington, December 5th, 1933.

Exchange of Notes between His Majesty's Government in New Zealand and the Belgian Government, with Schedules, modifying the above-mentioned Arrangement Wellington, August, 10th, 1936, and Sydney, August 21st, 1936 452

No. 3459. — Convention concerning the Unification of Road Signals, with Annex. Signed at Geneva, March 30th, 1931.

Ratification 463

No. 3476. — International Convention for the Suppression of the Traffic in Women of Full Age. Signed at Geneva, October 11th, 1933.

Ratification 464
Accession 464

No. 3544. — European Broadcasting Convention, with Lucerne Plan annexed thereto, and Final Protocol. Signed at Lucerne, June 19th, 1933.

Ratification 464

No. 3585. — Convention for facilitating the International Circulation of Films of an Educational Character. Signed at Geneva, October 11th, 1933.

Ratifications 465
Accession 465

No. 3586. — Convention for the Regulation of Whaling. Signed at Geneva, September 24th, 1931.

Accessions 465

Pages

N° 3611. — Traité de neutralité et de non-agression entre l'Afghanistan et l'Union des Républiques soviétiques socialistes. Signé à Kaboul, le 24 juin 1931.

Protocole prorogeant le traité susmentionné. Signé à Moscou, le 29 mars 1936 467

N° 3637. — Echange de notes entre les Gouvernements letton et suédois comportant un arrangement pour le règlement des paiements résultant du commerce de marchandises entre les deux pays. Riga, le 26 mars 1935.

Echange de notes concernant les paiements aux vendeurs lettons d'après le système de clearing établi entre les deux pays par l'arrangement susmentionné, modifié par l'Echange de notes du 12 juin 1936. Riga, le 21 novembre 1936 472

N° 3675. — Accord de clearing entre la Lettonie et la Lithuanie. Signé à Kaunas, le 10 avril 1935.

Avenant à l'accord susmentionné. Signé à Riga, le 30 novembre 1936. 475

N° 3762. — Accord entre le Gouvernement du Reich allemand et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni en vue de faciliter les paiements. Signé à Berlin, le 1er novembre 1934.

Echange de notes relatif à l'extension de la portée de l'article 7, paragraphe (ii), de l'accord susmentionné. Berlin, le 16 décembre 1936 477

N° 3781. — Traité pour prévenir la guerre (non-agression et conciliation). Signé à Rio de Janeiro, le 10 octobre 1933.

Présentation à l'enregistrement 481
Adhésion 481

N° 3822. — Procotole concernant la revision du Statut de la Cour permanente de Justice internationale. Signé à Genève, le 14 septembre 1929.

Ratification 481

N° 3846. — Echange de notes entre les Gouvernements allemand et espagnol comportant un accord complétant le Protocole additionnel du 9 février 1931 relatif à l'établissement et à l'exploitation de lignes aériennes régulières. Madrid, les 4 et 11 décembre 1934.

Texte allemand de la Note N° II de l'accord susmentionné 482

N° 3858. — Accord commercial entre la Suède et la Turquie. Signé à Ankara, le 27 février 1936.

Echange de notes prorogeant et modifiant l'accord susmentionné. Ankara, le 14 décembre 1936 483

Page

No. 3611. — Treaty of Neutrality and Non-Aggression between Afghanistan and the Union of Soviet Socialist Republics. Signed at Kabul, June 24th, 1931.

Protocol renewing the above-mentioned Treaty. Signed at Moscow, March 29th, 1936 ... 467

No. 3637. — Exchange of Notes between the Latvian and Swedish Governments constituting an Arrangement for the Settlement of Payments resulting from Trade in Merchandise between the Two Countries. Riga, March 26th, 1935.

Exchange of Notes regarding Payments to be made to Latvian Vendors according to the Clearing System established between the Two Countries by the above-mentioned Arrangement, modified by the Exchange of Notes of June 12th, 1936. Riga, November 21st, 1936... 472

No. 3675. — Clearing Agreement between Latvia and Lithuania. Signed at Kaunas, April 10th, 1935.

Additional Agreement to the above-mentioned Agreement. Signed at Riga, November 30th, 1936 475

No. 3762. — Agreement between the Government of the German Reich and His Majesty's Government in the United Kingdom to facilitate Payments. Signed at Berlin, November 1st, 1934.

Exchange of Notes providing for the Extension of Article 7, Paragraph (ii), of the above-mentioned Agreement. Berlin, December 16th, 1936 477

No. 3781. — Anti-War Treaty (Non-Aggression and Conciliation). Signed at Rio de Janeiro, October 10th, 1933.

Presentation for Registration 481
Accession 481

No. 3822. — Protocol concerning the Revision of the Statute of the Permanent Court of International Justice. Signed at Geneva, September 14th, 1929.

Ratification 481

No. 3846. — Exchange of Notes between the German and Spanish Governments constituting an Agreement supplementing the Additional Protocol of February 9th, 1931, regarding the Establishment and Operation of Regular Air Lines. Madrid, December 4th and 11th, 1934.

German Text of Note No. II of the above-mentioned Agreement 482

No. 3858. — Commercial Agreement between Sweden and Turkey. Signed at Ankara, February 27th, 1936.

Exchange of Notes renewing and modifying the above-mentioned Agreement. Ankara, December 14th, 1936. 483

Pages

N° 3877. — Protocole pour reconnaître à la Cour permanente de Justice internationale la compétence d'interpréter les conventions de La Haye de droit international privé. Signé à La Haye, le 27 mars 1931.

Ratification 487

N° 40 *a)*. — Convention pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève. Signée à La Haye, le 18 octobre 1907.

Ratification 487

N° 90 *a)*. — Traité d'extradition entre la Grande-Bretagne et la Grèce. Signé à Athènes, le 24 septembre 1910.

Echange de notes relatif à l'application au protectorat de Zanzibar et au protectorat des îles Salomon britanniques du traité susmentionné. Athènes, les 13 février et 3 mars 1937 488

N° 127 *a)*. — Traité d'arbitrage entre la Grande-Bretagne et le Danemark. Signé à Londres, le 25 octobre 1905.

Echange de notes relatif à la prorogation du traité susmentionné, à partir du 4 mai 1936, en ce qui concerne l'Islande, d'une part, et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et toutes les parties de l'Empire britannique qui ne sont pas Membres séparés de la Société des Nations, le Canada, le Commonwealth d'Australie et la Nouvelle-Zélande d'autre part. Londres, le 22 mars 1937 490

Page

No. 3877. — Protocol recognising the Competence of the Permanent Court of International Justice to interpret the Hague Conventions on Private International Law. Signed at The Hague, March 27th, 1931.

Ratification 487

No. 40 *(a)*. — Convention for the Adaptation of Principles of the Geneva Convention to Naval Warfare. Signed at The Hague, October 18th, 1907.

Ratification 487

No. 90 *(a)*. — Extradition Treaty between Great Britain and Greece. Signed at Athens, September 24th, 1910.

Exchange of Notes regarding the Extension to the Zanzibar Protectorate and to the British Solomon Islands Protectorate of the above-mentioned Treaty. Athens, February 13th and March 3rd, 1937 488

No. 127 *(a)*. — Arbitration Convention between Great Britain and Denmark. Signed at London, October 25th, 1905.

Exchange of Notes regarding the Renewal of the above-mentioned Convention as from May 4th, 1936, in respect of Iceland on the One Hand, and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and All Parts of the British Empire which are not Separate Members of the League of Nations, Canada, the Commonwealth of Australia and New Zealand on the Other. London, March 22nd, 1937 490

N° 4078.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET GIBRALTAR

Arrangement entre l'Administration des postes des Etats-Unis d'Amérique et l'Administration des postes de Gibraltar relatif à l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Gibraltar, le 18 décembre 1936, et à Washington, le 5 janvier 1937.

UNITED STATES OF AMERICA AND GIBRALTAR

Agreement between the Postal Administration of the United States of America and the Postal Administration of Gibraltar concerning the Exchange of Parcel Post, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Gibraltar, December 18th, 1936, and at Washington, January 5th, 1937.

No. 4078. — AGREEMENT [1] BETWEEN THE POSTAL ADMINISTRATION OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE POSTAL ADMINISTRATION OF GIBRALTAR CONCERNING THE EXCHANGE OF PARCEL POST. SIGNED AT GIBRALTAR, DECEMBER 18TH, 1936, AND AT WASHINGTON, JANUARY 5TH, 1937.

English official text communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne and by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place March 23rd, 1937.

The undersigned, for and on behalf of THE POSTAL ADMINISTRATIONS OF THE UNITED STATES OF AMERICA and GIBRALTAR (which are hereinafter severally referred to as " Postal Administration " or as " Administration ") provided with full powers by their respective Governments, have by mutual consent drawn up and agree to be bound by the following Agreement :

Article I.

OBJECT OF THE AGREEMENT.

Between the United States of America (including Alaska, Puerto Rico, the Virgin Islands, Guam, Samoa, and Hawaii) on one hand, and Gibraltar on the other hand, there may be exchanged, under the denomination of parcel post, parcels up to the maximum weight and the maximum dimensions indicated in the Regulations of Execution.

Article II.

TRANSIT PARCELS.

1. Each Postal Administration guarantees the right of transit through its service, to or from any country with which it has parcel post communication, of parcels originating in or addressed for delivery in the service of the other contracting Administration.

2. Each Postal Administration shall inform the other to which countries parcels may be sent through it as an intermediary, and the amount of the charges due to it therefor, as well as other conditions.

3. To be accepted for onward transmission, parcels sent by one of the contracting Administrations through the service of the other Administration must comply with the conditions prescribed from time to time by the intermediate Administration.

[1] Came into force January 1st, 1937.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 4078. — ARRANGEMENT [2] ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DE GIBRALTAR RELATIF A L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX. SIGNÉ A GIBRALTAR, LE 18 DÉCEMBRE 1936, ET A WASHINGTON, LE 5 JANVIER 1937.

Texte officiel anglais communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 23 mars 1937.

Les soussignés, pour le compte et au nom DES ADMINISTRATIONS POSTALES DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE et DE GIBRALTAR (qui sont ci-après désignées par les mots « administration postale » ou « administration »), munis des pleins pouvoirs de leurs gouvernements respectifs, ont, d'un commun accord, établi l'arrangement ci-dessous qu'ils ont convenu de considérer comme obligatoire.

Article premier.

OBJET DE L'ARRANGEMENT.

Il peut être échangé entre les Etats-Unis d'Amérique (y compris l'Alaska, Porto-Rico, les îles Vierges, Guam, Samoa et Hawaï) d'une part, et Gibraltar d'autre part, sous la dénomination de colis postaux, des colis dont le poids et les dimensions ne devront pas dépasser le maximum fixé dans le règlement d'exécution.

Article II.

COLIS EN TRANSIT.

1. Chaque administration postale garantit le droit de transit, par l'intermédiaire de son service, à destination ou en provenance de tout pays avec lequel elle échange des colis postaux, de colis dont le lieu d'origine ou de destination est situé dans le ressort de l'autre administration contractante.

2. Chaque administration postale portera à la connaissance de l'autre les pays vers lesquels des colis peuvent être envoyés par son intermédiaire, ainsi que le montant des taxes qui lui sont dues pour ses services et toutes autres conditions.

3. Les colis envoyés par l'une des administrations contractantes, par l'intermédiaire des services de l'autre administration, ne seront acceptés pour être acheminés vers leur destination que s'ils satisfont aux conditions que l'administration intermédiaire pourra fixer de temps à autre.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[2] Entré en vigueur le 1er janvier 1937.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article III.

PREPAYMENT OF POSTAGE AND FEES.

1. The Administration of origin is entitled to collect from the sender of each parcel the postage and the fees for requests for information as to the disposal of a parcel made after it has been posted, and also, in the case of insured parcels, the insurance fees and the fees for return receipts, that may from time to time be prescribed by its regulations.

2. Except in the case of returned or redirected parcels, prepayment of the postage and such of the fees mentioned in the preceding section as are applicable, is compulsory.

Article IV.

PREPARATION OF PARCELS.

Every parcel shall be packed in a manner adequate for the length of the journey and the protection of the contents as set forth in the Regulations of Execution.

Article V.

PROHIBITIONS.

1. The following articles are prohibited transmission by parcel post :

(a) Articles which, from their nature or by their packing, may expose postal officials to danger, or soil or damage other parcels ;

(b) Opium, morphine, cocaine and other narcotics ;

(c) Any article the admission of which is forbidden by the Customs or other laws or regulations in force in either country ;

(d) A letter or any document which constitutes an actual and personal correspondence. Nevertheless, it is permitted to enclose in a parcel an open invoice confined to the particulars which constitute an invoice, and also a simple copy of the address of the parcel, with mention of the address of the sender ;

(e) Obscene or immoral articles ;

(f) An enclosure which bears an address different from that placed on the cover of the parcel ;

(g) Explosive, inflammable, or dangerous substances ;

(h) Any live animal, except leeches ;

(i) Coin, bank notes, currency notes or any kind of securities payable to bearer, platinum, gold or silver, whether manufactured or unmanufactured, precious stones, jewels or other precious articles in uninsured parcels.

2. When a parcel contravening any of these prohibitions is handed over by one Administration to the other, the latter shall proceed in accordance with its laws and inland regulations. Explosive or inflammable articles, as well as documents, pictures and other articles injurious to public morals may be destroyed on the spot by the Administration which has found them in the mails.

The fact that a parcel contains a letter, or a communication having the nature of a letter, may not, in any case, entail the return of the parcel to the sender. The letter is, however, marked for the collection of postage due from the addressee at the regular rate.

The two Administrations advise each other, by means of the List of Prohibited Articles published by the International Bureau of the Universal Postal Union, of all prohibited articles. However, they do not assume on that account any responsibility towards the Customs or police authorities, or the sender.

Article III.

AFFRANCHISSEMENT ET DROITS.

1. L'administration du pays d'origine a le droit de percevoir de l'expéditeur d'un colis les frais d'affranchissement, les droits relatifs à toute demande de renseignement concernant le sort d'un colis, présentée postérieurement au dépôt, et, dans le cas de colis avec valeur déclarée, les frais d'assurance et la taxe d'avis de réception, tels qu'ils peuvent être fixés de temps à autre par ses règlements.

2. Sauf pour les colis retournés à l'expéditeur ou réexpédiés, l'acquittement préalable de la taxe de port et, le cas échéant, des droits mentionnés au paragraphe précédent sera obligatoire.

Article IV.

CONDITIONNEMENT DES COLIS.

Les colis doivent être emballés d'une manière qui corresponde à la durée du transport et qui assure la préservation du contenu, ainsi qu'il est spécifié dans le règlement d'exécution.

Article V.

INTERDICTIONS.

1. Il est interdit d'expédier, par colis postaux, les articles suivants :

a) Les articles qui par leur nature ou leur emballage peuvent être une source de danger pour les agents des postes ou peuvent souiller ou endommager d'autres colis ;

b) L'opium, la morphine, la cocaïne et autres stupéfiants ;

c) Tout article dont l'admission est interdite par les règlements douaniers ou d'autres lois ou règlements en vigueur dans l'un ou l'autre des deux pays ;

d) Une lettre ou une communication ayant le caractère d'une correspondance actuelle et personnelle. Néanmoins, il sera permis d'insérer dans un colis une facture ouverte réduite à ses énonciations constitutives, ainsi qu'une simple copie de l'adresse du colis, avec mention de l'adresse de l'expéditeur ;

e) Des objets obscènes ou immoraux ;

f) Un pli portant une autre adresse que celle qui figure sur l'emballage du colis ;

g) Des explosifs, des matières inflammables ou dangereuses ;

h) Des animaux vivants, à l'exception des sangsues ;

i) Des pièces de monnaie, des billets de banque, du papier monnaie ou toutes autres valeurs payables au porteur, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries, des bijoux ou d'autres objets précieux dans des colis sans valeur déclarée.

2. Lorsque des colis tombant sous le coup des interdictions précitées seront remis par l'une des administrations à l'autre, cette dernière en disposera d'après ses lois et règlements intérieurs. Les explosifs ou articles inflammables, ainsi que les publications, gravures et autres articles contraires aux bonnes mœurs, peuvent être détruits sur place par l'administration qui en a constaté la présence.

Le fait qu'un colis contient une lettre ou une communication ayant le caractère d'une lettre ne peut, en aucun cas, entraîner le renvoi du colis à l'expéditeur. La lettre, cependant, sera munie de la surcharge en vue de la perception, auprès du destinataire, des frais réguliers d'affranchissement.

Les deux administrations s'aviseront mutuellement, au moyen de la liste des articles prohibés publiée par le Bureau international de l'Union postale universelle, de tous les articles interdits. Elles ne sauraient cependant assumer à ce titre aucune responsabilité vis-à-vis des douanes ou des autorités de police ou vis-à-vis de l'expéditeur.

3. If parcels wrongly admitted to the post are neither returned to origin nor delivered to the addressee, the Administration of origin must be informed in a precise manner of the treatment accorded to the parcels.

Article VI.

INSURANCE.

Parcels may be insured up to the amount of 500 gold francs or its equivalent in the currency of the country of origin. However, the Chiefs of the Postal Administrations of the two contracting countries may, by mutual consent, increase or decrease this maximum amount of insurance.

A parcel cannot give rise to the right to an indemnity higher than the actual value of its contents, but it is permissible to insure it for only part of that value.

Article VII.

RESPONSIBILITY. INDEMNITY.

1. The Postal Administrations of the two contracting countries will not be responsible for the loss, abstraction or damage of an ordinary parcel.

2. Except in the cases mentioned in the Article following the Administrations are responsible for the loss of insured parcels mailed in one of the two contracting countries for delivery in the other and for the loss, abstraction of, or damage to, their contents, or a part thereof.

The sender, or other rightful claimant, is entitled to compensation corresponding to the actual amount of the loss, abstraction or damage. The amount of indemnity is calculated on the basis of the actual value (current price, or, in the absence of current price, the ordinary estimated value), at the place where and the time when the parcel was accepted for mailing, provided in any case that the indemnity may not be greater than the amount for which the parcel was insured, and on which the insurance fee has been collected, or the maximum amount of 500 gold francs.

3. No indemnity is paid for indirect damages or loss of profits resulting from the loss, rifling, damage, non-delivery, mis-delivery or delay of an insured parcel dispatched in accordance with the conditions of the present Agreement.

4. In the case where indemnity is payable for the loss of a parcel or for the destruction or abstraction of the whole of the contents thereof, the sender is entitled to return of the postal charges, if claimed. However, the insurance fees are not in any case returned.

5. In the absence of special agreement to the contrary between the countries involved, which agreement may be made by correspondence, no indemnity will be paid by either country for the loss of transit insured parcels, that is, parcels originating in a country not participating in this Agreement and destined for one of the two contracting countries or parcels originating in one of the two contracting countries and destined for a country not participating in this Agreement.

6. When an insured parcel originating in one country and destined to be delivered in the other country is reforwarded from there to a third country or is returned to a third country at the request of the sender or of the addressee, the party entitled to the indemnity in case of loss, rifling, or damage occurring subsequent to the reforwarding or return of the parcel by the original country of destination, can lay claim, in such a case, only to the indemnity which the country where the loss, rifling or damage occurred consents to pay, or which that country is obliged to pay in accordance with the agreement made between the countries directly interested in the reforwarding or return. Either of the two countries signing the present Agreement which wrongly forwards an insured parcel to a third country is responsible to the sender to the same extent as the country of origin, that is, within the limits of the present Agreement.

3. Dans le cas où des colis admis à tort à l'expédition ne sont ni renvoyés à l'origine ni remis au destinataire, l'administration du pays d'origine doit être informée d'une manière précise du traitement qui a été appliqué aux colis.

Article VI.

DÉCLARATION DE VALEUR.

Les colis postaux peuvent être envoyés avec valeur déclarée jusqu'à concurrence de 500 francs-or ou de l'équivalent dans la monnaie du pays d'origine. Cependant, les chefs des administrations postales des deux pays contractants pourront, d'un commun accord, augmenter ou diminuer ce maximum.

Un colis postal ne peut donner droit à une indemnité supérieure à la valeur effective de son contenu. Toutefois, il est permis de ne l'assurer que pour une fraction seulement de cette valeur.

Article VII.

RESPONSABILITÉ. INDEMNITÉS.

1. Les administrations postales des deux pays contractants ne répondent pas de la perte, de la spoliation ou de l'avarie d'un colis ordinaire.

2. Sauf dans les cas mentionnés à l'article suivant, les administrations répondent de la perte des colis avec valeur déclarée, expédiés par l'un des deux pays contractants à destination de l'autre, ainsi que de la perte, de la spoliation ou de l'avarie de la totalité ou d'une partie de leur contenu.

L'expéditeur ou toute autre personne qualifiée a droit de ce chef à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie. Cette indemnité est calculée sur la base de la valeur effective du colis (prix courant ou, en l'absence de prix courant, valeur ordinaire d'estimation) à l'époque et au lieu de l'expédition et ne peut, en aucun cas, dépasser la valeur pour laquelle le colis a été assuré et les droits d'assurance payés, ou le maximum de 500 francs-or.

3. Il ne sera pas accordé d'indemnité pour les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés résultant de la perte, de la spoliation, de l'avarie, de la non-remise, de la remise à une adresse erronée, ou du retard de tout colis avec valeur déclarée transmis conformément aux conditions du présent arrangement.

4. Dans le cas où une indemnité est due pour la perte d'un colis ou pour la destruction ou la spoliation de la totalité de son contenu, l'expéditeur a droit à la restitution des taxes acquittées, s'il les réclame. Cependant, les droits d'assurance ne sont en aucun cas remboursés.

5. En l'absence d'accord contraire spécial entre les pays intéressés — accord qui peut être conclu par correspondance —, il ne sera pas versé d'indemnité par l'un ou l'autre des deux pays pour la perte de colis avec valeur déclarée en transit, c'est-à-dire de colis dont le lieu d'expédition est situé dans un pays non partie au présent arrangement et le lieu de destination, dans l'un des deux pays contractants, ou de colis dont le lieu d'origine est situé dans l'un des deux pays contractants et le lieu de destination, dans un pays non partie au présent arrangement.

6. Dans le cas où un colis avec valeur déclarée expédié de l'un des deux pays à destination de l'autre est réexpédié de ce dernier dans un troisième pays ou est renvoyé dans un troisième pays sur la demande de l'expéditeur ou du destinataire, la partie qui a droit à l'indemnité en cas de perte, de spoliation ou d'avarie survenant après que le colis a été réexpédié ou renvoyé par le pays de la première destination, ne peut réclamer que l'indemnité que le pays où s'est produite la perte, la spoliation ou l'avarie consent à payer ou est obligé de payer en vertu d'un accord conclu entre les pays directement intéressés à la réexpédition ou au renvoi. Si l'un ou l'autre des deux pays signataires du présent arrangement expédie à tort, dans un troisième pays, un colis avec valeur déclarée, il sera responsable vis-à-vis de l'expéditeur, au même titre que le pays d'origine, c'est-à-dire dans les limites du présent arrangement.

7. The sender is responsible for defects in the packing and insufficiency in the closing and sealing of insured parcels. Moreover, the two Administrations are released from all responsibility in case of loss, rifling or damage caused by defects not noticed at the time of mailing.

Article VIII.

EXCEPTIONS TO THE PRINCIPLE OF RESPONSIBILITY.

The Administrations are relieved from all responsibility :

(a) In case of parcels of which the addressee has accepted delivery without reservation ;

(b) In case of loss or damage through *force majeure* (causes beyond control) although either Administration may at its option and without recourse to the other Administration pay indemnity for loss or damage due to *force majeure* even in cases where the Administration of the country in the service of which the loss or damage occurred recognizes that the damage was due to *force majeure*. The country responsible for the loss, abstraction or damage, must decide, in accordance with its internal legislation, whether this loss, abstraction or damage is due to circumstances constituting a case of " force majeure ";

(c) When, their responsibility not having been proved otherwise, they are unable to account for parcels in consequence of the destruction of official documents through *force majeure ;*

(d) When the damage has been caused by the fault or negligence of the sender or the addressee or the representative of either, or when it is due to the nature of the article ;

(e) For parcels which contain prohibited articles ;

(f) In case the sender of an insured parcel, with intent to defraud, shall declare the contents to be above their real value ; this rule, however, shall not prejudice any legal proceedings necessitated by the legislation of the country of origin ;

(g) For parcels seized by the Customs because of false declaration of contents ;

(h) When no inquiry or application for indemnity has been made by claimant or his representative within a year commencing with the day following the posting of the insured parcel ;

(i) For parcels which contain matter of no intrinsic value or perishable matter or which did not conform to the stipulations of this Agreement or which were not posted in the manner prescribed, but the country responsible for the loss, rifling or damage may pay indemnity in respect of such parcels without recourse to the other Administration.

Article IX.

TERMINATION OF RESPONSIBILITY.

The Administrations cease to be responsible for parcels of which they have effected delivery in accordance with their internal regulations for parcels of the same nature.

Responsibility is, however, maintained when the addressee or, in case of return, the sender makes reservations in taking delivery of a parcel the contents of which have been abstracted or damaged.

Articel X.

PAYMENT OF COMPENSATION.

The obligation to pay compensation, as well as the postage charges due to be refunded, rests with the Administration to which the office of origin of the parcel is subordinate. However, in

7. L'expéditeur est responsable de tout défaut dans l'emballage des colis avec valeur déclarée ainsi que de toute insuffisance dans la manière dont ils ont été fermés et scellés. En outre, les deux administrations n'assument aucune responsabilité en cas de perte, de spoliation ou d'avarie résultant de défauts qui auraient pu échapper à l'attention lors du dépôt du colis.

Article VIII.

EXCEPTIONS AU PRINCIPE DE LA RESPONSABILITÉ.

Les administrations déclinent toute responsabilité :

a) Dans le cas de colis dont le destinataire a accepté la livraison sans formuler de réserve ;

b) Lorsqu'il y a eu perte ou avarie résultant d'un cas de force majeure (causes imprévisibles et inévitables), quoique l'une ou l'autre des deux administrations ait la faculté, et sans recourir à l'autre administration, de verser une indemnité pour toute perte ou avarie due à un cas de force majeure, même si l'administration du pays dans le service duquel s'est produite la perte ou l'avarie reconnaît que cette perte ou cette avarie était due à un cas de force majeure. C'est au pays responsable de la perte, de la spoliation ou de l'avarie qu'il incombe de déterminer, conformément à sa législation intérieure, si ladite perte, spoliation ou avarie était due à des circonstances constituant un cas de force majeure ;

c) Lorsque, leur responsabilité n'ayant pas été établie d'une autre manière, elles sont dans l'impossibilité de rendre compte des colis par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure ;

d) Lorsque l'avarie a été causée par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou du destinataire, ou de leur représentant, ou bien lorsqu'elle est due à la nature de l'objet ;

e) Dans le cas de colis contenant des objets interdits ;

f) Dans le cas où l'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée, dans une intention frauduleuse, déclare une valeur supérieure à la valeur réelle du contenu, sans préjudice cependant de toutes poursuites judiciaires prévues par la législation du pays d'origine ;

g) Dans le cas de colis saisis par la douane pour fausse déclaration du contenu ;

h) Dans le cas où l'intéressé ou son représentant n'aura adressé aucune réclamation ou demande d'indemnité dans le délai d'un an à dater du lendemain du jour de l'expédition du colis avec valeur déclarée ;

i) Dans le cas de colis contenant des objets sans valeur intrinsèque ou des marchandises périssables, ou de colis non conformes aux dispositions du présent arrangement, ou de colis qui n'ont pas été déposés au bureau de poste de la manière prescrite ; toutefois, le pays responsable de la perte, de la spoliation ou de l'avarie pourra accorder une indemnité pour lesdits colis sans recourir à l'autre administration.

Article IX.

CESSATION DE LA RESPONSABILITÉ.

Les administrations cessent d'être responsables des colis dont elles ont effectué la remise conformément à leurs règlements intérieurs relatifs aux colis de même nature.

Elles restent, cependant, responsables lorsque le destinataire ou, en cas de renvoi du colis à l'origine, l'expéditeur formule des réserves en prenant livraison d'un colis dont le contenu a été spolié ou avarié.

Article X.

PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

Le paiement de l'indemnité ainsi que le remboursement des taxes d'affranchissement incombent à l'administration dont relève le bureau d'origine du colis. Toutefois, dans les cas où l'indemnité

cases where the compensation is paid to the addressee in accordance with Article VII, Section 2, second paragraph, the obligation shall rest with the Administration of destination.

The paying Administration retains the right to make a claim against the Administration responsible.

Article XI.

PERIOD FOR PAYMENT OF COMPENSATION.

1. The payment of compensation for an insured parcel shall be made to the rightful claimant as soon as possible and at the latest within a period of one year counting from the day following that on which the application is made.

However, the Administration responsible for making payment may exceptionally defer payment of indemnity for a longer period than that stipulated if, at the expiration of that period, it has not been able to determine the disposition made of the article in question or the responsibility incurred.

2. Except in cases where payment is exceptionally deferred as provided in the second paragraph of the foregoing section, the Postal Administration which undertakes the payment of compensation is authorized to pay indemnity on behalf of the office, which, after being duly informed of the application for indemnity, has let nine months pass without settling the matter.

Article XII.

FIXING OF RESPONSIBILITY.

1. Until the contrary is proved, responsibility for an insured parcel rests with the Administration which, having received the parcel without making any reservations and being put in possession of all the regulation means of investigation, cannot establish the disposal of the parcel.

2. When the loss, rifling or damage of an insured parcel is detected upon opening the receptacle at the receiving exchange office and has been regularly pointed out to the dispatching exchange office, the responsibility falls on the Administration to which the latter office belongs, unless it be proved that the irregularity occurred in the service of the receiving Administration.

3. If the loss, rifling or damage has taken place in the course of transportation, without its being possible to establish on the territory or in the service of which country the act took place, the offices involved bear the loss in equal shares.

4. The Administration paying compensation takes over, to the extent of the amount paid, the rights of the person who has received it, in any action which may be taken against the addressee, the sender or a third party.

5. If a parcel which has been regarded as lost is subsequently found the person to whom compensation has been paid must be informed that he is at liberty to take possession of the parcel against repayment of the amount of compensation.

Article XIII.

REPAYMENT OF COMPENSATION.

1. The Administration responsible for the loss, rifling or damage and on whose account the payment is effected, is bound to repay the amount of the indemnity to the country which has effected the payment. This reimbursement must take place without delay, and at the latest within the period of nine months after notification of payment.

2. These repayments to the creditor country must be made without expense for that office, by money order or draft, in money valid in the creditor country or in any other way to be agreed upon mutually by correspondence.

3. The reimbursement of the indemnities must be effected on the basis of gold money.

doit être versée au destinataire, conformément à l'article VII, paragraphe 2, deuxième alinéa, le paiement incombe à l'administration de destination.

L'administration payante conserve un droit de recours contre l'administration responsable.

Article XI.

DÉLAI DE PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

1. L'indemnité due pour un colis avec valeur déclarée sera versée à l'ayant droit le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour de la réclamation.

Toutefois, l'administration responsable peut différer exceptionnellement le règlement de l'indemnité au delà de ce délai d'une année si, à l'expiration de ce délai, elle n'a pas été en mesure d'établir ce qu'est devenu le colis en question, ni de déterminer la responsabilité engagée.

2. Sauf dans les cas où le paiement a été différé à titre exceptionnel, ainsi qu'il est prévu au deuxième alinéa du paragraphe précédent, l'administration postale à laquelle incombe le paiement est autorisée à verser l'indemnité pour le compte de l'administration qui, après avoir été dûment avisée de la demande d'indemnité, a laissé s'écouler neuf mois sans régler l'affaire.

Article XII.

DÉTERMINATION DE LA RESPONSABILITÉ.

1. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité, pour un colis avec valeur déclarée, incombe à l'administration qui, ayant reçu le colis sans faire de réserve et étant mise en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir ce qu'est devenu le colis.

2. Lorsque la perte, la spoliation ou l'avarie d'un colis avec valeur déclarée est constatée par le bureau d'échange destinataire, au moment de l'ouverture des sacs postaux, et dûment notifiée au bureau d'échange expéditeur, la responsabilité incombera à l'administration dont relève le bureau d'échange expéditeur, à moins qu'il ne soit prouvé que l'irrégularité s'est produite dans le service de l'administration qui a reçu le colis.

3. Si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite en cours de transport, sans qu'il soit possible d'établir sur quel territoire ou dans quel service le fait a eu lieu, les deux administrations intéressées supporteront la perte par parties égales.

4. L'administration à laquelle incombe le paiement de l'indemnité est subrogée, jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité, dans les droits de la personne qui l'a reçue, pour tout recours éventuel, soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre un tiers.

5. En cas de découverte ultérieure d'un colis considéré comme perdu, la personne à qui l'indemnité a été payée doit être avisée qu'elle peut prendre possession du colis contre restitution du montant de l'indemnité versée.

Article XIII.

REMBOURSEMENT DE L'INDEMNITÉ.

1. L'administration responsable de la perte, de la spoliation ou de l'avarie et pour le compte de laquelle le paiement est effectué, est tenue de rembourser le montant de l'indemnité au pays qui a effectué le paiement. Ce remboursement doit avoir lieu sans délai et, au plus tard, dans les neuf mois suivant la notification du paiement.

2. Les remboursements au pays créditeur sont effectués sans frais pour l'administration de ce pays, soit par mandat de poste, soit par traite, en monnaie ayant cours dans le pays créditeur, soit par tout autre moyen qui aura pu être convenu par un échange de correspondance.

3. Les remboursements d'indemnités seront calculés sur la base de l'or.

Article XIV.

FEE FOR CUSTOMS CLEARANCE.

The office of delivery may collect from the addressee either in respect of delivery to the Customs and clearance through the Customs or in respect of delivery to the Customs only, a fee not exceeding 50 centimes gold per parcel.

Article XV.

DELIVERY TO THE ADDRESSEE. FEE FOR DELIVERY AT THE PLACE OF ADDRESS.

Parcels are delivered to the addressees as quickly as possible in accordance with the conditions in force in the country of destination. This country may collect in respect of delivery of parcels to the addressee a fee not exceeding 50 centimes gold per parcel. The same fee may be charged, if the case arises, for each presentation after the first at the addressee's residence or place of business.

Article XVI.

WAREHOUSING CHARGES.

The country of destination is authorized to collect the warehousing charge fixed by its legislation for parcels addressed " General Delivery " or which are not claimed within the prescribed period. This charge may in no case exceed five francs gold.

Article XVII.

CUSTOMS CHARGES.

The parcels are subject to all Customs laws and regulations in force in the country of destination. The duties collectible on that account are collected from the addressee on delivery of the parcel in accordance with the Customs regulations.

Article XVIII.

CUSTOMS CHARGES TO BE CANCELLED.

The Customs charges on parcels sent back to the country of origin or redirected to another country shall be cancelled both in Gibraltar and in the United States of America.

Article XIX.

RECALL AND CHANGE OF ADDRESS.

So long as a parcel has not been delivered to the addressee, the sender may recall it or cause its address to be changed. The Postal Administration of the country of origin may collect and retain for this service, the charge fixed by its regulations. The requests for recall or change of address of parcels to be delivered in the United States of America shall be addressed to the Central Administration at Washington ; those relating to parcels for delivery in Gibraltar shall be addressed to the Colonial Postmaster, Gibraltar.

Article XX.

CERTIFICATE OF MAILING. RECEIPTS.

The sender will, on request at the time of mailing an ordinary (uninsured) parcel, receive a certificate of mailing from the post office where the parcel is mailed, on a form provided for the purpose ; and each country may fix a reasonable fee therefor.

Article XIV.

DROIT DE DÉDOUANEMENT.

Le bureau destinataire peut percevoir sur le destinataire, soit pour la remise à la douane et le dédouanement, soit pour la remise à la douane seulement, un droit s'élevant au maximum à 50 centimes-or par colis.

Article XV.

REMISE AU DESTINATAIRE. DROIT DE REMISE A DOMICILE.

Les colis sont remis au destinataire dans le plus bref délai possible, conformément aux dispositions en vigueur dans le pays de destination. Ce pays peut percevoir, pour la remise des colis au destinataire, à un droit fixé au maximum à 50 centimes-or par colis. Le même droit est applicable, le cas échéant, à toute présentation autre que la première faite au domicile du destinataire ou au siège de son entreprise.

Article XVI.

DROITS DE MAGASINAGE.

Le pays de destination est autorisé à percevoir le droit de magasinage fixé par sa législation pour les colis adressés « Poste restante », ou non retirés dans les délais prescrits. Ce droit ne peut, toutefois, excéder 5 francs-or.

Article XVII.

DROITS DE DOUANE.

Les colis sont soumis à tous les lois et règlements de douane en vigueur dans le pays de destination. Les droits de douane sont perçus sur les destinataires, lors de la remise du colis, conformément aux règlements douaniers.

Article XVIII.

ANNULATION DES DROITS DE DOUANE.

Les droits de douane sur les colis renvoyés au pays d'origine ou réexpédiés dans un autre pays seront annulés aussi bien à Gibraltar que dans les États-Unis d'Amérique.

Article XIX.

RETRAIT ET MODIFICATION D'ADRESSE.

Tant qu'un colis n'aura pas été remis au destinataire, l'expéditeur pourra le faire retirer ou en faire modifier l'adresse. L'administration postale du pays d'origine peut percevoir et conserver, pour ce service, les droits fixés par ses règlements. Les demandes de retrait ou de modification d'adresse des colis qui doivent être délivrés aux Etats-Unis d'Amérique seront adressées à l'Administration centrale, à Washington, celles qui ont trait à des colis qui doivent être délivrés à Gibraltar seront adressées au Directeur colonial des Postes, Gibraltar.

Article XX.

CERTIFICATS DE DÉPÔT. REÇUS.

L'expéditeur pourra se faire délivrer, sur demande, au moment du dépôt d'un colis ordinaire (sans déclaration de valeur), par le bureau où le colis a été déposé, un certificat de dépôt qui sera établi sur une formule spéciale prévue à cet effet ; chaque pays fixera un droit raisonnable pour la délivrance dudit certificat.

The sender of an insured parcel receives without charge, at the time of posting, a receipt for his parcel.

Article XXI.

RETURN RECEIPTS AND INQUIRIES.

1. The sender of an insured parcel may obtain an advice of delivery upon payment of such additional charges, if any, as the country of origin of the parcel shall stipulate and under the conditions laid down in the Regulations.

2. A fee may be charged, at the option of the country of origin, on a request for information as to the disposal of an ordinary parcel and also for an insured parcel made after it has been posted if the sender has not already paid the special fee to obtain an advice of delivery.

3. A fee may also be charged, at the option of the country of origin, in connection with any complaint of any irregularity which *prima facie* was not due to the fault of the Postal Service.

Article XXII.

MISSENT PARCELS.

Ordinary parcels, when missent, are reforwarded to their correct destination by the most direct route at the disposal of the reforwarding Administration. They must not be charged with Customs or other charges by that Administration. Insured parcels, when missent, may not be reforwarded to their destination except as insured mail. If this is impossible, they must be returned to origin.

When the reforwarding involves the return of the parcel to the office of origin, the retransmitting Administration refunds to that office the credits received and reports the error by a Bulletin of Verification.

When the reforwarding involves the dispatch of a parcel to a third country and if the amount credited to the retransmitting Administration is insufficient to cover the expenses of retransmission which it has to defray, the retransmitting Administration allows to the Administration to which it forwards the parcel the credits due it ; it then recovers the amount of the deficiency by claiming it from the office of exchange from which the missent parcel was directly received. The reason for this claim is notified to the latter by means of a Bulletin of Verification.

Article XXIII.

REFORWARDING.

1. A parcel may be redirected in consequence of the addressee's change of address in the country of destination, at the request of either the sender or the addressee.

The reforwarding of a parcel within one of the contracting countries gives rise to the collection of the supplementary charges provided for by the Administration of that country. The same is true, if occasion arises, in regard to the delivery of such parcel to another person at the original place of destination. These charges shall not be cancelled even in case the parcel is returned to origin or reforwarded to another country.

2. If a parcel must be reforwarded to one of the two countries signatory to the present Agreement, it is liable to new postage charges, and, if occasion arises, new insurance fees, unless such charges and fees have been paid in advance. The new fees are collected from the addressee by the Administration effecting the delivery. Insured parcels must be reforwarded as such.

3. At the request of the sender or addressee, parcels may also be reforwarded or returned to another country. Insured parcels may not, however, be reforwarded or returned except as such. The senders may mark the parcels : " Do not forward to a third country ". In that case, the

L'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée reçoit, sans frais, au moment du dépôt, un récépissé de son envoi.

Article XXI.

AVIS DE RÉCEPTION ET RÉCLAMATIONS.

1. L'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée pourra obtenir un avis de réception du colis, contre paiement, le cas échéant, des droits supplémentaires fixés par le pays d'origine et dans les conditions stipulées dans le règlement d'exécution.

2. Le pays d'origine aura la faculté de percevoir un droit pour toute réclamation relative au sort d'un colis ordinaire et d'un colis avec valeur déclarée, adressée postérieurement au dépôt du colis, à moins que l'expéditeur n'ait déjà acquitté la taxe spéciale afférente à l'avis de réception.

3. Le pays d'origine aura également la faculté de percevoir un droit, dans le cas de réclamation pour une irrégularité dont, à première vue, le service postal n'est pas responsable.

Article XXII.

COLIS ENVOYÉS DANS UNE FAUSSE DIRECTION.

Les colis ordinaires acheminés dans une fausse direction seront réexpédiés à leur destination par la voie la plus directe que puisse utiliser l'administration qui effectue la réexpédition. Ils ne doivent être grevés d'aucun droit de douane ou autre par cette administration. Les colis avec valeur déclarée, acheminés dans une fausse direction, ne peuvent être réexpédiés sur leur destination que comme valeurs déclarées. Si cela est impossible, ils seront retournés au bureau d'origine.

Lorsque la réexpédition comporte le renvoi du colis au pays d'origine, l'administration qui retransmet le colis rembourse audit bureau les bonifications reçues et signale l'erreur au moyen d'un bulletin de vérification.

Lorsque la réexpédition du colis comporte son envoi dans un tiers pays et que le montant bonifié à l'administration réexpéditrice est insuffisant pour couvrir les frais de réexpédition, l'administration réexpéditrice bonifie à l'administration à laquelle elle expédie le colis les sommes qui lui sont dues ; elle recouvre la différence sur le bureau d'échange d'où le colis acheminé dans une fausse direction a été reçu directement. La raison de cette opération est notifiée à ce dernier au moyen d'un bulletin de vérification.

Article XXIII.

RÉEXPÉDITION.

1. La réexpédition d'un colis par suite du changement d'adresse du destinataire dans le territoire du pays de destination, peut être faite sur la demande, soit de l'expéditeur, soit du destinataire.

La réexpédition d'un colis sur le territoire de l'un des pays contractants donne lieu à la perception des taxes supplémentaires fixées par l'administration de ce pays. Il en est de même, le cas échéant, pour la remise dudit colis à une autre personne au lieu de destination primitif. Ces taxes restent acquises même si le colis est renvoyé au pays d'origine ou réexpédié sur un autre pays.

2. Lorsqu'un colis doit être réexpédié à destination de l'un des deux pays signataires du présent arrangement, une nouvelle taxe d'affranchissement et, le cas échéant, de nouveaux droits d'assurance pourront, s'ils n'ont pas été acquittés à l'avance, être perçus. Les nouvelles taxes sont perçues sur le destinataire par l'administration qui procède à la livraison du colis. Les colis avec valeur déclarée ne peuvent être réexpédiés que comme tels.

3. A la demande de l'expéditeur ou du destinataire, les colis peuvent également être réexpédiés ou renvoyés à un autre pays. Toutefois, les colis avec valeur déclarée ne pourront être réexpédiés ou renvoyés que comme tels. Les expéditeurs pourront inscrire sur les colis la mention : « Ne pas

parcels must not be reforwarded to any other country. In case of loss, rifling or damage of an insured parcel reforwarded to another country or returned by that country, the indemnity is decided upon exclusively in accordance with the provisions of Article VII, Section 6.

Article XXIV.

NON-DELIVERY.

1. Undeliverable parcels returned to the sender are liable to new postage charges as well as insurance fees if necessary, and are returned as parcels of the same class in which they were received. The charges are collectible from the sender and are collected by the Administration delivering the parcels to him.

2. At the time of mailing, the sender must state how his parcel is to be disposed of in the event of non-delivery; that is, the sender must mark the parcel and the Customs declarations with one of the following notes:

" In case of non-delivery, the parcel should be returned immediately ";
" In case of non-delivery, the parcel should be considered as abandoned ";
" In case of non-delivery, the parcel should be delivered to ..... ".

No note other than those provided for above, or note of similar import, is permitted, except as provided in Article XXIII, Section 3.

3. Barring contrary instructions, undeliverable parcels are returned to origin, without previous notification, 30 days after their arrival at the office of destination. Parcels which the addressee refuses to accept shall be returned immediately. In all cases, the reason for non-delivery must be indicated on the parcel.

4. Parcels liable to deterioration or corruption may be sold immediately, even *en route*, on the outward or return voyage, without previous notice and without judicial formality, for the profit of the rightful party.

If, for any reason sale is impossible, the deteriorated or corrupted articles are destroyed. The sale or destruction gives rise to the making of a report which is sent to the Administration of origin.

5. Undeliverable parcels which the sender has abandoned may, at the expiration of a 30-day period, be sold for the profit of the Administration of the country of destination. However, in the case of an insured parcel, a report is made up, which must be sent to the Administration of the country of origin. Likewise, the Administration of the country of origin must be advised when an insured parcel which is undeliverable is not returned to origin.

6. The provisions of Article XXV, Section 2, shall be applied to a parcel which is returned n consequence of non-delivery.

Article XXV.

CHARGES.

1. For each parcel exchanged between the contracting countries, the dispatching office credits to the office of destination in the parcel bills the quotas due to the latter, and indicated in the Regulations of Execution.

2. In case of reforwarding or return to origin of a parcel, if new postage and new insurance fees (in the case of insured parcels) are collected by the redispatching office, the parcel is treated

réexpédier à destination d'un tiers pays ». Dans ce cas, les colis ne pourront être réexpédiés à destination d'aucun autre pays. En cas de perte, de spoliation ou d'avarie d'un colis avec valeur déclarée, réexpédié à destination d'un autre pays ou renvoyé par ce pays, l'indemnité sera déterminée exclusivement d'après les stipulations de l'article VII, paragraphe 6.

Article XXIV.

NON-REMISE.

1. Les colis qui ne peuvent être remis à l'adresse indiquée et qui sont renvoyés à l'expéditeur peuvent donner lieu à la perception de nouvelles taxes d'affranchissement et, le cas échéant, de nouveaux droits d'assurance et sont renvoyés comme colis de la même catégorie que celle dont ils faisaient partie lorsqu'ils ont été reçus. Les taxes sont perçues sur l'expéditeur par l'administration qui lui remet les colis.

2. Au moment du dépôt du colis, l'expéditeur doit indiquer de quelle manière son colis doit être traité s'il ne peut être remis à l'adresse indiquée ; à cet effet, l'expéditeur doit faire figurer sur le colis et sur les déclarations en douane l'une des formules suivantes :

« En cas de non-livraison à l'adresse indiquée, à renvoyer immédiatement » ;
« En cas de non-livraison à l'adresse indiquée, à mettre au rebut » ;
« En cas de non-livraison à l'adresse indiquée, à remettre à l'adresse ci-dessous... »

Aucune formule autre que celles qui sont prévues ci-dessus ne sera admise, ni aucune mention analogue, sous réserve des dispositions de l'article XXIII, paragraphe 3.

3. Sauf instructions contraires, tout colis qui n'aura pu être délivré à l'adresse indiquée sera renvoyé à l'origine, sans préavis, 30 jours après son arrivée au bureau de destination. Les colis refusés par le destinataire seront renvoyés immédiatement. Dans tous les cas, le colis devra porter l'indication du motif pour lequel il n'aura pu être délivré à l'adresse spécifiée.

4. Les articles sujets à détérioration ou corruption pourront être vendus immédiatement, même en cours de route, à l'aller ou au retour, sans avis préalable ni formalité judiciaire, au profit de qui de droit.

Si, pour une raison quelconque, il est impossible de procéder à la vente, les objets détériorés ou corrompus seront détruits. La vente ou la destruction sera consignée dans un procès-verbal qui sera communiqué à l'administration du pays d'origine.

5. A l'expiration d'un délai de 30 jours, les colis qui n'auront pu être délivrés et sur lesquels l'expéditeur aura indiqué « mettre au rebut », pourront être vendus au bénéfice de l'administration du pays de destination. Toutefois, lorsque cette mesure sera appliquée à un colis avec valeur déclarée, il en sera dressé un procès-verbal qui sera transmis à l'administration du pays d'origine. L'administration du pays d'origine sera également avisée, lorsqu'un colis avec valeur déclarée, non délivré au destinataire, n'aura pas été renvoyé au pays d'origine.

6. Les dispositions de l'article XXV, paragraphe 2, seront applicables à tout colis renvoyé par suite de non-livraison.

Article XXV.

TAXES.

1. Pour chaque colis échangé entre les pays contractants, le bureau expéditeur bonifie au bureau destinataire, sur les feuilles de route, les quotes-parts dues à ce dernier, telles qu'elles sont fixées dans le règlement d'exécution.

2. En cas de réexpédition ou de renvoi d'un colis à l'origine, si le bureau réexpéditeur perçoit de nouveaux droits d'affranchissement ou d'assurance (pour les colis avec valeur déclarée), le colis

as if it had originated in that country. Otherwise, the redispatching office recovers from the other office the quota due to it, namely, as the case may be :

(a) The charges prescribed by Section 1 above ;

(b) The delivery, Customs clearance and storage charges provided for by Articles XIV, XV and XVI ;

(c) The charges for reforwarding or return.

In case of reforwarding or return to a third country, the accrued charges, that is, such of the charges mentioned in *(a)*, *(b)*, and *(c)* above as are applicable, shall follow the parcel, but in the case that the third country concerned refuses to assume the charges because they cannot be collected from the addressee or sender, as the case may be, or for any other reason, they shall be charged back to the country of origin.

In case of a parcel returned or reforwarded in transit through one of the two Administrations to or from the other, the intermediary Administration may claim also the sum due to it for any additional territorial or sea service provided, together with any amounts due to any other Administration or Administrations concerned.

Article XXVI.

Postal Charges other than those prescribed not to be collected.

The parcels to which this Agreement applies shall not be subject to any postal charges other than those contemplated by the different Articles hereof.

Article XXVII.

Air Parcels.

The Chiefs of the Postal Administrations of the two contracting countries have the right to fix by mutual consent the air surtax and other conditions in the case where the parcels are conveyed by the air routes.

Article XXVIII.

Temporary Suspension of Service.

In extraordinary circumstances such as will justify the measure, either Administration may temporarily suspend the parcel-post service, either entirely or partially, or restrict it to certain offices, on condition of giving immediate notice, if necessary by telegraph, to the other Administration.

Article XXIX.

Matters not provided for in the Present Agreement.

1. Unless they are provided for in the present Agreement, all questions concerning requests for recall or change of address of parcels and the obtaining and disposition of return receipts and settlement of indemnity claims in connection with insured parcels shall be treated in accordance with the provisions of the Universal Postal Convention and its Regulations of Execution, in so far as they are applicable and are not contrary to the foregoing provisions. If the case is not provided for at all, the domestic legislation of the United States of America or of Gibraltar or the decisions made by one country or the other, are applicable in the respective country.

2. The details relative to the application of the present Agreement will be fixed by the two Administrations in Regulations of Execution, the provisions of which may be modified or completed

est considéré comme s'il provenait de ce pays. Autrement, le bureau réexpéditeur retient sur l'autre bureau la quote-part qui lui revient, c'est-à-dire suivant le cas :

a) Les taxes prescrites au paragraphe 1 ci-dessus ;

b) Les droits de remise, de dédouanement et de magasinage prévus aux articles XIV, XV et XVI ;

c) Les taxes de réexpédition et de renvoi.

En cas de réexpédition ou de renvoi d'un colis à destination d'un tiers pays, le colis restera grevé des droits encourus, c'est-à-dire les droits mentionnés sous *a)*, *b)* et *c)* ci-dessus qui sont applicables. Mais si le tiers pays refuse d'en assumer le paiement parce qu'ils ne pourraient être perçus auprès du destinataire ou de l'expéditeur, selon le cas, ou pour toute autre raison, ces droits retomberont à la charge du pays d'origine.

Dans le cas d'un colis retourné ou réexpédié en transit à travers le territoire de l'une des deux administrations, à destination ou en provenance de l'autre, l'administration intermédiaire pourra également réclamer le paiement de la somme qui lui sera due pour tout transport supplémentaire par terre ou par mer qu'elle aura fourni, en même temps que les sommes dues à toute autre ou toutes autres administrations intéressées.

Article XXVI.

INTERDICTION DE PERCEVOIR DES TAXES POSTALES AUTRES QUE CELLES QUI SONT PRÉVUES PAR LE PRÉSENT ARRANGEMENT.

Les colis qui font l'objet du présent arrangement ne pourront être soumis à d'autres frais postaux que ceux qui sont prévus par les différents articles dudit arrangement.

Article XXVII.

COLIS TRANSPORTÉS PAR AVION.

Les chefs des administrations postales des deux pays contractants ont le droit de fixer, par voie d'accord, une surtaxe spéciale ainsi que d'autres conditions pour le transport des colis par la voie aérienne.

Article XXVIII.

SUSPENSION TEMPORAIRE DU SERVICE.

Dans des circonstances extraordinaires justifiant cette mesure, l'une ou l'autre des deux administrations pourra suspendre temporairement le service des colis postaux, soit en totalité, soit en partie, ou le limiter à certains bureaux, à condition d'en donner immédiatement avis, par télégraphe en cas de nécessité, à l'autre administration.

Article XXIX.

QUESTIONS NON PRÉVUES DANS LE PRÉSENT ARRANGEMENT.

1. Sauf dans la mesure où elles sont réglées par le présent arrangement, toutes les questions relatives aux demandes de retrait ou de changement d'adresse des colis ainsi qu'à la délivrance et à l'expédition des avis de réception et à la liquidation des demandes d'indemnité pour colis avec valeur déclarée, seront régies par les dispositions de la Convention postale universelle et de son règlement d'exécution, pour autant que lesdites dispositions soient applicables et ne soient pas contraires aux dispositions précédentes. Si le cas n'est prévu nulle part, la législation nationale des Etats-Unis d'Amérique ou de Gibraltar, ou les décisions prises par l'un ou l'autre des deux pays, s'appliqueront dans le pays en question.

2. Les détails relatifs à l'application du présent arrangement seront fixés par les deux administrations dans un règlement d'exécution, dont les dispositions pourront être modifiées ou

by common consent by way of correspondence. A similar agreement through correspondence may be made with a view to the exchange of collect-on-delivery parcels.

3. The two Administrations notify each other mutually of their laws, ordinances and tariffs concerning the exchange of parcel post, as well as of all modifications in rates which may be subsequently made.

Article XXX.

DURATION OF THE AGREEMENT.

1. This Agreement substitutes and abrogates the Parcel Post Agreement signed at Washington, January 8th, 1915, and at Gibraltar, December 7th, 1914.

2. It shall become effective on January 1st, 1937.

3. It shall remain in effect as long as it has not been terminated six months in advance by one or the other of the two Administrations.

Done in duplicate and signed at Washington, the 5th day of January 1937, and at Gibraltar, the 18th day of December 1936.

(Seal) (Sd) James A. FARLEY,
The Postmaster General of the United States of America.

(Seal) (Sd) A. MCCORMICK,
The Colonial Postmaster of Gibraltar.

DETAILED REGULATIONS

FOR THE EXECUTION OF THE AGREEMENT CONCERNING THE EXCHANGE OF PARCEL POST BETWEEN THE POSTAL ADMINISTRATION OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE POSTAL ADMINISTRATION OF GIBRALTAR.

The following Detailed Regulations for the Execution of the Parcel Post Agreement have been agreed upon by the Chiefs of the Postal Administrations of the United States of America and of Gibraltar.

Article 1.

LIMITS OF WEIGHT AND SIZE.

The parcels to be exchanged under the provisions of this Agreement may not exceed 22 pounds (10 kilograms) in weight nor the following dimensions :

Greatest length 4 feet, on condition that parcels over 42 inches but not over 44 inches long do not exceed 24 inches in girth ; that parcels over 44 inches but not over 46 inches long do not exceed 20 inches in girth ; that parcels over 46 inches but not over 48 inches long do not exceed 16 inches in girth ; and that parcels which are 3½ feet or less in length do not exceed 6 feet in length and girth (taken in a direction other than that of the length) combined.

The limit of weight and maximum dimensions stated above may be changed from time to time by agreement made through correspondence.

complétées, d'un commun accord, par échange de lettres. Un accord analogue par échange de lettres pourra être conclu en ce qui concerne l'échange des colis contre remboursement.

3. Les deux administrations se communiqueront mutuellement leurs lois, ordonnances et tarifs relatifs à l'échange des colis postaux ainsi que toutes modifications qui pourraient être ultérieurement apportées aux tarifs.

Article XXX.

DURÉE DE L'ARRANGEMENT.

1. Le présent arrangement remplace et abroge l'Arrangement relatif à l'échange de colis postaux, signé à Washington, le 8 janvier 1915, et à Gibraltar, le 7 décembre 1914.

2. Il prendra effet à dater du 1er janvier 1937.

3. Il restera en vigueur aussi longtemps qu'il n'aura pas été dénoncé moyennant préavis de six mois par l'une ou l'autre des deux administrations.

Fait en double exemplaire et signé à Washington, le 5 janvier 1937, et à Gibraltar, le 18 décembre 1936.

(Sceau) *(Signé)* James A. FARLEY,
Directeur général
des Postes des Etats-Unis d'Amérique.

(Sceau) *(Signé)* A. MCCORMICK,
Directeur colonial des Postes de Gibraltar.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

DE L'ARRANGEMENT RELATIF A L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DE GIBRALTAR.

Les chefs des administrations postales des Etats-Unis d'Amérique et de Gibraltar ont arrêté le règlement détaillé ci-dessous pour l'exécution de l'arrangement relatif aux colis postaux.

Article premier.

LIMITES DE POIDS ET DE DIMENSIONS.

Les colis à échanger, aux termes des dispositions du présent arrangement, ne devront pas peser plus de 22 livres (10 kilos), ni dépasser les dimensions suivantes :

Plus grande longueur, 4 pieds, à condition que les colis dont la longueur dépasse 42 pouces mais non 44 pouces, ne mesurent pas plus de 24 pouces de pourtour ; que les colis dont la longueur dépasse 44 pouces mais non 46 pouces, ne mesurent pas plus de 20 pouces de pourtour ; que les colis dont la longueur dépasse 46 pouces mais non 48 pouces ne mesurent pas plus de 16 pouces de pourtour ; et que les colis jusqu'à 3 pieds ½ de longueur ne dépassent pas 6 pieds, longueur et pourtour (pris dans un sens autre que celui de la longueur) réunis.

Les limites de poids et les dimensions maximums fixées ci-dessus pourront être modifiées de temps à autre par un accord conclu au moyen d'un échange de lettres.

Article 2.

PREPARATION OF PARCELS.

1. The name and address of the sender and of the addressee must be written legibly and correctly, on the parcel itself if possible, or on a label or tag affixed securely to the parcel.

It is recommended that a duplicate of the address be inserted in every parcel, especially when the use of a tag for the address is rendered necessary by the packing or form of the parcel.

Parcels on which the name of the sender or of the addressee is indicated merely by initials are not admitted, unless the initials are the adopted trade name of the sender or addressee which is generally understood.

Addresses in pencil are not admitted. However, addresses written in indelible pencil on a previously dampened surface are accepted.

2. Each parcel must be packed in such a manner that the contents are protected over the whole route, and in such a way as to prevent the contents from damaging other parcels or objects or injuring postal agents. The packing must protect the contents sufficiently that, in case of rifling, the traces thereof may be easily discovered.

Ordinary parcels may be sealed at the option of the sender, or careful tying is sufficient as a mode of closing. Insured parcels must be sealed by means of wax, by lead or other seals.

As a protective measure, either Administration may require that special imprints or marks of the senders appear on the wax or lead seals closing insured parcels.

The Customs Administration of the country of destination is authorized to open the parcels. To that end, the seals or any other fastenings may be broken. Parcels opened by the Customs must be refastened and also officially resealed.

3. Each insured parcel must bear on the address side an insurance number and must bear a label with the words " Insured " or " Valeur déclarée ".

4. For insured parcels, the amount of insured value must appear on the parcel in the currency of the country of origin, in Roman characters written in full and in Arabic figures. Also, the exact weight of each parcel in pounds and ounces must be entered by the Administration of origin *(a)* on the address side of the parcel and *(b)* on the Customs declaration in the place reserved for this purpose.

5. The labels or postage stamps affixed to insured parcels must be spaced so that they cannot serve to conceal injuries to the packing. Neither may they be folded over two faces of the wrapping so as to cover the edge.

6. Liquids and easily liquefiable substances must be sent in a double receptable. Between the first (bottle, flask, box, etc.) and the second (box of metal, strong wood, or strong carton of fiberboard, or receptacle of equal strength), there must be left a space to be filled with sawdust, bran or other absorbent material, in sufficient quantity to absorb all the liquid in case that the receptacle is broken.

7. Powders and dyes in powder form must be packed in strong boxes of tin or other metal, which, after soldering, must be placed in turn in substantial outer covers in such a way as to avoid all damage to other articles.

Article 2.

CONDITIONNEMENT DES COLIS.

1. Le nom et l'adresse de l'expéditeur et du destinataire devront être écrits lisiblement et correctement, autant que possible sur le colis même, ou sur une étiquette attachée solidement à ce dernier.

Il est recommandé d'insérer dans chaque colis copie de l'adresse, notamment lorsque l'emballage ou la forme du colis rend nécessaire, pour l'indication de l'adresse, l'emploi d'une étiquette qui n'est pas adhérente au colis.

Les colis sur lesquels le nom de l'expéditeur ou du destinataire n'est indiqué que par des initiales ne sont pas admis, à moins que ces initiales ne représentent la raison sociale reconnue de l'expéditeur ou du destinataire.

Les adresses écrites au crayon ne sont pas admises. Toutefois, les adresses pourront être écrites au crayon-encre sur un fond préalablement mouillé.

2. Chaque colis devra être emballé de telle manière que son contenu soit préservé pendant toute la durée du transport et qu'il ne puisse endommager d'autres colis ou objets, ni blesser les agents des postes. L'emballage doit protéger suffisamment le contenu pour qu'en cas de spoliation les traces puissent en être facilement découvertes.

Les colis ordinaires pourront être scellés au gré de l'expéditeur, mais un nœud solide suffira comme fermeture. Les colis avec valeur déclarée devront être scellés par des cachets de cire, par des plombs ou par d'autres cachets.

Chaque administration peut exiger, comme moyen de protection, une empreinte ou une marque spéciale de l'expéditeur sur les cachets de cire ou les plombs qui ferment les colis avec valeur déclarée.

L'administration des douanes du pays de destination a le droit d'ouvrir les colis. A cet effet, elle peut rompre les cachets ou toutes autres fermetures. Les colis ouverts par la douane doivent être refermés et scellés à nouveau officiellement.

3. Les colis avec valeur déclarée doivent porter du côté de la suscription un numéro d'ordre et une étiquette avec les mots « Insured » ou « Valeur déclarée ».

4. Chaque colis avec valeur déclarée doit porter l'indication du montant de la valeur déclarée, dans la monnaie du pays d'origine, libellée en toutes lettres, en caractères latins, ainsi qu'en chiffres arabes. L'administration du pays d'origine devra également indiquer le poids exact de chaque colis en livres et en onces : *a)* sur le colis même, du côté de la suscription, et *b)* sur la déclaration en douane, à la place réservée à cet effet.

5. Les étiquettes et les timbres-poste apposés sur les colis avec valeur déclarée doivent être espacés de manière à ne pas pouvoir servir à dissimuler les détériorations de l'emballage. Les étiquettes et les timbres ne doivent pas non plus être repliés des deux côtés de l'emballage de manière à recouvrir les bords.

6. Les liquides et les corps facilement liquéfiables doivent être expédiés dans un double récipient. Entre le premier (bouteille, flacon, boîte, etc.) et le second (boîte en métal, en bois résistant, ou en carton ou carton-fibre solide, ou tout autre récipient d'égale résistance) doit être ménagé un espace destiné à être rempli de sciure, de son ou d'une autre matière absorbante, en quantité suffisante pour pouvoir absorber tout le contenu liquide en cas de bris.

7. Les poudres et les teintures en poudre doivent être emballées dans des boîtes résistantes en fer-blanc ou autre métal, qui, après avoir été soudées, seront elles-mêmes enfermées dans des emballages solides de manière à empêcher tout dégât aux autres objets.

Article 3.

CUSTOMS DECLARATIONS.

1. The sender shall prepare one Customs declaration for each parcel sent from either country, upon a special form provided for the purpose by the country of origin.

The Customs declaration shall give a general description of the parcel, an accurate statement in detail of its contents and value, date of mailing, gross and net weight, the sender's name and address, and the name and address of the addressee, and shall be securely attached to the parcel.

However, as an exception to the foregoing, the use of only one Customs declaration may be allowed for a single consignment of any number of uninsured parcels sent by the same sender to the same addressee at the same time. In this case the Customs declaration shall show, in addition to the particulars set forth in the preceding paragraph, the total number of parcels comprising the shipment, and shall be securely attached to one of the parcels. The parcels comprising the entire shipment shall be clearly marked in such case with a fractional number, the numerator of which will indicate, in Arabic figures, the number of the parcel and the denominator the number of parcels comprising the shipment; for example, if a single shipment were composed of 15 parcels, each parcel would be numbered, respectively, 1/15, 2/15, 3/15, etc.

2. The Administrations accept no responsibility for the correctness of the Customs declarations.

Article 4.

RETURN RECEIPTS.

1. As to a parcel for which a return receipt is asked, the office of origin places on the parcel the letters or words " A. R. " or " Return receipt requested ". The office of origin or any other office appointed by the dispatching Administration shall fill out a return receipt form and attach it to the parcel. If the form does not reach the office of destination, that office makes out a duplicate.

2. The office of destination, after having duly filled out the return receipt form, returns it free of postage to the address of the sender of the parcel.

3. When the sender applies for a return receipt after a parcel has been mailed, the office of origin duly fills out a return receipt form and attaches it to a form of inquiry which is entered with the details concerning the transmission of the parcel and then forwards it to the office of destination of the parcel. In the case of the due delivery of the parcel, the office of destination withdraws the inquiry form, and the return receipt is treated in the manner prescribed in the foregoing section.

Article 5.

RECEPTACLES.

1. The Postal Administrations of the two contracting countries shall provide the respective bags necessary for the dispatch of their parcels and each bag shall be marked to show the name of the office or country to which it belongs.

2. Bags must be returned empty to the dispatching office by the next mail. Empty bags to be returned are made up in bundles of ten, enclosing nine bags in one. The total number of bags returned shall be entered on the relative parcel bills.

3. In case ten per cent of the total number of bags used during the year have not been returned, the value of the missing bags must be repaid to the Administration of origin.

Article 3.

DÉCLARATIONS EN DOUANE.

1. L'expéditeur établira pour chaque colis expédié de l'un ou l'autre pays une déclaration en douane sur un formulaire spécial fourni à cet effet par le pays d'origine.

La déclaration en douane indiquera la nature du colis, la composition exacte et détaillée de son contenu, le montant de sa valeur, la date d'expédition, le poids brut et net, le nom et l'adresse de l'expéditeur, le nom et l'adresse du destinataire, et sera solidement attachée au colis.

Toutefois, par dérogation à la disposition précédente, il pourra n'être établi qu'une seule déclaration en douane pour un seul envoi composé de n'importe quel nombre de colis ordinaires envoyés simultanément par le même expéditeur au même destinataire. Dans ce cas, la déclaration en douane indiquera, outre les renseignements mentionnés à l'alinéa précédent, le nombre total des colis compris dans l'envoi, et sera solidement fixée à l'un des colis. Les colis constituant la totalité de l'envoi seront marqués visiblement d'une fraction dont le numérateur, en chiffres arabes, représentera le numéro du colis, et le dénominateur, le nombre de colis compris dans l'envoi. Ainsi, pour un seul envoi composé de 15 colis, les colis porteront, respectivement, les fractions 1/15, 2/15, 3/15, etc.

2. Les administrations n'acceptent aucune responsabilité en ce qui concerne l'exactitude des déclarations en douane.

Article 4.

AVIS DE RÉCEPTION.

1. Dans le cas d'un colis pour lequel un avis de réception est demandé, le bureau d'origine doit inscrire sur le colis les initiales « A. R. » ou les mots « Return receipt requested ». Le bureau d'origine ou tout autre bureau désigné par l'administration expéditrice remplira une formule d'avis de réception et la fixera au colis. Si cette formule ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci en établira un duplicata.

2. Le bureau de destination, après avoir dûment rempli la formule d'avis de réception, la renvoie en franchise de port à l'adresse de l'expéditeur du colis.

3. Lorsque l'expéditeur demande un avis de réception d'un colis postérieurement au dépôt, le bureau d'origine remplit la formule appropriée et l'attache à une formule de réclamation où sont mentionnés les détails concernant la transmission du colis, puis l'envoie au bureau de destination. En cas de livraison régulière du colis, le bureau de destination retire la formule de réclamation et renvoie l'avis de réception de la manière prescrite au paragraphe précédent.

Article 5.

SACS POSTAUX.

1. Les administrations postales des deux pays contractants fourniront les sacs nécessaires au transport de leurs colis, chaque sac portant le nom du bureau ou du pays auquel il appartient.

2. Les sacs seront retournés vides au bureau expéditeur par le courrier suivant. Les sacs vides à retourner seront expédiés par paquets de dix (neuf sacs renfermés dans le dixième) et le nombre total des sacs renvoyés sera signalé sur les feuilles de route correspondantes.

3. Dans le cas où 10% du nombre total des sacs utilisés au cours de l'année n'auraient pas été retournés, la contre-valeur des sacs manquants devra être versée à l'administration d'origine.

Article 6.

METHOD OF EXCHANGE OF PARCELS.

1. The parcels shall be exchanged, in sacks duly fastened and sealed, by the offices appointed by agreement between the two Administrations, and shall be dispatched to the country of destination by the country of origin at its cost and by such means as it provides.

2. Insured parcels shall be enclosed in separate sacks from those in which ordinary parcels are contained, and the labels of sacks containing insured parcels shall be marked with such distinctive symbols as may from time to time be agreed upon.

Article 7.

BILLING OF PARCELS.

1. Separate parcel bills must be prepared for the ordinary parcels on the one hand, and for the insured parcels on the other hand.

The parcel bills are prepared in duplicate. The original is sent in the regular mails, while the duplicate is inserted in one of the sacks. The sack containing the parcel bill is designated by the letter " F " traced in a conspicious manner on the label.

2. The ordinary parcels included in each dispatch sent to either country are to be entered on the parcel bills to show the total number of parcels and the total net weight thereof.

3. Insured parcels shall be entered individually on the parcel bills to show the insurance number and the name of the office of origin, as well as the total net weight of the parcels.

4. Parcels sent " à découvert " must be entered separately on the parcel bills.

5. Returned or redirected parcels must be entered individually on the parcel bills and be followed by the word " Returned " or " Redirected ", as the case may be. A statement of the charges which may be due on these parcels should be shown in the " Observations " column.

6. The total number of sacks comprising each dispatch must also be shown on the parcel bills.

7. Each dispatching exchange office numbers the parcel bills in the upper left-hand corner in accordance with an annual series. The last number of the preceding year must be mentioned on the first bill of the following year.

8. The exact method of advising parcels or the receptacles containing them sent by one Administration in transit through the other, together with any details of procedure in connection with the advice of such parcels or receptacles for which provision is not made in this Agreement, shall be settled by mutual agreement through correspondence between the two Administrations.

Article 8.

VERIFICATION BY THE EXCHANGE OFFICES.

1. Upon receipt of a dispatch, the exchange office of destination proceeds to verify it. The entries in the parcel bill must be verified exactly. Each error or omission must be brought immediately to the knowledge of the dispatching exchange office by means of a bulletin of verification. A dispatch is considered as having been found in order in all regards when no bulletin of verification is made up.

If an error or irregularity is found upon receipt of a dispatch, all objects which may serve later on for investigations, or for examination of requests for indemnity, must be kept.

Article 6.

MODE D'ÉCHANGE DES COLIS.

1. Les colis seront échangés dans des sacs dûment fermés et scellés par les bureaux désignés par voie d'accord entre les deux administrations et seront expédiés au pays de destination par le pays d'origine, à ses frais et par les moyens dont il dispose.

2. Les colis avec valeur déclarée seront expédiés dans des sacs distincts de ceux qui contiennent les colis ordinaires, et les étiquettes des sacs contenant les colis avec valeur déclarée porteront les marques distinctives qui seront de temps à autre arrêtées d'un commun accord.

Article 7.

FEUILLES DE ROUTE.

1. Les colis ordinaires et les colis avec valeur déclarée figureront sur des feuilles de route séparées.

Les feuilles de route seront établies en deux exemplaires. L'original sera expédié par le courrier régulier et le duplicata sera enfermé dans l'un des sacs. Le sac contenant ce duplicata portera la lettre « F » inscrite visiblement sur l'étiquette.

2. Pour les colis ordinaires compris dans chaque envoi à destination de l'un ou l'autre pays, on inscrira sur les feuilles de route le nombre total des colis et leur poids net total.

3. Les colis avec valeur déclarée seront inscrits séparément sur les feuilles de route avec indication de leur numéro d'ordre, du nom du bureau d'origine ainsi que du poids net total des colis.

4. Les colis envoyés à découvert seront inscrits séparément sur les feuilles de route.

5. Les colis renvoyés ou réexpédiés seront inscrits séparément sur les feuilles de route et suivis du mot « Returned » (Renvoyé) ou « Redirected » (Réexpédié) suivant le cas. Les taxes afférentes à ces colis seront indiquées dans la colonne « Observations ».

6. Le nombre total des sacs constituant chaque envoi doit également être indiqué sur les feuilles de route.

7. Chaque bureau d'échange expéditeur numérotera les feuilles de route à l'angle supérieur gauche d'après une série annuelle. Le dernier numéro de l'année précédente sera mentionné sur la première feuille de route de l'année suivante.

8. La manière exacte de signaler les colis ou les sacs les contenant, expédiés par l'une des administrations en transit par l'intermédiaire de l'autre, ainsi que tous détails concernant la manière de procéder pour les avis à adresser au sujet desdits colis ou sacs et ne figurant pas dans le présent arrangement, seront fixés d'un commun accord et au moyen d'un échange de correspondance entre les deux administrations.

Article 8.

VÉRIFICATION DES COLIS PAR LE BUREAU D'ÉCHANGE.

1. Le bureau d'échange de destination qui reçoit un sac de colis procède à sa vérification. Les feuilles de route doivent être vérifiées avec exactitude. Toute erreur ou omission sera signalée immédiatement au bureau d'échange expéditeur au moyen d'un bulletin de vérification. Un envoi sera considéré comme ayant été trouvé régulier à tous égards, lorsqu'il n'aura pas été établi de bulletin de vérification.

Lorsqu'une erreur ou une irrégularité est constatée à la réception d'un courrier, tous les objets qui pourraient servir ultérieurement aux recherches ou à l'examen des demandes d'indemnité doivent être conservés.

2. The dispatching exchange office to which a bulletin of verification is sent returns it after having examined it and entered thereon its observations, if any. That bulletin is then attached to the parcel bills of the parcels to which it relates. Corrections made on a parcel bill which are not justified by supporting papers are considered as devoid of value.

3. If necessary, the dispatching exchange office may also be advised by telegram, at the expense of the office sending such telegram.

4. In case of shortage of a parcel bill, a duplicate is prepared, a copy of which is sent to the exchange office of origin of the dispatch.

5. The office of exchange which receives from a corresponding office a parcel which is damaged or insufficiently packed must redispatch such parcel after repacking, if necessary, preserving the original packing as far as possible.

If the damage is such that the contents of the parcel may have been abstracted, the office must first officially open the parcel and verify its contents.

In either case, the weight of the parcel will be verified before and after repacking, and indicated on the wrapper of the parcel itself. That indication will be followed by the note " Repacked at ..... ", and the signature of the agents who have effected such repacking.

Article 9.

CHARGES.

1. For each parcel, ordinary or insured, sent to Gibraltar payment shall be made at the rate of 3 cents per pound, based on the bulk net weight of each dispatch.

For each parcel, ordinary or insured, sent to the United States of America, payment shall be made at the rate of 6 cents per pound, based on the bulk net weight of each dispatch.

These terminal charges may be reduced or increased on 3 months previous notice given by one country to the other. These reductions or increases shall hold good for at least one year.

2. The amounts to be allowed in respect to parcels sent from one Administration to the other for onward transmission to a possession of either country, or to a third country, shall be fixed by the intermediary Administration.

3. Except as provided in this Article, each Administration shall keep the whole of the sums which it collects by virtue of the various Articles of this Agreement.

Article 10.

ACCOUNTING.

1. At the end of each quarter, each Administration makes up an account on the basis of the parcel bills.

2. These accounts accompanied by the parcel bills, and, if any, by copies of verification notes relating thereto shall be submitted to the examination of the corresponding Administration in the course of the month following the quarter to which they relate.

3. The recapitulation, transmission examination and acceptance of these accounts must not be delayed, and the payment of the balance shall take place, at the latest, at the expiration of the following quarter.

4. The balance resulting from the adjustment of the accounts between the two Administrations is paid by a sight draft drawn on New York, or by some other means mutually agreed upon by correspondence. The expenses of payment are chargeable to the debtor Administration.

2. Le bureau d'échange expéditeur qui reçoit un bulletin de vérification le renvoie après l'avoir examiné et y avoir, le cas échéant, consigné ses observations. Ce bulletin est fixé aux feuilles de route des colis auxquels il se rapporte. Toutes corrections apportées à une feuille de route qui ne sont pas appuyées par des pièces justificatives sont considérées comme nulles et non avenues.

3. En cas de nécessité, le bureau d'échange expéditeur peut également être avisé par télégramme aux frais du bureau qui expédie le télégramme.

4. En cas d'absence d'une feuille de route, il sera établi un duplicata dont copie sera envoyée au bureau d'échange qui aura expédié l'envoi.

5. Le bureau d'échange qui recevra d'un bureau correspondant un colis endommagé ou dont l'emballage est insuffisant devra réexpédier le colis après l'avoir remballé, s'il y a lieu, en conservant autant que possible l'emballage primitif.

Si l'avarie est telle que le contenu du colis ait pu être spolié, le bureau doit tout d'abord ouvrir officiellement le colis et en vérifier le contenu.

Dans l'un ou l'autre cas, le poids du colis sera vérifié avant et après le remballage et indiqué sur l'enveloppe du colis même. Cette indication sera suivie de la mention « Remballé à ..... » et de la signature des agents qui auront procédé au remballage.

Article 9.

TAXES.

1. Pour chaque colis ordinaire ou avec valeur déclarée expédié à destination de Gibraltar, il sera payé une taxe de 3 cents par livre, qui sera calculée sur le poids net total de chaque envoi.

Pour chaque colis ordinaire ou avec valeur déclarée expédié à destination des Etats-Unis d'Amérique, il sera payé une taxe de 6 cents par livre, qui sera calculée d'après le poids net total de chaque envoi.

Ces taxes terminales pourront être réduites ou augmentées, sous réserve d'un préavis de trois mois donné par l'un des pays à l'autre. Ces réductions ou augmentations resteront en vigueur pendant au moins une année.

2. Les sommes à bonifier relativement aux colis expédiés par l'une des administrations à l'autre pour être acheminés à destination d'une possession de l'un ou de l'autre pays, ou à destination d'un tiers pays, seront fixées par l'administration intermédiaire.

3. Sous réserve des dispositions du présent article, chaque administration conservera la totalité des sommes qu'elle aura encaissées en vertu des divers articles du présent arrangement.

Article 10.

COMPTABILITÉ.

1. A la fin de chaque trimestre, chaque administration établira un compte d'après les feuilles de route.

2. Ces comptes, accompagnés des feuilles de route et, s'il y a lieu, des copies des bulletins de vérification y afférents, seront envoyés à l'administration correspondante, pour examen, dans le courant du mois qui suivra le trimestre auquel ils se rapportent.

3. L'établissement, l'envoi, la vérification et l'acceptation de ces comptes devront s'effectuer dans le plus bref délai possible, et le versement du solde devra avoir lieu au plus tard à l'expiration du trimestre suivant.

4. Le paiement des soldes résultant de l'ajustement des comptes entre les deux administrations s'effectuera au moyen de traites à vue sur New-York ou de toute autre manière qui pourra être convenue entre les deux administrations au moyen d'un échange de correspondance. Les frais afférents au paiement seront à la charge de l'administration débitrice.

Article II.

MISCELLANEOUS NOTIFICATIONS.

The Administrations shall communicate to each other a summary of the provisions of their laws or regulations applicable to the parcels exchanged between the two contracting countries, and other items necessary for carrying out the exchange of parcels.

These Regulations shall come into operation on the day on which the Parcel Post Agreement comes into force and shall have the same duration as the Agreement.

Done in duplicate and signed at Washington, the 5th day of January 1937, and at Gibraltar, the 18th day of December 1936.

(Seal) *(Sd)* James A. FARLEY,
The Postmaster General
of the United States of America.

(Seal) *(Sd)* A. MCCORMICK,
The Colonial Postmaster.

I hereby certify that this is a true and complete textual copy of the original Agreement between the United States of America and Gibraltar concerning the exchange of parcel post in the language (English) in which the original was signed at Gibraltar, the 18th day of December 1936, and at Washington, the 5th day of January 1937.

W. W. Howes,
Acting Postmaster General.

Article II.

NOTIFICATIONS DIVERSES.

Les administrations se communiqueront l'une à l'autre un résumé des dispositions de leurs lois ou règlements applicables aux colis échangés entre les deux pays contractants, et tous autres renseignements nécessaires pour effectuer l'échange des colis.

Le présent règlement entrera en vigueur le jour où l'arrangement relatif aux colis postaux prendra lui-même effet, et il aura la même durée que ledit arrangement.

Fait en double exemplaire et signé à Washington, le 5 janvier 1937, et à Gibraltar, le 18 décembre 1936.

(Sceau) *(Signé)* James A. FARLEY,
Directeur général
des Postes des Etats-Unis d'Amérique.

(Sceau) *(Signé)* A. MCCORMICK,
Directeur colonial des Postes.

N° 4079.

BRÉSIL ET HONGRIE

Echange de notes comportant un accord commercial provisoire. Rio de Janeiro, le 30 juillet 1936.

BRAZIL AND HUNGARY

Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement. Rio de Janeiro, July 30th, 1936.

Nº 4079. — ÉCHANGE DE NOTES [1] ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRÉSILIEN ET HONGROIS COMPORTANT UN ACCORD COMMERCIAL PROVISOIRE. RIO DE JANEIRO, LE 30 JUILLET 1936.

Textes officiels français et portugais communiqués par le chef de la délégation hongroise près la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 25 mars 1937.

No. 4079. — TROCA DE NOTAS [1] ENTRE O GOVERNO BRASILEIRO E O GOVERNO DA HUNGRIA RELATIVAS A UN ACCORDO COMMERCIAL PROVISORIO. RIO DE JANEIRO, EM 30 DE JULHO DE 1936.

French and Portuguese official texts communicated by the Head of the Hungarian Delegation to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place March 25th, 1937.

I.

MAGYAR KIRÁLYI KÖVETSÉG.
BUENOS AIRES.

RIO DE JANEIRO, *le 30 juillet* 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que les Gouvernements hongrois et brésilien étant convenus de régler par un accord provisoire les rapports commerciaux entre les deux pays jusqu'à la terminaison des négociations qui sont actuellement en cours en vue de la conclusion d'un traité commercial définitif, en ont arrêté les bases suivantes :

I. Prorogation de l'Accord [2] du 24 décembre 1931 en maintenant le traitement douanier actuellement en vigueur.

II. L'importation du café en Hongrie a été réglée de manière réciproquement satisfaisante.

III. Quant à l'importation et le payement des autres produits brésiliens, la Hongrie continuera à maintenir le traitement actuel et n'appliquera aucune discrimination.

IV. Le présent accord provisoire restera en vigueur jusqu'à la conclusion du traité commercial définitif, au sujet duquel des négociations sont en cours entre les deux gouvernements, mais il pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes moyennant un préavis de trente jours.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) A. DE HAYDIN.

Pour copie certifiée conforme :
Budapest, le 10 mars 1937,
P. Sébestyén,
Conseiller de Section ministériel,
Chef de la Section des traités.

Entré en vigueur le 1er août 1936.

[2] Vol. CXLVII, page 51, de ce recueil.

[1] Came into force August 1st, 1936.

[2] Vol. CXLVII, page 51, of this Series.

II.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

MINISTERIO
DAS RELAÇÕES EXTERIORES,

EC/8/890./42/87.

RIO DE JANEIRO, *em* 30 *de Julho de* 1936.

SENHOR MINISTRO,

Tenho a honra de confirmar a Vossa Excellencia, em nome do Governo Brasileiro, que o Brasil e a Hungria, tendo concordado em regular por um entendimento provisorio as relações commerciaes entre os dois paizes até a conclusão das actuaes negociações para um Tratado Commercial definitivo, fixaram esse entendimento, mantendo o regimen actualmente em vigor para as suas relações commerciaes, dentro das bases seguintes :

1º — Prorogação do accordo de 24 de Dezembro de 1931, mantendo o tratamento aduaneiro actualmente em vigor.

2º — O Brasil confirma que a importação do café na Hungria foi regulada de maneira reciprocamente satisfactoria.

3º — Quanto á importação e ao pagamento dos outros productos brasileiros, a Hungria continuará a manter o tratamento actual e não applicará nenhuma discriminação. O Brasil declara que não applica nenhuma restricção á importação das mercadorias hung ras, seja quanto á sua quantidade, seja quanto ao seu pagamento.

4º — O presente accordo provisorio vigorará até a conclusão do Tratado Commercial definitivo, actualmente em negociações entre os dois Governos, mas poderá ser denunciado por uma ou outra das Altas

II.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

EC/8/890./42/87.

RIO DE JANEIRO, *le* 30 *juillet* 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence, au nom du Gouvernement brésilien, que le Brésil et la Hongrie, étant convenus de régler par un accord provisoire les rapports commerciaux entre les deux pays jusqu'à la terminaison des négociations actuellement en cours en vue de la conclusion d'un traité de commerce définitif, ont arrêté cet accord, en maintenant le régime actuellement en vigueur pour leurs rapports commerciaux, sur les bases suivantes :

1º Prorogation de l'Accord du 24 décembre 1931, en maintenant le traitement douanier actuellement en vigueur.

2º Le Brésil confirme que l'importation du café en Hongrie a été réglée de manière réciproquement satisfaisante.

3º Quant à l'importation et au paiement des autres produits brésiliens, la Hongrie continuera à maintenir le traitement actuel et n'appliquera aucune discrimination. Le Brésil déclare n'appliquer aucune restriction à l'importation des produits hongrois, ni en ce qui concerne la quantité ni en ce qui concerne le paiement.

4º Le présent accord provisoire restera en vigueur jusqu'à la conclusion du traité de commerce définitif au sujet duquel des négociations sont en cours entre les deux gouvernements, mais il pourra être

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

Partes Contractantes, mediante aviso prévio de 30 dias.

Aproveito a opportunidade para reiterar a Vossa Excellencia os protestos da minha alta consideração.

(Signé) José Carlos DE MACEDO SOARES.

A Sua Excellencia
o Senhor Albert de Haydin,
Enviado Extraordinario e
Ministro Plenipotenciario
da Hungria.

dénoncé par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes moyennant un préavis de 30 jours.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) José Carlos DE MACEDO SOARES.

A Son Excellence
Monsieur Albert de Haydin,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de Hongrie.

Pour copie certifiée conforme :
Budapest, le 10 mars 1937,
P. Sébestyén,
Conseiller de Section ministériel,
Chef de la Section des traités.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4079. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE BRAZILIAN AND HUNGARIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT. RIO DE JANEIRO, JULY 30TH, 1936.

I.

ROYAL HUNGARIAN LEGATION.
BUENOS AIRES.

RIO DE JANEIRO, *July 30th*, 1936.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform Your Excellency that the Hungarian and Brazilian Governments, having agreed to regulate commercial relations between their respective countries by means of a Provisional Agreement, pending the termination of the negotiations, now in progress, for the conclusion of a definitive Commercial Treaty, have fixed the bases of the said Provisional Agreement as follows :

I. Extension of the Agreement of December 24th, 1931, and maintenance of the Customs treatment now in force.

II. Arrangements have been made for the import of coffee into Hungary which are satisfactory to both Parties.

III. As regards the import of and payment for other Brazilian products, Hungary shall maintain the rules now in force and shall refrain from all discrimination.

IV. The present Provisional Agreement shall remain in force pending the conclusion of the definitive Commercial Treaty, with regard to which negotiations are in progress between the two Governments, subject, however, to denunciation by either of the High Contracting Parties at thirty days' notice.

I have the honour to be, etc.

(Signed) A. DE HAYDIN.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
EC/8/890./42/87.

RIO DE JANEIRO, *July 30th*, 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to confirm to Your Excellency, on behalf of the Brazilian Government, that Brazil and Hungary, having agreed to regulate commercial relations between the two countries by means of a Provisional Agreement, pending the termination of the negotiations,

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

now in progress, for the conclusion of a definitive Commercial Treaty, have concluded the said Agreement, maintaining the system at present governing their commercial relations, on the following bases :

1. Extension of the Agreement of December 24th, 1931, and maintenance of the Customs treatment now in force.

2. Brazil confirms that arrangements have been made for the import of coffee into Hungary which are satisfactory to both Parties.

3. As regards the import of and payment for other Brazilian products, Hungary shall maintain the rules now in force and shall refrain from all discrimination. Brazil declares the import of Hungarian goods to be subject to no restrictions, either as to quantity or as to payment.

4. The present Provisional Agreement shall remain in force pending the conclusion of the definitive Commercial Treaty, with regard to which negotiations are in progress between the two Governments, subject, however, to denunciation by either of the High Contracting Parties at thirty days' notice.

I have the honour to be, etc.

(Signed) José Carlos DE MACEDO SOARES.

His Excellency Monsieur Albert de Haydin,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary
of Hungary.

N° 4080.

ALBANIE, ALLEMAGNE, GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD, BULGARIE, ÉGYPTE, etc.

Convention internationale sur la protection mutuelle contre la fièvre dengue. Signée à Athènes, le 25 juillet 1934.

ALBANIA, GERMANY, GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, BULGARIA, EGYPT, etc.

International Convention for the Mutual Protection against Dengue Fever. Signed at Athens, July 25th, 1934.

N° 4080. — CONVENTION [1] INTERNATIONALE SUR LA PROTECTION MUTUELLE CONTRE LA FIÈVRE DENGUE. SIGNÉE A ATHÈNES, LE 25 JUILLET 1934.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Grèce près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 27 mars 1937.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ALBANIE, LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND, SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD, SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES, SA MAJESTÉ LE ROI D'EGYPTE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE, SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE, LE PRÉSIDENT DU CONSEIL CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES, SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE,

Désirant coopérer dans le but de prévenir et combattre la propagation de la fièvre dengue et considérant que les mesures qui seront prises dans ce but seront déterminées par la convention,

Ont décidé de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ALBANIE :

Monsieur Sotir LACI, chargé d'Affaires *a. i.* d'Albanie à Athènes,

---

[1] *Ratifications déposées à Athènes :*

FRANCE (y compris l'Algérie, la Tunisie, le Maroc (zone française), la Syrie et le Liban)	25 février 1935.
ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD (y compris Malte, Chypre, la Palestine (avec la Transjordanie), le Kénia (colonie et protectorat), Zanzibar et le territoire du Tanganyika)	3 avril 1935.
ITALIE	10 juillet 1935.
ROUMANIE	15 juillet 1935.
EGYPTE	8 octobre 1935.
ALLEMAGNE	6 février 1936.
UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES	23 juin 1936.
TURQUIE	9 octobre 1936.
GRÈCE	5 février 1937.

Adhésions :

PORTUGAL	11 février 1935.
UNION SUD-AFRICAINE	16 avril 1935.
DANEMARK	16 mai 1935.
TCHÉCOSLOVAQUIE	30 décembre 1936.

Entrée en vigueur le 25 mars 1935.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4080. — INTERNATIONAL CONVENTION [2] FOR THE MUTUAL PROTECTION AGAINST DENGUE FEVER. SIGNED AT ATHENS, JULY 25TH, 1934.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Greece to the League of Nations. The registration of this Convention took place March 27th, 1937.

HIS MAJESTY THE KING OF ALBANIA, THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH, HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, HIS MAJESTY THE KING OF BULGARIA, HIS MAJESTY THE KING OF EGYPT, THE PRESIDENT OF THE SPANISH REPUBLIC, THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC, THE PRESIDENT OF THE GREEK REPUBLIC, HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC, THE PRESIDENT OF THE CENTRAL EXECUTIVE COUNCIL OF THE U.S.S.R., HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA,

Being desirous of co-operating for the purpose of preventing and combating the propagation of dengue fever, and considering that the measures to be taken to this end should be determined by a Convention ;

Have decided to conclude a Convention for this purpose, and have nominated as their Plenipotentiaries the following :

HIS MAJESTY THE KING OF ALBANIA :

M. Sotir LACI, Albanian Chargé d'Affaires *ad interim* at Athens ;

---

[1] Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

[1] Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

[2] *Deposit of ratifications at Athens :*

FRANCE (including Algeria, Tunis, Morocco (French Zone), Syria and Lebanon)	February 25th, 1935.
UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND (including Malta, Cyprus, Palestine (including Transjordan), Kenya (Colony and Protectorate), Zanzibar and the Tanganyika Territory)	April 3rd, 1935.
ITALY	July 10th, 1935.
ROUMANIA	July 15th, 1935.
EGYPT	October 8th, 1935.
GERMANY	February 6th, 1936.
UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS	June 23rd, 1936.
TURKEY	October 9th, 1936.
GREECE	February 5th, 1937.

Accessions :

PORTUGAL	February 11th, 1935.
UNION OF SOUTH AFRICA	April 16th, 1935.
DENMARK	May 16th, 1935.
CZECHOSLOVAKIA	December 30th, 1936.

Came into force March 25th, 1935.

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

Son Excellence Monsieur Ernst EISENLOHR, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Allemagne à Athènes,

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DE L'INDE :

Son Excellence Monsieur Sydney WATERLOW, C.B.E., envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté britannique à Athènes,

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES :

Son Excellence Monsieur Pierre NEICOV, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Bulgarie à Athènes,

SA MAJESTÉ LE ROI D'EGYPTE :

Son Excellence Ali Serry OMAR Bey, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi d'Egypte à Athènes,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE :

Son Excellence Monsieur Pedro GARCIA CONDE, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République espagnole à Athènes,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Son Excellence Monsieur Adrien THIERRY, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française à Athènes,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

Son Excellence Monsieur André DELMOUZOS, directeur général du Ministère des Affaires étrangères, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire,

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence Monsieur Pierfilippo DE ROSSI NOBILE DEL LION NERO, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Italie à Athènes,

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

Son Excellence Monsieur C. Langa RASCANO, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Roumanie à Athènes,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

RIFKI REFIK Bey, chargé d'Affaires *a. i.* de la République turque à Athènes,

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES :

Son Excellence Monsieur Michel KOBEZKY, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'Union des Républiques socialistes soviétiques,

SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE :

Son Excellence Monsieur Bochko CHRISTITCH, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Yougoslavie à Athènes,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

His Excellency M. Ernst EISENLOHR, German Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Athens ;

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

FOR THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND :

His Excellency Mr. Sydney WATERLOW, C.B.E., His Britannic Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Athens ;

HIS MAJESTY THE KING OF BULGARIA :

His Excellency M. Pierre NEICOV, Bulgarian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Athens ;

HIS MAJESTY THE KING OF EGYPT :

His Excellency Ali Serry OMAR Bey, Egyptian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Athens ;

THE PRESIDENT OF THE SPANISH REPUBLIC :

His Excellency M. Pedro GARCIA CONDE, Spanish Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Athens ;

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

His Excellency M. Adrien THIERRY, French Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Athens ;

THE PRESIDENT OF THE GREEK REPUBLIC :

His Excellency M. André DELMOUZOS, Director-General of the Ministry for Foreign Affairs, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency Signor Pierfilippo DE ROSSI NOBILE DEL LION NERO, Italian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Athens ;

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

His Excellency M. C. Langa RASCANO, Roumanian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Athens ;

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

RIFKI REFIK Bey, Turkish Chargé d'Affaires *ad interim* at Athens ;

THE PRESIDENT OF THE CENTRAL EXECUTIVE COUNCIL OF THE U.S.S.R. :

His Excellency M. Michel KOBEZKY, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the U.S.S.R. at Athens ;

HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA :

His Excellency M. Bochko CHRISTITCH, Yugoslavian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Athens ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, are agreed upon the following provisions :

Article premier.

Lorsque la dengue apparaîtra sous la forme épidémique dans l'un des territoires auxquels la présente convention est applicable, l'autorité supérieure d'hygiène de ce territoire en fera la notification aux autorités sanitaires de tous les autres territoires auxquels la convention est applicable.

Elle tiendra l'Office international d'hygiène publique au courant de la marche de l'épidémie.

Article 2.

Lorsque dans l'un des territoires auxquels la présente convention est applicable une épidémie de dengue aura été constatée dans un port ou dans la région avoisinant un port, l'autorité sanitaire dudit port recommandera aux capitaines, et éventuellement aux médecins des navires, de faire procéder aussitôt après le départ du port, à la recherche et la destruction des moustiques et de leurs larves dans toutes les parties accessibles du navire, notamment dans les cabines, les postes d'équipages, les cambuses, les cuisines, les chaufferies, les réservoirs d'eau et tous locaux spécialement susceptibles de donner asile aux moustiques.

Elle invitera le médecin, et à défaut le capitaine, à prendre les dispositions nécessaires pour que, si des cas de dengue venaient à se produire à bord, les malades puissent être isolés dans des conditions telles qu'ils ne puissent pas être piqués par des moustiques.

Article 3.

Dans l'un des territoires auxquels la présente convention est applicable, tout navire provenant d'un port où règne une épidémie de dengue et arrivant dans un port où l'autorité sanitaire a lieu de craindre que la maladie ne s'y propage, en raison de la présence en nombre élevé de moustiques susceptibles de la transmettre, pourra être soumis aux mesures suivantes :

a) Arraisonnement, comportant la réponse, par le médecin et à défaut par le capitaine, à la question :

« Y a-t-il, ou y a-t-il eu à bord des personnes atteintes de dengue ? »

b) Visite médicale.

Les malades atteints de dengue depuis moins de 5 jours, qui désireraient quitter le navire seront débarqués de jour, et pourront être isolés à terre, suivant les instructions des autorités sanitaires compétentes, dans des conditions qui les mettent à l'abri des piqûres de moustiques, jusqu'à expiration d'un délai de 5 jours à partir du début de la maladie.

c) Inspection du navire en vue de s'assurer qu'il n'y existe pas de Stégomyia, sous la réserve qu'il serait tenu compte des mesures déjà prises en cours de route. Au cas où la présence à bord de Stégomyia serait constatée, l'autorité sanitaire du port pourra faire procéder à la destruction des moustiques.

d) Exceptionnellement, l'autorité sanitaire du port pourra, si elle juge nécessaire en raison des circonstances, mettre les passagers débarqués sous surveillance et consigner les équipages à bord, sauf si la sortie est demandée pour des raisons de service, jusqu'à l'expiration d'un délai de 8 jours à partir de l'exposition au risque.

Article 4.

Lorsque l'existence de l'épidémie de dengue est établie dans un des territoires auxquels la présente convention est applicable, ayant une frontière de terre avec un autre territoire auquel la convention est aussi applicable, les autorités sanitaires de ce dernier territoire peuvent, si elles le jugent nécessaire, prendre à ces frontières les mesures suivantes :

a) Les passagers peuvent être mis sous surveillance, pour une période ne dépassant pas 8 jours à partir du dernier jour de l'exposition à l'infection.

Article 1.

On the appearance of dengue fever in epidemic form in any of the territories to which the present Convention applies, the Chief Health Authority of the territory shall notify the sanitary authorities of all the other territories to which the Convention applies.

It shall keep the Office international d'hygiène publique informed of the course of the epidemic.

Article 2.

When in any of the territories to which the present Convention applies, an epidemic of dengue fever shall be discovered in a port or in a district adjoining a port, the sanitary authority of the said port shall recommend captains of vessels and ships' doctors, if such are on board, immediately after leaving the port, to search out and destroy mosquitoes and their larvæ in all the accessible parts of the ship, especially in the cabins, crew's quarters, store rooms, kitchens, stoke holes, water containers, and all places likely to harbour mosquitoes.

The sanitary authority shall request the doctor, or failing him the captain, to take such measures, as may be necessary to ensure that if cases of dengue fever occur on board the patients may be isolated under conditions such that they cannot be bitten by mosquitoes.

Article 3.

In any of the territories to which this Convention applies, all ships, coming from a port in which there is an epidemic of dengue fever and arriving in a port whose sanitary authority has reason to fear that the disease may spread owing to the presence of a larger number of mosquitoes capable of transmitting it, may be subjected to the following measures :

(a) *Boarding.* — The doctor, or failing him the captain, shall give a reply to the question :

" Are there, or have there been, on board any persons suffering from dengue fever ? "

(b) *Medical Inspection.* — Patients who have developed dengue fever within less than five days and desire to leave the ship shall be landed by day and shall be isolated on land, in accordance with the instructions of the competent sanitary authority, under conditions which shelter them from mosquito bites, until a period of five days has elapsed since the illness began.

(c) Inspection of the ship in order to ascertain that there are no stegomyia on board, taking into account any measures already taken on the voyage. If any stegomyia are found on board the sanitary authority may have the mosquitoes destroyed.

(d) In exceptional cases, the sanitary authority of the port may, if he considers that circumstances render it necessary, place under surveillance those passengers who have disembarked and confine the crew on board except for purposes of duty, until a period of eight days has elapsed since they were exposed to risk.

Article 4.

When an epidemic of dengue fever has broken out in one of the territories to which the present Convention applies, and which has a land frontier bordering on another territory to which the Convention also applies, the sanitary authorities of the latter territory may, if they consider it necessary, take the following measures at the frontier :

(a) Passengers may be placed under surveillance for a period not exceeding eight days from the day of exposure to the infection.

b) Les passagers suspects d'être atteints de la fièvre de dengue, depuis moins de 5 jours, peuvent être isolés, suivant les instructions des autorités sanitaires, dans des conditions qui les mettent à l'abri des piqûres de moustiques jusqu'à l'expiration d'un délai de 5 jours à partir du début de la maladie.

Article 5.

Les mesures exposées dans les articles 3 et 4 seront considérées comme constituant un maximum des limites dans lesquelles les gouvernements détermineront la procédure, qui sera appliquée respectivement dans les ports et frontières de terre.

Article 6.

La présente convention portera la date de ce jour.

Elle sera ratifiée et les ratifications seront déposées le plus tôt possible au Gouvernement de la République hellénique, qui communiquera toute ratification aux Etats contractants ou adhérents.

Article 7.

La présente convention sera accessible à l'adhésion des gouvernements de tout pays qui ne l'a pas signée.

Les adhésions seront communiquées par la voie diplomatique au Gouvernement de la République hellénique, qui informera tous les autres gouvernements contractants ou adhérents.

Article 8.

La présente convention entrera en vigueur après qu'un délai d'un mois aura été écoulé depuis la réception par le Gouvernement hellénique des ratifications ou adhésions de deux gouvernements.

Les adhésions ou ratifications, qui seront reçues après la date de la mise en vigueur de la présente convention, conformément au paragraphe ci-dessus, auront effet un mois après le jour de leur réception par le Gouvernement de la République hellénique.

Article 9.

1. Chacune des Hautes Parties contractantes pourra déclarer, soit au moment de sa signature, soit au moment du dépôt de sa ratification ou de son adhésion que son acceptation de la présente convention engage seulement les territoires mentionnés dans sa déclaration et que la convention sera appliquée seulement aux territoires ainsi mentionnés. La déclaration peut être limitée aux territoires métropolitains du gouvernement qui fait la déclaration, ou à l'un ou plusieurs de ses protectorats, colonies ou territoires sous mandat.

2. Tout gouvernement contractant peut ultérieurement notifier au Gouvernement de la République hellénique, qu'il désire que la convention soit appliquée à tout territoire non mentionné dans sa déclaration conformément au paragraphe précédent soit que le territoire métropolitain ait fait la déclaration, ou une de ses colonies, protectorats ou territoires sous mandat.

3. Tout Gouvernement contractant peut après l'expiration d'un délai de 5 ans, à partir de la mise en vigueur de la convention, conformément au paragraphe 1 de l'article 8, notifier au Gouvernement de la République hellénique qu'il désire que la présente convention cesse de s'appliquer à certains de ses territoires auxquels la convention s'applique, conformément au paragraphe susmentionné de cet article, et la convention cessera de s'appliquer aux territoires mentionnés dans cette déclaration, 6 mois après la date de la réception de la notification par le Gouvernement de la République hellénique.

(b) Passengers suspected of having developed dengue fever within less than five days may be isolated according to the instructions of the sanitary authorities in conditions in which they are protected from mosquito bites until a period of five days has elapsed from the beginning of the illness.

Article 5.

The measures set out in Articles 3 and 4 shall be considered as constituting the maximum limits within which the Governments shall determine the procedure to be adopted respectively in ports and at land frontiers.

Article 6.

The present Convention shall bear to-day's date.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be deposited as soon as possible with the Government of the Greek Republic, which shall communicate every ratification to the contracting or acceding States.

Article 7.

It is open to any country which has not signed the Convention to accede to it.

Accessions shall be communicated by the diplomatic channel to the Government of the Greek Republic, which shall inform all the contracting or acceding Governments.

Article 8.

The present Convention shall come into force when one month has elapsed after the Greek Government has received the ratifications or accessions of two Governments.

Accessions or ratifications received after the date on which this Convention comes into force, in accordance with the preceding paragraph, shall take effect one month after the date on which they have been received by the Greek Government.

Article 9.

1. Each of the High Contracting Parties may declare, either at the time of signature, or of the deposit of his ratification or accession, that his acceptance of the present Convention refers only to the countries mentioned in his declaration, and that the Convention will be applied solely to the territories mentioned therein. The declaration may be limited to the metropolitan territories of the Government making the declaration, or to one or more of its protectorates, or colonies, or territories under mandate.

2. Each of the contracting Governments may subsequently notify the Government of the Greek Republic that it desires to apply the Convention to any territory not mentioned in the declaration, in accordance with the preceding paragraph, whether the declaration was made by the metropolitan territory, or by one of its colonies, protectorates or territories under mandate.

3. Each of the contracting Governments may, after the expiration of five years from the time the Convention comes into force, in accordance with paragraph 1 of Article 8, notify to the Government of the Greek Republic that it desires that the present Convention should cease to apply to certain of its territories to which it applies under the above-mentioned paragraph of this Article, and the Convention shall cease to apply to the territories mentioned in this declaration six months after the date on which the notification is received by the Government of the Greek Republic.

4. Le Gouvernement de la République hellénique communiquera à tous les gouvernements ayant signé ou adhéré toutes déclarations ou notifications reçues en vertu du paragraphe précédent de cet article.

5. La présente convention sera déposée aux archives du Gouvernement de la République hellénique, et communiquée pour enregistrement au Secrétariat de la Société des Nations, dès qu'elle sera mise en vigueur conformément à l'article 8.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention.

Fait à Athènes, le 25 juillet 1934, en un seul exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement hellénique et dont les copies, certifiées conformes, seront remises aux autres Parties contractantes.

Pour l'Albanie :
Sotir LACI.

Pour l'Allemagne :
Ernst EISENLOHR.

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :
Sydney WATERLOW.

Pour la Bulgarie :
Pierre NEICOV.

Pour l'Egypte :
Ali Serry OMAR Bey.

Pour l'Espagne :
Pedro GARCIA CONDE.

Pour la France :
Adrien THIERRY.

Pour la Grèce :
André DELMOUZOS.

Pour l'Italie :
DE ROSSI DEL LION NERO.

Pour la Roumanie :
C. Langa RASCANO.

Pour la Turquie :
RIFKI REFIK Bey.

Pour l'Union des RSS :
Michel KOBEZKY.

Pour la Yougoslavie :
Bochko CHRISTITCH.

Pour copie certifiée conforme :

Le Chef de la Section des Affaires conventionnelles et commerciales,
A. G. Argyropoulos.

4. The Government of the Greek Republic shall communicate every declaration or notification received under the preceding paragraph of this Article to all the Governments which have signed or acceded.

5. The present Convention shall be deposited in the archives of the Greek Government and communicated for registration to the Secretariat of the League of Nations as soon as it comes into force in accordance with Article 8.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Athens, the 25th July, 1934, in a single copy, which shall remain deposited in the archives of the Greek Government, and of which copies certified as being correct shall be transmitted to the other Contracting Parties.

For Albania :
Sotir LACI.

For Germany :
Ernst EISENLOHR.

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :
Sydney WATERLOW.

For Bulgaria :
Pierre NEICOV.

For Egypt :
Ali Serry OMAR Bey.

For Spain :
Pedro GARCIA CONDE.

For France :
Adrien THIERRY.

For Greece :
André DELMOUZOS.

For Italy :
DE ROSSI DEL LION NERO.

For Roumania :
C. Langa RASCANO.

For Turkey :
RIFKI REFIK Bey.

For the U. S. S. R. :
Michel KOBEZKY.

For Yugoslavia :
Bochko CHRISTITCH.

N° 4081.

PAYS-BAS ET POLOGNE

Convention tarifaire, avec annexes, signée à La Haye, le 9 avril 1936, et échange de notes y relatif de la même date.

THE NETHERLANDS AND POLAND

Convention regarding Tariff Questions, with Annexes, signed at The Hague, April 9th, 1936, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date.

N° 4081. — CONVENTION [1] TARIFAIRE ENTRE LE ROYAUME DES PAYS-BAS ET LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE. SIGNÉE A LA HAYE, LE 9 AVRIL 1936.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 30 *mars* 1937.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, animés du désir de favoriser l'échange de marchandises entre leurs pays respectifs, ont résolu de remplacer l'Accord [2] tarifaire, signé à La Haye le 11 décembre 1933, par de nouvelles dispositions et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Jonkheer Andries Cornelis DIRK DE GRAEFF, son ministre des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

Monsieur Waclaw BABIŃSKI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République de Pologne près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Il ne sera appliqué aux produits originaires et en provenance des Pays-Bas visés à la liste A, annexée à la présente convention, à leur entrée en territoire douanier polonais des droits plus élevés que ceux indiqués à ladite liste.

Article 2.

Il ne sera appliqué aux produits originaires et en provenance du territoire douanier polonais visés à la liste B, annexée à la présente convention, à leur entrée aux Pays-Bas des droits plus élevés que ceux indiqués à ladite liste.

Article 3.

Si l'une des Hautes Parties contractantes était amenée à établir des droits ou à augmenter un ou plusieurs des droits sur les produits indiqués respectivement aux listes A et B, elle en aviserait l'autre Partie contractante au moins quinze jours avant de procéder audit établissement ou à ladite augmentation.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 22 janvier 1937.
Entrée en vigueur définitivement le 21 février 1937.

[2] Vol. CLXIII, page 381, de ce recueil.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4081. — CONVENTION [2] BETWEEN THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS AND THE REPUBLIC OF POLAND REGARDING TARIFF QUESTIONS. SIGNED AT THE HAGUE, APRIL 9TH, 1936.

French official text communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place March 30th, 1937.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND, being desirous of promoting the exchange of goods between their respective countries, have decided to replace the Agreement [3] concerning Customs Tariffs signed at The Hague on December 11th, 1933, by new provisions and to that end have appointed as their Plenipotentiaries :

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Jonkheer Andries Cornelis DIRK DE GRAEFF, Her Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND :

Monsieur Waclaw BABIŃSKI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic of Poland to Her Majesty the Queen of the Netherlands ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following Articles :

Article 1.

Such products of Netherlands origin and provenance as are enumerated in List A, annexed to the present Convention, shall not be subject, on entering Polish Customs territory, to higher duties than those specified in the said list.

Article 2.

Such products having their origin and provenance in Polish Customs territory as are enumerated in List B, annexed to the present Convention, shall not be subject, on entering the Netherlands, to higher duties than those specified in the said list.

Article 3.

In the event of one of the High Contracting Parties being led to impose duties, or to increase one or more existing duties, on the products specified in Lists A and B respectively, the said Party shall notify the other Party accordingly not less than fifteen days before the imposition or increase of the duty or duties in question.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Warsaw, January 22nd, 1937. Came into force finally on February 21st, 1937.

[3] Vol. CLXIII, page 381, of this Series.

Dans l'impossibilité d'obtenir des concessions équivalentes, la Partie qui se considérerait comme lésée serait fondée à retirer une partie des concessions accordées par elle dans la présente convention.

Article 4.

L'application par l'une des Hautes Parties contractantes de charges grevant les produits importés et constituant une compensation ou un équivalent d'un impôt ou taxe intérieure ne sera considérée comme contraire aux stipulations de la présente convention.

Article 5.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification en seront échangés à Varsovie aussitôt que faire se pourra. Elle entrera en vigueur le trentième jour après la date de l'échange des instruments de ratification.

La présente convention sortira ses effets jusqu'au 31 mars 1937. Si aucune des Hautes Parties contractantes ne l'aura dénoncée avant le 1er février 1937 elle sera prolongée par tacite reconduction. Toutefois elle pourra être dénoncée à partir du 1er avril 1937 à tout temps avec un préavis de trois mois.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à La Haye, en double, le 9 avril 1936.

(L. S.) DE GRAEFF.
(L. S.) W. BABIŃSKI.

LISTE A

N° du tarif douanier polonais	Désignation des marchandises	Droit d'entrée par 100 kg. en zloty
21	Semences de légumes, les dénommées ailleurs exceptées, semences de fleurs, en emballage :	
p. 2	Au-dessus de 25 gr. jusqu'à 2,5 kg.	800,—
ex 32 p. 1	Amidon de maïs en emballage au-dessus de 2 kg.	65,—
41	Choux-fleurs frais :	
ex p. 1	Importés du 1er mai au 30 juin	70,—
p. 2	Importés du 1er juillet au 30 novembre	10,—
42	Tomates fraîches :	
ex p. 1	Importées du 15 mai au 4 juillet	75,—
43	Concombres frais :	
ex p. 1	Importés du 15 mars au 14 juin	35,—
44	Choux frais, les dénommés ailleurs exceptés :	
ex p. 1	Importés du 1er décembre jusqu'à la fin du mois de février.	exempts
	Importés du 1er mars au 15 mai	2,—
57	Raisins frais en emballage :	
ex p. 1	Au-dessus de 5 kg. :	
	Importés du 15 juillet au 14 août	35,—
	Importés du 15 août au 31 août	45,—
	Importés du 15 octobre au 31 décembre	35,—

Failing equivalent concessions, that Party which, in its own judgment, is the sufferer by the duties aforementioned shall be entitled to withhold some part of the concessions accorded by it under the present Convention.

Article 4.

The imposition by one of the High Contracting Parties of duties on imported products as a counterpart to internal duties or taxes shall not be deemed to be an infringement of the provisions of the present Convention.

Article 5.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Warsaw as soon as possible. It shall come into force on the thirtieth day from the date of the exchange of the instruments of ratification.

The present Convention shall remain in force until March 31st, 1937. If neither of the High Contracting Parties has denounced it before February 1st, 1937, it shall be prolonged by tacit consent, but may be denounced at any time after April 1st, 1937, by notice given three months beforehand.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at The Hague in duplicate, this 9th day of April, 1936.

(L. S.) DE GRAEFF.
(L. S.) W. BABIŃSKI.

LIST A.

No. in the Polish Customs Tariff	Description of Goods	Import duty per 100 kg. in zloty
21	Seeds of vegetables, with the exception of those enumerated elsewhere, also flower seeds in packages :	
p. 2	Weighing between 25 gr. and 2.5 kg.	800.—
ex 32 p. 1	Starch from maize in packages of over 2 kg.	65.—
41	Fresh cauliflowers :	
ex p. 1	Imported between May 1st and June 30th	70.—
p. 2	Imported between July 1st and November 30th.	10.—
42	Fresh tomatoes :	
ex p. 1	Imported between May 15th and July 4th	75.—
43	Fresh cucumbers :	
ex p. 1	Imported between March 15th and June 14th	35.—
44	Fresh cabbages, with the exception of those enumerated elsewhere : .	
ex p. 1	Imported between December 1st and the end of the month of February	Exempt
	Imported between March 1st and May 15th.	2.—
57	Fresh grapes in packages :	
ex p. 1	Weighing over 5 kg. :	
	Imported between July 15th and August 14th	35.—
	Imported between August 15th and August 31st. . . .	45.—
	Imported between October 15th and December 31st . .	35.—

N° du tarif douanier polonais	Désignation des marchandises	Droit d'entrée par 100 kg. en zloty
80 p. 3	Cacao en poudre sans sucre, en emballage :	
	a) Au-dessus de 2 kg.	180,—
	b) 2 kg. et moins, y compris le conditionnement immédiat	220,—
ex 83	Plantes vivantes :	
p. 1	A racines en mottes :	
	a) Tous conifères ; lauriers	30,—
	b) Autres, sans fleurs ni boutons visiblement colorés, importés durant la période :	
	I. Du 1er juin au 30 novembre	30,—
	II. Du 1er décembre au 31 mai	120,—
	ex II. Rhododendrons importés du 1er décembre jusqu'au 31 mai	100,—
	c) En fleurs ou avec des boutons colorés	340,—
p. 2	Plantes à racines nues même si leurs racines sont enduites de glaise :	
	a) Arbres et arbustes fruitiers	75,—
	b) Rosiers	100,—
	c) Tous arbres, arbustes et autres plantes, les dénommés ailleurs exceptés	60,—
ex 85 p. 1	Oignons à fleurs des hyacinthes, tulipes et narcisses, en emballage au-dessus de 5 kg.	60,—
200 p. 8	Vaseline :	
	a) Purifiée, en emballage :	
	I. Au-dessus de 20 kg.	40,—
	II. Au-dessus de 5 kg. jusqu'à 20 kg.	56,—
	III. 5 kg. et moins	75,—
ex 219	Stéarine	60,—
ex 221 ex p. 2	Oléine	47,—
ex 266	Bonbons hollandais « Hopjes » contenant du café et de la crème, en emballage :	
p. 1	Au-dessus de 2 kg.	482,—
p. 2	2 kg. et moins, y compris le conditionnement immédiat.	582,—
276 p. 1	Arac, rhum en fûts ou en wagons-citernes, titrant :	
	a) 45° et moins	550,—
	b) Au-dessus de 45°	650,—
429	Huiles éthériques odoriférantes sans alcool :	
p. 2	Autres	250,—
431 p. 1	Vaniline	500,—
497	Cuir dur, tanné, pour semelles, courroies, semelles intérieures :	
p. 4 *b)*	En croupons obtenus par tannage minéral	380,—
ex 510 p. 1	Peaux vernies entières, demi-peaux	990,—
572 p. 1 *a)*	Fils de soie artificielle simples, non teints	700,—
636 p. 1 *b)*	Tapis, tapis d'escalier, paillassons en fils de coco et en tissus de coco, teints, ainsi que toutes espèces façonnées	170,—
ex 663	Linoléum unicolore, uni	140,—
ex 1101 p. 11	Bobines à superinductance d'une carcasse en verre, imprégnées dans une matière isolante non hydroscopique à faible coefficient d'amortissement, pratiquement sans différence dans la valeur d'induction entre les différentes bobines (au dessous de 1/16 %)	1.200,—
1107 ex p. 1 *f)*	Potentiomètres, pesant par pièce au-dessus de 10 g. jusqu'à 100 g.	2.300,—
1107 ex p. 1 *g)*	Résistances pesant par pièce 10 g. et moins	3.500,—

No. in the Polish Customs Tariff	Description of Goods	Import duty per 100 kg. in zloty
80 p. 3	Cocoa in powder, without sugar, in packages :	
	(a) Weighing more than 2 kg	180.—
	(b) Weighing 2 kg. or less, including the immediate packing	220.—
ex 83	Living plants :	
p. 1	With roots covered with earth :	
	(a) All conifers ; laurels.	30.—
	(b) Others, without flowers or visibly coloured buds, imported during the period :	
	I. From June 1st to November 30th	30.—
	II. From December 1st to May 31st	120.—
	ex II. Rhododendrons imported between December 1st and May 31st	100.—
	(c) In flower or with coloured buds	340.—
p. 2	Plants with bare roots, even if their roots are covered with clay :	
	(a) Fruit-bearing trees and shrubs	75.—
	(b) Rose trees	100.—
	(c) All trees, shrubs and other plants, with the exception of those enumerated elsewhere	60.—
ex 85 p. 1	Bulbs of hyacinths, tulips and narcissi in packages, weighing more than 5 kg.	60.—
200 p. 8	Vaseline :	
	(a) Purified, in packages :	
	I. Weighing more than 20 kg.	40.—
	II. Weighing between 5 kg. and 20 kg..	56.—
	III. Weighing 5 kg. or under	75.—
ex 219	Stearin.	60.—
ex 221 ex p. 2	Olein.	47.—
ex 266	Dutch " hopjes " bonbons containing coffee and cream, in packages :	
p. 1	Weighing more than 2 kg.	482.—
p. 2	Weighing 2 kg. or less, including immediate packing . . .	582.—
276 p. 1	Arrack, rum in casks or in tank wagons with :	
	(a) 45° or less of alcohol	550.—
	(b) Over 45° of alcohol	650.—
429	Etheric oils : odoriferous without alcohol :	
p. 2	Others	250.—
431 p. 1	Vanillin	500.—
497	Hard leather, tanned, for soles, straps, inner soles :	
p. 4 *(b)*	In butts obtained by mineral tanning	380.—
ex 510 p. 1	Varnished hides, whole, or half skins	990.—
572 p. 1 *(a)*	Threads of crude artificial silk, not dyed	700.—
636 p. 1 *(b)*	Carpets, stair carpets, doormats of cocoanut fibre and cocoanut tissues, dyed, and all kinds of made-up goods of this class	170.—
ex 663	Linoleum of one colour, in one piece	140.—
ex 1101 p. 11	Superinductance coils with glass former, impregnated in a non-hydroscopic insulating medium having a low loss coefficient, with no substantial difference in induction value (less than 1/16 per cent) between the individual coils	1,200.—
1107 ex p. 1 *(f)*	Potentiometers, weighing each between 10 gr. and 100 gr. . .	2,300.—
1107 ex p. 1 *(g)*	Resistances weighing each 10 gr. or less.	3,500.—

N° du tarif douanier polonais	Désignation des marchandises	Droit d'entrée par 100 kg. en zloty
1108	Condensateurs :	
ex p. 1	Fixes électrolitiques pesant par pièce :	
	f) Au-dessus de 50 g. jusqu'à 200 g.	840,—
	g) 50 g. et moins	1.000,—
p. 2	Rotatifs, pesant par pièce :	
	a) Au-dessus de 100 g.	1.200,—
	b) 100 g. et moins	1.500,—
1113 ex p. 4	Tubes d'éclairage contenant du sodium métallique, remplis de gaz inertes, avec des électrodes à oxyde	2.500,—
1118	Appareils radioélectriques, leurs parties :	
ex p. 1 *c)*	Chassis d'appareils récepteurs de luxe sans lampes	1.400,—
ex p. 2 *b)*	Systèmes magnétiques de haut-parleurs électrodynamiques	1.100,—
	Note : Les droits de douane inscrits dans les positions 1101, p. 11 ; 1107, p. 1. *f), g)* ; 1108, p. 1 *f)* et 1 *g)* ; 1108, p. 2 *a)* et 2 *b)* ; 1118, p. 1 *c)* et 1118, p. 2 *b)*, ne seront applicables qu'aux produits importés par les usines dûment établies en Pologne à condition toutefois que ces usines ne s'occupent pas du simple montage, c'est-à-dire qu'elles emploient dans leur fabrication plus de 50 % de matériel national et à condition que ces produits soient en provenance des usines étrangères qui se trouvent avec les usines polonaises susmentionnées dans une communauté de raison sociale et qui ont un intérêt dans ces usines. Il est entendu que ces produits seront accompagnés à leur importation en Pologne d'un certificat délivré par l'Union des Entreprises industrielles électrotechniques polonaises.	
1159 p. 1 ex *c)* III	Balances automatiques pour comptoirs, pesant par pièce au-dessus de 5 jusqu'à 50 kg.	400,—

LISTE B

N° du tarif néerlandais	Désignation des marchandises	Droit d'entrée
59-I-A-2	*a)* Bois de chêne scié, n'ayant subi d'autre travail que le sciage rectangulaire des extrémités (594)	3% *ad valorem*
	b) Bois de chêne raboté ou ayant subi un travail plus avancé que *a)* (594)	6% » »
59-I-A-1	*a)* Bois de conifères scié, n'ayant subi d'autre travail que le sciage rectangulaire des extrémité (596) :	
» *a)*	D'une longueur inférieure à 43 cm.	6% » »
» *b)*	D'une longueur supérieure à 43 cm. mais de 2 m. au maximum, et d'une épaisseur maximale, en quelque endroit, de 12 mm.	6% » »
» *c)*	D'une épaisseur supérieure, en quelque endroit, à 76,2 mm. (3 pouces anglais)	6% » »
» *d)*	D'une largeur supérieure, en quelque endroit, à 279,4 mm. (11 pouces anglais)	6% » »
» *e)*	D'une longueur supérieure à 7,01 m. (23 pieds anglais) . . .	6% » »

No. in the Polish Customs Tariff	Description of Goods	Import duty per 100 kg. in zloty
1108	Condensers :	
ex p. 1	Electrolitic fixes weighing each :	
	(f) Between 50 gr. and 200 gr.	840.—
	(g) 50 gr. or less	1,000.—
p. 2	Rotaries weighing each :	
	(a) Over 100 gr.	1,200.—
	(b) 100 gr. or less	1,500.—
1113 ex p. 4	Lighting tubes containing metallic sodium filled with inert gases with oxide electrodes	2,500.—
1118	Radio-electric apparatus, and parts of same :	
ex p. 1 *(c)*	Chassis for " de luxe " receiving apparatus without lamps	1,400.—
ex p. 2 *(b)*	Magnetic apparatus for electro-dynamic loud-speakers . .	1,100.—
	Note : The Customs duties specified for items Nos. 1101, p. 11 ; 1107, p. 1 *(f)*, *(g)* ; 1108, p. 1 *(f)* and 1 *(g)* ; 1108, p. 2 *(a)* and 2 *(b)* ; 1118, p. 1 *(c)*, and 1118, p. 2 *(b)*, to be applicable only to products imported by factories duly established in Poland, provided always that such factories do not confine themselves to erection and assembly, that is to say, that they employ more than 50 per cent of national material in the process of manufacture, and provided further that the said imported products come from foreign factories which bear the same name as the under-mentioned Polish factories and have an interest therein. It is understood that the said products, on import into Poland, shall be accompanied by a certificate issued by the Union of Polish Industrial Electrotechnical Undertakings.	
1159 p. 1 ex *(c)* III	Automatic scales for counters, weighing each between 5 and 50 kg.	400.—

LIST B.

No. in the Netherlands Tariff	Description of Goods	Import duty
59-I-A-2	*(a)* Sawn oak wood, unworked except for rectangular sawing of the extremities (594)	3% *ad valorem*
	(b) Oak wood either planed or more finished than *(a)* (594) .	6% ,, ,,
59-I-A-1	*(a)* Sawn timber of coniferous trees, unworked except for rectangular sawing of the extremities (596) :	
,, *(a)*	Being less than 43 cm. in length	6% ,, ,,
,, *(b)*	Being between 43 cm. and 2 m in length and not being thicker, at any part, than 12 mm.	6% ,, ,,
,, *(c)*	Being thicker, at any part, than 76.2 mm. (3 English inches)	6% ,, ,,
,, *(d)*	Being broader, at any part, than 279.4 mm. (11 English inches)	6% ,, ,,
,, *(e)*	Being longer than 7.01 m. (23 English feet)	6% ,, ,,

N° du tarif néerlandais	Désignation des marchandises	Droit d'entrée
59-I-A-2	Autres (595)	3% *ad valorem*
59-I-B	*b)* Bois de conifères scié, ayant subi un travail plus avancé que *a)* (596)	6% » »
59-I-B	Bois de conifères, raboté (597)	6% » »
59-I-A-2	*a)* Bois de hêtre scié, n'ayant subi d'autre travail que le sciage rectangulaire des extrémités (603)	3% » »
59-I-B	*b)* Bois de hêtre raboté ou ayant subi un travail plus avancé que *a)* (603)	6% » »
59-III	Bois « triplex » et « multiplex » d'okoumé ou de gabon, d'une épaisseur supérieure à 11 mm. (626.3)	6% » »
59-III	Bois « triplex » et « multiplex », d'aulne ou de bouleau, d'une épaisseur inférieure à 11 mm. (626.4)	6% » »
59-III	Bois « triplex » et « multiplex », d'aulne ou de bouleau, d'une épaisseur supérieure à 11 mm. (626.5)	6% » »
59-III	Bois « triplex » et « multiplex » de chêne d'une épaisseur inférieure à 11 mm. (626.6)	6% » »
59-III	Bois « triplex » et « multiplex » de chêne d'une épaisseur supérieure à 11 mm. (626.7)	6% » »
59-III	Bois « triplex » et « multiplex » autre ; « pantsertriplex » ; d'une épaisseur inférieure à 11 mm. (626.8)	6% » »
59-III	Bois « triplex » et « multiplex », autre ; « pantsertriplex » ; d'une épaisseur supérieure à 11 mm. (626.9)	6% » »
59-IV	Traverses et bois pour aiguilles (618)	3% » »
59-VII ou 121-II-D-4 *b)*	Douves et fonds en bois (620)	6% » »
59-VII	Planchettes pour parquets (627)	6% » »
59.B.B.2 *a)*	Bois de chêne ; bois rond ou équarri à la hache ou à la scie (593)	exempt
»	Bois de conifères ; bois rond ou équarri à la hache ou à la scie (mâts pour navires) (595)	»
»	Bois de hêtre ; bois rond ou équarri à la hache ou à la scie (602)	»
»	Bois de peuplier ; bois rond ou équarri à la hache ou à la scie (611)	»
»	Bois de mines (615)	»
»	Bois pour la fabrication du papier (616)	»
»	Pilotis, mâts pour échafaudages, poteaux télégraphiques (617)	bois rond satisfaisant aux conditions de la note B.B.2.A »
105	Chevaux de trait (3,5)	12½ hfl. par tête
145-III A.1	Esprots (clupeus sprattus) conservés comme des sardines, tombant sous la position 145, alinéa III, lettre A, N° 1, du tarif, annexe à la loi de 1934 sur le tarif douanier (1297)	25% *ad valorem*
148-I-24	Sarrasin (134)	exempt
	Sarrasin, emballé par quantités de 1.200 g. au maximum (134)	10% *ad valorem*
148-I-24	Grains de moutarde (153)	exempt
	Grains de moutarde par quantités de 1.200 g. au maximum (153)	10% *ad valorem*
148	Seigle (128, 129)	exempt
»	Seigle en emballage de 1.200 g. ou moins (128, 129)	10% *ad valorem*
»	Orge (130, 131)	exempt
»	Orge en emballage de 1.200 g. ou moins (130, 131)	10% *ad valorem*
»	Avoine (132, 133)	exempt
»	Avoine en emballage de 1.200 g. ou moins (132, 133)	10% *ad valorem*
»	Semences (145/6/9/151/4/5/6/160, 161)	exempt
»	Semences en emballage de 1 200 g. ou moins	10% *ad valorem*
95 B B *d)*	Rails en métal profilé, à condition qu'ils ne soient ni perforés, ni courbés, ni autrement transformés (ex 368)	exempt
33 III	Chlorure d'ammonium (501)	»

No. in the Netherlands Tariff	Description of Goods	Import duty
59-I-A-2	Others (595)	3% *ad valorem*
59-I-B	*(b)* Sawn timber of coniferous trees, more finished than *(a)* (596)	6% ,, ,,
59-I-B	Timber of coniferous trees, planed (597)	6% ,, ,,
59-I-A-2	*(a)* Sawn beech wood, unworked except for rectangular sawing of the extremities (603)	3% ,, ,,
59-I-B	*(b)* Beech wood, planed or more finished than *(a)* (603)	6% ,, ,,
59-III	" Triplex " and " Multiplex " okoumé or gabon timber, being more than 11 mm. in thickness (626.3)	6% ,, ,,
59-III	" Triplex " and " Multiplex " timber of alder or birch, being less than 11 mm. in thickness (626.4)	6% ,, ,,
59-III	" Triplex " and " Multiplex " timber of alder or birch being more than 11 mm. in thickness (626.5)	6% ,, ,,
59-III	" Triplex " and " Multiplex " timber of oak being less than 11 mm. in thickness (626.6.)	6% ,, ,,
59-III	" Triplex " and " Multiplex " timber of oak being more than 11 mm. in thickness (626.7)	6% ,, ,,
59-III	" Triplex " and " Multiplex ", other, also " pantsertriplex ", timber being less than 11 mm. in thickness (626.8)	6% ,, ,,
59-III	" Triplex " and " Multiplex ", other, also " pantsertriplex ", timber being more than 11 mm. in thickness (626.9)	6% ,, ,,
59-IV	Sleepers and rails switch wood (618)	3% ,, ,,
59-VII or 121-II-D-4 *(b)*	Wooden staves and foundations (620)	6% ,, ,,
59-VII	Small boards for flooring (627)	6% ,, ,,
59.B.B.2 *(a)*	Oak wood ; round or hewn with the axe or saw (593)	exempt
,,	Wood of coniferous trees ; round or hewn with the axe or saw (ships' masts) (595)	,,
,,	Beech wood ; round or hewn with the axe or saw (602)	,,
,,	Poplar wood ; round or hewn with the axe or saw (611)	,,
,,	Pit props (615) / Wood for the manufacture of paper (616) / Piles, scaffold poles, telegraph posts (617) — Round timber fulfilling the conditions in note B.B.2. A.	,,
105	Draught horses (3.5)	12½ hfl. per head
145-III A.1	Sprats *(clupeus sprattus)* preserved like sardines, coming under No. 145, paragraph III, letter A. No. 1 of the tariff annexed to the law of 1934 on the Customs tariff (1297)	25% *ad valorem*
148-I-24	Buckwheat (134)	exempt
	Buckwheat, packed in quantities not exceeding 1,200 grammes (134)	10% *ad valorem*
148-I-24	Mustard seed (153)	exempt
	Mustard seed in quantities not exceeding 1,200 gr. (153)	10% *ad valorem*
148	Rye (128, 129)	exempt
,,	Rye in packages of 1,200 gr. or less (128, 129)	10% *ad valorem*
,,	Barley (130, 131)	exempt
,,	Barley in packages of 1,200 gr. or less (130, 131)	10% *ad valorem*
,,	Oats (132, 133)	exempt
,,	Oats in packages of 1,200 gr. or less (132, 133)	10% *ad valorem*
,,	Seeds (145/6/9/151/4/5/6/160, 161)	exempt
,,	Seeds in packages of 1,200 gr. or less	10% *ad valorem*
95 B B *(d)*	Rails of profiled metal provided that they are neither perforated, curved nor otherwise transformed (ex 368)	exempt
33 III	Chloride of ammonium (501)	,,

N° du tarif néerlandais	Désignation des marchandises	Droit d'entrée
33 III	Chlorure d'ammonium en emballage de 1.200 g. ou moins ou en forme de tablettes ou autres formes déterminées y comprises ne dépassant pas 200 g. (501)	10% *ad valorem*
»	Carbonate d'ammonium, non dénommé ailleurs (ex 521)	exempt
»	Carbonate d'ammonium en emballage de 1.200 g. ou moins ou en forme de tablettes ou autres formes déterminées y comprises ne dépassant pas 200 g. (ex 521)	10% *ad valorem*

N. B. — Les chiffres entre parenthèses indiquent les positions correspondantes de la statistique néerlandaise.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

LÉGATION DE POLOGNE,
LA HAYE.

LA HAYE, *le 9 avril* 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

A l'occasion de la signature de la convention tarifaire de ce jour j'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence que le Gouvernement polonais s'engage à prendre, sous réserve de réciprocité, des mesures à l'effet de faire appliquer provisoirement les dispositions de cette convention à partir du 20 avril 1936.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance renouvelée de ma haute considération.

W. BABIŃSKI.

Son Excellence
Jonkheer A. C. D. de Graeff,
Ministre des Affaires étrangères,
La Haye.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
LA HAYE.

LA HAYE, *le 9 avril* 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence en date d'aujourd'hui, ainsi conçue :

« A l'occasion de la signature de la convention tarifaire de ce jour j'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence que le Gouvernement polonais s'engage à prendre, sous réserve de réciprocité, des mesures à l'effet de faire appliquer provisoirement les dispositions de cette convention à partir du 20 avril 1936. »

No. in the Netherlands Tariff	Description of Goods	Import duty
33 III	Chloride of ammonium packed in packages of 1,200 gr. or less, or in tabloid or other specific concrete form, not exceeding 200 gr. (501)	10% *ad valorem*
,,	Carbonate of ammonium, not enumerated elsewhere (ex. 521)	exempt
,,	Carbonate of ammonium packed in packages of 1,200 gr. or less, or in tabloid or other specific concrete form, not exceeding 200 gr. (ex. 521)	10% *ad valorem*

N. B. — The figures in brackets indicate the corresponding items in the Netherlands statistics.

EXCHANGE OF NOTES

I.

POLISH LEGATION,
THE HAGUE.

THE HAGUE, *April* 9th, 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

On the occasion of the signature of to-day's tariff Convention, I have the honour to inform Your Excellency that the Polish Government agrees, subject to reciprocity, to take the necessary measures for provisionally applying the stipulations of the said Convention as from April 20th, 1936.

I have the honour to be, etc.

W. BABIŃSKI.

His Excellency
Jonkheer A. C. D. de Graeff,
Minister for Foreign Affairs,
The Hague.

II.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS,
THE HAGUE.

THE HAGUE, *April 9th*, 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's letter of to-day's date in the following terms :

> " On the occasion of the signature of to-day's tariff Convention, I have the honour to inform Your Excellency that the Polish Government agrees, subject to reciprocity, to take the necessary measures for provisionally applying the stipulations of the said Convention as from April 20th, 1936. "

Je tiens à déclarer à Votre Excellence que le Gouvernement néerlandais, en attendant la mise en vigueur officielle de la convention tarifaire de ce jour, est prêt à l'appliquer provisoirement dès le 20 avril 1936.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance renouvelée de ma haute considération.

DE GRAEFF.

Son Excellence
Monsieur Waclaw Babiński,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de la République de Pologne,
La Haye.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,
A. M. Snouck Hurgronje.

I beg to inform Your Excellency that the Netherlands Government, pending the official entry into force of to-day's tariff Convention, agrees to apply the latter provisionally as from April 20th, 1936.

I have the honour to be, etc.

DE GRAEFF.

His Excellency
Monsieur Waclaw Babiński,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary
of the Republic of Poland,
The Hague.

No. 4081

N° 4082.

CHILI ET PAYS-BAS

Echange de notes comportant un arrangement provisoire pour régler les relations commerciales entre les deux pays. La Haye, le 30 décembre 1936.

CHILE AND THE NETHERLANDS

Exchange of Notes constituting a Provisional Agreement regulating Commercial Relations between the Two Countries. The Hague, December 30th, 1936.

N° 4082. — ÉCHANGE DE NOTES [1] ENTRE LES GOUVERNEMENTS CHILIEN ET NÉERLANDAIS COMPORTANT UN ARRANGEMENT PROVISOIRE POUR RÉGLER LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES DEUX PAYS. LA HAYE, LE 30 DÉCEMBRE 1936.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 30 *mars* 1937.

I.

LÉGATION DE CHILI.

LA HAYE, *le* 30 *décembre* 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence qu'en attendant la conclusion d'un traité de commerce définitif entre le Chili et les Pays-Bas, mon gouvernement a décidé d'accorder le traitement douanier de la nation la plus favorisée, pour l'importation au Chili, à tous les produits originaires des Pays-Bas, des Indes néerlandaises, du Surinam et de Curaçao.

Le même traitement sera appliqué par les Pays-Bas aux produits chiliens importés dans son territoire métropolitain et dans ceux des Indes néerlandaises, du Surinam et de Curaçao.

Le présent arrangement provisoire qui se substitue à l'Accord [2] conclu le 17 décembre 1931 entre les Pays-Bas et le Chili, sortira immédiatement ses effets et restera applicable jusqu'à l'entrée en vigueur entre les deux Parties contractantes d'un traité de commerce définitif.

Il est toutefois entendu que chacune des deux Parties contractantes aura la faculté de dénoncer le présent arrangement, en tout temps, avec un préavis de trente jours.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour vous renouveler l'assurance de ma haute considération.

Alberto WIECHMANN MURPHY.

Son Excellence le Jonkheer de Graeff,
Ministre des Affaires étrangères
des Pays-Bas.

[1] Entré en vigueur le 30 décembre 1936.

[2] Vol. CXXVI, page 79, de ce recueil.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4082. — EXCHANGE OF NOTES [2] BETWEEN THE CHILEAN AND NETHERLANDS GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL AGREEMENT REGULATING COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. THE HAGUE, DECEMBER 30TH, 1936.

French official text communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place March 30th, 1937.

I.

CHILEAN LEGATION.

THE HAGUE, *December 30th*, 1936.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to confirm to Your Excellency that, pending the conclusion of a definitive Commercial Treaty between Chile and the Netherlands, my Government has decided to accord most-favoured-nation tariff treatment to all products having their origin in the Netherlands, the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao on import into Chile.

The same treatment to be accorded by the Netherlands to Chilean products imported into the mother country and into the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao.

The present Provisional Agreement, which takes the place of the Agreement [3] concluded on December 17th, 1931, between the Netherlands and Chile, shall take effect immediately and shall remain applicable until the coming into force between the two Contracting Parties of a definitive Commercial Treaty.

It is understood that each of the two Contracting Parties shall be entitled to denounce the present Agreement at any time at thirty days' notice.

I have the honour to be, etc.

Alberto WIECHMANN MURPHY.

His Excellency Jonkheer de Graeff,
Minister for Foreign Affairs
of the Netherlands.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[2] Came into force December 30th, 1936.

[3] Vol. CXXVI, page 79, of this Series.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

LA HAYE, *le* 30 *décembre* 1936.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date de ce jour, dans laquelle vous me faites savoir qu'en attendant la conclusion d'un traité de commerce définitif entre les Pays-Bas et le Chili, votre gouvernement a décidé d'accorder le traitement douanier de la nation la plus favorisée, pour l'importation au Chili, à tous les produits originaires des Pays-Bas, des Indes néerlandaises, du Surinam et de Curaçao.

Le même traitement sera appliqué par les Pays-Bas aux produits chiliens importés dans son territoire métropolitain et dans ceux des Indes néerlandaises, du Surinam et de Curaçao.

Le présent arrangement provisoire qui se substitue à l'Accord conclu le 17 décembre 1931 entre les Pays-Bas et le Chili, sortira immédiatement ses effets et restera applicable jusqu'à l'entrée en vigueur entre les deux Parties contractantes d'un traité de commerce définitif.

Il est toutefois entendu que chacune des deux Parties contractantes aura la faculté de dénoncer le présent arrangement, en tout temps, avec un préavis de trente jours.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Chargé d'Affaires, pour vous renouveler l'assurance de ma considération très distinguée.

DE GRAEFF.

Monsieur Alberto Wiechmann Murphy,
Chargé d'Affaires *a. i.*
de la République de Chili,
La Haye.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,
A. M. Snouck Hurgronje.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

THE HAGUE, *December 30th*, 1936.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of to-day's date in which you inform me that, pending the conclusion of a definitive Commercial Treaty between the Netherlands and Chile, your Government has decided to accord most-favoured-nation tariff treatment to all products having their origin in the Netherlands, the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao on import into Chile.

The same treatment shall be accorded by the Netherlands to Chilean products imported into the mother country and into the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao.

The present Provisional Agreement, which takes the place of the Agreement concluded on December 17th, 1931, between the Netherlands and Chile, shall take effect immediately and shall remain applicable until the coming into force between the two Contracting Parties of a definitive Commercial Treaty.

It is understood that each of the two Contracting Parties shall be entitled to denounce the present Agreement at any time at thirty days' notice.

I have the honour to be, etc.

DE GRAEFF.

Monsieur Alberto Wiechmann Murphy,
Acting Chargé d'Affaires
of the Chilean Republic,
The Hague.

N° 4083.

BELGIQUE ET PAYS-BAS

Convention postale. Signée à La Haye, le 13 juillet 1936.

BELGIUM AND THE NETHERLANDS

Postal Convention. Signed at The Hague, July 13th, 1936.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

N° 4083. — POSTVERDRAG [1] TUSSCHEN BELGIË EN NEDERLAND. GETEEKEND TE S'-GRAVENHAGE DEN 13 JULI 1936.

French and Dutch official texts communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place April 5th, 1937.

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN en ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN, wenschende aan Hunne wederzijdsche onderdanen meer uitgebreide voordeelen te verzekeren dan die, welke uit de akten van het Postcongres voortvloeien, hebben, krachtens het recht, dat Hun bij de bepalingen van het Algemeen Postverdrag is toegekend, besloten een bijzonder verdrag te sluiten en hebben te dien einde tot Hunne gevolmachtigden benoemd :

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN :

Jonkheer Andries Cornelis DIRK DE GRAEFF, Hoogstderzelver Minister van Buitenlandsche Zaken,

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

den Heer Charles MASKENS, Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister te 's-Gravenhage ;

die, na elkander hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten te hebben medegedeeld, omtrent de volgende bepalingen zijn overeengekomen, welke beschouwd zullen worden als aanvullende die van het Algemeen Postverdrag :

Artikel 1.

Het port der brieven, verzonden uit Nederland naar België of uit België naar Nederland, wordt vastgesteld als volgt :

tot en met een gewicht van 20 gram 10 cent of 1 frank 50 centiemen in geval van frankeering en het dubbele in het tegenovergestelde geval ; boven 20 gram, 7½ cent of 90 centiemen per 20 gram of gedeelte van 20 gram meer in geval van frankeering en het dubbele in het tegenovergestelde geval.

Wanneer de afstand in rechte lijn tusschen het kantoor van afzending en dat van bestemming 30 kilometer niet overschrijdt, wordt het port der brieven en briefkaarten (postkaarten) als volgt vastgesteld in geval van frankeering en op het dubbele in het tegenovergesteld geval :

Brieven afkomstig uit Nederland :

6 cent tot en met een gewicht van 20 gram en 5 cent voor elke volgende 20 gram.

Brieven afkomstig uit België :

70 centiemen per 20 gram of gedeelte van 20 gram.

[1] The exchange of ratifications took place at The Hague, February 15th, 1937. Came into force February 15th, 1937.

N° 4083. — CONVENTION [1] POSTALE ENTRE LA BELGIQUE ET LES PAYS-BAS. SIGNÉE A LA HAYE, LE 13 JUILLET 1936.

Textes officiels français et néerlandais communiqués par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 5 avril 1937.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS et SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, désirant assurer à leurs nationaux respectifs des avantages plus étendus que ceux qui sont consacrés par les actes du Congrès postal, ont résolu de conclure une convention spéciale en vertu du droit qui leur est réservé par les dispositions de la Convention postale universelle et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, à cet effet :

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Jonkheer Andries Cornelis DIRK DE GRAEFF, son ministre des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Monsieur Charles MASKENS, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à La Haye ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes, qui seront considérées comme additionnelles à celles de la Convention postale universelle :

Article premier.

Le port des lettres expédiées des Pays-Bas pour la Belgique ou de la Belgique pour les Pays-Bas, est fixé comme suit :

Jusqu'au premier poids de 20 grammes, 10 cents ou 1 fr. 50 centimes en cas d'affranchissement et le double dans le cas contraire ; au-dessus de 20 grammes, 7½ cents ou 90 centimes par 20 grammes ou fraction de 20 grammes en plus, en cas d'affranchissement et le double dans le cas contraire.

Lorsque la distance en ligne droite entre le bureau d'origine et celui de destination n'excède pas 30 kilomètres le port des lettres et des cartes postales est fixé comme il suit, en cas d'affranchissement et au double dans le cas contraire :

Lettres originaires des Pays-Bas :

6 cents jusqu'au premier poids de 20 grammes et 5 cents par 20 grammes supplémentaires.

Lettres originaires de Belgique :

70 centimes par 20 grammes ou fraction de 20 grammes.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à La Haye, le 15 février 1937.
Entrée en vigueur le 15 février 1937.

Enkele briefkaarten (Postkaarten) :
5 cent of 35 centiemen.
Briefkaarten (Postkaarten) met betaald antwoord
10 cent of 70 centiemen.

Artikel 2.

De van port vrijgestelde dienstbrieven, die zijn opgenomen, hetzij in de brievenmalen, tusschen Nederlandsche kantoren gewisseld over België, hetzij in de brievenmalen, tusschen Belgische kantoren gewisseld over Nederland, genieten vrijstelling van de kosten van vervoer over het grondgebied van de administratie, die hare tusschenkomst verleent.
Met het gewicht dezer brieven, wordt bij het opmaken der transit-statistieken geen rekening gehouden.

Artikel 3.

De Nederlandsche en de Belgische postadministratie worden gemachtigd om in gemeen overleg alle maatregelen van orde en ondergeschikten aard vast te stellen, welke de uitvoering van dit verdrag medebrengt.

Artikel 4.

Dit verdrag vormt met het Algemeen Postverdrag een geheel van bepalingen, hetwelk in de plaats treedt van het Postverdrag [1] van 4 Augustus 1932.

Artikel 5.

Dit verdrag zal bekrachtigd worden en de akten van bekrachtiging zullen zoo spoedig mogelijk te 's-Gravenhage worden uitgewisseld.

Ten blijke waarvan de wederzijdsche gevolmachtigden dit verdrag hebben geteekend en er hunne zegels aan hebben gehecht.

Gedaan te 's-Gravenhage, in tweevoud, den 13 en Juli 1936.

(L. S.) DE GRAEFF.
(L. S.) Ch. MASKENS.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,
A. M. Snouck Hurgronje.

[1] Vol. CXXXIV, page 117, of this Series.

Cartes postales simples :

5 cents ou 35 centimes.

Cartes postales avec réponse payée :

10 cents ou 70 centimes.

Article 2.

Les lettres officielles, circulant en franchise de port, qui sont renfermées, soit dans les dépêches échangées entre les bureaux néerlandais par la voie de la Belgique, soit dans les dépêches échangées entre les bureaux belges par la voie des Pays-Bas, jouissent de la gratuité de transport sur le territoire de l'office intermédiaire.

Il n'est pas tenu compte du poids de ces lettres dans les relevés statistiques du transit.

Article 3.

Les administrations des Pays-Bas et de Belgique sont autorisées à arrêter de commun accord toutes les mesures d'ordre et de détail que comporte l'exécution de la présente convention.

Article 4.

La présente convention formera avec la Convention postale universelle un ensemble de dispositions, qui se substitue à la Convention [1] postale du 4 août 1932.

Article 5.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à La Haye aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à La Haye, en double exemplaire, le 13 juillet 1936.

(L. S.) DE GRAEFF.
(L. S.) Ch. MASKENS.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,
A. M. Snouck Hurgronje.

[1] Vol. CXXXIV, page 117, de ce recueil.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4083. — POSTAL CONVENTION BETWEEN BELGIUM AND THE NETHERLANDS. SIGNED AT THE HAGUE, JULY 13TH, 1936.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS and HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, being desirous of providing for their respective subjects more extensive facilities than those granted by the Acts of the Postal Congress, have resolved to conclude a special Convention in virtue of their right under the provisions of the Universal Postal Convention and have appointed as their Plenipotentiaries for that purpose :

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Jonkheer Andries Cornelis DIRK DE GRAEFF, Her Minister for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

Monsieur Charles MASKENS, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at The Hague ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions, which shall be deemed to be additional to those of the Universal Postal Convention.

Article 1.

The rate for letters from the Netherlands to Belgium or from Belgium to the Netherlands shall be fixed as follows :

For the first 20 grammes, 10 cents or frs. 1.50 if prepaid, and double that amount if not prepaid. Above 20 grammes, 7½ cents or 90 centimes for every additional 20 grammes or fraction thereof if prepaid, and double that amount if not prepaid.

Whenever the distance in a straight line between the office of origin and the office of destination does not exceed 30 kilometres, the rate for letters and postcards shall be fixed as follows if prepaid, and at double the amounts if not prepaid :

Letters posted in the Netherlands :

6 cents for the first 20 grammes and 5 cents for each additional 20 grammes.

Letters posted in Belgium :

75 centimes for every 20 grammes or fraction thereof.

Ordinary postcards :

5 cents or 35 centimes.

Postcards with reply prepaid :

10 cents or 70 centimes.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 2.

Franked official letters contained either in post bags sent through Belgian territory from one Netherlands office to another, or in post bags sent through Netherlands territory from one Belgian office to another, shall be carried free of charge through the territory of the intermediate office.

The weight of such letters shall not be included in the statistical transit returns.

Article 3.

The Netherlands and Belgian Administrations shall be empowered to decide by joint agreement upon all regulations and detailed measures entailed by the execution of the present Convention.

Article 4.

The present Convention together with the Universal Postal Convention shall form a body of provisions which shall take the place of the Postal Convention of August 4th, 1932.

Article 5.

The present Convention shall be ratified and the ratifications thereof shall be exchanged as soon as possible at The Hague.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed their seals thereto.

Done at The Hague in duplicate, this 13th day of July, 1936.

(L. S.) DE GRAEFF.
(L. S.) Ch. MASKENS.

N° 4084.

PAYS-BAS ET SUISSE

Echange de notes comportant un arrangement pour permettre aux avions de l'un des deux pays transitant par l'autre d'emporter, pour la défense de leurs occupants ou pour la chasse, des armes à feu avec leurs munitions. Berne, les 26 septembre et 15 octobre 1936.

THE NETHERLANDS AND SWITZERLAND

Exchange of Notes constituting an Agreement to enable Aircraft of One of the Two Countries passing in Transit through the Other to carry, for the Defence of their Occupants and for Purposes of Sport, Fire-arms and Ammunition therefor. Berne, September 26th and October 15th, 1936.

N° 4084. — ÉCHANGE DE NOTES[1] ENTRE LES GOUVERNEMENTS NÉERLANDAIS ET SUISSE COMPORTANT UN ARRANGEMENT POUR PERMETTRE AUX AVIONS DE L'UN DES DEUX PAYS TRANSITANT PAR L'AUTRE D'EMPORTER, POUR LA DÉFENSE DE LEURS OCCUPANTS OU POUR LA CHASSE, DES ARMES A FEU AVEC LEURS MUNITIONS. BERNE, LES 26 SEPTEMBRE ET 15 OCTOBRE 1936.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 5 avril 1937.

I.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

N° 2730.

BERNE, *le 26 septembre* 1936.

MONSIEUR LE CONSEILLER FÉDÉRAL,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement néerlandais propose de conclure l'arrangement ci-après pour permettre aux avions néerlandais transitant par la Suisse et aux avions suisses transitant par les Pays-Bas d'emporter des armes à feu pour la défense de leurs occupants ou pour la chasse :

« Le transit par la Suisse des armes à feu avec leur munition à bord d'un avion enregistré aux Pays-Bas et destinées à la défense du pilote et de ses passagers ou à la chasse est libre, sous réserve de réciprocité et aux conditions suivantes :

1. La quantité et l'espèce des armes à feu et des munitions destinées à la défense du pilote et des passagers ne doivent pas dépasser le strict nécessaire à cet effet.

2. Pendant le survol du territoire suisse, les armes à feu et leurs munitions destinées à la défense du pilote et de ses passagers ainsi que celles destinées à la chasse doivent être, sous la responsabilité personnelle du pilote ou du commandant de l'avion, empaquetées de telle façon que leur emploi soit rendu impossible et que la sécurité des personnes se trouvant à bord ne soit pas mise en danger.

3. Pendant les escales en Suisse, les armes et munitions doivent rester à bord de l'avion. En cas d'escale prolongée, il pourra être ordonné par la direction de l'aérodrome ou par le chef de la police que les armes et les munitions lui soient remises dès l'arrivée jusqu'au moment du départ de l'aéronef.

4. Le possesseur des armes à feu et des munitions doit être porteur d'une déclaration du Ministère de la Justice à La Haye attestant que la présence des armes

[1] Entré en vigueur le 15 octobre 1936.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4084. — EXCHANGE OF NOTES [2] BETWEEN THE NETHERLANDS AND SWISS GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT TO ENABLE AIRCRAFT OF ONE OF THE TWO COUNTRIES PASSING IN TRANSIT THROUGH THE OTHER TO CARRY, FOR THE DEFENCE OF THEIR OCCUPANTS AND FOR PURPOSES OF SPORT, FIRE-ARMS AND AMMUNITION THEREFOR. BERNE, SEPTEMBER 26TH AND OCTOBER 15TH, 1936.

French official text communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place April 5th, 1937.

I.

NETHERLANDS LEGATION.

No. 2730.

BERNE, *September 26th*, 1936.

SIR,

I have the honour to inform you that the Netherlands Government proposes to conclude the following Agreement to enable Netherlands aircraft passing through Switzerland and Swiss aircraft passing through the Netherlands to carry fire-arms for the defence of their occupants or for purposes of sport :

" The transit through Switzerland on board aircraft registered in the Netherlands of fire-arms and ammunition intended for the defence of the pilot and passengers, or for purposes of sport, shall be free, subject to reciprocity and to the following conditions :

(1) The quantity and type of fire-arms and ammunition intended for the defence of the pilot and passengers must not exceed the minimum necessary for the purpose.

(2) During the flight over Swiss territory the pilot or commander of the aircraft shall be personally responsible for the stowage of fire-arms and ammunition intended for the defence of the pilot and passengers or for purposes of sport in such a manner as not to permit of their use and not to endanger the safety of passengers.

(3) During landings in Switzerland fire-arms and ammunition must remain on board the aircraft. Where the landing is prolonged, the aerodrome authorities or the chief of police may order the arms and ammunition to be handed over to them from the time of arrival until the time of departure of the aircraift.

(4) The owner of the fire-arms and ammunition must be the bearer of a declaration from the Ministry of Justice at The Hague to the effect that the presence of fire-arms

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] Came into force October 15th, 1936.

à feu et des munitions à bord de l'avion lui est connue et a été autorisée. Cette déclaration doit également mentionner le nombre, le calibre, le numéro, la marque de fabrique des armes à feu, ainsi que la quantité de munitions.

5. Le possesseur des armes à feu et des munitions devra également être porteur d'une autorisation de les transiter à travers la Suisse délivrée par la Légation de Suisse aux Pays-Bas.

Par réciprocité, le transit par les Pays-Bas des armes à feu avec leur munition à bord d'un avion enregistré en Suisse et destinées à la défense du pilote et de ses passagers ou à la chasse est également libre, aux mêmes conditions, étant entendu que la déclaration prévue sous chiffre 4 sera délivrée par l'Office aérien fédéral et l'autorisation prévue sous chiffre 5 par la Légation des Pays-Bas en Suisse.

En cas de réponse affirmative du Gouvernement suisse, le présent arrangement entrera en vigueur le jour de l'envoi de cette réponse et pourra être dénoncé en tout temps moyennant préavis de un mois. »

Je vous prie de vouloir bien soumettre cette proposition au Gouvernement fédéral et de me faire connaître l'accueil que le Gouvernement fédéral lui a réservé.

Veuillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma haute considération.

C. VAN RAPPARD.

Monsieur le Conseiller fédéral G. Motta,
Chef du Département politique fédéral,
à Berne.

II.

DÉPARTEMENT POLITIQUE FÉDÉRAL.
DIVISION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
C. 16.3.2. P.B. 2. KE.

BERNE, *le* 15 *octobre* 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par lettre du 26 septembre, Votre Excellence a bien voulu me faire savoir que le Gouvernement néerlandais propose de conclure l'arrangement ci-après pour permettre aux avions néerlandais transitant par la Suisse et aux avions suisses transitant par les Pays-Bas d'emporter des armes à feu pour la défense de leurs occupants ou pour la chasse :

« Le transit par la Suisse des armes à feu avec leur munition à bord d'un avion enregistré aux Pays-Bas et destinées à la défense du pilote et de ses passagers ou à la chasse est libre, sous réserve de réciprocité et aux conditions suivantes :

1. La quantité et l'espèce des armes à feu et des munitions destinées à la défense du pilote et des passagers ne doivent pas dépasser le strict nécessaire à cet effet.

2. Pendant le survol du territoire suisse, les armes à feu et les munitions destinées à la défense du pilote et de ses passagers ainsi que celles destinées à la chasse doivent être, sous la responsabilité personnelle du pilote ou du commandant de l'avion, empaquetées de telle façon que leur emploi soit rendu impossible et que la sécurité des personnes se trouvant à bord ne soit pas mise en danger.

3. Pendant les escales en Suisse, les armes et munitions doivent rester à bord de l'avion. En cas d'escale prolongée, il pourra être ordonné par la direction de l'aérodrome ou par le chef de la police que les armes et les munitions lui soient remises dès l'arrivée jusqu'au moment du départ de l'aéronef.

and ammunition on board the aircraft is known to the Ministry and has been authorised. The declaration must also mention the quantity, the calibre, the number and the make of the fire-arms, and also the quantity of ammunition.

(5) The owner of the fire-arms and ammunition must also have a permit for their transit through Switzerland, delivered by the Swiss Legation in the Netherlands.

Reciprocally, transit through the Netherlands on board aircraft registered in Switzerland of fire-arms and their ammunition intended for the defence of the pilot and passengers, or for purposes of sport, shall also be free, subject to the same conditions, it being understood that the declaration for which paragraph 4 provides shall be delivered by the Federal Aviation Office, and the permit for which paragraph 5 provides by the Netherlands Legation in Switzerland.

In the event of an affirmative reply by the Swiss Government, the present Agreement shall come into force upon the day on which the reply is sent, subject to denunciation at any time at one month's notice. "

I request you to be good enough to submit this proposal to the Federal Government and to inform me of their decision thereon.

I have the honour to be, etc.

C. VAN RAPPARD.

Monsieur G. Motta,
Federal Councillor,
Head of the Federal Political Department,
Berne.

II.

FEDERAL POLITICAL DEPARTMENT.
SECTION FOR FOREIGN AFFAIRS.
C. 16.3.2. P.B. 2. KE.

BERNE, *October 15th*, 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In your letter of September 26th, Your Excellency informed me that the Netherlands Government proposes to conclude the following Agreement to enable Netherlands aircraft passing through Switzerland and Swiss aircraft passing through the Netherlands to carry fire-arms for the defence of their occupants or for purposes of sport :

" The transit through Switzerland on board aircraft registered in the Netherlands of fire-arms and ammunition intended for the defence of the pilot and passengers, or for purposes of sport, shall be free, subject to reciprocity and to the following conditions :

(1) The quantity and type of fire-arms and ammunition intended for the defence of the pilot and passengers must not exceed the minimum necessary for the purpose.

(2) During the flight over Swiss territory the pilot or commander of the aircraft shall be personally responsible for the stowage of fire-arms and ammunition intended for the defence of the pilot and passengers or for purposes of sport in such a manner as not to permit of their use and not to endanger the safety of passengers.

(3) During landings in Switzerland fire-arms and ammunition must remain on board the aircraft. Where the landing is prolonged, the aerodrome authorities or the chief of police may order the arms and ammunition to be handed over to them from the time of arrival until the time of departure of the aircraft.

4. Le possesseur des armes à feu et des munitions doit être porteur d'une déclaration du Ministère de la Justice à La Haye attestant que la présence des armes à feu et des munitions à bord de l'avion lui est connue et a été autorisée. Cette déclaration doit également mentionner le nombre, le calibre, le numéro, la marque de fabrique des armes à feu, ainsi que la quantité de munitions.

5. Le possesseur des armes à feu et des munitions devra également être porteur d'une autorisation de les transiter à travers la Suisse délivrée par la Légation de Suisse aux Pays-Bas.

Par réciprocité, le transit par les Pays-Bas des armes à feu avec leur munition à bord d'un avion enregistré en Suisse et destinées à la défense du pilote et de ses passagers ou à la chasse est également libre, aux mêmes conditions, étant entendu que la déclaration prévue sous chiffre 4 sera délivrée par l'Office aérien fédéral et l'autorisation prévue sous chiffre 5 par la Légation des Pays-Bas en Suisse.

En cas de réponse affirmative du Gouvernement suisse, le présent arrangement entrera en vigueur le jour de l'envoi de cette réponse et pourra être dénoncé en tout temps moyennant préavis de un mois. »

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Conseil fédéral est d'accord de conclure l'arrangement proposé par le Gouvernement néerlandais et qu'il le considère comme parfait.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Département politique fédéral :
MOTTA.

Son Excellence
Monsieur le Chevalier Carel van Rappard,
Ministre des Pays-Bas,
Berne.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas,
A. M. Snouck Hurgronje.

---

(4) The owner of the fire-arms and ammunition must be the bearer of a declaration from the Ministry of Justice at The Hague to the effect that the presence of fire-arms and ammunition on board the aircraft is known to the Ministry and has been authorised. The declaration must also mention the quantity, the calibre, the number and the make of the fire-arms, and also the quantity of ammunition.

(5) The owner of the fire-arms and ammunition must also have a permit for their transit through Switzerland, delivered by the Swiss Legation in the Netherlands.

Reciprocally, transit through the Netherlands on board aircraft registered in Switzerland of fire-arms and their ammunition intended for the defence of the pilot and passengers, or for purposes of sport, shall also be free, subject to the same conditions, it being understood that the declaration for which paragraph 4 provides shall be delivered by the Federal Aviation Office, and the permit for which paragraph 5 provides by the Netherlands Legation in Switzerland.

In the event of an affirmative reply by the Swiss Government, the present Agreement shall come into force upon the day on which the reply is sent, subject to denunciation at any time at one month's notice. "

I have the honour to inform Your Excellency that the Federal Council have agreed to conclude the Agreement proposed by the Netherlands Government, and have no addition or amendment to propose thereto.

I have the honour to be, etc.

MOTTA,
Federal Political Department.

His Excellency
Jonkheer Carel van Rappard,
Netherlands Minister,
Berne.

N° 4085.

BRÉSIL ET URUGUAY

Convention relative à l'échange de professeurs et d'élèves. Signée à Montevideo, le 1er août 1921.

BRAZIL AND URUGUAY

Convention regarding the Exchange of Professors and Students. Signed at Montevideo, August 1st, 1921.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

Nº 4085. — CONVENIO [1] ENTRE A REPUBLICA DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL E A REPUBLICA ORIENTAL DO URUGUAY SOBRE INTERCAMBIO DE PROFESSORES E ALUMNOS. ASSINADO EM MONTEVIDEO, EM 1 DE AGOSTO DE 1921.

Textes officiels portugais et espagnol communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Brésil à Berne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 6 avril 1937.

O PRESIDENTE DA REPUBLICA DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL e o PRESIDENTE DA REPUBLICA ORIENTAL DO URUGUAY, no vivaz empenho de fortalecer as bôas relações que desde remotas epocas unem os seus respectivos paizes, e reconhecendo que para conseguir tão nobres fins hão de concorrer, sem duvida, os actos de intimo e reciproco entendimento intellectual, resolveram de commum accordo, celebrar um Convenio sobre intercambio de Professores e alumnos entre as Faculdades da Republica dos Estados Unidos do Brasil e as da Republica Oriental do Uruguay ; e, com esse objecto, nomearam seus Plenipotenciarios, a saber :

O PRESIDENTE DA REPUBLICA DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL :

Ao Snr. Luis GUIMARÃES Filho, Seu Enviado Extraordinario e Ministro Plenipotenciario junto a Sua Excellencia o Senhor Presidente da Republica Oriental do Uruguay ;

O PRESIDENTE DA REPUBLICA ORIENTAL DO URUGUAY :

Ao Snr. Doutor Juan Antonio BUERO, Seu Ministro e Secretario de Estado das Relações Exteriores ;

Os quaes, após a exhibição dos seus Plenos Poderes, achados em bôa e devida forma, convieram nos artigos seguintes :

Artigo 1º.

O Governo da Republíca dos Estados Unidos do Brasil e o Governo da Republica Oriental do Uruguay facilitarão aos Professores das suas Universidades e Faculdades, o fazerem cursos e conferencias nas Universidades e Faculdades do Uruguay e do Brasil respectivamente.

Artigo 2º.

Esses cursos e conferencias versarão sobre materias scientificas, litterarias e artisticas de interesse americano, ou relacionadas com factos relativos a um ou mais paizes da America especialmente ao paiz do Professor.

Artigo 3º.

As Faculdades Brasileiras e as Faculdades Uruguayas communicarão todos os annos áquellas com as quaes desejam fazer o intercambio, os assumptos que os seus respectivos Professores tencionem leccionar, assim como os que prefiram que sejam tratados nas suas aulas.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Montevideo, le 20 décembre 1933.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 4085. — CONVENIO[1] ENTRE LA REPUBLICA DE LOS ESTADOS UNIDOS DEL BRASIL Y LA REPUBLICA ORIENTAL DEL URUGUAY SOBRE INTERCAMBIO DE PROFESORES Y ALUMNOS. FIRMADO EN MONTEVIDEO, EL 1º DE AGOSTO DE 1921.

Portuguese and Spanish official texts communicated by the Brazilian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne. The registration of this Convention took place April 6th, 1937.

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE LOS ESTADOS UNIDOS DEL BRASIL y EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA ORIENTAL DEL URUGUAY, en el vivo empeño de fortalecer las buenas relaciones que desde épocas remotas unen a sus respectivos países, y reconociendo que para conseguir tan nobles fines han de concurrir, sin duda, los actos de íntima y recíproca inteligencia intelectual, resuelven, de común acuerdo, celebrar un Convenio sobre intercambio de Profesores y alumnos entre las Facultades de la República de los Estados Unidos del Brazil y las de la República Oriental del Uruguay ; y con ese objeto, nombran sus Plenipotenciarios a saber :

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE LOS ESTADOS UNIDOS DEL BRASIL :

Al Señor Doctor Luis GUIMARÃES Filho, Su Enviado extraordinario y Ministro plenipotenciario ante Su Excelencia el Señor Presidente de la República Oriental del Uruguay, y ;

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA ORIENTAL DEL URUGUAY :

Al Señor Doctor Juan Antonio BUERO, Su Ministro Secretario de Estado para las Relaciones Exteriores ;

Quienes, después de la exhibición de sus Plenos Poderes, hallados en buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes :

Artículo 1º.

El Gobierno de la República de los Estados Unidos del Brasil y el Gobierno de la República Oriental del Uruguay facilitarán á los Profesores de sus Universidades y Facultades el hacer cursos y conferencias en las Universidades y Facultades del Uruguay y del Brasil, respectivamente.

Artículo 2º.

Esos cursos y conferencias versarán sobre materias científicas, literarias y artísticas de interés americano, o relacionadas con hechos referentes a uno o más países de la América, especialmente al país del Profesor.

Artículo 3º.

Las Facultades Brasileñas y las Facultades Uruguayas comunicarán, todos los años, a aquellas con las cuales desean hacer intercambio, los asuntos que sus respectivos Profesores tengan intención de tratar, así como los que prefieren que sean tratados en sus aulas.

[1] The exchange of ratifications took place at Montevideo, December 20th, 1933.

Artigo 4º.

A remuneração do Professor correrá por conta do Governo, Universidade ou Faculdade que o designar, excepto se os seus serviços forem solicitados expressamente ; porque, neste caso, a remuneração estará a cargo do Governo, Universidade ou Faculdade que fizer o convite.

Artigo 5º.

Os estudantes uruguayos que cursarem as Universidades ou Faculdades brasileiras gosarão de absoluta gratuitidade relativamente á inscripção, frequencia de aulas e exames. De iguaes beneficios gozarão os estudantes brasileiros nas Universidades e Faculdades uruguayas.

Artigo 6º.

Os estudantes uruguayos poderão continuar os seus estudos nas Universidades ou Faculdades brasileiras e inscrever-se no curso correspondente de accordo com as leis, programmas e regulamentos vigentes. Os estudantes brasileiros gozarão do mesmo beneficio nas Universidades ou Faculdades uruguayas.

As autoridades universitarias de ambos os paizes, poderão, em cada caso, conceder a esses alumnos facilidades especiaes de ordem regulamentar afim de que continuem os seus estudos na Faculdade correspondente.

Artigo 7º.

Cada Governo determinará o modo de satisfazer as despesas inherentes ao presente Convenio.

Artigo 8º.

O presente Convenio será ratificado e suas ratificações trocadas em Montevidéo dentro do mais curto prazo possivel.

Terá pleno e inteiro vigor por tempo indefinido, a contar do dia da troca das ratificações. Sem embargo, uma das Altas Partes Contratantes poderá communicar á outra o seu desejo de fazel-o cessar, e, neste caso, cessará, com effeito, um anno após a data dessa communicação.

Em fé do que, os referidos Plenipotenciarios assignaram este convenio e lhe puzeram os seus sellos respectivos.

Feito na cidade de Montevidéo, em dois exemplares, em lingua portugueza e em lingua castelhana a um de Agosto de mil novecentos e vinte e um.

(L. S.) Luis GUIMARÃES, filho.
(L. S.) J. A. BUERO.

E copia authentica :
Secretaria de Estado das Relações Exteriores.
Rio de Janeiro D.F., em 2 de Março de 1937.

R. Mendes Gonçalves,
Chefe do Serviço dos Limites e Actos Internacionaes.

Artículo 4º.

La remuneración del Profesor correrá por cuenta del Gobierno, Universidad o Facultad que lo designare, excepto si sus servicios fueran solicitados expresamente, porque, en este caso, la remuneración estará a cargo del Gobierno, Universidad o Facultad que hiciere la invitación.

Artículo 5º.

Los estudiantes uruguayos que cursaren en las Universidades o Facultades brasileñas gozarán de absoluta gratuidad en lo relativo a inscripción, concurrencia a aulas y exámenes. De igual beneficio gozarán los estudiantes brasileños en las Universidades o Facultades uruguayas.

Artículo 6º.

Los estudiantes uruguayos podrán continuar sus estudios en las Universidades o Facultades brasileñas e inscribirse en el curso correspondiente, de acuerdo con leyes, programas y reglamentos vigentes. Los estudiantes brasileños gozarán del mismo beneficio en las Universidades o Facultades uruguayas. Las Autoridades Universitarias de ambos países podrán, en cada caso, conceder a esos alumnos facilidades especiales de orden reglamentario a fin de que continúen sus estudios en la Facultad correspondiente.

Artículo 7º.

Cada Gobierno determinará el modo de satisfacer los gastos inherentes al presente Convenio.

Artículo 8º.

El presente Convenio será ratificado y sus ratificaciones canjeadas en Montevideo, dentro de más corto plazo posible.

Tendrá pleno y entero vigor por tiempo indefinido, a contar del dia del canje de las ratificaciones. Sin embargo, una de las Altas Partes contratantes podrá comunicar a la otra su deseo de hacerlo cesar, y en efecto, en este caso, cesará, un año después de la fecha de esa comunicación.

En fe de lo cual, los referidos Plenipotenciarios firmaron este convenio y le pusieron sus sellos respectivos.

Hecho en la ciudad de Montevideo, en dos ejemplares, en lengua portuguesa y en lengua castellana a uno de agosto de mil novecientos veintiuno.

(L. S.) Luis GUIMARÃES, filho.
(L. S.) J. A. BUERO.

E copia authentica :
Secretaria de Estado das Relações Exteriores.
Rio de Janeiro D.F., em 2 de Março de 1937.

R. Mendes Gonçalves,
Chefe do Serviço dos Limites e Actos Internacionaes.

[1] TRADUCTION.

N° 4085. — CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE DES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL ET LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY RELATIVE A L'ÉCHANGE DE PROFESSEURS ET D'ÉLÈVES. SIGNÉE A MONTEVIDEO, LE 1er AOUT 1921.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DES ETATS-UNIS DU BRÉSIL et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY, vivement désireux de consolider les bonnes relations qui unissent leurs pays respectifs depuis des temps reculés, et reconnaissant que pour atteindre des fins aussi nobles il convient de prendre des mesures destinées à favoriser une compréhension intime et réciproque dans le domaine intellectuel, ont décidé, d'un commun accord, de conclure une convention concernant l'échange de professeurs et d'élèves entre les facultés de la République des Etats-Unis du Brésil et celles de la République orientale de l'Uruguay, et ont, à cet effet, désigné leurs plénipotentiaires, à savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DES ETATS-UNIS DU BRÉSIL :

Monsieur le Dr Luis GUIMARÃES fils, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Son Excellence Monsieur le Président de la République orientale de l'Uruguay ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY :

Monsieur le Dr Juan Antonio BUERO, son ministre et secrétaire d'Etat aux Relations extérieures ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Le Gouvernement de la République des Etats-Unis du Brésil et le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay donneront aux professeurs de leurs universités et de leurs facultés la possibilité de faire des cours et des conférences respectivement dans les universités et les facultés de l'Uruguay et du Brésil.

Article 2.

Ces cours et ces conférences porteront sur des matières scientifiques, littéraires et artistiques intéressant l'Amérique ou concernant des faits relatifs à un ou plusieurs pays d'Amérique, et au pays du professeur en particulier.

Article 3.

Les facultés brésiliennes et les facultés uruguayennes communiqueront, tous les ans, à celles avec lesquelles elles désirent faire un échange, les sujets que leurs professeurs respectifs auraient l'intention de traiter, ainsi que ceux qu'elles désireraient de préférence voir traiter chez elles.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

No. 4085. — CONVENTION BETWEEN THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL AND THE ORIENTAL REPUBLIC OF URUGUAY REGARDING THE EXCHANGE OF PROFESSORS AND STUDENTS. SIGNED AT MONTEVIDEO, AUGUST 1ST, 1921.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL and THE PRESIDENT OF THE ORIENTAL REPUBLIC OF URUGUAY, being keenly desirous of consolidating the good relations which have long united their respective countries, and recognising the desirability, for the purpose of realising so lofty an aim, of promoting close mutual understanding in the intellectual sphere, have decided by common accord to conclude a Convention regarding the exchange of professors and students between the Faculties of the Republic of the United States of Brazil and those of the Oriental Republic of Uruguay, and with that object have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL :

Dr. Luis GUIMARÃES, Junior, his Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Excellency the President of the Oriental Republic of Uruguay ;

THE PRESIDENT OF THE ORIENTAL REPUBLIC OF URUGUAY :

Dr. Juan Antonio BUERO, his Minister and Secretary of State for Foreign Affairs ;

Who, after having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The Government of the Republic of the United States of Brazil and the Government of the Oriental Republic of Uruguay shall offer to professors in their Universities and Faculties facilities for giving courses and lectures in the Universities and Faculties of Uruguay and of Brazil respectively.

Article 2.

Such courses and lectures shall deal with scientific, literary and artistic matters of interest to America or connected with facts relating to one or more American countries, and more especially to the professor's own country.

Article 3.

The Brazilian and Uruguayan Faculties shall annually communicate to those Faculties with which they desire to effect an exchange the subjects with which their respective professors intend to deal and those which they especially desire to be treated in their own Faculty.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 4.

La rémunération du professeur incombera au gouvernement, à l'université ou à la faculté qui le désignera, à moins que ses services n'aient été expressément sollicités ; dans ce dernier cas, la rémunération sera à la charge du gouvernement, de l'université ou de la faculté qui aura adressé l'invitation.

Article 5.

Les étudiants uruguayens qui suivront les cours des universités ou facultés brésiliennes jouiront d'une gratuité absolue en ce qui concerne l'inscription, la fréquentation des cours et les examens. Les étudiants brésiliens dans les universités ou facultés uruguayennes jouiront du même privilège.

Article 6.

Les étudiants uruguayens pourront continuer leurs études dans les universités ou facultés brésiliennes et s'inscrire au cours correspondant, conformément aux lois, programmes et règlements en vigueur. Les étudiants brésiliens jouiront du même privilège dans les universités ou facultés uruguayennes.

Les autorités universitaires des deux pays pourront, en chaque cas, accorder à ces élèves des facilités spéciales d'ordre réglementaire afin qu'ils puissent continuer leurs études dans la faculté correspondante.

Article 7.

Chaque gouvernement déterminera la façon de couvrir les dépenses inhérentes à l'application de la présente convention.

Article 8.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Montevideo dans le plus bref délai possible.

Elle aura plein et entier effet pendant une durée indéterminée, à partir du jour de l'échange des instruments de ratification. Toutefois, l'une des Hautes Parties contractantes pourra faire part à l'autre de son désir d'y mettre fin, et, dans ce cas, elle cessera ses effets un an après la date de cette communication.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en la ville de Montevideo, en deux exemplaires, en langue portugaise et en langue espagnole, le 1er août mil neuf cent vingt et un.

(L. S.) Luis GUIMARÃES fils.

(L. S.) J. A. BUERO.

Article 4.

The Government, University or Faculty which appoints a professor shall be responsible for his remuneration, unless his services have been expressly solicited ; in the latter case, the Government, University or Faculty which invites him shall be responsible for his remuneration.

Article 5.

Uruguayan students attending courses at Brazilian Universities or Faculties shall enjoy complete exemption from entrance, lecture and examination fees. Brazilian students at Uruguayan Universities or Faculties shall enjoy the same benefits.

Article 6.

Uruguayan students may continue their studies at Brazilian Universities or Faculties, and may enter for the corresponding course, in accordance with the laws, curricula and regulations in force. Brazilian students shall enjoy the same privilege at Uruguayan Universities or Faculties.

The University authorities of the two countries may, in each individual case, grant such students special statutory facilities to enable them to continue their studies in the corresponding Faculty.

Article 7.

Each Government shall determine the means by which it shall meet the expenditure involved by the application of the present Convention.

Article 8.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Montevideo as soon as possible.

It shall have full and complete effect for an indefinite period, as from the date on which the instruments of ratification are exchanged. Nevertheless, one of the High Contracting Parties may notify the other of his desire to terminate it, and in that case it shall cease to be in force one year after the date of such notification.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at the City of Montevideo, in duplicate, in Portuguese and Spanish, this 1st day of August, one thousand nine hundred and twenty-one.

(L. S.) Luis GUIMARÃES, Junior.

(L. S.) J. A. BUERO.

N° 4086.

BRÉSIL ET SUÈDE

Echange de notes comportant un accord relatif à l'assistance réciproque des ressortissants brésiliens et suédois atteints de maladies mentales en Suède ou au Brésil. Rio de Janeiro, le 27 janvier 1932.

BRAZIL AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding Reciprocal Assistance to Brazilian and Swedish Nationals suffering from Mental Disease in Sweden or in Brazil. Rio de Janeiro, January 27th, 1932.

N° 4086. — ÉCHANGE DE NOTES [1] ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRÉSILIEN ET SUÉDOIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'ASSISTANCE RÉCIPROQUE DES RESSORTISSANTS BRÉSILIENS ET SUÉDOIS ATTEINTS DE MALADIES MENTALES EN SUÈDE OU AU BRÉSIL. RIO DE JANEIRO, LE 27 JANVIER 1932.

N° 4086. — TROCA DE NOTAS [1] ENTRE OS GOVERNOS DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL E DA SUECIA, CONSTITUINDO UN ACCORDO PARA A ASSISTENCIA RECIPROCA A BRASILEIROS E SUECOS, ATTINGIDOS DE DOENÇAS MENTAES NA SUECIA OU NO BRASIL. RIO DE JANEIRO, EM 27 DE JANEIRO DE 1932.

Textes officiels français et portugais communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Brésil à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 6 avril 1937.

French and Portuguese official texts communicated by the Brazilian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place April 6th, 1937.

I.

N° 2.

RIO DE JANEIRO, *le 27 janvier* 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Conformément aux notes échangées entre cette Légation et le Ministère des Relations extérieures j'ai l'honneur de proposer à Votre Excellence, que les stipulations suivantes soient acceptées par le Gouvernement du Brésil pour l'assistance réciproque des ressortissants suédois et brésiliens qui seront atteints de maladies mentales au Brésil ou en Suède :

1. Quand un ressortissant brésilien sera atteint en Suède d'aliénation mentale, son internement dans une maison d'aliénés ou sa sortie d'un tel établissement ou éventuellement sa mort sera notifié à la Légation du Brésil à Stockholm.

2. Les notifications prévues au paragraphe premier devront mentionner le nom de la maison d'aliénés où le malade est interné et contenir si possible, les indications suivantes, concernant le malade :

a) Nom et prénom ;
b) Date et lieu de naissance ;
c) Qualités ou profession ;

[1] Entré en vigueur le 27 janvier 1932.

[1] Came into force January 27th, 1932.

d) Domicile à l'époque de l'internement dans l'établissement d'aliénés ;

e) Dernier domicile dans le pays d'origine ;

f) Noms et prénoms, etc., des père et mère, ou, si ceux-ci sont décédés, noms et prénoms des plus proches parents avec indication de leur domicile ;

g) Si le malade est marié, nom et prénoms de l'autre époux et indication de son domicile ;

h) Date à laquelle le malade a été interné dans l'établissement ou en est sorti, ou y est décédé ;

i) Nom de la personne à la demande de laquelle le malade a été interné dans l'établissement ;

j) Si l'admission a eu lieu en raison d'un rapport médical, date de ce rapport ainsi que le nom et le domicile du médecin ;

k) Etat du malade et, s'il permet son rapatriement, ainsi que indication du nombre de convoyeurs nécessaires pour surveiller le transport.

3. Dans tous cas où le Gouvernement suédois réclame le rapatriement d'un ressortissant brésilien, atteint d'aliénation mentale, la demande sera accompagnée d'une notification, contenant les indications prévues au paragraphe 2.

4. Lorsqu'un ressortissant brésilien, atteint d'une maladie mentale, est rapatrié, le dossier médical du malade tenu à la maison d'aliénés sera communiqué aux autorités compétentes brésiliennes.

Je suis autorisé à ajouter que cette proposition sera considérée par mon gouvernement comme un engagement dès que le Gouvernement du Brésil en aura assuré la réciprocité, laquelle, selon l'avis de mon gouvernement, serait établie si Votre Excellence voulait bien insérer dans sa réponse les stipulations visées ci-dessus.

Je profite de cette occasion pour réitérer à Votre Excellence, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

(s) Johan PAUES.

A Son Excellence
Monsieur le Docteur Afranio de Mello Franco,
Ministre des Affaires étrangères.

II.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

NC/2/515.22.

Em 27 de Janeiro de 1932.

SENHOR MINISTRO,

Em resposta á nota nº 2, de 27 de Janeiro corrente, pela qual Vossa Excellencia communicou a este Ministerio o texto definitivo da proposta de um accôrdo entre o seu Governo

II.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

NC/2/515.22.

Le 27 janvier 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à la note Nº 2 du 27 janvier courant, par laquelle Votre Excellence communique au Ministère des Affaires étrangères du Brésil le texte définitif du projet d'accord entre

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

e o do Brasil, para a assistencia reciproca a subditos subditos suecos no Brasil e cidadãos brasileiros na Suecia attingidos de molestias mentaes, tenho a honra de lhe declarar que o Governo Brasileiro acceita o accôrdo proposto, que começará a vigorar da data da presente nota e cujos termos são os seguintes:

1. Quando um subdito sueco fôr attingido no Brasil de alienação mental, sua internação em uma casa de alienados ou sua sahida de um estabelecimento desse genero ou eventualmente o seu fallecimento será notificado á Legação da Suécia no Rio de Janeiro.

2. As notificações previstas no paragrapho 1º deverão mencionar o nome da casa de alienados onde o doente haja sido internado e conter, si possivel, as seguintes indicações, concernentes ao doente :

a) Nome e sobrenome ;
b) Data e lugar do nascimento ;
c) Qualidades ou profissão ;
d) Domicilio, á época da internação do estabelecimento de alienados ;
e) Ultimo domicilio no paiz de origem;

f) Nomes e sobrenomes, etc., do pae e da mãe, ou, si estes forem fallecidos, nomes e sobrenomes dos parentes mais proximos, com indicação do domicilio dos mesmos ;
g) Si o doente fôr casado, nome e sobrenomes do outro conjuge e indicação de seu domicilio ;
h) Data em que o doente houver sido internado no estabelecimento, em que houver saïdo do mesmo ou em que houver nelle fallecido ;
i) Nome da pessôa a pedido da qual o doente houver sido internado no estabelecimento ;
j) Si a internação houver sido effectuada em virtude de um attestado medico, data desse attestado, bem como o nome e o domicilio do médico ;
k) Estado do doente e si a sua saúde permitte a repatriação, assim como indicação do numero de guardas neccessarios para velar pelo seu transporte.

3. Em todos os casos em que o Governo brasileiro reclamar a repatriação de um subdito suéco attingido de alienação mental, o Governo sueco se compromette a effectuar essa repatriação, sem demora, por meio de navio sueco, ou, si isso não fôr possivel, por meio de navio de outra nacionalidade, mas sempre com escala por um porto sueco.

4. Si o subdito sueco attingido de alienação mental não fôr reclamado pelo seu Governo, o Governo brasileiro poderá, depois de um anno de internação, repatriar o doente, por meio de navio sueco, ou, si isso não fôr possivel, por meio de navio de outra nacionalidade, mas sempre com escala por um porto sueco.

5. Si o subdito sueco attingido de alienação mental não fôr reclamado pelo seu Governo e si o Governo brasileiro não julgar conveniente repatriar o doente, a Legação da Suécia no Rio de Janeiro será notificada, depois de um anno de internação, do nome do doente, do nome da casa de alienados onde elle estiver internado e do seu endereço.

6. Si o subdito sueco attingido de alienação mental não fôr reclamado pelo seu Governo e si o Governo brasileiro não julgar conveniente repatriar o doente, a Legação da Suécia no Rio de Janeiro será notificada, depois de um anno de internação, do nome do doente, do nome da casa de alienados onde elle estiver internado e do seu endereço.

son gouvernement et le Gouvernement du Brésil pour l'assistance réciproque des ressortissants suédois au Brésil et des citoyens brésiliens en Suède atteints de maladies mentales, j'ai l'honneur de lui déclarer que le Gouvernement brésilien accepte l'accord proposé, qui entrera en vigueur à la date de la présente note et qui est ainsi conçu :

1. Quand un ressortissant suédois sera atteint au Brésil d'aliénation mentale, son internement dans une maison d'aliénés ou sa sortie d'un tel établissement ou, éventuellement, sa mort, sera notifié à la Légation de Suède à Rio de Janeiro.

2. Les notifications prévues au paragraphe premier devront mentionner le nom de la maison d'aliénés où le malade a été interné et contenir, si possible, les indications suivantes concernant le malade :

a) Nom et prénom ;
b) Date et lieu de naissance ;
c) Qualités ou profession ;
d) Domicile à l'époque de l'internement dans l'établissement d'aliénés ;
e) Dernier domicile dans le pays d'origine ;
f) Noms et prénoms, etc., des père et mère, ou, si ceux-ci sont décédés, noms et prénoms des plus proches parents, avec indication de leur domicile ;

g) Si le malade est marié, nom et prénoms de l'autre époux et indication de son domicile ;
h) Date à laquelle le malade a été interné dans l'établissement, ou en est sorti, ou y est décédé ;

i) Nom de la personne à la demande de laquelle le malade a été interné dans l'établissement ;
j) Si l'admission a eu lieu en raison d'un rapport médical, date de ce rapport ainsi que le nom et le domicile du médecin ;
k) Etat du malade et s'il permet son rapatriement, ainsi qu'indication du nombre de convoyeurs nécessaires pour surveiller le transport.

3. Dans tout cas où le Gouvernement brésilien réclame le rapatriement d'un ressortissant suédois atteint d'aliénation men-

tal, o pedido será acompanhado de uma notificação, contendo as indicações previstas no paragrapho 2.

4. Quando um subdito suéco attingido de molestia mental fôr repatriado, o relatorio médico do doente existente na casa de alienados será communicado ás autoridades competentes suécas.

Aproveito a opportunidade para reiterar a Vossa Excellencia os protestos da minha alta consideração.

(a) A. DE MELLO FRANCO.

A Sua Excellencia
o Senhor Johan Theodor Paues,
Enviado Extraordinario e
Ministro Plénipotenciario
de Sua Majestade o Rei da Suécia.

tale, la demande sera accompagnée d'une notification contenant les indications prévues au paragraphe 2.

4. Lorsqu'un ressortissant suédois, atteint d'une maladie mentale, est rapatrié, le dossier médical du malade tenu à la maison d'aliénés sera communiqué aux autorités compétentes suédoises.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) A. DE MELLO FRANCO.

Son Excellence
Monsieur Johan Theodor Paues,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté le Roi de Suède.

E copia authentica :
Secretaria de Estado das Relações Exteriores.
Rio de Janeiro D. F.,
em 13 de Fevereiro de 1937.
R. Mendes Gonçalves,
Chefe do Serviço dos Limites e Actos Internacionaes.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4086. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE BRAZILIAN AND SWEDISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING RECIPROCAL ASSISTANCE TO BRAZILIAN AND SWEDISH NATIONALS SUFFERING FROM MENTAL DISEASE IN SWEDEN OR IN BRAZIL. RIO DE JANEIRO, JANUARY 27TH, 1932.

I.

No. 2.

RIO DE JANEIRO, *January 27th*, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In accordance with the notes exchanged between this Legation and the Ministry of Foreign Affairs, I have the honour to propose to Your Excellency that the following provisions should be accepted by the Brazilian Government with regard to reciprocal assistance to Swedish and Brazilian nationals suffering from mental disease in Brazil or in Sweden :

1. Should a Brazilian national in Sweden be suffering from mental derangement, the Brazilian Legation at Stockholm shall be notified of his confinement in a mental hospital, his discharge from such an establishment or his death, if it should occur.

2. The notifications provided for in paragraph 1 must include mention of the name of the mental hospital in which the patient is confined and must, if possible, contain the following information concerning the patient :

(a) Full name ;
(b) Date and place of birth ;
(c) Rank or occupation ;
(d) Address at time of confinement in the mental hospital ;
(e) Last address in the country of origin ;
(f) Names, in full, of father and mother or, if the latter are deceased, the names and addresses of the nearest relatives ;
(g) If the patient is married, full name and address of wife (or husband) ;
(h) Date on which the patient was confined in the establishment or left the establishment or died therein ;
(i) Name of the person at whose request the patient was confined in the establishment ;
(j) If the admission was consequent on a medical report, date of such report, together with the physician's name and address ;
(k) Condition of the patient and whether it permits of his repatriation, together with a statement of the number of attendants necessary to supervise his conveyance.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

3. In all cases in which the Swedish Government requests the repatriation of a Brazilian national suffering from mental derangement, the request shall be accompanied by a notification containing the particulars provided for in paragraph 2.

4. When a Brazilian national suffering from mental disease is repatriated, the patient's medical record kept in the mental hospital shall be communicated to the competent Brazilian authorities.

I am authorised to add that my Government will consider that this proposal constitutes an undertaking as soon as the Brazilian Government has ensured reciprocity, which, in my Government's view, would be established if Your Excellency would be good enough to embody the above-mentioned provisions in your reply.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Johan PAUES.

His Excellency Dr. Afranio de Mello Franco,
Minister for Foreign Affairs.

II.

NC/2/515.22.

January 27th, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In reply to Note No. 2, dated January 27th, 1932, in which Your Excellency communicated to the Brazilian Ministry of Foreign Affairs the final text of the proposed Agreement between your Government and the Brazilian Government concerning reciprocal assistance to Swedish subjects in Brazil and Brazilian nationals in Sweden suffering from mental disease, I have the honour to inform you that the Brazilian Government accepts the proposed Agreement, which will come into force as from the date of the present Note, and the terms of which are as follows :

1. Should a Swedish subject in Brazil be suffering from mental derangement, the Swedish Legation at Rio de Janeiro shall be notified of his confinement in a mental hospital, his discharge from such an establishment or his death, if it should occur.

2. The notifications provided for in paragraph 1 must include mention of the name of the mental hospital in which the patient is confined and must, if possible, contain the following information concerning the patient :

(a) Full name ;
(b) Date and place of birth ;
(c) Rank or occupation ;
(d) Address at time of confinement in the mental hospital ;
(e) Last address in the country of origin ;
(f) Names, in full, of father and mother or, if the latter are deceased, the names and addresses of the nearest relatives ;
(g) If the patient is married, full name and address of wife (or husband) ;
(h) Date on which the patient was confined in the establishment or left the establishment or died therein ;
(i) Name of the person at whose request the patient was confined in the establishment ;

(j) If the admission was consequent on a medical report, date of such report, together with the physician's name and address ;

(k) Condition of the patient and whether it permits of his repatriation, together with a statement of the number of attendants necessary to supervise his conveyance.

3. In all cases in which the Brazilian Government requests the repatriation of a Swedish subject suffering from mental derangement, the request shall be accompanied by a notification containing the particulars provided for in paragraph 2.

4. When a Swedish subject suffering from mental disease is repatriated, the patient's medical record kept in the mental hospital shall be communicated to the competent Swedish authorities.

I have the honour to be, etc.

(Signed) A. DE MELLO FRANCO.

His Excellency Monsieur Johan Theodor Paues,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary
of His Majesty the King of Sweden.

N° 4087.

BRÉSIL
ET GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD

Echange de notes comportant un accord relatif à la délimitation des terrains riverains formant partie de la frontière entre le Brésil et la Guyane britannique. Londres, les 27 octobre et 1er novembre 1932.

BRAZIL
AND GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND

Exchange of Notes constituting an Agreement for the Delimitation of the Riverain Areas of the Boundary between Brazil and British Guiana. London, October 27th and November 1st, 1932.

No. 4087.— EXCHANGE OF NOTES[1] BETWEEN THE BRAZILIAN GOVERNMENT AND HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE DELIMITATION OF THE RIVERAIN AREAS OF THE BOUNDARY BETWEEN BRAZIL AND BRITISH GUIANA. LONDON, OCTOBER 27TH AND NOVEMBER 1ST, 1932.

Nº 4087. — TROCA DE NOTAS[1] ENTRE O GOVERNO BRASILEIRO E O GOVERNO DE SUA MAJESTADE NO REINO UNIDO RELATIVAS A UN ACCORDO SOBRE A DELIMITACAO DAS AREAS RIBEIRINHAS DA FONTEIRA ENTRE O BRASIL E A GUYANA BRITANNICA. LONDRES, EM 27 DE OUTUBRO E EM 1 DE NOVEMBRO DE 1932.

English and Portuguese official texts communicated by the Brazilian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place April 6th, 1937.

Textes officiels anglais et portugais communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Brésil à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 6 avril 1937.

I.

FOREIGN OFFICE, S.W.1.
No. A 7079/27/6.

October 27th, 1932.

YOUR EXCELLENCY,

In order to give effect to the desire expressed by the Brazilian Government that His Majesty's Government in the United Kingdom and the Brazilian Government should reach an agreement as to the principles to be adopted by the Mixed Commission in the delimitation of the riverain areas of the boundary between British Guiana and Brazil, I have the honour to make the following detailed proposals on the basis of the proposals already put forward by the Brazilian Government:

(i) Without prejudice to the provisions relating to the sovereignty of islands contained in paragraph (iii), the boundary line at any particular time shall be the thalweg of the river wherever the thalweg may be situated at that time. It is understood that the water and not the river bed is to be the boundary. The thalweg is understood to imply the line of minimum level along the bed of the river throughout its length. Where, owing to rapids or to any other cause, it is not possible to determine the position of the thalweg, the median line of the channel which offers the most favourable course for down-stream navigation shall be the boundary.

[1] Came into force November 1st, 1932.

[1] Entré en vigueur le 1er novembre 1932.

(ii) Subject to the provisions of paragraph (iii) the sovereignty of islands shall be determined by their situation in relation to the thalweg at the time of demarcation, or to the median line in reaches where it forms the boundary. Islands shall belong to that State on whose side of the boundary they are situated.

(iii) The position of the thalweg cannot be relied upon to remain constant owing to the natural action of the water, e.g., the gradual deposit of alluvium silting up and perhaps even closing channels. The question of the change of sovereignty of islands on account of the movement of the thalweg through such causes shall be determined as follows :

(a) Where, owing to the gradual movement of the thalweg, an island situated at the time of demarcation on one side of it is found, at any subsequent time, to be situated on the opposite side of the thalweg and still remains an island, its sovereignty shall not change, despite the change in the position of the thalweg.

(b) Where, owing to the gradual movement of the thalweg or to the deposit of alluvium or to the other gradual and natural causes, an island situated at the time of demarcation in the territory of one State becomes joined to the territory of the other State its sovereignty shall change.

(c) Where, in virtue of the gradual and natural action of the river, two islands of different sovereignty unite and form one island, the sovereignty of the island resulting from that union shall be determined by its position with relation to the thalweg at that time.

(d) An island shall be deemed to be joined to another island or to the mainland when the level of the bed separating the two shall have risen to a height greater than that of the water at other than flood periods in that part of the river.

(e) Where, owing to the deposit of alluvium, or other gradual and natural causes, a new island is formed attaining a height greater than that of the water at other than flood periods in that part of the river, where previously no land existed, it shall belong to that State on whose side of the thalweg it may be situated, wherever the thalweg may be at the time of the appearance of the island.

(f) Each State shall have the right both to protect its own banks and islands from the gradual and natural action of the river and also to effect works in its own territory to prevent any local deviation of the current of the main stream, or of any branch of the river, from its course at the time, provided in both cases that such works do not themselves cause any such deviation elsewhere.

(iv) If the river should suffer complete dislocation of its course, on account of any sudden natural phenomenon, in such a way as to abandon its bed and to open up another, the boundary line shall continue to be the thalweg of the river. In such a case the State affected by the loss of territory shall have the right to force the river back into its abandoned bed within a space of four years from the date on which the change of course became known to it.

(v) Nevertheless, in every case where change of sovereignty of land is involved, the property rights of the population shall be observed, and the State affected by the loss of territory shall have the right to a reasonable indemnity from the other State, the amount to be fixed by mutual agreement. In the event of the two States failing to agree upon the amount of the indemnity, the matter shall be submitted for arbitration by the Permanent Court of International Justice and both States shall abide by the decision of the Court.

(vi) The river shall be open to free navigation and fishing to both States throughout that portion of its length which constitutes the boundary but no works shall be permitted other than those intended solely to retain the river in its present course and not involving any risk of altering that course except with the mutual consent of the Governments of both States and any work such as canalisation, irrigation, or the development of electrical power shall only be undertaken subject to the mutual consent of both riparian States.

2. If the Brazilian Government agree to the adoption of these principles by the Mixed Commission, I have the honour to suggest that the present note and Your Excellency's note in reply accepting the proposals be regarded as constituting an Agreement between the two Governments to this effect.

I have the honour to be, with the highest consideration, Your Excellency's obedient Servant.

(For the Secretary of State) :
(Signed) R. L. GRAIGIE.

His Excellency
Monsieur Raul Régis de Oliveira, G.B.E.,
etc., etc., etc.

Confere :

(a) Decio Moura,
Secretario da Embaixada do Brasil.

Conforme :

(a) Carlos Taylor,
Conselheiro da Embaixada.

E copia authentica :
Secretaria de Estado das Relações Exteriores.
Rio de Janeiro D.F., em 13 de Fevereiro de 1937.

R. Mendes Gonçalves,
Chefe do Serviço dos Limites e Actos Internacionaes.

II.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

Nº 59.

LONDRES, 1 *de Novembro de* 1932.

SENHOR SECRETARIO DE ESTADO,

Tenho a honra de accusar recebida a Nota Nº A 7079/27/6, de 27 de Outubro ultimo, pela qual Vossa Excellencia, com o fim de attender ao desejo manifestado pelo Governo brasileiro de que o Governo de Sua Majestade britannica no Reino Unido e o Governo brasileiro cheguem a um accôrdo sobre os principios a serem adoptados pela Commissão Mixta de delimitação das áreas ribeirinhas da fronteira entre o Brasil e a Guyana britannica, faz a seguinte proposta detalhada, baseada na proposta já anteriormente apresentada pelo Governo brasileiro, que tenho a honra de acceitar :

(I) Sem prejuizo das disposições, contidas no paragrapho n. III, relativamente á soberania das ilhas, a linha de fronteira,

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

II.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 59.

LONDON, *November 1st,* 1932.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ETAT,

I have the honour to acknowledge receipt of note No. A.7079/27/6, dated October 27th last, in which Your Excellency, for the purpose of giving effect to the desire expressed by the Brazilian Government that His Majesty's Government in the United Kingdom and the Brazilian Government should reach an agreement as to the principles to be adopted by the Mixed Commission in the delimitation of the riverain areas of the boundary between Brazil and British Guiana, made the following detailed proposals, which are based on the proposals already put forward by the Brazilian Government, and which I have the honour to accept :

(I) Without prejudice to the provisions relating to the sovereignty of islands contained in paragraph (III), the boundary

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

em qualquer momento determinado, será o thalvegue do rio, onde quer que o thalvegue possa estar situado nesse momento. Fica assente que a agua, e não o leito do rio, será o limite. Entende-se por thalvegue a linha do nivel mais baixo no leito do rio, em toda a sua extensão. Quando, em virtude de saltos ou de qualquer outra causa, não fôr possivel determinar a posição do thalvegue, o limite será a linha mediana do canal que offerecer o curso mais favoravel para a navegação rio abaixo.

(II) Observadas as disposições do paragrapho n. III, a soberania das ilhas será determinada pela sua situação em relação ào thalvegue no momento da demarcação, ou á linha mediana, nas extensões em que esta seja o limite. As ilhas pertencerão ao Estado, em cujo lado da fronteira estiverem situadas.

(III) Não se póde confiar em que a posição do thalvegue permaneça constante, em consequencia da acção natural das aguas, por exemplo o deposito gradual de alluvião que enche de lodo e até ás vezes obstrue canaes. A questão da mudança de soberania de ilhas por motivo do deslocamento do thalvegue, em razão de taes causas, será resolvida como se segue :

(a) Quando, em virtude do deslocamento gradual do thalvegue, uma ilha, situada no momento da demarcação de um dos seus lados, ficar, em qualquer momento subsequente, situada do lado opposto, e continuar a ser uma ilha, — a sua soberania não mudará, apesar de alterada a posição do thalvegue.

(b) Quando, em virtude de deslocamento gradual do thalvegue ou do deposito de alluvião ou de outras causas graduaes e naturaes, uma ilha, situada, no momento da demarcação, no territorio de um Estado, se unir ao territorio do outro Estado, — a sua soberania mudará.

(c) Quando, em virtude da acção gradual e natural do rio, duas ilhas de soberania differente se unirem e formarem uma só ilha, — a soberania da ilha resultante dessa união será determinada pela sua posição, nesse momento, em relação ao thalvegue.

line at any particular time shall be the thalweg of the river wherever the thalweg may be situated at that time. It is understood that the water and not the river bed is to be the boundary. The thalweg is understood to imply the line of minimum level along the bed of the river throughout its length. Where, owing to rapids or to any other cause, it is not possible to determine the position of the thalweg, the median line of the channel which offers the most favourable course for downstream navigation shall be the boundary.

(II) Subject to the provisions of paragraph (III) the sovereignty of islands shall be determined by their situation in relation to the thalweg at the time of demarcation, or to the median line in reaches where it forms the boundary. Islands shall belong to that State on whose side of the boundary they are situated.

(III) The position of the thalweg cannot be relied upon to remain constant owing to the natural action of the water, e.g., the gradual deposit of alluvium silting up and perhaps even closing channels. The question of the change of sovereignty of islands on account of the movement of the thalweg through such causes shall be determined as follows :

(a) Where, owing to the gradual movement of the thalweg, an island situated at the time of demarcation on one side of it is found, at any subsequent time, to be situated on the opposite side of the thalweg and still remains an island, its sovereignty shall not change, despite the change in the position of the thalweg.

(b) Where, owing to the gradual movement of the thalweg or to the deposit of alluvium or to the other gradual and natural causes, an island situated at the time of demarcation in the territory of one State becomes joined to the territory of the other State its sovereignty shall change.

(c) Where, in virtue of the gradual and natural action of the river, two islands of different sovereignty unite and form one island, the sovereignty of the island resulting from that union shall be determined by its position with relation to the thalweg at that time.

(d) Entender-se-á que uma ilha se uniu a outra ilha ou ao continente quando o nivel do leito intermedio houver subido, nessa parte do rio, a uma altura maior do que a da agua em periodos que não os de enxurradas.

(e) Quando, em virtude do deposito de alluvião ou de outras causas graduaes e naturaes, se formar uma ilha nova, que attinja uma altura maior do que a da agua em periodos que não os de enxurradas nessa parte do rio, onde antes nenhuma terra existia, — a ilha pertencerá ao Estado de cujo lado do thalvegue estiver situada, seja qual fôr o lugar do thalvegue na occasião do apparecimento da ilha.

(f) Cada Estado terá o direito tanto de proteger as suas proprias margens e ilhas contra a acção gradual e natural do rio, como de effectuar trabalhos no seu proprio territorio para prevenir qualquer desvio local do curso da corrente principal, ou de qualquer braço do rio, no momento, — contanto que, em ambos os casos, esses trabalhos não causem por sua vez desvios semelhantes em qualquer outra parte.

(IV) Se o rio soffrer completa deslocação do seu curso, em virtude de qualquer phenomeno natural repentino, de tal sorte que abandone o proprio leito e abra outro, a linha de fronteira continuará a ser o thalvegue do rio. En tal caso, o Estado prejudicado pela perda de territorio terá o direito de forçar a volta do rio ao leito abandonado, dentro do espaço de quatro annos, a contar da data em que a mudança do curso tiver chegado ao seu conhecimento.

(V) Entretanto, em todos os casos em que a mudança de soberania da terra estiver envolvida, os direitos de propriedade da população serão respeitados, e o Estado prejudicado pela perda de territorio terá direito a uma indemnisação razoavel por parte do outro Estado, devendo o montante ser fixado por mútuo accôrdo. Dado o caso em que os dois Estados não cheguem a accôrdo sobre a importancia da indemnisação, será a divergencia submettida á arbitragem da Côrte permanente de Justiça Internacional, a cuja decisão ambos os Estados terão que se sujeitar.

(d) An island shall be deemed to be joined to another island or to the mainland when the level of the bed separating the two shall have risen to a height greater than that of the water at other than flood periods in that part of the river.

(e) Where, owing to the deposit of alluvium, or other gradual and natural causes, a new island is formed attaining a height greater than that of the water at other than flood periods in that part of the river, where previously no land existed, it shall belong to that State on whose side of the thalweg it may be situated, wherever the thalweg may be at the time of the appearance of the island.

(f) Each State shall have the right both to protect its own banks and islands from the gradual and natural action of the river and also to effect works in its own territory to prevent any local deviation of the current of the main stream, or of any branch of the river, from its course at the time, provided in both cases that such works do not themselves cause any such deviation elsewhere.

(IV) If the river should suffer complete dislocation of its course, on account of any sudden natural phenomenon, in such a way as to abandon its bed and to open up another, the boundary line shall continue to be the thalweg of the river. In such a case the State affected by the loss of territory shall have the right to force the river back into its abandoned bed within a space of four years from the date on which the change of course became known to it.

(V) Nevertheless, in every case where change of sovereignty of land is involved, the property rights of the population shall be observed, and the State affected by the loss of territory shall have the right to a reasonable indemnity from the other State, the amount to be fixed by mutual agreement. In the event of the two States failing to agree upon the amount of the indemnity, the matter shall be submitted for arbitration by the Permanent Court of International Justice and both States shall abide by the decision of the Court.

(VI) O rio será aberto á livre navegação e á pesca de ambos os Estados, de uma extremidade á outra da parte limitrophe, mas só serão permittides as obras que visem apenas manter o rio no seu curso actual e não envolvam risco algum de alterar esse curso, excepto com o mútuo consentimento dos Governos de ambos os Estados, e qualquer trabalho, tal como canalização, irrigação ou captação de energia electrica, só será emprehendido mediante mútuo consentimento de ambos os Estados marginaes.

2. Fica entendido que a presente nota e a de Vossa Excellencia, de 27 de Outubro ultimo, constituem um accôrdo entre os Governos brasileiro e o de Sua Majestade britannica no Reino Unido para os effeitos acima referidos.

Tenho a honra de reiterar a Vossa Excellencia os protestos da minha mais alta consideração.

(a) Raul Régis DE OLIVEIRA.

A Sua Excellencia
The Right Honourable
Sir John Simon,
G.C.S.I., K.C.V.O., K.C., M.P.,
Principal Secretario de Estado
de Sua Majestade Britannica
para os Negocios Estrangeiros.

E copia authentica :
Secretaria de Estado das Relações Exteriores.
Rio de Janeiro D.F.,
em 13 de Fevereiro de 1937.
R. Mendes Gonçalves,
Chefe do Serviço dos Limites
e Actos Internacionaes.

(VI) The river shall be open to free navigation and fishing to both States throughout that portion of its length which constitutes the boundary, but no works shall be permitted other than those intended solely to retain the river in its present course and not involving any risk of altering that course except with the mutual consent of the Governments of both States and any work such as canalisation, irrigation, or the development of electrical power shall only be undertaken subject to the mutual consent of both riparian States.

2. It is understood that the present note and Your Excellency's note, dated October 27th last, constitute an agreement between the Brazilian Government and His Britannic Majesty's Government in the United Kingdom to this effect.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Raoul Régis DE OLIVEIRA.

The Right Honourable
Sir John Simon,
G.C.S.I., K.C.V.O., K.C., M.P.,
His Britannic Majesty's
Principal Secretary
of State for Foreign Affairs.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 4087. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT BRÉSILIEN ET LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA DÉLIMITATION DES TERRAINS RIVERAINS FORMANT PARTIE DE LA FRONTIÈRE ENTRE LE BRÉSIL ET LA GUYANE BRITANNIQUE. LONDRES, LES 27 OCTOBRE ET 1er NOVEMBRE 1932.

I.

FOREIGN OFFICE, S.W.I.
N° A 7079/27/6.

Le 27 octobre 1932.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Pour répondre au désir exprimé par le Gouvernement brésilien de voir le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement brésilien se mettre d'accord sur les principes qui devront être adoptés par la Commission mixte pour la délimination des terrains riverains formant partie de la frontière entre la Guyane britannique et le Brésil, j'ai l'honneur de faire les propositions détaillées suivantes sur la base des propositions déjà présentées par le Gouvernement brésilien :

i) Sans préjudice des dispositions relatives à la souveraineté des îles, contenues au paragraphe iii), la ligne frontière à quelque époque que ce soit sera le thalweg de la rivière, quelle que soit la place du thalweg au moment donné. Il est entendu que c'est l'eau, et non pas le lit de la rivière, qui forme la frontière. On entend par thalweg l'étiage de la rivière dans toute la longueur de son lit. Lorsque, par suite de l'existence de rapides ou pour toute autre cause, il n'est pas possible de préciser la position du thalweg, la ligne médiane du chenal qui offre le parcours le plus favorable à la navigation descendante formera la frontière.

ii) Sous réserve des dispositions du paragraphe iii), la souveraineté des îles sera déterminée par leur situation par rapport au thalweg à l'époque de la délimitation, ou par rapport à la ligne médiane dans les endroits où celle-ci forme la frontière. Les îles appartiendront à l'État du côté duquel elles se trouvent par rapport à la frontière.

iii) Par suite de l'action naturelle des eaux, comme, par exemple, du dépôt graduel d'alluvions envasant et peut-être même comblant entièrement certains chenaux, on ne peut s'attendre à ce que la position du thalweg demeure constante. La question du changement de souveraineté des îles par suite d'un déplacement du thalweg dû à des causes de ce genre sera résolue comme suit :

a) Lorsque, par suite du déplacement graduel du thalweg, une île située d'un côté de ce thalweg à l'époque de la délimitation se trouve, à une époque ultérieure, située du côté opposé, tout en restant une île, sa souveraineté ne changera pas, malgré le changement de position du thalweg.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

b) Lorsque, par suite du déplacement graduel du thalweg, ou du dépôt d'alluvions, ou d'autres causes graduelles et naturelles, une île située à l'époque de la délimitation sur le territoire d'un Etat se trouve réunie au territoire de l'autre Etat, sa souveraineté changera.

c) Lorsque, par suite de l'action graduelle et naturelle de la rivière, deux îles de souveraineté différente se réunissent pour n'en former qu'une seule, la souveraineté de l'île résultant de cette réunion sera déterminée par sa position par rapport au thalweg à cette époque.

d) On considérera qu'une île est réunie à une autre île ou à la terre ferme quand le niveau du lit qui les sépare sera monté à un niveau supérieur à celui de l'eau dans cette partie de la rivière en dehors des périodes de crue ;

e) Lorsque, par suite du dépôt d'alluvions ou d'autres causes graduelles et naturelles, une île nouvelle se forme qui atteint un niveau supérieur à celui de l'eau dans cette partie de la rivière en dehors des périodes de crue, là où auparavant n'existait aucune terre, elle appartiendra à l'Etat du côté duquel elle se trouve par rapport au thalweg, quelle que soit la place du thalweg à l'époque de l'apparition de l'île ;

f) Chacun des deux Etats aura le droit de protéger ses rives et ses îles propres contre l'action graduelle et naturelle de la rivière, et d'effectuer sur son propre territoire les travaux destinés à prévenir toute déviation locale du courant du chenal principal ou de tout bras de la rivière, par rapport au cours du chenal principal ou de ce bras de rivière à cette époque, à condition, dans les deux cas, que ces travaux ne puissent eux-mêmes être cause d'une déviation du même genre autre part.

iv) S'il arrivait que la rivière subît un déplacement total de son cours, par suite de quelque phénomène naturel soudain, de telle sorte qu'elle abandonnât son lit et s'en ouvrît un autre, le thalweg de la rivière continuera de former la ligne frontière. Dans ce cas, l'Etat subissant une perte de territoire aura le droit de faire rentrer la rivière dans son lit abandonné, dans un délai de quatre ans à partir de la date à laquelle il aura eu connaissance du changement de cours.

v) Néanmoins, dans tous les cas entraînant un changement de souveraineté de territoire, les droits de propriété de la population seront respectés et l'Etat subissant la perte de territoire aura le droit, de la part de l'autre Etat, à une indemnité raisonnable dont le montant sera fixé d'un commun accord. Au cas où les deux Etats ne réussiraient pas à se mettre d'accord sur le montant de l'indemnité, l'affaire sera soumise pour arbitrage à la Cour permanente de Justice internationale et les deux Etats devront se soumettre à la décision de la Cour.

vi) La rivière demeurera librement ouverte à la navigation et à la pêche pour les deux Etats dans toute la partie de sa longueur qui constitue la frontière, mais il ne sera pas permis d'entreprendre d'autres travaux que ceux qui sont uniquement destinés à retenir la rivière dans son cours actuel et qui ne comportent aucun risque de modifier ce cours, sauf du consentement mutuel des gouvernements des deux Etats, et aucun travail, tel que canalisation, irrigation, captation d'énergie électrique, ne pourra être entrepris que du consentement mutuel des deux Etats riverains.

2. Si le Gouvernement brésilien donne son assentiment à l'adoption de ces principes par la Commission mixte, j'ai l'honneur de proposer que la présente note et la note de réponse de Votre Excellence acceptant ces propositions soient considérées comme enregistrant l'accord des deux gouvernements à ce sujet.

Veuillez agréer, etc.

Pour le Secrétaire d'Etat :
(Signé) R. L. GRAIGIE.

Son Excellence
Monsieur Raul Régis de Oliveira, G.B.E.,
etc., etc., etc.

No. 4087

II.

N° 59.

LONDRES, *le* 1er *novembre* 1932.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ETAT,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note N° A 7079/27/6, du 27 octobre dernier, par laquelle Votre Excellence, afin de répondre au désir manifesté par le Gouvernement brésilien de voir le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume Uni et le Gouvernement brésilien se mettre d'accord sur les principes qui devront être adoptés par la Commission mixte de délimitation des terrains riverains formant partie de la frontière entre le Brésil et la Guyanne britannique, présente les propositions détaillées suivantes, sur la base des propositions déjà présentées antérieurement par le Gouvernement brésilien, que j'ai l'honneur d'accepter :

I. Sans préjudice des dispositions relatives à la souveraineté des îles, contenues au paragraphe III, la ligne frontière à quelque époque que ce soit sera le thalweg de la rivière, quelle que soit la place du thalweg au moment donné. Il est entendu que c'est l'eau, et non pas le lit de la rivière, qui forme la frontière. On entend par thalweg l'étiage de la rivière dans toute la longueur de son lit. Lorsque, par suite de l'existence de rapides ou pour toute autre cause, il n'est pas possible de préciser la position du thalweg, la ligne médiane du chenal qui offre le parcours le plus favorable à la navigation descendante formera la frontière.

II. Sous réserve des dispositions du paragraphe III, la souveraineté des îles sera déterminée par leur situation par rapport au thalweg à l'époque de la délimitation, ou par rapport à la ligne médiane, dans les endroits où celle-ci forme la frontière. Les îles appartiendront à l'Etat du côté duquel elles se trouvent par rapport à la frontière.

III. Par suite de l'action naturelle des eaux, comme, par exemple, du dépôt graduel d'alluvions envasant et peut-être comblant entièrement certains chenaux, on ne peut s'attendre à ce que la position du thalweg demeure constante. La question du changement de souveraineté des îles par suite d'un déplacement du thalweg dû à des causes de ce genre sera résolue comme suit :

a) Lorsque, par suite du déplacement graduel du thalweg, une île située d'un côté de ce thalweg à l'époque de la délimitation se trouve, à une époque ultérieure, située du côté opposé, tout en restant une île, sa souveraineté ne changera pas malgré le changement de position du thalweg.

b) Lorsque, par suite du déplacement graduel du thalweg ou du dépôt d'alluvions ou d'autres causes graduelles et naturelles, une île située à l'époque de la délimitation dans le territoire d'un Etat se trouve réunie au territoire de l'autre Etat, sa souveraineté changera.

c) Lorsque, par suite de l'action graduelle et naturelle de la rivière, deux îles de souveraineté différente se réunissent pour n'en former qu'une seule, la souveraineté de l'île résultant de cette union sera déterminée par sa position par rapport au thalweg à cette époque.

d) On considérera qu'une île est réunie à une autre île ou à la terre ferme quand le niveau du lit les séparant sera monté à un niveau supérieur à celui de l'eau dans cette partie de la rivière en dehors des périodes de crue ;

e) Lorsque, par suite du dépôt d'alluvions ou d'autres causes graduelles et naturelles, une île nouvelle se forme qui atteint un niveau supérieur à celui de l'eau dans cette partie de la rivière en dehors des périodes de crue, là où auparavant n'existait aucune terre, elle appartiendra à l'Etat du côté duquel elle se trouve par rapport au thalweg, quelle que soit la place du thalweg à l'époque de l'apparition de l'île.

f) Chacun des deux Etats aura le droit de protéger ses rives et ses îles propres contre l'action graduelle et naturelle de la rivière et d'effectuer sur son propre territoire

les travaux destinés à prévenir toute déviation locale du courant du chenal principal ou de tout bras de la rivière, par rapport au cours du chenal principal ou de ce bras de rivière à cette époque, à condition, dans les deux cas, que ces travaux ne puissent eux-mêmes être cause d'une déviation du même genre autre part.

IV. S'il arrivait que la rivière subît un déplacement total de son cours, par suite de quelque phénomène naturel soudain, de telle sorte qu'elle abandonnât son lit et s'en ouvrît un autre, le thalweg de la rivière continuera de former la ligne frontière. Dans ce cas, l'Etat subissant une perte de territoire aura le droit de faire rentrer la rivière dans son lit abandonné, dans un délai de quatre ans à partir de la date à laquelle il aura eu connaissance du changement de cours.

V. Néanmoins, dans tous les cas entraînant un changement de souveraineté de territoire, les droits de propriété de la population seront respectés et l'Etat subissant la perte de territoire aura le droit, de la part de l'autre Etat, à une indemnité raisonnable dont le montant sera fixé d'un commun accord. Au cas où les deux Etats ne réussiraient pas à se mettre d'accord sur le montant de l'indemnité, l'affaire sera soumise pour arbitrage à la Cour permanente de Justice internationale et les deux Etats devront se soumettre à la décision de la Cour.

VI. La rivière demeurera librement ouverte à la navigation et à la pêche pour les deux Etats dans toute la partie de sa longueur qui constitue la frontière, mais il ne sera pas permis d'entreprendre d'autres travaux que ceux qui sont uniquement destinés à retenir la rivière dans son cours actuel et qui ne comportent aucun risque de modifier ce cours, sauf du consentement mutuel des gouvernements des deux Etats, et aucun travail tel que canalisation, irrigation, captation d'énergie électrique, ne pourra être entrepris que du consentement mutuel des deux Etats riverains.

2. Il est entendu que la présente note et la note de Votre Excellence en date du 27 octobre dernier constituent un accord entre le Gouvernement brésilien et le Gouvernement de Sa Majesté britannique dans le Royaume Uni aux fins ci-dessus mentionnées.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Raul Régis DE OLIVEIRA.

Son Excellence
le très honorable sir John Simon, G.C.S.I., K.C.V.O., K.C., M.P.,
Premier Secrétaire d'Etat de Sa Majesté britannique
pour les Affaires étrangères.

N° 4088.

POLOGNE ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Convention sur la réciprocité en matière de successions, et protocole additionnel. Signés à Praha, le 25 janvier 1934.

POLAND AND CZECHOSLOVAKIA

Convention on Reciprocity in the Matter of Succession, and Additional Protocol. Signed at Praha, January 25th, 1934.

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE. — CZECHOSLOVAK TEXT.

Nº 4088. — ÚMLUVA [1] MEZI REPUBLIKOU ČESKOSLOVENSKOU A REPUBLIKOU POLSKOU O VZÁJEMNOSTI VE VĚCECH POZŮSTALOSTNÍCH. PODEPSANÁ V PRAZE DNE 25. LEDNA 1934.

Textes officiels polonais et tchécoslovaque communiqués par le délégué permanent de la République tchécoslovaque près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 6 avril 1937.

REPUBLIKA ČESKOSLOVENSKÁ a REPUBLIKA POLSKÁ pokládajíce za účelno zajistiti si vzájemnost ve věcech pozůstalostních, rozhodly se, že sjednají o tom úmluvu. K tomu cíli jmenovali svými zmocněnci :

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ :

pana Bohdana PAVLŮ, mimořádného vyslance a zplnomocněného ministra, a
pana Dra Antonína KOUKALA, vrchního odborového radu ministerstva spravedlnosti,

PRESIDENT REPUBLIKY POLSKÉ :

pana Dra Wacława GRZYBOWSKIEGO, mimořádného vyslance a zplnomocněného ministra, a
pana Dra Juljusza RENCKIEGO, právního radu v ministerstvě spravedlnosti,

kteří vyměnivše si své plné moci a shledavše je v dobré a náležité formě, shodli se na těchto ustanoveních :

ČÁST PRVNÍ.

O POZŮSTALOSTECH PO PŘÍSLUŠNÍCÍCH JEDNOHO STÁTU NA ÚZEMÍ DRUHÉHO STÁTU.

ODDÍL PRVNÍ.

MATERIELNĚ-PRÁVNÍ USTANOVENÍ.

Článek 1.

Použití domovského práva zůstavitelova.

(1) Pozůstalostní jmění ať movité či nemovité, které zanechal na území jednoho Státu příslušník Státu druhého, nabývá se pro případ smrti podle práva Státu, jemuž náležel zůstavitel v době smrti.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 24 février 1937.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

Nº 4088. — UMOWA [1] MIĘDZY REPUBLIKĄ CZESKOSŁOWACKĄ A RZECZĄPOSPOLITĄ POLSKĄ O WZAJEMNOŚCI W SPRAWACH SPADKOWYCH, PODPISANA W PRADZE, DNIA 25. STYCZNIA 1934 ROKU.

Polish and Czechoslovak official texts communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place April 6th, 1937.

REPUBLIKA CZESKOSŁOWACKA i RZECZPOSPOLITA POLSKA, uznając za pożądane zapewnić sobie wzajemność w sprawach spadkowych, postanowiły zawrzeć w tym przedmiocie umowę. W tym celu zamianowali Swymi pełnomocnikami :

PREZYDENT REPUBLIKI CZESKOSŁOWACKIEJ :

pana Bohdana PAVLŮ, Posła Nadzwyczajnego i Ministra Pełnomocnego, i
pana Dra Antonína KOUKALA, Starszego Radcę Ministerstwa Sprawiedliwości,

PREZYDENT RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ :

pana Dra Wacława GRZYBOWSKIEGO, Posła Nadzwyczajnego i Ministra Pełnomocnego, i
pana Dra Juljusza RENCKIEGO, Radcę Prawnego w Ministerstwie Sprawiedliwości,

którzy po wymianie swych pełnomocnictw, uznanych za dobre i sporządzone w należytej formie, zgodzili się na następujące postanowienia :

CZĘŚĆ PIERWSZA.

O SPADKACH POZOSTAŁYCH PO OBYWATELACH JEDNEGO PAŃSTWA W DRUGIM PAŃSTWIE.

ROZDZIAŁ PIERWSZY.

POSTANOWIENIA MATERJALNO-PRAWNE.

Artykuł 1.

Stosowanie prawa ojczystego spadkodawcy.

(1) Majątek spadkowy, ruchomy i nieruchomy, pozostały po obywatelu jednego z Państw na obszarze drugiego Państwa, przechodzi na spadkobierców na zasadzie ustaw Państwa, którego obywatelem był spadkodawca w chwili śmierci.

[1] The exchange of ratifications took place at Warsaw, February 24th, 1937.

(2) Podle tohoto práva se řídí též ručení nabyvatelů pozůstalosti za závazky pozůstalostní ; avšak k zachování omezeného ručení postačí opatření předepsaná právem Státu, kde se pozůstalost projednává.

(3) Kdo uplatňuje nárok z práva dědického, musí býti způsobilým nabývati pozůstalost jak podle domovského práva zůstavitelova, tak podle vlastního domovského práva.

Článek 2.

O zvláštním jmění pozůstalostním a o omezeních veřejnoprávních.

(1) Právní poměry dědické se posuzují co do jmění, o němž podle práva platného v místě, kde věc leží, zůstavitel nemůže volně pořizovati pro případ smrti (na př. svěřenství a pod.), podle práva Státu, kde jest toto jmění.

(2) Dědická posloupnost do předmětů, o nichž podle práva Státu, kde jsou, platí zvláštní předpisy o dědické posloupnosti (na př. dědické nedíly a pod.), se řídí podle práva Státu, kde jsou.

(3) Úmluva se nedotýká veřejnoprávních omezení, jimž podléhají předměty pozůstalostní na místě, kde jsou.

Článek 3.

O odúmrtí.

Podle práva Státu, jehož příslušníkem byl zůstavitel v době smrti, jest třeba posouditi, zda pozůstalost jest odúmrtí. Movitá odúmrť připadne onomu Státu, jehož příslušníkem byl zůstavitel v době smrti, — nemovitá připadne Státu, kde jest.

Článek 4.

O pořízení na případ smrti.

(1) Pořízení pro případ smrti včetně dědických smluv se posuzují podle práva Státu, jemuž náležel zůstavitel v době zřízení tohoto právního jednání. Co do formy postačí, bylo-li dbáno práva místa, kde bylo pořízeno.

(2) Totéž platí o zrušení pořízení pro případ smrti.

(3) Změna práva rozhodného pro zůstavitele v době, kdy bylo pořízeno pro případ smrti, se nedotýká jeho způsobilosti zrušiti toto poslední pořízení.

Článek 5.

Pořízení pro případ smrti, která budou učiněna příslušníky jednoho Státu před jeho konsulem ve formě předepsané právem tohoto Státu, budou v druhém Státě uznávána za platná a posuzována stejně, jako by byla učiněna před veřejným úředníkem tohoto Státu. Totéž platí o zrušení pořízení pro případ smrti.

ODDÍL DRUHÝ.

O PŘÍSLUŠNOSTI ÚŘADŮV A O ŘÍZENÍ.

Článek 6.

O příslušnosti pozůstalostních úřadův.

(1) K opatřením, jež jsou vyhrazena úřadům při úpravě pozůstalosti, k rozdělení dědictví a k rozhodování o posloupnosti dědické, o právu na odkaz a na povinný díl, jsou příslušny : u movité pozůstalosti — úřady Státu, jemuž náležel zůstavitel v době smrti, u nemovité pozůstalosti — úřady Státu, kde jest tato pozůstalost.

(2) Według tych ustaw ocenia się także odpowiedzialność spadkobierców za zobowiązania spadkowe; atoli dla zachowania ograniczonej odpowiedzialności wystarcza użycie środków, przepisanych ustawodawstwem Państwa, przeprowadzającego przewód spadkowy.

(3) Kto występuje z roszczeniami z zakresu prawa spadkowego, musi posiadać zdolność nabycia spadku zarówno według prawa ojczystego spadkodawcy, jak i według własnego prawa ojczystego.

Artykuł 2.

Odrębne masy majątkowe. Ograniczenia publiczno-prawne.

(1) Stosunki z zakresu prawa spadkowego, dotyczące majątku, którym spadkodawca stosownie do ustaw miejsca położenia rzeczy nie może swobodnie rozporządzać na wypadek śmierci (ordynacje i tp.), należy oceniać według ustaw Państwa, w którem się majątek znajduje.

(2) Porządek dziedziczenia przedmiotów, podlegających według ustaw Państwa, w którem się one znajdują, szczególnym przepisom spadkowym (niepodzielnie dziedziczne zagrody włościańskie i tp.), należy oceniać według ustaw Państwa, w którem się te przedmioty znajdują.

(3) Umowa nie narusza ograniczeń publiczno-prawnych, jakim ulegają w miejscu swego położenia przedmioty należące do spadku.

Artykuł 3.

Spadki bezdziedziczne.

Czy spadek uważać należy za bezdziedzicny, ocenia się według ustaw Państwa, którego obywatelem był spadkodawca w chwili śmierci. Spadek bezdziedziczny ruchomy przypada Państwu, którego obywatelem był spadkodawca w chwili śmierci, nieruchomy — Państwu, w którem się znajduje.

Artykuł 4.

Rozporządzenia na wypadek śmierci.

(1) Rozporządzenia na wypadek śmierci włącznie z umowami dziedziczenia należy oceniać według ustaw Państwa, którego obywatelem był spadkodawca w chwili dokonania tej czynności prawnej. Co do formy wystarcza zachowanie ustaw miejsca, w którem rozporządzenie zdziałano.

(2) To samo dotyczy odwołania rozporządzeń na wypadek śmierci.

(3) Zmiana prawa, właściwego dla spadkodawcy w czasie dokonywania rozporządzenia na wypadek śmierci, pozostaje bez wpływu na jego zdolność do odwołania tego rozporządzenia.

Artykuł 5.

Rozporządzenia na wypadek śmierci, zdziałane przez obywateli jednego z Państw przed konsulem tego Państwa, z zachowaniem formy ,przepisanej ustawami tego Państwa, będą w drugiem Państwie uznawane za ważne i traktowane tak, jak gdyby były zdziałane przed urzędnikiem publicznym tego Państwa. To samo dotyczy odwołania rosporządzeń na wypadek śmierci.

ROZDZIAŁ DRUGI.

WŁAŚCIWOŚĆ WŁADZ. — POSTĘPOWANIE.

Artykuł 6.

Właściwość władz spadkowych.

(1) Do wydawania zarządzeń, które przy uregulowaniu spadku należą do władz, do przeprowadzania działów spadkowych, tudzież do rozstrzygania o porządku dziedziczenia, o zapisach i prawach do zachowku, właściwe są: co do spadku ruchomego — władze Państwa, którego obywatelem był spadkodawca w chwili śmierci, co do spadku nieruchomego — władze Państwa, w którem się spadek znajduje.

(2) Jsou-li vzneseny na pozůstalost nároky z jiného právního důvodu, zůstane pro ně příslušnost místních úřadů beze změny.

(3) V případech uvedených v článku 2, odst. 1 a 2 jsou příslušny úřady Státu, jehož právem se řídí nabývání pro případ smrti.

Článek 7.

(1) Je-li veškeré movité pozůstalostní jmění ve Státě, jehož příslušníkem zůstavitel nebyl, může úřad tohoto Státu na žádost osoby oprávněnék pozůstalosti, která buď jest příslušníkem tohoto Státu nebo tam má své bydliště, převzíti oprávnění vyhrazená podle předchozího článku úřadům domovským a naložiti s pozůstalostí tak, jako po vlastním státním občanu. Avšak právní poměry dědické se řídí i v tomto případě podle domovského práva zůstavitelova (Článek 1).

(2) K takové žádosti bude však lze přihlédnouti pouze tehdy, jestliže žádná z osob oprávněných k pozůstalosti, ač byla řádně vyrozuměna, nevznese proti tomu námitek. Jde-li o úkony nesporného soudnictví, jest třeba též souhlasu konsulárního úřadu domovského Státu zůstavitelova.

Článek 8.

O právech a o povinnostech místních úřadův.

(1) Je-li projednání pozůstalosti zůstaveno domovským úřadům Státu zůstavitelova (článek 6, odst. 1), musí místní úřad učiniti opatření nezbytně nutná k zajištění pozůstalosti. Tento úřad může rovněž, je-li toho třeba, ustanoviti opatrovníka nebo jiného zástupce pro zastupování pozůstalosti před soudem i mimo soud, avšak musí o tom zároveň zpraviti konsulární úřad.

(2) Místní úřad jest povinen zpraviti bez průtahu konsulární úřad o smrti zůstavitelově a o napadnutí pozůstalosti ; při tom má uvésti, co jest mu známo o osobách oprávněných k pozůstalosti, o místě jejich pobytu, o pořízení pro případ smrti a o pozůstalosti, jakoži zda a která zajišťovací opatření učinil.

(3) Opatření učiněná místním úřadem podle prvního odstavce jest třeba zrušiti na žádost konsulárního úřadu.

(4) Nabude-li konsulární úřad dříve vědomost o smrti, má o tom výše uvedeným způsobem (odstavec 2) zpraviti místní úřad.

Článek 9.

Jak naložiti s pořízením pro případ smrti.

(1) Místní úřad může otevříti poslední pořízení příslušníka druhého Státu a má, učinil-li tak, zaslati domovskému úřadu ověřený opis zápisu sepsaného o otevření. Na žádost domovského úřadu má se místní úřad postarati podle práva pro něj platného, aby poslední pořízení, které jest v jeho Státě, bylo zasláno úřadu domovskému.

(2) Domovský úřad, u něhož jest poslední pořízení, jest povinen dovoliti místnímu úřadu na jeho žádost, aby do něho nahlédl, a vydati mu jeho ověřený opis.

Článek 10.

O právech a o povinnostech konsulárního úřadu.

(1) Konsulární úřad jest oprávněn ujmouti se držení movité pozůstalosti i tenkráte, byla-li místním úřadem zajištěna (článek 8), arci jen pokud zůstavitel byl by k tomu oprávněn ; jest povinen postarati se o řádnou správu tohoto jmění.

(2) Dla roszczeń do spadku z innego tytułu prawnego pozostaje bez zmiany właściwość władz miejscowych.

(3) W wypadkach przewidzianych w art. 2 ust. 1 i 2 właściwemi są władze tego Państwa, którego ustawy rozstrzygają o spadkobraniu.

Artykuł 7.

(1) Jeżeli spadek ruchomy znajduje się w całości w Państwie, którego obywatelem nie był spadkodawca, władza tego Państwa może na żądanie jednego z uprawnionych do spadku, będącego obywatelem tego Państwa lub zamieszkałego w tem Państwie, przejąć czynności, należące w myśl poprzedniego artykułu do władz ojczystych, i ze spadkiem tak postąpić, jakgdyby pozostał po własnym obywatelu. Stosunki z zakresu prawa spadkowego ocenia się także w tym wypadku według prawa ojczystego spadkodawcy (art. 1).

(2) Żądanie takie można tylko wówczas uwzględnić, jeżeli żadna z osób uprawnionych do spadku mimo należytego uwiadomienia temu się nie sprzeciwi. Co do czynności sądownictwa niespornego potrzebna jest także zgoda władzy konsularnej Państwa ojczystego spadkodawcy.

Artykuł 8.

Prawa i obowiązki władzy miejscowej.

(1) W wypadkach, w których pozostawiono przewód spadkowy władzom ojczystym spadkodawcy (art. 6 ust. 1), władza miejscowa jest obowiązana wydać niecierpiące zwłoki zarządzenia w celu zabezpieczenia spadku. Władza ta jest także uprawniona w razie zachodzącej konieczności ustanowić kuratora lub innego przedstawiciela dla sądowego lub pozasądowego reprezentowania spadku, o czem winna równocześnie zawiadomić władzę konsularną.

(2) Władza miejscowa winna niezwłocznie zawiadomić władzę konsularną o śmierci spadkodawcy i otwarciu się spadku, przyczem winna donieść, co jest jej wiadome o spadkobiercach, ich miejscu pobytu, o istnieniu rozporządzenia na wypadek śmierci i o spadku, tudzież czy i jakie wydała zarządzenia zabezpieczające.

(3) Zarządzenia wydane na zasadzie ustępu pierwszego przez władzę miejscową należy uchylić na wezwanie władzy konsularnej.

(4) Jeżeli władza konsularna otrzyma wcześniej wiadomość o wypadku śmierci, winna ona przesłać podobne zawiadomienie (ust. 2) władzy miejscowej.

Artykuł 9.

Postępowanie z rozporządzeniami na wypadek śmierci.

(1) Władza miejscowa może otworzyć rozporządzenie na wypadek śmierci, zdziałane przez obywatela drugiego Państwa, i w tym wypadku winna przesłać władzy ojczystej uwierzytelniony odpis protokółu otwarcia. Na żądanie władzy ojczystej władza miejscowa winna postarać się o to, zgodnie ze swem ustawodawstwem, aby rozporządzenie na wypadek śmierci, znajdujące się w jej Państwie, otrzymała władza ojczysta .

(2) Władza ojczysta, u której znajduje się rozporządzenie na wypadek śmierci, winna na żądanie władzy miejscowej dozwolić przejrzenia tego rozporządzenia i udzielić jej z niego uwierzytelnionego odpisu.

Artykuł 10.

Prawa i obowiązki władzy konsularnej.

(1) Nawet gdyby władza miejscowa wydała zarządzenia zabezpieczające (art. 8), władza konsularna ma prawo wziąć w posiadanie majątek ruchomy o tyle, o ile spadkodawca byłby do tego uprawniony ; winna ona wówczas starać się o prawidłowy zarząd tym majątkiem.

(2) Konsulární úřad může též ustanoviti opatrovníka nebo jiného zástupce pro zastupování movité pozůstalosti před soudem i mimo soud.

(3) Konsulárnímu úřadu přísluší dále právo přijímati prohlášení osob oprávněných k pozůstalosti, jež se vztahují na pozůstalost, je ověřiti nebo písemně osvědčiti, jakož i prostředkovati rozdělení pozůstalosti mezi osoby k ní oprávněné, dostaví-li se dobrovolně.

(4) Není-li nebezpečí v prodlení, mají konsulární a místní úřady dáti si vzájemně příležitost zúčastniti se zapečetění pozůstalosti a zřízení jejího inventáře, jakož i sejmutí pečeti.

(5) Konsulární úřad může, vykonávaje oprávnění uvedená v tomto článku, obracet se o pomoc na místní úřady.

Článek 11.

Exekuce na pozůstalostní předměty jest přípustna, i když věci ty jsou v úschově konsulárního úřadu ; avšak bezprostřední donucení proti konsulovi nebo kterémukoli úředníku nebo funkcionáři konsulárnímu jest vyloučeno. Konsulární úřad jest povinen vydati na žádost místního úřadu pozůstalostní předměty, jichž je třeba k provedení exekuce.

Článek 12.

(1) Konsulární úřad jest povinen ponechati pozůstalostní předměty, jež vzal do držení, ve své úschově tři měsíce po smrti zůstavitelově. Jest však oprávněn kdykoli z pozůstalosti zapraviti předem výlohy poslední nemoci a pohřbu zůstavitelova, nájemné za půl roku, mzdy osob zaměstnaných v domácnosti, poplatky soudní, konsulární a jim podobné, jakož i v případě potřeby výlohy nutné pro vydržování rodiny zůstavitelovy.

(2) Konsulární úřad jest povinen dbáti toho, aby pozůstalostní předměty nebyly vydány do ciziny nebo osobě oprávněné k pozůstalosti nebo vykonavateli poslední vůle, dokud nebyly zapraveny nebo zajištěny dávky z pozůstalosti, jakož i nároky u něho ohlášené. Tento závazek, pokud jde o takové nároky, zanikne, jestliže konsulárnímu úřadu nebude osvědčeno ve lhůtě dalších šesti měsíců, že nárok byl uznán anebo zažalován.

Článek 13.

Konsulární úřad jest povinen sděliti na žádost místnímu úřadu všechny okolnosti, které mají význam pro vyměření pozůstalostních dávek.

Článek 14.

O vydání pozůstalosti místními úřady.

Neujal-li se konsulární úřad držby pozůstalostních věcí, má místní úřad po uplynutí tří měsíců po smrti zůstavitelově vydati je nabyvateli pozůstalosti nebo vykonavateli posledního pořízení nebo, neprokázala-li do té doby žádná z těchto osob svého oprávnění, domovskému úřadu zůstavitelovu. Po uplynutí této lhůty jest místní úřad oprávněn zadržeti pozůstalostní věci jen k zajištění dávek pozůstalostních a nároků vznesených proti pozůstalosti, avšak ne déle než dalších šest měsíců ; po uplynutí této doby má je v každém případě vydati domovskému úřadu, leč by v té době, jedná-li se o nárok proti pozůstalosti, byl nárok uznán nebo zažalován.

(2) Władza konsularna może również w celu sądowego lub pozasądowego reprezentowania spadku ruchomego ustanowić kuratora lub innego przedstawiciela.

(3) Władza konsularna jest pozatem władna od osób uprawnionych do spadku przyjmować oświadczenia, odnoszące się do spadku, uwierzytelniać je lub stwierdzać je pisemnie, jak również pośredniczyć przy działach spadkowych pomiędzy osobami uprawnionemi do spadku, jeżeli one staną dobrowolnie.

(4) Jeżeli zwłoka nie grozi niebezpieczeństwem, władza konsularna i władza miejscowa winne wzajemnie umożliwiać sobie wzięcie udziału w opieczętowaniu spadku i w sporządzeniu inwentarza spadku, jak również w zdjęciu pieczęci.

(5) Władza konsularna może przy wykonywaniu uprawnień, przewidzianych w niniejszym artykule, żądać pomocy od władzy miejscowej.

Artykuł 11.

Egzekucja z przedmiotów spadkowych jest dopuszczalna, choćby one znajdowały się w przechowaniu władzy konsularnej ; jednak nie można używać żadnego bezpośredniego przymusu wobec konsula lub jakiegokolwiek urzędnika lub funkcjonarjusza konsularnego. W celu przeprowadzenia egzekucji władza konsularna winna na żądanie władzy miejscowej wydać potrzebne przedmioty spadkowe.

Artykuł 12.

(1) Władza konsularna winna przedmioty spadkowe, które wzięła w posiadanie, zatrzymać przez trzy miesiące po śmierci spadkodawcy. Atoli, jest ona każdej chwili władna pokryć z góry ze spadku koszta ostatniej choroby i pogrzebu spadkodawcy, półroczne komorne, wynagrodzenie osób zatrudnionych w gospodarstwie domowem, koszta sądowe, konsularne i tym podobne, oraz w razie konieczności potrzebne koszta utrzymania rodziny spadkodawcy.

(2) Władza konsularna jest obowiązana nie dopuścić do wywozu przedmiotów spadkowych zagranicę ani nie wydać ich spadkobiercy lub wykonawcy testamentu, zanim nie zostaną zaspokojone lub zabezpieczone daniny spadkowe oraz roszczenia, u niej zgłoszone. Ten obowiązek, o ile dotyczy tych roszczeń, ustaje, jeżeli władza konsularna w ciągu dalszych 6-ciu miesięcy nie otrzyma wiadomości, że roszczenie zostało uznane lub zaskarżone.

Artykuł 13.

Władza konsularna winna na żądanie władzy miejscowej podawać jej do wiadomości wszystkie okoliczności, mające znaczenie dla wymiaru danin spadkowych.

Artykuł 14.

Wydanie spadku przez władzę miejscową.

W wypadkach, w których władza konsularna nie wzięła w posiadanie przedmiotów spadkowych, władza miejscowa winna po upływie trzech miesięcy po śmierci spadkodawcy wydać je spadkobiercy lub wykonawcy testamentu albo, jeżeli do tego czasu nie wykazał swych praw żaden spadkobierca ani wykonawca testamentu, władzy ojczystej spadkodawcy. Po tym terminie władza miejscowa może zatrzymać przedmioty spadkowe tylko w celu zabezpieczenia danin spadkowych oraz roszczeń, zgłoszonych do spadku, jednakże nie dłużej, aniżeli przez dalszych sześć miesięcy ; po upływie tego czasu winna je w każdym razie wydać władzy ojczystej, atoli, co do roszczeń, z wyjątkiem przypadku, gdy zostały one w tym czasie uznane lub zaskarżone.

Článek 15.

O uznání průkazů dědických v druhém Státě.

Průkazy o právních poměrech dědických, zejména o právu osob oprávněných k pozůstalosti nebo o právu vykonavatele posledního pořízení postačí, budou-li vydány úřadem příslušným podle článku 6, odst. 1 a článku 7 podle práva pro něj platného, k průkazu těchto poměrů rovněž i v druhém Státě.

Článek 16.

O vzájemném uznání rozhodnutí.

(1) Rozhodnutí vydaná úřady příslušnými podle článku 6, odst. 1 a článku 7 budou uznána v druhém Státě.

(2) Druhý Stát neuzná rozhodnutí, jež se příčí účelům jeho právního řádu.

Článek 17.

(1) K zajištění nároků z práva dědického (článek 6, odst. 1) mohou i soudy Státu, kde jsou pozůstalostní věci, nařídit podle práva tam platného nutná zajištění (obstavení, prozatímní opatření atd.).

(2) Avšak na návrh zúčastněné osoby jest třeba takové opatření zrušiti i v těchto případech :

1. jestliže soud příslušný podle článku 6, odst. 1 rozhodl s konečnou platností, že zajištěný nárok nestává po právu, pokud takové rozhodnutí má býti podle článku 16 uznáno též na území druhého Státu ;

2. uplynulo-li šest měsíců od vydání opatření a nebylo-li před jeho zrušením osvědčeno, že u soudu příslušného podle článku 6, odst. 1 byla vznesena žaloba ;

3. jestliže soud příslušný podle článku 6, odst. 1 pro rozhodnutí ve věci hlavní vydal vykonatelné rozhodnutí, podle něhož má býti učiněné opatření zrušeno.

Článek 18.

O konkursu pozůstalosti.

(1) Na návrh osoby oprávněné k pozůstalosti nebo pozůstalostního věřitele může místní úřad podle práva pro něj platného prohlásiti konkurs nad pozůstalostí. Konkurs vztahuje se pouze na onu část pozůstalostního jmění, která jest v Státě, jehož úřad konkurs prohlásil.

(2) Byl-li prohlášen konkurs, jest konsulární úřad povinen vydati příslušnému místnímu úřadu nebo správci konkursní podstaty všechny pozůstalostní předměty, které patří do konkursní podstaty.

Článek 19.

O pozůstalosti osob na cestě.

(1) Zemře-li příslušník jednoho Státu na cestě v druhém Státě, aniž by tam měl v době smrti bydliště nebo pravidelný pobyt, budou věci, které měl s sebou, vydány bez dalších formalit konsulárnímu úřadu.

(2) Konsulární úřad má naložiti s těmito věcmi podle práva svého Státu, jakmile zapraví dluhy, které zemřelý učinil za svého dočasného pobytu na území druhého Státu.

Artykuł 15.

Uznanie zaświadczeń spadkowych przez drugie Państwo.

Zaświadczenia, wydane przez jedną z władz, właściwych na zasadzie art. 6 ust. 1 i art. 7 według obowiązujących ją ustaw, a dotyczące stosunków z zakresu prawa spadkowego, w szczególności prawa spadkobierców lub wykonawcy testamentu, wystarczają do udowodnienia tych stosunków także i w drugiem Państwie.

Artykuł 16.

Wzajemne uznawanie orzeczeń.

(1) Orzeczenia, wydane przez jedną z władz właściwych na zasadzie art. 6 ust. 1 i art. 7 będą uznawane w drugiem Państwie.

(2) Państwo to jednak nie uzna orzeczeń, sprzeciwiających się celowi jego ustaw.

Artykuł 17.

(1) Celem zabezpieczenia roszczeń z zakresu prawa spadkowego (art. 6 ust. 1) mogą także sądy tego Państwa, w którem znajdują się przedmioty spadkowe, wydawać na zasadzie swego ustawodawstwa doraźne zarządzenia (areszty, tymczasowe zarządzenia i t. p.).

(2) Zarządzenia takie należy na wniosek strony interesowanej uchylić także w następujących wypadkach :

1. jeżeli sąd, właściwy na zasadzie art. 6 ust. 1 ostatecznie orzekł, że zabezpieczone roszczenie nie istnieje, o ile orzeczenie to stosownie do art. 16 ma być uznane także na obszarze drugiego Państwa ;

2. jeżeli od wydania zarządzenia upłynęło 6 miesięcy, a przed jego uchyleniem nie dostarczono dowodu, że w sądzie, właściwym na zasadzie art. 6 ust. 1, wniesiono pozew ;

3. jeżeli sąd, właściwy na zasadzie art. 6 ust. 1 dla sprawy głównej, wydał wykonalne orzeczenie, w myśl którego należy uchylić wydane zarządzenie.

Artykuł 18.

Otwarcie upadłości do spadku.

(1) Na wniosek osoby uprawnionej do spadku lub wierzyciela spadkowego władza miejscowa może na zasadzie swego ustawodawstwa otworzyć upadłość do majątku spadkowego. Upadłością będzie objęta jedynie część spadku, znajdująca się w Państwie, którego władze otworzyły postępowanie upadłościowe.

(2) W razie otwarcia upadłości winna władza konsularna wydać właściwej władzy miescowej lub zarządcy upadłości wszystkie przedmioty spadkowe, należące do masy upadlościowej.

Artykuł 19.

Spadki po podróżnych.

(1) Jeżeli obywatel jednego z Państw umrze podczas podróży w drugiem Państwie, nie mając tam w chwili zgonu miejsca zamieszkania ani zwykłego pobytu, należy rzeczy, które miał z sobą, oddać bez wszelkich dalszych formalności do rozporządzenia władzy konsularnej.

(2) Władza konsularna po uregulowaniu długów, jakie zmarły zaciągnął w czasie chwilowego pobytu w drugiem Państwie, postąpi z temi rzeczami według przepisów swego Państwa.

ČÁST DRUHÁ.

O POSTAVENÍ PŘÍSLUŠNÍKŮ JEDNOHO STÁTU V ŘÍZENÍ POZŮSTALOSTNÍM NA ÚZEMÍ DRUHÉHO STÁTU.

Článek 20.

Stejné nakládání s příslušníky obou Států.

(1) Příslušníci jednoho smluvního Státu budou v druhém Státě co do všech právních poměrů dědických postaveni na roveň jeho vlastním občanům.

(2) Totéž platí o osobách právnických, pokud právo jednoho z obou Států neustanovuje jinak.

(3) Uplatňuje-li příslušník jednoho Státu v druhém Státě nárok z práva dědického, musí býti způsobilým nabývati pozůstalost i podle vlastního domovského práva.

Článek 21.

Právo konsulárního úřadu k zastupování.

Ve všech případech, ve kterých pozůstalost je projednávána na území jednoho z obou Států, jest konsulární úřad druhého Státu ze zákona oprávněn zastupovati své státní příslušníky před místními úřady, jsou-li na místě nepřítomni a jestliže si neustanovili jiného zmocněnce.

ČÁST TŘETÍ.

USTANOVENÍ KONEČNÁ.

Článek 22.

« Osobami oprávněnými k pozůstalosti » jsou osoby, které podle práva, jež platí o projednání pozůstalosti, dlužno posuzovati jako dědice, odkazovníky nebo nepominutelné dědice.

Článek 23.

Domovskými úřady jsou úřady (soudy) Státu, jemuž náležel zůstavitel v době smrti. Místními úřady jsou úřady (soudy) druhého Státu, je-li pozůstalost na jeho území.

Článek 24.

Kde v této úmluvě se odkazuje na právo domovské, rozumí se tím v obou Státech právo oné oblasti, kterého jest použíti na uvedenou osobu.

Článek 25.

Úmluva tato nevylučuje, aby v každém z obou Států bylo použito předpisů, které tam mají povahu předpisů donucovacích.

Článek 26.

Úmluva tato vztahuje se na všechny případy, zemře-li zůstavitel po její účinnosti.

CZĘŚĆ DRUGA.

STANOWISKO OBYWATELA JEDNEGO PAŃSTWA W POSTĘPOWANIU SPADKOWEM OTWARTEM W DRUGIM PAŃSTWIE.

Artykuł 20.

Równe traktowanie obywateli obu Państw.

(1) Obywatele jednego z Państw, zawierających układ, będą traktowani w drugim Państwie pod względem wszystkich stosunków z zakresu prawa spadkowego narówni z własnymi obywatelami tego Państwa.

(2) Zasadę tę stosuje się do osób prawnych, o ile ustawy jednego z obu Państw nie zawierają odmiennych postanowień.

(3) Obywatel jednego z Państw, który w drugiem Państwie występuje z roszczeniami z zakresu prawa spadkowego, musi posiadać zdolność nabycia spadku także według własnego prawa ojczystego.

Artykuł 21.

Uprawnienie władzy konsularnej do reprezentowania obywateli.

We wszystkich sprawach spadkowych, prowadzonych na obszarze jednego z obu Państw, władza konsularna drugiego Państwa jest z mocy ustawy uprawniona reprezentować przed władzami miejscowemi swych obywateli, jeżeli są na miejscu nieobecni i nie ustanowili innego pełnomocnika.

CZĘŚĆ TRZECIA.

POSTANOWIENIA KOŃCOWE.

Artykuł 22.

Przez określenie « osoby uprawnione do spadku » rozumieć należy te osoby, które według ustawy właściwej dla postępowania spadkowego uważane są za dziedziców, zapisobierców i uprawnionych do zachowku.

Artykuł 23.

Władzami ojczystemi są władze Państwa, którego obywatelem był spadkodawca w chwili śmierci. Władzami miejscowemi są władze drugiego Państwa, jeżeli tam znajduje się spadek.

Artykuł 24.

We wszystkich przypadkach, w których niniejszy układ powołuje się na prawo ojczyste, rozumie się w obu Państwach to ustawodawstwo dzielnicowe, które się stosuje do danej osoby.

Artykuł 25.

Umowa nie wyłącza zastosowania w każdem z obu Państw przepisów, które tam mają charakter bezwzględnie obowiązujący.

Artykuł 26.

Układ ten stosować należy we wszystkich przypadkach, w których spadkodawca zmarł po wejściu w życie układu.

Článek 27.

Ustanovení úmluvy[1] mezi Československou republikou a republikou Polskou o zamezení dvojího zdanění v oboru dávek pozůstalostních, podepsaná ve Varšavě dne 23. dubna 1925, nejsou touto úmluvou dotčena.

Článek 28.

(1) Úmluva tato byla sjednána s výhradou ratifikace ; ratifikační listiny budou vyměněny ve Varšavě co možno neidříve. Úmluva nabude účinnosti za měsíc po výměně ratifikačních listin a zůstane v platnosti po dobu jednoho roku ode dne, kdy bude jedním ze smluvních Států vypovězena.

(2) Úmluva byla vyhotovena ve dvou prvopisech a to každý z nich v jazyku československém i polském ; oba texty jsou authentické.

Tomu na svědomí podepsali shora jmenovaní zmocněnci tuto úmluvu a opatřili ji svými pečetěmi.

V Praze, dne 25. ledna 1934.

(L. S.) B. PAVLŮ. *(L. S.)* Dr KOUKAL.

DODATKOVÝ PROTOKOL.

Plnomocníci obou smluvních Stran podpisujíce úmluvu o vzájemnosti ve věcech pozůstalostních, učinili shodně toto prohlášení :

Otázka dalšího podržení majetku nabytého převodem pro případ smrti nepatří mezi otázky práva dědického a proto není dotčena touto úmluvou ; proto její úprava vnitrostátními předpisy každého z obou Států nemůže býti pokládána za porušení této úmluvy.

Tento zápis jest nedílnou součástí této úmluvy.

Tomu na vědomí plnomocníci obou Stran podepsali dodatkový protokol.

V Praze dne 25. ledna 1934.

B. PAVLŮ. Dr KOUKAL.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 10 mars 1937.

Dr Jaroslav Papoušek.
Directeur des Archives.

[1] Vol. XLIV, page 271, de ce recueil.

Artykuł 27.

Umowa[1] niniejsza nie uchybia postanowieniom umowy pomiędzy Republiką Czesko-słowacką a Rzecząpospolitą Polską w sprawie zapobieżenia dwukrotnemu opodatkowaniu w dziedzinie podatków spadkowych, podpisanej w Warszawie dnia 23 kwietnia 1925.

Artykuł 28.

(1) Umowę niniejszą zawiera się z zastrzeżeniem ratyfikacji ; dokumenty ratyfikacyjne będą wymienione w Warszawie możliwie jaknajprędzej. Umowa wejdzie w życie po upływie miesiąca po wymianie dokumentów ratyfikacyjnych i będzie obowiązywała do upływu jednego roku od dnia, w którem jedno z Państw, zawierających umowę, wypowie ją.

(2) Sporządzono w dwóch oryginałach, każdy w języku czeskosłowackim i polskim; oba teksty są autentyczne.

W dowód czego wyżej wymienieni Pełnomocnicy podpisali niniejszą umowę i zaopatrzyli ją w swe pieczęcie.

W Pradzę, dnia 25. stycznia 1934 roku.

(L. S.) W. GRZYBOWSKI. Dr Juljusz RENCKI.

PROTOKÓŁ DODATKOWY.

Przy podpisaniu umowy o wzajemności w sprawach spadkowych Pełnomocnicy obu umawiających się Stron złożyli zgodnie następujące oswiadczenia :

> Kwestja dalszego zatrzymania majątku, nabytego w drodze spadku, nie należy do zakresu zagadnień prawa spadkowego i temsamem umowa jej nie dotyczy ; wobec tego uregulowanie tej kwestji wewnętrznem ustawodawstwem jednego z obu Państw nie może być uważane za naruszenie tej umowy.

Protokół niniejszy stanowi część składową wspomnianej umowy.

W dowód czego Pełnomocnicy obu Stron podpisali protokół dodatkowy.

W Pradze, dnia 25. stycznia 1934 roku.

W. GRZYBOWSKI. Dr Juljusz RENCKI.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 10 mars 1937.

Dr Jaroslav Papoušek,
Directeur des Archives.

[1] Vol. XLIV, page 271, of this Series.

[1] TRADUCTION.

N° 4088. — CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE SUR LA RÉCIPROCITÉ EN MATIÈRE DE SUCCESSIONS. SIGNÉE A PRAHA, LE 25 JANVIER 1934.

LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, désireuses de s'assurer la réciprocité en matière de successions, ont décidé de conclure une convention à cet effet. Ont désigné à cette fin pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Bohdan PAVLŮ, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ; et
Le Dr Antonin KOUKAL, premier conseiller au Ministère de la Justice ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

Le Dr Wacław GRZYBOWSKI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ; et

Le Dr Juljusz RENCKI, conseiller juridique au Ministère de la Justice ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

PREMIÈRE PARTIE

DES SUCCESSIONS LAISSÉES PAR LES RESSORTISSANTS D'UN ÉTAT DANS LE TERRITOIRE DE L'AUTRE

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS DE FOND.

Article premier.

Application de la loi nationale du *de cujus*.

1. Les biens mobiliers et immobiliers laissés par un ressortissant de l'un des deux Etats sur le territoire de l'autre Etat, passent aux héritiers conformément aux lois de l'Etat dont le *de cujus* était ressortissant au moment du décès.

2. La responsabilité des héritiers à l'égard des obligations de la succession est également déterminée d'après ces mêmes lois ; par contre, pour limiter la responsabilité, il suffit de recourir aux moyens prescrits par la législation de l'Etat qui procède au règlement de la succession.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

No. 4088. — CONVENTION BETWEEN THE REPUBLIC OF POLAND AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC ON RECIPROCITY IN THE MATTER OF SUCCESSION. SIGNED AT PRAHA, JANUARY 25TH, 1934.

THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and THE REPUBLIC OF POLAND, being desirous of ensuring reciprocity in the matter of succession, have decided to conclude a Convention for that purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Bohdan PAVLŮ, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, and
Dr. Antonin KOUKAL, Chief Adviser to the Ministry of Justice ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND :

Dr. Wacław GRZYBOWSKI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, and
Dr. Juljusz RENCKI, Legal Adviser to the Ministry of Justice ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

PART I.

SUCCESSION TO THE ESTATES OF DECEASED PERSONS NATIONALS OF THE ONE STATE LEFT IN THE TERRITORY OF THE OTHER.

CHAPTER I.

GENERAL RULES.

Article 1.

Application of the national law of the deceased.

1. The movable and immovable property left by a national of either State in the territory of the other State shall pass to the heirs in accordance with the laws of the State of which the deceased was at death a national.

2. The said laws shall likewise govern the responsibility of the heirs for the liabilities of the estate ; nevertheless, to obtain the limitation of such responsibility, recourse may be had to the remedies provided by the laws of the State proceeding to the settlement of the succession.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

3. Quiconque fait valoir des droits en matière de succession doit posséder la capacité d'hériter, à la fois en vertu de la loi nationale du *de cujus* et en vertu de sa propre loi nationale.

Article 2.

Biens se trouvant dans une situation spéciale. Limitations de droit public.

1. Les questions de droit successoral concernant des biens dont le *de cujus*, conformément aux lois du lieu où se trouvent les biens, ne pouvait pas disposer librement par testament (majorats, etc.), seront réglées conformément aux lois de l'Etat où se trouvent les biens.

2. Le mode d'acquisition par héritage des biens qui, conformément aux lois de l'Etat où ils se trouvent, font l'objet de prescriptions spéciales en matière de succession (biens paysans indivisibles en cas d'héritage, etc.), doit être déterminé conformément aux lois de l'Etat où se trouvent lesdits biens.

3. La présente convention n'affecte en rien les restrictions de droit public auxquelles sont soumis, au lieu où ils sont situés, les biens faisant partie de la succession.

Article 3.

Successions en déshérence.

La question de savoir si une succession doit être considérée comme tombée en déshérence est réglée conformément à la loi du pays dont le *de cujus* était ressortissant au moment du décès. Les biens en déshérence sont acquis à l'Etat dont le *de cujus* était ressortissant au moment du décès s'il s'agit de biens mobiliers, et à l'Etat dans le territoire duquel ils se trouvent, s'il s'agit de biens immobiliers.

Article 4.

Dispositions à cause de décès.

1. Les dispositions à cause de décès, y compris les contrats d'hérédité, sont régies par les lois de l'Etat dont le *de cujus* était ressortissant au moment où ont été accomplis lesdits actes juridiques. Pour ce qui est de la forme, il suffit d'observer les lois du lieu où sont faites les dispositions à cause de décès.

2. Il en est de même de la révocation des dispositions à cause de décès.

3. Les modifications apportées au droit qui était applicable au *de cujus* au moment où ont été faites les dispositions à cause de décès restent sans effet sur sa capacité de révoquer lesdites dispositions.

Article 5.

Les dispositions à cause de décès faites par un ressortissant de l'un des Etats par devant le consul et dans les formes prescrites par les lois de cet Etat, seront, dans l'autre Etat, reconnues valables et traitées comme si elles étaient faites par-devant un officier ministériel de l'autre Etat. Il en est de même de la révocation des dispositions à cause de décès.

CHAPITRE II

COMPÉTENCE. PROCÉDURE.

Article 6.

Compétence des autorités chargées des successions.

1. Ont qualité pour prendre les mesures qui incombent aux autorités lors du règlement des successions, pour opérer le transfert des parts d'héritage, ainsi que pour statuer sur le mode de succession, sur les legs et les parts réservataires : s'il s'agit de biens mobiliers, les autorités de l'Etat dont le *de cujus* était un ressortissant au moment du décès, et s'il s'agit de biens immobiliers, les autorités de l'Etat où se trouvent ces biens.

3. All persons claiming rights of succession must be capable of inheriting both under the national law of the deceased and under the laws of their own country.

Article 2.

Property governed by special rules: restrictions under public law.

1. All matters relating to succession rights in respect of property of which the deceased, under the laws of the place in which such property is situated, could not freely dispose by testament (majorats, etc.) shall be governed by the laws of the State in which the said property is situated.

2. The acquisition by inheritance of property which, under the laws of the State in which it is situated, is the subject of special succession rules (heritable indivisible peasant holdings, etc.) shall be governed by the laws of the State in which such property is situated.

3. The present Convention shall not affect the restrictions to which, under public law, the property forming the estate of a deceased person is subject in the place in which it is situated.

Article 3.

Property lapsing for default of heirs.

The question whether an estate shall be deemed to lapse for default of heirs shall be determined by the law of the country of which the deceased was at death a national. Property so lapsing shall revert, when movable, to the State of which the deceased was at death a national and, when immovable, to the State in which it is situated.

Article 4.

Testamentary dispositions

1. Testamentary dispositions, including contracts of inheritance, shall be governed by the law of the State of which the deceased was a national when the said dispositions were made. In form, such dispositions need only comply with the laws of the place in which they are made.

2. The foregoing rules shall likewise apply to the revocation of testamentary dispositions.

3. Any change in the law applicable to the deceased at the time when the testamentary dispositions were made shall remain without effect on his ability to revoke such dispositions.

Article 5.

Testamentary dispositions made by the nationals of either State before the consul and in the forms prescribed by the laws of that State shall be recognised as valid in the other State and regarded as having the same force as dispositions made before one of its own notaries public. The foregoing provisions shall likewise apply to the revocation of testamentary dispositions.

CHAPTER II.

COMPETENCE. PROCEDURE.

Article 6.

Competence of the authorities responsible for the settlement of estates of deceased persons.

1. The authorities competent to take measures relating to the settlement of estates of deceased persons, to distribute property among the heirs, and to take decisions regarding the mode of succession, legacies and reserved portions, shall be, in the case of movable property, the authorities of the State of which the deceased was at death a national, and, in the case of immovable property, the authorities of the State in which such property is situated.

2. La compétence des autorités locales reste inchangée en ce qui concerne les créances que l'on fait valoir sur les successions à d'autres titres.

3. Dans les cas prévus aux paragraphes 1 et 2 de l'article 2, la compétence appartient aux autorités de l'Etat dont les lois déterminent les conditions de succession.

Article 7.

1. Si une succession mobilière se trouve entièrement dans l'Etat dont le *de cujus* n'était pas un ressortissant, les autorités de cet Etat peuvent, à la demande de l'un des ayants droit à la succession, ressortissant de cet Etat ou résidant dans cet Etat, procéder aux actes qui, conformément à l'article précédent, sont de la compétence des autorités nationales et agir à l'égard de la succession comme si elle avait été laissée par un de leurs propres ressortissants. Les questions de droit successoral sont réglées, dans ce cas également, conformément à la loi nationale du *de cujus* (article premier).

2. Une telle demande ne peut être prise en considération que dans les cas où, tous les ayants droit à la succession ayant été dûment informés, aucun d'eux ne s'y est opposé. Pour ce qui est des actes judiciaires n'ayant pas un caractère contentieux, le consentement de l'autorité consulaire de l'Etat dont le *de cujus* était un ressortissant est également requis.

Article 8.

Droits et obligations de l'autorité locale.

1. Dans les cas où le règlement de la succession est réservé à l'autorité nationale du *de cujus* (article 6, paragraphe 1), l'autorité locale est tenue de prendre les mesures qui ne sauraient être différées en vue de la conservation de la succession. Elle est également autorisée, en cas de nécessité, à désigner un curateur ou une autre personne pour représenter la succession par-devant les instances judiciaires et extrajudiciaires, auquel cas elle devra en informer en même temps l'autorité consulaire.

2. L'autorité locale est tenue d'informer sans retard l'autorité consulaire du décès du *de cujus* et de l'ouverture de la succession, et de communiquer en même temps les renseignements qu'elle possède au sujet des héritiers, de leur lieu de séjour, de l'existence d'un testament et de la succession elle-même, ainsi que les mesures conservatoires éventuelles qu'elle aurait prises.

3. Les mesures prises en vertu du paragraphe 1 par l'autorité locale doivent être rapportées à la demande de l'autorité consulaire.

4. Si l'autorité consulaire est informée la première du décès, elle devra adresser une communication analogue (paragraphe 2) à l'autorité locale.

Article 9.

Procédure à suivre à l'égard des dispositions à cause de décès.

1. L'autorité locale peut ouvrir une disposition à cause de décès faite par un ressortissant d'un autre Etat ; elle est tenue en pareil cas d'envoyer à l'autorité nationale une copie certifiée conforme du procès-verbal d'ouverture. A la demande de l'autorité nationale, l'autorité locale est tenue de faire le nécessaire, conformément à sa propre législation, pour que la disposition à cause de décès se trouvant dans le territoire de son propre Etat soit reçue par l'autorité nationale.

2. L'autorité nationale qui est en possession d'une disposition à cause de décès est tenue, à la demande de l'autorité locale, d'autoriser celle-ci à en prendre connaissance et à en faire établir une copie certifiée conforme.

2. Nothing in the present Convention shall affect the competence of the local authorities in the matter of claims brought against the estate on other grounds.

3. In the cases mentioned in Article 2, paragraphs 1 and 2, the competent authorities shall be those of the State by whose laws the conditions of succession are governed.

Article 7.

1. Should the movable property of a deceased person be entirely situated in the State of which such person was not a national, the authorities of that State may, at the request of any beneficiary under the succession, being a national of such State or resident in its territory, themselves take the measures which, under the foregoing Article, lie within the competence of the national authorities, and proceed in regard to the estate as if it had been left by one of their own nationals. Nevertheless, all matters relating to the succession shall in this case also be governed by the national law of the deceased (Article 1).

2. Such requests shall only be entertained if, having been duly notified, none of the beneficiaries take exception to such a course. The assent of the consular authorities of the State of which the deceased was a national shall also be required in respect of all judicial decisions of a non-contentious character.

Article 8.

Rights and obligations of the local authorities.

1. In cases in which the settlement of the estate rests with the national authorities of the deceased (Article 6, paragraph 1), the local authorities shall take all such urgent conservatory measures as may be necessary for the protection of the estate. In case of need, they shall also be empowered to appoint a curator or other person to represent the estate before the judicial and extra-judicial authorities, in which case they shall at the same time inform the consular authority.

2. The local authorities shall, without delay, notify the consular authority of the death of the owner of the estate and of the opening of the succession, while at the same time communicating such information as they may possess regarding the heirs, their places of residence, the existence of a will, and the estate itself, together with particulars of any conservatory measures which they may have taken.

3. The measures taken by the local authorities under paragraph 1 shall be rescinded at the request of the consular authority.

4. Should it be the consular authority which is first informed of the death, it shall address a similar communication (paragraph 2) to the local authorities.

Article 9.

Procedure to be followed with regard to testamentary dispositions.

1. The local authorities shall be empowered to open a disposition made by the national of another State ; in such case they shall communicate a certified copy of the *procès-verbal* recording such opening to the national authorities. At the request of the latter, the local authorities shall take the steps prescribed by their own laws to transmit the testamentary disposition thus found within their territory to the national authorities of the deceased.

2. National authorities in possession of a testamentary disposition shall, at the request of the local authorities, authorise the latter to take cognisance and obtain a certified copy of such disposition.

Article 10.

Droits et obligations de l'autorité consulaire.

1. Dans les cas où l'autorité locale a pris des mesures conservatoires (article 8), l'autorité consulaire a le droit de prendre possession des biens mobiliers dans la mesure où le *de cujus* lui-même avait ce droit ; elle est tenue dans ce cas d'assurer l'administration régulière de ces biens.

2. L'autorité consulaire peut également désigner un curateur ou une autre personne pour représenter la succession en instance judiciaire ou extrajudiciaire.

3. L'autorité consulaire est en outre autorisée à recevoir des ayant droits à la succession des déclarations concernant celle-ci, à authentiquer ou à confirmer ces déclarations par écrit et à servir d'intermédiaire dans les affaires concernant la succession entre les ayants droit, si ces derniers y consentent.

4. S'il n'y a pas péril en la demeure, l'autorité consulaire et l'autorité locale sont tenues de s'assurer réciproquement la possibilité de prendre part à la mise sous scellés de la succession, à l'inventaire de celle-ci, comme aussi à la levée des scellés.

5. L'autorité consulaire peut, dans l'exercice des droits qui lui sont reconnus aux termes du présent article, requérir l'assistance de l'autorité locale.

Article 11.

Il peut être procédé à des exécutions sur les biens de la succession, même si ceux-ci sont placés sous la garde de l'autorité consulaire ; il ne peut toutefois être exercé aucune contrainte directe à l'égard du consul ou de l'un des fonctionnaires ou employés du consulat. L'autorité consulaire est tenue, à la demande de l'autorité locale, de remettre ceux des biens de la succession sur lesquels il doit être procédé à l'exécution.

Article 12.

1. L'autorité consulaire est tenue de conserver pendant trois mois à compter du décès du *de cujus* les biens de la succession dont elle a pris possession. Elle est par contre autorisée à couvrir à tout moment par priorité, sur les biens de la succession, le coût de la dernière maladie et des funérailles du *de cujus*, le loyer semestriel, la rémunération des personnes en service dans son ménage, les frais de justice, les frais consulaires et autres frais similaires et, en cas de nécessité, les dépenses d'entretien de la famille du *de cujus*.

2. L'autorité consulaire n'a pas le droit d'autoriser l'exportation des biens de la succession ni la remise de ces biens aux héritiers ou à l'exécuteur testamentaire, tant que les droits de succession et les créances déclarées à ladite autorité consulaire n'auront pas été payées ou nanties. Cette obligation cesse en ce qui concerne lesdites créance si l'autorité consulaire, dans un nouveau délai de six mois, n'est pas informée que lesdites créances ont été reconnues ou attaquées en justice.

Article 13.

L'autorité consulaire est tenue, à la demande de l'autorité locale, de porter à la connaissance de celle-ci toutes les circonstances pouvant avoir un effet sur l'évaluation des droits de succession.

Article 14.

Remise de la succession par l'autorité locale.

Dans les cas où l'autorité consulaire n'a pas pris possession des biens de la succession, l'autorité locale sera tenue, à l'expiration d'une période de trois mois à compter du décès du *de cujus*, de remettre lesdits biens aux héritiers ou à l'exécuteur testamentaire, ou bien si, jusqu'à cette date, ni l'un des héritiers ni l'exécuteur testamentaire n'ont fait valoir leurs droits, à l'autorité nationale du *de cujus*. Une fois ce délai expiré, l'autorité locale

Article 10.

Rights and obligations of the consular authorities.

1. In cases in which the local authorities have adopted conservatory measures (Article 8), a consular authority shall be entitled to take possession of the movable property in so far as the deceased himself was entitled to such possession ; in such cases it shall be responsible for the proper administration of the property.

2. The consular authority may also appoint a curator or other person to represent the estate before the judicial or extra-judicial authorities.

3. The consular authority shall furthermore be empowered to take statements regarding the estate from the beneficiaries under the succession, to have such statements authenticated or confirmed in writing, and to act as intermediary between the beneficiaries, with their consent, in matters relating to the settlement of the estate.

4. Save in cases of extreme urgency, the consular authority and the local authorities shall afford each other an opportunity of being present at the affixing of the seals on the property of the deceased, the taking of the inventory, and the removal of the seals.

5. The consular authority shall be entitled to require the assistance of the local authorities in the exercise of its powers under the present Article.

Article 11.

Execution may be performed on the property of a deceased person, even when such property has been placed in the custody of the consular authorities. Nevertheless, no direct compulsion may be brought to bear upon the consul himself or upon any of the officials or employees of the consulate. The consular authority shall, at the request of the local authorities, release any of the property of the deceased person on which execution is to be performed.

Article 12.

1. The consular authority shall retain the custody of the estate of which he has taken possession during a period of three months as from the death of the owner. Nevertheless, it may at any time pay out of such property, as prior charges, the cost of the last illness and interment of the deceased, the half-yearly rent, the remuneration of the persons employed in the deceased's household, the costs of legal proceedings, consular and other similar costs and, in case of need, the subsistence expenses of the deceased's family.

2. The consular authority shall not authorise the export of any part of the estate or the delivery thereof to the heirs or executor of the will until the succession duties and claims notified to the said consular authority shall have been paid or secured. In so far as such claims are concerned, the aforementioned obligation shall terminate if the consular authority has not been informed, within a further period of six months, that the claims have been legally recognised or contested.

Article 13.

The consular authority shall, at the request of the local authority, inform the latter of any circumstances which may affect the assessment of the succession duties.

Article 14.

Delivery of possession of the estate by the local authorities.

In cases in which the consular authority has not taken possession of the property forming the deceased person's estate, the local authorities, on the expiry of a period of three months as from his death, shall deliver possession of the said property to his heirs or the executor of his will, or alternatively, if by that date none of the heirs or the executor have attempted to establish their rights, to the national authorities of the deceased. On

ne peut conserver les biens de la succession qu'en vue de garantir le paiement des droits de succession ou des créances que l'on a fait valoir sur la succession, mais pas au delà d'une nouvelle période de six mois ; à l'expiration de cette deuxième période, elle est tenue en tout cas de remettre la succession à l'autorité nationale, sauf en ce qui concerne les créances, dans les cas où celles-ci ont été reconnues ou attaquées en justice.

Article 15.

Reconnaissance par l'autre Etat des attestations concernant des points de droit successoral.

Les attestations délivrées par l'une des autorités compétentes en vertu du paragraphe 1 de l'article 6 et de l'article 7, conformément à sa propre législation et concernant des points de droit successoral, en particulier les droits des héritiers ou de l'exécuteur testamentaire, suffiront pour faire la preuve des points en question dans l'autre Etat également.

Article 16.

Reconnaissance réciproque des décisions.

1. Les décisions rendues par l'une des autorités compétentes en vertu du paragraphe 1 de l'article 6 et de l'article 7 seront reconnues dans l'autre Etat.

2. Ce dernier ne reconnaîtra pas toutefois les décisions qui sont contraires aux intentions de sa propre législation.

Article 17.

1. Pour garantir les créances en matière de droit successoral (paragraphe 1 de l'article 6), les tribunaux de l'Etat dans lequel se trouvent les biens de la succession peuvent également ordonner, sur la base de leur propre législation, des mesures immédiatement exécutoires (saisie, arrêt, exécution provisoire, etc.).

2. Ces mesures devront être annulées, à la demande d'une partie intéressée, dans les cas suivants :

1. Si le tribunal compétent en vertu du paragraphe 1 de l'article 6 décide en dernier ressort que la créance garantie n'existe pas et si cette décision doit être reconnue également sur le territoire de l'autre Etat, conformément à l'article 16 ;

2. S'il s'est écoulé une période de six mois à compter de la date où la mesure a été ordonnée et si au moment où la mesure est annulée il n'a pas été démontré suffisamment qu'une assignation a été faite par-devant le tribunal compétent en vertu du paragraphe 1 de l'article 6 ;

3. Si le tribunal compétent en vertu du paragraphe 1 de l'article 6 pour connaître de l'affaire principale a rendu une décision exécutoire en vertu de laquelle il y a lieu d'annuler la mesure ordonnée.

Article 18.

Mise en faillite de la succession.

1. A la demande d'un des ayants droit à la succession ou de l'exécuteur testamentaire, l'autorité locale peut, conformément à sa propre législation, ouvrir une procédure de faillite sur les biens de la succession. La faillite ne portera toutefois que sur la partie de la succession se trouvant dans l'Etat dont les autorités ont ouvert la procédure de faillite.

2. En cas d'ouverture d'une procédure de faillite, l'autorité consulaire devra remettre à l'autorité locale compétente ou au syndic de la faillite tous les objets de la succession appartenant, en vertu des lois sur la faillite, à la masse de la faillite.

the expiry of this period, the local authorities may only retain the custody of the deceased person's property, for a further period not exceeding six months, as security for the payment of succession duties or claims brought against the estate ; on the expiry of the second period, the local authorities shall in any case deliver the estate to the national authorities save, in so far as the claims are concerned, in the event of their having been legally recognised or contested.

Article 15.

Recognition by the other State of attestations concerning the law of succession.

The attestations issued in accordance with their own laws by the authorities of either State under Article 6, paragraph 1, and Article 7, in regard to matters relating to the law of succession, and in particular to the rights of the heirs or the executor of the will, shall be accepted as conclusive in the other State also.

Article 16.

Reciprocal recognition of decisions.

1. The decisions rendered by the competent authorities of either State under Article 6, paragraph 1, and Article 7 shall be recognised in the other State.

2. Nevertheless, the latter shall not be required to recognise decisions contrary to the intentions of its own legislation.

Article 17.

1. To secure claims against the estate of a deceased person (Article 6, paragraph 1), the courts of the State in which the propery is situated may also order immediately enforceable measures in accordance with the laws of that State (attachment, provisional execution, etc.).

2. Such measure shall be rescinded at the request of any interested party in the following cases :

(1) If the court competent under Article 6, paragraph 1, finally decides that the claim secured is unfounded, and if such decision is also to be recognised in the territory of the other State under Article 16 ;

(2) If a period of six months has elapsed as from the date on which the measure was ordered, and if at the time of its rescission it has not been established that proceedings have been instituted in the competent court under Article 6, paragraph 1 ;

(3) If the court which, under Article 6, paragraph 1, has jurisdiction in the main action has rendered a decision, taking immediate effect, that the measure previously ordered should be rescinded.

Article 18.

Bankruptcy of the estate.

1. At the request of any of the beneficiaries under the succession or of the executor of the will, the local authority may institute bankruptcy proceedings in respect of the estate under its own legislation. Nevertheless, such proceedings shall only concern such of the deceased's property as is situated in the State the authorities of which have instituted the bankruptcy proceedings.

2. In the event of the institution of bankruptcy proceedings, the consular authorities shall deliver to the competent local authority or to the receiver all such property of the deceased as under the bankruptcy laws is deemed to form part of the assets of the estate.

Article 19.

Successions des voyageurs.

1. Si un ressortissant de l'un des Etats décède en cours de voyage dans l'autre Etat sans y avoir, au moment du décès, un lieu de résidence ou de séjour habituel, les objets qu'il a avec lui doivent être mis, sans autres formalités, à la disposition de l'autorité consulaire.

2. L'autorité consulaire, après avoir réglé les dettes contractées par le défunt pendant son séjour temporaire dans l'autre Etat, procédera à l'égard desdits objets conformément aux prescriptions de son propre Etat.

PARTIE II

SITUATION DES RESSORTISSANTS DE L'UN DES ÉTATS PAR RAPPORT AUX SUCCESSIONS OUVERTES DANS L'AUTRE ÉTAT

Article 20.

Egalité de traitement des ressortissants des deux Etats.

1. Les ressortissants de l'un des Etats contractants feront l'objet, sur le territoire de l'autre Etat, en tout ce qui concerne le droit successoral, du même traitement que les nationaux de celui-ci.

2. Ce principe s'applique également aux personnes morales, à moins que la législation de l'un des deux Etats n'en dispose autrement.

3. Un ressortissant de l'un des Etats qui fait valoir dans l'autre Etat des droits en matière de succession doit posséder la capacité d'hériter, également en vertu de sa propre législation nationale.

Article 21.

Droit de l'autorité consulaire à représenter ses ressortissants.

Dans toutes les affaires concernant des successions ouvertes sur le territoire de l'un des deux Etats, l'autorité consulaire de l'autre Etat est légalement qualifiée pour représenter ses ressortissants auprès des autorités locales si lesdits ressortissants ne se trouvent pas sur les lieux et s'ils n'ont pas désigné un autre mandataire.

PARTIE III

DISPOSITIONS FINALES

Article 22.

L'expression « ayants droit à la succession » doit s'entendre des personnes qui, conformément à leur propre législation concernant la procédure en matière de succession, sont considérées comme héritiers, légataires ou héritiers réservataires.

Article 23.

Les « autorités nationales » sont les autorités de l'Etat dont le *de cujus* était un ressortissant au moment du décès. Les « autorités locales » sont les autorités de l'autre Etat si la succession se trouve dans celui-ci.

Article 19.

Estates of travellers.

1. Should a national of either State die while travelling in the other State and if at the time of his death he has no place of residence or permanent abode in that State, the property which he has with him shall, without further formality, be placed at the disposal of the consular authority.

2. The consular authority, after settling the debts contracted by the deceased during his temporary stay in the other State, shall deal with such property in the manner prescribed by the laws of his own country.

PART II.

POSITION OF THE NATIONALS OF THE ONE STATE IN REGARD TO SUCCESSIONS OPENED IN THE OTHER STATE.

Article 20.

Equality of treatment of nationals of both States.

1. The nationals of either contracting State shall, in the territory of the other State, receive the same treatment as the nationals of that State in all matters relating to the laws of succession.

2. This principle shall also apply to juridical persons unless otherwise provided in the laws of either State.

3. A national of either State claiming succession rights in the other State must also be capable of inheriting under the laws of his own country.

Article 21.

Right of consular authorities to represent their nationals.

In all matters relating to successions opened in the territory of either State, the consular authority of the other State shall be legally qualified to represent its nationals in their dealings with local authorities whenever such nationals are not present in person and have not appointed another representative.

PART III.

FINAL PROVISIONS.

Article 22.

The expression " beneficiaries under the succession " shall be deemed to mean persons who, under the laws of their own country concerning the procedure in the matter of successions, are regarded as heirs, legatees or persons entitled to the reserved portions of the estate.

Article 23.

The expression " national authorities " shall be deemed to mean the authorities of the State of which the deceased was at death a national. The expression " local authorities " shall be deemed to mean the authorities of the other State in which the deceased person's estate is situated.

Article 24.

Dans tous les cas où la présente convention fait mention de la « législation nationale », cette expression doit s'entendre, dans les deux Etats, de la législation en matière de succession s'appliquant à la personne dont il s'agit.

Article 25.

La présente convention n'exclut pas l'application, dans chacun des deux Etats, des prescriptions qui ont un caractère absolument obligatoire.

Article 26.

La présente convention s'appliquera dans tous les cas où le *de cujus* est décédé après son entrée en vigueur.

Article 27.

La présente convention n'affecte en rien les dispositions de la Convention conclue entre la République tchécoslovaque et la République de Pologne pour éviter la double imposition en matière de droits de succession, signée à Varsovie le 23 avril 1925.

Article 28.

1. La présente convention est conclue sous réserve de ratification ; les instruments de ratification seront échangés à Varsovie dans le plus bref délai possible. La convention entrera en vigueur un mois après l'échange des instruments de ratification et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an à compter du jour où l'un des Etats contractants l'aura dénoncée.

2. Fait en deux originaux, chacun en langues tchécoslovaque et polonaise, les deux textes faisant également foi.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Praha, le vingt-cinq janvier mil neuf cent trente-quatre.

(L. S.) B. PAVLŮ. *(L. S.)* W. GRZYBOWSKI.
(L. S.) Dr KOUKAL. Dr Juljusz RENCKI.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

Au moment de procéder à la signature de la Convention sur la réciprocité en matière de successions, les deux Parties contractantes font la déclaration commune suivante :

La question de la conservation ultérieure d'un bien acquis par héritage ne relève pas du droit successoral et, par suite, n'est pas affectée par la convention ; en conséquence, chacun des deux Etats pourra régler cette question par la voie de sa législation interne sans que ce fait puisse être considéré comme une violation de la convention.

Le présent protocole fait partie intégrante de ladite convention.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des deux Parties ont signé le présent protocole additionnel.

Fait à Praha, le 25 janvier 1934.

B. PAVLŮ. W. GRZYBOWSKI.
Dr KOUKAL. Dr Juljusz RENCKI.

Article 24.

For the purposes of the present Convention, the expression " national laws " shall be deemed to mean the succession laws which in either State are applicable to the person concerned.

Article 25.

The present Convention shall not affect the application in either State of provisions of a peremptory character.

Article 26.

The present Convention shall apply to the estates of all persons deceased after its entry into force.

Article 27.

Nothing in the present Convention shall affect the provisions of the Convention concluded between the Czechoslovak Republic and the Republic of Poland for the purpose of preventing double taxation in respects of death duties, signed at Warsaw on April 23rd, 1925.

Article 28.

1. The present Convention has been concluded subject to ratification ; the instruments of ratification shall be exchanged at Warsaw at the earliest possible moment. The Convention shall come into force one month after the exchange of the instruments of ratification and shall remain in force until the expiry of the period of one year as from its denunciation by either of the contracting States.

2. Done in duplicate in both the Czechoslovak and Polish languages, both texts being equally authentic.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in Praha, the twenty-fifth day of January, one thousand nine hundred and thirty-four.

(L. S.) B. PAVLŮ. *(L. S.)* W. GRZYBOWSKI.

(L. S.) Dr. KOUKAL. Dr. Juljusz RENCKI.

ADDITIONAL PROTOCOL.

On proceeding to sign the Convention on Reciprocity in the Matter of Succession, the two Contracting Parties make the following joint declaration :

> The question of the subsequent custody of property acquired by inheritance is not a matter governed by succession law and hence is not affected by the Convention ; consequently each of the two States may settle this question by its municipal law without such settlement being regarded as an infringement of the Convention.

The present Protocol forms an integral part of the said Convention.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two Parties have signed the present Additional Protocol.

Done at Praha, this 25th day of January, 1934.

B. PAVLŮ. W. GRZYBOWSKI.

Dr. KOUKAL. Dr. Juljusz RENCKI.

N° 4089.

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD ET ITALIE

Accord commercial, avec annexe, signé à Rome, le 6 novembre 1936, et échange de notes y relatif de la même date.

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND ITALY

Commercial Agreement, with Annex, signed at Rome, November 6th, 1936, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date.

No. 4089. — COMMERCIAL AGREEMENT[1] BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE ITALIAN GOVERNMENT. SIGNED AT ROME, NOVEMBER 6TH, 1936.

English and Italian official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place April 7th, 1937.

THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and THE ROYAL ITALIAN GOVERNMENT, in connection with the Clearing Agreement signed this day to facilitate commercial exchanges and payments between the United Kingdom and Newfoundland on the one hand and Italy on the other, have agreed as follows :

Article 1.

(1) The Italian Government will authorise the importation into Italy of goods originating in and consigned from the United Kingdom in conformity with the quotas indicated in the Annex to this Agreement.

(2) It is understood that the quotas fixed under Parts (A) and (B) of the said Annex will be open to revision by agreement between the two Governments in respect of the quota period commencing the 1st January, 1937, or any subsequent period ; according as the result of the revision of the quotas fixed in Parts (A) and (B) of the Annex is to increase or reduce the total value in lire of the goods of these classes to be imported into Italy, the import percentage fixed for the merchandise referred to in Part (C) of the Annex will be increased or reduced proportionately.

(3) Any part of the quotas that may not be utilised in the quota period ending the 31st December, 1936, or in any succeeding quarter will, subject to the provisions of Article 3 below, be carried forward to be added to the quotas fixed or to be fixed for the next quarter for the same merchandise or, as may be agreed between the two Governments, for other merchandise ; but not beyond the 31st December, 1937.

(4) If in any quarter imports from the United Kingdom of any class or category of goods are admitted into Italy in excess of the importations provided for in the foregoing paragraphs of this Article, the quotas for the classes or categories of merchandise concerned will, in the absence of a contrary understanding between the two Governments, be correspondingly reduced in the next quarter.

(5) Such excess importations shall not, except by agreement between the two Governments, be allowed when there is any delay in the transfer into sterling of lire deposited in the Lire New Account referred to in Article 1 of the Clearing Agreement signed this day.

Article 2.

(1) In the quota period ending the 31st December, 1936, and in each quarter following until otherwise agreed between the two Governments, the Italian Government will authorise the importation into Italy of Newfoundland codfish and stockfish to a value (c.i.f.) of lire 3,625,000.

[1] Came into force November 16th, 1936.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 4089. — ACCORDO COMMERCIALE[1] FRA IL GOVERNO DI SUA MAESTÀ NEL REGNO UNITO E IL GOVERNO ITALIANO. FIRMATO A ROMA, IL 6 NOVEMBRE 1936.

Textes officiels anglais et italien communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 7 avril 1937.

In relazione all'Accordo di compensazione per facilitare gli scambi commerciali e i pagamenti fra l'Italia da una parte ed il Regno Unito e Terranova dall'altra, firmato in data odierna, il GOVERNO ITALIANO e IL GOVERNO DEL REGNO UNITO DI GRAN BRETAGNA E IRLANDA SETTENTRIONALE hanno convenuto quanto segue :

Articolo 1.

Il Governo italiano autorizzerà l'importazione in Italia delle merci originarie e provenienti dal Regno in conformità dei contingenti indicati nell'Allegato al presente Accordo.

Resta inteso che i contingenti stabiliti alle lettere (A) e (B) dell'Allegato suddetto potranno essere riveduti d'accordo fra i due Governi per quanto concerne il periodo contingentale che ha inizio il 1° gennaio 1937 o ogni periodo successivo ; a seconda che il risultato della revisione dei contingenti stabiliti alle lettere (A) e (B) dell'Allegato sia un aumento o una diminuzione del valore totale in lire delle merci di tali specie da importarsi in Italia, verrà aumentata o diminuita proporzionalmente la percentuale di importazione per le merci di cui alla lettera (C) dell'Allegato.

Le quote di contingente eventualmente non utilizzate nel periodo contingentale che termina il 31 dicembre 1936, oppure in un trimestre successivo, verranno, salvo quanto è previsto al successivo articolo 3, riportate in aggiunta ai contingenti stabiliti o da stabilire per il trimestre successivo per le stesse merci o, in base a quanto potrà essere concordato fra i due Governi, per altre merci, ma comunque, non oltre il 31 dicembre 1937.

Se in un trimestre le importazioni dal Regno Unito di qualsiasi specie o categoria di merci siano ammesse in Italia in eccedenza alle importazioni previste nei precedenti paragrafi del presente articolo, i contingenti per le specie e le categorie di merci di cui si tratta saranno, in mancanza di contrarie intese fra i due Governi, corrispondentemente ridotti nel trimestre successivo.

In ogni modo tali eccedenze non saranno consentite, salvo accordo fra i due Governi, nel caso in cui vi sia un ritardo nel trasferimento in sterline delle lire versate nel Nuovo Conto Lire di cui all'articolo 1 dell'Accordo di compensazione firmato in data odierna.

Articolo 2.

Nel periodo contingentale che termina il 31 dicembre 1936, e in ogni trimestre successivo finchè non venga altrimenti concordato fra il due Governi, il Governo italiano autorizzerà l'importazione in Italia di baccalà e stoccafisso da Terranova fino ad un valore (c.i.f.) di lire 3.625.000.

[1] Entré en vigueur le 16 novembre 1936.

(2) Any part of the quota prescribed in the preceding paragraph that may not be utilised in the quota period ending the 31st December, 1936, or in any succeeding quarter will, in the absence of a contrary understanding between the two Governments, and subject to the provisions of Article 3 below, be carried forward to be added to the quota fixed or to be fixed for the next quarter ; but not beyond the 31st December, 1937.

(3) If in any quarter imports of Newfoundland codfish and stockfish are admitted into Italy in excess of the importations provided for in the foregoing paragraphs of this Article, the quota for such fish will, in the absence of a contrary understanding between the two Governments, be correspondingly reduced in the next quarter.

(4) The provisions of this Article shall apply only to imports of codfish and stockfish which are accompanied by a certificate of the Newfoundland Department of Natural Resources that the fish imported are of Newfoundland catching.

Article 3.

(1) If either Government should take steps liable to involve a substantial reduction in the imports into its territory of goods originating in the territory of the other Government or in the exports from its territory to the territory of the other Government, the two Governments, at any time after the 1st January, 1937, will, at the request of one of them, review the import quotas provided for in Articles 1 and 2 of the present Agreement.

(2) To that end conversations will be commenced within a maximum limit of fifteen days after the request is submitted by one of the contracting Governments for the opening of negotiations.

(3) If an agreement is not reached by the end of one month from the beginning of such conversations, the Government at whose request the conversations were held will have the right immediately to give notice to the other of its desire to terminate this Agreement. This notice will take effect one month after the date on which it was given.

Article 4.

This Agreement shall come into force on the 16th November, 1936. It shall remain in force until the 30th June, 1937, and, unless denounced by either of the contracting Governments not later than the 31st March, 1937, it shall continue in force from quarter to quarter subject to the right of either Government to denounce it at any time ; such denunciation shall take effect on the expiry of the next quarter following that in which notice of denunciation is given.

In faith whereof the undersigned, being duly authorised thereto by their respective Governments, have signed the present Agreement.

Done in duplicate at Rome this sixth day of November, nineteen hundred and thirty-six, in English and Italian, both texts being equally authentic.

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :
Eric DRUMMOND.

For Italy :
CIANO.

Ogni quota del contingente di cui al precedente paragrafo eventualmente non utilizzata nel periodo contingentale che termina il 31 dicembre 1936 oppure in un trimestre successivo sarà, in mancanza di contrarie intese fra i due Governi e salvo quanto è previsto dal successivo articolo 3, riportata in aggiunta al contingente fissato o da fissare per il trimestre successivo, ma, comunque, non oltre il 31 dicembre 1937.

Se in un trimestre le importazioni di baccalà e stoccafisso da Terranova siano ammesse in Italia in eccedenza alle importazioni previste nei precedenti paragrafi del presente articolo, il contingente per tale pesce sarà, in mancanza di contrarie intese fra i due Governi, corrispondentemente ridotto nel trimestre successivo.

Le disposizioni del presente articolo dovranno applicarsi esclusivamente alle importazioni di baccalà e stoccafisso accompagnate da un certificato del « Newfoundland Department of Natural Resources » attestante che si tratta di prodotto preparato con pesce pescato con pescherecci di Terranova (of Newfoundland catching).

Articolo 3.

Nel caso in cui l'uno o l'altro Governo adottasse misure tali da arrecare una sostanziale diminuzione delle importazioni nel suo territorio di merci originarie dal territorio dell'altro Governo o delle esportazioni dal suo territorio verso il territorio dell'altro Governo, i due Governi, su domanda di uno di essi, in ogni momento a partire dal 1° gennaio 1937, rivedranno i contingenti di importazione previsti negli articoli 1 e 2 del presente Accordo.

A tale scopo si dovranno iniziare delle conversazioni entro il termine massimo di quindici giorni dopo che la richiesta di apertura di negoziati sia stata avanzata da uno dei Governi contraenti.

Se alla fine di un mese dall'inizio di tali conversazioni non è stato raggiunto un accordo, il Governo, sulla base della cui richiesta le conversazioni hanno avuto luogo, avrà immediatamente il diritto di notificare all'altro Governo il suo desiderio di porre termine all'Accordo. Tale notifica avrà effetto un mese dopo la data alla quale è stata fatta.

Articolo 4.

Il presente Accordo entrerà in vigore il 16 novembre 1936. Esso rimarrà in vigore fino al 30 giugno 1937 e, salvo denuncia da parte dell'uno o dell'altro Governo contraente, non più tardi del 31 marzo 1937, continuerà a rimanere in vigore di trimestre in trimestre con facoltà da parte di ciascuno dei due Governi di denunciarlo in qualsiasi momento ; tale denuncia avrà effetto allo spirare del trimestre successivo al trimestre nel quale la denuncia sarà stata notificata.

In fede di che i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo dai loro rispettivi Governi, hanno firmato il presente Accordo.

Fatto a Roma il 6 novembre 1936 in duplice esemplare in italiano e in inglese, ambedue i testi facendo egualmente fede.

Per l'Italia :
CIANO.

Per il Regno Unito di Gran Bretagna
e Irlanda Settentrionale :
Eric DRUMMOND.

ANNEX.

LIST OF QUOTAS (C.I.F.) ESTABLISHED IN FAVOUR OF UNITED KINGDOM IMPORTS INTO ITALY.

(A) *Quotas for Goods whose Importation into Italy is subject to the System of Import Licences.*

No. in the Italian Tariff	Class of Goods	Quarterly Quota (value c.i.f.) (Thousand lire)
34 *(a)* 2, 3	Codfish and stockfish	725
34 *(a)* 4, 5	Herrings and pilchards	2,900
211	Wool (excluding mattress wool)	5,075
212	Wool waste and borra	1,450
214 *(a)*	Other animal hair, raw	500
218 to 245	Tissues and other manufactures of wool, of horse hair and of hair	4,500
274 *(c)*	Lead ore	725
278, 279	Scrap iron, cast iron and steel scrap	725
297 to 300	Iron and steel in sheets	545
403, 418, 419, 453, 457, 460, 466	Machines, apparatus and parts thereof	7,975
556	China clay	1,450
558	Potter's clay and refractory earths	500
564, 564 *bis*	Coal and coke	43,500
781, 782	Pharmaceutical preparations and medicinal specialities.	435
ex 951	Woollen rags	1,450

(B) *Quotas for Goods whose Importation into Italy is subject to the " Bolletta " System.*

Imports of the following classes of merchandise will be admitted up to a value (c.i.f.) in lire representing 50 per cent. of the value (c.i.f.) in lire of goods of such classes originating in and consigned from the United Kingdom and imported into Italy in the corresponding period of 1934 :

No. in the Italian Tariff	Class of Goods
160, 161, 164 to 171	Tissues and other manufactures of linen, hemp and jute.
190 to 198	Tissues and other manufactures of cotton.
294 to 296, 301 to 309, 313 to 348	Manufactures of iron and steel.

(C) *Quotas for Goods other than those specified above.*

Imports of all merchandise not specified under (A) or (B) above will be admitted up to a value (c.i.f.) in lire representing 31 per cent. of the value (c.i.f.) in lire of goods of such classes originating in and consigned from the United Kingdom and imported into Italy in the corresponding period of the year 1934.

LISTA DEI CONTINGENTI STABILITI A FAVORE DELLA IMPORTAZIONE IN ITALIA DAL REGNO UNITO.

(A) *Contingenti per le merci la cui importazione in Italia è sottoposta al regime della licenza.*

N. della tariffa doganale italiana	Denominazione della merce	Contingente trimestrale in lire (valore c.i.f.)
34 *(a)* 2, 3	Baccalà e stoccafisso	725.000
34 *(a)* 4, 5	Aringhe e salacche	2.900.000
211	Lane (esclusa la lana per materassi)	5.075.000
212	Cascami e borra di lana	1.450.000
214 *(a)*	Pelo greggio	500.000
dal 218 al 245	Tessuti e altri manufatti di lana, di crino e di pelo	4.500.000
274 *(c)*	Minerali di piombo	725.000
278, 279	Rottami di ferro, di acciaio, di ghisa	725.000
dal 297 al 300	Ferri e acciai in lamiere	545.000
403, 418, 419, 453, 457, 460, 466	Macchine, apparecchi e loro parti	7.975.000
556	Caolino	1.450.000
558	Argille e terre refrattarie	500.000
564, 564 *bis*	Carbon fossile e carbon coke	43.500.000
781, 782	Preparazioni farmaceutiche e specialità medicinali	435.000
ex 951	Stracci di lana	1.450.000

(B) *Contingenti per le merci la cui importazione in Italia è sottoposta al regime della bolletta.*

L'importazione delle seguenti specie di merci sarà ammessa fino a un valore (c.i.f.) in lire equivalente al 50% del valore (c.i.f.) in lire delle merci di tali specie originarie e provenienti dal Regno Unito e importate in Italia nel corrispondente periodo del 1934.

N. della tariffa doganale italiana	Denominazione della merce
160, 161, da 164 a 171	Tessuti e altri manufatti di lino, canapa e juta.
da 190 a 198	Tessuti e altri manufatti di cotone.
da 294 a 296 da 301 a 309 da 313 a 348	Lavori di ferro e di acciaio.

(C) L'importazione di tutte le merci non specificate alle lettere (A) o (B) di cui sopra sarà ammessa entro i limiti di un valore (c.i.f.) in lire equivalente al 31% del valore in lire delle merci di tali specie originarie e provenienti dal Regno Unito e importate in Italia nel corrispondente periodo dell'anno 1934.

SCAMBIO DI NOTE

I.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

IL MINISTRO DEGLI AFFARI ESTERI D'ITALIA ALL'AMBASCIATORE DI S. M. BRITANNICA IN ROMA.

ROMA, 6 *novembre* 1936.

SIGNOR AMBASCIATORE,

In relazione ai negoziati che hanno condotto alla conclusione dell'Accordo commerciale fra i nostri due Governi firmato in data odierna, ho l'onore di portare a conoscenza dell'E. V. che il Governo italiano comunicherà al Governo di Sua Maestà nel Regno Unito, per il tramite della Ambasciata Britannica in Roma, al più presto possibile dopo la fine di ogni mese, i dati statistici relativi alle importazioni in Italia di merci originarie e provenienti dal Regno Unito e alle esportazioni, durante tale mese, verso il Regno Unito di merci originarie e provenienti dall'Italia.

Tali dati statistici comprenderanno in ogni caso dati dettagliati circa l'importazione in Italia di ciascuna delle specie di merci per le quali sono stati stabiliti contingenti specifici nel suddetto Accordo, e cioè per quelle di cui alle lettere A e B dell'Allegato ed all'art. 2 dell'Accordo stesso.

Analogamente, il Governo di Sua Maestà nel Regno Unito comunicherà al Governo italiano, per il tramite dell'Ambasciata italiana a Londra, al più presto possibile dopo la fine di ogni mese, i dati statistici relativi alle importazioni nel Regno Unito di merci originarie e provenienti dall'Italia e all'esportazione verso l'Italia, durante tale mese, di merci originarie e provenienti dal Regno Unito.

Voglia gradire, Eccellenza, i sensi della mia alta considerazione.

CIANO.

[1] Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

THE ITALIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS TO HIS BRITANNIC MAJESTY'S AMBASSADOR AT ROME.

ROME, *November 6th,* 1936.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

In connection with the negotiations that have led to the conclusion of the Commercial Agreement between our two Governments signed today, I have the honour to advise Your Excellency that the Italian Government will communicate to His Majesty's Government in the United Kingdom through the British Embassy at Rome, at the earliest date possible after the end of each month, statistical data relative to imports into Italy of merchandise originating in and consigned from the United Kingdom and to exports of merchandise originating in and consigned from Italy to the United Kingdom during that month.

These statistical returns will in each case include detailed figures of the importation into Italy of each of the classes of merchandise for which specific quotas have been established in the said Agreement, i.e. those referred to in Parts A and B of the Annex and in Article 2.

Similarly His Majesty's Government in the United Kingdom will communicate to the Italian Government through the Italian Embassy at London, at the earliest date possible after the end of each month, statistical data relative to imports into the United Kingdom of merchandise originating in and consigned from Italy and of exports to Italy of merchandise originating in and consigned from the United Kingdom during that month.

Please accept, etc.

CIANO.

[1] Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

II.

HIS BRITANNIC MAJESTY'S AMBASSADOR AT ROME TO THE ITALIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

ROME, *November 6th*, 1936.

EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's Note of today's date reading, in translation, as follows :

" In connexion with the negotiations that have led to the conclusion of the Commercial Agreement between our two Governments signed today, I have the honour to advise Your Excellency that the Italian Government will communicate to His Majesty's Government in the United Kingdom through the British Embassy at Rome, at the earliest date possible after the end of each month, statistical data relative to imports into Italy of merchandise originating in and consigned from the United Kingdom and to exports of merchandise originating in and consigned from Italy to the United Kingdom during that month.

" These statistical returns will in each case include detailed figures of the importation into Italy of each of the classes of merchandise for which specific quotas have been established in the said Agreement, i.e. those referred to in Parts A and B of the Annex and in Article 2.

" Similarly His Majesty's Government in the United Kingdom will communicate to the Italian Government through the Italian Embassy at London, at the earliest date possible after the end of each month, statistical data relative to imports into the United Kingdom of merchandise originating in and consigned from Italy and of exports to Italy of merchandise originating in and consigned from the United Kingdom during that month. "

I have the honour to inform Your Excellency that my Government concur in the procedure outlined in this Note.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the expression of my highest consideration.

Eric DRUMMOND.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 4089. — ACCORD COMMERCIAL ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT ITALIEN. SIGNÉ A ROME, LE 6 NOVEMBRE 1936.

A l'occasion de l'Accord de compensation, signé ce jour, pour faciliter les échanges commerciaux et les paiements entre le Royaume-Uni et Terre-Neuve, d'une part, et l'Italie, d'autre part, LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD et LE GOUVERNEMENT ROYAL ITALIEN sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

1. Le Gouvernement italien autorisera l'importation en Italie des marchandises originaires et en provenance du Royaume-Uni, conformément aux contingents indiqués dans l'annexe au présent accord.

2. Il est entendu que les contingents fixés aux lettres A et B de l'annexe susmentionnée pourront être revisés par voie d'accord entre les deux gouvernements, en ce qui concerne la période de contingentement qui commence le 1er janvier 1937 ou toute période ultérieure ; selon que la revision des contingents fixés aux lettres A et B de l'annexe aura pour effet d'augmenter ou de diminuer la valeur totale en lires des marchandises des catégories à importer en Italie, le pourcentage d'importation fixé pour les marchandises visées à la lettre C de l'annexe sera proportionnellement augmenté ou diminué.

3. Les fractions de contingents qui n'auraient pas été utilisées au cours de la période de contingentement prenant fin le 31 décembre 1936, ou au cours de tout trimestre ultérieur, seront, sous réserve des dispositions de l'article 3 ci-après, reportées et ajoutées aux contingents fixés ou à fixer pour le trimestre suivant, en ce qui concerne les mêmes marchandises ou d'autres, selon ce qui pourra être décidé entre les deux gouvernements ; toutefois, cette disposition n'exercera ses effets que jusqu'au 31 décembre 1937.

4. Si, au cours d'un trimestre, les importations d'une espèce ou catégorie quelconque de marchandises en provenance du Royaume-Uni sont admises en Italie en excédent des importations prévues aux paragraphes précédents du présent article, les contingents relatifs aux espèces ou catégories de marchandises dont il s'agit seront, sauf dispositions contraires convenues entre les deux gouvernements, réduits dans une mesure correspondante pour le trimestre suivant.

5. De toute manière, ces excédents d'importations ne seront pas accordés, sauf accord conclu à cet effet entre les deux gouvernements, dans le cas où il y aurait un retard dans le transfert en livres sterling des lires déposées au Nouveau compte en lires visé à l'article premier de l'accord de compensation signé ce jour.

Article 2.

1. Au cours de la période de contingentement qui prend fin le 31 décembre 1936 et de chaque trimestre suivant, sauf dispositions contraires convenues entre les deux gouvernements, le Gouvernement italien autorisera l'importation en Italie de morue et de stockfish de Terre-Neuve, jusqu'à concurrence d'une valeur (c.i.f.) de 3.625.000 lires.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

2. Toute fraction du contingent visé à l'alinéa précédent qui n'aurait pas été utilisée pendant la période de contingentement prenant fin au 31 décembre 1936 ou au cours d'un trimestre suivant sera, en l'absence de dispositions contraires convenues entre les deux gouvernements, et sous réserve des dispositions de l'article 3 ci-après, reportée et ajoutée au contingent fixé ou à fixer pour le trimestre suivant ; toutefois, cette disposition n'exercera ses effets que jusqu'au 31 décembre 1937.

3. Si, au cours d'un trimestre, les importations de morue et de stockfish de Terre-Neuve sont admises, en Italie, en excédent des importations prévues aux alinéas précédents du présent article, le contingent fixé pour ces poissons sera, en l'absence de dispositions contraires convenues entre les deux gouvernements, réduit dans une mesure correspondante pour le trimestre suivant.

4. Les dispositions du présent article s'appliqueront exclusivement aux importations de morue et de stockfish accompagnées d'un certificat du « Newfoundland Department of Natural Resources » attestant qu'il s'agit d'un produit préparé avec du poisson pris par des bateaux de pêche de Terre-Neuve (of Newfoundland catching).

Article 3.

1. Au cas où l'un ou l'autre des deux gouvernements prendrait des mesures de nature à réduire sensiblement les importations dans son territoire de marchandises originaires du territoire de l'autre gouvernement ou les exportations effectuées de son territoire à destination du territoire de l'autre gouvernement, les deux gouvernements reviseront, à la demande de l'un d'eux et à n'importe quel moment à partir du 1er janvier 1937, les contingents d'importation prévus aux articles premier et 2 du présent accord.

2. A cet effet, des conversations devront être engagées dans le délai maximum de quinze jours après que l'un des gouvernements contractants aura adressé une demande tendant à l'ouverture de négociations.

3. Si, à l'expiration d'un délai d'un mois après l'ouverture de ces négociations, les deux Parties contractantes n'ont pu aboutir à un accord, le gouvernement à la demande duquel les conversations ont eu lieu aura immédiatement le droit de notifier à l'autre gouvernement son désir de mettre fin à l'accord. Cette notification prendra effet un mois après la date à laquelle elle aura été faite.

Article 4.

Le présent accord entrera en vigueur le 16 novembre 1936. Il sera valable jusqu'au 30 juin 1937, et, à moins qu'il n'ait été dénoncé par l'un ou l'autre des deux gouvernements contractants, au plus tard le 31 mars 1937, il continuera à être en vigueur de trimestre en trimestre, chacun des deux gouvernements conservant le droit de le dénoncer à n'importe quel moment. Cette dénonciation prendra effet à l'expiration du trimestre suivant celui au cours duquel elle aura été notifiée.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent accord.

Fait à Rome, le six novembre mil neuf cent trente-six, en double exemplaire, en anglais et en italien, les deux textes faisant également foi.

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :
Eric DRUMMOND.

Pour l'Italie :
CIANO.

ANNEXE

LISTE DES CONTINGENTS (C.I.F) ÉTABLIS EN FAVEUR DES MARCHANDISES EN PROVENANCE DU ROYAUME-UNI IMPORTÉES EN ITALIE.

A. *Contingents relatifs aux marchandises dont l'importation en Italie est soumise au régime des licences d'importation.*

Numéro du tarif italien	Dénomination de la marchandise	Contingent trimestriel (valeur c.i.f.) (en milliers de lires)
34 *(a)* 2, 3	Morue et stockfish	725
34 *(a)* 4, 5	Harengs et aloses	2.900
211	Laine (à l'exclusion de la laine à matelas)	5.075
212	Déchets et bourre de laine	1.450
214 *(a)*	Poil brut	500
218 à 245	Tissus et autres articles manufacturés en laine, en crin et en poil	4.500
274 *(c)*	Minerais de plomb	725
278, 279	Débris de fer, d'acier et de fonte	725
297 à 300	Tôles de fer et d'acier	545
403, 418, 419, 453, 457, 460, 466	Machines, appareils et leurs pièces détachées	7.975
556	Kaolin	1.450
558	Argile et terres réfractaires	500
564, 564 *bis*	Charbon et coke	43.500
781, 782	Préparations pharmaceutiques et spécialités médicinales	435
ex 951	Chiffons de laine	1.450

B. *Contingents relatifs aux marchandises dont l'importation en Italie est soumise au régime des reçus de douane* (bolletta).

L'importation des catégories de marchandises suivantes sera autorisée jusqu'à concurrence d'une valeur (c.i.f.) en lires représentant 50 % de la valeur (c.i.f.) en lires des marchandises de ces catégories originaires et en provenance du Royaume-Uni importées en Italie pendant la période correspondante de 1934 :

Numéro du tarif italien	Dénomination de la marchandise
160, 161, 164 à 171	Tissus et autres articles manufacturés en lin, chanvre et jute.
190 à 198	Tissus et autres articles manufacturés en coton.
294 à 296 301 à 309 313 à 348	Ouvrages en fer et en acier.

C. *Contingents relatifs aux marchandises autres que celles qui sont spécifiées ci-dessus.*

L'importation de toutes les marchandises non spécifiées aux lettres A et B ci-dessus, sera autorisée jusqu'à concurrence d'une valeur (c.i.f.) en lires représentant 31 % de la valeur (c.i.f.) en lires des marchandises de ces catégories originaires et en provenance du Royaume-Uni, importées en Italie pendant la période correspondante de l'année 1934.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'ITALIE A L'AMBASSADEUR DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE A ROME.

ROME, *le* 6 *novembre* 1936.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Me référant aux négociations qui ont abouti à la conclusion de l'Accord commercial entre nos deux gouvernements, signé ce jour, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement italien communiquera au Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, par l'entremise de l'Ambassade britannique à Rome, le plus tôt possible après la fin de chaque mois, les données statistiques relatives aux importations en Italie de marchandises originaires et en provenance du Royaume-Uni et aux exportations de marchandises originaires et en provenance de l'Italie à destination du Royaume-Uni, effectuées pendant le même mois.

Ces données statistiques comprendront dans tous les cas des renseignements détaillés sur l'importation en Italie de chacune des catégories de marchandises qui ont fait l'objet de contingents spéciaux dans l'accord susmentionné, c'est-à-dire celles qui sont visées aux lettres A et B de l'annexe et à l'article 2 de l'accord.

De même, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni communiquera au Gouvernement italien, par l'entremise de l'Ambassade d'Italie à Londres, le plus tôt possible après la fin de chaque mois, les données statistiques relatives aux importations dans le Royaume-Uni de marchandises originaires et en provenance d'Italie et aux exportations de marchandises originaires et en provenance du Royaume-Uni à destination de l'Italie effectuées pendant le même mois.

Veuillez agréer, etc.

CIANO.

II.

L'AMBASSADEUR DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE A ROME AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'ITALIE.

ROME, *le* 6 *novembre* 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour, qui porte (traduction) :

« Me référant aux négociations qui ont abouti à la conclusion de l'Accord commercial entre nos deux gouvernements, signé ce jour, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement italien communiquera au Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, par l'entremise de l'Ambassade britannique à Rome, le plus tôt possible après la fin de chaque mois, les données statistiques relatives aux importations en Italie de marchandises originaires et en provenance du Royaume-Uni et aux exportations de marchandises originaires et en provenance de l'Italie à destination du Royaume-Uni, effectuées pendant le même mois.

Ces données statistiques comprendront dans tous les cas des renseignements détaillés sur l'importation en Italie de chacune des catégories de marchandises qui ont fait l'objet de contingents spéciaux dans l'accord susmentionné, c'est-à-dire celles qui sont visées aux lettres A et B de l'annexe et à l'article 2 de l'accord.

De même, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni communiquera au Gouvernement italien, par l'entremise de l'Ambassade d'Italie à Londres, le plus tôt possible après la fin de chaque mois, les données statistiques relatives aux importations dans le Royaume-Uni de marchandises originaires et en provenance d'Italie et aux exportations de marchandises originaires et en provenance du Royaume-Uni à destination de l'Italie effectuées pendant le même mois. »

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que mon gouvernement approuve la procédure indiquée dans cette note.

Veuillez agréer, etc.

Eric DRUMMOND.

N° 4090.

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD ET ITALIE

Accord concernant les relations commerciales et les paiements, signé à Rome, le 6 novembre 1936, et échanges de notes y relatifs de la même date.

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND ITALY

Agreement regarding Commercial Exchanges and Payments, signed at Rome, November 6th, 1936, and Exchanges of Notes relating thereto of the same Date.

No. 4090. — AGREEMENT [1] BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE ROYAL ITALIAN GOVERNMENT REGARDING COMMERCIAL EXCHANGES AND PAYMENTS. SIGNED AT ROME, NOVEMBER 6TH, 1936.

English and Italian official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place April 7th, 1937.

THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and THE ROYAL ITALIAN GOVERNMENT, desiring to facilitate commercial exchanges and payments between the United Kingdom and Newfoundland on the one hand and Italy on the other hand, have agreed as follows :

Article 1.

(1) All sums due from persons in Italy to persons in the United Kingdom in respect of the debts to which this Article applies shall be deposited by the debtor in Italian lire with the Bank of Italy in its capacity as banker of the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero (hereinafter called " the Istituto ") in a non-interest-bearing account (hereinafter called " the Lire New Account").

(2) Lire sums which, at the date of the coming into force of this Agreement, have already been deposited in respect of debts covered by this Article shall be placed to the credit of the Lire New Account.

(3) This Article shall apply to all debts due and owing on the date of the coming into force of this Agreement or falling due after that date, and to debts in respect of which deposits have already been made and which are referred to in paragraph (2) of this Article, provided that the said debts are due from persons in Italy to persons in the United Kingdom in respect of :

(a) The price of United Kingdom goods imported into Italy after the 14th July, 1936, subject to the provisions of paragraph (5) of this Article ; or

(b) Freights for the carriage between the two countries in British ships of goods imported into either country after the 14th July, 1936.

(4) The lire deposited in accordance with paragraphs (1) and (2) of this Article shall remain blocked in favour of the respective creditors in the United Kingdom until such time as transfer to such creditors is effected through the Sterling New Account referred to in Article 7 to this Agreement.

(5) The provisions of paragraph (3) *(a)* of this Article shall, in the case of goods exported from the United Kingdom to Italy after the coming into force of this Agreement, apply only to deposits made in payment for goods which are accompanied by a certificate, in duplicate, issued by a United Kingdom Chamber of Commerce (or other body or person authorised by the Government

[1] Came into force November 16th, 1936.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 4090. — ACCORDO [1] FRA IL GOVERNO DEL REGNO UNITO DI GRAN BRETAGNA E IRLANDA SETTENTRIONALE E IL REGIO GOVERNO ITALIANO RELATIVAMENTE AGLI SCAMBI COMMERCIALI ED AI PAGAMENTI. FIRMATO A ROMA, IL 6 NOVEMBRE 1936.

Textes officiels anglais et italien communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 7 avril 1937.

IL REGIO GOVERNO ITALIANO ed IL GOVERNO DEL REGNO UNITO DI GRAN BRETAGNA E IRLANDA SETTENTRIONALE, desiderando di facilitare gli scambi commerciali ed i pagamenti fra l'Italia da una parte ed il Regno Unito e Terranova dall'altra, sono d'accordo su quanto segne :

Articolo 1.

(1) Tutti gli importi dovuti da persone in Italia a persone nel Regno Unito a fronte di debiti contemplati dal presente articolo saranno da versare dal debitore stesso in lire italiane presso la Banca d'Italia nella sua qualità di cassiere dell'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero (d'ora innanzi chiamato «l'Istituto») in un conto, infruttifero di interessi, d'ora innanzi chiamato «Conto Nuovo Lire ».

(2) Gli importi in lire, che alla data dell'entrata in vigore del presente Accordo risultino già versati a fronte di debiti contemplati dal presente articolo, saranno girati acredito del « Conto Nuovo Lire. »

(3) Il presente articolo si applica tanto ai debiti ancora in essere alla data dell'entrata in vigore del presente Accordo, quanto ai debiti con scadenza posteriore alla data stessa, quanto ai debiti a fronte dei quali i versamenti sono stati già eseguiti secondo quanto previsto al paragrafo (2) del presente articolo, semprechè tali debiti di persone in Italia verso persone nel Regno Unito riguardino :

(a) il prezzo di merci del Regno Unito importate in Italia dopo il 14 luglio 1936, tenendo conto delle disposizioni del paragrafo (5) del presente articolo ;

(b) i noli relativi al trasporto tra i due Paesi, su navi britanniche, di merci importate nell'uno o nell'altro Paese dopo il 14 luglio 1936.

(4) Gli importi in lire versati in conformità a quanto previsto ai precedenti paragrafi (1) e (2) del presente articolo, rimarranno vincolati a favore dei rispettivi creditori nel Regno Unito fino a quando ne sarà effettuato il relativo trasferimento a detti creditori attraverso il « Conto Nuovo Sterline » previsto all'articolo 7 del presente Accordo.

(5) Quanto disposto al paragrafo (3) lettera *(a)* del presente articolo, qualora si tratti di merci spedite dal Regno Unito in Italia dopo la data dell'entrata in vigore del presente Accordo, si applica solo a quei versamenti effettuati in pagamento di merci che siano accompagnate da un certificato in duplice esemplare rilasciato da una Camera di Commercio del Regno Unito (o altro Ente o

[1] Entré en vigueur le 16 novembre 1936.

of the United Kingdom) attesting that the goods have been grown, produced or manufactured in the United Kingdom. One copy of the certificate shall be delivered by the importer to the Istituto at the time of making a deposit, and shall be transmitted by the Istituto to the Anglo-Italian Clearing Office (hereinafter called " the Clearing Office ") together with the advices of deposits which the Istituto will send to the Clearing Office in accordance with the provisions of paragraph (1) of Article 12 of this Agreement.

Article 2.

(1) All lire sums deposited before the date of the coming into force of this Agreement in the Lire Account referred to in Article 4 of the Annex to the Exchange of Notes [1] of the 27th April, 1935 (hereinafter called " the Old Lire Account "), shall be transferred to a non-interest-bearing account to be opened with the Istituto, called " the Lire Arrears Account ' A ' ". The date of deposit in the Old Lire Account shall be regarded as the date of deposit for the purposes of Articles 5 and 7 of this Agreement.

(2) Where any debt from a person in Italy to a person in the United Kingdom owing on the date of the coming into force of this Agreement or falling due after that date is a debt which, under Article 4 of the Annex to the Exchange of Notes of the 27th April, 1935, would have been deposited in the Old Lire Account, the sums which shall be deposited in respect of such a debt shall be credited to the Lire Arrears Account " A ".

(3) The sums deposited in the Lire Arrears Account " A ", in accordance with paragraphs (1) and (2) of this Article, shall, subject to the provisions of Article 9 of this Agreement, remain blocked in favour of the respective creditors in the United Kingdom until such time as transfer to such creditors is effected through the Sterling Arrears Account " A " referred to in Article 7 of this Agreement.

(4) The provisions of this Article shall only apply to debts in respect of the price of goods imported into Italy from the United Kingdom after the 17th March, 1935, and exported from the United Kingdom before the 18th November, 1935, or of freights due for the carriage between the two countries in British ships of goods imported into either country after the 17th March, 1935, and exported before the 18th November, 1935.

Article 3.

(1) All debts due and owing on the date of the coming into force of this Agreement or falling due after that date to persons in the United Kingdom from persons in Italy and in the Italian Possessions and Colonies in respect of :

(a) The price of goods imported into Italy from the United Kingdom before the 18th March, 1935 ;

(b) The price of goods exported from the United Kingdom after the 17th November, 1935, and imported into Italy before the 15th July, 1936 ;

(c) The price of goods imported into the Italian Possessions and Colonies from the United Kingdom before the date of the coming into force of this Agreement ;

(d) The price of goods imported into Italy and the Italian Possessions and Colonies from any country other than the United Kingdom before the date of the coming into force of this Agreement ;

(e) Freights due for the carriage either way between the United Kingdom and Italy in British ships of goods imported before the 18th March, 1935 ;

(f) Freights due for the carriage either way between the United Kingdom and Italy in British ships of goods exported from either country after the 17th November, 1935, and imported before the 15th July, 1936 ; and

(g) Freights due for the carriage either way between the United Kingdom and the Italian Possessions and Colonies in British ships of goods imported before the date of the coming into force of this Agreement ;

[1] Vol. CLX, page 296, of this Series.

persona autorizzata dal Governo del Regno Unito) attestante che dette merci sono state prodotte o fabbricate nel Regno Unito. Una copia del certificato stesso verrà consegnata dall'importatore all'atto del versamento e dall'Istituto verrà trasmessa all'Ufficio Clearing Anglo-Italiano (d'ora innanzi chiamato Ufficio Clearing) unitamente agli avvisi dei versamenti che l'Istituto stesso invierà all'Ufficio Clearing, secondo il disposto del paragrafo (1) dell'articolo 12 del presente Accordo.

Articolo 2.

(1) Tutte le somme in lire versate prima della data dell'entrata in vigore del presente Accordo nel « Conto Lire » previsto all'articolo 4 dell'allegato allo scambio di Note[1] del 27 aprile 1935 (d'ora innanzi chiamato « Vecchio Conto Lire ») saranno girate ad un conto, infruttifero di interessi, aperto presso l'Istituto e denominato « Conto Arretrato Lire A. » La data del versamento nel « Vecchio Conto Lire » sarà considerata come data di versamento agli effetti di quanto previsto agli articoli 5 e 7 del presente Accordo.

(2) Qualora un debito di una persona in Italia verso una persona nel Regno Unito, ancora in essere alla data dell'entrata in vigore del presente Accordo o avente scadenza posteriore a tale data, sia un debito che, secondo l'articolo 4 dell'allegato allo scambio di Note del 27 aprile 1935, avrebbe dovuto essere regolato mediante versamento nel « Vecchio Conto Lire, " gli importi che verranno versati a fronte di tale debito saranno accreditati al « Conto Arretrato Lire A. »

(3) Le somme passate nel « Conto Arretrato Lire A » giusta i paragrafi (1) e (2) del presente articolo, salvo quanto è previsto all'articolo 9 del presente Accordo, rimarranno vincolate a favore dei rispettivi creditori nel Regno Unito, fino a quando ne sia effettuato il trasferimento a detti creditori attraverso il « Conto Arretrato Sterline A » previsto all'articolo 7 del presente Accordo.

(4) Il disposto del presente articolo si applica solo quando si tratti di debiti riguardanti il prezzo di merci importate in Italia dal Regno Unito dopo il 17 marzo 1935, semprechè siano state spedite dal Regno Unito in Italia prima del 18 novembre 1935 o di noli dovuti per il trasporto tra i due Paesi, su navi inglesi, di merci importate nell'uno o nell'altro Paese dopo il 17 marzo 1935, semprechè spedite prima del 18 novembre 1935.

Articolo 3.

(1) Tutte le somme dovute a persone nel Regno Unito da persone in Italia e nei Possedimenti e Colonie Italiane a fronte di debiti esistenti alla data dell'entrata in vigore del presente Accordo o aventi scadenza posteriore a tale data, semprechè relativi a :

(a) prezzo di merci importate in Italia dal Regno Unito prima del 18 marzo 1935 ;

(b) prezzo di merci spedite dal Regno Unito dopo il 17 novembre 1935 e importate in Italia prima del 15 luglio 1936 ;

(c) prezzo di merci importate nei Possedimenti e Colonie Italiane dal Regno Unito prima della data dell'entrata in vigore del presente Accordo ;

(d) prezzo di merci provenienti da un Paese che non sia il Regno Unito, importate in Italia, Possedimenti e Colonie Italiane prima della data dell'entrata in vigore del presente Accordo ;

(e) noli dovuti per il trasporto tra il Regno Unito e l'Italia e viceversa su navi inglesi, di merci importate prima del 18 marzo 1935 ;

(f) noli dovuti per il trasporto tra il Regno Unito e l'Italia e viceversa, su navi inglesi, di merci spedite dall'uno o dall'altro Paese dopo il 17 novembre 1935 e importate prima del 15 luglio 1936 ;

(g) noli dovuti per il trasporto tra il Regno Unito e i Possedimenti e Colonie Italiane e viceversa, su navi inglesi, di merci importate prima della data dell'entrata in vigore del presente Accordo ;

[1] Vol. CLX, page 296, de ce recueil.

shall be deposited in lire with the Bank of Italy for account of the Istituto in a non-interest-bearing account called " the Lire Arrears Account ' B ' ". Subject to the provisions of Article 9 of this Agreement, the sums so deposited shall remain blocked in favour of the respective creditors in the United Kingdom until such time as transfer to such creditors is effected through the Sterling Arrears Account " B " referred to in Article 7 of this Agreement.

(2) Lire sums which at the date of the coming into force of this Agreement have already been deposited with the Istituto by persons in Italy or in the Italian Possessions and Colonies in respect of debts covered by paragraph (1) of this Article shall be dealt with, as the case may require, as follows :

(a) If the deposit has been made in respect of a debt covered by sub-paragraph *(a)*, *(b)* or *(c)* of paragraph (1) of this Article or of a debt covered by sub-paragraph *(d)* of that paragraph, but in the last case only if the goods originated in and came from a country to which the provisions of the Italian Ministerial Decree of the 20th November, 1935, apply :

In accordance with the said Ministerial Decree of the 20th November, 1935, such deposit represents the lire due from the Italian debtor or, for debts expressed in a currency other than the lira, the equivalent amount in lire calculated at the official rate of exchange ruling either on the date when the debt fell due or on the date when the deposit was effected, whichever was more favourable to the creditor. According to the above-mentioned decree of the 20th November, 1935, the deposit in question releases the Italian debtor.

The Istituto will now convert such lire deposits into sterling at the rate of lire 64.46 to the pound sterling. The sterling sums resulting from such conversion shall be credited to a non-interest-bearing sterling account to be opened at the Istituto and called " the Sterling (ex-blocked) Account ' B ' " ; they shall remain blocked in favour of the respective creditors in the United Kingdom until such time as transfer to such creditors is effected through the Sterling Arrears Account " B " referred to in Article 7 of this Agreement.

(b) If the lire deposit has been made in respect of a debt covered by paragraph (1) of this Article, but not included among the debts provided for by sub-paragraph *(a)* of this paragraph, the sums so deposited shall be credited to the Lire Arrears Account " B ". Subject to the provisions of Article 9 of this Agreement, the sums so credited to the Lire Arrears Account " B " shall remain blocked in favour of the respective creditors in the United Kingdom until such time as transfer to such creditors is effected through the Sterling Arrears Account " B ".

(3) The sums credited to the Sterling (ex-blocked) Account " B " and the Lire Arrears Account " B " shall be transferred according to a single chronological order ; the date of deposit with the Istituto shall be regarded as the date of deposit for the purposes of Articles 5 and 7 of this Agreement.

Article 4.

(1) The transfer to a person in the United Kingdom of any remittance other than a debt covered by Article 1, 2, 3 or 13 of this Agreement or by paragraph (4) of this Article shall be permitted, within the limits of the amounts available in the Sterling Arrears Account " C ", if the beneficiary in the United Kingdom so requests and if such request is duly supported by documents and found by the Istituto to be in order.

(a) Where a request for transfer has been made to the Istituto before the date of the coming into force of this Agreement, the corresponding lire sums shall be deposited with the Istituto in a non-interest-bearing account called the " Lire Arrears Account ' C ' ".

(b) Where a request for transfer is made after the date of the coming into force of this Agreement, the corresponding lire sums shall also be deposited with the Istituto

saranno da versare in lire italiane presso la Banca d'Italia in favore dell'Istituto in un conto, infruttifero di interessi, denominato « Conto Arretrato Lire B » e, salvo quanto é previsto all'articolo 9 del presente Accordo, gli importi così versati rimarranno vincolati a favore dei rispettivi creditori nel Regno Unito fino a quando non ne sarà effettuato il trasferimento a detti creditori attraverso il « Conto Arretrato Sterline B » di cui all'articolo 7 del presente Accordo.

(2) Gli importi in lire italiane, che alla data dell'entrata in vigore del presente Accordo risultino già versati all'Istituto da persone in Italia o nei Possedimenti e Colonie Italiane a fronte di debiti contemplati al paragrafo (1) del presente articolo, vanno trattati, a seconda del caso, come segue :

(a) se il versamento è stato effettuato a fronte di un debito contemplato alle lettere *(a)*, *(b)* o *(c)* del paragrafo (1) del presente articolo, oppure a fronte di un debito contemplato alla lettera *(d)* del paragrafo stesso, ma in questo ultimo caso solo se la merce sia originaria e proveniente da un Paese al quale si applicano le disposizioni del Decreto Ministeriale Italiano 20 novembre 1935 :

in conformità al citato D.M. 20 novembre 1935 i versamenti stessi rappresentano l'importo in lire dovuto dal debitore italiano o il controvalore in lire, per i debiti espressi in divisa diversa dalla lira, calcolato sulla base del cambio ufficiale più favorevole per il creditore tra quelli fattisi il giorno della scadenza del debito ed il giorno del versamento. Secondo il predetto D.M. i versamenti in questione sono liberatori per i debitori italiani.

L'Istituto convertirà ora gli importi in lire italiane versati come sopra, in lire sterline al cambio di Lit. 64,46 per Lst. 1. Gli importi in lire sterline provenienti da tale conversione saranno portati a credito di un conto in sterline, infruttifero di interessi, aperto presso l'Istituto e denominato « Conto in Sterline ex bloccato B » e rimarranno vincolati a favore dei rispettivi creditori nel Regno Unito, fino a quando non ne sarà effettuato il trasferimento a detti creditori attraverso il « Conto Arretrato Sterline B » di cui all'articolo 7 del presente Accordo.

(b) se il versamento in lire è stato effettuato a fronte di un debito contemplato al paragrafo (1) del presente articolo, purchè non compreso tra quelli previsti al precedente comma *(a)* : le somme così versate saranno portate a credito del « Conto Arretrato Lire B » e, salvo quanto è previsto all'articolo 9 del presente Accordo, rimarranno vincolate a favore dei rispettivi creditori fino a quanto non ne sarà effettuato il trasferimento a detti creditori attraverso il « Conto Arretrato Sterline B. »

(3) Le somme portate a credito del « Conto in Sterline ex bloccato B » e del « Conto Arretrato Lire B » saranne trasferite seguendo un ordine cronologico comune ; la data di versamento all'-Istituto sarà considerata come data di versamento agli effetti di quanto previsto agli articoli 5 e 7 del presente Accordo.

Articolo 4.

(1) Sempre che il beneficiario nel Regno Unito lo richieda e che la richiesta sia debitamente documentata e trovata regolare dall'Istituto, il trasferimento ad una persona nel Regno Unito di una somma che non sia un debito tra quelli contemplati dagli articoli 1 ,2, 3 e 13 del presente Accordo o dal paragrafo (4) del presente articolo, sarà consentito, nei limiti delle disponibilità del « Conto Arretrato Sterline C, » con le modalità seguenti :

(a) qualora anteriormente alla data dell'entrata in vigore del presente Accordo sia già stata avanzata all'Istituto richiesta di trasferimento, il corrispettivo in lire dell'-importo da trasferire sarà depositato presso l'Istituto in un conto, infruttifero di interessi, denominato « Conto Arretrato Lire C »;

(b) qualora la richiesta di trasferimento venga avanzata dopo la data dell'entrata in vigore del presente Accordo, il corrispettivo in lire dell'importo da trasferire sarà del

in the Lire Arrears Account " C ", but the transfer of such sums shall only be effected after the lire sums deposited in accordance with sub-paragraph *(a)* of this paragraph have been transferred.

(2) Subject to the provisions of Article 9 of this Agreement, the lire credited to the Lire Arrears Account " C " shall remain blocked in favour of the respective beneficiaries in the United Kingdom until such time as transfer to such beneficiaries is effected through the Sterling Arrears Account " C " referred to in Article 7 of this Agreement.

(3) Lire credited to the Lire Arrears Account " C ", in so far as they relate to commissions, interest, dividends, rents and other receipts of a recurrent nature, may be transferred in priority to lire deposited in respect of other items in such cases as may be agreed between the Istituto and the Clearing Office.

(4) The provisions of this Article shall not apply to the transfer to beneficiaries in the United Kingdom of sums which, in virtue of the Italian Ministerial Decrees of the 16th November, 1935, and the 25th May, 1936 (both relating to the import and export of Italian Treasury and Bank Notes), are in no circumstances transferable, or to sums in respect of which the beneficiaries have expressly renounced their claim to transfer.

Article 5.

(1) Except in so far as is provided in paragraph (2) *(a)* of Article 3 of this Agreement, the rates of exchange at which deposits are made in favour of the respective creditors in the United Kingdom by debtors in Italy or in the Italian Possessions and Colonies in respect of debts expressed in a currency other than the lira shall be regarded as provisional, and any difference of exchange between the date of such deposit and the date when the Istituto sends an advice of payment to the Clearing Office in accordance with paragraph (4) *(a)* of Article 12 of this Agreement shall be credited or debited to the debtor.

The debtor shall thus pay the full sterling amount due, or, where the debt is expressed to be payable in a currency other than sterling, the full sterling equivalent of his debt calculated at the rates ruling for such other currency and for sterling on the Rome Bourse on the day on which the Istituto sends to the Clearing Office the advice of payment in respect of the original deposit.

(2) Any subsequent deposit on account of a difference of exchange shall be governed by the same provisions and transferred through the same account as the original deposit.

Article 6.

(1) All debts owing on the date of the coming into force of this Agreement, or falling due after that date from persons in the United Kingdom to persons ordinarily resident or ordinarily carrying on business outside the United Kingdom in respect of the price of Italian goods imported into the United Kingdom shall be paid in sterling to a non-interest-bearing account at the Bank of England in the name of the Controller of the Anglo-Italian Clearing Office, called the " Sterling General Account ".

(2) Where the debt is expressed in lire, the relative payment shall be made in sterling at the official rate of exchange on the Rome Bourse for the day preceding that of payment. For this purpose the Istituto will communicate each day to the Clearing Office the official rate of exchange on the Rome Bourse and this rate will be published in the United Kingdom on the following working day.

Where a debt is expressed in a currency other than the lira or sterling, payment shall be made in sterling at the London selling rate for sight drafts in such other currency ruling at the date of payment.

(3) Payments made to the Clearing Office, whether in accordance with paragraphs (1) and (2) of this Article, or before the coming into force of this Agreement, shall constitute a discharge

pari depositato presso l'Istituto nel « Conto Arretrato Lire C » ; il relativo trasferimento potrà tuttavia aver corso solo dopo che gli importi versati in relazione a quanto previsto al comma *(a)* del presente paragrafo saranno stati liquidati.

(2) Salvo quanto previsto all'articolo 9 del presente Accordo, gli importi in lire passati a credito del « Conto Arretrato Lire C, » rimarranno vincolati a favore dei rispettivi beneficiari nel Regno Unito fino a quando il trasferimento a detti beneficiari sarà effettuato per il tramite del « Conto Arretrato Sterline C » di cui all'articolo 7 del presente Accordo.

(3) Gli importi in lire passati a credito del « Conto Arretrato Lire C, » in quanto si riferiscano a commissioni, interessi, dividendi, fitti ed altri redditi a carattere periodico, potranno essere trasferiti con precedenza sugli importi in lire versati ad altri titoli, tutte le volte che l'Istituto e l'Ufficio Clearing di comune accordo lo consentano.

(4) Le disposizioni del presente articolo non si applicano al trasferimento ai beneficiari nel Regno Unito di crediti che, in base ai Decreti Ministeriali italiani 16 novembre 1935 e 25 maggio 1936 (riguardanti l'importazione e l'esportazione di biglietti di Stato e di banca italiani) sono comunque intrasferibili, o di crediti per i quali i beneficiari abbiano fatto espressa rinuncia di trasferimento.

Articolo 5.

(1) Ad eccezione di quanto previsto al paragrafo (2) comma *(a)* dell'articolo 3 del presente Accordo, i cambi applicati ai versamenti effettuati dai debitori in Italia. Possedimenti e Colonie Italiane a favore dei rispettivi creditori nel Regno Unito a fronte di debiti espressi in divisa diversa dalla lira italiana, saranno da considerare come provvisori, ed ogni differenza tra il cambio in vigore il giorno del versamento e quello in vigore il giorno in cui l'Istituto trasmette l'ordine di pagamento all'Ufficio Clearing, secondo quanto previsto al paragrafo (4) dell'articolo 12 del presente Accordo, sarà rispettivamente a favore o a carico del debitore.

Il debitore resta quindi tenuto al pagamento dell'intero ammontare in sterline dovuto, o qualora il debito sia espresso in divisa diversa dalla lira sterlina, al pagamento dell'intero equivalente in sterline del suo debito, calcolato al corso del cambio corrente per la rispettiva divisa e per la lira sterlina alla Borsa di Roma del giorno in cui l'Istituto trasmetterà all'Ufficio Clearing l'ordine di pagamento a fronte del primo versamento.

(2) Ogni successivo versamento per differenze di cambio sarà regolato secondo le stesse disposizioni e verrà trasferito attraverso lo stesso conto a tramite del quale il primo versamento venne trasferito.

Articolo 6.

(1) Tutte le somme dovute da persone nel Regno Unito a persone abitualmente residenti o che attendano abitualmente ai loro affari fuori del Regno Unito a fronte di debiti esistenti alla data dell'entrata in vigore del presente Accordo o con scadenza posteriore alla data stessa, semprechè relativi al prezzo di merci italiane importate nel Regno Unito, saranno pagate in lire sterline a credito di un conto, infruttifero di interessi, denominato « Conto Generale Sterline, » tenuto presso la Banca d'Inghiltera al nome del « Controller » del'Ufficio Clearing anglo-italiano.

(2) Qualora il debito sia espresso in lire italiane, il relativo pagamento verrà eseguito in sterline al cambio ufficiale della Borsa di Roma del giorno di borsa precedente quello del pagamento stesso. A tale scopo l'Istituto comunicherà giornalmente all'Ufficio Clearing il cambio ufficiale della Borsa di Roma che verrà pubblicato nel Regno Unito il giorno lavorativo successivo.

Qualora il debito sia espresso in divisa diversa dalla lira italiana e dalla lira sterlina, il pagamento verrà eseguito in sterline al corso di vendita dello *chèque*, in vigore a Londra per la divisa stessa il giorno del pagamento.

(3) I pagamenti fatti come disposto ai paragrafi (1) e (2) del presente articolo all'Ufficio Clearing, nonchè quelli effettuati a detto Ufficio prima dell'entrata in vigore del presente Accordo,

to the debtor for the corresponding amount of his debt. In accordance with the provisions of paragraph (4) *(b)* of Article 12 of this Agreement, however, the creditor will receive, where the debt is expressed in lire, the full lire amount due to him or, where the debt is expressed to be payable in a currency other than the lira, the full lire equivalent of the debt at the rate of exchange ruling for such other currency on the Rome Bourse on the day on which instructions for payment are given by the Istituto.

(4) On the date of the coming into force of this Agreement, or as soon as possible thereafter, the amount standing to the credit of the Sterling Account referred to in Article 5 of the Annex to the Exchange of Notes of the 27th April, 1935 (hereinafter called " the Old Sterling Account "), shall be transferred to the Sterling General Account and shall be applied in accordance with the provisions of Article 7 of this Agreement. From the above amount there shall be deducted the amount of cheques which have been issued and are still outstanding.

(5) *(a)* As soon as possible after the date of the coming into force of this Agreement the sums standing at the date of the coming into force of this Agreement to the credit of the Reserve Fund of the Clearing Office in accordance with Article 8 of the Clearing Office (Italy) Order, 1936, shall, subject to the adjustments referred to in sub-paragraph *(b)* of this paragraph, be transferred and applied as follows :

30 per cent. to the Sterling Arrears Account " A ",
15 per cent. to the Sterling Arrears Account " B ",
5 per cent. to the Sterling Arrears Account " C ", and
50 per cent. to the Sterling New Account.

(b) Where a debt expressed in a currency other than sterling has been paid to the Clearing Office by a debtor in the United Kingdom after the 14th July, 1936, but before the date of the coming into force of this Agreement, the Clearing Office shall repay to the debtor any excess of the amounts so paid over the sterling equivalent of the debt at the official rate of exchange on the Rome Bourse on the date of the coming into force of this Agreement. It is understood, however, that payment in lire to the creditor will be effected in accordance with paragraph (4) *(b)* of Article 12 of this Agreement.

(6) Amounts already paid to the Bank of England for the credit either of the Old Sterling Account or of the account of the Clearing Office, which are in course of collection on the date of the coming into force of this Agreement, shall be credited to the Sterling General Account and shall be applied in accordance with Article 7 of this Agreement.

Article 7.

(1) The sums credited to the Sterling General Account shall be allocated as follows :

(a) 18 per cent. shall be credited to a non-interest-bearing account called the " Sterling Arrears Account ' A ' ", and shall be utilised for the transfer (in the chronological order of their deposit) of the sums standing to the credit of the Lire Arrears Account " A " ;

(b) 9 per cent. shall be credited to a non-interest-bearing account called the " Sterling Arrears Account ' B ' ", and shall be utilised for the transfer (in the chronological order of their deposit) of the sums standing to the credit of the Lire Arrears Account " B " and the Sterling (ex-blocked) Account " B " ;

(c) 3 per cent. shall be credited to a non-interest-bearing account called the " Sterling Arrears Account ' C ' ", and shall be utilised for the transfer of the sums standing to the credit of the Lire Arrears Account " C ". Subject to the provisions of paragraph (3) of Article 4 of this Agreement, such sums shall be transferred in the chronological order of their deposit ;

(d) 70 per cent. shall be credited to a non-interest-bearing account called the " Sterling New Account ", and shall be utilised for the transfer of sums standing to the credit of the

costituiscono scarico per il debitore per il corrispondente ammontare del suo debito. In base al disposto del paragrafo (4) comma *(b)* dell'articolo 12 del presente Accordo, il creditore riceverà, però, quando il debito sia espresso in lire, l'importo totale in lire dovutogli oppure, quando il debito sia espresso in valuta diversa dalla lira, il controvalore totale in lire al corso del cambio della rispettiva divisa alla Borsa di Roma del giorno in cui il pagamento viene disposto dall'Istituto.

(4) Alla data di entrata in vigore del presente Accordo, o quanto prima dopo tale data, l'importo esistente a credito del « Conto Sterline » previsto all'articolo 5 dell'allegato allo scambio di Note del 27 aprile 1935, conto denominato d'ora innanzi « Vecchio Conto Sterline, » verrà trasferito al « Conto Generale Sterline » e sottoposto alle disposizioni dell'articolo 7 del presente Accordo. Dall'importo di cui sopra verrà detratto l'importo degli assegni precedentemente emessi e non ancora pagati.

(5)—*(a)* Quanto prima dopo la data di entrata in vigore del presente Accordo, le somme che alla data dell'entrata in vigore del presente Accordo esistono a credito del Fondo Riserva dell'Ufficio Clearing in base a quanto disposto all'articolo 8 dell'ordinanza che istituisce l'Ufficio Clearing (Italia) 1936, salvo quanto à previsto al successivo comma *(b)* del presente paragrafo, saranno trasferite ed utilizzate come segue :

30 per cento al « Conto Arretrato Sterline A » ;
15 per cento al « Conto Arretrato Sterline B » ;
5 per cento al « Conto Arretrato Sterline C » ;
50 per cento al « Conto Nuovo Sterline. »

(b) Qualora un debito espresso in valuta diversa dalla lira sterlina sia stato pagato all'Ufficio Clearing da un debitore nel Regno Unito dopo il 14 luglio 1936, ma prima dell'entrata in vigore del presente Accordo, l'Ufficio Clearing riverserà al debitore l'eventuale eccedenza dell'importo così pagato sull'importo equivalente al debito, calcolato in base al corso ufficiale della Borsa di Roma del giorno dell'entrata in vigore del presente Accordo.

Resta inteso che il pagamento in lire al creditore, quando verrà effettuato, sarà soggetto alle disposizioni del paragrafo (4) comma *(b)* dell'articolo 12 del presente Accordo.

(6) Le somme già pagate alla Banca d'Inghilterra per essere accreditate al « Vecchio Conto Sterline » o al conto dell'Ufficio Clearing e che sono in corso di incasso alla data dell'entrata in vigore del presente Accordo, saranno portate a credito del « Conto Generale Sterline » ed utilizzate in base a quanto disposto dall'articolo 7 del presente Accordo.

Articolo 7.

(1) Le somme accreditate al « Conto Generale Sterline » saranno destinate come segue :

(a) per il 18 per cento saranno portate a credito di un conto denominato « Conto Arretrato Sterline A, » infruttifero di interessi, e saranno utilizzate per il trasferimento, nell'ordine cronologico del versamento, degli importi esistenti a credito nel « Conto Arretrato Lire A » ;

(b) per il 9 per cento saranno portate a credito di un conto denominato « Conto Arretrato Sterline B, » infruttifero di interessi, e saranno utilizzate per il trasferimento, nell'ordine cronologico del versamento, degli importi esistenti a credito del « Conto Arretrato Lire B » e del « Conto in sterline ex bloccato B » ;

(c) per il 3 per cento saranno portate a credito di un conto denominato « Conto Arretrato Sterline C, » infruttifero di interessi, e saranno utilizzate per il trasferimento degli importi esistenti a credito del « Conto Arretrato Lire C. » Salvo le eccezioni previste al paragrafo (3) dell'articolo 4 del presente Accordo, tali importi saranno da trasferire nell'ordine cronologico del versamento ;

(d) per il 70 per cento saranno portate a credito di un conto denominato « Conto Nuovo Sterline », infruttifero di interessi, e saranno utilizzate per il trasferimento degli

Lire New Account. Subject to the provisions of Article 8 of this Agreement, such transfers shall be effected in the chronological order of their deposit.

(2) The Sterling Arrears Accounts " A ", " B " and " C " and the Sterling New Account shall be opened at the Bank of England in the name of the Controller of the Anglo-Italian Clearing Office.

(3) As soon as possible after the 31st December, 1936, and after the last day of each succeeding quarter, the Istituto and the Clearing Office shall determine, in accordance with the provisions of this paragraph, what balance, if any, exists in favour of Italy in respect of the trade between the two countries during the period from the 15th July, 1936, to the 31st December, 1936, or during each succeeding quarter. For the purpose of ascertaining this balance there shall be taken into account :

(a) The sums available on the last day of the said period or quarter in the Sterling New Account and the total of the further amounts to be paid by debtors in the United Kingdom in respect of goods exported from Italy to the United Kingdom during the said period or quarter ; and

(b) The sums available on the last day of the said period or quarter in the Lire New Account and the total of the further amounts to be paid by debtors in Italy in respect of goods imported into Italy from the United Kingdom during the said period or quarter.

Any excess of the total amount established under *(a)* above over the total amount established under *(b)* above shall be regarded for the purposes of this paragraph as the balance in favour of Italy in respect of the said period or quarter.

(4) Any balance that may be established in favour of Italy in accordance with paragraph (3) of this Article shall be utilised for the liquidation of debts in respect of which deposits have been made in the Lire Arrears Accounts " A ", " B " and " C ", or which are awaiting transfer from the Sterling (ex-blocked) Account " B ". For that purpose, the said balance shall, within the limit of the amount available in the Sterling New Account on the date when the balance is established (after allowance has been made for advices of payment outstanding on that date) be distributed as follows : 60 per cent. to the Sterling Arrears Account " A " ; 30 per cent. to the Sterling Arrears Account " B " ; and 10 per cent. to the Sterling Arrears Account " C ".

(5) Sterling balances which remain unutilised after the complete transfer of the sums standing to the credit of any of the Lire Arrears Accounts or of the Sterling (ex-blocked) Account " B " shall be distributed as follows :

(a) If the lire sums standing to the credit of the Lire Arrears Account " A " have been fully transferred, any balance remaining to the credit of the Sterling Arrears Account " A ", and the sums corresponding to the subsequent allocation of 18 per cent. provided for in paragraph (1) of this Article shall be transferred to the Sterling Arrears Account " B " ;

(b) If the lire sums standing to the credit of the Lire Arrears Account " B " and the sterling sums standing to the credit of the Sterling (ex-blocked) Account " B " have been fully transferred, any balance remaining to the credit of the Sterling Arrears Account " B ", and the sums corresponding to the subsequent allocation of 9 per cent. provided for in paragraph (1) of this Article, shall be transferred to the Sterling Arrears Account " A " ;

(c) If the lire sums standing to the credit of the Lire Arrears Accounts " A " and " B " and the sterling sums standing to the credit of the Sterling (ex-blocked) Account " B " have been fully transferred, any balances remaining to the credit of the Sterling Arrears Accounts " A " and " B ", and the 18 per cent. and 9 per cent. provided for in paragraph (1) of this Article, shall be transferred to the Sterling New Account or to the Sterling Arrears Account " C " or partly to the one and partly to the other, as may be agreed between the two contracting Governments ;

importi esistenti a credito del « Conto Nuovo Lire. » Tali trasferimenti saranno da eseguire secondo l'ordine cronologico dei versamenti, salvo le eccezioni previste all'articolo 8 del presente Accordo.

(2) I « Conti Arretrati Sterline A, B e C » e il « Conto Nuovo Sterline » saranno aperti presso la Banca d'Inghilterra al nome del « Controller » dell'Ufficio Clearing Anglo-Italiano.

(3) Al più presto dopo il 31 dicembre 1936 e dopo l'ultimo giorno di ogni successivo trimestre, l'Istituto e l'Ufficio Clearing stabiliranno, secondo quanto disposto dal presente paragrafo, il saldo eventualmente esistente in favore dell'Italia nei riguardi del traffico svoltosi tra i due paesi durante il periodo 15 luglio 1936-31 dicembre 1936 o durante ciascun trimestre successivo. Per l'accertamento del saldo sarà tenuto conto :

(a) delle somme disponibili nell'ultimo giorno del detto periodo o trimestre nel « Conto Nuovo Sterline » e del totale degli ammontari dovuti, ma non ancora pagati a tale data, dai debitori nel Regno Unito per merci esportate dall'Italia nel Regno Unito durante il detto periodo o trimestre ;

(b) delle somme disponibili nell'ultimo giorno del detto periodo o trimestre, nel « Conto Nuovo Lire » e del totale degli importi dovuti, ma non ancora pagati a tale data, da debitori in Italia per merci importate in Italia dal Regno Unito durante il detto periodo o trimestre.

Ogni eccedenza dell'ammontare totale risultante dal summenzionato comma *(a)* sull'ammontare totale risultante dal summenzionato comma *(b)* sarà considerato, ai fini del presente paragrafo, quale saldo a favore dell'Italia riguardo al detto periodo o trimestre.

(4) L'eventuale saldo che con le modalità fissate al paragrafo 3 del presente articolo venisse accertato in favore dell'Italia, sarà impiegato per la liquidazione di debiti per cui sono stati fatti versamenti nei « Conti arretrati Lire A, B e C » o per i quali si è in attesa di trasferimento dal « Conto Sterline ex bloccato B. »

A tal fine il saldo in questione, nei limiti dell'ammontare disponibile nel « Conto Nuovo Sterline » alla data in cui il saldo è stabilito e dopo tenuto conto degli ordini di pagamento non ancora eseguiti a tale data, sarà cosi distribuito : 60 per cento nel « Conto Arretrato Sterline A » ; 30 per cento nel « Conto Arretrato Sterline B » ; 10 per cento nel « Conto Arretrato Sterline C. »

(5) I residui importi in sterline che restassero inutilizzati dopo avvenuto l'integrale trasferimento degli importi esistenti a credito di uno o più dei « Conti Arretrati in Lire » o del « Conto Sterline ex bloccato B, » saranno da destinarsi come segue :

(a) se gli importi in lire esistenti a credito del « Conto Arretrato Lire A » saranno stati pienamente liquidati, gli importi eventualmente rimasti a credito del « Conto Arretrato Sterline A » e quelli corrispondenti alle ulteriori quote del 18 per cento previste al paragrafo (1) del presente articolo, saranno trasferiti a credito del « Conto Arretrato Sterline B »;

(b) se gli importi in lire esistenti a credito del « Conto Arretrato Lire B » e gli importi in sterline esistenti a credito del « Conto Sterline ex bloccato B » saranno stati pienamente liquidati, gli importi eventualmente rimasti a credito del « Conto Arretrato Sterline B » e quelli corrispondenti alle ulteriori quote del 9 per cento previste al paragrafo (1) del presente articolo, saranno trasferiti a credito del « Conto Arretrato Sterline A » ;

(c) se gli importi in lire esistenti a credito dei « Conti Arretrati Lire A e B » e gli importi in sterline esistenti a credito del « Conto Sterline ex bloccato B » saranno stati pienamente liquidati, gli importi eventualmente rimasti a credito dei « Conti Arretrati Sterline A e B » come pure il 18 per cento el il 9 per cento previsti al paragrafo (1) del presente articolo, saranno trasferiti o al « Conto Nuovo Sterline » o al « Conto Arretrato Sterline C » o in parte all'uno e in parte all'altro conto, a seconda degli accordi che in proposito saranno presi tra i due Governi interessati ;

(d) If the lire sums standing to the credit of the Lire Arrears Account " C " have been fully transferred, any sums standing to the credit of the Sterling Arrears Account " C " and the 3 per cent. provided for in paragraph (1) of this Article shall be transferred to the Sterling New Account ;

(e) The provisions of the preceding sub-paragraphs of this paragraph shall apply in the same manner to the allocation of the balance referred to in paragraph (4) of this Article ;

(f) If at any time after the transfer has been completed of the lire sums standing to the credit of one or more of the Lire Arrears Accounts " A ", " B " or " C ", further lire sums are deposited in the said Accounts, then the allocation of the percentages provided for in paragraph (1) of this Article to the Sterling Arrears Accounts " A ", " B " or " C ", as the case may be, shall immediately be resumed to the extent necessary to permit the transfer of the further deposits referred to above.

(6) If at any time all the sums deposited in the Lire New Account have been transferred in sterling and the balance on the Sterling New Account is sufficient to transfer the sums deposited in the Lire Arrears Accounts " A " and " B " and the Sterling (ex-blocked) Account " B ", the Istituto may request the Clearing Office to transfer from the Sterling New Account to the Sterling Arrears Accounts " A " and " B " such sterling amounts as will enable the sums standing to the credit of the Lire Arrears Accounts " A " and " B " and the Sterling (ex-blocked) Account "B" to be immediately transferred in sterling to the respective creditors in the United Kingdom.

Article 8.

Sums credited to the Lire New Account in respect of freights due from persons in Italy to persons in the United Kingdom for the carriage of goods between the two countries in British ships shall be transferred to the respective creditors in priority to other sums credited to the said Lire New Account.

Article 9.

Creditors in the United Kingdom in whose favour sums have been deposited in any of the Lire Arrears Accounts " A ", " B " and " C " may request that the amounts of such deposits or any part thereof instead of being transferred in accordance with the present Agreement, shall be credited to a " Conto Loro Vecchio " in lire at an Italian bank authorised to transact exchange operations, to be utilised in Italy in accordance with the regulations in force for such accounts.

A request that any sum shall be credited to a Conto Loro Vecchio in lire shall be taken to mean that, in respect of that sum, the rate of exchange at which the deposit was originally made by the debtor is to be regarded as final.

" Conti Loro Vecchi " may only be opened in the name of the creditor himself and may not be transferred to another name.

Article 10.

(1) The provisions of this Agreement relating to deposits in the Lire New Account or the Lire Arrears Accounts " A " and " B " or the Sterling (ex-blocked) Account " B " shall (subject to the provisions of paragraph (2) of this Article) apply to debts due from persons in Italy to persons in the United Kingdom or to persons in Newfoundland in respect of codfish and stockfish imported into Italy from Newfoundland in the same manner as the said provisions apply to debts due from persons in Italy in respect of imports of United Kingdom goods.

(2) The preceding paragraph shall apply only to imports of codfish and stockfish which are accompanied by a certificate issued by the Newfoundland Department of Natural Resources that the fish are of Newfoundland catching.

(d) se gli importi in lire esistenti a credito del « Conto Arretrato Lire C » saranno stati pienamente liquidati, gli importi eventualmente rimasti a credito del « Conto Arretrato Sterline C, » come pure il 3 per cento previsto al paragrafo (1) del presente articolo, saranno trasferiti al « Conto Nuovo Sterline » ;

(e) le disposizioni dei precedenti comma del presente paragrafo sono applicabili per analogia alle quote del saldo di competenza previste al paragrafo (4) del presente articolo ;

(f) se, in qualunque momento, dopo avvenuta la piena liquidazione degli importi in lire esistenti a credito di uno o più dei « Conti Arretrati Lire A, B e C » nuove somme in lire vengano versate nei conti stessi, si riprenderà senz'altro l'assegnazione ai rispettivi « Conti Arretrati Sterline A, B e C » delle percentuali previste al paragrafo (1) del presente articolo, onde permettere il trasferimento delle ulteriori somme versate come sopra.

(6) Se, in qualsiasi momento, le somme depositate nel « Conto Nuovo Lire » saranno state tutte trasferite in sterline ed il « Conto Nuovo Sterline » presenterà un saldo che consenta di trasferire tutte le somme depositate nei « Conti Arretrati Lire A e B » e nel « Conto Sterline ex bloccato B, » l'Istituto potrà richiedere all'Ufficio Clearing di girare dal « Conto Nuovo Sterline » al « Conto Arretrato Sterline A e B » quell'importo in sterline che possa consentire l'immediato trasferimento ai rispettivi creditori nel Regno Unito delle somme esistenti a credito dei « Conti Arretrati Lire A et B » e del « Conto Sterline ex bloccato B. »

Articolo 8.

Gli importi accreditati al « Conto Nuovo Lire » in corrispettivo di noli dovuto da persone in Italia a persone nel Regno Unito per il trasporto di merci, su navi inglesi, tra i due Paesi, saranno trasferiti ai rispettivi creditori con precedenza su qualsiasi importo accreditato al predetto « Conto Nuovo Lire. »

Articolo 9.

I creditori nel Regno Unito in favore dei quali sono stati versati degli importi in uno dei « Conti Arretrati Lire A, B e C » hanno facoltà di richiedere che gli importi stessi, o parte di essi, anzichè essere trasferiti ai sensi del presente Accordo, vengano accreditati in un « Conto Loro Vecchio » in lire presso una Banca italiana autorizzata al commercio dei cambi, da utilizzarsi in Italia secondo le norme vigenti per detti conti.

La domanda d'accreditamento in « Conto Loro Vecchio » in lire di un dato importo significa, per tale importo, riconoscimento come definitivo del cambio provvisorio in base al quale il versamento venne effettuato in origine dal debitore.

I « Conti Loro Vecchi » non potranno essere aperti che al nome del creditore stesso e non potranno essere trasferiti ad un altro nome.

Articolo 10.

(1) Le disposizioni del presente Accordo, per quanto riguarda i versamenti a credito del « Conto Nuovo Lire » o a credito dei « Conti Arretrati Lire A e B, » e del « Conto Sterline ex bloccato B, » si applicheranno, con le limitazioni previste al paragrafo (2) del presente articolo, anche ai debiti di persone in Italia verso persone nel Regno Unito o in Terranova originati da importazioni in Italia di baccalà e stoccafisso provenienti da Terranova, negli stessi modi previsti per i debiti di persone in Italia derivanti da importazioni di merci dal Regno Unito.

(2) Quanto previsto al precedente paragrafo (1) si applica solo alle importazioni di baccalà e stoccafisso che siano accompagnate da un certificato rilasciato dal « Newfoundland Department of Natural Resources » attestante che si tratta di prodotto preparato con pesce pescato con pescherecci di Terranova (Newfoundland catching).

Article 11.

(1) Payments in advance in respect of the purchase of Italian or United Kingdom goods to be imported into the United Kingdom or Italy respectively, may be transferred in accordance with the provisions of this Agreement, provided that the Clearing Office or the Istituto, as the case may be, is satisfied that advances are in accordance with commercial usage and provided that, where an import licence is issued by the competent authorities, they are supported by such licence.

(2) In addition, where a firm or corporation in Italy or the United Kingdom is a subsidiary of a firm or corporation in the United Kingdom or in Italy, the latter firm or corporation may make advances to the subsidiary firm or corporation through the Sterling New Account or Lira New Account in respect of goods to be imported into the United Kingdom or into Italy, as the case may be.

Article 12.

(1) The Clearing Office shall transmit to the Istituto schedules of payments made by debtors in the United Kingdom for the credit of the Sterling General Account, and the Istituto shall transmit to the Clearing Office and to His Britannic Majesty's Embassy at Rome advices of lire deposits made by Italian debtors in the Lire New Account, the Lire Arrears Accounts " B " and " C " and the Sterling (ex-blocked) Account " B ".

(2) The Istituto shall, on the coming into force of this Agreement or as soon as possible thereafter, transmit to the Clearing Office and to His Britannic Majesty's Embassy at Rome advices of lire deposits made before that date in the Old Lire Account in so far as they have not already been furnished to the Bank of England, and also of sums transferred to the Lire Arrears Account " A " and sums subsequently deposited in that Account in accordance with Article 2 of this Agreement.

The Clearing Office shall transmit to the Istituto schedules of the sterling sums standing to the credit of the Reserve Fund and transferred in accordance with paragraph (5) of Article 6 of this Agreement.

(3) The Clearing Office shall advise the Istituto daily of the transfers made from the Sterling General Account to the Sterling Arrears Accounts " A ", " B " and " C " and to the Sterling New Account.

(4) Within the limits of the funds available in the several Accounts referred to in this Agreement, the Istituto and the Clearing Office are each authorised to pay to the respective creditors, in the currency of its own country and in accordance with the provisions of this Agreement, the sums deposited by the debtors in the other country. For that purpose it is agreed as follows.

(a) The Istituto shall transmit to the Clearing Office advices of payment in sterling.

Subject to the provisions of paragraph (2) *(a)* of Article 3 of this Agreement, lire sums deposited by debtors in Italy and in the Italian Possessions and Colonies shall be converted into sterling at the rate for sterling on the Rome Bourse on the day on which the advice of payment is sent to the Clearing Office. If, as a result of such conversion, any lire sum deposited at the provisional rate of exchange exceeds the amount necessary to transfer the total amount of the debt, the excess lire shall be repaid to the debtor.

Sums paid in accordance with the advices referred to above shall be debited to the Sterling Accounts referred to in paragraph (1) of Article 7 of this Agreement.

(b) The schedules of payments made by debtors in the United Kingdom, which in accordance with the provisions of paragraphs (1) and (2) of this Article, the Clearing Office will transmit to the Istituto, shall be regarded as orders of payment.

Articolo 11.

(1) Gli anticipi a fronte di merci italiane o del Regno Unito da importare nel Regno Unito e rispettivamente in Italia, saranno da trasferire in conformità alle disposizioni del presente Accordo, con l'intesa che l'Ufficio Clearing o l'Istituto, a seconda dei casi, accerteranno che tali anticipi sono conformi agli usi commerciali e, qualora l'importazione sia soggetta al rilascio di una licenza da parte delle competenti autorità, che detti anticipi siano previsti dalla licenza stessa.

(2) Inoltre, qualora una Ditta od Ente in Italia o nel Regno Unito sia una filiazione di una Ditta od Ente nel Regno Unito o in Italia, quest'ultima Ditta od Ente potrà trasferire delle somme alla Ditta of Ente affiliato, per il tramite del « Conto Nuovo Sterline » rispettivamente del « Conto Nuovo Lire, » a titolo di anticipo a fronte di merci da importare, a seconda dei casi, nel Regno Unito o in Italia.

Articolo 12.

(1) L'Ufficio Clearing trasmetterà all'Istituto gli elenchi dei pagamenti effettuati dai debitori nel Regno Unito a credito del « Conto Generale Sterline » ; l'Istituto trasmetterà a sua volta all'Ufficio Clearing e all'Ambasciata di S.M. Britannica in Roma, gli avvisi dei versamenti in lire effettuati dai debitori italiani a credito del « Conto Nuovo Lire, » dei « Conti Arretrati Lire B e C » e del « Conto Sterline ex-bloccato B. »

(2) L'Istituto, al momento dell'entrata in vigore del presente Accordo, o quanto prima dopo tale data, trasmetterà all'Ufficio Clearing e all'Ambasciata di S. M. Britannica in Roma, gli avvisi dei versamenti in lire effettuati prima di tale data a credito del « Vecchio Conto Lire, » a meno che non li abbia già trasmessi alla Banca d'Inghilterra. L'Istituto darà inoltre notizia degli importi girati al « Conto Arretrato Lire A » e di quelli successivamente versati a credito del conto stesso, secondo quanto disposto dall'articolo 2 del presente Accordo.

L'Ufficio Clearing trasmetterà all'Istituto gli elenchi degli importi in sterline esistenti a credito del Fondo Riserva e trasferiti in conformità a quanto previsto al paragrafo 5 dell'articolo 6 del presente Accordo.

(3) L'Ufficio Clearing darà giornalmente notizia all'Istituto dei trasferimenti effettuati dal « Conto Generale Sterline » ai « Conti Arretrati Sterline A, B e C » ed al « Conto Nuovo Sterline. »

(4) L'Istituto e l'Ufficio Clearing, nei limiti delle disponibilità esistenti nei vari conti previsti dal presente Accordo, sono autorizzati ad effettuare il pagamento ai creditori rispettivi degli importi versati dai debitori dell'altro Paese, nella valuta del proprio Paese e secondo le disposizioni del presente Accordo.

A tale scopo si conviene che :

(a) l'Istituto trasmetterà all'Ufficio Clearing degli ordini di pagamento in lire sterline.

Salvo quanto previsto al paragrafo (2) comma (a) dell'articolo 3 del presente Accordo, la conversione in sterline degli importi in lire versati dai debitori in Italia, Possedimenti e Colonie Italiane, verrà fatta prendendo a base il cambio della sterlina alla Borsa di Roma del giorno in cui l'ordine di pagamento viene trasmesso all'Ufficio Clearing.

Qualora da tale conversione risulti che l'importo in lire versato al cambio provvisorio ecceda quello necessario per consentire il pagamento totale del debito, la differenza verrà rimborsata al debitore.

Gli importi pagati in conformità agli ordini di cui sopra verranno portati a debito dei conti in sterline previsti al paragrafo (1) dell'articolo 7 del presente Accordo ;

(b) gli elenchi dei pagamenti effettuati dai debitori nel Regno Unito che l'Ufficio Clearing, secondo le disposizioni di cui ai paragrafi (1) e (2) del presente articolo, trasmetterà all'Istituto equivarranno a degli ordini di pagamento.

The Istituto shall give instructions for the payment to the respective creditors, in the chronological order of the payments made by debtors in the United Kingdom, of the equivalent in lire of the amounts indicated in the schedules transmitted by the Clearing Office : debts expressed in a currency other than the lira shall be converted into lire at the rate of exchange for such other currency on the Rome Bourse on the day on which instructions for payment are given by the Istituto. In the case of a debt expressed in a currency other than sterling the amount credited to the Sterling General Account at the time of payment by the debtor shall be adjusted so that the amount finally to be credited to that Account and allocated in accordance with the provisions of Article 7 of this Agreement shall be the equivalent of the lire sum paid to the creditor, calculated at the rate for sterling ruling on the Rome Bourse on the date on which instructions for payment are given by the Istituto.

(5) The Istituto and the Clearing Office shall advise each other daily of the payments made from the several Accounts referred to in this Agreement. The Istituto shall send copies of such communications to His Britannic Majesty's Embassy at Rome.

Article 13.

Debts in respect of the following transactions are excluded from the provisions of this Agreement :

(a) Insurance and re-insurance premiums and claims, patent fees, licence fees and royalties.

(b) Freights for the carriage either way between the United Kingdom and Italy in Italian ships of goods exported from either country.

(c) Imports of gold bullion and coin and silver coin.

Article 14.

For this purposes of this Agreement :

(1) " The Old Lire Account " shall mean the Lire Account referred to in Article 4 of the Annex to the Exchange of Notes of the 27th April, 1935.

(2) " The Old Sterling Account " shall mean the Sterling Account referred to in Article 5 of the Annex to the Exchange of Notes of the 27th April, 1935.

(3) " The Istituto " shall mean the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero.

(4) " The Clearing Office " shall mean the Anglo-Italian Clearing Office which has been set up by the Government of the United Kingdom.

(5) " Persons " shall mean individuals, firms and corporations (including State organisations and institutions).

(6) " Persons in Italy " shall mean persons ordinarily resident or ordinarily carrying on business in Italy.

(7) " Persons in the United Kingdom " shall mean persons ordinarily resident or ordinarily carrying on business in the United Kingdom.

(8) " Persons in Newfoundland " shall mean persons ordinarily resident or ordinarily carrying on business in Newfoundland.

(9) " Italian goods " shall mean goods grown, produced or manufactured in Italy.

(10) " United Kingdom goods " shall mean goods grown, produced or manufactured in the United Kingdom.

Nell'ordine cronologico dei pagamenti effettuati dai debitori nel Regno Unito, l'Istituto disporrà per il pagamento ai rispettivi creditori del controvalore in lire degli importi indicati negli elenchi trasmessi dall'Ufficio Clearing.

I debiti espressi in divisa diversa dalla lira saranno convertiti in lire in base al cambio della rispettiva divisa alla Borsa di Roma del giorno in cui il pagamento viene disposto dall'Istituto.

Nel caso di debiti espressi in divisa diversa dalla sterlina l'importo accreditato al « Conto Generale Sterline » all'atto del pagamento da parte del debitore, sarà da modificare in modo che l'importo da portare definitivamente a credito del « Conto Generale Sterline » e da ripartire in conformità alle disposizioni dell'articolo 7 del presente Accordo, sia quello equivalente agli importi in lire pagati ai creditori italiani, calcolato in base al cambio della sterlina alla Borsa di Roma del giorno in cui il pagamento viene disposto dall'Istituto.

(5) L'Istituto e l'Ufficio Clearing si daranno giornalmente notizia dei pagamenti effettuati per il debito dei vari conti previsti dal presente Accordo. L'Istituto invierà copia di tali comunicazioni all'Ambasciata di S. M. Britannica in Roma.

Articolo 13.

Sono esclusi dalle disposizioni del presente Accordo i debiti relativi a :

(a) premi ed indennizzi di assicurazione e riassicurazione, diritti di brevetto, licenze di fabbricazione, diritti d'autore ;

(b) noli dovuti per il trasporto tra il Regno Unito e l'Italia e viceversa su navi italiane di merci spedite dall'uno o dall'altro Paese ;

(c) importazioni di lingotti e monete d'oro e di monete d'argento.

Articolo 14.

Ai fini del presente Accordo :

(1) per « Vecchio Conto Lire » s'intenderà il conto lire di cui all'articolo 4 dell'allegato allo scambio di Note del 27 aprile 1935 ;

(2) per « Vecchio Conto Sterline » s'intenderà il conto sterline di cui all'articolo 5 dell'allegato allo scambio di Note del 27 aprile 1935 ;

(3) per « Istituto » s'intenderà l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero ;

(4) per « Ufficio Clearing » s'intenderà l'Ufficio Clearing Anglo-Italiano istituito dal Governo del Regno Unito ;

(5) per « persone » s'intenderanno le persone fisiche, ditte ed Enti privati e pubblici;

(6) per « persone in Italia » s'intenderanno le « persone » abitualmente residenti o che attendano abitualmente ai loro affari in Italia ;

(7) per « persone nel Regno Unito » s'intenderanno le « persone » abitualmente residenti o che attendano abitualmente ai loro affari nel Regno Unito ;

(8) per « persone in Terranova » s'intenderanno le « persone » abitualmente residenti o che attendano abitualmente ai loro affari in Terranova ;

(9) per « merci italiane » si intenderanno le merci prodotte o fabbricate in Italia ;

(10) per « merci del Regno Unito » s'intenderanno le merci prodotte o fabbricate nel Regno Unito.

Article 15.

(1) This Agreement shall come into force on the 16th November, 1936. It shall remain in force until the 30th June, 1937, and after that date it shall continue in force, unless denounced, from quarter to quarter. Subject to the provisions of paragraph (2) of this Article, it may be denounced by either of the contracting Governments at any time : if notice of denunciation is given not later than the 31st March, 1937, such denunciation shall take effect on the 30th June, 1937 ; if notice is given after the 31st March, 1937, denunciation shall take effect at the expiry of the quarter following that in which notice is given.

(2) This Agreement may be denounced only when the sums standing to the credit of the Lire Arrears Accounts " A " and " B " and the Sterling (ex-blocked) Account " B " have been completely transferred in sterling to the respective creditors in the United Kingdom.

(3) If, on the termination of this Agreement, there remains a balance in favour of Italy or of the United Kingdom on the Sterling New Account or the Lire New Account respectively, the importers in the creditor country shall continue to pay the value of their imports into the Lire New Account or the Sterling New Account, as the case may be, until the said balance has been transferred.

In faith whereof the undersigned, being duly authorised thereto by their respective Governments, have signed the present Agreement.

Done in duplicate at Rome this sixth day of November, nineteen hundred and thirty-six, in English and Italian, both texts being equally authentic.

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :
Eric DRUMMOND.

For Italy :
CIANO.

Articolo 15.

(1) Il presente Accordo entrerà in vigore alla data del 16 novembre 1936. Esso rimarrà in vigore fino al 30 giugno 1937 e, dopo tale data, in difetto di denuncia, s'intenderà prorogato di trimestre in trimestre. L'Accordo stesso, salvo quanto previsto al paragrafo (2), del presente articolo, potrà essere denunciato da uno dei due Governi contraenti in qualsiasi momento. La denuncia, se notificata entro il 31 marzo 1937, avrà effetto dal 30 giugno 1937 ; se notificata dopo il 31 marzo 1937, avrà effetto allo spirare del trimestre successivo al trimestre nel quale la denuncia sarà notificata.

(2) Il presente Accordo potrà essere denunciato solo quando le somme esistenti a credito dei « Conti Arretrati Lire A e B » e del « Conto in Sterline ex Bloccato B » saranno state completamente trasferite in sterline ai rispettivi creditori nel Regno Unito.

(3) Qualora alla fine della durata del presente Accordo rimanga un saldo a favore dell'Italia o a favore del Regno Unito, rispettivamente nel « Conto Nuovo Sterline » o nel « Conto Nuovo Lire, » gli importatori del Paese creditore dovranno continuare a versare il controvalore delle loro importazioni al « Conto Nuovo Lire » ed al « Conto Nuovo Sterline, » a seconda del caso, sino al regolamento del saldo stesso.

In fede di che i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo, dai loro rispettivi Governi hanno firmato il presente Accordo.

Fatto a Roma, il 6 novembre 1936 in duplice esemplare in italiano ed in inglese, ambedue i testi facendo egualmente fede.

Per l'Italia :
CIANO.

Per il Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda Settentrionale :
Eric DRUMMOND.

SCAMBIO DI NOTE.

I.

TESTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

IL MINISTRO DEGLI AFFARI ESTERI D'ITALIA ALL'AMBASCIATORE DI S. M. BRITANNICA IN ROMA.

ROMA, 6 *novembre* 1936.

SIGNOR AMBASCIATORE,

In relazione all'Accordo di compensazione fra l'Italia e il Regno Unito, firmato in data d'oggi, ho l'onore di comunicare a Vostra Eccellenza che il Governo italiano è d'accordo su quanto segue :

Ad Art. 2 *e* 3. — Resta inteso che, ove alcuni importi in lire versati a fronte di debiti tra quelli previsti al paragrafo 4) dell'art. 2, siano stati erroneamente passati a credito di conti bloccati in base al Decreto Ministeriale italiano 20 novembre 1935, tali accrediti dovranno essere annullati e gli importi versati come sopra saranno da girare a credito del « Vecchio Conto Lire ».

Ad Art. 4. — In tale articolo è previsto che i debiti relativi a premi e indennizzi di assicurazione e riassicurazione, diritti di brevetti, licenze di fabbricazione e diritti d'autore, sono esclusi dalle disposizioni dell'Accordo. Resta inteso che l'Istituto assegnerà la divisa necessaria per soddisfare tali debiti (e ciò sia per quanto concerne gli eventuali arretrati che per i debiti che verranno successivamente a scadere) senza far ricorso alle forme di pagamento previste dall'Accordo di compensazione ; tale intesa si riferisce per altro anche alle somme già in attesa di trasferimento verso il Regno Unito ed a quelle per le quali potrà essere successivamente richiesto il trasferimento in applicazione dell'Accordo esistente tra la Società Italiana degli Autori ed Editori e la Performing Rights Society.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

THE ITALIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS TO HIS BRITANNIC MAJESTY'S AMBASSADOR AT ROME.

ROME, *November 6th*, 1936.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

In connexion with the Clearing Agreement between Italy and the United Kingdom, which has been signed this day, I have the honour to inform Your Excellency that the Italian Government is in agreement with the following arrangements :

Ad *Articles* 2 *and* 3. — It is understood that if any sums relating to transactions covered by paragraph (4) of Article 2 have been erroneously deposited in blocked accounts under the Italian Ministerial Decree of the 20th November, 1935, such deposits will be cancelled and the said sums credited to the Old Lire Account.

Ad *Article* 4. — In this Article it is provided that debts in respect of insurance and re-insurance premiums and claims, patent fees, licence fees, and royalties are excluded from the provisions of the Agreement. It is understood that the Istituto will provide the necessary foreign exchange for such debts (both as regards any arrears and as regards future debts) outside the Clearing arrangements established by the Agreement, and that this undertaking will cover the balances already awaiting transfer to the United Kingdom, as well as any balances the transfer of which may be requested in the future, under the Agreement between the Società Italiana degli Autori ed Editori and the Performing Rights Society.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Come è noto, non esistono restrizioni per le rimesse di persone nel Regno Unito a persone in Italia oltre a quelle previste dall'art. 6 dell'Accordo di compensazione.

In relazione a quanto disposto dall'art. 4 dell'Accordo di compensazione in merito ai trasferimenti di carattere finanziario, il Governo del Regno Unito confida che le disposizioni di cui al predetto articolo non escludano, se del caso, l'applicazione, durante il periodo di validità dell'Accordo di compensazione, di un trattamento piú favorevole per i trasferimenti sopra considerati, semprechè, naturalmente, il Governo italiano ritenga possibile accordarlo.

Voglia gradire, Signor Ambasciatore, l'espressione della mia alta considerazione.

CIANO.

There are, of course, no restrictions on any remittances from persons in the United Kingdom to persons in Italy, other than those covered by Article 6 of the Clearing Agreement.

Arising out of the provision which has been made in Article 4 of the Agreement for the transfer of remittances of a financial character, the Government of the United Kingdom confidently hope that this provision will not preclude more favourable facilities for the transfer of such remittances during the currency of the Agreement, should the Italian Government find it possible to afford such facilities.

Please accept, etc.

CIANO.

II.

HIS BRITANNIC MAJESTY'S AMBASSADOR AT ROME TO THE ITALIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

(R 6950/6/22)

ROME, *November 6th*, 1936.

EXCELLENCY,

In connexion with the Clearing Agreement between the United Kingdom and Italy, which has been signed this day, I have the honour to inform Your Excellency that my Government are in Agreement with the following arrangements :

Ad *Article 2 and* 3. — It is understood that if any sums relating to transactions covered by paragraph (4) of Article 2 have been erroneously deposited in blocked accounts under the Italian Ministerial Decree of the 20th November, 1935, such deposits will be cancelled and the said sums credited to the Old Lire Account.

Ad *Article* 4. — In this Article it is provided that debts in respect of insurance and re-insurance premiums and claims, patent fees, licence fees, and royalties are excluded from the provisions of the Agreement. It is understood that the Istituto will provide the necessary foreign exchange for such debts (both as regards any arrears and as regards future debts) outside the Clearing arrangements established by the Agreement, and that this undertaking will cover the balances already awaiting transfer to the United Kingdom, as well as any balances the transfer of which may be requested in the future, under the Agreement between the Performing Rights Society in the United Kingdom and the Società Italiana degli Autori ed Editori.

There are, of course, no restrictions on any remittances from persons in the United Kingdom to persons in Italy, other than those covered by Article 6 of the Clearing Agreement.

Arising out of the provision which has been made in Article 4 of the Agreement for the transfer of remittances of a financial character, I may perhaps take this opportunity of informing you that my Government confidently hope that this provision will not preclude more favourable facilities for the transfer of such remittances during the currency of the Agreement, should the Italian Government find it possible to afford such facilities.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the expression of my highest consideration.

Eric DRUMMOND.

III.

HIS BRITANNIC MAJESTY'S AMBASSADOR AT ROME TO THE ITALIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

(R. 6950/6/22)

ROME, *November 6th*, 1936.

EXCELLENCY,

During the discussions leading up to the Anglo-Italian Clearing Agreement which has been signed today, reference has been made to the position which will arise, when the Agreement comes into operation, in cases where Italian importers desire to open acceptance credits in the United Kingdom and have been authorised to do so by the Italian Exchange Control Authorities.

I understand that the Istituto will, if necessary, provide exchange outside the Clearing arrangements to cover, at the due dates, any acceptances given by financial institutions in the United Kingdom for Italian account under credits authorised by the Italian Exchange Control Authorities. For this purpose I understand that, in so far as the acceptances in question may cover Italian imports of United Kingdom goods, sterling will, at the request of the Italian Bank or firm which has arranged the credit, be provided outside the Clearing by the Istituto if funds are not available in the Clearing on the due date ; the Istituto will then take the place of the original creditor and be reimbursed through the Clearing, in the due chronological order, when sterling funds are available. In so far as the acceptances cover other trade the provision of sterling will, of course, be entirely outside the Clearing arrangements.

I shall be grateful if you will be so good as to confirm the above understanding.

I avail, etc.

Eric DRUMMOND.

IV.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

IL MINISTRO DEGLI AFFARI ESTERI D'ITALIA ALL' AMBASCIATORE DI S. M. BRITANNICA IN ROMA.

ROMA, 6 *novembre* 1936-*XV*.

SIGNOR AMBASCIATORE,

In data odierna V. E. ha voluto farmi pervenire la Nota del seguente tenore :

« Durante le trattative che hanno condotto all'Accordo di compensazione tra l'Italia ed il Regno Unito, Accordo firmato in data di oggi, è stata anche esaminata la situazione che verrà a determinarsi, quando l'Accordo entrerà in vigore, nei casi in cui gli importatori italiani intendano avvalersi di crediti di accettazione nel Regno Unito

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

IV.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

THE ITALIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS TO HIS BRITANNIC MAJESTY'S AMBASSADOR AT ROME.

ROME, *November 6th*, 1936.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

In your note of today's date, you were good enough to inform me as follows :

" During the discussions leading up to the Anglo-Italian Clearing Agreement which has been signed today, reference has been made to the position which will arise, when the Agreement comes into operation, in cases where Italian importers desire to open acceptance credits in the United Kingdom and have been authorised to do

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

e siano a ciò stati autorizzati da parte delle competenti Autorità italiane.

» Resta inteso a tale riguardo che l'Istituto provvederà, se necessario, all'assegnazione della divisa occorrente al di fuori dell'Accordo di compensazione, alle date stabilite, per consentire il ritiro delle accettazioni rilasciate da Enti finanziari nel Regno Unito per conto di persone in Italia in dipendenza di crediti aperti e regolarmente autorizzati dalle competenti Autorità italiane.

» A questo scopo resta inteso che, in quanto le suddette accettazioni vengano rilasciate a fronte di merci del Regno Unito importate in Italia, l'Istituto provvederà, su richiesta delle Banche, Società e Ditte italiane interessate, all'assegnazione, all'infuori dell'Accordo di compensazione, della divisa occorrente e ciò semprechè i conti previsti dal suddetto Accordo non presentino, alla scadenza delle accettazioni, le necessarie disponibilitá ; in tal caso, l'Istituto si sostituirà al creditore originario, e sarà rimborsato per il tramite dei conti previsti dall'Accordo, nell'ordine cronologico, non appena si saranno formate sufficienti disponibilità in sterline.

» Nel caso che le accettazioni non siano state rilasciate a fronte di merci del Regno Unito importate in Italia, si è naturalmente di intesa che l'Istituto assegnerà tutta la divisa occorrente al di fuori dei conti previsti dall'Accordo di compensazione. »

Ho l'onore di comunicare all'E. V. che il Governo italiano è d'accordo su quanto precede.

Voglia gradire, Signor Ambasciatore, l'espressione della mia più alta considerazione.

CIANO.

so by the Italian Exchange Control Authorities.

I understand that the Istituto will, if necessary, provide exchange outside the Clearing arrangements to cover, at the due dates, any acceptances given by financial institutions in the United Kingdom for Italian account under credits authorised by the Italian Exchange Control Authorities.

For this purpose I understand that, in so far as the acceptances in question may cover Italian imports of United Kingdom goods, sterling will, at the request of the Italian Bank or firm which has arranged the credit, be provided outside the Clearing by the Istituto if funds are not available in the Clearing on the due date ; the Istituto will then take the place of the original creditor and be reimbursed through the Clearing, in the due chronological order, when sterling funds are available.

In so far as the acceptances cover other trade the provision of sterling will, of course, be entirely outside the Clearing arrangements. "

I have the honour to inform Your Excellency that the Italian Government accepts the abovementioned provisions.

Please accept, etc.

CIANO.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 4090. — ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LE GOUVERNEMENT ROYAL ITALIEN CONCERNANT LES RELATIONS COMMERCIALES ET LES PAIEMENTS. SIGNÉ A ROME, LE 6 NOVEMBRE 1936.

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD et LE GOUVERNEMENT ROYAL ITALIEN, désireux de faciliter les relations commerciales et les paiements entre le Royaume-Uni et Terre-Neuve, d'une part, et l'Italie, d'autre part, sont convenus des dispositions ci-après :

Article premier.

1. Toutes les sommes dues par des personnes résidant en Italie à des personnes résidant au Royaume-Uni, au titre des dettes visées par le présent article, seront versées par le débiteur en lires italiennes à la Banque d'Italie, agissant en qualité de banquier de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero (désigné ci-après sous le nom d'« Istituto ») dans un compte non productif d'intérêts (désigné ci-après sous le nom de « Nouveau compte en lires »).

2. Les sommes qui, à la date de l'entrée en vigueur du présent accord, auraient déjà été versées en lires, au titre de dettes visées par le présent article, seront virées au crédit du Nouveau compte en lires.

3. Le présent article s'appliquera à toutes les dettes échues et non encore réglées à la date de l'entrée en vigueur du présent accord, aux dettes qui viendront à échéance après cette date, ainsi qu'aux dettes au titre desquelles des versements ont déjà été effectués conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article, pour autant que lesdites dettes engagent des personnes résidant en Italie envers des personnes résidant au Royaume-Uni, au titre :

a) Du prix de marchandises du Royaume-Uni importées en Italie après le 14 juillet 1936, compte tenu des dispositions du paragraphe 5 du présent article ; ou

b) Des frets afférents au transport d'un pays à l'autre, sur des navires britanniques, de marchandises importées dans l'un ou l'autre pays après le 14 juillet 1936.

4. Les lires versées conformément aux paragraphes 1 et 2 du présent article demeureront bloquées en faveur des créanciers respectifs résidant au Royaume-Uni jusqu'à ce que le transfert à ces créanciers ait été effectué par l'intermédiaire du Nouveau compte sterling visé à l'article 7 du présent accord.

5. Les dispositions du paragraphe 3 *a)* du présent article ne s'appliqueront, s'il s'agit de marchandises expédiées du Royaume-Uni en Italie après l'entrée en vigueur du présent accord, qu'aux versements effectués en règlement de marchandises qui sont accompagnées d'un certificat établi en double expédition par une chambre de commerce du Royaume-Uni (ou tout autre organe ou personne habilitée à cet effet par le Gouvernement du Royaume-Uni) et attestant que ces marchandises ont été produites ou fabriquées dans le Royaume-Uni. Une copie de ce certificat sera remise par l'importateur à l'Istituto au moment où il effectuera le versement, et sera transmise

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

par l'Istituto à l'Office de clearing anglo-italien (désigné ci-après sous le nom d'« Office de clearing »), conjointement avec les avis de versement que l'Istituto adressera à l'Office de clearing, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 12 du présent accord.

Article 2.

1. Toutes les sommes versées en lires, avant la date de l'entrée en vigueur du présent accord, dans le Compte lires visé à l'article 4 de l'annexe à l'échange de notes du 27 avril 1935 (désigné ci-après sous le nom d'« Ancien compte en lires ») seront virées à un compte non productif d'intérêts, qui sera ouvert sur les livres de l'Istituto sous le nom de « Compte d'arriérés en lires A ». La date du versement à l'Ancien compte en lires sera considérée comme date du versement aux fins d'application des articles 5 et 7 du présent accord.

2. Lorsqu'une dette engageant une personne résidant en Italie envers une personne résidant au Royaume-Uni et non réglée bien qu'exigible à la date de l'entrée en vigueur du présent accord, ou venant à échéance après cette date, représente une dette qui aurait dû être réglée, aux termes de l'article 4 de l'annexe à l'échange de notes du 27 avril 1935, au moyen d'un versement à l'Ancien compte en lires, les sommes qui devront être versées au titre de cette dette seront portées au crédit du Compte d'arriérés en lires A.

3. Les sommes versées au Compte d'arriérés en lires A, conformément aux dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, resteront, sous réserve de l'application des dispositions de l'article 9 du présent accord, bloquées en faveur des créanciers respectifs résidant au Royaume-Uni, jusqu'à ce que le transfert à ces créanciers ait été effectué par l'intermédiaire du Compte sterling d'arriérés A, qui est visé à l'article 7 du présent accord.

4. Les dispositions du présent article ne s'appliqueront qu'aux dettes relatives au règlement du prix des marchandises importées du Royaume-Uni en Italie après le 17 mars 1935, à condition qu'elles aient été expédiées du Royaume-Uni avant le 18 novembre 1935, ou aux frets dus pour le transport d'un pays à l'autre sur navires britanniques de marchandises importées dans l'un ou l'autre pays après le 17 mars 1935, à condition qu'elles aient été expédiées avant le 18 novembre 1935.

Article 3.

1. Toutes les sommes dues par des personnes résidant en Italie ou dans les possessions et colonies italiennes envers des personnes résidant au Royaume-Uni, pour des dettes exigibles et non réglées à la date de l'entrée en vigueur du présent accord, ou venant à échéance après cette date, au titre :

a) Du prix de marchandises importées du Royaume-Uni en Italie avant le 18 mars 1935 ;

b) Du prix de marchandises expédiées du Royaume-Uni après le 17 novembre 1935 et importées en Italie avant le 15 juillet 1936 ;

c) Du prix de marchandises importées du Royaume-Uni dans les possessions et colonies italiennes avant la date de l'entrée en vigueur du présent accord ;

d) Du prix de marchandises provenant d'un pays autre que le Royaume-Uni et importées en Italie ou dans les possessions et colonies italiennes avant la date de l'entrée en vigueur du présent accord ;

e) Des frets dus pour le transport du Royaume-Uni en Italie ou *vice versa*, sur des navires britanniques, de marchandises importées avant le 18 mars 1935 ;

f) Des frets dus pour le transport du Royaume-Uni en Italie ou *vice versa*, sur des navires britanniques, de marchandises expédiées d'un pays ou de l'autre après le 17 novembre 1935 et importées avant le 15 juillet 1936 ;

g) Des frets dus pour le transport du Royaume-Uni vers les possessions et colonies italiennes ou *vice versa*, sur des navires britanniques, de marchandises importées avant la date de l'entrée en vigueur du présent accord

devront être versées en lires à la Banque d'Italie, agissant pour l'Istituto, dans un compte non productif d'intérêts et désigné sous le nom de « Compte d'arriérés en lires B ». Sous réserve de l'application des dispositions de l'article 9 du présent accord, les sommes ainsi versées resteront bloquées en faveur des créanciers respectifs résidant au Royaume-Uni, jusqu'à ce que le transfert à ces créanciers ait été effectué par l'intermédiaire du Compte sterling d'arriérés B visé à l'article 7 du présent accord.

2. Les sommes qui, à la date de l'entrée en vigueur du présent accord, auraient déjà été versées en lires à l'Istituto, par des personnes résidant en Italie ou dans les possessions et colonies italiennes, au titre de dettes visées au paragraphe 1 du présent article, recevront, selon le cas, l'affectation suivante :

a) Si le versement a été effectué au titre d'une dette visée au paragraphe 1, alinéa *a)*, *b)* ou *c)* du présent article, ou bien au titre d'une dette visée à l'alinéa *d)* dudit paragraphe, pour autant que, dans ce dernier cas, les marchandises aient eu pour origine et pour provenance un pays auquel s'appliquent les dispositions du décret ministériel italien du 20 novembre 1935 :

Ces versements représenteront, conformément audit décret ministériel du 20 novembre 1935, le montant des lires dues par le débiteur italien ou la contre-valeur en lires des dettes libellées en une monnaie autre que la lire, calculée d'après le change officiel le plus favorable au créancier, soit celui du jour de l'échéance de la dette, soit celui du jour du versement. Conformément au décret précité, ces versements auront force libératoire pour les débiteurs italiens.

L'Istituto convertira ensuite les lires ainsi versées en livres sterling, au cours de 64,46 lires pour une livre. Les montants en livres sterling résultant de cette conversion seront inscrits au crédit d'un compte en livres sterling, non productif d'intérêts, qui sera ouvert sur les livres de l'Istituto et désigné sous le nom de « Compte sterling (antérieurement bloqué) B » ; ces sommes resteront bloquées en faveur des créanciers respectifs résidant au Royaume-Uni, jusqu'à ce que le transfert à ces créanciers ait été effectué par l'intermédiaire du Compte sterling d'arriérés B visé à l'article 7 du présent accord;

b) Si le versement en lires a été effectué au titre d'une dette qui est visée au paragraphe 1 du présent article, sans rentrer toutefois dans la catégorie des dettes mentionnées à l'alinéa *a)* du présent paragraphe, les sommes ainsi versées seront inscrites au crédit du Compte d'arriérés en lires B. Sous réserve de l'application des dispositions de l'article 9 du présent accord, ces sommes resteront bloquées en faveur des créanciers respectifs résidant au Royaume-Uni, jusqu'à ce que le transfert à ces créanciers ait été effectué par l'entremise du Compte sterling d'arriérés B.

3. Les sommes inscrites au crédit du Compte sterling (antérieurement bloqué) B et du Compte d'arriérés en lires B seront transférées dans l'ordre chronologique ordinaire ; la date du versement à l'Istituto sera considérée comme date du versement aux fins d'application des articles 5 et 7 du présent accord.

Article 4.

1. Chaque fois que le bénéficiaire résidant au Royaume-Uni le demandera et que la demande sera dûment motivée par des pièces à l'appui et reconnue recevable par l'Istituto, le transfert à une personne résidant dans le Royaume-Uni d'une somme ne rentrant pas dans la catégorie des dettes visées aux articles 1, 2, 3 et 13 du présent accord ou au paragraphe 4 du présent article, sera autorisé dans les limites des disponibilités du Compte sterling d'arriérés C dans les conditions suivantes :

a) Lorsqu'une demande de transfert aura été adressée à l'Istituto avant la date de l'entrée en vigueur du présent accord, la contre-valeur en lires du montant à transférer sera déposée auprès de l'Istituto dans un compte non productif d'intérêts et désigné sous le nom de « Compte d'arriérés en lires C ».

b) Lorsque la demande de transfert aura été adressée après la date de l'entrée en vigueur du présent accord, la contre-valeur en lires de la somme à transférer sera également déposée auprès de l'Istituto dans le Compte d'arriérés en lires C ; toutefois, le transfert de cette somme ne pourra être effectué qu'après que les sommes versées conformément aux dispositions de l'alinéa *a)* du présent paragraphe auront été transférées.

2. Sous réserve de l'application des dispositions de l'article 9 du présent accord, les sommes en lires inscrites au crédit du Compte d'arriérés en lires C resteront bloquées en faveur des bénéficiaires respectifs résidant au Royaume-Uni, jusqu'à ce que le transfert à ces bénéficiaires ait été effectué par l'intermédiaire du Compte sterling d'arriérés C visé à l'article 7 du présent accord.

3. Les montants en lires inscrits au crédit du Compte d'arriérés en lires C pourront, dans la mesure où ils se rapportent à des commissions, des intérêts, des dividendes, des loyers et à d'autres recettes de caractère périodique, être transférés par priorité sur les autres montants en lires versés à d'autres titres, toutes les fois que l'Istituto et l'Office de clearing y consentiront d'un commun accord.

4. Les dispositions du présent article ne s'appliqueront pas au transfert à des bénéficiaires résidant au Royaume-Uni des sommes qui, en vertu des décrets ministériels italiens des 16 novembre 1935 et 25 mai 1936 (relatifs à l'importation et à l'exportation de billets du Trésor italien et des banques italiennes), ne sont en aucun cas transférables non plus qu'au transfert de sommes pour lesquelles les bénéficiaires ont expressément renoncé au transfert.

Article 5.

1. Sous réserve de l'application de la disposition du paragraphe 2 *a)* de l'article 3 du présent accord, les cours du change d'après lesquels les versements auront été effectués par des débiteurs résidant en Italie ou dans les possessions ou colonies italiennes en faveur des créanciers respectifs résidant au Royaume-Uni au titre de dettes libellées dans une monnaie autre que la lire italienne, seront considérés comme provisoires, et toute différence se produisant entre le cours en vigueur le jour du versement et celui qui serait pratiqué le jour auquel l'Istituto transmet l'avis de paiement à l'Office de clearing, conformément au paragraphe 4 *a)* de l'article 12 du présent accord, sera au bénéfice ou à la charge du débiteur, selon le cas.

En conséquence, le débiteur est tenu de verser intégralement le montant dû en livres sterling ou, si la dette est libellée en une autre monnaie que la livre, de verser intégralement l'équivalent en livres sterling de sa dette calculé au cours du change pratiqué pour ladite monnaie et pour la livre sterling à la Bourse de Rome, le jour où l'Istituto transmet à l'Office de clearing l'avis de paiement relatif au premier versement.

2. Tous les versements effectués ultérieurement pour régler les différences de change seront régis par les mêmes dispositions et seront transférés par l'intermédiaire du même compte que le premier versement.

Article 6.

1. Toutes les sommes dues par des personnes résidant au Royaume-Uni à des personnes qui résident habituellement ou qui conduisent habituellement leurs affaires en dehors du Royaume-Uni, au titre de dettes exigibles et non réglées à la date de l'entrée en vigueur du présent accord ou venant à échéance après ladite date, seront, pour autant qu'elles ont trait au règlement de marchandises italiennes importées dans le Royaume-Uni, versées en livres sterling au crédit d'un compte non productif d'intérêts et que la Banque d'Angleterre ouvrira sur ses livres sous la désignation de « Compte général en sterling » au nom du contrôleur de l'Office de clearing anglo-italien.

2. Lorsque la dette est libellée en lires, le paiement correspondant sera effectué en livres sterling, d'après le cours officiel des changes à la Bourse de Rome, au jour de bourse qui précède la date dudit paiement. A cet effet, l'Istituto communiquera chaque jour à l'Office de clearing le cours officiel des changes à la Bourse de Rome, et ce cours sera publié dans le Royaume-Uni le jour ouvrable qui suivra.

Lorsque la dette est libellée en une monnaie autre que la lire ou la livre sterling, le paiement sera effectué en livres sterling au cours de vente des chèques pratiqué à Londres pour cette devise le jour du paiement.

3. Les paiements effectués à l'Office de clearing, conformément aux dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, ainsi que les paiements effectués audit office avant l'entrée en vigueur du présent accord, constitueront à l'égard du débiteur une décharge pour le montant correspondant de sa dette. Toutefois, conformément aux dispositions du paragraphe 4 *b)* de l'article 12 du présent accord, le créancier recevra, lorsque la dette est libellée en lires, le montant intégral des lires qui lui sont dues ou, lorsque la dette est libellée dans une autre monnaie que la lire, la contre-valeur intégrale en lires de cette dette, au cours pratiqué pour cette monnaie à la Bourse de Rome, le jour auquel l'Istituto aura donné l'ordre de paiement.

4. A la date de l'entrée en vigueur du présent accord, ou aussitôt que possible après cette date, le montant inscrit au crédit du Compte sterling visé à l'article 5 de l'annexe à l'échange de notes du 27 avril 1935 (désigné ci-après sous le nom de « Ancien compte sterling ») sera viré au Compte général en sterling et sera utilisé conformément aux dispositions de l'article 7 du présent accord. De ces sommes, on déduira le montant des chèques qui auront été émis antérieurement et n'auront pas encore été réglés.

5. *a)* Aussitôt que possible après la date de l'entrée en vigueur du présent accord, les sommes qui seront inscrites au crédit du fonds de réserve de l'Office de clearing à la date de l'entrée en vigueur du présent accord, conformément à l'article 8 de l'Ordonnance de 1936 portant institution de l'Office de clearing (italien), seront virées et utilisées comme suit, sous réserve des ajustements visés à l'alinéa *b)* ci-après :

30 % au Compte sterling d'arriérés A
15 % » » » » B
5 % » » » » C
50 % au Nouveau compte sterling.

b) Lorsqu'une dette libellée dans une autre monnaie que la livre sterling aura été réglée au moyen d'un versement à l'Office de clearing par un débiteur résidant au Royaume-Uni, entre le 14 juillet 1936 et la date de l'entrée en vigueur du présent accord, l'Office de clearing remboursera au débiteur l'excédent éventuel entre les sommes ainsi versées et la contre-valeur en livres sterling de la dette calculée d'après le cours officiel de la Bourse de Rome au jour de l'entrée en vigueur du présent accord. Il est toutefois entendu que le paiement des lires au créancier sera effectué conformément aux dispositions du paragraphe 4 *b)* de l'article 12 du présent accord.

6. Les sommes déjà versées à la Banque d'Angleterre pour être inscrites au crédit de l'Ancien compte sterling ou du compte de l'Office de clearing et qui seront en cours de recouvrement à la date de l'entrée en vigueur du présent accord, seront portées au crédit du Compte général en sterling et utilisées conformément aux dispositions de l'article 7 du présent accord.

Article 7.

1. Les sommes inscrites au crédit du Compte général en sterling recevront la destination suivante :

a) 18 % seront inscrits au crédit d'un compte non productif d'intérêts et désigné sous le nom de « Compte sterling d'arriérés A » ; elles seront utilisées au transfert, dans l'ordre chronologique de leur dépôt, des sommes portées au crédit du Compte d'arriérés en lires A.

b) 9 % seront inscrits au crédit d'un compte non productif d'intérêts et désigné sous le nom de « Compte sterling d'arriérés B » ; elles seront utilisées au transfert, dans l'ordre chronologique de leur dépôt, des sommes portées au crédit du Compte d'arriérés en lires B et du Compte sterling (antérieurement bloqué) B.

c) 3 % seront inscrits au crédit d'un compte non productif d'intérêts et désigné sous le nom de « Compte sterling d'arriérés C » ; elles seront utilisées au transfert des sommes portées au crédit du Compte d'arriérés en lires C. Sous réserve des dispositions

du paragraphe 3 de l'article 4 du présent accord, ces sommes seront transférées dans l'ordre chronologique de leur dépôt.

d) 70 % seront portés au crédit d'un compte non productif d'intérêts et désigné sous le nom de « Nouveau compte sterling » ; elles seront utilisées au transfert des sommes portées au crédit du Nouveau compte en lires. Ces transferts seront effectués dans l'ordre chronologique du dépôt de ces sommes, sous réserve des dispositions de l'article 8 du présent accord.

2. La Banque d'Angleterre ouvrira sur ses livres les Comptes sterling d'arriérés A, B et C ainsi que le Nouveau compte sterling au nom du contrôleur de l'Office de clearing anglo-italien.

3. Aussitôt que possible après le 31 décembre 1936 et après le dernier jour de tous les trimestres ultérieurs, l'Istituto et l'Office de clearing établiront, conformément aux dispositions du présent paragraphe, le solde demeurant éventuellement au crédit de l'Italie au titre des échanges effectués entre les deux pays au cours de la période allant du 15 juillet 1936 au 31 décembre 1936 ou au cours de chaque trimestre ultérieur. En vue d'établir ce solde, on tiendra compte :

a) Des disponibilités existant au dernier jour de ladite période ou dudit trimestre dans le Nouveau compte sterling ainsi que du total des autres montants dus mais non encore réglés à cette date par des débiteurs résidant dans le Royaume-Uni, au titre de l'exportation de marchandises d'Italie à destination du Royaume-Uni au cours de ladite période ou dudit trimestre ;

b) Des disponibilités existant au dernier jour de ladite période ou dudit trimestre dans le Nouveau compte en lires ainsi que du total des sommes dues mais non encore réglées à cette date par des débiteurs résidant en Italie, au titre de l'importation de marchandises du Royaume-Uni en Italie, au cours de ladite période ou dudit trimestre.

Tout excédent résultant de la différence entre le montant global calculé conformément à l'alinéa *a)* ci-dessus et le montant global calculé conformément à l'alinéa *b)* ci-dessus, sera considéré, aux fins d'application du présent paragraphe, comme représentant le solde en faveur de l'Italie pour ladite période ou ledit trimestre.

4. Le solde éventuel qui résulterait en faveur de l'Italie, aux termes du paragraphe 3 du présent article, servira à liquider les dettes au titre desquelles des versements auront été faits aux Comptes d'arriérés en lires A, B et C ou qui attendraient d'être transférées du Compte sterling (antérieurement bloqué) B. A cet effet, ce solde sera réparti de la façon suivante, dans les limites des disponibilités du Nouveau compte sterling à la date à laquelle le solde a été arrêté (compte tenu des avis de paiement non encore réglés à cette date) : 60 % au Compte sterling d'arriérés A, 30 % au Compte sterling d'arriérés B, et 10 % au Compte sterling d'arriérés C.

5. Les soldes en livres sterling qui n'auraient pas été utilisés après que tous les montants inscrits au crédit de l'un des Comptes d'arriérés en lires ou du Compte sterling (antérieurement bloqué) B auront été transférés, recevront l'affectation suivante :

a) Si les sommes en lires inscrites au crédit du Compte d'arriérés en lires A ont été intégralement transférées, tout solde créditeur éventuel du Compte sterling d'arriérés A, ainsi que les sommes correspondant à l'affectation complémentaire de 18 % prévue au paragraphe 1 du présent article, seront virés au Compte sterling d'arriérés B.

b) Si les sommes en lires inscrites au crédit du Compte d'arriérés en lires B et les sommes en livres sterling portées au crédit du Compte sterling (antérieurement bloqué) B ont été intégralement transférées, tout solde créditeur éventuel du Compte sterling d'arriérés B, ainsi que les sommes correspondant à l'affectation complémentaire de 9 % visée au paragraphe 1 du présent article, seront virés au Compte sterling d'arriérés A.

c) Si les sommes en lires inscrites au crédit des Comptes d'arriérés en lires A et B ainsi que les sommes en livres sterling portées au crédit du Compte sterling (antérieurement bloqué) B ont été intégralement transférées, tout solde créditeur éventuel des Comptes sterling d'arriérés A et B, ainsi que les affectations de 18 % et de 9 % prévues au paragraphe 1 du présent article, seront virés au Nouveau compte sterling ou au Compte sterling d'arriérés C, ou répartis entre ces deux comptes, suivant les arrangements qui pourraient intervenir entre les deux gouvernements intéressés.

d) Si les sommes en lires inscrites au crédit du Compte d'arriérés en lires C ont été intégralement transférées, tout solde créditeur éventuel du Compte sterling d'arriérés C, ainsi que l'affectation de 3 % prévue au paragraphe 1 du présent article, seront virés au Nouveau compte sterling.

e) Les dispositions des alinéas précédents du présent paragraphe seront applicables par analogie à la répartition de l'excédent prévue au paragraphe 4 du présent article.

f) Si, à un moment quelconque après la liquidation complète des sommes en lires inscrites au crédit d'un ou de plusieurs des Comptes d'arriérés en lires A, B ou C, on verse de nouveaux montants en lires dans lesdits comptes, on reprendra immédiatement l'affectation aux Comptes sterling d'arriérés A, B ou C, selon le cas, des pourcentages fixés au paragraphe 1 du présent article, dans la mesure où cela sera nécessaire pour permettre le transfert des nouvelles sommes ainsi versées.

6. Si, à un moment quelconque, toutes les sommes versées au Nouveau compte en lires ont été transférées en livres sterling et si le solde du Nouveau compte sterling est suffisant pour permettre le transfert de toutes les sommes versées aux Comptes d'arriérés en lires A et B, ainsi qu'au Compte sterling (antérieurement bloqué) B, l'Istituto pourra demander à l'Office de clearing de virer du Nouveau compte sterling aux Comptes sterling d'arriérés A et B les montants en livres sterling qui seraient nécessaires pour pouvoir transférer immédiatement aux créanciers respectifs résidant au Royaume-Uni, les sommes inscrites au crédit des Comptes d'arriérés en lires A et B, ainsi que du Compte sterling (antérieurement bloqué) B.

Article 8.

Les sommes inscrites au crédit du Nouveau compte en lires au titre des frêts dus par des personnes résidant en Italie à des personnes résidant au Royaume-Uni pour le transport de marchandises d'un pays à l'autre, sur des navires britanniques, seront transférées aux créanciers respectifs par priorité sur les autres sommes inscrites au crédit dudit Nouveau compte en lires.

Article 9.

Les créanciers résidant au Royaume-Uni et au bénéfice desquels des sommes auront été versées dans l'un des Comptes d'arriérés en lires A, B et C auront la faculté de demander que lesdits montants, au lieu d'être transférés conformément aux dispositions du présent accord, soient inscrits, en totalité ou en partie, au crédit d'un « Conto Loro Vecchio » en lires auprès d'une banque italienne autorisée à effectuer des opérations de change ; ces sommes seront employées en Italie, conformément aux règles en vigueur pour l'utilisation de ces comptes.

Toute demande tendant à porter une somme au crédit d'un « Conto Loro Vecchio » en lires signifiera que l'on doit considérer comme définitif, pour cette somme, le cours provisoire du change d'après lequel le débiteur a effectué le versement à l'origine.

Les « Conti Loro Vecchio » ne pourront être ouverts qu'au nom du créancier lui-même et ils ne pourront pas être transférés au nom d'un tiers.

Article 10.

1. Les dispositions du présent accord relatives au versement au crédit du Nouveau compte en lires ou des Comptes d'arriérés en lires A et B ou du Compte sterling (antérieurement bloqué) B, s'appliqueront sous la réserve prévue au paragraphe 2 du présent article, aux dettes engageant des personnes résidant en Italie envers des personnes résidant au Royaume-Uni ou à Terre-Neuve au titre des importations en Italie de morue et de merluche originaires de Terre-Neuve, dans les mêmes conditions que celles qui sont prévues pour les dettes de personnes résidant en Italie au titre d'importations de marchandises du Royaume-Uni.

2. Les dispositions du paragraphe précédent ne s'appliqueront qu'aux importations de morue et de merluche qui seront accompagnées d'un certificat établi par le « Newfoundland Department of Natural Resources » et attestant qu'il s'agit de préparations de poissons pêchés par des bateaux de pêche de Terre-Neuve (Newfoundland Catching).

Article 11.

1. Les paiements effectués d'avance pour des achats de marchandises italiennes ou du Royaume-Uni, en vue de l'importation dans le Royaume-Uni ou en Italie respectivement, pourront être transférés, conformément aux dispositions du présent accord, à la condition que l'Office de clearing ou l'Istituto, selon le cas, ait vérifié que ces avances sont conformes aux usages commerciaux et que la licence d'importation soit produite à l'appui de ces avances lorsque l'importation est soumise à la délivrance d'une licence par les autorités compétentes.

2. Au surplus, lorsqu'une maison ou une société d'Italie ou du Royaume-Uni est une filiale d'une maison ou d'une société du Royaume-Uni ou d'Italie, cette seconde maison ou société pourra octroyer des avances à la maison ou société affiliée par l'intermédiaire du Nouveau compte sterling ou du Nouveau compte en lires au titre des marchandises qui doivent être importées dans le Royaume-Uni ou en Italie, suivant le cas.

Article 12.

1. L'Office de clearing adressera à l'Istituto les bordereaux des paiements effectués par des débiteurs résidant au Royaume-Uni et portés au crédit du Compte général en sterling ; l'Istituto adressera à l'Office de clearing et à l'Ambassade de Sa Majesté britannique à Rome les avis des versements en lires effectués par des débiteurs italiens et portés au crédit du Nouveau compte en lires, des Comptes d'arriérés en lires B et C et du Compte sterling (antérieurement bloqué) B.

2. L'Istituto adressera, lors de l'entrée en vigueur du présent accord ou aussitôt que possible après cette date, à l'Office de clearing et à l'Ambassade de Sa Majesté britannique à Rome les avis des paiements effectués en lires avant cette date et portés au crédit de l'Ancien compte en lires, sauf si ces renseignements ont déjà été transmis à la Banque d'Angleterre. Au surplus, l'Istituto indiquera les sommes virées au Compte d'arriérés en lires A, ainsi que les sommes qui seraient ultérieurement versées au crédit de ce compte, conformément aux dispositions de l'article 2 du présent accord.

L'Office de clearing adressera à l'Istituto les bordereaux des sommes en sterling inscrites au crédit du Fonds de réserve et transférées conformément au paragraphe 5 de l'article 6 du présent accord.

3. L'Office de clearing avisera chaque jour l'Istituto des virements du Compte général en sterling aux Comptes sterling d'arriérés A, B et C, ainsi qu'au Nouveau compte sterling.

4. L'Istituto et l'Office de clearing sont autorisés à effectuer, chacun dans la monnaie de son pays et conformément aux dispositions du présent accord, le paiement aux créanciers respectifs des sommes versées par les débiteurs de l'autre pays, dans les limites des disponibilités des divers comptes visés dans le présent accord.

A cet effet, il est convenu que :

a) L'Istituto transmettra à l'Office de clearing les avis de paiement en livres sterling.

Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 *a)* de l'article 3 du présent accord, la conversion en livres sterling des lires versées par des débiteurs résidant en Italie ou dans les possessions et colonies italiennes, se fera d'après le cours de la livre sterling à la Bourse de Rome le jour où l'avis de paiement aura été transmis à l'Office de clearing. Si, à la suite de cette conversion, le versement en lires au cours provisoire du change excède le montant nécessaire pour effectuer le règlement intégral de la dette, la différence en lires sera remboursée au débiteur.

Les sommes versées conformément aux avis précités seront portées au débit des Comptes en livres sterling visés au paragraphe 1 de l'article 7 du présent accord.

b) Les bordereaux des paiements effectués par des débiteurs résidant au Royaume-Uni, et que l'Office de clearing transmettra à l'Istituto, conformément aux dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, équivaudront à des ordres de paiement.

L'Istituto prendra ses dispositions pour verser aux créanciers respectifs, dans l'ordre chronologique des versements effectués par des débiteurs résidant au Royaume-Uni, la contre-valeur en lires des sommes inscrites sur les bordereaux transmis par l'Office de clearing. Les dettes libellées en une monnaie autre que la lire seront converties en lires d'après le cours du change de cette autre monnaie à la Bourse de Rome le jour où l'Istituto aura donné l'ordre de paiement. Si une dette est stipulée dans une monnaie autre que la livre sterling, le montant inscrit au crédit du Compte général en sterling, lors du paiement effectué par le débiteur, sera modifié de façon que le montant définitivement porté au crédit de ce compte et réparti conformément aux dispositions de l'article 7 du présent accord, représente la contre-valeur de la somme versée en lires au créancier, calculée d'après le cours de la livre sterling à la Bourse de Rome le jour où l'Istituto aura donné l'ordre de paiement.

5. L'Istituto et l'Office de clearing se communiqueront mutuellement chaque jour les paiements effectués par prélèvement sur les divers comptes prévus dans le présent accord. L'Istituto enverra copie de ces communications à l'Ambassade de Sa Majesté britannique à Rome.

Article 13.

Sont exclues de l'application du présent accord les dettes relatives :

a) Aux primes et prestations d'assurance et de réassurance, aux droits de brevet, aux licences de fabrication et aux droits d'auteur ;

b) Aux frais afférents aux transports du Royaume-Uni en Italie et *vice versa*, sur des navires italiens, des marchandises expédiées de l'un ou de l'autre pays ;

c) Aux importations de lingots et de monnaies d'or, ainsi que de monnaies d'argent.

Article 14.

Aux fins d'application du présent accord, on entendra :

1° Par « Ancien compte en lires », le Compte en lires visé à l'article 4 de l'annexe à l'échange de notes du 27 avril 1935 ;

2° Par « Ancien compte sterling », le Compte sterling visé à l'article 5 de l'annexe à l'échange de notes du 27 avril 1935 ;

3° Par « Istituto », l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero ;

4° Par « Office de clearing », l'Office de clearing anglo-italien qui a été institué par le Gouvernement du Royaume-Uni ;

5° Par « personnes », les personnes physiques, les maisons et les sociétés privées et publiques ;

6° Par « personnes résidant en Italie », les « personnes » qui résident habituellement en Italie ou qui y conduisent habituellement leurs affaires ;

7° Par « personnes résidant au Royaume-Uni », les « personnes » résidant habituellement dans le Royaume-Uni ou qui y conduisent habituellement leurs affaires ;

8° Par « personnes résidant à Terre-Neuve », les « personnes » résidant habituellement à Terre-Neuve ou qui y conduisent habituellement leurs affaires ;

9° Par « marchandises italiennes », les marchandises produites ou fabriquées en Italie ;

10° Par « marchandises du Royaume-Uni », les marchandises produites ou fabriquées dans le Royaume-Uni.

Article 15.

1. Le présent accord entrera en vigueur le 16 novembre 1936. Il demeurera en vigueur jusqu'au 30 juin 1937, et, après cette date, il sera prorogé de trimestre en trimestre, en l'absence d'une dénonciation. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article, l'accord pourra être dénoncé par l'un des deux gouvernements contractants, à un moment quelconque. Si le préavis de dénonciation est donné au plus tard le 31 mars 1937, la dénonciation prendra effet au 30 juin 1937 ; si le préavis est donné après le 31 mars 1937, la dénonciation prendra effet à l'expiration du trimestre suivant celui au cours duquel le préavis aura été donné.

2. Le présent accord ne pourra être dénoncé que lorsque les sommes inscrites au crédit des Comptes d'arriérés en lires A et B, ainsi que du Compte sterling (antérieurement bloqué) B, auront été intégralement transférées en livres sterling aux créanciers respectifs du Royaume-Uni.

3. Si, lorsque le présent accord prendra fin, il demeure un solde en faveur de l'Italie ou du Royaume-Uni, au titre du Nouveau compte sterling ou du Nouveau compte en lires, respectivement, les importateurs du pays créancier continueront à verser la contre-valeur de leurs importations au Nouveau compte en lires et au Nouveau compte sterling, selon le cas, jusqu'au transfert dudit solde.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent accord.

Fait à Rome, le six novembre mil neuf cent trente-six, en double expédition, en langues anglaise et italienne, faisant également foi.

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :
Eric DRUMMOND.

Pour l'Italie :
CIANO.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'ITALIE A L'AMBASSADEUR DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE A ROME.

ROME, *le* 6 *novembre* 1936.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Me référant à l'Accord de compensation conclu entre l'Italie et le Royaume-Uni et signé ce jour, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement italien accepte les arrangements suivants :

Ad *articles* 2 *et* 3. — Il est entendu que si certaines sommes, relatives aux transactions visées par le quatrième alinéa de l'article 2, ont été inscrites par erreur à des comptes bloqués en vertu du décret ministériel italien du 20 novembre 1935, ces inscriptions seront annulées et les sommes en question seront portées au crédit de l'Ancien compte en lires.

Ad *article* 4. — Dans cet article, il est prévu que les dettes afférentes à des primes et prestations d'assurance et de réassurance, à des droits de brevet, à des licences de fabrication et à des droits d'auteur sont exclues des dispositions de l'accord. Il est entendu que l'Istituto fournira les devises étrangères nécessaires pour régler ces dettes (aussi bien en ce qui concerne les arriérés éventuels que les dettes futures), indépendamment des arrangements de compensation prévus par l'accord ; cette disposition vise aussi bien les sommes qui attendent déjà d'être transférées au Royaume-Uni que celles dont le transfert pourra être ultérieurement demandé, en application de l'accord conclu entre la « Società Italiana degli Autori e Editori » et la « Performing Rights Society ».

En ce qui concerne les sommes payées par des personnes résidant au Royaume-Uni à des personnes résidant en Italie, il n'est bien entendu imposé aucune restriction autre que celles qui sont prévues par l'article 6 de l'Accord de compensation.

En ce qui concerne la disposition de l'article 4 de l'accord relative aux transferts de caractère financier, le Gouvernement du Royaume-Uni espère fermement que cette disposition n'empêchera pas, pendant la durée de validité de l'accord, l'application aux transferts en question d'un traitement plus favorable au cas où le Gouvernement italien jugerait possible d'accorder un traitement de ce genre.

Veuillez agréer, etc. CIANO.

II.

L'AMBASSADEUR DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE A ROME AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'ITALIE.

(R 6950/6/22).

ROME, *le* 6 *novembre* 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à l'Accord de compensation conclu entre le Royaume-Uni et l'Italie et signé ce jour, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que mon gouvernement accepte les arrangements suivants :

Ad *articles 2 et 3.* — Il est entendu que si certaines sommes, relatives aux transactions visées par le quatrième alinéa de l'article 2, ont été inscrites par erreur à des comptes bloqués, en vertu du décret ministériel italien du 20 novembre 1935, ces inscriptions seront annulées et les sommes en question seront portées au crédit de l'Ancien compte en lires.

Ad *article 4.* — Dans cet article, il est prévu que les dettes afférentes à des primes et prestations d'assurance et de réassurance, à des droits de brevet, à des licences de fabrication et à des droits d'auteur sont exclues des dispositions de l'accord. Il est entendu que l'Istituto fournira les devises étrangères nécessaires pour régler ces dettes (aussi bien en ce qui concerne les arriérés éventuels que les dettes futures), indépendamment des arrangements de compensation prévus par l'accord ; cette disposition vise aussi bien les sommes qui attendent déjà d'être transférées au Royaume-Uni que celles dont le transfert pourra être ultérieurement demandé, en application de l'accord conclu entre la « Performing Rights Society », au Royaume-Uni, et la « Società Italiana degli Autori e Editori ».

En ce qui concerne les sommes payées par des personnes résidant au Royaume-Uni à des personnes résidant en Italie, il n'est bien entendu imposé aucune restriction autre que celles qui sont prévues par l'article 6 de l'Accord de compensation.

En ce qui concerne la disposition de l'article 4 de l'accord relative aux transferts de caractère financier, je me permets de porter à votre connaissance que mon gouvernement espère fermement que cette disposition n'empêchera pas, pendant la durée de validité de l'accord, l'application aux transferts en question d'un traitement plus favorable au cas où le Gouvernement italien jugerait possible d'accorder un traitement de ce genre.

Veuillez agréer, etc. Eric DRUMMOND.

III.

L'AMBASSADEUR DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE A ROME AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'ITALIE.

(R 6950/6/22).

ROME, *le* 6 *novembre* 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Au cours des négociations qui ont conduit à la conclusion de l'Accord anglo-italien de compensation signé ce jour, il a été fait mention de la situation qui se produirait lorsque l'accord sera

entré en vigueur, dans les cas où des importateurs italiens désireraient ouvrir des crédits d'acceptation dans le Royaume-Uni et y auraient été autorisés par les autorités italiennes du contrôle des devises.

Je crois savoir que l'Istituto fournira, s'il y a lieu, en dehors des arrangements de compensation, les devises nécessaires pour couvrir, aux dates fixées, toutes acceptations accordées par des établissements financiers du Royaume-Uni pour le compte de personnes se trouvant en Italie, dans les limites des crédits autorisés par les autorités italiennes du contrôle des devises. A cet effet, je crois savoir que, dans la mesure où les acceptations en question auront été accordées pour des importations italiennes de marchandises du Royaume-Uni, l'Istituto fournira, à la demande de la banque ou de l'entreprise italienne qui aura négocié le crédit, les livres sterling nécessaires, en dehors du compte de compensation, si celui-ci ne possède pas, aux dates fixées, des disponibilités suffisantes ; l'Istituto se substituera alors au créancier initial et sera remboursé par l'intermédiaire du compte de compensation, dans l'ordre chronologique voulu, lorsqu'il existera des disponibilités en livres sterling. Dans la mesure où les acceptations seront relatives à d'autres transactions, il est bien entendu que les livres sterling nécessaires seront fournies tout à fait en dehors des arrangements de compensation.

Je vous serais très obligé de bien vouloir me confirmer l'acceptation des dispositions qui précèdent.

Veuillez agréer, etc. Eric DRUMMOND.

IV.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'ITALIE
A L'AMBASSADEUR DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE A ROME.

ROME, *le 6 novembre 1936-XV.*

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Vous avez bien voulu me faire parvenir, en date d'aujourd'hui, une note de la teneur suivante :

« Au cours des négociations qui ont conduit à la conclusion de l'Accord anglo-italien de compensation signé ce jour, il a été fait mention de la situation qui se produirait lorsque l'accord sera entré en vigueur, dans les cas où des importateurs italiens désireraient ouvrir des crédits d'acceptation dans le Royaume-Uni et y auraient été autorisés par les autorités italiennes du contrôle des devises.

Je crois savoir que l'Istituto fournira, s'il y a lieu, en dehors des arrangements de compensation, les devises nécessaires pour couvrir, aux dates fixées, toutes acceptations accordées par des établissements financiers du Royaume-Uni pour le compte de personnes se trouvant en Italie, dans les limites des crédits autorisés par les autorités italiennes du contrôle des devises.

A cet effet, je crois savoir que, dans la mesure où les acceptations en question auront été accordées pour des importations italiennes de marchandises du Royaume-Uni, l'Istituto fournira, à la demande de la banque ou de l'entreprise italienne qui aura négocié le crédit, les livres sterling nécessaires, en dehors du compte de compensation, si celui-ci ne possède pas, aux dates fixées, des disponibilités suffisantes ; l'Istituto se substituera alors au créancier initial et sera remboursé par l'intermédiaire du compte de compensation, dans l'ordre chronologique voulu, lorsqu'il existera des disponibilités en livres sterling.

Dans la mesure où les acceptations seront relatives à d'autres transactions, il est bien entendu que les livres sterling nécessaires seront fournies tout à fait en dehors des arrangements de compensation. »

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement italien accèpte les dispositions qui précèdent.

Veuillez agréer, etc. CIANO.

N° 4091.

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD ET IRAK

Echange de notes comportant un accord concernant les relations commerciales entre la Palestine et l'Irak, avec annexe. Bagdad, le 14 décembre 1936.

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND IRAQ

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding Commercial Relations between Palestine and Irak, with Annex. Bagdad, December 14th, 1936.

No. 4091. — EXCHANGE OF NOTES[1] BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF IRAQ CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN PALESTINE AND IRAQ. BAGDAD, DECEMBER 14TH, 1936.

English and Arabic official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place April 7th, 1937.

Textes officiels anglais et arabe communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 7 avril 1937.

I.

SIR A. CLARK KERR TO SAIYID NAJI-AL-ASIL.

BAGDAD, *December 14th*, 1936.

YOUR EXCELLENCY,

In accordance with instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to inform you that, with a view to facilitating trade between Palestine and Iraq, His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland propose, in virtue of the provisions of Article 18 of the Mandate for Palestine, the conclusion of a Special Customs Agreement in the terms set out in the Annex to this note.

2. If the Government of Iraq agree to this proposal, the present note, with its Annex and Your Excellency's reply to that effect, will be regarded as constituting the formal Agreement between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of Iraq with effect from the 14th February, 1937.

I avail, &c.

Archibald CLARK KERR.

ANNEX TO No. 1.

1. *(a)* The Government of Palestine will in due course accord free zone facilities to the Government of Iraq within the Haifa Port, for goods consigned to or from Iraq or passing through Iraq in transit, the limits of such zone to be determined later on by agreement between the two Parties. The rights accorded to the Iraqi Government in the said zone shall, subject to the provisions of paragraphs *(c)* and *(d)* of this Article, be exercised by the latter in independence of the Palestinian authorities.

[1] Came into force February 14th, 1937.

[1] Entré en vigueur le 14 février 1937.

(b) The Iraqi Government shall have the right, if they deem it convenient, to appoint Customs officials of their own in the free zone, and such officials shall have the right to import directly free of Customs duty articles required by them for their personal consumption and the consumption of their families living with them.

(c) The Director of Customs, Palestine, or his deputy, shall have right of access at all times to the free zone, and he may, if he deems it necessary to do so, authorise the police to enter the said zone.

(d) Before the establishment of an Iraqi Free Zone within the Port of Haifa, regulations to govern the general administration of the free zone shall be drawn up by an agreement between the Customs Administrations of Palestine and Iraq.

(e) Until such time as free zone facilities have been provided, goods consigned to or from Iraq, or passing through Iraq in transit, shall be entitled to free storage in the port area for a period not exceeding twenty-eight days.

(f) Until such time as free zone facilities have been provided, the Government of Palestine are willing to place at the disposal of the Iraqi Government accommodation (sheds) for storage in the existing port.

2. *(a)* Subject to the provisions of paragraph *(b)* of this Article, the Government of Palestine agree, with effect from the date of entry into operation of the present Agreement, to reduce to the extent set out below the rates of Customs duty on the following commodities of Iraqi origin imported into Palestine by the Bagdad-Haifa land route :

Commodity	From	To.
Rice	1½ mils. per kg.	¾ mil. per kg.
Rice, unhusked	1 mil. per kg.	½ mil. per kg.
Dates, fresh	1 mil. per kg.	½ mil. per kg.
Dates, dried	5 mils. per kg.	½ mil. per kg.
Dates, compressed	1½ mils. per kg.	½ mil. per kg.

(b) The Palestine Government shall, however, be free to raise or lower the duty on rice on the understanding that Iraqi rice imported into Palestine by the Bagdad-Haifa land route shall be subject to 50 per cent. only of the general Palestine duty on rice in force at any time.

(c) Barley and ghee of Iraqi origin imported into Palestine by the Bagdad-Haifa land route shall be exempt from duty, subject, in the case of barley, to such temporary measures of general application as may be necessary to protect the Palestine crop, and subject, in the case of ghee (samneh), to any restrictions that may from time to time be applicable to samneh imported from Syria.

The regulations at present in force (which apply to goods imported from Syria) respecting the importation into Palestine of butter, samneh, artificial butter (margarine) or artificial samneh are reproduced below for the information of the Iraqi Government :

" (1) *(a)* The importation into Palestine of butter, samneh, artificial butter (margarine) or artificial samneh which do not conform to the specification set out below shall be prohibited.

" ' Butter ' shall mean the substance generally known as butter made exclusively from cream or milk or both, with or without the addition of salt, and containing not more than 16 per cent. of water and not more than 8 per cent. of salt.

" ' Samneh ' shall mean the substance generally known as samneh and shall contain no fat other than the fat of milk.

" ' Artificial butter (margarine) ' shall mean any article of food, whether mixed with butter or not, which resembles butter but is not genuine butter as defined above. Artificial butter (margarine) shall contain not more than 10 per cent. of butter fat.

" ' Artificial samneh ' shall mean any article of food, whether mixed with samneh or not, which resembles samneh but is not genuine samneh as defined above ; artificial samneh shall contain not more than 10 per cent. of butter fat.

" (2) *(b)* Every consignment of imported butter, samneh, artificial butter (margarine) and artificial samneh shall be accompanied by an invoice giving the true description

and origin of the goods, and the packages or containers shall bear a marking indicative of the true nature of the contents thereof. "

(d) The Government of Palestine will not, during the period of the present Agreement, alter the duty at present imposed on the following imports without giving the Iraqi Government six months' notice of their intention to do so :

Name of Import	Present Duty
Animals (live)	Free.
Eggs	20 mils. per 100 eggs.
Eggs (without shell)	12 per cent. *ad valorem*.
Fish (fresh)	5 mils. per kg.
Hides, raw and dried	Free.
Tanned hides	30 mils. per kg.
Meat (frozen and chilled)	Free.
Chickens (live)	Free.
Chickens (frozen)	12 per cent. *ad valorem*.
Linseed	Free.
Cotton, raw	Free.
Ground-nuts, decorticated	Free.
Ground-nuts, unshelled	2.5 mils. per kg.
Wool, raw	Free.

3. Transport undertakings using the Bagdad-Haifa land route shall be entitled in Palestine to the following exemptions or privileges subject to observing the conditions specified in relation thereto :

(a) Exemption from import duty of motor vehicles and tyres and tubes imported direct to Palestine by the company or withdrawn from Customs on a delivery order in its name, provided that such motor vehicles and tyres and tubes are not used for local transport in or between Palestine and Transjordan.

(b) Exemption from import duty of petrol, provided that the company obtains its requirements from stocks in bond and the motor vehicle tanks are filled under Customs supervision and sealed by a Customs officer. The seals must be inspected at the frontier at the Palestine Customs Office and found intact. Similarly, on the inward journey, the tanks shall be sealed at the frontier at the Palestine Customs Office and inspected at the bonded store and found intact.

(c) Reduced licence fees under the Road Transport Ordinance as indicated hereunder :

(i) Public vehicles :

Not exceeding seven persons including the driver ; 200 mils.
Exceeding seven persons including the driver : 500 mils.
For every seat over seven : 50 mils.

(ii) Commercial vehicles with four wheels, not including tractors for haulage :

(1) Where the carrying capacity does not exceed 1,000 kg. : 500 mils.
(2) Where the carrying capacity exceeds 1,000 kg. but does not exceed 1,500 kg. : £P. 1.
(3) Where the carrying capacity exceeds 1,500 kg. : £P. 2.

(iii) Commercial vehicles with six wheels : £P. 3.

(iv) Tractors used for haulage : £P. 1.

(d) In respect of goods imported and exported in transit, by whatsoever enterprise, a special rate of wharfage dues, viz., 5 mils. per package weighing not more than 150 kg. gross, provided all packages are suitably marked as in transit and are subject to check in such a manner as the Director of Customs may think fit.

4. *(a)* The Iraqi Government will continue to maintain the road between Bagdad and Ramadi and the desert road up to the frontier of Transjordan in a manner adequate to meet transport requirements.

(b) The Government of Palestine, in co-operation with the Government of Transjordan, will undertake the repair of the Jisr-al-Majami-Irbid-Mafrak section and arrange for it to be maintained in a manner adequate to meet transport requirements, and will take all practical steps to arrange for the maintenance of the roads to be constructed through the lava zone east of Mafrak up to the frontier of Transjordan.

5. The present Agreement shall remain in force for an experimental period of three years from the date of its entry into force. The question of its renewal for a further period shall be examined six months before the expiry of the experimental period, when the question of concluding a trade agreement between Palestine and Iraq shall be simultaneously considered. In default of any arrangement to the contrary, this Agreement shall lapse at the end of the said period of three years.

II.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

SAIYID NAJI-AL-ASIL TO SIR A. CLARK KERR.

BAGDAD, *December 14th*, 1936.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to your note of today's date, I have the honour to inform you that, with a view to facilitating trade between Iraq and Palestine, the Government of Iraq agree to the conclusion of a Special Customs Agreement in accordance with Article 18 of the Mandate for Palestine in the terms set out in the Annex to this note.

2. In accordance with the proposal in paragraph 2 of Your Excellency's note, I have the honour to inform you that the present exchange of Your Excellency's note referred to with this my note will be regarded as constituting a formal Agreement between the Government of Iraq and His Majesty's Government in the United Kingdom with effect from the 14th February, 1937.

I avail, &c.

NAJI-AL-ASIL.

ANNEX TO No. 2.

[*As in Annex to No. I.*]

[1] Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

[1] Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

N° 4091.

TEXTE ARABE. — ARABIC TEXT.

الرقم : س/ ١٣/ ٢ بغداد في ١٤ كانون الاول ١٩٣٦

يا صاحب الفخامة :

بالاشارة الى مذكرتكم المؤرخة بتاريخ اليوم اتشرف باعلامكم بان حكومة العراق توافق بقصد تسهيل التجارة بين العراق وفلسطين على عقد اتفاق كمركي خاص وفق المادة الـ ١٨ من صك الانتداب على فلسطين بالشروط الواردة في الملحق بهذه المذكرة .

٢ ـ وبحسب الاقتراح الوارد في الفقرة الـ ٢ من مذكرة فخامتكم اتشرف بان احيطكم علما بان التبادل الحالي لمذكرة فخامتكم المشار اليها مع مذكرتي هذه سيعتبر بمثابة اتفاق رسمي بين حكومة العراق وحكومة صاحب الجلالة في المملكة المتحدة اعتبارا من ١٤ شباط سنة ١٩٣٧ .

انتهز هذه الفرصة لاعرب لفخامتكم عن فائق تقديري واحترامي .

صاحب الفخامة

السر ارشيبالد جون كار كلارك كار

كي . سي . ام . جي .

السفير فوق العادة والمفوض لصاحب الجلالة البريطانية

ـ بغداد ـ

ملحـــق

١٠ــ (أ) تمنح حكومة فلسطين حكومة العراق في حينـــه تسهيلات منطقة حرة داخل ميناء حيفا عن الاموال الـتي ترسل الى العراق او منه او تمر عبر العراق بالترانسيت وتعين حدود تلك المنطقة فيما بعد باتفاق الطرفـــين وتمارس حكومة العراق الحقوق الممنوحة لها في المنطقـة المتقدمة الذكر بصورة مستقلة عن السلطات الفلسطينيـــة مع مراعاة الفقرتين (ج) و (د) من هذه المادة ٠

(ب) لحكومة العراق حق تعيين موصفي كمرك لهـــا في المنطقة الحرة اذا رأت ذلك مناسبا ويكون لهـــؤلاء الموصفين الحق في ان يستوردوا رأسا الاشياء الـــتي يحتاجون اليها لاستعمالهم الشخصي واستعمـــال عائلاتهم التي تعيش معهم دون ان يدفعوا رسوم كمركية عنهـــا ٠

(ج) لمدير الكمارك في فلسطين او لنائبه ان يدخـل المنطقة الحرة متى شاء كما ان له ان يجيز للشرطـــة دخولها اذا رأى لزوما لذلك ٠

(د) قبل ان تؤسس منطقة عراقية حرة داخل ميناء حيفا تضع دائرتا الكمارك العراقية والفلسطينية باتفاق بينهما انصمة للهيمنة على الادارة العامة للمنطقة المذكورة •

(هـ) ان الاموال المرسلة الى العراق او منه او المارة بالعراق بالترانسيت تخزن مجانا في منطقة الميناء مدة لا تزيد على ٢٨ يوما وذلك الى حين ايجاد تسهيلات المنطقة الحرة •

(و) ان حكومة فلسطين مستعدة ان تضع تحت تصرف الحكومة العراقية محلات تسقيفات لخزن البضائع في الميناء الحالي وذلك الى حين ايجاد تسهيلات المنطقة الحرة •

٢ ـ (أ) توافق حكومة فلسطين مع مراعاة احكام الفقرة (ب) من هذه المادة اعتبارا من تاريخ تطبيق الاتفاق الحالي على تخفيض الرسوم الكمركية الى الحد المبين ادناه عن الاموال التالية التي هي من اصل عراقي والمستوردة الى فلسطين على طريق ـ بغداد ـ حيفا البرى : ـ

المـــــال	مـــــن	الـــــى
الأرز	١½ مل عن الكيلو	½ مل عن الكيلـــو
ارز غير مقشـــور	١ مل عن الكيلو	½ مل عن الكيلـــو
التمـر الرطـــب	١ مل عن الكيلو	½ مل عن الكيلـــو
التمـر الجســـب	٥ ملات عن الكيلو	
التمـر المكبـــوس	١½ مل عن الكيلـو	

(ب) مع ذلك ان حكومة فلسطين حرة في تزييد الرســـم عن الأرز او خفضه على ان الأرز العراقي المستورد الـــى فلسطين عن طريق بغـداد ـ حيفا البرى يكون تابعـــا لخمسين بالماية فقط من الرسم العـام عن الأرز المرعي فـــي فلسطين في اى زمان كان •

(ج) يعـفى الشعـير والسمن اللذين هما من اصل عراقـي المستورد ان الى فلسطين على طريق بغـداد ـ حيفا البرى من رسم الكمرك مع مراعاة التدابير الوقتية المطبقة بوجـــه عام عند الضرورة لحماية المحصول الفلسطيني فيما يتعلـــق بالشعـير مع مراعاة التقييدات التي قد تطبق بين حين وآخر بحق السمن المستورد من سوريا فيما يتعلق بالسمن •

تدرج فيما يلي الانصمة المرعية في الوقت الحاضر (المنطبقة على البضائع المستوردة من سورية) فيما يتعلق باستيراد الزبدة او السمن او الزبدة الصناعية (المرغرين) والسمن الصناعي الى فلسطين لاطلاع الحكومة العراقية .

١ ـ (أ) ممنوع استيراد الزبدة او السمن او الزبدة الصناعية (المرغرين) او السمن الصناعي الى فلسطين (ما لم تكن طبقا للاوصاف التالية) .

يراد بالزبدة المادة المعروفة بوجه عام بالزبدة المعمولة حصرا من القشطة او الحليب أو كليهما مع اضافة ملح او دون ذلك والحاوية ما لا يزيد على ستة عشر بالماية من الماء وما لا يزيد على ثمانية بالماية من الملح .

يراد بالسمن المادة المعروفة بالسمن بوجه عام التي لا تحتوي على دهن غير دهن الحليب .

يراد بالزبدة الصناعية (المرغرين) كل مادة طعامية سواء كانت مخلوطة بالزبدة او لم تكن وتشبه الزبدة لكنها ليست زبدة حقيقية كما جاء تعريفها اعلاه ويجب ان لا تحتوي الزبدة الصناعية (المرغرين) على اكثر من عشرة بالماية من دهن الزبدة .

السمن الاصطناعي هو كل مادة طعامية مخلوطة بالسمن او غير مخلوطة وتشبه السمن لكنها ليست بالسمن الحقيقي كما جاء تعريفه اعلاه • وينبغي ان لا يحتوى السمن الاصطناعي اكثر من عشرة بالماية من دهن الزبدة•

٢٠ــ (ب) ترفق بكل ارسالية مستوردة من الزبدة والسمن والزبدة الاصطناعية (المرغرين) والسمن الاصطناعي قائمة تتضمن الوصف الصحيح للبضائع ومنشاؤها ويجب ان يكون على الرزم والاوعية علامة تدل على حقيقة محتوياتها •

(د) لا تغير حكومة فلسطين خلال مدة الاتفاقية الرسوم المفروضة في الوقت الحاضر على المستوردات التالية دون اخبار الحكومة العراقية بنيتها في هذا الخصوص قبل ستة اشهر •

اسم المستورد	الرسم الحالي
الحيوانات (الحية)	مجانا
البيض	٢٠ ملا عن ماية بيضة
البيض بدون قشور	١٢ بالماية حسب القيمة
السمك (الطري)	٥ ملات عن الكيلو

الجلود الخام والمجففة	مجانا
الجلود المدبغة	٣٠ ملا عن الكيلو
اللحم (المحفوظ بالتبريد)	مجانا
الدجاج (الحي)	مجانا
الدجاج (المحفوظ المبرد)	١٢ بالماية حسب القيمة
بذر الكتان	مجانا
القطن (الخام)	مجانا
فستق العبيد (المقشر)	مجانا
فستق العبيد (غير المقشر)	٢½ مل عن الكيلو
السوف (الخام)	مجانا

٣ــ تستحق في فلسطين شركات النقل على طريق بغداد ــ حيفا البرى الاعفاءات او الامتيازات التالية على ان تراعى الشروط المبينة كل فيما يخصه •

(أ) الاعفاء من رسم الوارد الكمركي عن السيارات والتايرات والانبوبات الداخلية التي تستوردها الشركة الى فلسطين مباشرة او تسحبها من الكمرك بموجب " امر التسليم " بأسمها بشرط ان لا تستعمل تلك السيارات او التايرات او الانبوبات الداخلية للنقليات المحلية في فلسطين وشرق الاردن او بينهما •

(ب) الاعفاء عن رسم الوارد الكمركي عن البنزين بشرط ان تحصل على ما تحتاجه من الكمية المدخرة في مستودع الكمرك وتملأ احواض السيارات تحت الاشراف الكمركي وتختم من قبل موظف كمركي كبير ويجب ان تفتش الاختام على الحدود في دائرة كمرك فلسطين وتوجد سالمة. وكذلك يجب ان تختم الاحواض عند الدخول على الحدود في دائرة الكمرك الفلسطينية ثم تفتش في مستودع الكمرك فتوجد سالمة.

(ج) رسوم الاجازة بموجب مرسوم نقليات الطريق مخفضة الى ما يلي :-

١- وسائط النقل العامة التي لا تزيد عدد ركابها على السبعة اشخاص في ضمنهم السائق ٢٠٠ ملا

التي يزيد عدد ركابها على السبعة اشخاص في ضمنهم السائق ٥٠٠ ملا

عن كل مقعد يزيد على السبعة ٥٠ ملا

٢- وسائط النقل التجارية ذات الاربع عجلات (لا يتضمن التراكتورات المعدة للسحب).

١ ــ عندما لا تزيد قابلية الحمل على ١٠٠٠ كيلو غرامــا ٥٠٠ ملا

٢ ــ عندما تزيد قابلية الحمل على ١٠٠٠ كيلوغراما ولكنها لا تزيد على ١٥٠٠ كيلوغراما دينار فلسطيني

٣ ــ عندما تزيد قابلية الحمل على ١٥٠٠ كيلو غرامــا ديناران فلسطينيان

٣ ــ وسائط النقل التجارية ذات ستة عجلات ثلاثة دنانير فلسطينية

٤ ــ التراكتورات المستعملة للسحب دينار فلسطيني

(د) استيفاء اجرة رصيف خاصة عن البضائع المستوردة او المصدرة بالترانسيت باية واسطة كانت وهي خمسة ملا ت عن الرزمة التي لا يزيد وزنها المكور على ١٥٠ كيلوغرامــا بشرط ان يكتب على الرزم بصورة مناسبة انها بالترانسيت وان تكون تابعة للتدقيق بالصورة التي ينسبها مدير الكمارك .

٤ ــ (أ) تستمر الحكومة العراقية على صيانة الطريق بين بغداد والرمادى وطريق الصحراء حتى حدود شرق الاردن على وجه ملائم يكفل مقتضيات النقــل .

(ب) تتعهد الحكومة الفلسطينية باصلاح قسم جسر المجامع — ايريد — مفرق بالتعاون مع حكومة شرق الاردن وباتخاذ التدابير لصيانته بشكل يكفل مقتضيات النقل وتتخذ جميع الاجراءات العملية لتأمين صيانة الطرق التي ستنشأ في منطقة لافا (البركانية) في شرق المفرق حتى حدود شرق الاردن .

٥ — حصل الاتفاق على ان يبقى هذا الاتفاق نافذا لمدة تجريبية امدها ثلاث سنوات اعتبارا من تاريخ نفاذه واما امر تجديده لمدة اخرى فينظر فيه قبل ستة اشهر من تاريخ انتهاء المدة التجريبية حيث ينظر في الوقت نفسه في امر عقد اتفاق تجارى بين فلسطين والعراق .

ينتهي هذا الاتفاق في نهاية مدة الثلاث سنوات المذكورة ما لم يتفق على ترتيب بخلاف ذلك .

---

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 4091. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT DE L'IRAK COMPORTANT UN ACCORD CONCERNANT LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LA PALESTINE ET L'IRAK. BAGDAD, LE 14 DÉCEMBRE 1936.

I.

SIR A. CLARK KERR A SAIYID NAJI-AL-ASIL.

BAGDAD, *le* 14 *décembre* 1936.

EXCELLENCE,

D'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, pour faciliter les échanges commerciaux entre la Palestine et l'Irak, propose, conformément aux dispositions de l'article 18 du mandat sur la Palestine, de conclure un accord douanier spécial et conçu dans les termes énoncés dans l'annexe à la présente note.

2. Si le Gouvernement de l'Irak accepte cette proposition, la présente note, avec son annexe, et la réponse de Votre Excellence à cet effet, seront considérées comme constituant l'accord officiel entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement de l'Irak, qui prendra effet à partir du 14 février 1937.

Veuillez agréer, etc.

Archibald CLARK KERR.

ANNEXE AD N° I.

1. *a)* Le Gouvernement de la Palestine accordera au Gouvernement de l'Irak, en temps opportun, une zone franche dans le port de Haïfa pour les marchandises à destination ou en provenance de l'Irak ou traversant l'Irak en transit ; les limites de cette zone seront fixées ultérieurement, par voie d'accord entre les deux Parties. Les droits concédés au Gouvernement de l'Irak dans ladite zone seront exercés par celui-ci en dehors de tout contrôle de la part des autorités palestiniennes, sous réserve des dispositions prévues aux paragraphes *c)* et *d)* du présent article.

b) Le Gouvernement de l'Irak aura le droit, s'il le juge opportun, de désigner dans la zone franche des fonctionnaires appartenant à son propre service des douanes, et ceux-ci seront autorisés à importer directement, en franchise de droits de douane, les articles nécessaires à leur consommation personnelle ou à celle de leurs familles habitant avec eux.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

c) Le directeur du Service des douanes de la Palestine ou le directeur adjoint auront, en tout temps, droit d'accès dans la zone franche et pourront autoriser la police à pénétrer dans ladite zone s'ils estiment cette mesure nécessaire.

d) Avant d'établir une zone franche irakienne dans le port de Haïfa, un accord conclu entre les administrations des douanes de la Palestine et de l'Irak fixera les règles qui devront régir l'administration générale de la zone franche.

e) Jusqu'au moment où la zone franche aura été installée, les marchandises à destination ou en provenance de l'Irak, ou traversant ce territoire en transit, pourront être emmagasinées gratuitement dans le port pendant une période de vingt-huit jours au maximum.

f) Jusqu'au moment où la zone franche aura été installée, le Gouvernement de la Palestine consent à mettre à la disposition du Gouvernement de l'Irak les bâtiments (hangars) nécessaires à l'emmagasinage dans le port actuel.

2. *a)* Sous réserve des dispositions du paragraphe *d)* du présent article, le Gouvernement de la Palestine est disposé à réduire, dans la limite indiquée ci-dessous, les taux des droits de douane frappant les marchandises suivantes, d'origine irakienne, importées en Palestine par la voie terrestre Bagdad-Haïfa ; cette mesure prendra effet à partir de la date où le présent accord entrera en vigueur.

Marchandise	de	à
Riz	1½ mils. par kg.	¾ mil. par kg.
Riz, non décortiqué	1 mil. par kg.	½ mil. par kg.
Dattes, fraîches	1 mil. par kg.	½ mil. par kg.
Dattes, sèches	5 mils. par kg.	½ mil. par kg.
Dattes, en boîtes	1½ mils. par kg.	½ mil. par kg.

b) Le Gouvernement palestinien aura toutefois la faculté d'élever ou d'abaisser le droit sur le riz, à la condition expresse que le riz irakien, importé en Palestine par la voie terrestre Bagdad-Haïfa, sera frappé d'un droit qui ne dépassera pas 50% du droit perçu sur le riz dans l'ensemble de la Palestine à une date quelconque.

c) L'orge et le ghee d'origine irakienne, importés en Palestine par la voie terrestre Bagdad-Haïfa, seront exemptés des droits, sous réserve, en ce qui concerne l'orge, des mesures temporaires d'application générale que l'on jugera nécessaires pour protéger la récolte palestinienne, et sous réserve, pour le ghee (samneh), de toutes restrictions qui pourront frapper de temps à autre le samneh importé de Syrie.

Les règlements actuellement en vigueur (s'appliquant aux marchandises importées de Syrie) et relatifs à l'importation en Palestine du beurre, du samneh, du beurre artificiel (margarine) ou du samneh artificiel sont reproduits ci-dessous à titre d'information pour le Gouvernement irakien:

« 1. *a)* L'importation en Palestine de beurre, samneh, beurre artificiel (margarine) ou samneh artificiel non conformes aux définitions données ci-dessous sera interdite.

» Par « beurre », on entend la substance généralement connue sous ce nom, fabriquée exclusivement à partir de crème ou de lait ou des deux, avec ou sans sel, et ne contenant pas plus de 16 % d'eau ni plus de 8 % de sel.

» Par « samneh », on entend la substance généralement connue sous ce nom et qui ne doit pas contenir de matières grasses autres que celles du lait.

» Par « beurre artificiel » (margarine), on entend tout produit alimentaire contenant ou non du beurre, analogue à celui-ci, mais qui n'est pas du beurre véritable tel qu'on l'a défini plus haut. Le beurre artificiel (margarine) ne doit pas contenir plus de 10 % de beurre.

» Par « samneh artificiel », on entend tout produit alimentaire contenant ou non du samneh, analogue à celui-ci, mais qui n'est pas du samneh véritable tel qu'il est défini plus haut ; le samneh artificiel ne doit pas contenir plus de 10 % de beurre.

» 2. *b)* Chaque envoi de beurre, de samneh, de beurre artificiel (margarine) et de samneh artificiel devra être accompagné d'une facture indiquant le nom et l'origine réelle des marchandises ; les emballages ou contenants devront porter une marque indiquant la nature véritable du contenu. »

d) Le Gouvernement de la Palestine, pendant la durée de validité du présent accord, n'apportera aucune modification au droit qui frappe actuellement les importations suivantes, sans aviser le Gouvernement irakien de son intention au moins six mois à l'avance :

Nom des matières importées	Droit actuel
Animaux (vivants)	Néant.
Œufs	20 mils. pour 100 œufs.
Œufs (sans coquille)	12 pour cent *ad valorem.*
Poissons (frais)	5 mils. par kg.
Peaux, brutes et sèches	Néant.
Peaux, tannées	30 mils. par kg.
Viandes (congelées et réfrigérées)	Néant.
Poulets (vivants)	Néant.
Poulets (congelés)	12 pour cent *ad valorem.*
Graine de lin	Néant.
Coton brut	Néant.
Arachides, décortiquées	Néant.
Arachides, non décortiquées	2,5 mils. par kg.
Laine brute	Néant.

3. Les entreprises de transport empruntant la voie terrestre Bagdad-Haïfa auront droit, en Palestine, aux exemptions ou privilèges suivants, sous réserve des conditions spécifiées à cet égard :

a) Les véhicules à moteur, pneus et chambres à air, importés directement en Palestine par la société commerciale ou dédouanés sur présentation d'un ordre de livraison à son nom, seront exemptés du droit d'importation, à condition que lesdits véhicules à moteur, pneus et chambres à air ne soient pas employés pour des transports locaux à l'intérieur de la Palestine et de la Transjordanie ou entre ces deux pays ;

b) L'essence sera exemptée du droit d'importation, à condition que la compagnie se procure les quantités dont elle a besoin dans les stocks en entrepôt et que les réservoirs des véhicules à moteur soient remplis sous le contrôle de la douane et plombés par un fonctionnaire des douanes. Ces plombs seront inspectés à la frontière dans le bureau des douanes de Palestine et devront être intacts. De même, lors du voyage de retour, les réservoirs seront plombés à la frontière au bureau des douanes de Palestine et inspectés à l'entrepôt et devront être intacts ;

c) Les taxes de licence perçues en vertu de l'ordonnance sur les transports routiers seront réduites dans la mesure indiquée ci-dessous :

i) Véhicules de transport publics :

Ne transportant pas plus de 7 personnes, y compris le conducteur : 200 mils ;
Transportant plus de 7 personnes, y compris le conducteur : 500 mils ;
Pour chaque siège en sus des 7 premiers : 50 mils.

ii) Véhicules commerciaux à 4 roues, à l'exclusion des tracteurs :

1° Charge utile ne dépassant pas 1.000 kg. : 500 mils ;
2° Charge utile dépassant 1.000 kg. mais ne dépassant pas 1.500 kg. : 1 £P.
3° Charge utile dépassant 1.500 kg. : 2 £P.

iii) Véhicules commerciaux à 6 roues : 3 £P.

iv) Tracteurs : 1 £P.

d) En ce qui concerne les marchandises importées et exportées en transit par une entreprise quelconque, les droits de quayage seront perçus à un taux spécial, à savoir 5 mils par colis pesant au maximum 150 kg. brut, à condition que tous les colis portent une marque indiquant clairement qu'ils sont en transit et qu'ils soient soumis au contrôle jugé nécessaire par le directeur des douanes.

4. *a)* Le Gouvernement irakien continuera à entretenir la route entre Bagdad et Ramadi et la route du désert jusqu'à la frontière de Transjordanie, de façon à la rendre propre à tous transports ;

b) Le Gouvernement de la Palestine, en collaboration avec le Gouvernement de Transjordanie, se chargera de réparer la section comprise entre Jisr-al-Majami-Irbid et Mafrak et prendra des dispositions pour qu'elle soit entretenue de manière à la rendre propre à tous transports ; il prendra également toutes mesures d'ordre pratique pour l'entretien des routes à construire à travers la zone de lave située à l'est de Mafrak jusqu'à la frontière de Transjordanie.

5. Le présent accord demeurera en vigueur pendant une période d'essai de trois ans à compter de la date où il aura pris effet. La question de son renouvellement pour une nouvelle période sera examinée six mois avant l'expiration de la période d'essai, en même temps que la conclusion d'un accord commercial entre la Palestine et l'Irak. En l'absence de tout arrangement contraire, le présent accord expirera à la fin de ladite période de trois ans.

II.

SAIYID NAJI-AL-ASIL A SIR A. CLARK KERR.

BAGDAD, *le* 14 *décembre* 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à votre note en date de ce jour, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que pour faciliter les échanges commerciaux entre l'Irak et la Palestine et conformément aux dispositions de l'article 18 du Mandat sur la Palestine, le Gouvernement de l'Irak est disposé à conclure un accord douanier spécial, conçu dans les termes énoncés dans l'annexe à la présente note.

2. Conformément à la proposition exposée au paragraphe 2 de votre note, j'ai l'honneur de vous faire savoir que votre note, ainsi que la présente réponse, seront considérées comme constituant un accord officiel entre le Gouvernement de l'Irak et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, qui prendra effet à partir du 14 février 1937.

Veuillez agréer, etc.

NAJI-AL-ASIL.

ANNEXE AD N° II.

[*Voir annexe* ad *N° I*].

N° 4092.

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD ET ITALIE

Déclaration comportant certaines assurances au sujet de la Méditerranée. Signée à Rome, le 2 janvier 1937.

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND ITALY

Declaration concerning Assurances with regard to the Mediterranean. Signed at Rome, January 2nd, 1937.

No. 4092. — DECLARATION[1] BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE ITALIAN GOVERNMENT CONCERNING ASSURANCES WITH REGARD TO THE MEDITERRANEAN. SIGNED AT ROME, JANUARY 2ND, 1937.

English and Italian official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Declaration took place April 7th, 1937.

HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM and THE ITALIAN GOVERNMENT;

Animated by the desire to contribute increasingly, in the interests of the general cause of peace and security, to the betterment of relations between them and between all the Mediterranean Powers, and resolved to respect the rights and interests of those Powers;

Recognise that the freedom of entry into, exit from, and transit through, the Mediterranean is a vital interest both to the different parts of the British Empire and to Italy, and that these interests are in no way inconsistent with each other;

Disclaim any desire to modify, or, so far as they are concerned, to see modified, the *status quo* as regards national sovereignty of territories in the Mediterranean area;

Undertake to respect each other's rights and interests in the said area;

Agree to use their best endeavours to discourage any activities liable to impair the good relations which it is the object of the present Declaration to consolidate.

This Declaration is designed to further the end of peace and is not directed against any other Power.

ROME, *January 2nd*, 1937.

(Signed) Eric DRUMMOND. *(Signed)* G. CIANO.

[1] Came into force January 2nd, 1937.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 4092. — DICHIARAZIONE [1] FRA IL GOVERNO DI SUA MAESTÀ NEL REGNO UNITO E IL GOVERNO ITALIANO CONCERNENTE LE GARANZIE PER QUANTO RIGUARDA IL MEDITERRANEO. FIRMATA A ROMA, IL 2 GENNAIO 1937.

Textes officiels anglais et italien communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cette déclaration a eu lieu le 7 avril 1937.

IL GOVERNO ITALIANO e IL GOVERNO DI SUA MAESTÀ NEL REGNO UNITO ;

Animati dal desiderio di contribuire vieppiù, nell'interesse generale della pace e della sicurezza, al miglioramento delle relazioni tra di loro e tra tutte le Potenze Mediterranee, e decisi a rispettare i diritti e gli interessi di tali Potenze ;

Riconoscono che la libertà di entrata, di uscita e di transito nel Mediterraneo è un interesse vitale tanto per l'Italia quanto per le diverse parti dell'Impero Britannico, e che tali interessi non sono in alcun modo contrastanti tra di loro ;

Escludono ogni proposito di modificare o, per quanto li riguarda, di vedere modificato lo *statu quo* relativo alla sovranità nazionale dei territori nel bacino del Mediterraneo ;

Si impegnano al rispetto dei loro reciproci interessi e diritti in tale zona ; convengono di adoperarsi in ogni possibile modo per ostacolare qualsiasi attività suscettibile di nuocere alle buone relazioni che la presente dichiarazione ha lo scopo di consolidare.

La presente dichiarazione è rivolta a fini di pace e non è diretta contro alcuna Potenza.

ROMA, *li 2 gennaio* 1937.

(Signed) G. CIANO. *(Signed)* Eric DRUMMOND.

[1] Entrée en vigueur le 2 janvier 1937.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 4092. — DÉCLARATION ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT ITALIEN COMPORTANT CERTAINES ASSURANCES AU SUJET DE LA MÉDITERRANÉE. SIGNÉE A ROME, LE 2 JANVIER 1937.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI et LE GOUVERNEMENT ITALIEN;

Animés du désir de contribuer toujours davantage, dans l'intérêt général de la paix et de la sécurité, à l'amélioration des relations entre eux et entre toutes les Puissances méditerranéennes, et déterminés à respecter les droits et intérêts de ces Puissances ;

Reconnaissent que la liberté d'entrée, de sortie et de passage dans la Méditerranée présente un intérêt vital tant pour les différentes parties de l'Empire britannique que pour l'Italie, et que ces intérêts ne sont en aucune manière incompatibles les uns avec les autres ;

Répudient tout dessein de modifier ou, en ce qui les concerne, de voir modifier le *statu quo* relatif à la souveraineté nationale des territoires dans le bassin méditerranéen ;

S'engagent à respecter leurs droits et intérêts respectifs dans ledit bassin ;

Conviennent de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour faire obstacle à toute activité susceptible de nuire aux bonnes relations que la présente déclaration a pour objet de consolider.

La présente déclaration vise à favoriser la paix et n'est dirigée contre aucune autre Puissance.

ROME, *le 2 janvier* 1937.

(Signé) Eric DRUMMOND. *(Signé)* G. CIANO.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 4093.

COMMONWEALTH D'AUSTRALIE ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Traité de commerce, avec annexes et protocole final, signés à Canberra, le 3 août 1936, et à Praha, le 19 août 1936, et échange de notes y relatif, Canberra, le 3 août 1936, et Praha, le 19 août 1936.

COMMONWEALTH OF AUSTRALIA AND CZECHOSLOVAKIA

Treaty of Commerce, with Annexes and Final Protocol, signed at Canberra, August 3rd, 1936, and at Praha, August 19th, 1936, and Exchange of Notes relating thereto, Canberra, August 3rd, 1936, and Praha, August 19th, 1936.

No. 4093. — TREATY [1] OF COMMERCE BETWEEN THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC. SIGNED AT CANBERRA, AUGUST 3RD, 1936, AND AT PRAHA, AUGUST 19TH, 1936.

English official text communicated by the Minister for External Affairs of the Commonwealth of Australia. The registration of this Treaty took place April 16th, 1937.

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND, AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, in respect of THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA, and the PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, being desirous of improving and extending the commercial relations between Australia and Czechoslovakia, have resolved to conclude a Treaty of Commerce with that object, and have named as their respective Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND, AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, in respect of THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA :

The Honorable Sir Henry Somer GULLETT, K.C.M.G., M.P., Minister directing Negotiations for Trade Treaties ;

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Judr. Alois Z. ŠTANGLER, Ministerial Counsellor to the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Czechoslovakia ;

Who, after communicating to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles.

Article 1.

Articles, the produce or manufacture of Australia, on importation into Czechoslovakia, and articles, the produce or manufacture of Czechoslovakia, on importation into Australia, shall not be subjected to other or higher duties or charges than those paid on the like articles, the produce or manufacture of any other foreign country.

Article 2.

(1) The articles enumerated in Part I of Schedule A to this Treaty, being the produce or manufacture of Czechoslovakia, shall, on importation into Australia, be accorded the benefits of the Australian Intermediate Tariff.

(2) The articles enumerated in Part II of Schedule A to this Treaty, being the produce or manufacture of Czechoslovakia, shall not, on importation into Australia, be subjected to a higher duty than that specified in the said Part II.

[1] The exchange of ratifications took place at Canberra, November 11th, 1937. Came into force provisionally January 1st, 1937.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 4093. — TRAITÉ[2] DE COMMERCE ENTRE LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE. SIGNÉ A CANBERRA, LE 3 AOUT 1936, ET A PRAHA, LE 19 AOUT 1936.

Texte officiel anglais communiqué par le ministre des Affaires étrangères du Commonwealth d'Australie. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 16 avril 1937.

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES, en ce qui concerne LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE, et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, animés du désir d'améliorer et de développer les relations commerciales entre l'Australie et la Tchécoslovaquie, ont décidé de conclure à cet effet un traité de commerce et ont désigné pour leurs plénipotentiaires respectifs :

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES, en ce qui concerne LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE :

L'honorable sir Henry Somer GULLETT, K. C. M. G., M. P., ministre chargé des négociations relatives aux traités de commerce ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Aloïs Z. ŠTANGLER, docteur en droit, conseiller ministériel au Ministère des Affaires étrangères de la République de Tchécoslovaquie ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les articles produits ou manufacturés en Australie, à leur importation en Tchécoslovaquie, et les articles produits ou manufacturés en Tchécoslovaquie, à leur importation en Australie, ne seront pas soumis à des droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qu'acquittent les mêmes articles, produits ou manufacturés dans un autre pays étranger quelconque.

Article 2.

1. Les articles énumérés dans la partie I de l'annexe A au présent traité, produits ou manufacturés en Tchécoslovaquie, bénéficieront, à leur importation en Australie, de l'application du tarif intermédiaire australien ;

2. Les articles énumérés dans la partie II de l'annexe A au présent traité, produits ou manufacturés en Tchécoslovaquie, ne seront pas frappés, à leur importation en Australie, d'un droit plus élevé que celui qui est spécifié dans ladite partie II ;

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] L'échange des ratifications a eu lieu à Canberra, le 11 novembre 1937. Entré provisoirement en vigueur le 1er janvier 1937.

(3) The stipulations of paragraphs (1) and (2) of this Article shall not be deemed to exempt the said articles from the payment of primage duty, or from liability to sales tax when cleared from the Australian Customs under conditions which render the said articles liable to sales tax at the time of their clearance.

(4) The articles enumerated in Part I of Schedule B to this Treaty, being the produce or manufacture of Australia, shall, on importation into Czechoslovakia, be accorded the deduction from the General Rate specified in the said Part I.

(5) The articles enumerated in Part II of Schedule B to this Treaty, being the produce or manufacture of Australia, shall not, on importation into Czechoslovakia, be subjected to higher duties than those specified in the said Part II.

Article 3.

The articles enumerated in Schedule C to this Treaty, being the produce or manufacture of Czechoslovakia, shall not, on importation into Australia, be subjected to higher primage duties than those specified in such Schedule.

Article 4.

No prohibition or restriction shall be maintained or imposed on the importation of any article, the produce or manufacture of Australia, into Czechoslovakia, or of any article, the produce or manufacture of Czechoslovakia, into Australia, which shall not equally extend to the importation of like articles, being the produce or manufacture of any other foreign country.

Article 5.

(1) In the event of any form of quantitative regulation of importation being established or maintained in either Czechoslovakia or Australia, on any article of interest to the other country, the country imposing such quantitative regulation shall accord equitable treatment to the commerce of the other country in respect of the allotment among supplying countries of the total permitted imports of such article.

(2) The system adopted to give effect to any form of quantitative regulation of importation shall not be so worked as to cause discrimination against articles produced or manufactured in Czechoslovakia or Australia, as the case may be, and the conditions under which licences or permits may be obtained for the importation of such articles shall not be less favourable than those applied in the case of similar articles the produce or manufacture of any other foreign country.

Article 6.

Nothing in this Treaty shall be deemed to affect the rights of either Contracting Party to impose or maintain prohibitions or restrictions :

(a) Applying to articles which constitute a State monopoly ;
(b) Relating to public security ;
(c) Imposed on moral or humanitarian grounds ;
(d) Occasioned by the necessity of securing the safety of persons ; and
(e) Imposed for the protection of animals and plants against diseases and pests ;

provided that such measures are applied under the same conditions to like articles imported from any other foreign country.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article ne seront pas considérées comme exemptant lesdites marchandises de l'acquittement du droit de primage ou de la taxe de vente à leur sortie des douanes australiennes lorsque lesdites marchandises se présentent dans des conditions qui les rendent passibles de la taxe de vente au moment de leur dédouanement ;

4. Les articles énumérés dans la partie I de l'annexe B au présent traité, produits ou manufacturés en Australie, bénéficieront, à leur importation en Tchécoslovaquie, de la réduction sur le tarif général spécifiée dans ladite partie I ;

5. Les articles énumérés dans la partie II de l'annexe B au présent traité, produits ou manufacturés en Australie, ne seront pas frappés, à leur importation en Tchécoslovaquie, de droits plus élevés que ceux qui sont spécifiés dans ladite partie II.

Article 3.

Les articles énumérés dans l'annexe C au présent traité, produits ou manufacturés en Tchécoslovaquie, ne seront pas frappés à leur importation en Australie de droits de primage plus élevés que ceux qui sont spécifiés dans cette annexe.

Article 4.

Il ne sera maintenu ou imposé aucune interdiction ou restriction à l'importation en Tchécoslovaquie d'articles quelconques produits ou manufacturés en Australie ou à l'importation en Australie d'articles quelconques produits ou manufacturés en Tchécoslovaquie, si lesdites interdictions ou restrictions ne s'appliquent pas pareillement à l'importation d'articles similaires, produits ou manufacturés dans un autre pays étranger quelconque.

Article 5.

1. Au cas où la Tchécoslovaquie ou l'Australie établirait ou maintiendrait une forme quelconque de réglementation quantitative des importations d'un article intéressant l'autre pays, le pays qui prendra cette mesure devra assurer au commerce de l'autre pays un traitement équitable en ce qui concerne la répartition entre les pays fournisseurs du volume total des importations autorisées de cet article.

2. Le système adopté pour donner effet à toute forme de réglementation quantitative des importations devra être appliqué de façon à ne pas produire de discrimination au détriment des articles produits ou manufacturés en Tchécoslovaquie ou en Australie, selon le cas, et les conditions d'obtention de licences ou de permis pour l'importation de ces articles ne seront pas moins favorables que celles qui s'appliquent aux articles similaires, produits ou manufacturés dans un pays étranger quelconque.

Article 6.

Aucune disposition du présent traité ne devra être interprétée comme portant atteinte aux droits de chacune des Parties contractantes d'imposer ou de maintenir des interdictions ou des restrictions :

a) Visant des articles pour lesquels il existe un monopole d'Etat ;
b) Édictées dans l'intérêt de la sécurité publique ;
c) Imposées pour des motifs moraux ou humanitaires ;
d) Nécessaires pour assurer la protection de la vie ou de la santé humaine ;
e) Imposées pour protéger les animaux et les plantes contre les maladies et les épidémies ;

à condition que ces mesures soient appliquées dans les mêmes conditions aux articles similaires importés d'un autre pays étranger quelconque.

Article 7.

(1) His Majesty will not invoke the provisions of Articles 1 and 4 of this Treaty to secure the advantages which are, or hereafter may be, granted by the Czechoslovak Republic to neighbouring foreign States to facilitate small frontier traffic within a zone not exceeding 15 kilometres in breadth on each side of the Czechoslovak Customs frontier.

(2) Nothing in this Treaty shall entitle the President of the Czechoslovak Republic to claim the benefit of any treatment, preference or privilege which may at any time be in force exclusively between the territories under the sovereignty of His Majesty the King of Great Britain, Ireland, and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, or under His Majesty's suzerainty, protection or mandate.

(3) Neither Contracting Party shall invoke the provisions of Article 1 of this Treaty to secure the advantages which result from any Customs Union to which the other may become a party.

Article 8.

The present Treaty after being approved by the Parliament of the Commonwealth of Australia and by the competent Authority on the part of the Czechoslovak Republic shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Canberra as soon as possible. It shall come into force fourteen days after the exchange of instruments of ratification, and shall be binding for one year from the date of its coming into force. Nevertheless, the Contracting Parties may agree that the Treaty shall be put into force after approval by the Parliament of the Commonwealth of Australia but before the exchange of the instruments of ratification. In case neither of the Contracting Parties shall have given notice to the other three months before the expiration of the said period of one year of its intention to terminate the present Treaty, it shall remain in force until the expiration of three months from the date on which either of the Contracting Parties shall have given to the other notice of its intention to terminate it.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Treaty in duplicate and have affixed thereto their seals.

Signed at Canberra, this third day of August, 1936.

(L. S.) H. S. GULLETT.

Signed at Praha, this nineteenth day of August, 1936.

(L. S.) Dr. Alois Z. ŠTANGLER.

SCHEDULE A.

PART I.

CZECHOSLOVAK ARTICLES ACCORDED THE BENEFIT OF THE AUSTRALIAN INTERMEDIATE TARIFF.

Tariff Items in Australian Customs Tariff.

105. Piece Goods, viz. :
(D) (2) Silk, or containing silk or having silk worked thereon, except piece goods enumerated in sub-items (A) (1), (A) (3), (AA), (B), (C), (D) (1), (F), and item 130 (B) (1).

Article 7.

1. Sa Majesté n'invoquera pas les dispositions des articles premier et 4 du présent traité pour bénéficier des avantages que la République tchécoslovaque accorde ou pourra accorder par la suite à des Etats étrangers voisins en vue de faciliter le petit trafic de frontière dans une zone ne dépassant pas quinze kilomètres de large de chaque côté de la frontière douanière de Tchécoslovaquie.

2. Aucune disposition du présent traité ne conférera au Président de la République tchécoslovaque le droit de revendiquer le bénéfice d'un traitement, d'une préférence ou d'un privilège quelconque qui pourrait être à un moment donné en vigueur exclusivement entre les territoires sous la souveraineté de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, ou sous la suzeraineté, la protection ou le mandat de Sa Majesté.

3. Aucun des Etats contractants n'invoquera les dispositions de l'article premier du présent traité pour bénéficier des avantages résultant d'une union douanière à laquelle l'autre pays pourra devenir partie.

Article 8.

Après avoir été approuvé par le Parlement du Commonwealth d'Australie et l'autorité compétente dans la République tchécoslovaque, le présent traité sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Canberra dans le plus bref délai possible. Il entrera en vigueur quatorze jours après l'échange des instruments de ratification et demeurera obligatoire pendant une année à compter du jour de son entrée en vigueur. Toutefois, les Parties contractantes pourront convenir que le traité entrera en vigueur après l'approbation du Parlement du Commonwealth d'Australie mais avant l'échange des instruments de ratification. Si, trois mois avant l'expiration de ladite période d'un an, l'une des Parties contractantes ne notifie pas à l'autre son intention de mettre fin au présent traité, celui-ci demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date à laquelle l'une des deux Parties contractantes aura adressé à l'autre un préavis de dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité en double expédition et y ont apposé leurs cachets.

Signé à Canberra, le trois août 1936.

(L. S.) H. S. GULLETT.

Signé à Praha, le dix-neuf août 1936.

(L. S.) Dr Aloïs Z. ŠTANGLER.

ANNEXE A

PARTIE I.

ARTICLES TCHÉCOSLOVAQUES BÉNÉFICIANT DU TARIF INTERMÉDIAIRE AUSTRALIEN

Numéros du tarif douanier australien.

105. Tissus :
(D) (2) Tissus de soie ou contenant de la soie ou ouvragés avec de la soie, à l'exception des tissus dénommés aux littera (A) (I), (A) (3), (AA), (B), (C), (D) (I), (F) et N° 130 (B) (I).

(K) Piece goods of a class or kind not produced in Australia which would otherwise be dutiable at a higher rate than that payable under this sub-item imported for use in the manufacture of neck-ties, as prescribed by Departmental By-laws :
(1) Silk or in chief part by weight silk ; wool or in chief part by weight wool and admixtures of wool and silk.

(2) Other.

106. (B) Trimmings and Ornaments, n.e.i. for Hats, Shoes and other attire, not being partly or wholly of gold or silver ; Braids n.e.i. ; Fringes n.e.i. ; Frillings ; Ruffings ; Pleatings ; Ruchings ; Galoons n.e.i. ; Ribbons n.e.i. ; Tinselled Belting n.e.i. ; Webbings n.e.i. ; Belting for apparel not elsewhere specified and not being cut to lengths for belts.

(E) Buckles, Clasps and Slides for Hats, Shoes and other attire :
(2) Wholly of metal (not being partly or wholly of gold or silver) including metal enamelled.
(3) Non-metallic, other than those made of glass tinsel or pearl shell, with or without metal fittings or metal fastening devices.
(5) Pearl shell.

(F) Buttons, n.e.i., including blanks and those partly finished :
(2) Wholly of metal (not being partly or wholly of gold or silver) excepting trouser buttons.
(3) Non-metallic, other than those made of glass or tinsel and those specified in paragraph (4) of this sub-item, with or without metal fittings or metal fastening devices ; Cloth Covered.

109. Artificial Flowers, Fruits, Plants, Leaves, and Grains, of all kinds and materials.

110. (B) Apparel, knitted, and Apparel made from knitted or lock-stitched piece goods, viz. :

(1) Blouses, Skirts, Underwear, and Bathing Costumes :
(a) Cotton or other material n.e.i.
(b) Wool or silk or containing wool or silk.
(2) Coats, Jumpers, Cardigans, Sweaters, and similar garments :
(a) Girls' or Boys', i.e., with chest measurement under 34 inches.

(b) Women's or Men's, i.e., with chest measurement 34 inches and over.
(3) Costumes, Dresses or Robes :
(a) Cotton or other material n.e.i.
(b) Wool or containing wool but not containing silk.
(c) Silk or containing silk.

113. Gloves (except of rubber), viz. :
(B) N.E.I. including Mittens.

114. Hats, Caps, and Bonnets :
(C) Fur Felt Hats in any stage of manufacture for men and boys, including fur felt hoods therefor.
(E) Hoods for girls' and women's hats, viz. :
(2) Fur Felt Hoods and Velour Hoods.
(F) (1) Felt Capelines for girls' and women's hats :
(a) Wool Felt Capelines.
(b) Fur Felt Capelines and Velour Capelines.
(2) Felt hats for girls and women ; Berets ; Girls' and Women's Caps (other than bathing) of any material ; Hats n.e.i. ; Bonnets.

136. Iron and Steel :
(C) (1) Angle, Rod other than Wire Rod in Coils, Tee, Bar exceeding one eight of an inch in thickness and not being of fancy pattern ; Bar exceeding one eighth of an inch in thickness of fancy pattern rolled direct from the billet bar or rod and in the state in which it leaves the rolls.
(D) Plate and Sheet (plain).
(E) (1) Wire of No. 15 or finer gauge (Imperial Standard Wire Gauge).
(2) Wire, other.

176. (L) Machinery and Equipment n.e.i., of the type used exclusively for the extraction, manufacture or refining of sugar.

177. (A) (3) Road Rollers, n.e.i., including scarifier attachments.

(K) Tissus d'une classe ou d'un genre non fabriqués en Australie qui devraient acquitter un droit plus élevé que celui du présent littera, importés pour la confection de cravates, conformément aux règlements :
(1) En soie ou dont la soie représente le plus important constituant en poids ; en laine ou dont la laine représente le plus important constituant en poids ; en mélanges de laine et de soie.
(2) Autres.

106. (B) Passementerie et garnitures n.c.a. pour chapeaux, chaussures et autres articles d'habillement, à l'exception de celles qui sont partiellement ou entièrement en or ou en argent; bandes n.c.a.; franges n.c.a.; plissés; fronces; tresses; ruches; galons n.c.a.; rubans n.c.a.; tissus pour ceintures combinés avec du clinquant n.c.a.; sangles n.c.a.; tissus pour ceintures destinées à des objets d'habillement n.c.a. et non coupés de longueur pour ceintures.

(E) Boucles, fermoirs et coulants pour chapeaux, souliers et autres articles d'habillement.
(2) Entièrement en métal (à l'exception de ceux partiellement ou entièrement en or ou en argent), y compris le métal émaillé.
(3) Non en métal, autres que ceux en verre clinquant ou nacre, avec ou sans accessoires ou attaches métalliques.
(5) En nacre.

(F) Boutons n.c.a., y compris les ébauches et ceux qui sont partiellement finis.
(2) Entièrement en métal (à l'exception de ceux qui sont partiellement ou entièrement en or ou en argent), à l'exception des boutons de pantalons.
(3) Non en métal, autres que ceux en verre et en clinquant et que ceux spécifiés au paragraphe (4) du présent littera, avec ou sans accessoires ou attaches métalliques ; boutons recouverts de tissus.

109. Fleurs, fruits, plantes, feuilles et graines, artificiels, de toute sorte et de toute matière.

110. (B) Articles d'habillement tricotés et articles d'habillement en tissus tricotés ou faits au point de chaînette :
(1) Blouses, jupes, vêtements de dessous et costumes de bain :
(a) En coton ou autre matière n.c.a.
(b) En laine ou soie ou contenant de la laine ou de la soie.
(2) Paletots, jumpers, cardigans, sweaters et vêtements similaires :
(a) Pour fillettes ou garçonnets, mesurant moins de 34 pouces de tour de poitrine.
(b) Pour femmes ou hommes, mesurant 34 pouces et plus de tour de poitrine.
(3) Costumes ou robes :
(a) En coton ou autre matière n.c.a.
(b) En laine ou contenant de la laine, mais ne contenant pas de soie.
(c) En soie ou contenant de la soie.

113. Gants (autres qu'en caoutchouc) ;
(B) N.c.a. y compris les mitaines.

114. Chapeaux, casquettes et bonnets :
(C) Chapeaux en feutre de poils, pour hommes et garçonnets, à n'importe quel stade de leur fabrication, y compris les cloches en feutre de poils pour ces chapeaux.
(E) Cloches pour chapeaux de fillettes et de femmes :
(2) Cloches en feutre de poils et cloches en velours.
(F) (1) Capelines en feutre pour chapeaux de fillettes et de femmes :
(a) Capelines en feutre de laine.
(b) Capelines en feutre de poils et capelines en velours.
(2) Chapeaux en feutre pour fillettes et femmes; bérets, bonnets pour fillettes et femmes (autres que pour le bain), en matière de toute sorte ; chapeaux n.c.a. et toques.

136. Fer et acier :
(C) (1) Fers d'angle, tiges autres que les tiges à étirer en rouleaux, T, barres de plus de 1/8 de pouce d'épaisseur et sans profils de fantaisie ; barres de plus de 1/8 de pouce d'épaisseur, à profils de fantaisie provenant directement du laminage de billettes ou de verges et dans l'état où elles quittent le laminoir.
(D) Plaques et tôles (unies).
(E) (1) Fils du calibre 15 et au-dessous (Imperial Standard Wire Gauge).
(2) Fils, autres.

176. (L) Machines et équipements n.c.a. du type exclusivement employé à l'extraction, la fabrication et le raffinage du sucre.

177. (A) (3) Rouleaux compresseurs n.c.a., y compris les accessoires à scarifier.

250. (A) Bottles, flasks, jars, vials and tubes, n.e.i., of glass earthenware, stoneware or china, empty or containing goods not subject to an *ad valorem* duty and not classifiable under Item 408.

(B) Articles of cut glass, including bottles, decanters, flasks and jars of cut glass, empty or containing goods not subject to an *ad valorem* duty and lamps and lampware of cut glass, but not including articles of etched or engraved glass.

250. (C) Glassware n.e.i.

(D) Laboratory Glassware n.e.i. ; Apparatus of glass for scientific purposes, n.e.i.

(F) Articles of glass including articles of etched or engraved glass (but not including articles covered by sub-items (B) and (E)), viz. :
Dishes, tumblers, salads, bowls other than lightingware, nappies, jugs, candlesticks, butters, battery jars or cells, vases, trays, comports, flowerblocks, mugs, sundaes, goblets, measures including medicine measures.

(H) Thermometers n.e.i. :
(1) Metal-cased or metal-scaled.
(2) Other.

305. (D) Chairs of wood, with cane or other seats.

309. Fancy Goods, viz. :
(B) Card Cases, Hatpins, Matchboxes, Serviette Rings and Clips, Sovereign Purses, n.e.i. ; Button Hooks, Glove Stretchers, Shoe Horns and Lifts, Thimbles, Ivory and other ornamental figures, Feather Dusters ; Beads strung or unstrung and Necklets n.e.i., except those made of pearls, cultured pearls, precious stones, precious metals or imitation precious metals.

(C) Articles for personal wear, not including articles partly or wholly of gold, silver or other precious metal or imitations thereof or partly or wholly of pearls or precious stones or imitations thereof, viz. : Brooches, Bangles, Studs, Sleeve Links and Tie Clips.

(D) N.E.I.

314. Jewellery, commonly known as rolled gold ; Jewellery under 9-carat ; Imitation Jewellery.

Ex 316. Imitation Reconstructed and Synthetic Precious Stones and Pearls, unset (not being beads).

328. Goloshes, rubber sand boots and shoes and plimsolls.

Ex 413. Cigar and Cigarette Tubes, Holders and Cases, Tobacco and Snuff Boxes, n.e.i., and accessories ; Smoking Requisites, including Cases, Tobacco Pouches, Smokers' Sets, Match Stands, Ash Trays, Smokers' Lamps, Cigar Stands, and Lighters.

SCHEDULE A.

PART II.

The following articles shall not, except as provided in paragraph (3) of Article 2, be subjected to a higher duty under the Customs Tariff than 15 per centum *ad valorem* provided such goods are used for the purpose or purposes specified and that the requirements or conditions of any Security to the Australian Customs, which may be entered into, are fulfilled or complied with.

Tariff Item	Description of Articles
Ex 404.	Ex DEPARTMENTAL BY-LAW No. 97. Bars, hollow drill steel for use in the manufacture of drills for use in rock drilling machines.
	Billets, nickel steel, for use in the manufacture of pinions, under security.
	Billets, nickel steel, for use in the manufacture of gear wheels, under security.

250. (A) Bouteilles, flacons, pots, fioles et tubes n.c.a., en verre, terre, grès ou porcelaine, vides ou contenant des marchandises non soumises à un droit *ad valorem* et non rangées sous le N° 408.

(B) Articles en verre taillé, y compris les bouteilles, carafes, flacons et pots en verre taillé, vides ou contenant des marchandises non soumises à un droit *ad valorem*, ainsi que les lampes et articles d'éclairage en verre taillé, mais non compris les articles en verre gravé à l'acide ou au burin.

250. (C) Articles en verre n.c.a.

(D) Articles en verre pour laboratoire n.c.a. ; appareils en verre pour usages scientifiques n.c.a.

(F) Articles en verre y compris les articles gravés à l'acide ou au burin (mais non compris les articles rangés sous les littera (B) et (E) :

Plats, timbales, saladiers, bols autres que ceux destinés à l'éclairage, jattes, cruches, chandeliers, beurriers, bacs et éléments de batteries, vases, plateaux, compotiers, vases à fleurs, chopes, coupes à glaces, gobelets, mesures y compris les mesures médicales.

(H) Thermomètres n.c.a. :

(1) Dans une gaine de métal ou avec échelle en métal.

(2) Autres.

305. (D) Chaises en bois avec siège en jonc ou autre matière.

309. Articles de fantaisie :

(B) Porte-cartes, épingles à chapeaux, boîtes à allumettes, anneaux de serviettes et fixe-serviette, bourses pour or, n.c.a. ; tire-boutons, ouvre-gants, chausse-pieds et tire-bottes ; dés à coudre, objets d'ornement en ivoire et autres, plumeaux ; conteries enfilées ou non, ainsi que colliers n.c.a., à l'exception de ceux en perles, en perles cultivées, en pierres précieuses, en métaux précieux ou en imitation de métaux précieux.

(C) Articles de parure, non compris les articles partiellement ou entièrement en or, argent ou autres métaux précieux ou leurs imitations, ou partiellement ou entièrement en perles ou pierres précieuses ou leurs imitations : broches, bracelets, boutons de chemises, boutons de manchettes ou fixe-cravate.

(D) N.c.a.

314. Bijouterie connue ordinairement sous le nom de doublé d'or *(rolled gold)*, bijouterie de moins de 9 carats, bijouterie fausse.

Ex 316. Pierres précieuses et perles imitées, reconstituées ou synthétiques, non montées (autres que conteries).

328. Galoches, bottines et souliers de plage, en caoutchouc et plimsolls.

Ex 413. Fume-cigare, fume-cigarette, porte-cigares et porte-cigarettes, étuis à cigares et à cigarettes, boîtes à tabac et tabatières n.c.a. ainsi qu'accessoires; articles de fumeurs, y compris les étuis, blagues à tabac, nécessaires de fumeurs, porte-allumettes, cendriers, lampes de fumeurs, boîtes à cigares et allumeurs.

ANNEXE A

PARTIE II.

Les articles suivants, sauf dispositions prévues au paragraphe 3 de l'article 2, ne seront pas frappés, en vertu du tarif douanier, d'un droit dépassant 15 % *ad valorem*, à condition que ces marchandises soient employées pour l'usage ou les usages spécifiés et que les stipulations ou conditions de tout engagement qui pourra être pris envers les douanes australiennes soient remplies et observées.

N° du tarif	Désignation des marchandises
Ex 404.	EX « DEPARTMENTAL BY-LAW » N° 97.
	Barres d'acier pour mèches creuses pour la fabrication de tarières destinées aux machines à forer la roche.
	Billettes d'acier au nickel pour la fabrication des cylindres de laminoirs, moyennant contrôle de l'emploi.
	Billettes d'acier au nickel pour la fabrication de roues d'engrenage, moyennant contrôle de l'emploi.

Tariff Item	Description of Articles
Ex 404	*(continued) :*
	Compound iron and steel, in the black, whether hardened and tempered or not, but not ground, for use in the manufacture of knives, under security.
	Compound iron and steel, in the black, whether hardened and tempered or not, but not ground, for use in the manufacture of shears, under security.
	Plates and sheets, cast steel, 3/8 inch and under in thickness, with or without centre hole, for use in the manufacture of saws, under security.
	Sheets, steel, stainless, plain or polished, for all purposes.
	Steel, tool, annealed, for use in the manufacture of chasers, under security.
	Steel, tool, annealed, for use in the manufacture of screw cutting dies, under security.
	Steel, tool, annealed, for use in the manufacture of screwplates, under security.
	Steel, tool, annealed, for use in the manufacture of stocks, under security.
	Steel, tool, annealed, for use in the manufacture of taps, under security.
	Tips having a basic composition of tungsten, tantalum, cobalt, boron, and alloys thereof, but not including tips of high speed steel, for use in the manufacture of metal working roughing tools.

SCHEDULE B.

PART I.

Tariff Item in Czechoslovak Customs Tariff		Deduction from General Rate
Ex 37 *a/*	Apples from 1st April to 30th June picked from the tree within three months prior to importation	65 per centum

PART II.

Tariff Item in Czechoslovak Customs Tariff		Customs Rate
Ex 83	Sheepskins with or without wool, rabbit and hare skins, furred ; raw (wet or dry, salted or preserved in lime but not otherwise prepared).	duty free
Ex 139	Pearl shell and other shell	duty free
Ex 220	Wool in the grease	duty free
488 *a/*	Lead, also alloys of lead with antimony, arsenic, tin or zinc .	Kc. 14.40 per 100 kg.
Ex 571	Opals (genuine), unset	Kc. 1,800 per 100 kg.

N° du tarif	Désignation des marchandises
Ex 404 *(suite)*.	Composition de fer et d'acier, dans le noir, trempée et recuite ou non, mais non polie, pour la fabrication des couteaux, moyennant contrôle de l'emploi.
	Composition de fer et d'acier, dans le noir, trempée et recuite ou non, mais non polie, pour la fabrication des cisailles, moyennant contrôle de l'emploi.
	Plaques et feuilles d'acier fondu, de 3/8 de pouce et moins d'épaisseur, avec ou sans trou central, pour la fabrication de scies, moyennant contrôle de l'emploi.
	Feuilles d'acier inoxydable unies ou polies pour tous usages.
	Acier à outils recuit, pour la fabrication de peignes, moyennant contrôle de l'emploi.
	Acier à outils recuit, pour la fabrication de coussinets de filières, moyennant contrôle de l'emploi.
	Acier à outils recuit, pour la fabrication de filières à coussinets, moyennant contrôle de l'emploi.
	Acier à outils recuit, pour la fabrication de porte-filières, moyennant contrôle de l'emploi.
	Acier à outils recuit, pour la fabrication de robinets, moyennant contrôle de l'emploi.
	Ferrures ayant pour composition de base le tungstène, le tantale, le cobalt, le bore et leurs alliages, mais non compris les ferrures en acier à coupe rapide, pour la fabrication d'outils à dégrossir les métaux.

ANNEXE B

PARTIE I.

N° du tarif tchécoslovaque		Réduction sur le tarif général
Ex 37 *a/*	Pommes, du 1er avril au 30 juin, cueillies sur l'arbre dans les trois mois qui ont précédé l'importation	65 %

PARTIE II.

N° du tarif tchécoslovaque		Taux des droits
Ex 83	Peaux de mouton avec ou sans laine, peaux de lapins ou de lièvres, avec la fourrure ; brutes (vertes ou sèches, salées ou conservées à la chaux, mais non autrement travaillées)	Exemptes
Ex 139	Nacre et autres coquillages	Exempts
Ex 220	Laine en suint	Exempte
488 *a/*	Plomb, ainsi que les alliages de plomb et d'antimoine, de plomb et d'arsenic, de plomb et d'étain ou de plomb et de zinc . .	14,40 couronnes tchécoslovaques par 100 kg.
Ex 571	Opales (véritables) non montées	1 800 couronnes tchécoslovaques par 100 kg.

SCHEDULE C.

The following articles shall not be subjected to a higher Primage Duty than 5 per centum *ad valorem*

Tariff Items in Australian Customs Tariff.

106. (E) Buckles, Clasps and Slides for Hats, Shoes and other attire :
(3) Non-metallic, other than those made of glass tinsel or pearl shell, with or without metal fittings or metal fastening devices.
(4) N.E.I.
(5) Pearl shell.
(F) Buttons, n.e.i., including blanks and those partly finished :
(3) Non-metallic, other than those made of glass or tinsel and those specified in paragraph (4) of this sub-item, with or without metal fittings or metal fastening devices ; Cloth Covered.

114. Hats, Caps, and Bonnets :
(E) Hoods for girls' and women's hats, viz. :
(2) Fur Felt Hoods and Velour Hoods.
(F) (1) Felt Capelines for girls' and women's hats :
(b) Fur Felt Capelines and Velour Capelines.

Ex 114. (F) (2) Fur Felt Hats for girls and women.

136. Iron and Steel :
(B) Ingots, Blooms, Slabs, Billets, Puddled Bars and Loops, or like crude manufactures, less finished than Iron or Steel Bars, but more advanced than Pig Iron (except castings).

(C) (1) Angle, Rod other than Wire Rod in Coils, Tee, Bar exceeding one eighth of an inch in thickness and not being of fancy pattern ; Bar exceeding one eighth of an inch in thickness of fancy pattern rolled direct from the billet bar or rod and in the state in which it leaves the rolls.

(G) High Grade Carbon Steels and Alloy Steels containing manganese, silicon, nickel, chromium, tungsten, titanium, vanadium, molybdenum, cobalt or other alloying elements, introduced to impart special qualities to the steel, viz. : ingots, billets, bars, die and tool blocks and blanks, also tapered or bevelled bars and other special shapes, as prescribed by Departmental By-laws.

250. (A) Bottles, flasks, jars, vials and tubes, n.e.i., of glass, earthenware, stoneware or china, empty or containing goods not subject to an *ad valorem* duty and not classifiable under Item 408.

(B) Articles of cut glass, including bottles, decanters, flasks and jars of cut glass empty or containing goods not subject to an *ad valorem* duty and lamps and lampware of cut glass, but not including articles of etched or engraved glass.

(C) Glassware n.e.i.
(D) Laboratory Glassware n.e.i. ; Apparatus of glass for scientific purposes, n.e.i.
(F) Articles of glass including articles of etched or engraved glass (but not including articles covered by sub-items (B) and (E)), viz. :
Dishes, tumblers, salads, bowls other than lightingware, nappies, jugs, candlesticks, butters, battery jars or cells, vases, trays, comports, flowerblocks, mugs, sundaes, goblets, measures including medicine measures.
(H) Thermometers n.e.i. :
(1) Metal-cased or metal-scaled.
(2) Other.

309. Fancy Goods, viz. :
(A) Card Cases, Cigar and Cigarette Cases, Tubes and Holders, Hatpins, Matchboxes, Serviette Rings and Clips, Sovereign Purses, Snuff and Tobacco Boxes, partly or wholly of gold or silver except gold or silver plated and rolled gold.

(B) Card Cases, Hatpins, Matchboxes, Serviette Rings and Clips, Sovereign Purses, n.e.i. ; Button Hooks, Glove Stretchers, Shoe Horns and Lifts, Thimbles, Ivory and other

LISTE C

Les articles suivants ne seront pas soumis à un droit de primage supérieur à 5 % *ad valorem*.

Numéros du tarif douanier australien.

106. (E) Boucles, fermoirs et coulants pour chapeaux, souliers et autres articles d'habillement :
(3) Non en métal, autres que ceux en verre clinquant ou en nacre, avec ou sans accessoires ou attaches métalliques.
(4) N.c.a.
(5) En nacre.
(F) Boutons n.c.a., y compris les ébauches et ceux qui sont partiellement finis :
(3) Non en métal, autres que ceux en verre et en clinquant et que ceux spécifiés au paragraphe 4 du présent littera, avec ou sans accessoires ou attaches métalliques ; boutons recouverts de tissus.

114. Chapeaux, casquettes et bonnets :
(E) Cloches pour chapeaux de fillettes et de femmes :
(2) Cloches en feutre de poils et cloches en velours.
(F) (1) Capelines en feutre pour chapeaux de fillettes et de femmes :
(b) Capelines en feutre de poils et capelines en velours.

Ex 114. (F) (2) Chapeaux en feutre de poils pour fillettes et femmes.

136. Fer et acier :
(B) Lingots, blooms, plaques, billettes, barres et loupes puddlées, et produits bruts similaires, moins finis que le fer et l'acier en barres, mais plus avancés que le fer en gueuses (à l'exception des pièces coulées).
(C) (1) Fers d'angles, tiges autres que les tiges à étirer en rouleaux, T, barres de plus de 1/8 de pouce d'épaisseur et sans profils de fantaisie ; barres de plus de 1/8 de pouce d'épaisseur, à profils de fantaisie provenant directement du laminage de billettes ou de verges et dans l'état où elles quittent le laminoir.
(G) Aciers au carbone, de première qualité, et aciers d'alliage contenant du manganèse, de la silice, du nickel, du chrome, du tungstène, du titane, du vanadium, du molybdène, du cobalt ou d'autres éléments d'alliages introduits pour donner à l'acier des qualités spéciales : lingots, billettes, barres, blocs et ébauches pour coussinets de filières et outils, ainsi que barres effilées ou biseautées et autres formes spéciales, conformément aux règlements.

250. (A) Bouteilles, flacons, pots, fioles et tubes n.c.a. en verre, terre, grès ou porcelaine, vides ou contenant des marchandises non soumises à un droit *ad valorem* et non rangées sous le N° 408.
(B) Articles en verre taillé, y compris les bouteilles, carafes, flacons et pots en verre taillé, vides ou contenant des marchandises non soumises à un droit *ad valorem*, ainsi que les lampes et articles d'éclairage en verre taillé, mais non compris les articles en verre gravé à l'acide ou au burin.
(C) Articles en verre n.c.a.
(D) Articles en verre pour laboratoire n.c.a. ; appareils en verre pour usages scientifiques n.c.a.
(F) Articles en verre, y compris les articles gravés à l'acide ou au burin (mais non compris les articles rangés sous les littera (B) et (E) :
Plats, timbales, saladiers, bols, autres que les articles d'éclairage, jattes, cruches, chandeliers, beurriers, bacs et éléments de batteries, vases, plateaux, compotiers, vases à fleurs, chopes, coupes à glace, gobelets, mesures, y compris les mesures médicales.
(H) Thermomètres n.c.a. :
(1) Dans une gaine de métal ou avec échelle en métal.
(2) Autres.

309. Articles de fantaisie :
(A) Porte-cartes, porte-cigares et porte-cigarettes, fume-cigare et fume-cigarette, épingles à chapeaux, boîtes à allumettes, anneaux de serviettes et fixe-serviette, bourses pour or, tabatières et boîtes à tabac partiellement ou entièrement en or ou en argent, à l'exception de ces articles plaqués d'or ou d'argent ou doublés d'or.
(B) Porte-cartes, épingles à chapeaux, boîtes à allumettes, anneaux de serviettes et fixe-serviette, bourses pour or, n.c.a. ; tire-boutons, ouvre-gants, chausse-pieds et tire-bottes,

ornamental figures, Feather Dusters ; Beads strung or unstrung and Necklets n.e.i., except those made of pearls, cultured pearls, precious stones, precious metals or imitation precious metals.

(c) Articles for personal wear, not including articles partly or wholly of gold, silver or other precious metal or imitations thereof or partly or wholly of pearls or precious stones or imitations thereof, viz. : Brooches, Bangles, Studs, Sleeve Links and Tie Clips.

314. Jewellery, commonly known as rolled gold ; Jewellery under 9-carat ; Imitation Jewellery.

Ex 316. Imitation Reconstructed and Synthetic Precious Stones and Pearls, unset (not being beads).

328. Goloshes, rubber sand boots and shoes and plimsolls.

The following articles shall not be subjected to a higher Primage Duty than 4 per centum *ad valorem*, provided such goods are used for the purpose or purposes specified and that the requirements or conditions of any Security to the Australian Customs, which may be entered into, are fulfilled or complied with.

Tariff Item	Description of Articles
Ex 404	Ex DEPARTMENTAL BY-LAW No. 97.
	Bars, hollow drill steel for use in the manufacture of drills for use in rock drilling machines.
	Billets, nickel steel, for use in the manufacture of pinions, under security.
	Billets, nickel steel, for use in the manufacture of gear wheels, under security.
	Compound iron and steel, in the black, whether hardened and tempered or not, but not ground, for use in the manufacture of knives, under security.
	Compound iron and steel, in the black, whether hardened and tempered or not, but not ground, for use in the manufacture of shears, under security.
	Plates and sheets, cast steel, $^3/_8$ inch and under in thickness, with or without centre hole, for use in the manufacture of saws, under security.
	Sheets, steel, stainless, plain or polished, for all purposes.
	Steel, tool, annealed, for use in the manufacture of chasers, under security.
	Steel, tool, annealed, for use in the manufacture of screw cutting dies, under security.
	Steel, tool, annealed, for use in the manufacture of screwplates, under security.
	Steel, tool, annealed, for use in the manufacture of stocks, under security.
	Steel, tool, annealed, for use in the manufacture of taps, under security.
	Tips having a basic composition of tungsten, tantalum, cobalt, boron, and alloys thereof, but not including tips of high speed steel, for use in the manufacture of metal working roughing tools.

FINAL PROTOCOL

TO THE TREATY OF COMMERCE BETWEEN THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC.

At the time of signing the Treaty of Commerce between the Commonwealth of Australia and the Czechoslovak Republic, the undersigned Plenipotentiaries make the following declarations which will form an integral part of the said Treaty :

To Schedule B, Part I.

It is agreed with respect to the period of three months prior to importation within which apples have to be imported in order to be eligible for a deduction of 65% from the General Rate of duty in the Czechoslovak Customs Tariff that the said period dates back

dés à coudre, objets d'ornement en ivoire et autres, plumeaux; conteries enfilées ou non, ainsi que colliers n.c.a. à l'exception de ceux en perles, en perles cultivées, en pierres précieuses, en métaux précieux ou en imitation de métaux précieux.

(c) Articles de parure, non compris les articles partiellement ou entièrement en or, argent ou autres métaux précieux ou leurs imitations, ou partiellement ou entièrement en perles ou pierres précieuses ou leurs imitations : broches, bracelets, boutons de chemises, boutons de manchettes et fixe-cravate.

314. Bijouterie connue ordinairement sous le nom de doublé d'or *(rolled gold)* ; bijouterie de moins de 9 carats, bijouterie fausse.

Ex 316. Pierres précieuses et perles imitées, reconstituées ou synthétiques, non montées (autres que conteries).

328. Galoches, bottines et souliers de plage en caoutchouc et plimsolls.

Les articles suivants ne seront pas frappés d'un droit de primage dépassant 4% *ad valorem*, à la condition que ces marchandises soient employées pour l'usage ou les usages spécifiés et que les conditions ou stipulations de tout engagement qui pourra être pris envers les douanes australiennes, soient remplies et observées.

N° du tarif	Désignation des marchandises
Ex 404.	Ex « DEPARTMENTAL BY-LAW » N° 97.
	Barres d'acier pour mèches creuses pour la fabrication de tarières destinées aux machines à forer la roche.
	Billettes d'acier au nickel pour la fabrication de cylindres de laminoirs, moyennant contrôle de l'emploi.
	Billettes d'acier au nickel pour la fabrication des roues d'engrenages, moyennant contrôle de l'emploi.
	Composition de fer et d'acier, dans le noir, trempée et recuite ou non, mais non polie, pour la fabrication des couteaux, moyennant contrôle de l'emploi.
	Composition de fer et d'acier, dans le noir, trempée et recuite ou non, mais non polie, pour la fabrication des cisailles, moyennant contrôle de l'emploi.
	Plaques et feuilles d'acier fondu de 3/8 de pouce et moins d'épaisseur, avec ou sans trou central, pour la fabrication des scies, moyennant contrôle de l'emploi.
	Feuilles d'acier inoxydable, uni ou poli, pour tous usages.
	Acier à outils recuit pour la fabrication de peignes, moyennant contrôle de l'emploi.
	Acier à outils recuit pour la fabrication des coussinets de filière, moyennant contrôle de l'emploi.
	Acier à outils recuit pour la fabrication des filières à coussinets, moyennant contrôle de l'emploi.
	Acier à outils recuit pour la fabrication des porte-filières, moyennant contrôle de l'emploi.
	Acier à outils recuit pour la fabrication des robinets, moyennant contrôle de l'emploi.
	Ferrures ayant pour composition de base le tungstène, le tantale, le cobalt, le bore et leurs alliages, mais non compris les ferrures en acier à coupe rapide, pour la fabrication d'outils à dégrossir les métaux.

PROTOCOLE FINAL

AU TRAITÉ DE COMMERCE ENTRE LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE.

Au moment de signer le présent traité de commerce entre le Commonwealth d'Australie et la République tchécoslovaque, les plénipotentiaires soussignés font les déclarations suivantes qui formeront une partie intégrante dudit traité :

Ad *Annexe B, Partie I.*

Il est convenu qu'en ce qui concerne la période de trois mois, antérieure à l'importation, au cours de laquelle les pommes devront être importées pour pouvoir bénéficier de la réduction de 65% sur le tarif général des droits du tarif douanier tchécoslovaque, ladite

from the day of Customs clearance in Czechoslovakia. The consignments of apples are to be accompanied by a certificate indicating the time of picking. Both Governments will agree upon a list of names of Australian authorities which will be charged with issuing the certificates.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Protocol in duplicate and have affixed thereto their seals.

Signed at Canberra, this third day of August, 1936.

(L. S.) H. S. GULLETT.

Signed at Praha, this nineteenth day of August, 1936.

(L. S.) Dr. Alois Z. ŠTANGLER.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

PRIME MINISTER'S DEPARTMENT.
TRADE TREATIES.

CANBERRA, *August 3rd*, 1936.

DEAR Dr. ŠTANGLER,

During the Commercial Treaty negotiations in Prague, London and Canberra, requests were submitted on behalf of your Government for reductions of duty on the following goods :

Tariff Item		
106	(E)	Buckles, Clasps and Slides for Hats, Shoes and other attire : (3) Non-metallic, other than those made of glass tinsel or pearl shell, with or without metal fittings or metal fastening devices.
106	(F)	Buttons, n.e.i., including blanks and those partly finished : (3) Non-metallic, other than those made of glass or tinsel and those specified in paragraph (4) of this sub-item, with or without metal fittings or metal fastening devices ; Cloth Covered.
136	(C)	(1) Iron and Steel : Angle, Rod other than Wire Rod in Coils, Tee, Bar exceeding one eighth of an inch in thickness and not being of fancy pattern : Bar exceeding one eighth of an inch in thickness of fancy pattern rolled direct from the billet bar or rod and in the state in which it leaves the rolls.
Ex 208	(A)	Cold Rolls, Valve Springs, Grates, Baskets, and similar implements of fire-resisting steel used in the manufacture of porcelain and enamel ware, &c., Wood-work Knives and Shear Blades of all kinds.
Ex 250		Full lead cut crystal glass with a minimum content of 25% lead oxide free from barium oxide and calcium oxide, viz., bowls, jugs, salads, tumblers, candlesticks, trays, powder boxes, stemmed glasses, vases. Glassware for illuminating purposes consisting of two or more layers of glass, each layer of different colouring. Other glassware, viz., salts, shakers, peppers, mustards, cruets and parts with or without trays.
Ex 305	(D)	Bentwood Chairs.
Ex 310	(B)	Special Types of Toys composed wholly or mainly of wood.

période sera comptée en remontant à partir du jour du dédouanement en Tchécoslovaquie. Les envois de pommes devront être accompagnés d'un certificat indiquant le jour de la récolte. Les deux gouvernements s'entendront pour établir une liste des noms des autorités australiennes chargées de délivrer les certificats.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole en double exemplaire et y ont apposé leurs cachets.

Signé à Canberra, le trois août 1936.

(L. S.) H. S. GULLETT.

Signé à Praha, le dix-neuf août 1936.

(L. S.) Dr Aloïs Z. ŠTANGLER.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

DÉPARTEMENT DU PREMIER MINISTRE.
TRAITÉS DE COMMERCE.

CANBERRA, *le 3 août* 1936.

MONSIEUR,

Au cours des négociations relatives au traité de commerce qui ont eu lieu à Praha, Londres et Canberra, des requêtes ont été présentées au nom de votre gouvernement, demandant une réduction des droits qui frappent les marchandises suivantes :

N° du tarif		
106	(E)	Boucles, fermoirs et coulants pour chapeaux, souliers et autres articles d'habillement. (3) Non en métal, autres que ceux en verre clinquant ou nacre, avec ou sans accessoires ou attaches métalliques.
106	(F)	Boutons n.c.a., y compris les ébauches et ceux qui sont partiellement finis. (3) Non en métal, autres que ceux en verre et en clinquant et que ceux spécifiés au paragraphe 4 du présent littera, avec ou sans accessoires ou attaches métalliques, boutons recouverts de tissu.
136	(C)	(I) Fer et acier : Fers d'angle, tiges autres que les tiges à étirer en rouleaux, T, barres de plus de 1/8 de pouce d'épaisseur et sans profils de fantaisie ; barres de plus de 1/8 de pouce d'épaisseur, et à profils de fantaisie provenant directement du laminage de billettes ou de verges et dans l'état où elles quittent le laminoir.
Ex 208	(A)	Cylindres de laminoirs pour laminage à froid, ressorts de soupapes, grilles, corbeilles et articles similaires en acier allant au feu, employés dans la fabrication des objets en porcelaine et en émail, etc., planes et lames pour cisailles, de toutes sortes.
Ex 250		Cristal taillé d'une teneur minimum de 25 % d'oxyde de plomb, exempt d'oxyde de baryum et d'oxyde de calcium : bols, cruches, saladiers, timbales, chandeliers, plateaux, boîtes à poudre, verres à pied, vases. Articles en verre, destinés à l'éclairage, composés de deux couches ou plus de verre, chacune de teinte différente. Autres articles en verre : salières, saupoudroirs, poivrières, moutardiers, huiliers et parties de ces articles avec ou sans support.
Ex 305	(D)	Chaises en bois courbé.
Ex 310	(B)	Types spéciaux de jouets composés entièrement ou en grande partie de bois.

With respect to certain of these items, the Commonwealth Government have already made responses to your Government's requests. In addition to any commitment made under the proposed draft Treaty, I now inform you of the decisions of the Commonwealth Government :

Item 106 (E) (3) Item 106 (F) (3) Item 136 (C) (1)	If not already so referred, the Commonwealth Government are prepared to refer these items to the Tariff Board for public enquiry and report. The Tariff Board will take into account any representations which may be submitted to them on behalf of Czechoslovak interests.
Ex Item 208 (A)	The Commonwealth Government are prepared to take into their further consideration your request relating to these goods, provided further details and information are forwarded to them by the Czechoslovak Government.

With respect to Bentwood Chairs (ex Item 305 (D)) and certain toys (Ex Item 310 (B)), I shall recommend to the Commonwealth Government that they should consider making a further reference covering Bentwood Chairs to the Tariff Board, if it should appear to them, in the light of any information which the Government of the Czechoslovak Republic may put before them, that the Czechoslovak case was inadequately represented during the recent Tariff Board enquiry; and in respect of certain wooden toys, if samples of the special types and descriptive literature are forwarded, the Commonwealth Government should further consider the request.

I shall also bring to the notice of the Commonwealth Government the request of the Czechoslovak Government for reduction of duty on :

(a) Full lead cut crystal glass with a minimum content of 25% lead oxide free from barium oxide and calcium oxide, viz., bowls, jugs, salads, tumblers, candlesticks, trays, powder boxes, stemmed glasses, vases ;

(b) Glassware for illuminating purposes consisting of two or more layers of glass each layer of different colouring ;

(c) Other glassware, viz., salts, shakers, peppers, mustards, cruets and parts with or without trays.

I would be glad to learn that the Government of the Czechoslovak Republic accept the position that the laws, regulations, determinations, and decisions for the time being in force in the Commonwealth of Australia are to have application to Czechoslovak goods affected by the proposed Treaty on importation into Australia in deciding questions which may arise relating to origin of goods, eligibility for tariff preferences, invoice requirements, and tariff classification.

I have the honour to be, Sir, Your obedient servant.

H. S. GULLETT,
Minister directing Negotiations for Trade Treaties.

Dr. A. Štangler,
Ministerial Counsellor and
Deputy Chief of the Economic Section,
Czechoslovak Ministry of Foreign Affairs,
Prague.

II.

PRAHA, *August 19th*, 1936.

DEAR SIR HENRY,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter of 3rd August, 1936, confirming that during the negotiations in Praha, London and Canberra, requests on behalf of the Czecho-

En ce qui concerne certains de ces numéros, le Gouvernement du Commonwealth a déjà fait droit aux requêtes de votre gouvernement. En plus des engagements prévus dans le projet de traité, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement du Commonwealth a pris les décisions suivantes:

N° 106 (E) (3) 106 (F) (3) 136 (C) (1)	Si la chose n'a pas encore été faite, le Gouvernement du Commonwealth est disposé à soumettre ces numéros au « Tariff Board » pour enquête publique et rapport. Le « Tariff Board » tiendra compte de toutes les observations qui pourront lui être soumises au nom des groupements tchécoslovaques intéressés.
Ex N° 208 (A)	Le Gouvernement du Commonwealth est disposé à examiner de plus près votre requête concernant ces marchandises, à condition que le Gouvernement tchécoslovaque lui fasse parvenir des détails et des renseignements complémentaires.

En ce qui concerne les chaises en bois courbé (Ex N° 305 (D)) et certains jouets (Ex N° 310 (B)), je recommanderai au Gouvernement du Commonwealth d'envisager la possibilité de soumettre à nouveau au « Tariff Board » la question des chaises en bois courbé, si, d'après les renseignements qu'aura pu lui fournir la République tchécoslovaque, il estime que les raisons qui militent en faveur de la demande tchécoslovaque n'ont pas été exposées avec assez de force au cours de la précédente enquête du « Tariff Board » ; pour ce qui est de certains jouets en bois, le Gouvernement du Commonwealth examinerait la requête plus à fond si on lui envoyait des échantillons des types spéciaux ainsi que des documents en donnant la description.

Je porterai également à la connaissance du Gouvernement du Commonwealth la requête du Gouvernement tchécoslovaque demandant une réduction des droits sur :

a) Le cristal taillé d'une teneur minimum de 25 % d'oxyde de plomb, exempt d'oxyde de baryum et d'oxyde de calcium : bols, cruches, saladiers, timbales, chandeliers, plateaux, boîtes à poudre, verres à pied, vases ;

b) Les articles en verre destinés à l'éclairage composés de deux couches ou plus de verre, chacune de teinte différente ;

c) D'autres articles en verre : salières, saupoudroirs, poivrières, moutardiers, huiliers et parties de ces articles avec ou sans support.

Je serais heureux d'apprendre que le Gouvernement de la République tchécoslovaque reconnaît que les lois, règlements, résolutions et décisions actuellement en vigueur dans le Commonwealth australien seront applicables aux marchandises tchécoslovaques visées par le traité proposé, à leur importation en Australie, lorsqu'il s'agira de résoudre les questions qui pourront se poser quant à l'origine des marchandises, à l'application du tarif préférentiel, aux factures et à la classification douanière.

Veuillez agréer, etc.

H. S. GULLETT,
Ministre chargé des négociations relatives aux traités de commerce.

Monsieur le Dr A. Štangler,
Conseiller ministériel et
Chef adjoint de la section économique,
Ministère des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie,
Praha.

II.

PRAHA, *le* 19 *août* 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date du 3 août 1936, confirmant qu'au cours de négociations qui ont eu lieu à Praha, Londres et Canberra, des requêtes ont été soumises

slovak Government were submitted to the Australian representatives for reductions of duty on the following goods :

Tariff Item

106 (E) (3) Buckles, Clasps and Slides for Hats, Shoes and other attire :
Non- metallic, other than those made of glass tinsel or pearl shell, with or without metal fittings or metal fastening devices.

106 (F) (3) Buttons, n.e.i., including blanks and those partly finished :
Non-metallic, other than those made of glass or tinsel and those specified in paragraph (4) of this sub-item, with or without metal fittings or metal fastening devices ; Cloth Covered.

136 (C) (I) Iron and Steel :
Angle, Rod other than Wire Rod in Coils, Tee, Bar exceeding one eighth of an inch in thickness and not being of fancy pattern ; Bar exceeding one eighth of an inch in thickness of fancy pattern rolled direct from the billet bar or rod and in the state in which it leaves the rolls.

Ex 208 (A) Cold Rolls, Valve Springs, Grates, Baskets, and similar implements of fire-resisting steel used in the manufacture of porcelain and enamel ware, &c., Wood-work Knives and Shear Blades of all kinds.

Ex 250 Full lead cut crystal glass with a minimum content of 25% lead oxide free from barium oxide and calcium oxide, namely, bowls, jugs, salads, tumblers, candlesticks, trays, powder boxes, stemmed glasses, vases ;
Glassware for illuminating purposes, consisting of two or more layers of glass, each layer of different colouring ;
Salts, shakers, peppers, mustards, cruets and parts of cruets with or without trays.

Ex 305 (D) Bentwood Chairs.
Ex 310 (B) Special Types of Toys composed wholly or mainly of wood.

With respect to certain of these requests I note that the Commonwealth Government's decisions are as follows :

Item 106 (E) (3)
Item 106 (F) (3)
Item 136 (C) (I)
} If not already so referred, the Commonwealth Government are prepared to refer these items to the Tariff Board for public enquiry and report. The Tariff Board will take into account any representations which may be submitted to them on behalf of Czechoslovak interests.

Ex Item 208 (A) The Commonwealth Government are prepared to take into their further consideration the request of the Czechoslovak Government relating to these goods, provided further details and information are forwarded to them by the Czechoslovak Government.

With respect to Bentwood Chairs Ex Item 305 (D) and Wooden Toys of special types Ex Item 310 (B), I note that you will recommend to the Commonwealth Government that they should :

(a) Consider making a further reference covering Bentwood Chairs to the Tariff Board, if it appears to them, in the light of any information which the Government of Czechoslovakia may put before them, that the Czechoslovak case was inadequately represented during the recent Tariff Board Enquiry, and

(b) Further consider the request on the special types of Wooden Toys if samples and descriptive literature are forwarded.

I also note that you will bring to the notice of the Commonwealth Government the request of the Czechoslovak Government for reduction of duty on :

(a) Full lead cut crystal glass with a minimum content of 25% lead oxide free from barium oxide and calcium oxide, viz., bowls, jugs, salads, tumblers, candlesticks, trays, powder boxes, stemmed glasses, vases ;

(b) Glassware for illuminating purposes consisting of two or more layers of glass each layer of different colouring ;

aux représentants de l'Australie au nom du Gouvernement tchécoslovaque, demandant une réduction des droits frappant les marchandises suivantes :

N° du tarif

106 (E) (3) Boucles, fermoirs et coulants pour chapeaux, souliers et autres articles d'habillement : Non en métal, autres que ceux en verre clinquant ou nacre, avec ou sans accessoires ou attaches métalliques.

106 (F) (3) Boutons n.c.a. y compris les ébauches et ceux qui sont partiellement finis : Non en métal, autres que ceux en fer ou en clinquant et que ceux spécifiés au paragraphe (4) du présent littera, avec ou sans accessoires ou attaches métalliques ; boutons recouverts de tissu.

136 (C) (1) Fer et acier : Fers d'angle, tiges autres que les tiges à étirer en rouleaux, T, barres de plus de 1/8 de pouce d'épaisseur et sans profils de fantaisie ; barres de plus de 1/8 de pouce d'épaisseur à profils de fantaisie, provenant directement du laminage de billettes, ou de verges et dans l'état où elles quittent le laminoir.

Ex 208 (A) Cylindres de laminoirs pour laminage à froid, ressorts de soupapes, grilles, corbeilles et articles similaires en acier allant au feu, employés dans la fabrication des objets en porcelaine ou en émail ; planes et lames pour cisailles de toutes sortes.

Ex 250 Cristal taillé d'une teneur minimum de 25 % d'oxyde de plomb, exempt d'oxyde de baryum et d'oxyde de calcium : bols, cruches, saladiers, timbales, chandeliers, plateaux, boîtes à poudre, verres à pied, vases ;

Articles en verre destinés à l'éclairage, composés de deux couches ou plus de verre, chacune de teinte différente ;

Salières, saupoudroirs, poivrières, moutardiers, huiliers et parties de ces articles avec ou sans support.

Ex 305 (D) Chaises en bois courbé.

Ex 310 (D) Types spéciaux de jouets composés entièrement ou en grande partie de bois.

Je note qu'en ce qui concerne certaines de ces requêtes, le Gouvernement du Commonwealth a pris les décisions suivantes :

Nos 106 (E) (3), 106 (F) (3), 136 (C) (1) : Si la chose n'a pas encore été faite, le Gouvernement du Commonwealth est disposé à soumettre ces numéros au « Tariff Board » pour enquête publique et rapport. Le « Tariff Board » tiendra compte de toutes les observations qui pourront lui être soumises au nom des groupements tchécoslovaques intéressés.

Ex N° 208 (A) Le Gouvernement du Commonwealth est disposé à examiner de plus près la requête du Gouvernement tchécoslovaque relative à ces marchandises, à condition que le Gouvernement tchécoslovaque lui fasse parvenir des détails et des renseignements complémentaires.

En ce qui concerne les chaises en bois courbé (Ex N° 305 (D)) et les jouets en bois de types spéciaux (Ex N° 310 (B)), je note que vous recommanderez au Gouvernement du Commonwealth :

a) D'examiner la possibilité de soumettre à nouveau au « Tariff Board » la question des chaises en bois courbé si, d'après les renseignements qu'aura pu lui fournir la République tchécoslovaque, il estime que les raisons qui militent en faveur de la demande tchécoslovaque n'ont pas été exposées avec assez de force au cours de la précédente enquête du « Tariff Board », et

b) D'examiner plus à fond la requête relative aux types spéciaux de jouets en bois, à condition que soient expédiés des échantillons et des documents en donnant la description.

Je note également que vous porterez à la connaissance du Gouvernement du Commonwealth la requête du Gouvernement tchécoslovaque relative à la réduction des droits sur :

a) Le cristal taillé d'une teneur minimum de 25 % en oxyde de plomb, exempt d'oxyde de baryum et d'oxyde de calcium : bols, cruches, saladiers, timbales, chandeliers, plateaux, boîtes à poudre, verres à pied, vases ;

b) Articles en verre destinés à l'éclairage composés de deux couches ou plus de verre, chacune de teinte différente ;

(c). Other glassware, viz., salts, shakers, peppers, mustards, cruets and parts with or without trays.

In view of the requests expressed by the Australian Representatives on behalf of the Commonwealth Government, the Government of Czechoslovakia accept the position that the laws, regulations, determinations, and decisions for the time being in force in the Commonwealth of Australia are to have application to Czechoslovak goods affected by the proposed Treaty, on importation into Australia in deciding questions which may arise relating to origin of goods, eligibility for Tariff preference, invoice requirements, and Tariff classification.

I have the honour to be, Sir, Your obedient servant.

Dr. Alois Z. ŠTANGLER.

The Hon. Sir Henry Gullett, K.C.M.G., M.P.,
Minister directing Negotiations for Trade Treaties,
Canberra, Australia.

---

c) Autres articles en verre : salières, saupoudroirs, poivrières, moutardiers, huiliers et parties de ces articles avec ou sans supports.

En réponse aux demandes formulées par les représentants australiens au nom du Gouvernement du Commonwealth, le Gouvernement tchécoslovaque reconnaît que les lois, règlements, résolutions et décisions actuellement en vigueur dans le Commonwealth d'Australie seront applicables aux marchandises tchécoslovaques visées par le traité proposé, à leur importation en Australie, lorsqu'il s'agira de résoudre les questions qui pourront se poser quant à l'origine des marchandises, à l'application du tarif préférentiel, aux factures et à la classification douanière.

Veuillez agréer, etc.

Dr Aloïs Z. ŠTANGLER.

L'honorable sir Henry Gullett, K.C.M.G., M.P.,
Ministre chargé des négociations
relatives aux traités de commerce,
Canberra, Australie.

N° 4094.

COMMONWEALTH D'AUSTRALIE ET UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

Accord commercial provisoire, avec annexes, signé à Canberra, le 3 octobre 1936, et échange de notes y relatif de la même date.

COMMONWEALTH OF AUSTRALIA AND ECONOMIC UNION OF BELGIUM AND LUXEMBURG

Provisional Commercial Agreement, with Annexes, signed at Canberra, October 3rd, 1936, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date.

No. 4094. — PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT [1] BETWEEN THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA AND THE BELGO-LUXEMBURG ECONOMIC UNION. SIGNED AT CANBERRA, OCTOBER 3RD, 1936.

English and French official texts communicated by the Minister for External Affairs of the Commonwealth of Australia. The registration of this Agreement took place April 16th, 1937.

THE GOVERNMENT OF THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA and THE GOVERNMENT OF BELGIUM acting both on its own behalf and by virtue of existing agreements on behalf of THE GOVERNMENT OF LUXEMBURG, desiring to facilitate and extend still further the commercial relations between Australia, on the one part, and the Belgo-Luxemburg Economic Union, on the other part, have agreed as follows :

Article I.

Articles, produced or manufactured in Australia, on their importation into the Customs Territory of the Belgo-Luxemburg Economic Union, and articles produced or manufactured in the Customs Territory of the Belgo-Luxemburg Economic Union, on their importation into Australia, shall not be subjected to other or higher duties or charges than those paid on the like articles, the produce or manufacture of the most-favoured foreign country.

Article II.

(1) Articles enumerated in Schedule " A " to this Agreement, produced or manufactured in the Customs Territory of the Belgo-Luxemburg Economic Union, shall, on importation into Australia, be accorded the benefits of the Australian Intermediate Tariff.

(2) Articles enumerated in Schedule " B " this Agreement, being the produce or manufacture of the Customs Territory of the Belgo-Luxemburg Economic Union, shall not, on importation into Australia, be subjected to a higher duty than that specified in the said Schedule.

(3) The stipulations of paragraphs (1) and (2) of this Article shall not be deemed to exempt the said articles from liability to sales tax or, except as provided in paragraph (4), from payment of primage duties.

(4) Articles enumerated in Schedule " C " to this Agreement, produced or manufactured in the Customs Territory of the Belgo-Luxemburg Economic Union, shall not, on importation into Australia, be subjected to higher primage duties than those specified in the said Schedule.

(5) Outside packages and outer coverings containing articles enumerated in Schedule " D " to this Agreement, produced or manufactured in the Customs Territory of the Belgo-Luxemburg Economic Union, shall, on importation into Australia, be exempt from duty.

[1] Came into force provisionally January 1st, 1937.

N° 4094. — ACCORD [1] COMMERCIAL PROVISOIRE ENTRE LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE ET L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE. SIGNÉ A CANBERRA, LE 3 OCTOBRE 1936.

Textes officiels anglais et français communiqués par le ministre des Affaires étrangères du Commonwealth d'Australie. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 16 *avril* 1937.

LE GOUVERNEMENT DU COMMONWEALTH D'AUSTRALIE et LE GOUVERNEMENT BELGE, agissant tant en son nom qu'au nom DU GOUVERNEMENT LUXEMBOURGEOIS en vertu d'accords existants, désireux de faciliter et de développer les relations commerciales entre l'Union Economique belgo-luxembourgeoise d'une part, et l'Australie d'autre part, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les articles produits ou manufacturés sur le territoire douanier de l'Union Economique belgo-luxembourgeoise, à leur importation en Australie, et les articles produits ou manufacturés en Australie, à leur importation sur le territoire douanier de l'Union Economique belgo-luxembourgeoise, ne seront pas soumis à des droits ou taxes autres ou plus élevés que ceux perçus sur les produits ou les articles manufacturés similaires de la nation étrangère la plus favorisée.

Article II.

(1) Les articles énumérés à la liste A annexée au présent accord et produits ou manufacturés sur le territoire douanier de l'Union Economique belgo-luxembourgeoise bénéficieront, à leur importation en Australie, du tarif intermédiaire australien.

(2) Les articles énumérés à la liste B annexée au présent accord et produits ou manufacturés sur le territoire douanier de l'Union Economique belgo-luxembourgeoise ne seront pas soumis, à leur importation en Australie, à des droits plus élevés que ceux mentionnés à ladite liste.

(3) Les dispositions des paragraphes (1) et (2) du présent article ne pourront pas être invoquées pour exempter lesdits articles du paiement de la « sales tax » ou, sauf dans les limites prévues au paragraphe (4), du paiement des « primage duties ».

(4) Les articles énumérés à la liste C annexée au présent accord et produits ou manufacturés sur le territoire douanier de l'Union Economique belgo-luxembourgeoise ne seront pas soumis, à leur importation en Australie, à des « primage duties » plus élevés que ceux mentionnés à ladite liste.

(5) Les emballages extérieurs contenant des articles énumérés à la liste D annexée au présent accord et produits ou manufacturés sur le territoire douanier de l'Union Economique belgo-luxembourgeoise seront, à leur importation en Australie, exempts de droits.

[1] Entré provisoirement en vigueur le 1er janvier 1937.

Article III.

Articles enumerated in Schedule "E" to this Agreement, produced or manufactured in Australia, shall not, on importation into the Customs Territory of the Belgo-Luxemburg Economic Union, be subjected to higher duties than those specified in the said Schedule.

Article IV.

During the currency of the present Agreement, Belgian plain clear sheet glass (Australian Tariff Item 242 (B)) shall benefit in Australia from the import regime set forth in this Article.

(1) During any year in which the consumption of plain clear sheet glass in Australia is estimated not to exceed 7,500,000 square feet the Government of the Commonwealth of Australia shall permit the importation into Australia of 2,152,500 square feet of Belgian plain clear sheet glass.

(2) If the consumption of plain clear sheet glass in Australia during any year is greater than 7,500,000 square feet the Government of the Commonwealth of Australia will grant to Belgium a supplementary quota of plain clear sheet glass equal to 35.8725 per centum of the difference between the figure for the actual Australian consumption during the year in question and 7,500,000 square feet.

(3) In the event that the Australian glass makers are unable to supply the full quota reserved to them and that it becomes necessary to authorize the importation of additional quantities of plain clear sheet glass, the Government of the Commonwealth of Australia will grant a supplementary quota to Belgium. The supplementary quota granted to Belgium shall be equal to 71.745 per centum of the total additional quantity authorised to be imported under the conditions set forth in this paragraph.

(4) Belgian plain clear sheet glass the importation of which into Australia is authorised under this import regime shall be subjected to a duty of four shillings (4/-) per hundred square feet and shall be exempt from primage duty. However, if this duty is reduced or suppressed in favour of any other foreign country, the same reduction or suppression shall be applied to Belgian plain clear sheet glass.

(5) In the event of a cessation of production of plain clear sheet glass in Australia, the Government of the Commonwealth of Australia shall have the right to abolish all restrictions on the importation of this product. In that event, Belgian plain clear sheet glass shall be admitted into Australia either under the rates of duty specified in paragraph (4) or under the most favourable rates of duty granted to any other foreign country, whichever is the lower.

(6) The quotas allocated to Belgium shall be divided between glass of the various qualities and weights in the following proportions :

	Per centum of total quantity allocated
Horticultural glass	11.25
Other qualities :	
16 oz. glass	43
21 oz. glass	40
Heavier than 21 oz. glass	5.75

In the case of glass heavier than 21 oz. import permits shall be granted, within the limits of the specified percentage, in such weights as Australian consumers require.

(7) In the event that the Australian demand for horticultural glass in any year is less than 11.25 per centum of the total Australian demand for plain clear sheet glass of all qualities, the Government of the Commonwealth of Australia will use its best endeavours to arrange that the allocations of horticultural glass to Belgium shall coincide with the actual percentage. In this

Article III.

Les articles énumérés à la liste E annexée au présent accord et produits ou manufacturés en Australie ne seront pas, à leur importation sur le territoire douanier de l'Union Economique belgo-luxembourgeoise, soumis à des droits plus élevés que ceux mentionnés à ladite liste.

Article IV.

Pendant la durée du présent accord, le verre à vitres belge (N° 242 B du tarif australien) bénéficiera en Australie du régime d'importation prévu dans le présent article.

(1) Durant une année de contingentement pendant laquelle la consommation de verre à vitres en Australie est estimée ne pas devoir dépasser 7.500.000 pieds carrés, le Gouvernement du Commonwealth d'Australie admettra à l'importation en Australie 2.152.500 pieds carrés de verre à vitres belge.

(2) Si la consommation de verre à vitres en Australie pendant une année de contingentement vient à dépasser 7.500.000 pieds carrés le Gouvernement du Commonwealth d'Australie accordera à la Belgique un contingent supplémentaire de verre à vitres, égal à 35,8725 pour cent de la différence entre le chiffre de la consommation australienne réelle pendant l'année en question et 7.500.000 pieds carrés.

(3) Si les fabricants australiens se trouvaient dans l'impossibilité de livrer le contingent total qui leur est attribué et s'il devenait nécessaire d'autoriser l'importation de quantités additionnelles de verre à vitres, le Gouvernement du Commonwealth d'Australie accorderait à la Belgique un contingent supplémentaire. Le contingent supplémentaire accordé à la Belgique serait égal à 71,745 pour cent de la quantité additionnelle totale dont l'importation serait autorisée dans les conditions prévues dans le présent paragraphe.

(4) Le verre à vitres belge dont l'importation en Australie sera autorisée sous le régime d'importation prévu dans le présent article sera soumis à un droit de quatre shillings (4/–) par cent pieds carrés et sera exempt de « primage duty ». Toutefois, si ce droit est réduit ou supprimé en faveur de n'importe quelle autre nation étrangère, la même réduction ou suppression sera appliquée au verre à vitres belge.

(5) Si la production du verre à vitres venait à cesser en Australie, le Gouvernement du Commonwealth d'Australie aurait le droit d'abolir toutes restrictions à l'importation de ce produit. Dans ce cas le verre à vitres belge serait admis en Australie au droit prévu au paragraphe (4) ci-dessus, ou s'il est moins élevé au droit le plus favorable qui serait accordé à la nation étrangère la plus favorisée.

(6) Les contingents de verre à vitres alloués à la Belgique seront répartis entre verres des diverses qualités et épaisseurs suivants :

	Pourcentage attribué dans la quantité totale
Verre pour serres (horticultural glass)	11,25
Autres qualités :	
Verre de 16 oz.	43
Verre de 21 oz.	40
Verre de plus de 21 oz.	5,75

En ce qui concerne le verre d'une épaisseur supérieure à 21 oz. les autorisations d'importation seront octroyées, dans les limites du pourcentage spécifié, suivant les épaisseurs demandées par les consommateurs australiens.

(7) Dans le cas où pendant une année de contingentement la demande australienne de verre pour serres serait inférieure à 11,25 pour cent de la demande totale australienne de verre à vitres de toutes qualités, le Gouvernement du Commonwealth d'Australie s'efforcera de réajuster la quantité de verres pour serres attribuée à la Belgique, de façon qu'elle corresponde au pourcentage

case the difference between the figure representing 11.25 per centum of the total Belgian quota and the figure representing the actual percentage shall be divided between the other categories as follows :

	Per centum of quantity allocated
16 oz. glass	48
21 oz. glass	45
Heavier than 21 oz. glass	7

The percentage allocated by this paragraph to glass heavier than 21 oz. may, if the Belgian Government so desires, be distributed between glass of 16 oz. and 21 oz. weights.

(8) With a view to permitting the application of paragraphs (6) and (7) of this Article, the Government of the Commonwealth of Australia shall continue to take all the necessary measures to ascertain the actual annual demand in Australia for horticultural glass.

(9) Since the demand for glass of horticultural quality is seasonal and occurs almost entirely during the months of January to April in each year the Belgian Government will assist the Government of the Commonwealth of Australia in all measures that may be necessary to meet the demands of the market within that period and to assure the equitable treatment of the various interests concerned.

(10) In the event that this Agreement is terminated before the expiration of any year and that as a result of such termination the quotas for horticultural glass allocated to Belgium are greater than 11.25 per centum of the total Belgian quota, the Government of the Commonwealth of Australia shall communicate with the Belgian Government with a view to arriving at an equitable adjustment of the quantities for each category of glass.

(11) To facilitate the administration of the import regime set forth in this Article the Belgian Government shall use its best endeavours to advise the Government of the Commonwealth of Australia not later than the 15th day of October in each year as to the proportions in which the Belgian quota shall be divided amongst the several Belgian exporters.

(12) For the purposes of the import regime set forth in this Article a year shall be deemed to commence on the 1st day of November and to end on the 31st day of October of the next following calendar year.

Article V.

During the currency of the present Agreement, Barley (Tariff No. 51 *(f)*), Wheat (Tariff No. 51 *(b)*) 1), and Frozen Beef (Tariff No. 2 *(b)* 1) originating in and coming from the Commonwealth of Australia shall not be prohibited from importation into the Customs Territory of the Belgo-Luxemburg Economic Union.

Article VI.

In the event of the Government of either Party adopting in respect of any products specifically mentioned in this Agreement any measures which, even though they do not conflict with the terms of this Agreement, are considered by the Government of the other Party to have the effect of nullifying or impairing any of the advantages of this Agreement, the Government which considers its interests adversely affected may, within three months of the adoption of such measures, request the opening of negotiations with a view to effecting a mutually satisfactory adjustment of the matter. If agreement is not reached within two months of the receipt of such request the Party which considers its interests adversely affected may take such action as it thinks proper to re-establish the equilibrium of the present Agreement.

réel constaté. Dans ce cas, la différence entre le chiffre représentant 11,25 pour cent du contingent total belge et le chiffre déterminé d'après le pourcentage réel constaté sera répartie comme suit entre les autres catégories de verres :

	Pourcentage attribué dans la quantité
Verre de 16 oz.	48
Verre de 21 oz.	45
Verre de plus de 21 oz.	7

Le pourcentage attribué suivant les provisions du présent paragraphe au verre d'une épaisseur supérieure à 21 oz. sera réparti, si le Gouvernement belge le désire, entre les verres de 16 oz. et de 21 oz.

(8) En vue de permettre l'application des paragraphes 6 et 7 du présent article, le Gouvernement du Commonwealth d'Australie continuera à prendre toutes mesures de nature à établir le chiffre de la demande annuelle réelle de verre pour serres en Australie.

(9) Etant donné que la demande de verre pour serres est saisonnière et se présente presque entièrement pendant les mois de janvier à avril de chaque année, le Gouvernement belge aidera le Gouvernement du Commonwealth d'Australie à prendre toutes les mesures qui pourraient être nécessaires pour répondre aux demandes du marché pendant cette période et assurer un traitement équitable des divers intérêts en cause.

(10) Dans le cas où le présent accord cesserait ses effets avant l'expiration d'une année de contingentement pour le verre à vitres et où, en conséquence de ce qui précède, les contingents de verre pour serres alloués à la Belgique seraient supérieurs à 11,25 pour cent du contingent total belge, le Gouvernement du Commonwealth d'Australie se mettra en rapport avec le Gouvernement belge en vue de réajuster équitablement les chiffres d'importation pour chaque catégorie de verres.

(11) Pour faciliter l'administration du régime d'importation prévu dans le présent article, le Gouvernement belge s'efforcera de faire connaître au Gouvernement du Commonwealth d'Australie, au plus tard le 15 octobre de chaque année, dans quelles proportions le contingent belge doit être réparti entre les divers exportateurs belges.

(12) Pour l'exécution du régime d'importation prévu dans le présent article une année de contingentement sera censée commencer le 1er novembre et se terminer le 31 octobre de l'année suivante.

Article V.

Pendant la durée du présent accord l'orge (N° 51 *f)* du tarif), le froment (N° 51 *b)* 1) et la viande congelée de bœuf (N° 2 *b)* 1) originaires et en provenance du Commonwealth d'Australie ne seront pas prohibés à leur importation sur le territoire douanier de l'Union Economique belgo-luxembourgeoise.

Article VI.

Dans le cas où le gouvernement de l'une des Parties adopterait en ce qui concerne un ou plusieurs produits spécifiquement mentionnés dans le présent accord une mesure qui, sans être en opposition avec les dispositions du présent accord, serait considérée par le gouvernement de l'autre Partie comme de nature à rendre complètement ou partiellement inopérant l'un des avantages du présent accord, le gouvernement qui s'estime lésé pourrait, dans un délai de trois mois à partir de la mise en vigueur de cette mesure, demander l'ouverture de négociations en vue d'arriver à un règlement satisfaisant pour les deux Parties. Si un règlement n'intervenait pas dans un délai de deux mois à partir de la réception de cette demande la Partie qui s'estime lésée pourrait prendre toutes mesures qui lui paraîtraient propres à rétablir l'équilibre du présent accord.

Article VII.

Nothing in this Agreement shall be deemed to affect the rights of either Government to impose or maintain prohibitions or restrictions :

(a) Relating to public security ;
(b) Imposed on moral or humanitarian grounds ;
(c) Occasioned by the necessity of securing the safety of persons ; and
(d) Imposed for the protection of animals and plants ;

provided that such measures are applied under the same conditions to like articles imported from any other foreign country.

Article VIII.

(1) Nothing in this Agreement shall entitle the Belgo-Luxemburg Economic Union to claim the benefit of any treatment, preference, or privilege which may at any time be in force exclusively between the territories under the sovereignty of His Majesty the King of Great Britain, Ireland, and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, or under His Majesty's suzerainty, protection or mandate.

(2) Neither Party shall invoke the provisions of Article I of this Agreement to secure the advantages which result from any Customs Union to which the other may become a party.

(3) The stipulations of this Agreement shall not apply to the advantages which the Governments of the Belgo-Luxemburg Economic Union have granted or may grant to contiguous States to facilitate border traffic within a limited zone on each side of the frontier.

Article IX.

The present Agreement shall, as from the date of its coming into force, supersede the arrangement between the Commonwealth of Australia and the Belgo-Luxemburg Economic Union concluded by the Exchanges of Notes on 19th November, 1934,[1] and on 23rd October, 1935. It shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Canberra as soon as possible. It shall come into force fourteen days after the exchange of instruments of ratification or such earlier date as may be agreed upon and, except as otherwise provided, shall remain in force and effect until six months from the day on which either Government shall have given notice of its intention to terminate it.

In witness whereof the undersigned, being duly authorized to that effect, have signed in duplicate this Agreement drawn up in the English and French languages and have affixed thereto their seals.

Done at Canberra this third day of October, 1936.

(L.S.) H. S. GULLETT.
(L.S.) Armand NIHOTTE.

[1] Vol. CLV, page 385, of this Series.

Article VII.

Aucune disposition du présent accord ne pourra être interprétée comme de nature à affecter le droit de l'un et l'autre gouvernement d'établir ou de maintenir des prohibitions ou des restrictions :

a) En vue de garantir la sécurité publique ;
b) Pour des raisons d'ordre moral ou humanitaire ;
c) En vue d'assurer la sécurité des personnes ;
d) En vue de la protection des animaux et des plantes ;

sous la réserve que ces mesures s'appliquent dans les mêmes conditions aux produits similaires importés d'un autre pays étranger quelconque.

Article VIII.

(1) L'Union Economique belgo-luxembourgeoise ne pourra pas se prévaloir des dispositions du présent accord pour réclamer le bénéfice du régime préférentiel qui peut à un moment quelconque, être en vigueur exclusivement entre les territoires sous la souveraineté de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, ou sous la suzeraineté, la protection ou le mandat de Sa Majesté.

(2) Les dispositions de l'article premier du présent accord ne pourront être invoquées par le gouvernement de l'un des deux pays pour réclamer les avantages résultant d'une union douanière dont l'un d'entre eux deviendrait Partie.

(3) Les dispositions du présent accord ne s'appliqueront pas aux avantages que les Gouvernements de l'Union Economique belgo-luxembourgeoise ont accordés ou accorderaient à des pays limitrophes en vue de faciliter le trafic frontalier dans une zone limitée de chaque côté de la frontière.

Article IX.

Le présent accord se substitue, à partir de la date de sa mise en vigueur, à l'arrangement conclu entre le Commonwealth d'Australie et l'Union Economique belgo-luxembourgeoise par voie d'échanges de notes les 19 novembre 1934[1] et 23 octobre 1935. Il sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Canberra aussitôt que possible. Il entrera en vigueur quatorze jours après échange des instruments de ratification ou, par accord mutuel, avant cette date et continuera à sortir ses effets, sauf là où il en dispose autrement, jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du jour où l'un des gouvernements aura notifié à l'autre son intention de dénoncer ledit accord.

En foi de quoi les soussignés dûment autorisés à cet effet ont signé, en double exemplaire, le présent accord rédigé en langue française et en langue anglaise et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Canberra, le trois octobre 1936.

Armand NIHOTTE.
H. S. GULLETT.

[1] Vol. CLV, page 385, de ce recueil.

SCHEDULE A.

Item of the Australian Tariff	Description of Articles
Ex 58 (C) (I)	Cornflour ; when not packed for household use.
Ex 105 (A) (I) *(a)* (3) Ex 105 (N)	Piece Goods, viz. : Tickings wholly of cotton or of cotton in admixture with linen, wholly or partly woven from coloured yarns.
105 (A) (I) *(a)*	Piece Goods, viz. : Cotton Piece Goods and piece goods containing a mixture of fibres in which cotton predominates (excepting piece goods enumerated in sub-items (AA), (D) (I) and (F)), n.e.i.
105 (A) (I) *(c)*	Piece Goods, viz. : Cotton Piece Goods and piece goods containing a mixture of fibres in which cotton predominates (excepting piece goods enumerated in sub-items (AA), (D) (I) and (F)), viz. : Drills Dungarees and Jeans, weighing 6 ounces or less per square yard or weighing 18 ounces or more per square yard.
105 (A) (3)	Piece Goods, viz : Tapestries containing at least 95%, by weight of cotton or linen or cotton and linen.
Ex 105 (AA) (2)	Piece Goods, viz. : Artificial Silk Piece Goods, Knitted or Lock-stitched, in tubular form or otherwise (except piece goods enumerated in item 208 (D) (2)) : Other.
Ex 105 (D) (I) *(b)* Ex 105 (F) (2)	Piece Goods, viz. : Tapestries and Tapestry Curtain Material containing not more than 5% by weight of wool, and containing at least 10% by weight of artificial silk.
Ex 105 (E) (I)	Piece Goods, viz. : Velvets and Velveteens.
Ex 105 (E) (I) Ex 105 (F) (2)	Piece Goods, viz. : Moquettes of the type used for upholstery : *(a)* Containing at least 20% by weight of wool. *(b)* Other.
105 (F) (4)	Piece Goods, felt, of wool or containing wool.
105 (F) (5)	Piece Goods, felt, composed of hair ; Piece Goods, felt, n.e.i.
106 (B)	Trimmings and Ornaments, n.e.i. for Hats, Shoes and other attire, not being partly or wholly of gold or silver ; Braids n.e.i. ; Fringes n.e.i.; Frillings ; Rufflings ; Pleatings ; Ruchings ; Galoons n.e.i. ; Ribbons n.e.i.; Tinselled Belting n.e.i. ; Webbings n.e.i. ; Belting for apparel not elsewhere specified and not being cut to lengths for belts.
Ex 113 (B)	Kid Gloves.
Ex 117 (A)	Blankets manufactured by the Jacquard process, woven from yarn wholly of cotton.
120 (A)	Articles, Textile, as under, not being piece goods, viz. : Articles of Furnishing, Drapery and Napery, including Quilts n.e.i., Table Covers, Doyleys, Tray Cloths, Sheets, Pillowcases and Covers, Bolster Cases, Counterpanes, Bed Spreads, Table Mats, Splashers,

LISTE A [1]

Numéro du tarif australien	Désignation de la marchandise
Ex 58 (C) (I) Ex 105 (A) (I) *(a)* (3) Ex 105 (N)	Farine de maïs, non conditionnée pour l'usage domestique. Tissus : Toiles à matelas en coton ou mixte (coton et toile), entièrement ou partiellement tissées de fils de couleur.
105 (A) (I) *(a)*	Tissus : Tissus de coton et tissus contenant un mélange de fibres dans lequel le coton prédomine (à l'exception des tissus des litt. (AA), (D) (I) et (F) n. c. a.
105 (A) (I) *(c)*	Tissus : Tissus de coton et tissus contenant un mélange de fibres dans lequel le coton prédomine (à l'exception des tissus des litt. (AA), (D) (I) et (F) ; coutils, dungarees et jeans, pesant 6 onces ou moins ou 18 onces ou plus par yard carré.
105 (A) (3)	Tissus : Tapisserie contenant au moins 95 % en poids de coton ou de lin ou de coton et lin.
Ex 105 (AA) (2)	Tissus : En soie artificielle, tricotés ou faits au point de chaînette en forme tubulaire ou autrement (à l'exception des tissus dénommés au N° 208 (D) (2)). — Autres.
Ex 105 (D) (I) (B) Ex 105 (F) (2)	Tissus : D'ameublement et pour rideaux, sans laine ou ne contenant pas plus de 5 % de laine et au moins 10 % de soie artificielle.
Ex 105 (E) (I)	Tissus : Velours et velveteens.
Ex 105 (E) (I) Ex 105 (F) (2)	Tissus : Moquettes du type utilisé dans l'ameublement : *(a)* Contenant au moins 20 % en poids de laine ; *(b)* Autres.
105 (F) (4)	Tissus en feutre de laine ou contenant de la laine.
105 (F) (5)	Tissus de feutre de poils ; tissus de feutre, n. c. a.
106 (B)	Passementerie et garnitures n. c. a., pour chapeaux, chaussures et autres articles d'habillement, à l'exception de celles qui sont partiellement ou entièrement en or ou en argent ; bandes n. c. a. ; franges n. c. a. ; plissés ; fronces ; tresses ; ruches ; galons n. c. a. ; rubans n. c. a. ; tissus pour ceintures combinés avec du clinquant, n. c. a. ; sangles n. c. a. ; tissus pour ceintures destinées à des objets d'habillement, n. c. a., et non coupés de longueur pour ceintures.
Ex 113 (B)	Gants de chevreau.
Ex 117 (A)	Couvertures tissées à la Jacquard, avec des filés entièrement en coton.
120 (A)	Articles en tissus ci-après dénommés, autres que les tissus au mètre ; articles d'ameublement, tentures et lingerie, y compris les couvertures piquées n. c. a., tapis de table, napperons pour plats et plateaux, draps de lit, taies d'oreillers et couvre-oreillers, couvre-traversins, courte-

[1] Le texte français des listes A, B, C, D et E est extrait du *Moniteur belge*.

Item of the Australian Tariff	Description of Articles
	Tablecloths, Runners, Mantel Borders, Toilet Sets, Bags for Linen, Brush and Comb Bags, Nightdress Cases, Handkerchief Sachets, and the like, Cosies and Cushions in part or wholly made up :
	(1) When not containing wool.
Ex 122 (A)	Cotton cloths and material cut into shape therefor, not being felt, impregnated with oil and silicious matter, of a type used for polishing metalware and glassware.
125	Felt for making polishing pads.
130 (B)	Canvas and Duck : Not waterproofed by treatment with any substance.
140 (C)	Copper, viz. : Angles, Bars, Pipes, Plates, Rods, Sheets, Strips, Tees and Tubes, not further manufactured than plated, polished or decorated ; Wire including stranded or twisted wire.
Ex 161 (A)	Pressing Machines, wine, continuous.
Ex 174 (M) (39)	Rolls for use in rolling black sheets.
179 (C)	Regulating Starting and Controlling Apparatus for all electrical purposes, including Distributing Boards and Switchboards, n.e.i.
179 (D) (1)	Dynamo Electric Machines.
179 (D) (2)	Static Transformers, n.e.i.
Ex 181 (A) (1)	Covered Cable and Wire, n.e.i.
189 (A)	Double-barrelled Guns and Rifles bearing the British or other approved test mark.
189 (B)	Single-barrelled Guns and Rifles bearing the British or other approved test mark.
189 (C)	Revolvers ; Pistols.
229 (E)	Lubricating (Mineral) Oil in vessels exceeding one gallon.
231 (E)	Colours, dry, n.e.i., including litharge and sub-oxide of lead.
231 (G) (2)	White Lead, dry or ground in oil.
242 (C)	Glass, Sheet, viz. : Figured Rolled, Cathedral, Milled Rolled, Rough Cast and Wired Cast.
242 (D)	Glass, viz. : Plate, polished and patent, in sheets not exceeding 25 square feet.
242 (E)	Glass, viz. : Plate, polished and patent, in sheets exceeding 25 square feet.
250 (A)	Bottles, flasks, jars, vials and tubes, n.e.i., of glass, earthenware, stoneware or china, empty or containing goods not subject to an *ad valorem* duty and not classifiable under Item 408.
Ex 250 (B)	Articles of cut glass, including bottles, decanters, flasks and jars of cut glass, empty or containing goods not subject to an *ad valorem* duty, but not including articles of etched or engraved glass.
250 (F)	Articles of glass including articles of etched or engraved glass (but not including articles covered by sub-items (B) and (E)), viz. : Dishes, tumblers, salads, bowls other than lightingware, nappies, jugs, candlesticks, butters, battery jars or cells, vases, trays, comports, flowerblocks, mugs, sundaes, goblets, measures including medicine measures.
Ex 255 (C)	Coloured gelatine sheets of the type used for window displays and for lighting effects ; gelatine dust of the type used in the manufacture of ladies' evening shoes .
268	Naphthalene.
270	Fly Papers, chemical and sticky.

Numéro du tarif australien	Désignation de la marchandise
	pointes, couvre-lits, dessous de plats, protège-nappes, nappes, chemins de table, housses pour cheminées, garnitures de lavabo, sacs à linge, à brosses et à peignes, sacs pour chemises de nuit, sachets pour mouchoirs et articles similaires, couvre-théières et coussins, entièrement ou partiellement confectionnés :
	(1) Ne contenant pas de laine.
Ex 122 (A)	Tissus de coton imprégnés d'huile, etc., pour le polissage des articles en métaux et des articles en verre.
125	Feutre pour la confection des bichons à polir.
130 (B)	Toile à voiles et noyale :
	Non imperméabilisées au moyen d'une matière quelconque.
140 (C)	Cuivre :
	Angles, barres, tuyaux, plaques, tiges, tôles, bandes, T et tubes, non autrement ouvrés que plaqués, polis ou décorés ; fils, y compris les fils câblés ou retors.
Ex 161 (A)	Machines à presser le vin continues.
Ex 174 (M) (39)	Cylindres servant au laminage des tôles noires.
179 (C)	Appareils de réglage, de démarrage et de contrôle, pour tous usages électriques, y compris les tableaux de distributions et les tableaux de commande, n. c. a.
179 (D) (1)	Machines dynamo-électriques.
179 (D) (2)	Transformateurs statiques, n. c. a.
Ex 181 (A) (1)	Câbles et fils recouverts, n. c. a.
189 (A)	Fusils et carabines à deux canons, munis de la marque d'épreuve anglaise ou d'une autre marque d'épreuve approuvée.
189 (B)	Fusils et carabines à un canon, munis de la marque d'épreuve anglaise ou d'une autre marque d'épreuve approuvée.
189 (C)	Revolvers, pistolets.
229 (E)	Huiles de graissage minérales dépassant un galon.
231 (E)	Couleurs sèches, n. c. a., y compris la litharge et le sous-oxyde de plomb.
231 (G) (2)	Céruse sèche ou broyée à l'huile.
242 (C)	Verre : en feuilles, à dessins, cathédrale, laminé à la machine, coulé brut et armé.
242 (D)	Verre : plaques polies et plaques brevetées, en feuilles ne dépassant pas 25 pieds carrés.
242 (E)	Verre : plaques polies et plaques brevetées, en feuilles dépassant 25 pieds carrés.
250 (A)	Bouteilles, flacons, pots, fioles et tubes, n. c. a. ; en verre, terre, grès ou porcelaine, vides ou contenant des marchandises non soumises à un droit *ad valorem* et non rangées sous le N° 408.
Ex 250 (B)	Articles en verre taillé, y compris les bouteilles, carafes, flacons et pots en verre taillé, vides ou contenant des marchandises non soumises à un droit *ad valorem*, mais non compris les articles en verre gravé à l'acide ou au burin.
250 (F)	Articles en verre, y compris les articles gravés à l'acide ou au burin (mais non compris les articles rangés sous les litt. (B) et (E) ; plats, timballes, saladiers, bols autres que les articles d'éclairage, jattes, cruches, chandeliers, beurriers, bacs et éléments de batteries, vases, plateaux, compotiers, vases à fleurs, chopes, coupes à glace, gobelets, mesures, y compris les mesures médicales.
Ex 255 (C)	Gélatine colorée en feuilles du type employé pour devantures de magasins et usages lumineux ; poudre de gélatine du type employé dans la confection de chaussures de soirée pour dames.
268	Naphtaline.
270	Papier tue-mouches, chimique ou gommé.

Item of the Australian Tariff	Description of Articles
271 (A)	Ammonia, viz. : Acetate , Carbonate, Anhydrous, Liquid and Chloride.
Ex 281 (B) (2)	Sulphate of Soda.
324 (C)	Leather, viz. : (1) Patent and Enamelled. (2) Glazed or Mat Kid or substitutes therefor. (3) Calf, other than Patent and Enamelled. (4) N.E.I.
328	Goloshes, rubber sand boots and shoes and plimsolls.
333 (A)	Pneumatic rubber tyres and tubes therefor, valved or unvalved.
381 (D) (4)	Brushes n.e.i.
384 (A) (1)	Photographic and X-Ray Dry Plates and Flat Films, sensitized.
384 (A) (2)	Photographic Sensitized Films n.e.i.
384 (A) (3)	Photographic Sensitized Papers and Cards, also Linen and other Sensitized Materials, n.e.i. ; Postcards (sensitized with or without letterpress).
389 (C)	Fishing and rabbit nets and netting therefor.
392 (G)	Yarns : Artificial Silk.
397 (A)	Cartridges n.e.i.

SCHEDULE B.

Item of the Australian Tariff	Description of Articles	Rate of duty
Ex 118 (A)	Floor coverings wholly of cotton	30% *ad valorem*
126 (A)	Saddlers' Webs ; Upholsterers' Webs	15% *ad valorem*
Ex 144 (B)	Zinc Sheets for lithographic purposes	15% *ad valorem*
160 (B) (1)	Cream Separators	15% *ad valorem*
334 (H)	True Vegetable Parchment—in sizes not less than 8 × 38 inches (or its equivalent).	Free
Ex 334 (K)	Surface Coated Paper n.e.i., plain or embossed	15% *ad valorem*
Ex Departmental By-law 97 Ex 404	Ultramarine blue in powder form or in aqueous paste form, for all purposes	15% *ad valorem*

Numéro du tarif australien	Désignation de la marchandise
271 (A)	Ammoniaque : acétate, carbonate, ammoniaque anhydre, ammoniaque liquide et chlorhydrate.
Ex 281 (B) (2)	Sulfate de soude.
324 (C)	Cuir : (1) Cuir verni ou laqué. (2) Chevreau glacé ou mat ou leurs succédanés. (3) Cuir de veau autre que verni ou laqué. (4) N. c. a.
328	Galoches, bottines et souliers de plage en caoutchouc et « plimsolls ».
333 (A)	Bandages pneumatiques en caoutchouc et leurs chambres à air, avec ou sans valve.
381 (D) (4)	Brosses, n. c. a.
384 (A) (1)	Plaques sèches et pellicules plates pour photographie et radiographie, sensibilisées.
384 (A) (2)	Pellicules sensibilisées pour photographie, n. c. a.
384 (A) (3)	Papiers et cartons sensibilisés pour photographie, ainsi que toile et autres matières sensibilisées, n. c. a. ; cartes postales (sensibilisées, avec ou sans impressions).
389 (C)	Filets de pêche et à lapins et filets en pièces pour les mêmes usages.
392 (G)	Fils : Fils de soie artificielle.
397 (A)	Cartouches n. c. a.

LISTE B

Numéro du tarif australien	Désignation de la marchandise	Droits applicables aux produits belgo-luxembourgeois
Ex 118 (A)	Couvre-parquets, entièrement en coton	30 p. c. *ad valorem*
126 (A)	Sangles pour selliers, sangles pour tapissiers	15 p. c. *ad valorem*
Ex 144 (B)	Feuilles de zinc à usage lithographique	15 p. c. *ad valorem*
Ex 160 (B) (1)	Ecrémeuses	15 p. c. *ad valorem*
334 (H)	Parchemin végétal véritable, en feuilles n'ayant pas moins de 8 × 38 pouces ou de dimensions équivalentes . . .	Libre
Ex 334 (K)	Papier couché n. c. a., uni ou repoussé	15 p. c. *ad valorem*
Ex « Departmental By-law » No 97 Ex 404	Bleu d'outremer en poudre ou sous forme de pâte aqueuse, pour tous usages	15 p. c. *ad valorem*

SCHEDULE C.

Item of the Australian Tariff	Description of Articles	Rate of Primage Duty
Ex 105 (A) (I) *(a)* (3) Ex 105 (N)	Piece Goods, viz. : Ticking wholly of cotton or of cotton in admixture with linen, wholly or partly woven from coloured yarns .	Free
105 (A) (I) *(a)*	Piece Goods, viz. : Cotton Piece Goods and piece goods containing a mixture of fibres in which cotton predominates (excepting piece goods enumerated in sub-items (AA), (D) (I) and (F)), n.e.i.	5% *ad valorem*
105 (A) (I) *(c)*	Piece Goods, viz. : Cotton Piece Goods and piece goods containing a mixture of fibres in which cotton predominates (excepting piece goods enumerated in sub-items (AA), (D) (I) and (F)), viz. : Drills, Dungarees and Jeans, weighing 6 ounces or less per square yard or weighing 18 ounces or more per square yard	5% *ad valorem*
105 (A) (3)	Piece Goods, viz. : Tapestries containing at least 95 % by weight of cotton or linen or cotton and linen	Free
Ex 105 (D) (I) *(b)* Ex 105 (F) (2)	Piece Goods, viz. : Tapestries and Tapestry Curtain Material containing not more than 5% by weight of wool, and containing at least 10 % by weight of artificial silk	Free
105 (E) (I)	Piece Goods, viz. : Velvets, Velveteens, Plushes, Sealette and cloths imitating furs, Astrachans	5% *ad valorem*
Ex 105 (E) (I) Ex 105 (F) (2)	Piece Goods, viz. : Moquettes of the type used for upholstery : *(a)* Containing at least 20% by weight of wool . . *(b)* Other	Free 5% *ad valorem*
106 (B)	Trimmings and Ornaments, n.e.i. for Hats, Shoes and other attire, not being partly or wholly of gold or silver ; Braids n.e.i. ; Fringes n.e.i. ; Frillings ; Rufflings ; Pleatings ; Ruchings ; Galoons n.e.i. ; Ribbons n.e.i. ; Tinselled Belting n.e.i. ; Webbings n.e.i. ; Belting for apparel not elsewhere specified and not being cut to lengths for belts	5% *ad valorem*
Ex 113 (B)	Kid Gloves	Free
Ex 117 (A)	Blankets manufactured by the Jacquard process, woven from yarn wholly of cotton	5% *ad valorem*
Ex 118 (A)	Floor coverings wholly of cotton	Free
Ex 122 (A)	Cotton cloths and material cut into shape therefor, not being felt, impregnated with oil and silicious matter, of a type used for polishing metalware and glassware	Free

LISTE C

Numéro du tarif australien	Désignation de la marchandise	Taux du droit de primage
Ex 105 (A) (I) *(a)* (3) Ex 105 (N)	Tissus : Toiles à matelas en coton ou mixte (coton et toile), entièrement ou partiellement tissées de fils de couleur . . .	Libres
105 (A) (I) *(a)*	Tissus : Tissus de coton et tissus contenant un mélange de fibres dans lequel le coton prédomine (à l'exception des tissus des litt. (AA), (D) (I) et (F), n. c. a.	5 p. c. *ad valorem*
105 (A) (I) *(c)*	Tissus : Tissus de coton et tissus contenant un mélange de fibres dans lequel le coton prédomine (à l'exception des tissus des litt. (AA), (D) (I) et (F) ; coutils, dungarees et jeans, pesant 6 onces ou moins ou 18 onces ou plus par yard carré	5 p. c. *ad valorem*
105 (A) (3)	Tissus : Tapisserie contenant au moins 95 p. c. en poids de coton ou de lin ou de coton et lin	Libres
Ex 105 (D) (I) *(b)* Ex 105 (F) (2)	Tissus : D'ameublement et pour rideaux, sans laine ou ne contenant pas plus de 5 p. c. de laine et au moins 10 p. c. de soie artificielle	Libres
105 (E) (I)	Tissus : Velours, velveteens, peluches, imitations de peau de phoque (sealette) et draps imitant les fourrures, astrakans	5 p. c. *ad valorem*
Ex 105 (E) (I) Ex 105 (F) (2)	Tissus : Moquettes du type utilisé dans l'ameublement : *(a)* Contenant au moins 20 p. c. en poids de laine . *(b)* Autres	Libres 5 p. c. *ad valorem*
106 (B)	Passementerie et garnitures n. c. a., pour chapeaux, chaussures et autres articles d'habillement, à l'exception de celles qui sont partiellement ou entièrement en or ou en argent ; bandes n. c. a. ; franges n. c. a. ; plissés ; fronces ; tresses ; ruches ; galons n. c. a. ; rubans n. c. a.; tissus pour ceintures combinés avec du clinquant, n. c. a. ; sangles n. c. a. ; tissus pour ceintures destinées à des objets d'habillement, n. c. a., et non coupés de longueur pour ceintures	5 p. c. *ad valorem*
Ex 113 (B)	Gants de chevreau	Libres
Ex 117 (A)	Couvertures de coton faites au procédé Jacquard . . .	5 p. c. *ad valorem*
Ex 118 (A)	Tapis de pieds entièrement en coton	Libres
Ex 122 (A)	Tissus de coton imprégné d'huile, etc., pour le polissage des métaux et des articles en verre.	Libres

Item of the Australian Tariff	Description of Articles	Rate of Primage Duty
125	Felt for making polishing pads	Free
126 (A)	Saddlers' Webs ; Upholsterers' Webs	Free
130 (B)	Canvas and Duck :	
	Not waterproofed by treatment with any substance	5% *ad valorem*
140 (C)	Copper, viz. :	
	Angles, Bars, Pipes, Plates, Rods, Sheets, Strips, Tees and Tubes, not further manufactured than plated, polished or decorated ; Wire including stranded or twisted wire	Free
Ex 144 (B)	Zinc Sheets for lithographic purposes	Free
160 (B) (1)	Cream Separators	Free
Ex 161 (A)	Pressing Machines, wine, continuous	Free
Ex 174 (M) (39)	Rolls for use in rolling black sheets	Free
179 (C)	Regulating Starting and Controlling Apparatus for all electrical purposes, including Distributing Boards and Switchboards, n.e.i.	Free
179 (D) (1)	Dynamo Electric Machines	Free
179 (D) (2)	Static Transformers n.e.i.	Free
Ex 181 (A) (1)	Covered Cable and Wire, n.e.i.	4% *ad valorem*
189 (A)	Double-barrelled Guns and Rifles bearing the British or other approved test mark	Free
189 (B)	Single-barrelled Guns and Rifles bearing the British or other approved test mark	Free
189 (C)	Revolvers ; Pistols	Free
231 (E)	Colours, dry, n.e.i., including litharge and sub-oxide of lead	Free
231 (G) (2)	White Lead, dry or ground in oil	5% *ad valorem*
242 (B)	Glass, Sheet, viz. :	
	Plain Clear	Free
242 (D)	Glass, viz. :	
	Plate, polished and patent, in sheets not exceeding 25 square feet	5% *ad valorem*
242 (E)	Glass, viz. :	
	Plate, polished and patent, in sheets exceeding 25 square feet	5% *ad valorem*
250 (A)	Bottles, flasks, jars, vials and tubes, n.e.i., of glass, earthenware, stoneware or china, empty or containing goods not subject to an *ad valorem* duty and not classifiable under Item 408	5% *ad valorem*
Ex 250 (B)	Articles of cut glass, including bottles, decanters, flasks and jars of cut glass empty or containing goods not subject to an *ad valorem* duty, but not including articles of etched or engraved glass	5% *ad valorem*
250 (F)	Articles of glass including articles of etched or engraved glass (but not including articles covered by sub-items (B) and (E)), viz. :	
	Dishes, tumblers, salads, bowls other than lighting-ware, nappies, jugs, candlesticks, butters, battery jars or cells, vases, trays, comports, flowerblocks,, mugs, sundaes, goblets, measures including medicine measures	5% *ad valorem*
268	Naphthalene	Free
270	Fly Papers, chemical and sticky	5% *ad valorem*

Numéro du tarif australien	Désignation de la marchandise	Taux du droit de primage
125	Feutres pour la confection de bichons à polir	Libres
126 (A)	Sangles pour selliers, sangles pour tapissiers	Libres
130 (B)	Toile à voiles et noyale non imperméabilisées au moyen d'une matière quelconque	5 p. c. *ad valorem*
140 (C)	Cuivre : Angles, barres, tuyaux, plaques, tiges, tôles, bandes, T et tubes, non autrement ouvrés que plaqués, polis ou décorés, y compris les fils câblés ou retors	Libres
Ex 144 (B)	Feuilles de zinc, pour usages lithographiques	Libres
160 (B) (I)	Ecrémeuses	Libres
Ex 161 (A)	Machines à presser le vin, continues	Libres
Ex 174 (M) (39)	Cylindres servant au laminage des tôles noires	Libres
179 (C)	Appareils de réglage, de démarrage et de contrôle, pour tous usages électriques, y compris les tableaux de distribution et les tableaux de commande, n. c. a.	Libres
179 (D) (I)	Machines dynamo-électriques	Libres
179 (D) (2)	Transformateurs statiques, n. c. a.	Libres
Ex 181 (A) (I)	Câbles et fils recouverts, n. c. a.	4 p. c. *ad valorem*
189 (A)	Fusils et carabines à deux canons, munis de la marque d'épreuve anglaise ou d'une autre marque d'épreuve approuvée	Libres
189 (B)	Fusils et carabines à un canon, munis de la marque d'épreuve anglaise ou d'une autre marque d'épreuve approuvée	Libres
189 (C)	Revolvers, pistolets	Libres
231 (E)	Couleurs sèches, n. c. a., y compris la litharge et le sous-oxyde de plomb	Libres
231 (G) (2)	Céruse sèche ou broyée à l'huile	5 p. c. *ad valorem*
242 (B)	Verre : En feuilles, unies, transparentes	Libres
242 (D)	Plaques polies et plaques brevetées en feuilles ne dépassant pas 25 pieds carrés	5 p. c. *ad valorem*
242 (E)	Plaques polies et plaques brevetées, n. c. a.	5 p. c. *ad valorem*
250 (A)	Bouteilles, flacons, pots, fioles et tubes, n. c. a., en verre, terre, grès ou porcelaine, vides ou contenant des marchandises non soumises à un droit *ad valorem* et non rangées sous le N° 408	5 p. c. *ad valorem*
Ex 250 (B)	Articles en verre taillé, y compris les bouteilles, carafes, flacons et pots en verre taillé, vides ou contenant des marchandises non soumises à un droit *ad valorem*, mais non compris les articles en verre gravé à l'acide ou au burin	5 p. c. *ad valorem*
250 (F)	Articles en verre, y compris les articles gravés à l'acide ou au burin (mais non compris les articles rangés sous les litt. (B) et (E)) ; plats, timbales, saladiers, bols, autres que articles d'éclairage, jattes, cruches, chandeliers, beurriers, bacs et éléments de batteries, vases, plateaux, compotiers, vases à fleurs, chopes, coupes à glaces, gobelets, mesures, y compris les mesures médicales	5 p. c. *ad valorem*
268	Naphtaline	Libre
270	Papier tue-mouches, chimique ou gommé	5 p. c. *ad valorem*

Item of the Australian Tariff	Description of Articles	Rate of Primage Duty
271 (A)	Ammonia, viz. : Acetate, Carbonate, Anhydrous, Liquid and Chloride	Free
Ex 281 (B) (2)	Sulphate of Soda	Free
Ex 281 (L) (1)	Phosphate of soda, phthalic anhydrides, phthalic acid and phthalates ; ethylene glycol	Free
324 (C)	Leather, viz. :	
	(1) Patent and Enamelled	Free
	(2) Glazed or Mat Kid or substitutes therefor	Free
	(3) Calf, other than Patent and Enamelled	Free
	(4) N.E.I.	Free
328	Goloshes, rubber sand boots and shoes and plimsolls	Free
333 (A)	Pneumatic rubber tyres and tubes therefor, valved or unvalved	5% *ad valorem*
334 (H)	True Vegetable Parchment—in sizes not less than 8 × 38 inches (or its equivalent)	Free
Ex 334 (K)	Surface Coated Paper n.e.i., plain or embossed	Free
381 (D) (4)	Brushes n.e.i.	Free
384 (A) (1)	Photographic and X-Ray Dry Plates and Flat Films, sensitized	Free
384 (A) (2)	Photographic Sensitized Films n.e.i.	Free
384 (A) (3)	Photographic Sensitized Papers and Cards, also Linen and Other Sensitized Materials, n.e.i. ; Postcards (sensitized with or without letterpress)	Free
389 (C)	Fishing and rabbit nets and netting therefor	Free
392 (G)	Yarns :	
	Artificial Silk	5% *ad valorem*
397 (A)	Cartridges n.e.i.	5% *ad valorem*
	The following articles shall be exempted from payment of Primage Duty provided such goods are used for the purpose or purposes specified and that the requirements or conditions of any security to the Australian Customs, which may be entered into, are fulfilled or complied with.	
Ex Departmental By-law 97 Ex 404	Ultramarine blue in powder form or in aqueous paste form, for all purposes.	
Ex Departmental By-law 97 Ex 404	Gelatine for photographic use.	
Ex Departmental By-law 97 Ex 404	Lithopone for industrial purposes.	

Numéro du tarif australien	Désignation de la marchandise	Taux du droit de primage
271 (A)	Ammoniaque ; acétate, carbonate, ammoniaque anhydre, ammoniaque liquide et chlorhydrate	Libres
Ex 281 (B) (2)	Sulfate de soude	Libre
Ex 281 (L) (1)	Phosphate de soude, anhydrides phtaliques et phtalates, glycol éthylénique	Libres
324 (C)	Cuir :	
	(1) Cuir verni ou laqué	Libre
	(2) Chevreau glacé ou mat ou leurs succédanés	Libre
	(3) Cuir de veau autre que verni ou laqué	Libre
	(4) N. c. a.	Libre
328	Galoches, bottines et souliers de plage, en caoutchouc et plimsolls	Libres
333 (A)	Bandages pneumatiques en caoutchouc et leurs chambres à air, avec ou sans valve	5 p. c. *ad valorem*
334 (H)	Parchemin végétal véritable, en feuilles n'ayant pas moins de 8 × 38 pouces ou de dimensions équivalentes	Libre
Ex 334 (K)	Papier couché n. c. a., uni ou repoussé	Libre
381 (D) (4)	Brosses n. c. a.	Libres
384 (A) (1)	Plaques sèches et pellicules plates pour photographie et radiographie, sensibilisées	Libres
384 (A) (2)	Pellicules sensibilisées pour photographie, n. c. a.	Libres
384 (A) (3)	Papiers et cartons sensibilisés pour photographie, ainsi que toiles et autres matières sensibilisées, n. c. a. ; cartes postales (sensibilisées, avec ou sans impressions)	Libres
389 (C)	Filets de pêche et à lapins et filets en pièces pour les mêmes usages	Libres
392 (G)	Fils :	
	Fils de soie artificielle	5 p. c. *ad valorem*
397 (A)	Cartouches, n. c. a.	5 p. c. *ad valorem*
	Les articles suivants seront exempts du paiement du droit de primage pourvu que ces marchandises soient employées dans le but ou les buts spécifiés et que les exigences ou conditions de sécurité pour les douanes australiennes, qui peuvent être déterminées, soient observées :	
Ex Departmental By-law 97 Ex 404	Bleu d'outremer en poudre ou sous forme de pâte aqueuse, pour tous usages.	
Ex Departmental By-law 97 Ex 404	Gélatine pour usage photographique.	
Ex Departmental By-law 97 Ex 404	Lithopone pour des buts industriels.	

SCHEDULE D.

Item of the Australian Tariff	Description of Articles
Ex 144 (B)	Zinc Sheets for lithographic purposes.
242 (C)	Glass, Sheet, viz. : Figured Rolled, Cathedral, Milled Rolled, Rough Cast and Wired Cast.
250 (A)	Bottles, flasks, jars, vials and tubes, n.e.i., of glass, earthenware, stoneware or china, empty or containing goods not subject to an *ad valorem* duty and not classifiable under Item 408.
Ex 250 (B)	Articles of cut glass, including bottles, decanters, flasks and jars of cut glass, empty or containing goods not subject to an *ad valorem* duty, but not including articles of etched or engraved glass.
250 (F)	Articles of glass including articles of etched or engraved glass (but not including articles covered by sub-items (B) and (E)), viz. : Dishes, tumblers, salads, bowls other than lightingware, nappies, jugs, candlesticks, butters, battery jars or cells, vases, trays, comports, flowerblocks, mugs, sundaes, goblets, measures including medicine measures.
384 (A) (1)	Photographic and X-Ray Dry Plates and Flat Films, sensitized.
384 (A) (2)	Photographic Sensitized Films n.e.i.
384 (A) (3)	Photographic Sensitized Papers and Cards, also Linen and other Sensitized Materials, n.e.i. ; Postcards (sensitized with or without letterpress).
397 (A)	Cartridges n.e.i.

SCHEDULE E.

Number of the Belgian Tariff	Description of Articles	Rate of Duty
15	Fats and Greases from neat cattle, sheep and goats :	
	(b) For industrial purposes	Free
22	Hides and skins, raw	Free
Ex 25	Wool :	
	(a) In the grease or not completely freed from the grease	Free
93 *(a)* 2	Fresh Pears :	
	Imported in cases or barrels weighing 20 kg. or less (1st February to 31st August, both dates inclusive)	125 fr. per 100 kg.
Ex 95 *(a)*	Apples :	
	Fresh :	
	Imported in cases or barrels weighing more than 15 kg. (aggregate weight of container and contents) (1st April to 31st August, both dates inclusive) .	25 fr. per 100 kg. gross weight.

LISTE D

Numéro du tarif australien	Désignation de la marchandise
Ex 144 (B)	Feuilles de zinc, unies, à usage lithographique.
242 (C)	Verre : En feuilles : à dessins, laminé, cathédrale, laminé à la machine, coulé brut et armé.
250 (A)	Bouteilles, flacons, pots, fioles et tubes, n. c. a., en verre, terre, grès ou porcelaine, vides ou contenant des marchandises non soumises à un droit *ad valorem* et non rangées sous le N° 408.
Ex 250 (B)	Articles en verre taillé, y compris les bouteilles, carafes, flacons et pots en verre taillé, vides ou contenant des marchandises non soumises à un droit *ad valorem*, mais non compris les articles en verre gravé à l'acide ou au burin.
250 (F)	Articles en verre, y compris les articles gravés à l'acide ou au burin (mais non compris les articles (B) et (E)) : Plats, timbales, saladiers, bols autres que pour l'éclairage, jattes, cruches, chandeliers, beurriers, bacs et éléments de batteries, vases, plateaux, compotiers, vases à fleurs, chopes, coupes à glace, gobelets, mesures, y compris les mesures médicales.
384 (A) (1)	Plaques sèches et pellicules plates pour photographie et radiographie, sensibilisées.
384 (A) (2)	Pellicules sensibilisées pour photographie, n. c. a.
384 (A) (3)	Papiers et cartons sensibilisés pour photographie, ainsi que toile et autres matières sensibilisées, n. c. a. ; cartes postales (sensibilisées, avec ou sans impressions).
397 (A)	Cartouches, n. c. a.

LISTE E

Numéro du tarif belge	Désignation de la marchandise	Droits d'entrée
15	Graisses provenant d'animaux des espèces bovine, ovine et caprine :	
	b) A usage industriel	Libres
22	Peaux brutes	Libres
Ex 25	Laines :	
	a) En suint ou non complètement désuintées	Libres
93 *a)* 2	Poires fraîches : Importées en caisses ou barils d'un poids de 20 kg. ou moins :	
	(Du 1er février au 31 août)	125 fr. par 100 kg.
Ex 95. *a)*	Pommes fraîches : Importées en caisses ou barils pesant plus de 15 kg. (poids résultant de la pesée cumulée du contenant et du contenu) :	
	(Du 1er avril au 31 août)	25 fr. par 100 kg. poids brut.

CORRESPONDENCE.

I.

PRIME MINISTER'S DEPARTMENT.
TRADE TREATIES.

CANBERRA, F.C.T., *October 3rd*, 1936.

SIR,

With reference to the Provisional Commercial Agreement signed this day between the Commonwealth of Australia and the Belgo-Luxemburg Economic Union, I have the honour to inform you that the Government of the Commonwealth of Australia takes note of the requests for the reduction of the duties on the tariff items set out hereunder, submitted by you on behalf of the Belgo-Luxemburg Economic Union during the negotiations.

Tariff Item	Goods
Ex 58 (C) (1)	Cornflour, when not packed for household use.
Ex 105 (AA) (2)	Artificial Silk Piece Goods, Knitted or Lockstiched, in tubular form or otherwise (except piece goods enumerated in item 208 (D) (2)) : Other.
105 (F) (4)	Piece Goods, felt, of wool or containing wool.
(5)	Piece Goods, felt, composed of hair ; Piece Goods, felt, n.e.i.
120 (A) (1)	Articles, Textile, as under, not being piece goods, viz. : Articles of Furnishing, Drapery and Napery, including Quilts n.e.i., Table Covers, Doyleys, Tray Cloths, Sheets, Pillow Cases and Covers, Bolster Cases, Counterpanes, Bed Spreads, Table Mats, Splashers, Tablecloths, Runners, Mantel Borders, Toilet Sets, Bags for Linen, Brush and Comb Bags, Nightdress Cases, Handkerchief Sachets, and the like, Cosies and Cushions in part or wholly made up : When not containing wool.
242 (C)	Glass, viz. : Sheet, viz. : Figured Rolled, Cathedral, Milled Rolled, Rough Cast and Wired Cast.
268	Naphthalene.
271 (A)	Ammonia, viz. : Acetate, Carbonate, Anhydrous, Liquid and Chloride.
Ex 281 (B) (2)	Sulphate of Soda.
384 (A) (1)	Photographic and X-Ray Dry Plates and Flat Films, sensitized.
(2)	Photographic Sensitized Films n.e.i.
(3)	Photographic Sensitized Papers and Cards, also Linen and other Sensitized Materials, n.e.i. ; Postcards (sensitized with or without letterpress).

In accordance with your desire I have the honour to place on record and confirm the undertaking given on behalf of the Government of the Commonwealth of Australia, to refer these items to the Tariff Board for public inquiry and report (if not already so referred) with a view to determining an Intermediate Tariff rate based on the present London-Australia rate of exchange.

In the course of the negotiations you also made the following requests with respect to opaque glass of the Marbrite and Marmorite types, at present classified under Tariff Item 243 (A) :

(1) That these types of glass be classified as polished and patent plate glass ;

ÉCHANGE DE NOTES

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

CANBERRA, *le 3 octobre* 1936.

MONSIEUR LE CONSUL GÉNÉRAL,

Me référant à l'Accord commercial provisoire signé ce jour entre le Commonwealth d'Australie et l'Union Economique belgo-luxembourgeoise, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement du Commonwealth d'Australie prend note des demandes de réduction des droits afférents aux positions du tarif reprises ci-après, présentées par vous au nom de l'Union Economique belgo-luxembourgeoise au cours des négociations :

Numéro du tarif	Désignation de la marchandise
Ex 58 (C) (1)	Farine de maïs, non conditionnée pour l'usage domestique.
Ex 105 (AA) (2)	Tissus en soie artificielle, tricotés ou faits au point de chaînette en forme tubulaire ou autrement (à l'exception des tissus dénommés au N° 208 (D) (2)).
	Autres.
105 (F) (4)	Tissus en feutre de laine ou contenant de la laine.
(5)	Tissus de feutre de poils ; tissus de feutre, n. c. a.
120 (A) (1)	Articles en tissus ci-après dénommés, autres que les tissus au mètre :
	Articles d'ameublement, tentures et lingerie, y compris les couvertures piquées n. c. a., tapis de table, napperons pour plats et plateaux, draps de lit, taies d'oreillers et couvre-oreillers, couvre-traversins, courtepointes, couvre-lits, dessous de plats, protège-nappes, nappes, chemins de table, housses pour cheminées, garnitures de lavabo, sacs à linge, à brosses et à peignes, sacs pour chemises de nuit, sachets pour mouchoirs et articles similaires, couvre-théières et coussins, entièrement ou partiellement confectionnés :
	Ne contenant pas de laine.
242 (C)	Verre en feuilles : à dessins, cathédrale, laminé à la machine, coulé brut et armé.
268	Naphtaline.
271 (A)	Ammoniaque : acétate, carbonate, ammoniaque anhydre, ammoniaque liquide et chlorhydrate.
Ex 281 (B) (2)	Sulfate de soude.
384 (A) (1)	Plaques sèches et pellicules plates pour photographie et radiographie, sensibilisées.
(2)	Pellicules sensibilisées pour photographie, n. c. a.
(3)	Papiers et cartons sensibilisés pour photographie, ainsi que toile et autres matières sensibilisées, n. c. a. ; cartes postales (sensibilisées, avec ou sans impressions).

Conformément à votre désir, j'ai l'honneur de confirmer l'engagement pris au nom du Gouvernement du Commonwealth d'Australie de soumettre ces positions du tarif au Tariff Board afin qu'il soit procédé à une enquête publique et de faire rapport (si cela n'a pas déjà été fait) en vue de déterminer les taux du tarif intermédiaire basés sur le cours actuel du change Londres-Australie.

Au cours des négociations, vous avez également présenté les demandes suivantes relatives au verre opaque des genres marbrite et marmorite, rangés à présent sous la position 243 (A) du tarif :

(1) Que ces genres de verre soient classés comme verre en plaques polies et brevetées;

[1] Traduction du Gouvernement belge.

[1] Translation of the Belgian Government.

(2) That failing a reduction in the duties at present imposed on polished and patent plate glass the Commonwealth Government should introduce Intermediate Tariff rates on glass of these descriptions.

On behalf of the Commonwealth Government I desire to confirm the assurance given to you that steps will be taken to introduce the necessary amendments of the Australian Customs Tariff.

Yours faithfully.

H. S. GULLETT,
Minister negotiating Trade Treaties.

M. Armand Nihotte,
Actg. Consul-General for Belgium,
Sydney, N.S.W.

II.

CONSULAT GÉNÉRAL DE BELGIQUE À SYDNEY.

CANBERRA, F.C.T., *October 3rd*, 1936.

SIR,

In your letter of to-day's date you have made the following communication to me :

" With reference to the Provisional Commercial Agreement signed this day between the Commonwealth of Australia and the Belgo-Luxemburg Economic Union I have the honour to inform you that the Government of the Commonwealth of Australia takes note of the requests for the reduction of the duties on the tariff items set out hereunder, submitted by you on behalf of the Belgo-Luxemburg Economic Union during the negotiations.

Tariff Item	Goods
Ex 58 (C) (1)	Cornflour, when not packed for household use.
Ex 105 (AA) (2)	Artificial Silk Piece Goods, Knitted or Lockstitched, in tubular form or otherwise (except piece goods enumerated in item 208 (D) (2)) : Other
105 (F) (4)	Piece Goods, felt, of wool or containing wool.
(5)	Piece Goods, felt, composed of hair ; Piece Goods, felt, n.e.i.
120 (A) (1)	Articles, Textile, as under, not being piece goods, viz. : Articles of Furnishing, Drapery and Napery, including Quilts n.e.i., Table Covers, Doyleys, Tray Cloths, Sheets, Pillow Cases and Covers, Bolster Cases, Counterpanes, Bed Spreads, Table Mats, Splashers, Tablecloths, Runners, Mantel Borders, Toilet Sets, Bags for Linen, Brush and Comb Bags, Nightdress Cases, Handkerchief Sachets, and the like, Cosies and Cushions in part or wholly made up :
	When not containing wool.
242 (C)	Glass, viz. : Sheet, viz. : Figured Rolled, Cathedral, Milled Rolled, Rough Cast and Wired Cast.
268	Naphthalene.
271 (A)	Ammonia, viz. : Acetate, Carbonate, Anhydrous, Liquid and Chloride.
Ex 281 (B) (2)	Sulphate of Soda.
384 (A) (1)	Photographic and X-Ray Dry Plates and Flat Films, sensitized.
(2)	Photographic Sensitized Films n.e.i.
(3)	Photographic Sensitized Papers and Cards also Linen and other Sensitized Materials, n.e.i. ; Postcards (sensitized with or without letterpress).

(2) Qu'en l'absence d'une réduction des droits appliqués actuellement au verre en plaques polies et brevetées, le Gouvernement du Commonwealth applique des taux de tarif intermédiaire à ces genres de verre.

Au nom du Gouvernement du Commonwealth, je tiens à vous confirmer l'assurance qui vous a été donnée que des mesures seront prises en vue d'apporter au tarif australien des douanes les modifications nécessaires.

V. a.

H. S. GULLETT.

Monsieur Armand Nihotte,
Consul général de Belgique *a. i.*,
Sydney.

II.

CANBERRA, *le 3 octobre* 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par votre lettre en date de ce jour, vous m'avez fait la communication ci-après :

« Me référant à l'Accord commercial provisoire signé ce jour entre le Commonwealth d'Australie et l'Union Economique belgo-luxembourgeoise, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement du Commonwealth d'Australie prend note des demandes de réduction des droits afférents aux positions du tarif reprises ci-après, présentées par vous au nom de l'Union Economique belgo-luxembourgeoise au cours des négociations :

Numéro du tarif	Désignation de la marchandise
Ex 58 (C) (1)	Farine de maïs, non conditionnée pour l'usage domestique.
Ex 105 (AA) (2)	Tissus en soie artificielle, tricotés ou faits au point de chaînette en forme tubulaire ou autrement (à l'exception des tissus dénommés au N° 208 (D) (2)).
	Autres.
105 (F) (4)	Tissus en feutre de laine ou contenant de la laine.
(5)	Tissus de feutre de poils ; tissus de feutre, n. c. a.
120 (A) (1)	Articles en tissus ci-après dénommés autres que les tissus au mètre :
	Articles d'ameublement, tentures et lingerie, y compris les couvertures piquées n. c. a., tapis de table, napperons pour plats et plateaux, draps de lit, taies d'oreillers et couvre-oreillers, couvre-traversins, courtepointes, couvre-lits, dessous de plats, protège-nappes, nappes, chemins de table, housses pour cheminées, garnitures de lavabo, sacs à linge, à brosses et à peignes, sacs pour chemises de nuit, sachets pour mouchoirs et articles similaires, couvre-théières et coussins, entièrement ou partiellement confectionnés.
	Ne contenant pas de laine.
242 (C)	Verre en feuilles : à dessins, cathédrale, laminé à la machine, coulé brut et armé.
268	Naphtaline.
271 (A)	Ammoniaque : acétate, carbonate, ammoniaque anhydre, ammoniaque liquide et chlorhydrate.
Ex 281 (B) (2)	Sulfate de soude.
384 (A) (1)	Plaques sèches et pellicules plates pour photographie et radiographie, sensibilisées.
(2)	Pellicules sensibilisées pour photographie, n. c. a.
(3)	Papiers et cartons sensibilisés pour photographie, ainsi que toile et autres matières sensibilisées, n. c. a. ; cartes postales (sensibilisées, avec ou sans impressions).

In accordance with your desire I have the honour to place on record and confirm the undertaking given on behalf of the Government of the Commonwealth of Australia, to refer these items to the Tariff Board for public inquiry and report (if not already so referred) with a view to determining an Intermediate Tariff rate based on the present London-Australia rate of exchange.

In the course of the negotiations you also made the following requests with respect to opaque glass of the Marbrite and Marmorite types, at present classified under Tariff Item 243 (A) :

(1) That these types of glass be classified as polished and patent plate glass ;
(2) That failing a reduction in the duties at present imposed on polished and patent plate glass the Commonwealth Government should introduce Intermediate Tariff rates on glass of these descriptions.

On behalf of the Commonwealth Government I desire to confirm the assurance given to you that steps will be taken to introduce the necessary amendments of the Australian Customs Tariff. "

In acknowledging the receipt of your letter I have the honour, on behalf of the Belgo-Luxemburg Economic Union, to inform you of my acceptance of these assurances.

Yours faithfully.

Armand NIHOTTE.

Consulat Général de Belgique à Sydney.

(L. S.)

Sir Henry Gullet, K.C.M.G., M.P.,
Minister negotiating Trade Treaties,
Canberra, F.C.T.

» Conformément à votre désir, j'ai l'honneur de confirmer l'engagement pris au nom du Gouvernement du Commonwealth d'Australie de soumettre ces positions du tarif au Tariff Board afin qu'il soit procédé à une enquête publique et de faire rapport (si cela n'a pas déjà été fait) en vue de déterminer les taux du tarif intermédiaire basés sur le cours actuel du change Londres-Australie.

» Au cours des négociations, vous avez également présenté les demandes suivantes relatives au verre opaque des genres marbrite et marmorite, rangés à présent sous la position 243 (A) du tarif :

» (1) Que ces genres de verre soient classés comme verre en plaques polies et brevetées ;

» (2) Qu'en l'absence d'une réduction des droits appliqués actuellement au verre en plaques polies et brevetées, le Gouvernement du Commonwealth applique des taux de tarif intermédiaire à ces genres de verre.

» Au nom du Gouvernement du Commonwealth, je tiens à vous confirmer l'assurance qui vous a été donnée que des mesures seront prises en vue d'apporter au tarif australien des douanes les modifications nécessaires. »

En accusant la réception de votre lettre, j'ai l'honneur, au nom de l'Union Economique belgo-luxembourgeoise, de vous informer que j'accepte ces assurances.

V. a.

(L. S.) Armand NIHOTTE.

Sir Henry Gullett, K.C.M.G., M.P.,
Ministre chargé des négociations
relatives aux traités de commerce,
Canberra.

N° 4095.

COMMONWEALTH D'AUSTRALIE ET FRANCE

Echanges de notes, avec annexes, comportant un accord commercial. Sydney et Canberra, le 27 novembre 1936.

COMMONWEALTH OF AUSTRALIA AND FRANCE

Exchanges of Notes, with Schedules, constituting a Commercial Agreement. Sydney and Canberra, November 27th, 1936.

No. 4095. — EXCHANGE OF NOTES[1] BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA AND THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC CONSTITUTING A COMMERCIAL AGREEMENT. SYDNEY AND CANBERRA, NOVEMBER 27TH, 1936.

English and French official texts communicated by the Minister for External Affairs of the Commonwealth of Australia. The registration of this Exchange of Notes took place April 16th, 1937.

FRENCH NOTE No. 1.

CONSULATE GENERAL OF FRANCE
IN AUSTRALIA.

SYDNEY, *November 27th*, 1936.

MY DEAR MINISTER,

With reference to the negotiations which have taken place between our two Governments with a view to the conclusion of a Trade Agreement, I have the honour to inform you that, as from a date to be fixed by mutual agreement :

(1) The French Government will accord to the Australian products enumerated in Schedule A annexed to the present Note the duties of the minimum tariff, that is to say, the lowest rates which France accords or may accord to like products from any other foreign country.

(2) As regards the Australian products enumerated in the said Schedule A which are subject to quota restrictions and for which no quota has been allocated to Australia, the French Government will examine with goodwill any request which may be made by the Government of the Commonwealth of Australia with a view to obtaining a percentage of the global quota.

(3) The French Government will suppress :

(a) The exchange surtax of 15 per centum imposed on Australian products by virtue of the Decree of the 11th November, 1931 ;

(b) The increases to 4 per centum and 6 per centum in the rate of the import tax imposed on Australian products by virtue of Article 32 of the Law of 31st March, 1932 ;

(c) The special surtaxes of 200 per centum of the general tariff duties imposed on butter fresh, salted or melted (No. 37 of the French Tariff) and on wheat in the grain (ex No. 68 of the French Tariff) originating in or coming from Australia, by virtue of the Decree of the 15th January, 1930, and the Law of 11th January, 1932.

(4) The French Government will guarantee to Australia the undermentioned quotas for the importation of the following products :

[1] Came into force provisionally January 1st, 1937.

N° 4095. — ÉCHANGE DE NOTES[1] ENTRE LE GOUVERNEMENT DU COMMONWEALTH D'AUSTRALIE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE COMPORTANT UN ACCORD COMMERCIAL. SYDNEY ET CANBERRA, LE 27 NOVEMBRE 1936.

Textes officiels anglais et français communiqués par le ministre des Affaires étrangères du Commonwealth d'Australie. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 16 *avril* 1937.

LETTRE FRANÇAISE N° 1.

CONSULAT GÉNÉRAL DE FRANCE
EN AUSTRALIE.

SYDNEY, *le 27 novembre* 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant aux négociations qui ont eu lieu entre nos deux gouvernements en vue de la conclusion d'un accord commercial, j'ai l'honneur de vous faire savoir que, à partir d'une date à fixer d'un commun accord :

1° Le Gouvernement français accordera aux produits australiens énumérés à la liste A annexée à la présente lettre les droits du tarif minimum, c'est-à-dire les droits les plus réduits que la France accorde ou pourrait accorder aux produits similaires importés de tout autre pays étranger.

2° En ce qui concerne les produits australiens énumérés à ladite liste A qui sont contingentés et pour lesquels aucun contingent n'a été accordé à l'Australie, le Gouvernement français examinera avec bienveillance toute requête qui pourrait lui être faite par le Gouvernement du Commonwealth d'Australie en vue d'obtenir un pourcentage du contingent global.

3° Le Gouvernement français supprimera :

a) La surtaxe de change de 15 pour cent appliquée aux produits australiens en vertu du décret du 11 novembre 1931 ;

b) Les majorations portées à 4 pour cent et 6 pour cent du taux de la taxe à l'importation appliquées aux produits australiens en vertu de l'article 32 de la loi du 31 mars 1932 ;

c) Les surtaxes spéciales de 200 pour cent des droits du tarif général, appliquées au beurre frais, salé ou fondu (N° 37 du tarif français) et au froment en grains (ex N° 68 du tarif français) d'origine ou de provenance australienne, en vertu du décret du 15 janvier 1930 et de la loi du 11 janvier 1932.

4° Le Gouvernement français garantira à l'Australie les contingents ci-dessous pour l'importation des produits suivants :

[1] Entré provisoirement en vigueur le 1er janvier 1937.

Ex No. 70. Barley in the grain :

5 per centum of the global quota for each of the four quarters of each year during the currency of the present arrangement.

If the quota of 5 per centum does not permit the importation of 20,000 quintals annually of Australian barley into France, the French Government will endeavour to grant a supplementary quota which would ensure an annual importation of this quantity. Should the French Government be unable to grant such a supplementary quota advantages of a corresponding value will be granted to Australia.

Ex. No. 84. Apples and pears, fresh :

First	quarter :	2 per centum of the global quota.
Second	,,	4 per centum of the global quota.
Third	,,	5 per centum of the global quota.
Fourth	,,	2 per centum of the global quota.

The abovementioned quotas on barley, fresh apples and pears will not be reduced, whether the global quota is increased or decreased. This undertaking will not constitute an obstacle to the suppression of quota measures.

A special quota of 1,000 quintals which is not renewable will be granted for fresh apples and pears during the first year of operation of the present arrangement.

The import permits for barley, fresh apples and pears will be valid for 120 days from the date of issue.

The French Government undertakes to issue the import permits for fresh apples and pears in such a manner as to allow the greatest possible importation in the second quarter.

The quotas for barley, fresh apples and pears will be wholly administered by the French Government.

In consideration of the advantages by which Australian trade will therefore benefit I should be obliged if you would kindly confirm that the Government of the Commonwealth of Australia undertakes, on its part, to accord to French products the following benefits, as from a date to be fixed by mutual agreement :

(1) All French products shall, on their importation into Australia, be subjected to the lowest Customs duties applicable to like products imported from any other foreign country ;

(2) The French products enumerated in Schedule B, annexed to the present Note, shall benefit from the Australian Intermediate Tariff ;

(3) The French products enumerated in Schedule C, annexed to the present Note, shall not be subjected to higher primage duties than those set out in the said Schedule ;

(4) The French products enumerated in Schedule D, annexed to the present Note, shall not, on importation into Australia, be subjected, during the first year of operation of the present arrangement, to a higher duty than that specified in the said Schedule provided such products are used for the purpose or purposes specified and that the requirements or conditions of any Security to the Australian Customs which may be entered into are fulfilled or complied with, and provided further that after the end of such period the imposition of higher duties on the products enumerated in the said Schedule will be dependent upon an inquiry and report by the Australian Tariff Board ;

(5) The stipulations of paragraphs 2 and 4 shall not be deemed to exempt the said products from liability to sales tax or, except as provided in paragraph 3, from payment of primage duties ;

(6) The question of the duties on the French products enumerated in Schedule E, annexed to the present Note, shall be referred (if not already so referred) to the Australian Tariff Board for public inquiry and report ;

Ex N° 70 : Orge en grains :

5 pour cent du contingent global pour chacun des quatre trimestres de chaque année pendant la durée du présent arrangement.

Si le contingent de 5 pour cent ne permet pas l'importation de 20.000 quintaux annuels d'orge australienne en France, le Gouvernement français s'efforcera d'accorder un contingent supplémentaire qui garantirait l'importation annuelle de cette quantité. Au cas où le Gouvernement français ne serait pas en mesure d'accorder ce contingent supplémentaire, des avantages d'une valeur correspondante seraient accordés à l'Australie.

Ex N° 84 : Pommes et poires fraîches :

Premier trimestre : 2 pour cent du contingent global.
Deuxième trimestre : 4 pour cent du contingent global.
Troisième trimestre : 5 pour cent du contingent global.
Quatrième trimestre : 2 pour cent du contingent global.

Les contingents ci-dessus relatifs à l'orge, les pommes et poires fraîches ne seront pas réduits que le contingent global soit augmenté ou diminué. Cet engagement ne fera pas obstacle à la suppression des mesures de contingentement. Un contingent exceptionnel de 1.000 quintaux, non renouvelable, sera accordé pour les pommes et poires fraîches pendant la première année d'application du présent arrangement.

Les autorisations d'importation pour l'orge, les pommes et poires fraîches auront une validité de 120 jours à compter de la date de leur délivrance.

Le Gouvernement français s'engage à délivrer les autorisations d'importation pour les pommes et poires fraîches de façon à permettre l'importation pendant le deuxième trimestre de la plus grande quantité possible.

Les contingents d'orge, de pommes et poires fraîches seront, dans leur intégralité, gérés par le Gouvernement français.

En considération des avantages dont le commerce australien se trouvera, de ce fait, bénéficier, je vous serais obligé de bien vouloir me confirmer que le Gouvernement du Commonwealth d'Australie s'engage, pour sa part, à accorder aux produits français les avantages suivants à partir d'une date à fixer d'un commun accord :

1° Tous les produits français seront, à leur importation en Australie, soumis aux droits de douane les plus réduits applicables aux produits similaires importés de tout autre pays étranger ;

2° Les produits français énumérés à la liste B, annexée à la présente lettre, bénéficieront des droits du tarif intermédiaire australien ;

3° Les produits français énumérés à la liste C, annexée à la présente lettre, ne seront pas soumis à des « primage duties » plus élevés que ceux inscrits à ladite liste ;

4° Les produits français énumérés à la liste D, annexée à la présente lettre, ne seront pas à leur importation en Australie soumis, pendant la première année d'application du présent arrangement, à des droits plus élevés que ceux inscrits à ladite liste, à la condition que ces produits soient employés à l'usage ou aux usages spécifiés et que soient observées les réglementations ou conditions de toutes garanties envers la douane australienne qui pourraient être édictées, à la condition également qu'après l'expiration de la période précitée l'imposition de droits plus élevés sur les produits énumérés à ladite liste dépendra de l'enquête et du rapport du « Tariff Board » australien ;

5° Les stipulations des paragraphes 2 et 4 ne seront pas considérées comme exemptant lesdits produits de la « sales tax » ou, sauf les exceptions prévues au paragraphe 3, du paiement des « primage duties » ;

6° La question des droits sur les produits français énumérés à la liste E, annexée à la présente lettre, sera référée (si elle ne l'a pas été déjà) au « Tariff Board » australien pour enquête publique et rapport ;

(7) In connection with the issue of licences for the importation of products enumerated in Statutory Rules 1936, No. 69 of 22nd May, 1936, French products shall benefit in all respects from the same treatment as those products originating in any other foreign country. Moreover, no special provision liable to prejudice the importation of French products shall appear in those licences.

Accept, my dear Minister, the assurance of my high consideration.

P. SUZOR,
Consul-General of France.

The Hon. Sir Henry Gullet, K.C.M.G., M.P.,
Minister directing Negotiations for Trade Treaties,
Canberra, F.C.T., Australia.

SCHEDULE A.

AUSTRALIAN PRODUCTS BENEFITING BY THE MINIMUM TARIFF ON THEIR IMPORTATION INTO FRANCE.

Number of the French Tariff	Description of Products
16 A	Beef, chilled.
16 B	Mutton and beef, frozen.
19	Meats, preserved.
21	Hides or skins, raw.
22	Peltries, raw.
ex 23	Wool in bulk or on skins.
ex 30 A	Tallow, not hydrogenated, other than pressed.
34 A	Eggs in shell.
37	Butter, fresh melted or salted.
68	Wheat and meslin, grains and flour.
70	Barley in grains.
ex 84 A	Fresh fruits : Apples, pears, oranges.
ex 112	Eucalyptus oil.
175 *ter*	Opals and sapphires in the rough and cut.
ex 201	Silver ore.
ex 221	Copper in ingots.
*ex 222	Lead, pig.
ex 223	Tin, crude and rolled.
*ex 224	Zinc, crude, in bars or blocks.
229	Cadmium, crude.

* With respect to lead, pig (ex No. 222) and Zinc, crude, in bars and blocks (ex No. 224) the French Government reserves the right to withdraw the grant of minimum tariff should quota restrictions be suppressed on such products.

7° Les produits français bénéficieront, à tous égards, en ce qui concerne la délivrance des licences pour l'importation des marchandises énumérées dans les « Statutory rules 1936 N° 69 du 22 mai 1936 » du même traitement que ceux originaires de tout autre pays étranger. En outre, aucune mention spéciale susceptible de porter préjudice à l'importation des produits français ne devra figurer sur ces licences.

Agréez, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Le Consul général de France:
(Signé) P. SUZOR.

L'hon. sir Henry Gullett, K.C.M.G., M.P.,
Ministre chargé des négociations
de traités de commerce,
Canberra, F.C.T., Australie.

LISTE A

PRODUITS AUSTRALIENS BÉNÉFICIANT DU TARIF MINIMUM A LEUR IMPORTATION EN FRANCE.

Numéros du tarif français	Description des produits
16 A	Viande réfrigérée de bœuf.
16 B	Viande congelée de mouton et de bœuf.
19	Conserves de viande.
21	Peaux brutes.
22	Pelleteries brutes.
ex 23	Laines en masse et en peaux.
ex 30 A	Suifs, non hydrogénés, autres que « pressés ».
34 A	Œufs en coquilles.
37	Beurre frais fondu ou salé.
68	Froment et méteil, grains et farines.
70	Orge en grains.
ex 84 A	Fruits frais : pommes, poires, oranges.
ex 112	Huile d'eucalyptus.
175 *ter*	Opales et saphirs bruts et taillés.
ex 201	Minerai d'argent.
ex 221	Cuivre en lingots.
*ex 222	Plomb en saumons.
ex 223	Etain, brut et laminé.
*ex 224	Zinc, brut, en barres ou en blocs.
229	Cadmium, brut.

* En ce qui concerne le plomb en saumons (ex N° 222) et le zinc, brut, en barres et en blocs (ex N° 224) le Gouvernement français se réserve le droit de retirer la concession du tarif minimum au cas où les mesures de contingentement seraient supprimées pour lesdits produits.

SCHEDULE B.

FRENCH ARTICLES ACCORDED THE BENEFIT OF THE AUSTRALIAN INTERMEDIATE TARIFF.

Tariff Items in Australian Customs Tariff	
3.	Spirits, and spirituous liquors, n.e.i. : (A) Brandy : (1) When not exceeding the strength of proof. (2) When exceeding the strength of proof. (H) Liqueurs : (1) When not exceeding the strength of proof. (2) When exceeding the strength of proof.
8.	Perfumed Spirits :
Ex 10.	(A) Chloroform, containing not more than 5 per cent. of proof spirit.
11.	Non-spirituous preparations, viz. : (A) Amyl acetate, ethyl acetate, methyl salicylate, vanillin, coumarin ; flavouring esters and aldehydes, not compounded. (B) Flavouring essences, including culinary essences and favouring extracts ; compounded flavouring esters and aldehydes ; compounded fruit aromas. (C) Flavouring esters and aldehydes, not compounded, vanillin and coumarin, for manufacturing purposes, as prescribed by Departmental By-laws.
12.	Wine, Sparkling.
13.	Wine, Still (including Medicated and Vermouth) : (A) Containing up to and including 35 per cent. of proof spirit : (2) In bottle.
Ex 17.	Aerated or Mineral Waters, viz. : Contrexeville, Evian, Perrier, St. Galmier, Vals and Vittel.
Ex 51.	(C) (3) Sardines, (Sardina pilchardus) cooked in oil and preserved in oil (accompanied by a Certificate issued by a Chamber of Commerce or other official authorized body, certifying that the sardines, preserved in oil, have been prepared after being cooked in oil) in sealed tin containers.
Ex 54.	(A) Petits Pois and Mushrooms.
Ex 78.	(D) Walnuts, unshelled.
Ex 78.	(E) Walnut Kernels.
94.	Soap : (A) Toilet, Fancy, or Medicated. (B) N.E.I. ; Soap Substitutes and Compounded Detergents for washing and cleansing purposes, not including saponaceous disinfectants.
105.	Piece Goods, viz. : (AA) Piece Goods, Knitted or Lock-stitched, in tubular form or otherwise (except piece goods enumerated in item 208 (D) (2)) of any material except when wholly of wool : (2) Other. (D) (1) Artificial silk, or containing artificial silk or having artificial silk worked thereon, except piece goods enumerated in sub-items (A) (1) *(b)*, (A) (3), (AA) and (F) : *(b)* Other. (2) Silk, or containing silk or having silk worked thereon, except piece goods enumerated in sub-items (A) (1), (A) (3), (AA), (B), (C), (D) (1), (F), and item 130 (B) (1). (E) (1) Velvets, Velveteens, Plushes, Sealette and Cloths imitating furs, Astrachans. (2) Lace for Attire ; Lace Flouncings ; Millinery and Dress Nets ; Veilings; Embroideries in the piece ; Tucked Linens or Cottons.

LISTE B

ARTICLES FRANÇAIS BÉNÉFICIANT DU TARIF INTERMÉDIAIRE AUSTRALIEN.

Positions tarifaires dans le tarif douanier australien	
3.	Alcools et spiritueux, non compris ailleurs : (A) Eaux-de-vie de vin (brandy) : (1) N'excédant pas la force de preuve. (2) Excédant la force de preuve. (H) Liqueurs : (1) N'excédant pas la force de preuve. (2) Excédant la force de preuve.
8.	Alcools parfumés.
Ex 10.	(A) Chloroforme, ne contenant pas plus de 5 pour cent d'alcool de preuve.
11.	Préparations non spiritueuses, c'est-à-dire : (A) Acétate amylique, acétate éthylique, salicylate méthylique, vanilline, coumarine ; esters et aldéhydes aromatiques (flavouring), non composés. (B) Essences aromatiques (flavouring), y compris essences culinaires et extraits aromatiques (flavouring) ; esters et aldéhydes aromatiques (flavouring), composés ; aromes de fruits composés. (C) Esters et aldéhydes aromatiques (flavouring), non composés, vanilline et coumarine, pour la manufacture, suivant les dispositions des « Departmental By-laws ».
12.	Vins, mousseux.
13.	Vins, non mousseux (y compris vins médicamentés et vermouths) : (A) Ne contenant pas plus de 35 pour cent d'alcool de preuve : (2) En bouteilles.
Ex 17.	Eaux gazeuses ou minérales, c'est-à-dire : Contrexéville, Evian, Perrier, Saint-Galmier, Vals et Vittel.
Ex 51.	(C) (3) Sardines *(Sardina pilchardus)* cuites dans l'huile et conservées dans l'huile (accompagnées d'un certificat délivré par une chambre de commerce ou tout autre corps officiel autorisé, certifiant que les sardines, conservées dans l'huile, ont été préparées après avoir été cuites dans l'huile) en boîtes de fer-blanc scellées.
Ex 54.	(A) Petits pois et champignons.
Ex 78.	(D) Noix (walnuts), en coques.
Ex 78.	(E) Cerneaux de noix (Walnut Kernels).
94.	Savons : (A) De toilette, de fantaisie, ou médicamentés. (B) Non compris ailleurs ; succédanés de savons et détergents composés pour lavage et nettoyage, non compris désinfectants saponacés.
105.	Tissus en pièces, c'est-à-dire : (AA) Tissus en pièces, tricotés ou indémaillables, en forme tubulaire ou autre (excepté les tissus en pièces énumérés dans la position 208 (D) (2)) de n'importe quel tissu excepté de laine pure : (2) Autres. (D) (1) De soie artificielle, ou contenant de la soie artificielle ou façonnés avec de la soie artificielle, excepté les tissus en pièces énumérés dans les sous-positions (A) (1) *(b)*, (A) (3), (AA) et (F) : *(b)* Autres. (2) De soie, ou contenant de la soie ou façonnés avec de la soie, excepté les tissus en pièces énumérés dans les sous-positions (A) (1), (A) (3), (AA), (B), (C), (D) (1), (F), et dans la position 130 (B) (1). (E) (1) Velours, velveteens, peluches, sealette et draps imitant fourrures, astrakans. (2) Dentelles de parures ; volants de dentelle ; tulles pour robes et chapeaux ; voilettes ; broderies en pièces ; toiles de lin ou cotons, plissés.

Tariff Items in Australian Customs Tariff

(K) Piece goods of a class or kind not produced in Australia which would otherwise be dutiable at a higher rate than that payable under this sub-item imported for use in the manufacture of neck-ties, as prescribed by Departmental By-laws :

(1) Silk or in chief part by weight silk ; wool or in chief part by weight wool and admixtures of wool and silk.

(2) Other.

106. (B) Trimmings and Ornaments, n.e.i., for Hats, Shoes and other attire, not being partly or wholly of gold or silver ; Braids n.e.i. ; Fringes n.e.i. ; Frillings ; Rufflings ; Pleatings ; Ruchings ; Galoons n.e.i. ; Ribbons n.e.i. ; Tinselled Belting n.e.i. ; Webbings n.e.i. Belting for apparel not elsewhere specified and not being cut to lengths for belts.

(E) Buckles, Clasps and Slides for Hats, Shoes and other attire :
(2) Wholly of metal (not being partly or wholly of gold or silver) including metal enamelled.

(F) Buttons, n.e.i., including blanks and those partly finished :
(2) Wholly of metal (not being partly or wholly of gold or silver) excepting trouser buttons.

107. (A) Woven and Embroidered Materials in the piece or otherwise : Badges, Hat, and Cap Fronts (badged), Metal Ribbons (not being water-waved), Looping for Boots and Shoes ; Labels and Hangers for all purposes including plain Hanger Material ; Tubular Tie Material in the piece ; Galoons, Bands or Bandings, Tapes and the like having printed woven or embroidered lettering badge trade name or mark or design thereon ; Ribbons (not being water-waved) and Galoons having not more than 48 ribs to the lineal inch and being not more than three and a half inches in width ; Slipper, Shoe, and Blazer Bindings.

(B) Regalia Ribbons for use in the manufacture of Lodge Regalia, as prescribed by Departmental By-laws.

108. (B) Feathers, dressed, including Feathers made up into trimmings ; also Natural Birds and Wings.

109. Artificial Flowers, Fruits, Plants, Leaves, and Grains, of all kinds and materials.

110. (A) Apparel, other than knitted, viz. :
(5) Costumes, Dresses or Robes, but not including Dresses or Robes for infants in arms, or such articles when not exceeding 22 inches in length, viz. :
(a) Cotton, linen, or other material n.e.i.
(b) Wool or containing wool.
(c) Silk or containing silk but not containing wool.

(B) Apparel, knitted, and Apparel made from knitted or lock-stitched piece goods, viz. :

(1) Blouses, Skirts, Underwear, and Bathing Costumes :
(a) Cotton or other materials n.e.i.
(b) Wool or silk or containing wool or silk.

(2) Coats, Jumpers, Cardigans, Sweaters, and similar garments :
(a) Girls' or Boys', i.e., with chest measurement under 34 inches.

(b) Women's or Men's, i.e., with chest measurement 34 inches and over.

(3) Costumes, Dresses or Robes :
(a) Cotton or other material n.e.i.
(b) Wool or containing wool but not containing silk.
(c) Silk or containing silk.

(C) Corsets.

112. Furs and other Skins and articles made thereof :
(B) (2) Rabbit Skins dressed or prepared for making up.

Ex 113. (B) Kid Gloves.

Positions tarifaires dans le tarif douanier australien

(K) Tissus en pièces d'une classe ou d'un genre non manufacturés en Australie qui seraient autrement soumis à un droit plus élevé que celui payable sous cette sous-position importés pour la confection de cravates, suivant les dispositions des « Departmental By-laws » :
(1) De soie ou contenant une majeure partie de soie, d'après le poids ; de laine ou contenant une majeure partie de laine, d'après le poids, et mélanges de laine et soie.
(2) Autres.

106. (B) Passementeries et garnitures, non comprises ailleurs, pour chapeaux, chaussures et autres parures, n'étant ni partiellement ni entièrement d'or ou d'argent ; ganses non comprises ailleurs ; franges non comprises ailleurs ; fronces ; jabots ; plissages ; ruches ; galons non compris ailleurs ; rubans non compris ailleurs ; tissus clinquantés pour ceintures non compris ailleurs ; sangles non comprises ailleurs ; tissus pour ceintures destinées à parures non spécifiés ailleurs et n'étant pas coupés à la longueur pour ceintures.
(E) Boucles fermoirs et coulants pour chapeaux, chaussures et autres parures :
(2) Entièrement de métal (n'étant ni partiellement ni entièrement d'or ou d'argent) y compris métal émaillé.
(F) Boutons, non compris ailleurs, y compris les formes de boutons et ceux partiellement finis:
(2) Entièrement de métal (n'étant ni partiellement ni entièrement d'or ou d'argent) excepté les boutons pour pantalons.

107. (A) Etoffes tissées ou brodées en pièces ou autrement : Insignes, devants pour chapeaux et casquettes (avec insignes), rubans pour médailles (non moirés), étoffes pour la manufacture des tirants pour bottines et souliers ; rubans similaires à ceux employés pour suspendre les vêtements, et étiquettes, pour tous usages y compris les tissus unis pour la manufacture desdits rubans ; étoffes tubulaires pour cravates, en pièces ; galons bandes ou rubans de bordure rubans à fil et similaires portant lettres insignes noms ou dessins de marques imprimés tissés ou brodés ; rubans (non moirés) et galons n'ayant pas plus de 48 côtes au pouce linéaire et n'ayant pas plus de trois pouces et demi de largeur ; bordures pour pantoufles, souliers et vestes de sport.
(B) Rubans pour insignes destinés à la fabrication d'insignes pour la franc-maçonnerie et associations similaires suivant les dispositions des « Departmental By-laws ».

108. (B) Plumes apprêtées y compris celles confectionnées en garnitures ; de même, oiseaux et ailes naturels.

109. Fleurs, fruits, plantes, feuilles et grains, artificiels de toutes sortes et de toutes matières.

110. (A) Articles d'habillement, autres que ceux tricotés, c'est-à-dire :
(5) Costumes, toilettes ou robes, mais non compris robes d'enfants en bas âge, ni de tels articles n'excédant pas 22 pouces de long, c'est-à-dire :
(a) De coton, lin ou autres tissus non compris ailleurs.
(b) De laine ou contenant de la laine.
(c) De soie ou contenant de la soie mais ne contenant pas de laine.
(B) Articles d'habillement tricotés, et articles d'habillement fabriqués de tissus en pièces tricotés ou indémaillables, c'est-à-dire :
(1) Blouses, jupes, vêtements de dessous, et costumes de bain :
(a) De coton ou autres tissus, non compris ailleurs.
(b) De laine ou de soie ou contenant de la laine ou de la soie.
(2) Paletots, jumpers, cardigans, tricots et vêtements similaires :
(a) Pour fillettes ou garçonnets, c'est-à-dire, ayant une largeur de poitrine de moins de 34 pouces.
(b) Pour femmes ou hommes, c'est-à-dire, ayant une largeur de poitrine de 34 pouces et plus.
(3) Costumes, toilettes ou robes :
(a) De coton ou autres tissus non compris ailleurs.
(b) De laine ou contenant de la laine mais ne contenant pas de soie.
(c) De soie ou contenant de la soie.
(C) Corsets.

112. Fourrures et pelleteries et leurs manufactures :
(B) (2) Peaux de lapins apprêtées ou préparées pour la confection.

ex 113. (B) Gants de chevreau.

Tariff Items in Australian Customs Tariff

114. Hats, Caps, and Bonnets :
(C) Fur Felt Hats in any stage of manufacture for men and boys, including fur felt hoods therefor.

(E) Hoods for girls' and women's hats, viz. :
(2) Fur Felt Hoods and Velour Hoods.
(F) (1) Felt capelines for girls' and women's hats :
(a) Wool Felt Capelines.
(b) Fur Felt Capelines and Velour Capelines.
(2) Felt hats for girls and women ; Berets ; Girls' and Women's Caps (other than bathing) of any material ; Hats n.e.i. ; Bonnets.

120. (A) Articles, Textile, as under, not being piece goods, viz. :
Articles of Furnishing, Drapery and Napery, including Quilts n.e.i., Table Covers, Doyleys Tray Cloths, Sheets, Pillowcases and Covers, Bolster Cases, Counterpanes, Bed Spreads, Table Mats, Splashers, Tablecloths, Runners, Mantel Borders, Toilet Sets, Bags for Linen, Brush and Comb Bags, Nightdress Cases, Handkerchief Sachets, and the like, Cosies and Cushions in part or wholly made up :

(1) When not containing wool.
(2) When containing wool.
(F) Quilts, viz. : Marcella, Honeycomb, Alhambra and Grecian.
Ex 197. (B) Butchers' and Cooks' Knives.
Ex 215. (B) Band Saws.
229. Oils in vessels exceeding one gallon :
(H) (2) Olive Oil n.e.i.
Ex 230. Olive Oil.
231. Paints and Colours, viz. :
(B) (1) Barytes, crude.
(2) Barytes, ground.
(E) Colours, dry, n.e.i., including litharge and sub-oxide of lead.
(G) (2) White Lead, dry or ground in oil.
232. (A) Varnishes ; Varnish and Oil Stains ; Lacquers ; Japans ; Berlin Brunswick and Stoving Blacks and substitutes therefor ; Liquid Sizes ; Patent Knotting ; Oil and Wood Finishes ; Petrifying Liquids ; Lithographic Varnish ; Printers' Ink Reducer; Terebine ; Liquid Dryers ; 'Gold Size ; Liquid Stain for Wood.

240. (A) Tiles, viz. : Flooring and Wall, including Glazed, Ceramic, Mosaic, and Enamelled.

250. (B) Articles of cut glass, including bottles, decanters, flasks and jars of cut glass empty or containing goods not subject to an *ad valorem* duty and lamps and lampware of cut glass, but not including articles of etched or engraved glass.

(C) Glassware n.e.i.
269. (B) Insecticides and Disinfectants n.e.i.
271. (B) Sulphate of Ammonia.
281. Drugs and Chemicals, viz. :
(P) Trisodium Phosphate.
290. (C) (1) Perfumery n.e.i. ; Petroleum Jelly n.e.i.
(2) Toilet Preparations (perfumed or not) n.e.i.
309. Fancy Goods, viz. :
(B) Card Cases, Hatpins, Matchboxes, Serviette Rings and Clips, Sovereign Purses, n.e.i. ; Button Hooks, Glove Stretchers, Shoe Horns and Lifts, Thimbles, Ivory and other ornamental figures, Feather Dusters ; Beads strung or unstrung and Necklets n.e.i., except those made of pearls, cultured pearls, precious stones, precious metals or imitation precious metals.

Positions tarifaires dans le tarif douanier australien

114. Chapeaux, casquettes, et bonnets :
(C) Chapeaux en feutre de poil à n'importe quel stade de leur manufacture pour hommes et garçonnets, y compris les cloches en feutre de poil pour la confection desdits chapeaux.
(E) Cloches pour chapeaux de fillettes et femmes, c'est-à-dire :
(2) Cloches en feutres de poil et cloches en velouté de laine.
(F) (1) Capelines en feutre pour chapeaux de fillettes et femmes :
(a) Capelines en feutre de laine.
(b) Capelines en feutre de poil et capelines en velouté de laine.
(2) Chapeaux en feutre pour fillettes et femmes ; bérets ; bonnets (caps) pour fillettes et femmes (autres que pour le bain) de tout matériel ; chapeaux non compris ailleurs ; bonnets.

120. (A) Articles textiles, énumérés ci-dessous, n'étant pas des tissus en pièces, c'est-à-dire :
Articles d'ameublement, draperie, et lingerie de table, y compris les courtepointes non comprises ailleurs, tapis de table, petits napperons, couvre-plateaux, draps de lit, enveloppes et taies d'oreiller, taies de traversin, couvre-pieds, dessus de lit, nattes de table, napperons, nappes, chemins de table, dessus de cheminée, garnitures de table de toilette, sacs à linge, sacs à brosses et à peignes, sachets de chemises de nuit, sachets à mouchoirs et articles similaires, couvre-théières et coussins partiellement ou entièrement confectionnés :
(1) Ne contenant pas de laine.
(2) Contenant de la laine.
(F) Courtepointes, c'est-à-dire : marcella, nid d'abeille, alhambra et grecques.

ex 197. (B) Couteaux de boucher et de cuisine.

ex 215. (B) Scies à ruban.

229. Huiles en récipients d'une contenance excédant un gallon :
(H) (2) Huile d'olive non comprise ailleurs.

ex 230. Huile d'olive.

231. Peintures et couleurs, c'est-à-dire :
(B) (1) Barytes brutes.
(2) Barytes broyées.
(E) Couleurs sèches, non comprises ailleurs, y compris litharge et sous-oxyde de plomb.
(G) (2) Céruse sèche ou broyée à l'huile.

232. (A) Vernis ; teintures-vernis et teintures à l'huile ; laques ; laques du Japon ; noir de Berlin et de Brunswick et noirs pour fourneaux et leurs succédanés ; colles liquides ; préparations pour recouvrir les nœuds dans les boiseries avant de peindre ; huiles à polir et autres préparations employées pour polir les boiseries ; liquides pétrifiants ; vernis lithographiques ; réducteurs d'encre à imprimer ; « terebine » ; siccatifs liquides ; colle pour doreurs ; teintures liquides pour boiseries.

240. (A) Carreaux, c'est-à-dire : carreaux de pavement et de revêtement, y compris ceux vernissés, de céramique, de mosaïque, et émaillés.

250. (B) Articles en verre taillé, y compris les bouteilles, carafes, flacons et bocaux de verre taillé vides ou contenant des marchandises non soumises à un droit *ad valorem* et lampes et accessoires de verre taillé, mais non compris les articles de verre gravés à l'eau-forte ou autrement.
(C) Verreries, non comprises ailleurs.

269. (B) Insecticides et désinfectants, non compris ailleurs.

271. (B) Sulfate d'ammoniaque.

281. Drogues et produits chimiques, c'est-à-dire :
(P) Phosphate de trisodium.

290. (C) (1) Parfumerie non comprise ailleurs ; vaseline non comprise ailleurs.
(2) Préparations de toilette (parfumées ou non) non comprises ailleurs.

309. Articles de fantaisie c'est-à-dire :
(B) Porte-cartes, épingles à chapeaux, boîtes à allumettes, ronds et boucles de serviettes, porte-monnaie (sovereign purses), non compris ailleurs ; crochets à boutons, ouvre-gants, chausse-pieds, dés à coudre, figurines d'ornementation en ivoire et autres, plumeaux ; perles de tous genres enfilées ou non et colliers non compris ailleurs, excepté ceux de perles véritables, de perles de culture, de pierres précieuses, de métaux précieux ou d'imitations de métaux précieux.

Tariff Items in Australian Customs Tariff

(C) Articles for personal wear, not including articles partly or wholly of gold, silver or other precious metal or imitations thereof or partly or wholly of pearls or precious stones or imitations thereof, viz. : Brooches, Bangles, Studs, Sleeve Links and Tie Clips.
(D) N.E.I.

314. Jewellery, commonly known as rolled gold ; Jewellery under 9-carat ; Imitation Jewellery.

318. (A) (3) Clocks n.e.i. ; Opera Field and Marine Glasses ; Pedometers ; Pocket counters and the like.
(4) *(a)* Wristlet watches n.e.i. and cases therefor, viz. :
(1) Nickel-plated, nickel alloy, chromium-plated, and steel.

324. Leather, viz. :
(C) (1) Patent and Enamelled.
(2) Glazed or Mat Kid or substitutes therefor.

333. (A) Pneumatic rubber tyres and tubes therefor, valved or unvalved, viz. :
(1) Covers weighing each 2½ lb. or less and tubes weighing each 1 lb. or less.

334. Paper, viz. :
(D) (2) Tissue, and Tissue Cap Paper and Paper for paper patterns, in sheets or rolls, weight not to exceed 9 lb. for 480 sheets 20×30 inches.

376. (A) Bags, hand and purse, except of metal ; Purses, except of metal ; Wallets :
(3) The value for duty of which exceeds 15d. per article but does not exceed 24d. per article.
(4) The value for duty of which exceeds 24d. per article.
(C) Baskets, sporting, travelling, work and n.e.i. ; Companions n.e.i. ; Boxes and Cases, collar, fancy, pin, puff, glove, handkerchief, soap, work, and the like, n.e.i.

381. Brushware and materials therefor :
(D) (1) Hair and cloth brushes.
(2) Tooth, scrubbing, paint and varnish brushes.
(3) Nail brushes.

392. Yarns :
(G) Artificial Silk.

413. Pipes, Smoking, n.e.i., Cigar and Cigarette Tubes, Holders and Cases, Tobacco and Snuff Boxes, n.e.i., and accessories ; Smoking Requisites, including Cases, Tobacco Pouches, Smokers' Sets, Match Stands, Ash Trays, Smokers' Lamps, Cigar Stands, and Lighters.

419. Surgical and Dental and Veterinary Instruments, Appliances and Materials (but not including furniture not specifically mentioned in this item), viz. :
(E) (3) X-ray Apparatus and Accessories (including X-ray control stands and X-ray examining tables) n.e.i.

Positions tarifaires dans le tarif douanier australien

(C) Articles de parure, non compris articles partiellement ou entièrement en or ou en argent ou autre métal précieux ou leurs imitations, ou partiellement ou entièrement en perles ou pierres précieuses ou leurs imitations, c'est-à-dire : broches, bracelets, boutons de cols, boutons de manchettes, pince-cravates.
(D) Non compris ailleurs.

314. Bijouterie communément dénommée doublé ; bijouterie au-dessous de 9 carats ; bijouterie imitation.

318. (A) (3) Horloges non comprises ailleurs ; jumelles de théâtre, de campagne et de marine ; podomètres ; compteurs de poche et similaires.
(4) *(a)* Montres-bracelets non comprises ailleurs et leurs boîtiers, c'est-à-dire :
(1) Nickelées, en alliage au nickel, chromées, et en acier.

324. Cuirs, c'est-à-dire :
(C) (1) Vernis et émaillés.
(2) Chevreau glacé ou mat ou ses succédanés.

333. (A) Enveloppes pneumatiques et chambres à air, avec ou sans valves, c'est-à-dire :
(1) Enveloppes pesant chacune deux livres et demie ou moins et chambres à air pesant chacune une livre ou moins.

334. Papiers, c'est-à-dire :
(D) (2) Papier de soie, et papier de soie pour envelopper et papier pour patrons en papier, en feuilles ou rouleaux, ne pesant pas plus de 9 livres les 480 feuilles de 20 × 30 pouces.

376. (A) Sacs à main et sacs de dames, excepté de métal ; porte-monnaie, excepté de métal ; porte-feuilles :
(3) Dont la valeur imposable, dépasse 15*d.* par article mais ne dépasse pas 24*d.* par article.
(4) Dont la valeur imposable dépasse 24*d.* par article.
(C) Paniers, pour le sport, le voyage, le travail et non compris ailleurs ; « companions », non compris ailleurs ; boîtes et coffrets, à cols, de fantaisie, à épingles, à houppe, à gants, à mouchoirs, à savon, à ouvrage, et similaires non compris ailleurs.

381. Brosserie et matériels pour la brosserie :
(D) (1) Brosses à cheveux et à habits.
(2) Brosses à dents, brosses à récurer, pinceaux à peinture et à vernis.
(3) Brosses à ongles.

392. Fils :
(G) De soie artificielle.

413. Pipes, à fumer, non comprises ailleurs, porte-cigare et porte-cigarette, fume-cigare et fume-cigarette, étuis à cigares et à cigarettes, pots à tabac et tabatières, non compris ailleurs, et accessoires ; articles de fumeurs y compris coffrets, blagues à tabac, services de fumeurs, porte-allumettes, cendriers, lampes pour fumeurs, étagères à cigares, et briquets.

419. Instruments chirurgicaux et dentaires et vétérinaires, appareils et matériels (mais non compris le mobilier non spécifiquement mentionné dans cette position), c'est-à-dire :
(E) (3) Appareils à rayons X et accessoires (y compris postes de contrôle et tables d'examen pour rayons X) non compris ailleurs.

SCHEDULE C.

Item of the Australian Customs Tariff	Description of Products	Rate of Primage Duty
3	Spirits, and spirituous liquors, n.e.i. :	
	(A) Brandy :	
	(1) When not exceeding the strength of proof	Free
	(2) When exceeding the strength of proof	Free
	(H) Liqueurs :	
	(1) When not exceeding the strength of proof	Free
	(2) When exceeding the strength of proof	Free
8	Perfumed Spirits	5 % *ad valorem*
Ex 10 (A)	Chloroform, containing not more than 5 per cent of proof spirit . .	5 % *ad valorem*
Ex 12	Natural Champagne	Free
13	Wine, Still (including Medicated and Vermouth) :	
	(A) Containing up to and including 35 per cent. of proof spirit :	
	(2) In bottle	Free
Ex 17	Aerated or Mineral Waters, viz. : Contrexeville, Evian, Perrier, St. Galmier, Vals and Vittel	Free
Ex 54 (A) (5)	Drained Cherries	Free
69	Liquorice :	
	(B) Crude ; Crude Paste ; and Block Juice	5 % *ad valorem*
	(C) N.E.I. :	
	(1) When the current domestic value, including the inside packages, exceeds 1s per lb.	5 % *ad valorem*
	(2) Otherwise	5 % *ad valorem*
94	Soap :	
	(A) Toilet, Fancy, or Medicated	5 % *ad valorem*
	(B) N.E.I. : ; Soap Substitutes and Compounded Detergents for washing and cleansing purposes not including saponaceous disinfectants	5 % *ad valorem*
105	Piece Goods, viz. :	
	(A) (3) Tapestries containing at least 95 per cent. by weight of cotton or linen or cotton and linen	Free
	(E) (1) Velvets, Velveteens, Plushes, Sealette and Cloths imitating furs, Astrachans	5 % *ad valorem*
	(2) Lace for Attire ; Lace Flouncings ; Millinery and Dress Nets ; Veilings ; Embroideries in the piece ; Tucked Linens or Cottons	5 % *ad valorem*
106 (A)	Cotton Featherstitch Braids ; Piping ; Tinsel Cloth ; Tinsel Belting, having warp or weft composed wholly of tinsel or of continuous threads of tinsel and an alternate thread of textile ; Tinsel Thread	5 % *ad valorem*

LISTE C

Position du tarif douanier australien	Description des produits	Taux du « Primage Duty »
3	Alcools et spiritueux, non compris ailleurs :	
	(A) Eaux-de-vie de vin (brandy) :	
	(1) N'excédant pas la force de preuve.	Franchise
	(2) Excédant la force de preuve	Franchise
	(H) Liqueurs :	
	(1) N'excédant pas la force de preuve.	Franchise
	(2) Excédant la force de preuve	Franchise
8	Alcools parfumés	5 pour cent *ad valorem*
Ex 10 (A)	Chloroforme, ne contenant pas plus de 5 pour cent d'alcool de preuve.	5 pour cent *ad valorem*
Ex 12	Champagne naturel	Franchise
13	Vins, non mousseux (y compris vins médicamentés et vermouths) :	
	(A) Ne contenant pas plus de 35 pour cent d'alcool de preuve :	
	(2) En bouteilles	Franchise
Ex 17	Eaux gazeuses ou minérales, c'est-à-dire : Contrexéville, Evian, Perrier, Saint-Galmier, Vals et Vittel	Franchise
Ex 54 (A) (5)	Cerises égouttées	Franchise
69	Réglisse :	
	(B) Brute ; pâte brute ; et jus solidifié	5 pour cent *ad valorem*
	(C) Non comprise ailleurs :	
	(1) Quand la valeur domestique courante, y compris les emballages intérieurs, dépasse 1 shilling par livre	5 pour cent *ad valorem*
	(2) Autrement	5 pour cent *ad valorem*
94	Savons :	
	(A) De toilette, de fantaisie, ou médicamentés	5 pour cent *ad valorem*
	(B) Non compris ailleurs ; succédanés de savons et détergents composés pour lavage et nettoyage, non compris désinfectants saponacés	5 pour cent *ad valorem*
105	Tissus en pièces, c'est-à-dire :	
	(A) (3) Tapisseries contenant au moins 95 pour cent de leur poids de coton ou de lin ou de coton et de lin	Franchise
	(E) (1) Velours, velveteens, peluches, sealette et draps imitant fourrures, astrakans	5 pour cent *ad valorem*
	(2) Dentelles de parures ; volants de dentelle ; tulles pour robes et chapeaux ; voilettes ; broderies en pièces ; toiles de lin ou cotons, plissés	5 pour cent *ad valorem*
106 (A)	Tresses en coton avec motifs (featherstitch) ; passepoil ; tissu clinquanté ; tissus clinquantés pour ceintures, ayant la chaîne ou la trame faite entièrement de clinquant ou composée de fils continus de clinquant et d'un fil alternatif de textile ; fils de clinquant . .	5 pour cent *ad valorem*

Item of the Australian Customs Tariff	Description of Products	Rate of Primage Duty
(B)	Trimmings and Ornaments, n.e.i. for Hats, Shoes and other attire, not being partly or wholly of gold or silver ; Braids n.e.i. ; Fringes n.e.i. ; Frillings ; Rufflings ; Pleatings ; Ruchings ; Galoons n.e.i. ; Ribbons n.e.i. ; Tinselled Belting n.e.i. ; Webbings n.e.i. ; Belting for apparel not elsewhere specified and not being cut to lengths for belts . . .	5 % *ad valorem*
106 (E)	Buckles, Clasps and Slides for Hats, Shoes and other attire : (3) Non-metallic, other than those made of glass tinsel or pearl shell, with or without metal fittings or metal fastening devises	5 % *ad valorem*
106 (F)	Buttons, n.e.i., including blanks and those partly finished : (3) Non-metallic, other than those made of glass or tinsel and those specified in paragraph (4) of this sub-item, with or without metal fittings or metal fastening devices ; Cloth Covered	5 % *ad valorem*
107 (A)	Woven and Embroidered Materials in the piece or otherwise : Badges, Hat and Cap Fronts (badged), Medal Ribbons (not being water-waved), Looping for Boots and Shoes; Labels and Hangers for all purposes including plain Hanger Material ; Tubular Tie Material in the piece ; Galoons, Bands or Bandings, Tapes and the like having printed woven or embroidered lettering badge trade name or mark or design thereon ; Ribbons (not being water-waved) and Galoons having not more than 48 ribs to the lineal inch and being not more than three and a half inches in width ; Slipper, Shoe, and Blazer Bindings	5 % *ad valorem*
(B)	Regalia Ribbons for use in the manufacture of Lodge Regalia, as prescribed by Departmental By-laws	5 % *ad valorem*
108 (B)	Feathers, dressed, including Feathers made up into trimmings ; also Natural Birds and Wings	5 % *ad valorem*
109	Artificial Flowers, Fruits, Plants, Leaves, and Grains, of all kinds and materials	5 % *ad valorem*
111	Articles of natural or imitation hair : (C) Hair Nets, and n.e.i.	5 % *ad valorem*
112	Furs and other Skins and articles made thereof : (B) (2) Rabbit Skins dressed or prepared for making up . . .	5 % *ad valorem*
Ex 113 (B)	Kid Gloves	Free
114	Hats, Caps, and Bonnets : (C) Fur Felt Hats in any stage of manufacture for men and boys, including fur felt hoods therefor	5 % *ad valorem*
	(E) Hoods for girls' and women's hats, viz. : (2) Fur Felt Hoods and Velour Hoods	5 % *ad valorem*

Position du tarif douanier australien	Description des produits	Taux du « Primage Duty »
(B)	Passementeries et garnitures, non comprises ailleurs, pour chapeaux, chaussures et autres parures, n'étant ni partiellement ni entièrement d'or ou d'argent ; ganses non comprises ailleurs ; franges non comprises ailleurs ; fronces ; jabots ; plissages ; ruches ; galons non compris ailleurs ; rubans non compris ailleurs ; tissus clinquantés pour ceintures non compris ailleurs ; sangles non comprises ailleurs ; tissus pour ceintures destinées à parures non spécifiés ailleurs et n'étant pas coupés à la longueur pour ceintures	5 pour cent *ad valorem*
(E)	Boucles fermoirs et coulants pour chapeaux chaussures et autres parures : (3) Non métalliques, autres que ceux faits en verre, en clinquant ou en nacre, avec ou sans garnitures métalliques ou systèmes de fermeture métalliques	5 pour cent *ad valorem*
(F)	Boutons, non compris ailleurs, y compris les formes de boutons et ceux partiellement finis : (3) Non métalliques, autres que ceux faits en verre ou en clinquant et ceux spécifiés au paragraphe (4) de cette sous-position avec ou sans garnitures métalliques ou systèmes de fermeture métalliques ; recouverts de tissu	5 pour cent *ad valorem*
107 (A)	Etoffes tissées ou brodées en pièces ou autrement : Insignes, devants pour chapeaux et casquettes (avec insignes), rubans pour médailles (non moirés), étoffes pour la manufacture des tirants pour bottines et souliers ; rubans similaires à ceux employés pour suspendre les vêtements, et étiquettes, pour tous usages y compris les tissus unis pour la manufacture desdits rubans ; étoffes tubulaires pour cravates, en pièces ; galons bandes ou rubans de bordure rubans à fil et similaires portant lettres insignes noms ou dessins de marques imprimés tissés ou brodés ; rubans (non moirés) et galons n'ayant pas plus de 48 côtes au pouce linéaire et n'ayant pas plus de trois pouces et demi de largeur ; bordures pour pantoufles, souliers et vestes de sport	5 pour cent *ad valorem*
(B)	Rubans pour insignes destinés à la fabrication d'insignes pour la franc-maçonnerie et associations similaires, suivant les dispositions des « Departmental By-laws »	5 pour cent *ad valorem*
108 (B)	Plumes apprêtées y compris celles confectionnées en garnitures ; de même, oiseaux et ailes naturels	5 pour cent *ad valorem*
109	Fleurs, fruits, plantes, feuilles, et grains, artificiels de toutes sortes et de toutes matières	5 pour cent *ad valorem*
111	Articles en cheveux naturels ou artificiels : (C) Filets à cheveux, et non compris ailleurs	5 pour cent *ad valorem*
112	Fourrures et pelleteries et leurs manufactures : (B) (2) Peaux de lapins apprêtées ou préparées pour la confection.	5 pour cent *ad valorem*
Ex 113 (B)	Gants de chevreau	Franchise
114	Chapeaux, casquettes, et bonnets : (C) Chapeaux en feutre de poil à n'importe quel stade de leur manufacture pour hommes et garçonnets, y compris les cloches en feutre de poil pour la confection desdits chapeaux	5 pour cent *ad valorem*
	(E) Cloches pour chapeaux de fillettes et femmes, c'est-à-dire : (2) Cloches en feutre de poil et cloches en velouté de laine.	5 pour cent *ad valorem*

Item of the Australian Customs Tariff	Description of Products	Rate of Primage Duty
Ex 114 (F) (2)	Berets	5 % *ad valorem*
Ex 197 (B)	Butchers' and Cooks' Knives	5 % *ad valorem*
128	Milling Silk	Free
Ex 215 (B)	Band Saws	5 % *ad valorem*
229	Oils in vessels exceeding one gallon :	
	(F) (2) Castor	5 % *ad valorem*
	(H) (2) Olive Oil n.e.i.	5 % *ad valorem*
Ex 230	Olive Oil	5 % *ad valorem*
Ex 231 (A) (1)	Manganese in fine powder form	Free
244	Glass, viz. :	
	(B) Blanks, fused, for bifocal lenses ; and bifocal lenses partly or wholly finished, including such lenses imported in frames	5 % *ad valorem*
	(C) Lenses, edged, for spectacles, except bifocal lenses	5 % *ad valorem*
255 (C)	Gelatine of all kinds	5 % *ad valorem*
278 (C) (2)	Carbon Tetrachloride	5 % *ad valorem*
280	Drugs and Chemicals, viz. :	
	Ex (B) Salicylate of Soda	5 % *ad valorem*
	(D) (2) Sacharin for all medicinal purposes, as prescribed by Departmental By-laws	Free
281	Drugs and Chemicals, viz. :	
	Ex (B) (2) Hyposulphite of Soda	5 % *ad valorem*
	(O) Acetyl-Salicylic Acid	5 % *ad valorem*
285	Medicines :	
	(A) Pharmaceutical Preparations ; Patent and Proprietary Medicines and Drugs, and other Medicinal Preparations, excepting Insulin ; Medicinal Extracts other than Liver Extracts ; Essences ; Juices ; Infusions ; Tinctures ; Solutions ; Emulsions ; Confections ; Syrups ; Pills, Tablets, and the like ; Capsules ; Cachets ; Suppositories ; Pessaries n.e.i. ; Poultices ; Salves ; Cerates ; Ointments ; Liniments ; Lotions ; Pastes and the like ; Medicinal Waters ; Compounded Medicinal Oils ; Medicines for Animals	5 % *ad valorem*
	Ex (B) Vichy Water	Free
290 (C) (1)	Perfumery n.e.i.; Petroleum Jelly n.e.i.	5 % *ad valorem*
(2)	Toilet Preparations (perfumed or not) n.e.i.	5 % *ad valorem*

Position du tarif douanier australien	Description des produits	Taux du « Primage Duty »
Ex 114 (F) (2)	Bérets	5 pour cent *ad valorem*
Ex 197 (B)	Couteaux de boucher et de cuisine	5 pour cent *ad valorem*
128	Soie à bluter	Franchise
Ex 215 (B)	Scies à ruban	5 pour cent *ad valorem*
229	Huiles en récipients d'une contenance excédant un gallon :	
	(F) (2) De ricin	5 pour cent *ad valorem*
	(H) (2) Huile d'olive non comprise ailleurs	5 pour cent *ad valorem*
Ex 230	Huile d'olive	5 pour cent *ad valorem*
Ex 231 (A) (1)	Manganèse, sous forme de poudre fine	Franchise
244	Verres d'optique, c'est-à-dire :	
	(B) Ebauches coulées pour lentilles à double-foyer ; et lentilles à double-foyer partiellement ou entièrement finies, y compris lesdites lentilles importées en montures	5 pour cent *ad valorem*
	(C) Lentilles, à bords adoucis, pour lunettes, excepté lentilles à double-foyer	5 pour cent *ad valorem*
255 (C)	Gélatine de toutes sortes	5 pour cent *ad valorem*
278 (C) (2)	Tétrachlorure de carbone	5 pour cent *ad valorem*
280	Drogues et produits chimiques, c'est-à-dire :	
	Ex (B) Salicylate de soude	5 pour cent *ad valorem*
	(D) (2) Saccharine pour tous usages médicinaux, suivant les dispositions des « Departmental By-laws »	Franchise
281	Drogues et produits chimiques, c'est-à-dire :	
	Ex (B) (2) Hyposulphite de soude	5 pour cent *ad valorem*
	(O) Acide acétylsalicylique	5 pour cent *ad valorem*
285	Médicaments :	
	(A) Préparations pharmaceutiques ; médicaments et drogues, brevetés et dits « proprietary » et autres préparations médicinales excepté l'insuline ; extraits médicinaux autres que les extraits de foie ; essences ; jus ; infusions ; teintures ; solutions ; émulsions ; confections ; sirops ; pilules ; comprimés et similaires ; capsules ; cachets ; suppositoires ; pessaires non compris ailleurs ; cataplasmes ; onguents ; cérats ; pommades ; embrocations ; lotions ; pâtes et similaires ; eaux médicinales ; huiles médicinales composées ; médicaments pour animaux	5 pour cent *ad valorem*
	Ex (B) Eau de Vichy	Franchise
290 (C) (1)	Parfumerie non comprise ailleurs ; vaseline non comprise ailleurs	5 pour cent *ad valorem*
(2)	Préparations de toilette (parfumées ou non) non comprises ailleurs.	5 pour cent *ad valorem*

Item of the Australian Customs Tariff	Description of Products	Rate of Primage Duty
291	Timber, viz. : (N) Veneers : (1) The value for duty of which does not exceed 25s. per 100 square feet	5 % *ad valorem*
	(2) The value for duty of which exceeds 25s. per 100 square feet	5 % *ad valorem*
309	Fancy Goods, viz. : (A) Card Cases, Cigar and Cigarette Cases, Tubes and Holders, Hatpins, Matchboxes, Serviette Rings and Clips, Sovereign Purses, Snuff and Tobacco Boxes, partly or wholly of gold or silver except gold or silver plated and rolled gold	5 % *ad valorem*
	(B) Card Cases, Hatpins, Matchboxes, Serviette Rings and Clips, Sovereign Purses, n.e.i. ; Button Hooks, Glove Stretchers, Shoe Horns and Lifts, Thimbles, Ivory and other ornamental figures, Feather Dusters ; Beads strung or unstrung and Necklets n.e.i., except those made of pearls, cultured pearls, precious stones, precious metals or imitation precious metals	5 % *ad valorem*
	(C) Articles for personal wear, not including articles partly or wholly of gold, silver or other precious metal or imitations thereof or partly or wholly of pearls or precious stones or imitations thereof, viz. : Brooches, Bangles, Studs, Sleeve Links and Tie Clips	5 % *ad valorem*
	(D) N.E.I.	5 % *ad valorem*
314	Jewellery, commonly known as rolled gold ; Jewellery under 9-carat ; Imitation Jewellery	5 % *ad valorem*
Ex 316	Imitation Reconstructed and Synthetic Precious Stones and Pearls, unset (not being beads)	5 % *ad valorem*
Ex 318 (A) (3)	Opera, Field and Marine Glasses	5 % *ad valorem*
361	Musical Instruments, parts of, and accessories : Actions in separate parts except Keyboards ; Strings ; Hammers and Ivories ; Handles and Hinges for Pianos ; Violin Mutes and Chin Rests ; Holders for attaching to Band or Orchestral instruments; Piano Player and similar records for rendering music by mechanical process ; as prescribed by Departmental By-laws	5 % *ad valorem*
362	Military Band and Orchestral Musical Instruments : Bassons ; Baritones ; Bombardons ; Bugles ; Clarionettes ; Cornets ; Cornophones ; Cor Anglais (Wood) ; Cymbals ; Cor Tenor (Brass) ; Contra Bassoon (Brass) ; Doblophones ; Drums ; Double Basses ; Euphoniums ; Flutes ; Fifes ; Harps ; Horns, viz., Flugel, French,	

Position du tarif douanier australien	Description des produits	Taux du « Primage Duty »
291	Bois, c'est-à-dire : (N) Placages : (1) Dont la valeur imposable n'excède pas 25 shillings par cent pieds carrés	5 pour cent *ad valorem*
	(2) Dont la valeur imposable excède 25 shillings par cent pieds carrés	5 pour cent *ad valorem*
309	Articles de fantaisie, c'est-à-dire : (A) Porte-cartes, étuis à cigares et à cigarettes, porte-cigare et porte-cigarette, fume-cigare et fume-cigarette, épingles à chapeaux, boîtes à allumettes, ronds et boucles pour serviettes, porte-monnaie (sovereign purses) ; tabatières et pots à tabac, partiellement ou entièrement en or ou en argent excepté ceux plaqués or ou argent et ceux de doublé	5 pour cent *ad valorem*
	(B) Porte-cartes, épingles à chapeaux, boîtes à allumettes, ronds et boucles de serviettes, porte-monnaie (sovereign purses), non compris ailleurs ; crochets à boutons, ouvre-gants, chausse-pieds, dés à coudre, figurines d'ornementation en ivoire et autres, plumeaux ; perles de tous genres enfilées ou non et colliers non compris ailleurs, excepté ceux de perles véritables, de perles de culture, de pierres précieuses, de métaux précieux ou d'imitations de métaux précieux	5 pour cent *ad valorem*
	(C) Articles de parure, non compris articles partiellement ou entièrement en or ou en argent ou autre métal précieux ou leurs imitations, ou partiellement ou entièrement en perles ou pierres précieuses ou leurs imitations, c'est-à-dire : broches, bracelets, boutons de cols, boutons de manchettes et pince-cravates. .	5 pour cent *ad valorem*
	(D) Non compris ailleurs	5 pour cent *ad valorem*
314	Bijouterie, communément dénommée doublé ; bijouterie au-dessous de 9 carats ; bijouterie imitation	5 pour cent *ad valorem*
Ex 316	Imitations de pierres précieuses et de perles, pierres précieuses et perles reconstituées et synthétiques, non serties (n'étant pas pour enfiler).	5 pour cent *ad valorem*
Ex 318 (A) (3)	Jumelles de théâtre, de campagne et de marine	5 pour cent *ad valorem*
361	Pièces détachées d'instruments de musique, et accessoires : Mécaniques en pièces séparées excepté les claviers ; cordes, marteaux et plaques d'ivoire ; poignées et charnières pour pianos ; sourdines pour violons, et mentonnières ; porte-musique pour attacher aux instruments d'orchestre ; perforés pour pianos mécaniques et similaires pour produire la musique mécaniquement ; suivant les dispositions des « Departmental By-laws »	5 pour cent *ad valorem*
362	Instruments de fanfare et d'orchestre : Bassons ; barytons ; bombardons ; clairons ; clarinettes ; cornets à pistons ; « cornophones » ; cors anglais (en bois) ; cymbales ; cors ténors (en cuivre) ; contrebassons (en cuivre) ; « doblophones » ; tambours ; contrebasses ; saxhorns basses ; flûtes ; fifres ; harpes ;	

Item of the Australian Customs Tariff	Description of Products	Rate of Primage Duty
	Kœnig Tenor, and Vocal Ballad ; Musette ; Oboes or Hautbois ; Piccoloes ; Saxophones ; Trombones ; Trumpets; Tubas ; Triangles; Violins and Violoncellos ; Bagpipes ; Flageolets	5 % *ad valorem*
369	Articles, not included under any other heading in the Tariff, of Celluloid, Xylonite, Synthetic Resin, Caseine or similar materials, Bone, Ivory, Pulp, Papier-mache, Indurated Fibre, or Asbestos	5 % *ad valorem*
392	Yarns : (D) Silk or silk in admixture with artificial silk	5 % *ad valorem*
393 (A)	Crochet, Knitting, Mercerized, and Embroidery Cottons, put up for household purposes	5 % *ad valorem*
Ex 404	Tissue paper for use in the manufacture of Cigarette Papers, in packets, provided such paper on entry for home consumption be forthwith removed to a factory licensed under the Excise Act, under security.*	Free
	* Provided that such goods are used for the purpose or purposes specified and that the requirements or conditions of any Security to the Australian Customs, which may be entered into, are fulfilled or complied with.	
	Manganese in coarse powder form for use in the manufacture of Dry Cells	Free
	Manganese in lump form for use in the manufacture of Dry Cells. . .	Free
Ex 413	Pipes, Smoking, n.e.i.	5 % *ad valorem*
422 (B)	Manganese Ore	Free

SCHEDULE D.

Item of the Australian Customs Tariff	Description of Products	Rate of Duty
Ex 404	Insulators, over 33,000 volts, for use in the manufacture of Switchgear, under security	15 % *ad valorem*
Ex 404	Insulators, over 33,000 volts, for use in the manufacture of Transformers, under security	15 % *ad valorem*

Position du tarif douanier australien	Description des produits	Taux du « Primage Duty »
	trompes, c'est-à-dire, bugles, cors d'harmonie, « Kœnig tenor », et « vocal ballad » ; musette ; hautbois ; piccolos ; saxophones ; trombones ; trompettes ; tubas ; triangles ; violons et violoncelles ; cornemuses ; flageolets	5 pour cent *ad valorem*
369	Articles, non compris sous aucune autre rubrique du tarif, en celluloïd, xylonite, résine synthétique, caséine ou matériels similaires, os, ivoire, pâte, papier-mâché, fibre indurée, ou amiante	5 pour cent *ad valorem*
392	Fils : (D) De soie, ou de soie mélangée de soie artificielle	5 pour cent *ad valorem*
393	(A) Cotons à crocheter, à tricoter, mercerisés, à broder, préparés pour l'usage domestique	5 pour cent *ad valorem*
Ex 404	Papier de soie pour usage dans la manufacture de papiers à cigarettes, en paquets, pourvu que ce papier à l'importation pour consommation en Australie soit acheminé sans délai sur une manufacture autorisée par l'« Excise Act », sous garantie *	Franchise
	*A la condition que ces produits soient employés à l'usage ou aux usages spécifiés et que soient observées les réglementations ou conditions de toute garantie envers la douane australienne qui pourraient être édictées.	
	Manganèse sous forme de poudre non raffinée pour usage dans la manufacture de piles sèches	Franchise
	Manganèse en morceaux pour usage dans la manufacture de piles sèches	Franchise
Ex 413	Pipes, à fumer, non comprises ailleurs	5 pour cent *ad valorem*
422 (B)	Minerai de manganèse	Franchise

LISTE D

Position du tarif douanier australien	Description des produits	Taux du droit
Ex 404	Isolateurs, au-dessus de 33.000 volts, pour usage dans la manufacture de mécanismes de commutation, sous garantie	15 pour cent *ad valorem*
Ex 404	Isolateurs, au-dessus de 33.000 volts, pour usage dans la manufacture de transformateurs, sous garantie	15 pour cent *ad valorem*

SCHEDULE E.

Item of the Australian Customs Tariff	Description of Products
Ex 10 (A)	Chloroform containing not more than 5% of proof spirit.
11	Non-Spirituous Preparations, viz. : (A) Amyl acetate, ethyl acetate, methyl salicylate, vanillin, coumarin ; flavouring esters and aldehydes, not compounded. (B) Flavouring essences, including culinary essences and flavouring extracts ; compounded flavouring esters and aldehydes ; compounded fruit aromas. (C) Flavouring esters and aldehydes, not compounded, vanillin and coumarin, for manufacturing purposes, as prescribed by Departmental By-laws.
Ex 17	Mineral Waters, viz. : Contrexeville, Evian, Perrier, St. Galmier, Vals and Vittel.
Ex 54 (A)	Petits Pois and Mushrooms : (1) Quarter-pints and smaller sizes. (2) Half-pints and over quarter-pints. (3) Pints and over half-pints. (4) Quarts and over pints.
105 (AA)	Piece Goods, Knitted or Lock-stitched, in tubular form or otherwise (except piece goods enumerated in item 208 (D) (2)) of any material except when wholly of wool : (2) Other.
107 (A)	Woven and Embroidered Materials in the piece or otherwise : Badges, Hat and Cap Fronts (badged), Medal Ribbons (not being water-waved), Looping for Boots and Shoes ; Labels and Hangers for all purposes including plain Hanger Material; Tubular Tie Material in the piece; Galoons, Bands or Bandings, Tapes and the like having printed woven or embroidered lettering badge trade name or mark or design thereon ; Ribbons (not being water-waved) and Galoons having not more than 48 ribs to the lineal inch and being not more than three and a half inches in width ; Slipper, Shoe, and Blazer Bindings.
108 (B)	Feathers, dressed, including Feathers made up into trimmings ; also Natural Birds and Wings.
110 (C)	Corsets.
114	Hats, Caps, and Bonnets : (C) Fur Felt Hats in any stage of manufacture for men and boys, including fur felt hoods therefor.
120 (A)	Articles, Textile, as under, not being piece goods, viz : Articles of Furnishing, Drapery and Napery, including Quilts n.e.i., Table Covers, Doyleys, Tray Cloths, Sheets, Pillowcases and Covers, Bolster Cases, Counterpanes, Bed Spreads, Table Mats, Splashers, Tablecloths, Runners, Mantle Borders, Toilet Sets, Bags for Linen, Brush and Comb Bags, Nightdress Cases, Handkerchief Sachets, and the like, Cosies and Cushions in part or wholly made up : (1) When not containing wool. (2) When containing wool.
240 (A)	Tiles, viz. : Flooring and Wall, including Glazed, Ceramic, Mosaic, and Enamelled.
290 (C) (1)	Perfumery n.e.i. ; Petroleum Jelly n.e.i.
(2)	Toilet Preparations (perfumed or not) n.e.i.
334	Paper, viz. : (D) (2) Tissue, and Tissue Cap Paper and Paper for paper patterns, in sheets or rolls, weight not to exceed 9 lb. for 480 sheets 20 × 30 inches.

LISTE E

Position du tarif douanier australien	Description des produits
Ex 10 (A)	Chloroforme, ne contenant pas plus de 5 pour cent d'alcool de preuve.
11	Préparations non spiritueuses, c'est-à-dire : (A) Acétate amylique, acétate éthylique, salicylate méthylique, vanilline, coumarine ; esters et aldéhydes aromatiques (flavouring), non composés. (B) Essences aromatiques (flavouring) y compris essences culinaires et extraits aromatiques (flavouring) ; esters et aldéhydes aromatiques (flavouring), composés ; aromes de fruits composés. (C) Esters et aldéhydes aromatiques (flavouring), non composés, vanilline et coumarine, pour la manufacture, suivant les dispositions des « Departmental By-laws ».
Ex 17	Eaux minérales, c'est-à-dire : Contrexéville, Evian, Perrier, Saint-Galmier, Vals et Vittel.
Ex 54 (A)	Petits pois et champignons : (1) Quarts de pinte et moins. (2) Demi-pintes et au-dessus de quarts de pinte. (3) Pintes et au-dessus de demi-pintes. (4) Quarts de gallons et au-dessus de pintes.
105 (AA)	Tissus en pièces, tricotés ou indémaillables, en forme tubulaire ou autre (excepté les tissus en pièces énumérés dans la position 208 (D) (2)) de n'importe quel tissu excepté de laine pure : (2) Autres.
107 (A)	Etoffes tissées ou brodées en pièces ou autrement : Insignes, devants pour chapeaux et casquettes (avec insignes), rubans pour médailles (non moirés), étoffes pour la manufacture des tirants pour bottines et souliers ; rubans similaires à ceux employés pour suspendre les vêtements, et étiquettes, pour tous usages y compris les tissus unis pour la manufacture desdits rubans ; étoffes tubulaires pour cravates, en pièces ; galons bandes ou rubans de bordure rubans à fil et similaires portant lettres insignes noms ou dessins de marques imprimés tissés ou brodés ; rubans (non moirés) et galons n'ayant pas plus de 48 côtes au pouce linéaire et n'ayant pas plus de trois pouces et demi de largeur ; bordures pour pantoufles, souliers et vestes de sport.
108 (B)	Plumes apprêtées y compris celles confectionnées en garnitures ; de même, oiseaux et ailes naturels.
110 (C)	Corsets.
114	Chapeaux, casquettes, et bonnets : (C) Chapeaux en feutre de poil à n'importe quel stade de leur manufacture pour hommes et garçonnets, y compris les cloches en feutre de poil pour la confection desdits chapeaux.
120 (A)	Articles textiles, énumérés ci-dessous, n'étant pas des tissus en pièces, c'est-à-dire : Articles d'ameublement, draperie, et lingerie de table, y compris les courtepointes non comprises ailleurs, tapis de table, petits napperons, couvre-plateaux, draps de lit, enveloppes et taies d'oreiller, taies de traversin, couvre-pieds, dessus de lit, nattes de tables ; napperons, nappes, chemins de table, dessus de cheminée, garnitures de table de toilette, sacs à linge, sacs à brosses et à peignes, sachets de chemises de nuit, sachets à mouchoirs et articles similaires, couvre-théières et coussins partiellement ou entièrement confectionnés : (1) Ne contenant pas de laine. (2) Contenant de la laine.
240 (A)	Carreaux, c'est-à-dire : carreaux de pavement et de revêtement, y compris ceux vernissés, de céramique, de mosaïque, et émaillés.
290 (C) (1)	Parfumerie non comprise ailleurs ; vaseline non comprise ailleurs.
(2)	Préparations de toilette (parfumées ou non) non comprises ailleurs.
334	Papiers, c'est-à-dire : (D) (2) Papier de soie, et papier de soie pour envelopper et papier pour patrons en papier, en feuilles ou rouleaux, ne pesant pas plus de 9 livres les 480 feuilles de 20 × 30 pouces.

AUSTRALIAN NOTE No. 1.

PRIME MINISTER'S DEPARTMENT.
TRADE TREATIES.

CANBERRA, F.C.T., *November 27th*, 1936.

MY DEAR CONSUL-GENERAL,

On the 27th November, 1936, you kindly addressed me the following communication :

" With reference to the negotiations which have taken place between our two Governments with a view to the conclusion of a Trade Agreement, I have the honour to inform you that, as from a date to be fixed by mutual agreement :

(1) The French Government will accord to the Australian products enumerated in Schedule A annexed to the present Note the duties of the minimum tariff, that is to say, the lowest rates which France accords or may accord to like products from any other foreign country.

(2) As regards the Australian products enumerated in the said Schedule A which are subject to quota restrictions and for which no quota has been allocated to Australia, the French Government will examine with goodwill any request which may be made by the Government of the Commonwealth of Australia with a view to obtaining a percentage of the global quota.

(3) The French Government will suppress :

(a) The exchange surtax of 15 per centum imposed on Australian products by virtue of the Decree of the 11th November, 1931 ;

(b) The increases to 4 per centum and 6 per centum in the rate of the import tax imposed on Australian products by virtue of Article 32 of the Law of 31st March, 1932 ;

(c) The special surtaxes of 200 per centum of the general tariff duties imposed on butter fresh, salted or melted (No. 37 of the French Tariff) and on wheat in the grain (ex No. 68 of the French Tariff) originating in or coming from Australia, by virtue of the Decree of the 15th January, 1930, and the Law of 11th January, 1932.

(4) The French Government will guarantee to Australia the undermentioned quotas for the importation of the following products :

Ex No. 70. Barley in the grain :

5 per centum of the global quota for each of the four quarters of each year during the currency of the present arrangement.

If the quota of 5 per centum does not permit the importation of 20,000 quintals annually of Australian barley into France, the French Government will endeavour to grant a supplementary quota which would ensure an annual importation of this quantity. Should the French Government be unable to grant such a supplementary quota advantages of a corresponding value will be granted to Australia.

Ex. No. 84. Apples and pears, fresh :

First quarter : 2 per centum of the global quota.
Second ,, : 4 per centum of the global quota.
Third ,, : 5 per centum of the global quota.
Fourth ,, : 2 per centum of the global quota.

The abovementioned quotas on barley, fresh apples and pears will not be reduced, whether the global quota is increased or decreased. This undertaking will not constitute an obstacle to the suppression of quota measures.

LETTRE AUSTRALIENNE N° 1.

DÉPARTEMENT DU PREMIER MINISTRE.
TRAITÉS DE COMMERCE.

CANBERRA, F.C.T., *le 27 novembre* 1936.

MONSIEUR LE CONSUL GÉNÉRAL,

A la date du 27 novembre 1936, vous avez bien voulu me faire parvenir la communication suivante :

« Me référant aux négociations qui ont eu lieu entre nos deux gouvernements en vue de la conclusion d'un accord commercial, j'ai l'honneur de vous faire savoir que, à partir d'une date à fixer d'un commun accord :

1° Le Gouvernement français accordera aux produits australiens énumérés à la liste A annexée à la présente lettre les droits du tarif minimum, c'est-à-dire les droits les plus réduits que la France accorde ou pourrait accorder aux produits similaires importés de tout autre pays étranger.

2° En ce qui concerne les produits australiens énumérés à ladite liste A qui sont contingentés et pour lesquels aucun contingent n'a été accordé à l'Australie, le Gouvernement français examinera avec bienveillance toute requête qui pourrait lui être faite par le Gouvernement du Commonwealth d'Australie en vue d'obtenir un pourcentage du contingent global.

3° Le Gouvernement français supprimera :

a) La surtaxe de change de 15 pour cent appliquée aux produits australiens en vertu du décret du 11 novembre 1931 ;

b) Les majorations portées à 4 pour cent et 6 pour cent du taux de la taxe à l'importation appliquées aux produits australiens en vertu de l'article 32 de la loi du 31 mars 1932 ;

c) Les surtaxes spéciales de 200 pour cent des droits du tarif général, appliquées au beurre frais, salé ou fondu (N° 37 du tarif français) et au froment en grains (Ex N° 68 du tarif français) d'origine ou de provenance australienne, en vertu du décret du 15 janvier 1930 et de la loi du 11 janvier 1932.

4° Le Gouvernement français garantira à l'Australie les contingents ci-dessous pour l'importation des produits suivants :

Ex N° 70 : Orge en grains :

5 pour cent du contingent global pour chacun des quatre trimestres de chaque année pendant la durée du présent arrangement.

Si le contingent de 5 pour cent ne permet pas l'importation de 20.000 quintaux annuels d'orge australienne en France, le Gouvernement français s'efforcera d'accorder un contingent supplémentaire qui garantirait l'importation annuelle de cette quantité. Au cas où le Gouvernement français ne serait pas en mesure d'accorder ce contingent supplémentaire, des avantages d'une valeur correspondante seraient accordés à l'Australie.

Ex N° 84 : Pommes et poires fraîches :

Premier trimestre :	2 pour cent du contingent global.
Deuxième trimestre :	4 pour cent du contingent global.
Troisième trimestre :	5 pour cent du contingent global.
Quatrième trimestre :	2 pour cent du contingent global.

Les contingents ci-dessus relatifs à l'orge, les pommes et poires fraîches ne seront pas réduits, que le contingent global soit augmenté ou diminué. Cet engagement ne fera pas obstacle à la suppression des mesures de contingentement. Un contingent exceptionnel

A special quota of 1,000 quintals which is not renewable will be granted for fresh apples and pears during the first year of operation of the present arrangement.

The import permits for barley, fresh apples and pears will be valid for 120 days from the date of issue.

The French Government undertakes to issue the import permits for fresh apples and pears in such a manner as to allow the greatest possible importation in the second quarter.

The quotas for barley, fresh apples and pears will be wholly administered by the French Government.

In consideration of the advantages by which Australian trade will therefore benefit I should be obliged if you would kindly confirm that the Government of the Commonwealth of Australia undertakes, on its part, to accord to French products the following benefits, as from a date to be fixed by mutual agreement :

(1) All French products shall, on their importation into Australia, be subjected to the lowest Customs duties applicable to like products imported from any other foreign country ;

(2) The French products enumerated in Schedule B, annexed to the present Note, shall benefit from the Australian Intermediate Tariff ;

(3) The French products enumerated in Schedule C, annexed to the present Note, shall not be subjected to higher primage duties than those set out in the said Schedule ;

(4) The French products enumerated in Schedule D, annexed to the present Note, shall not, on importation into Australia, be subjected, during the first year of operation of the present arrangement, to a higher duty than that specified in the said Schedule provided such products are used for the purpose or purposes specified and that the requirements or conditions of any Security to the Australian Customs which may be entered into are fulfilled or complied with, and provided further that after the end of such period the imposition of higher duties on the products enumerated in the said Schedule will be dependent upon an inquiry and report by the Australian Tariff Board ;

(5) The stipulations of paragraphs 2 and 4 shall not be deemed to exempt the said products from liability to sales tax or, except as provided in paragraph 3, from payment of primage duties ;

(6) The question of the duties on the French products enumerated in Schedule E, annexed to the present Note, shall be referred (if not already so referred) to the Australian Tariff Board for public inquiry and report ;

(7) In connexion with the issue of licences for the importation of products enumerated in Statutory Rules 1936, No. 69 of 22nd May, 1936, French products shall benefit in all respects from the same treatment as those products originating in any other foreign country. Moreover, no special provision liable to prejudice the importation of French products shall appear in those licences."

I have the honour to acknowledge the receipt of this communication, together with the Schedules annexed thereto, and to inform you that it has the agreement of the Government of the Commonwealth of Australia.

Yours faithfully.

H. S. GULLETT,
Minister directing Negotiations for Trade Treaties.

Monsieur P. Suzor,
Consul-General of France in Australia,
Sydney, Australia.

de 1.000 quintaux, non renouvelable, sera accordé pour les pommes et poires fraîches pendant la première année d'application du présent arrangement.

Les autorisations d'importation pour l'orge, les pommes et poires fraîches auront une validité de 120 jours à compter de la date de leur délivrance.

Le Gouvernement français s'engage à délivrer les autorisations d'importation pour les pommes et poires fraîches de façon à permettre l'importation pendant le deuxième trimestre de la plus grande quantité possible.

Les contingents d'orge, de pommes et poires fraîches seront, dans leur intégralité, gérés par le Gouvernement français.

En considération des avantages dont le commerce australien se trouvera, de ce fait, bénéficier, je vous serais obligé de bien vouloir me confirmer que le Gouvernement du Commonwealth d'Australie s'engage, pour sa part, à accorder aux produits français les avantages suivants à partir d'une date à fixer d'un commun accord :

1° Tous les produits français seront, à leur importation en Australie, soumis aux droits de douane les plus réduits applicables aux produits similaires importés de tout autre pays étranger ;

2° Les produits français énumérés à la liste B, annexée à la présente lettre, bénéficieront des droits du tarif intermédiaire australien ;

3° Les produits français énumérés à la liste C, annexée à la présente lettre, ne seront pas soumis à des « primage duties » plus élevés que ceux inscrits à ladite liste ;

4° Les produits français énumérés à la liste D, annexée à la présente lettre, ne seront pas à leur importation en Australie soumis, pendant la première année d'application du présent arrangement, à des droits plus élevés que ceux inscrits à ladite liste, à la condition que ces produits soient employés à l'usage ou aux usages spécifiés et que soient observées les réglementations ou conditions de toutes garanties envers la douane australienne qui pourraient être édictées, à la condition également qu'après l'expiration de la période précitée l'imposition de droits plus élevés sur les produits énumérés à ladite liste dépendra de l'enquête et du rapport du « Tariff Board » australien ;

5° Les stipulations des paragraphes 2 et 4 ne seront pas considérées comme exemptant lesdits produits de la « sales tax » ou, sauf les exceptions prévues au paragraphe 3, du paiement des « primage duties » ;

6° La question des droits sur les produits français énumérés à la liste E, annexée à la présente lettre, sera référée (si elle ne l'a pas été déjà) au « Tariff Board » australien pour enquête publique et rapport ;

7° Les produits français bénéficieront, à tous égards, en ce qui concerne la délivrance des licences pour l'importation des marchandises énumérées dans les « Statutory rules 1936 N° 69 du 22 mai 1936 » du même traitement que ceux originaires de tout autre pays étranger. En outre, aucune mention spéciale susceptible de porter préjudice à l'importation des produits français ne devra figurer sur ces licences. »

J'ai l'honneur d'accuser réception de cette communication, ainsi que les listes y annexées, et de vous faire savoir qu'elle rencontre l'assentiment du Gouvernement du Commonwealth d'Australie.

Agréez, Monsieur le Consul général, les assurances de ma haute considération.

(Signé) H. S. GULLETT,
Ministre chargé des négociations de traités de commerce.

Monsieur P. Suzor,
Consul général de France en Australie,
Sydney, Australie.

No. 4095

AUSTRALIAN NOTE No. 2.

PRIME MINISTER'S DEPARTMENT.
TRADE TREATIES.

CANBERRA, F.C.T., *November 27th*, 1936.

MY DEAR CONSUL-GENERAL,

With reference to the exchange of views which has taken place between our two Governments, on the question of the appellations of origin of French viticultural products, I have the honour to inform you that the Government of the Commonwealth of Australia will use its best endeavours with the viticultural industry in Australia to ensure the marketing of Australian viticultural products in a manner which will proclaim the Australian origin of the product.

It is understood that this undertaking does not refer to viticultural products bearing appellations in which the French Government has no interest.

Yours faithfully.

H. S. GULLETT,
Minister directing Negotiations for Trade Treaties.

Monsieur P. Suzor,
Consul-General of France in Australia,
Sydney, Australia.

FRENCH NOTE No. 2.

CONSULATE-GENERAL OF FRANCE
IN AUSTRALIA.

SYDNEY, *November 27th*, 1936.

MY DEAR MINISTER,

On the 27th November, 1936, you kindly addressed me the following communication :

> " With reference to the exchange of views which has taken place between our two Governments, on the question of the appellations of origin of French viticultural products, I have the honour to inform you that the Government of the Commonwealth of Australia will use its best endeavours with the viticultural industry in Australia to ensure the marketing of Australian viticultural products in a manner which will proclaim the Australian origin of the product.
>
> It is understood that this undertaking does not refer to viticultural products bearing appellations in which the French Government has no interest. "

I have the honour to acknowledge the receipt of this communication and to inform you that it has the agreement of the French Government.

I desire, nevertheless, to recall that the French Government considers that the use of French appellations of origin should be prohibited, even when accompanied by correctives such as the words " type ", " kind ", " style " or by the indication of the real district of production.

Accept, my dear Minister, the assurance of my high consideration.

P. SUZOR,
Consul-General of France.

The Hon. Sir Henry Gullett, K.C.M.G., M.P.,
Minister directing Negotiations
for Trade Treaties,
Canberra, F.C.T., Australia.

LETTRE AUSTRALIENNE N° 2.

DÉPARTEMENT DU PREMIER MINISTRE.
TRAITÉS DE COMMERCE.

CANBERRA, F.C.T., *le 27 novembre* 1936.

MONSIEUR LE CONSUL GÉNÉRAL,

Me référant aux échanges de vue qui ont eu lieu entre nos deux gouvernements concernant la question des appellations d'origine vinicole française, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement du Commonwealth d'Australie fera tous ses efforts auprès de l'industrie viticole australienne pour que soit assurée la mise en vente des produits viticoles australiens d'une manière qui proclamera leur origine australienne.

Il est entendu que cet engagement n'a pas trait aux produits viticoles portant des appellations dans lesquelles le Gouvernement français n'a pas d'intérêt.

Agréez, Monsieur le Consul général, les assurances de ma haute considération.

(Signé) H. S. GULLETT,
Ministre chargé des négociations de traités de commerce.

Monsieur P. Suzor,
Consul général de France en Australie,
Sydney, Australie.

LETTRE FRANÇAISE N° 2.

CONSULAT GÉNÉRAL DE FRANCE
EN AUSTRALIE.

SYDNEY, *le 27 novembre* 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

A la date du 27 novembre 1936, vous avez bien voulu me faire parvenir la communication suivante :

« Me référant aux échanges de vue qui ont eu lieu entre nos deux gouvernements concernant la question des appellations d'origine vinicole française, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement du Commonwealth d'Australie fera tous ses efforts auprès de l'industrie viticole australienne pour que soit assurée la mise en vente des produits viticoles australiens d'une manière qui proclamera leur origine australienne.

Il est entendu que cet engagement n'a pas trait aux produits viticoles portant des appellations dans lesquelles le Gouvernement français n'a pas d'intérêt. »

J'ai l'honneur d'accuser réception de cette communication et de vous faire savoir qu'elle rencontre l'assentiment du Gouvernement français.

Je tiens néanmoins à rappeler que le Gouvernement français considère que l'emploi d'appellations d'origine française, même accompagné de correctifs, tels que les mots « type », « genre », « façon », ou de l'indication du véritable lieu de production, devrait être interdit.

Agréez, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Le Consul général de France :
(Signé) P. SUZOR.

L'hon. sir Henry Gullett, K.C.M.G., M.P.,
Ministre chargé des négociations
de traités de commerce,
Canberra, F.C.T., Australie.

FRENCH NOTE No. 3.

CONSULATE-GENERAL OF FRANCE
IN AUSTRALIA.

SYDNEY, *November 27th*, 1936.

MY DEAR MINISTER,

With reference to my Notes Nos. 1 and 2 of today's date, I have the honour to inform you that if, after the present Exchange of Notes is brought into force, the Government of the Commonwealth of Australia should adopt any measure which is considered by the French Government as having the effect of nullifying or impairing, either directly or indirectly, any of the benefits accorded to French products specifically mentioned in the present Exchange of Notes and its annexes, the French Government shall have the right to propose negotiations. If an agreement is not reached within thirty days following the receipt of such proposal, the French Government shall be free, after the end of such period, to terminate this Exchange of Notes in its entirety on thirty days' notice.

Accept, my dear Minister, the assurance of my high consideration.

P. SUZOR,
Consul-General of France.

The Hon. Sir Henry Gullett, K.C.M.G., M.P.,
Minister directing Negotiations
for Trade Treaties,
Canberra, F.C.T., Australia.

AUSTRALIAN NOTE No. 3.

PRIME MINISTER'S DEPARTMENT.
TRADE TREATIES.

CANBERRA, F.C.T., *November 27th*, 1936.

MY DEAR CONSUL-GENERAL,

With reference to my Notes Nos. 1 and 2 of today's date, I have the honour to inform you that if, after the present Exchange of Notes is brought into force, the French Government should adopt any measure which is considered by the Government of the Commonwealth of Australia as having the effect of nullifying or impairing, either directly or indirectly, any of the benefits accorded to Australian products specifically mentioned in the present Exchange of Notes and its annexes, the Government of the Commonwealth of Australia shall have the right to propose negotiations. If an agreement is not reached within thirty days following the receipt of such proposal, the Government of the Commonwealth of Australia shall be free, after the end of such period, to terminate this Exchange of Notes in its entirety on thirty days' notice.

The above provisions shall be applicable if, in the event that the importation of wool is subjected to any regulation in France, the proportion of licences allocated for the importation of Australian wool in bulk or on skins (ex No. 23 of the French Tariff) is not considered by the Government of the Commonwealth of Australia as assuring to Australia an equitable share of the permitted imports.

Yours faithfully.

H. S. GULLETT,
Minister directing Negotiations for Trade Treaties.

Monsieur P. Suzor,
Consul-General of France in Australia,
Sydney, Australia.

LETTRE FRANÇAISE N° 3.

CONSULAT GÉNÉRAL DE FRANCE
EN AUSTRALIE.

SYDNEY, *le 27 novembre* 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à mes lettres N°s 1 et 2, en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous faire savoir qu'au cas où, après la mise en application du présent échange de lettres, le Gouvernement du Commonwealth d'Australie adopterait une mesure quelconque qui serait considérée par le Gouvernement français comme ayant pour effet d'annuler ou de restreindre, soit directement, soit indirectement, l'un quelconque des avantages accordés aux produits français spécifiquement mentionnés dans le présent échange de lettres et ses annexes, le Gouvernement français aura le droit de proposer des négociations. A défaut d'entente dans un délai de trente jours à courir de la date de réception de cette proposition, le Gouvernement français aura la faculté, à l'expiration de cette période, de dénoncer dans son intégralité ledit échange de lettres sur préavis de trente jours.

Agréez, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Le Consul général de France :
(Signé) P. SUZOR.

L'hon. sir Henry Gullett, K.C.M.G., M.P.,
Ministre chargé des négociations
de traités de commerce,
Canberra, F.C.T., Australie.

LETTRE AUSTRALIENNE N° 3.

DÉPARTEMENT DU PREMIER MINISTRE.
TRAITÉS DE COMMERCE.

CANBERRA, F.C.T., *le 27 novembre* 1936.

MONSIEUR LE CONSUL GÉNÉRAL,

Me référant à mes lettres N°s 1 et 2 en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous faire savoir qu'au cas où, après la mise en application du présent échange de lettres, le Gouvernement français adopterait une mesure quelconque qui serait considérée par le Gouvernement du Commonwealth d'Australie comme ayant pour effet d'annuler ou de restreindre soit directement, soit indirectement, l'un quelconque des avantages accordés aux produits australiens spécifiquement mentionnés dans le présent échange de lettres et ses annexes, le Gouvernement du Commonwealth d'Australie aura le droit de proposer des négociations. A défaut d'entente dans un délai de trente jours à courir de la date de réception de cette proposition, le Gouvernement du Commonwealth d'Australie aura la faculté, à l'expiration de cette période, de dénoncer dans son intégralité ledit échange de lettres sur préavis de trente jours.

Les dispositions précitées seraient applicables au cas où l'importation des laines venant à être soumise à un contrôle en France, la proportion des licences attribuées aux importations de laines australiennes en masse ou en peaux (Ex N° 23 du tarif français) ne serait pas considérée par le Gouvernement du Commonwealth d'Australie comme assurant à l'Australie une part équitable des importations autorisées.

Agréez, Monsieur le Consul général, les assurances de ma haute considération.

(Signé) H. S. GULLETT,
Ministre chargé des négociations
de traités de commerce.

Monsieur P. Suzor,
Consul général de France en Australie,
Sydney, Australie.

FRENCH NOTE No. 4.

CONSULATE-GENERAL OF FRANCE
IN AUSTRALIA.

SYDNEY, *November 27th*, 1936.

MY DEAR MINISTER,

Referring to the Notes exchanged today, I have the honour to inform you that, subject to the provisions of my Note No. 3, the reciprocal concessions set out in the said Notes are accorded for one year. The period of one year shall commence from the date of the provisional application of the present Exchange of Notes, such date to be fixed between the two Governments by mutual agreement. The present Exchange of Notes shall moreover be ratified after approval in Australia by the Parliament of the Commonwealth and in France by the Senate and the Chamber of Deputies. It shall enter into force finally on the day on which the two Governments inform each other of its ratification.

If neither of the two Governments has notified the other, two months before the expiration of the abovementioned period of one year, of its intention to denounce the present Exchange of Notes, the latter shall be continued by tacit agreement for quarterly periods, either Government having the right to terminate it by giving notice at least two months before the expiration of each quarterly period.

Accept, my dear Minister, the assurance of my high consideration.

P. SUZOR,
Consul-General of France.

The Hon. Sir Henry Gullett, K.C.M.G., M.P.,
Minister directing Negotiations for Trade Treaties,
Canberra, F.C.T., Australia.

AUSTRALIAN NOTE No. 4.

PRIME MINISTER'S DEPARTMENT.
TRADE TREATIES.

CANBERRA, F.C.T., *November 27th*, 1936.

MY DEAR CONSUL-GENERAL,

On 27th November, 1936, you kindly addressed me the following communication :

" Referring to the Notes exchanged today, I have the honour to inform you that, subject to the provisions of my Note No. 3, the reciprocal concessions set out in the said Notes are accorded for one year. The period of one year shall commence from the date of the provisional application of the present Exchange of Notes, such date to be fixed between the two Governments by mutual agreement. The present Exchange of Notes shall moreover be ratified after approval in Australia by the Parliament of the Commonwealth and in France by the Senate and the Chamber of Deputies. It shall enter into force finally on the day on which the two Governments inform each other of its ratification.

If neither of the two Governments has notified the other, two months before the expiration of the abovementioned period of one year, of its intention to denounce the present Exchange of Notes, the latter shall be continued by tacit agreement for quarterly

LETTRE FRANÇAISE N° 4.

CONSULAT GÉNÉRAL DE FRANCE
EN AUSTRALIE.

SYDNEY, *le 27 novembre* 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant aux lettres échangées en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous faire savoir que sous réserve des dispositions de ma lettre N° 3 les concessions réciproques prévues dans lesdites lettres sont accordées pour un an. Le délai d'une année commencera à courir à partir de la date de mise en application provisoire du présent échange de lettres que les deux gouvernements fixeront d'un commun accord. Le présent échange de lettres devra en outre être ratifié après approbation, en Australie, par le Parlement du Commonwealth et, en France, par le Sénat et par la Chambre des députés. Il entrera définitivement en vigueur le jour où chacun des deux gouvernements aura fait connaître à l'autre sa ratification.

Si aucun des deux gouvernements n'a notifié à l'autre, deux mois avant la fin de la susdite période d'application d'une année, son intention de dénoncer le présent échange de lettres, celui-ci sera prorogé par tacite reconduction et par périodes trimestrielles, l'un ou l'autre gouvernement ayant le droit d'y mettre fin sur préavis donné au moins deux mois avant l'expiration de chaque période trimestrielle.

Agréez, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Le Consul général de France :
(Signé) P. SUZOR.

L'hon. sir Henry Gullett, K.C.M.G., M.P.,
Ministre chargé des négociations
de traités de commerce,
Canberra, F.C.T., Australie.

LETTRE AUSTRALIENNE N° 4.

DÉPARTEMENT DU PREMIER MINISTRE.
TRAITÉS DE COMMERCE.

CANBERRA, F.C.T., *le 27 novembre* 1936.

MONSIEUR LE CONSUL GÉNÉRAL,

A la date du 27 novembre 1936, vous avez bien voulu me faire parvenir la communication suivante :

« Me référant aux lettres échangées en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous faire savoir que sous réserve des dispositions de ma lettre N° 3 les concessions réciproques prévues dans lesdites lettres sont accordées pour un an. Le délai d'une année commencera à courir à partir de la date de mise en application provisoire du présent échange de lettres que les deux gouvernements fixeront d'un commun accord. Le présent échange de lettres devra en outre être ratifié après approbation, en Australie, par le Parlement du Commonwealth et, en France, par le Sénat et par la Chambre des députés. Il entrera définitivement en vigueur le jour où chacun des deux gouvernements aura fait connaître à l'autre sa ratification.

Si aucun des deux gouvernements n'a notifié à l'autre, deux mois avant la fin de la susdite période d'application d'une année, son intention de dénoncer le présent échange de lettres, celui-ci sera prorogé par tacite reconduction et par périodes trimestrielles,

periods, either Government having the right to terminate it by giving notice at least two months before the expiration of each quarterly period. "

I have the honour to acknowledge the receipt of this communication and to inform you that it has the agreement of the Government of the Commonwealth of Australia.

Yours faithfully.

H. S. GULLETT,
Minister directing Negotiations for Trade Treaties.

Monsieur P. Suzor,
Consul-General of France in Australia,
Sydney, Australia.

FRENCH NOTE No. 5.

CONSULATE-GENERAL OF FRANCE
IN AUSTRALIA.

SYDNEY, *November 27th*, 1936.

MY DEAR MINISTER,

Referring to the Notes exchanged today, I have the honour to inform you that the provisions contained therein are applicable insofar as France is concerned to the French Customs Territory, that is to say, to metropolitan France, Monaco, Corsica and Algeria. I desire to point out that the French Government is prepared to examine at a later date the possibility of concluding an agreement concerning the commercial relations between Australia and the French Colonies.

Accepy, my dear Minister, the assurance of my high consideration.

P. SUZOR,
Consul-General of France.

The Hon. Sir Henry Gullett, K.C.M.G., M.P.,
Minister directing Negotiations
for Trade Treaties,
Canberra, F.C.T., Australia.

AUSTRALIAN NOTE No. 5.

PRIME MINISTER'S DEPARTMENT.
TRADE TREATIES.

CANBERRA, F.C.T., *November 27th*, 1936.

MY DEAR CONSUL-GENERAL,

On 27th November, 1936, you kindly addressed me the following communication:

" Referring to the Notes exchanged today, I have the honour to inform you that the provisions contained therein are applicable insofar as France is concerned to the French Customs Territory, that is to say, to metropolitan France, Monaco, Corsica and Algeria. I desire to point out that the French Government is prepared to examine at a later date the possibility of concluding an agreement concerning the commercial relations between Australia and the French Colonies. "

l'un ou l'autre gouvernement ayant le droit d'y mettre fin sur préavis donné au moins deux mois avant l'expiration de chaque période trimestrielle. »

J'ai l'honneur d'accuser réception de cette communication et de vous faire savoir qu'elle rencontre l'assentiment du Gouvernement du Commonwealth d'Australie.

Agréez, Monsieur le Consul général, les assurances de ma haute considération.

(Signé) H. S. GULLETT,
Ministre chargé des négociations de traités de commerce.

Monsieur P. Suzor,
Consul général de France en Australie,
Sydney, Australie.

LETTRE FRANÇAISE Nº 5.

CONSULAT GÉNÉRAL DE FRANCE
EN AUSTRALIE.

SYDNEY, *le 27 novembre* 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant aux lettres échangées en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous faire savoir que les dispositions qui y figurent sont applicables en ce qui concerne la France, au territoire douanier français, c'est-à-dire à la France métropolitaine, à Monaco, à la Corse et à l'Algérie. Je tiens à préciser que le Gouvernement français est prêt à examiner ultérieurement la possibilité de conclure un accord relatif aux relations commerciales entre l'Australie et les colonies françaises.

Agréez, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Le Consul général de France :
(Signé) P. SUZOR.

L'hon. sir Henry Gullett, K.C.M.G., M.P.,
Ministre chargé des négociations
de traités de commerce,
Canberra, F.C.T., Australie.

LETTRE AUSTRALIENNE Nº 5.

DÉPARTEMENT DU PREMIER MINISTRE.
TRAITÉS DE COMMERCE.

CANBERRA, F.C.T., *le 27 novembre* 1936.

MONSIEUR LE CONSUL GÉNÉRAL,

A la date du 27 novembre 1936, vous avez bien voulu me faire parvenir la communication suivante :

« Me référant aux lettres échangées en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous faire savoir que les dispositions qui y figurent sont applicables en ce qui concerne la France, au territoire douanier français, c'est-à-dire à la France métropolitaine, à Monaco, à la Corse et à l'Algérie. Je tiens à préciser que le Gouvernement français est prêt à examiner ultérieurement la possibilité de conclure un accord relatif aux relations commerciales entre l'Australie et les colonies françaises. »

In acknowledging the receipt of this communication which has the agreement of the Government of the Commonwealth of Australia, I have the honour to inform you that the expression " foreign country ", appearing in the Notes exchanged today, is applicable, in the interpretation of the Government of the Commonwealth of Australia only to countries which are not under the sovereignty, the suzerainty, the protection or mandate of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India.

Yours faithfully.

H. S. GULLETT,
Minister directing Negotiations for Trade Treaties.

Monsieur P. Suzor,
Consul-General of France in Australia,
Sydney, Australia.

FRENCH NOTE No. 6.

CONSULATE-GENERAL OF FRANCE
IN AUSTRALIA.

SYDNEY, *November 27th*, 1936.

MY DEAR MINISTER,

On 27th November, 1936, you kindly informed me that the expression " foreign country " appearing in the Notes exchanged today is applicable, in the interpretation of the Government of the Commonwealth of Australia, only to countries which are not under the sovereignty, the suzerainty, the protection or mandate of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India.

I have the honour to acknowledge the receipt of this communication and to inform you that it has the agreement of the French Government.

Accept, my dear Minister, the assurance of my high consideration.

P. SUZOR,
Consul-General of France.

The Hon. Sir Henry Gullett, K.C.M.G., M.P.,
Minister directing Negotiations for Trade Treaties,
Canberra, F.C.T., Australia.

En accusant réception de cette communication qui rencontre l'assentiment du Gouvernement du Commonwealth d'Australie, j'ai l'honneur de vous faire connaître que l'expression « pays étranger », figurant dans les lettres échangées en date de ce jour, ne s'applique, dans l'esprit du Gouvernement du Commonwealth d'Australie, qu'à des pays qui ne sont pas placés sous la souveraineté, la suzeraineté, la protection ou le mandat de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes.

Agréez, Monsieur le Consul général, les assurances de ma haute considération.

(Signé) H. S. GULLETT,
Ministre chargé des négociations de traités de commerce.

Monsieur P. Suzor,
Consul général de France en Australie,
Sydney, Australie.

LETTRE FRANÇAISE N° 6.

CONSULAT GÉNÉRAL DE FRANCE
EN AUSTRALIE.

SYDNEY, *le 27 novembre* 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

A la date du 27 novembre 1936, vous avez bien voulu me faire connaître que l'expression « pays étranger » figurant dans les lettres échangées en date de ce jour ne s'applique, dans l'esprit du Gouvernement du Commonwealth d'Australie, qu'à des pays qui ne sont pas placés sous la souveraineté, la suzeraineté, la protection ou le mandat de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes.

J'ai l'honneur d'accuser réception de cette communication et de vous faire savoir qu'elle rencontre l'assentiment du Gouvernement français.

Agréez, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Le Consul général de France :
(Signé) P. SUZOR.

L'hon. sir Henry Gullett, K.C.M.G., M.P.,
Ministre chargé des négociations
de traités de commerce,
Canberra, F.C.T., Australie.

N° 4096.

ÉGYPTE

Résolution adoptée par la Conférence internationale du Travail à sa vingtième session, le 16 juin 1936, invitant l'Egypte à accepter la qualité de Membre de l'Organisation internationale du Travail ;

Note du Gouvernement égyptien acceptant cette invitation, Genève, le 19 juin 1936.

EGYPT

Resolution adopted by the International Labour Conference at its Twentieth Session, on June 16th, 1936, inviting Egypt to accept Membership in the International Labour Organisation ;

Note from the Egyptian Government accepting this Invitation, Geneva, June 19th, 1936.

N° 4096. — RÉSOLUTION ADOPTÉE PAR LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL A SA VINGTIÈME SESSION, LE 16 JUIN 1936, INVITANT L'ÉGYPTE [1] A ACCEPTER LA QUALITÉ DE MEMBRE DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Egypte. Texte officiel anglais communiqué par le Bureau international du Travail. L'enregistrement de cette résolution a eu lieu le 20 avril 1937.

LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL,

Attendu que le Gouvernement égyptien a fait savoir au Secrétaire général de la Conférence qu'il était disposé à accepter la qualité de Membre de l'Organisation internationale du Travail,

Rappelant que l'Organisation a toujours été fermement convaincue que ses fins pourraient être plus efficacement poursuivies si l'Organisation pouvait avoir un caractère universel,

Décide, par cette résolution :

D'inviter le Gouvernement égyptien à accepter la qualité de Membre de l'Organisation internationale du Travail, étant entendu qu'une telle acceptation ne comporte que les droits et devoirs prévus dans la constitution de l'Organisation et n'entraîne aucune obligation découlant du Pacte de la Société des Nations,

et décide en outre :

Pour le cas où le Gouvernement égyptien accepterait la qualité de Membre, que le Conseil d'administration est autorisé à régler avec le Gouvernement égyptien toutes questions résultant de son acceptation de la qualité de Membre, y compris la question de sa contribution financière.

Copie certifiée conforme :

Le Président
de la 20me session de la Conférence
internationale du Travail,
C. V. Bramsnaes.

[1] L'acceptation de l'Egypte est effective à partir du 19 juin 1936.

No. 4096. — RESOLUTION ADOPTED BY THE INTERNATIONAL LABOUR CONFERENCE AT ITS TWENTIETH SESSION, ON JUNE 16TH, 1936, INVITING EGYPT [1] TO ACCEPT MEMBERSHIP IN THE INTERNATIONAL LABOUR ORGANISATION.

French official text communicated by the Egyptian Minister for Foreign Affairs. English official text communicated by the International Labour Office. The registration of this Resolution took place April 20th, 1937.

THE INTERNATIONAL LABOUR CONFERENCE,

Whereas the Secretary-General of the Conference has been informed by the Egyptian Government that it would be willing to accept membership in the International Labour Organisation ;

Recalling that it has always been the firm conviction of the Organisation that its ends could be more effectively advanced if the membership of the Organisation could be made universal ;

Hereby decides :

To invite the Government of Egypt to accept membership in the International Labour Organisation, it being understood that such acceptance involves only those rights and obligations provided for in the Constitution of the Organisation and shall not involve any obligations under the Covenant of the League of Nations ;

And further decides :

That, in the event of the Government of Egypt accepting membership, the Governing Body is hereby authorised to arrange with the Government of Egypt any questions arising out of its membership, including the question of its financial contribution.

---

[1] The acceptance of Egypt is effective as from June 19th, 1936.

NOTE DU GOUVERNEMENT EGYPTIEN

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Egypte. L'enregistrement de cette note a eu lieu le 20 avril 1937.

GENÈVE, *le 19 juin 1936.*

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

Par lettre en date du 16 juin 1936, vous m'avez fait connaître que la Conférence internationale du Travail avait adopté, à l'unanimité, une résolution invitant l'Egypte à acquérir la qualité de Membre de l'Organisation internationale du Travail. Vous avez bien voulu joindre à cette lettre une copie de ladite résolution, ainsi qu'une copie de la constitution de l'Organisation internationale du Travail.

En réponse à cette communication, et d'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement égyptien a décidé d'accepter l'invitation que vous avez bien voulu me transmettre. Il est entendu que cette acceptation comporte également l'acceptation de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération très distinguée.

ABDEL-FATTAH ASSAL,
Chargé d'Affaires p. i. d'Egypte à Berne.

Monsieur Harold Butler,
Directeur du Bureau international du Travail,
Genève.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

NOTE FROM THE EGYPTIAN GOVERNMENT.

French official text communicated by the Egyptian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Note took place April 20th, 1937.

GENEVA, *June 19th,* 1936.

SIR,

By letter of 16 June 1936 you informed me that the International Labour Conference had unanimously adopted a Resolution inviting Egypt to accept Membership of the International Labour Organisation. You were also good enough to enclose a copy of the Resolution and a copy of the Constitution of the International Labour Organisation.

In reply to this communication and under instructions from my Government, I have the honour to inform you that the Egyptian Government has decided to accept the invitation which you forwarded me. It is understood that this acceptance implies the acceptance of the Constitution of the International Labour Organisation.

I have the honour to be, etc.

(Signed) ABDEL-FATTAH ASSAL,
Chargé d'Affaires par interim *of Egypt at Berne.*

Harold Butler, Esq.,
Director of the International
Labour Office,
Geneva.

---

[1] Traduction du Bureau international du Travail.

[1] Translation of the International Labour Office.

N° 4097.

ITALIE ET NORVÈGE

Accord pour régler les échanges commerciaux entre les deux pays. Signé à Rome, le 31 mars 1937.

ITALY AND NORWAY

Agreement for the Regulation of Goods Transactions between the Two Countries. Signed at Rome, March 31st, 1937.

N° 4097. — ACCORD [1] POUR RÉGLER LES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LE ROYAUME D'ITALIE ET LE ROYAUME DE NORVÈGE. SIGNÉ A ROME, LE 31 MARS 1937.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Norvège près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 21 avril 1937.

LE GOUVERNEMENT NORVÉGIEN et LE GOUVERNEMENT ITALIEN, désireux de favoriser le développement des échanges commerciaux entre les deux pays, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

L'importation en Italie des marchandises originaires de Norvège, dont le paiement est admis par voie de clearing, conformément à l'Accord [2] de paiement signé en date de ce jour, s'effectuera dans la limite maximum des contingents annuels indiqués dans la liste suivante :

N° du tarif italien	Marchandises	Contingents en lires italiennes
34 *a)* 2	Baccalà (y compris la morue verte)	2.700 000
34 *a)* 3	Stoccafisso	14.500.000
ex 124 *a)* 2	Huiles de poisson	4.000.000
846 *b)*	Cellulose pour soie artificielle	10.500.000
	Autres marchandises	2.300.000
	Total	34.000 000

Les contingents annuels ci-dessus seront octroyés à raison de ¼ pour le deuxième trimestre 1937 et à raison de ½ des montants indiqués, pour chacun des semestres suivants.

Il est entendu, toutefois, que les contingents annuels respectifs pourront, d'un commun accord, être octroyés avec une répartition sur les différentes périodes de licences, autre que celle prévue à l'alinéa précédent.

Dans le cas où les contingents fixés pour le premier semestre d'une année (et pour l'année 1937 pour le deuxième trimestre) ne seraient pas épuisés, la part non utilisée sera automatiquement reportée au second semestre de la même année.

La répartition des licences, sera effectuée dans le plus bref délai possible au commencement de chaque période de répartition.

[1] Entré en vigueur le 1er avril 1937.

[2] Voir page 355 de ce volume.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4097. — AGREEMENT [2] FOR THE REGULATION OF GOODS TRANSACTIONS BETWEEN THE KINGDOM OF ITALY AND THE KINGDOM OF NORWAY. SIGNED AT ROME, MARCH 31ST, 1937.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Norway to the League of Nations. The registration of this Agreement took place April 21st, 1937.

THE NORWEGIAN GOVERNMENT and THE ITALIAN GOVERNMENT, being desirous of facilitating the development of goods transactions between the two countries, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The import into Italy of goods of Norwegian origin, for which payment may be made through the clearing under the Payments Agreement [3] signed this day, shall be permitted up to the maximum amount of the annual quotas enumerated in the following list :

Number in the Italian Customs Tariff	Goods	Quotas in Italian Lire
34 *(a)* 2.	Baccalà, including salt cod	2,700,000
34 *(a)* 3.	Stock-fish *(Stoccafisso)*	14,500,000
ex 124 *(a)* 2.	Fish oils	4,000,000
846 *(b)*	Cellulose for artificial silk	10,500,000
	Other goods	2,300,000
	Total	34,000,000

The above annual quotas shall be accorded, as to one-quarter of the totals above mentioned, for the second quarter of 1937 and, as to one-half of the totals above mentioned, for each half-year thereafter following.

Nevertheless, it is understood that, notwithstanding anything to the contrary provided in the preceding paragraph, the respective annual quotas may be spread by common accord over the periods of the licences.

Where the quotas fixed for the first half of a year (or, in the case of the year 1937, for the second quarter of the year) are not used up, the amount not used up shall be carried over automatically to the second half of the same year.

The allotment of licences shall be made as soon as possible after the beginning of each period of allotment.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] Came into force April 1st, 1937.

[3] See page 355 of this Volume.

Article 2.

Dès que le compte spécial visé à l'article premier, paragraphe 5, de l'Accord de paiement signé en date de ce jour, sera clôturé, la somme totale des contingents mentionnés à l'article précédent sera augmentée de façon à rétablir l'équilibre prévu par ledit accord.

Article 3.

Dans le cas où l'une des Parties contractantes prendrait des mesures susceptibles de réduire d'une manière considérable, soit les importations dans son territoire de produits originaires de l'autre Partie, soit les exportations de son territoire à destination du territoire de l'autre Partie, ou si, pour une autre raison quelconque, la balance des comptes prévus par l'article premier de l'Accord de pa ement, signé en date de ce jour, subirait un changement considérable par rapport à ce qui était prévu lors de la conclusion du présent accord, chacune des Parties contractantes pourra demander l'ouverture immédiate de négociations en vue d'apporter aux contingents prévus dans cet accord les modifications qui pourront s'imposer.

Dans le cas où ces négociations n'aboutiraient pas à un résultat satisfaisant dans un délai d'un mois, chacune des Parties contractantes pourra dénoncer cet accord avec un préavis d'un mois, toujours pour une échéance de fin de semestre.

Article 4.

Le présent accord entrera en vigueur le 1er avril 1937 et aura effet jusqu'au 30 juin 1938.

S'il n'est pas dénoncé trois mois avant cette date, il sera prorogé par tacite reconduction de six mois en six mois, toujours avec faculté de dénonciation trois mois avant l'expiration de chaque semestre.

Le présent accord suivra en tout cas le sort de l'accord pour régler les paiements, signé en date de ce jour.

En foi de quoi, a été signé le présent accord.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 31 mars 1937.

(s.) J. IRGENS. *(s.)* CIANO.
(s.) P. PREBENSEN.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 16 avril 1937.

Le Directeur
des Affaires de la Société des Nations,
R. B. Skysltad.

Article 2.

On the closing of the special account for which Article 1, paragraph 5, of the Payments Agreement signed this day provides, the total amount of the quotas enumerated in the preceding Article shall be increased forthwith in such a manner as to re-establish the balance for which the said Agreement provides.

Article 3.

Should either of the Contracting Parties take steps of such a nature as considerably to reduce either the import into its own territory of products having their origin in the other territory or the export of products from its own territory to the territory of the other Party, or should for any other reason the balance of accounts for which Article 1 of the Payments Agreement signed this day provides undergo any considerable change as compared with the expectations prevailing at the time of the conclusion of the present Agreement, it shall be open to either of the Contracting Parties to demand the immediate opening of negotiations with a view to such alterations as may be necessary in the quotas for which the present Agreement provides.

Should such negotiations not lead to satisfactory results within the period of one month, it shall be open to either of the Contracting Parties to denounce the present Agreement at one month's notice, such notice to take effect at the end of the current half-year.

Article 4.

The present Agreement shall come into force on April 1st, 1937, and shall remain in force until June 30th, 1938.

If not denounced three months before the latter date, it shall be extended by tacit assent from half-year to half-year, subject always to notice of three months before the conclusion of each half-year.

The duration of the present Agreement shall in any case be subject to the same conditions as the Payments Agreement signed this day.

In faith whereof the present Agreement has been signed.

Done at Rome, in duplicate, this 31st day of March, 1937.

(Signed) J. IRGENS. *(Signed)* CIANO.
(Signed) P. PREBENSEN.

N° 4098.

ITALIE ET NORVÈGE

Accord pour le règlement des paiements relatifs aux échanges commerciaux entre les deux pays. Signé à Rome, le 31 mars 1937.

ITALY AND NORWAY

Agreement for the Regulation of Payments in connection with Goods Transactions between the Two Countries. Signed at Rome, March 31st, 1937.

N° 4098. — ACCORD [1] ENTRE LE ROYAUME D'ITALIE ET LE ROYAUME DE NORVÈGE POUR LE RÈGLEMENT DES PAIEMENTS RELATIFS AUX ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LES DEUX PAYS. SIGNÉ A ROME, LE 31 MARS 1937.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Norvège près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 21 avril 1937.

LE GOUVERNEMENT NORVÉGIEN et LE GOUVERNEMENT ITALIEN désirant régler les paiements relatifs aux échanges commerciaux entre les deux pays, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

1. Les paiements relatifs aux marchandises originaires de la Norvège importées en Italie à partir de la date de l'entrée en vigueur du présent accord seront effectués moyennant versement de la contre-valeur en lires italiennes à la Banca d'Italia en sa qualité de caissier de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero.

2. L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero portera les sommes encaissées, converties en couronnes norvégiennes sur la base du cours de change visé à l'article 5 du présent accord en vigueur le jour du versement, au crédit d'un compte global sans intérêts, en couronnes norvégiennes, qu'il ouvrira au nom de la Norges Bank.

3. Les paiements relatifs aux marchandises originaires de l'Italie importées en Norvège à partir de la date de l'entrée en vigueur du présent accord seront effectués moyennant versement de la contre-valeur en couronnes norvégiennes à la Norges Bank.

4. La Norges Bank portera 88 % des sommes encaissées au crédit d'un compte global sans intérêts en couronnes norvégiennes qu'elle ouvrira au nom de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero.

5. La Norges Bank portera les 12 % restants au crédit d'un « compte spécial » sans intérêts en couronnes norvégiennes qu'elle ouvrira au nom de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero. Ce compte spécial servira à la liquidation des dettes commerciales italiennes arriérées. Dès que les dettes susvisées auront été liquidées, le compte spécial sera clôturé et les versements auprès de la Norges Bank seront intégralement portés au crédit du compte global mentionné au paragraphe 4.

Article 2.

1. Les montants en couronnes norvégiennes qui se trouvent au crédit du compte global en couronnes norvégiennes auprès de la Norges Bank prévu au *Modus Vivendi* [2] italo-norvégien du

[1] Entré en vigueur le 1er avril 1937.

[2] Vol. CLXXI, page 377, de ce recueil.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4098. — AGREEMENT [2] BETWEEN THE KINGDOM OF ITALY AND THE KINGDOM OF NORWAY FOR THE REGULATION OF PAYMENTS IN CONNECTION WITH GOODS TRANSACTIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT ROME, MARCH 31ST, 1937.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Norway to the League of Nations. The registration of this Agreement took place April 21st, 1937.

THE NORWEGIAN GOVERNMENT and THE ITALIAN GOVERNMENT, being desirous of regulating payments in connection with goods transactions between the two countries, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

1. Payments in respect of goods of Norwegian origin imported into Italy after the date of the entry into force of the present Agreement shall be effected by payment of the equivalent in Italian lire into the Banca d'Italia, being the bank of the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero.

2. The Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero shall credit the sums received, converted into Norwegian crowns at the rate of exchange current on the day of payment, as provided in Article 5 of the present Agreement, to a pooled account in Norwegian crowns, not carrying interest, to be opened by it in the name of the Norges Bank.

3. Payments in respect of goods of Italian origin imported into Norway after the date of the entry into force of the present Agreement shall be effected by payment of the equivalent in Norwegian crowns into the Norges Bank.

4. The Norges Bank shall credit 88 per cent of the sums so received to a pooled account in Norwegian crowns, not carrying interest, to be opened by it in the name of the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero.

5. The Norges Bank shall credit the remaining 12 per cent to a " special account " in Norwegian crowns, not carrying interest, to be opened by it in the name of the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero. The special account shall be used for the liquidation of outstanding Italian commercial debts. Upon the completion of the liquidation of the said commercial debts, the special account shall be closed, and the whole of the payments into the Norges Bank shall be credited to the pooled account for which paragraph 4 provides.

Article 2.

1. Sums in Norwegian crowns standing to the credit of the pooled Norwegian crown account at the Norges Bank for which the Italo-Norwegian *Modus Vivendi* [3] of August 25th, 1936, provides

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] Came into force April 1st, 1937.

[3] Vol. CLXXI, page 377, of this Series.

25 août 1936 seront entièrement portés au crédit du compte global prévu à l'article premier, paragraphe 4 du présent accord.

2. Les montants en couronnes norvégiennes qui seront versés après la date de l'entrée en vigueur du présent accord en règlement d'importations de marchandises italiennes en Norvège effectuées à partir du 15 juillet 1936 jusqu'au 31 mars 1937 seront portés pour les 88 % au crédit du compte global visé à l'article premier, paragraphe 4 et pour les 12 % restants au crédit du compte spécial mentionné au paragraphe 5 du même article.

Article 3.

1. Les montants en lires italiennes qui se trouvent au crédit du compte global auprès de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero, prévu au *Modus Vivendi* du 25 août 1936, seront convertis en couronnes norvégiennes et portés au crédit du compte global en couronnes norvégiennes prévu à l'article premier, paragraphe 2. La conversion en couronnes norvégiennes ainsi que le transfert au crédit du compte global se feront dans l'ordre chronologique des versements en cause, au fur et à mesure des disponibilités du compte global auprès de la Norges Bank prévu à l'article premier, paragraphe 4. La conversion sera basée sur le cours de change visé à l'article 5 en vigueur le jour du transfert.

2. Les montants en lires italiennes qui seront versés après la date de l'entrée en vigueur du présent accord en règlement d'importations en Italie de marchandises originaires de la Norvège, effectuées à partir du 15 juillet 1936 jusqu'au 31 mars 1937 seront portés au crédit du compte global visé à l'article premier, paragraphe 2 et convertis en couronnes norvégiennes conformément audit paragraphe.

Article 4.

1. L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero et la Norges Bank s'aviseront chaque jour réciproquement des versements reçus. L'avis de versement mentionnera pour chaque versement la somme versée, le nom du donneur d'ordre, le nom du bénéficiaire et toutes les indications nécessaires à identifier la créance. Les avis de versement de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero mentionneront en outre la contre-valeur en couronnes norvégiennes de chaque somme versée.

2. Aussitôt que possible l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero avisera la Norges Bank des versements déjà effectués visés à l'article 3, paragraphe premier ; la Norges Bank de sa part avisera l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero des versements déjà effectués visés à l'article 2, paragraphe premier.

3. L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero avisera la Norges Bank, sans délai, de chaque conversion en couronnes norvégiennes et transfert au crédit du compte global conformément aux dispositions de l'article 3, paragraphe 2.

Article 5.

1. L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero et la Norges Bank fixeront d'un commun accord le cours de change entre la lire italienne et la couronne norvégienne. Ce cours sera appliqué pour la conversion en lires des dettes libellées en couronnes norvégiennes respectivement pour la conversion en couronnes norvégiennes des dettes libellées en lires.

2. Les dettes libellées en devise autre que la lire et la couronne norvégienne seront converties en lires en Italie et en couronnes norvégiennes en Norvège, respectivement aux cours officiels de la bourse de Rome et de celle d'Oslo du jour précédant celui du versement.

3. Si le créancier n'a pas reçu le montant intégral de sa créance, sur la base du cours de conversion appliqué conformément aux dispositions ci-dessus, le débiteur sera tenu à un

shall be credited in their entirety to the pooled account for which Article 1, paragraph 4, of the present Agreement provides.

2. Sums in Norwegian crowns paid in after the date of the entry into force of the present Agreement in settlement of imports of Italian goods into Norway effected between July 15th, 1936, and March 31st, 1937, shall be credited as to 88 per cent to the pooled account for which Article 1, paragraph 4, provides, and as to the remaining 12 per cent to the special account for which paragraph 5 of the same Article provides.

Article 3.

1. Sums in Italian lire standing to the credit of the pooled account at the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero for which the *Modus Vivendi* of August 25th, 1936, provides shall be converted into Norwegian crowns and credited to the pooled Norwegian crown account for which Article 1, paragraph 2, provides. The conversion into Norwegian crowns and transfer to credit of the pooled account shall be effected in the chronological order of the payments received, as and when the necessary funds are available in the pooled account at the Norges Bank for which Article 1, paragraph 4, provides, the conversion being at the rate of exchange current on the day of transfer, as provided in Article 5.

2. Sums in Italian lire paid in after the date of the entry into force of the present Agreement in settlement of imports into Italy of goods of Norwegian origin effected between July 15th, 1936, and March 31st, 1937, shall be credited to the pooled account for which Article 1, paragraph 2, provides, and converted into Norwegian crowns in accordance with the provisions of the said paragraph.

Article 4.

1. The Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero and the Norges Bank shall advise one another daily of all payments received, with particulars in the case of each payment of the amount paid, the name of the party from whom the order for payment proceeds, and the name of the payee, together with any other particulars required for the establishment of the claim. Advices of payments received by the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero shall further specify the Norwegian crown equivalent of each payment received.

2. The Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero shall advise the Norges Bank at the earliest possible moment of all payments under Article 3, paragraph 1; and the Norges Bank for its part shall advise the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero of all payments under Article 2, paragraph 1.

3. The Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero shall advise the Norges Bank without delay of all conversions into Norwegian crowns and transfers to the credit of the pooled account under Article 3, paragraph 2.

Article 5.

1. The Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero and the Norges Bank shall fix the rate of exchange as between the Italian lira and the Norwegian crown by common accord; and the said rate shall govern the conversion into lire of debts expressed in Norwegian crowns and the conversion into Norwegian crowns of debts expressed in lire.

2. Debts expressed in currencies other than lire or Norwegian crowns shall be converted into lire in Italy, and into Norwegian crowns in Norway, at the official rates current on the Rome and Oslo Stock Exchanges respectively on the day preceding the day of payment.

3. Where a creditor has not received the full amount of his claim under the operation of the rate of conversion above provided, a supplementary payment shall be due from the debtor to cover

versement supplémentaire pour couvrir la différence. Le règlement de la contre-valeur de ces versements supplémentaires aux créanciers se fera immédiatement après réception de l'avis de versement en dehors de l'ordre chronologique visé à l'article 6.

Article 6.

1. Les paiements aux créanciers seront effectués dans la monnaie des pays respectifs, dans la limite des disponibilités et dans l'ordre chronologique des versements.

2. Les avis de versement visés à l'article 4, paragraphe premier, ainsi que les avis de conversion et de transfert, visés à l'article 4, paragraphe 3, serviront d'ordre de paiement : en ce qui concerne les avis de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero, pour la somme en couronnes norvégiennes y indiquée ; en ce qui concerne les avis de la Norges Bank pour la contre-valeur en lires italiennes du montant versé en couronnes norvégiennes sur la base du cours de change visé à l'article 5.

La disposition de l'alinéa précédent, stipulant que les avis de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero à la Norges Bank serviront d'ordres de paiement pour les sommes en couronnes norvégiennes y indiquées, ne s'appliquera pas aux montants facturés en lires italiennes et en devises autres que la lire italienne et la couronne norvégienne. Les montants facturés en lires seront payés par la Norges Bank aux ayants droit au cours fixé par l'article 5, paragraphe premier, en vigueur le jour du paiement, et ceux facturés en devises autres que la lire italienne et la couronne norvégienne, au cours officiel coté à la bourse d'Oslo pour la devise en cause le jour du paiement, étant toutefois bien entendu que le montant à payer au créancier ne sera en aucun cas supérieur à la somme en couronnes norvégiennes indiquée dans l'avis de paiement.

3. L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero portera chaque paiement au débit du compte global en couronnes norvégiennes ouvert au nom de la Norges Bank ; la Norges Bank portera chaque paiement au débit du compte global en couronnes norvégiennes, respectivement du compte spécial dans la même monnaie, ouvert au nom de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero.

4. La Norges Bank et l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero s'aviseront sans délai des paiements effectués en se référant aux avis de versement y relatifs.

Article 7.

1. Chaque avance pour l'achat de marchandises d'origine italienne ou norvégienne, destinées à être importées en Norvège, respectivement en Italie, sera réglée selon les dispositions du présent accord.

2. Pour être admises aux versements, ces avances doivent se référer à une licence d'importation déjà délivrée par les autorités compétentes, être insérées dans le contrat d'achat de la marchandise et correspondre aux usages commerciaux.

3. Pour ce qui est des achats de stoccafisso en Norvège, les versements d'avance ne seront admis que dans la proportion maximum de 25 % du prix de chaque achat.

Article 8.

1. Des opérations de compensation privée de marchandises originaires de la Norvège et de l'Italie ne seront pas admises, à l'exception des compensations privées déjà approuvées et en cours d'exécution au moment de la signature du présent accord.

2. Les deux gouvernements pourront, toutefois, conclure des arrangements spéciaux relatifs à des affaires de compensation, même dans le cas où les achats respectifs ne seraient pas faits par les administrations d'Etat des deux pays.

the difference. Payment-out of the equivalent of such supplementary payments shall be made to creditors immediately upon advice of the receipt of the said supplementary payments without regard to the chronological order for which Article 6 provides.

Article 6.

1. Payments-out to creditors shall be made in the currency of the respective countries, as and when the necessary funds are available, in the chronological order of the payments-in received.

2. The advices of payments received for which Article 4, paragraph 1, provides and the advices of conversions and transfers for which Article 4, paragraph 3, provides, shall rank as orders for payment — that is to say, in the case of advices by the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero, of the sums in Norwegian crowns therein specified and, in the case of advices by the Norges Bank, of the equivalent in Italian lire of the payments received in Norwegian crowns at the rate of exchange for which Article 5 provides.

The provision of the preceding paragraph to the effect that advices by the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero to the Norges Bank shall rank as orders for payment of the sums in Norwegian crowns therein specified shall not apply to sums invoiced in Italian lire or in currencies other than Italian lire or Norwegian crowns. Sums invoiced in lire shall be paid out to creditors by the Norges Bank at the rate of exchange current on the day of payment, as fixed under Article 5, paragraph 1 ; and sums invoiced in currencies other than Italian lire or Norwegian crowns shall be paid out to creditors at the official rate quoted on the Oslo Stock Exchange for the currency in question on the day of payment, provided always that the sum payable to the creditor shall in no case be greater than the sum in Norwegian crowns specified in the advice of payment.

3. The Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero shall debit all such payments-out to the pooled Norwegian crown account to be opened in the name of the Norges Bank. The Norges Bank shall debit all such payments to the pooled Norwegian crown account, or (as the case may be) to the special Norwegian crown account, to be opened in the name of the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero.

4. The Norges Bank and the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero shall advise one another without delay of all payments-out made on the strength of the advices of payments-in thereto relating.

Article 7.

1. All advance payments for the purchase of goods of Italian or of Norwegian origin to be imported into Norway or into Italy respectively shall be made in accordance with the provisions of the present Agreement.

2. Advance payments shall not be admissible unless made on the strength of an import licence previously issued by the competent authorities, and in accordance with a specific provision in the purchase contract for the goods and in accordance with commercial usage.

3. Advance payments for purchases of stock-fish *(stoccafisso)* in Norway may not exceed 25 per cent of the total price of stock purchases.

Article 8.

1. Private compensation transactions for goods of Norwegian or of Italian origin shall not be admissible unless already approved and in course of operation at the date of signature of the present Agreement.

2. Nevertheless, it shall be open to the two Governments to conclude special arrangements in respect of compensation transactions, even where the purchases concerned are not made by official authorities of the two countries.

Article 9.

1. Le présent accord est applicable seulement aux marchandises qui, d'après les dispositions en vigueur dans le pays importateur, sont considérées comme marchandises originaires de l'autre pays.

2. Cependant le présent accord s'applique également aux sels importés en Norvège et provenant de Lybie.

3. Les termes « marchandises italiennes » et « marchandises norvégiennes » ne comprennent pas dans le présent accord les navires destinés à la navigation.

Les deux gouvernements pourront cependant se mettre d'accord pour autoriser dans certains cas le règlement d'achats de navires par la voie du clearing.

4. Les frais et commissions dus par les exportateurs norvégiens à leurs représentants en Italie, ainsi que les frais et commissions dus par les exportateurs italiens à leurs représentants en Norvège, résultant des échanges commerciaux effectués entre les deux pays, seront réglés par la voie du clearing.

Le règlement des frais et commissions pourra également se faire en les déduisant des sommes qui seront versées aux comptes de clearing par les importateurs des deux pays.

Toutefois, les deux institutions se réservent le droit de vérifier et de contrôler la nature et l'emploi de ces sommes, et si elles représentent réellement la contre-valeur des frais et des commissions plus haut mentionnés.

5. Le présent accord ne s'applique pas au trafic des marchandises en transit.

Article 10.

Chaque gouvernement prendra, en ce qui le concerne, les mesures nécessaires pour assurer le fonctionnement régulier du système de règlement des créances prévu par les dispositions du présent accord.

Article 11.

1. Les deux gouvernements régleront de commun accord les difficultés que pourrait soulever l'application du présent accord.

2. L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero et la Norges Bank se mettront d'accord sur les modalités techniques nécessaires à assurer le fonctionnement régulier du présent accord.

Article 12.

Si après l'expiration du présent accord un solde subsiste auprès de l'Institution de clearing de l'un des deux pays en faveur de l'Institution de clearing de l'autre pays, les importateurs de ce dernier pays devront continuer à verser la contre-valeur de leurs importations à leur Institution de clearing, jusqu'à l'amortissement intégral des créances correspondant à ce solde.

Article 13.

Le présent accord entrera en vigueur le 1er avril 1937 et aura effet jusqu'au 30 juin 1938. S'il n'est pas dénoncé trois mois avant cette date, il sera prorogé par tacite reconduction de six en six mois, toujours avec faculté de dénonciation trois mois avant l'expiration de chaque semestre.

Article 9.

1. The present Agreement shall apply only to goods which, under the regulations in force in the importing country, are deemed to be goods having their origin in the other country.

2. Nevertheless, the present Agreement shall cover the case of imports into Norway of salt of Lybian provenance.

3. For the purpose of the present Agreement, the terms " Italian goods " and " Norwegian goods " shall not include vessels for navigation.

Nevertheless, the two Governments may agree, in particular cases, to authorise the use of the clearing system for payments in respect of the purchase of vessels.

4. Charges and commissions due from Norwegian exporters to their representatives in Italy, and charges and commissions due from Italian exporters to their representatives in Norway, in respect of goods transactions between the two countries, shall be paid through the clearing.

Payments of charges and commissions may also be made by means of deduction from the sums payable into the clearing by the importers of the two countries.

Nevertheless, the two clearing authorities reserve the right to ascertain and check the nature and purpose of such payments, and to satisfy themselves that they genuinely represent the equivalent of the charges and commissions aforesaid.

5. The present Agreement shall not apply to goods in transit.

Article 10.

Each Government shall take the necessary steps, in so far as it is concerned, with a view to the regular operation of the system of payments in settlement of claims for which the present Agreement provides.

Article 11.

1. The two Governments shall settle by common accord any difficulties arising in connection with the execution of the present Agreement.

2. The Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero and the Norges Bank shall concert together as to the technical arrangements necessary to ensure the regular operation of the present Agreement.

Article 12.

If on the expiry of the present Agreement there should be a balance outstanding with the clearing institution of one country in favour of the clearing institution of the other country, the importers of the latter country shall continue to make payment of the equivalent of their imports into the clearing institution of their own country, until such time as the whole of the balance has been liquidated.

Article 13.

The present Agreement shall come into force on April 1st, 1937, and shall remain in force until June 30th, 1938. If not denounced three months before the latter date, it shall be extended by tacit assent from half-year to half-year, subject always to notice of three months before the conclusion of each half-year.

Toutefois, au cas où, à partir du 1er octobre 1937, des circonstances susceptibles de changer les bases du présent accord se produiraient, chacune des Parties contractantes pourra demander l'ouverture immédiate de négociations en vue de remédier aux difficultés qui auraient été constatées.

Dans le cas où ces négociations n'aboutiraient pas à un résultat satisfaisant dans un délai d'un mois, chacune des Parties contractantes pourra dénoncer cet accord avec un préavis d'un mois, toujours pour une échéance de fin de semestre.

Le présent accord suivra en tout cas le sort de l'Accord[1] pour régler les échanges commerciaux, signé en date de ce jour.

En foi de quoi a été signé le présent accord.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 31 mars 1937.

Pour la Norvège :

(s.) J. IRGENS.

(s.) P. PREBENSEN.

Pour l'Italie :

(s.) CIANO.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 16 avril 1937.

Le Directeur
des Affaires de la Société des Nations,
R. B. Skylstad.

[1] Voir page 349 de ce volume.

Nevertheless, in the event of circumstances arising after October 1st, 1937, of such a character as to modify the bases of the present Agreement, it shall be open to either of the Contracting Parties to demand the immediate opening of negotiations with a view to remedying such difficulties as may have arisen.

Should such negotiations not lead to satisfactory results within the period of one month, it shall be open to either of the Contracting Parties to denounce the present Agreement at one month's notice, such notice to take effect at the end of the current half-year.

The duration of the present Agreement shall in any case be subject to the same conditions as the Agreement [1] for the Regulation of Goods Transactions signed this day.

In faith whereof the present Agreement has been signed.

Done at Rome, in duplicate, this 31st day of March, 1937.

On behalf of Norway :

(Signed) J. IRGENS.

(Signed) P. PREBENSEN.

On behalf of Italy :

(Signed) CIANO.

[1] See page 349 of this Volume.

N° 4099.

ITALIE ET NORVÈGE

Accord pour le règlement des dettes arriérées relatives aux échanges commerciaux antérieurs au 15 juillet 1936. Signé à Rome, le 31 mars 1937.

ITALY AND NORWAY

Agreement for the Settlement of Outstanding Debts in connection with Goods Transactions previous to July 15th, 1936. Signed at Rome, March 31st, 1937.

N° 4099. — ACCORD [1] ENTRE LE GOUVERNEMENT ITALIEN ET LE GOUVERNEMENT NORVÉGIEN POUR LE RÈGLEMENT DES DETTES ARRIÉRÉES RELATIVES AUX ÉCHANGES COMMERCIAUX ANTÉRIEURS AU 15 JUILLET 1936. SIGNÉ A ROME, LE 31 MARS 1937.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Norvège près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 21 avril 1937.

LE GOUVERNEMENT NORVÉGIEN et LE GOUVERNEMENT ITALIEN, dans le but de régler les créances commerciales arriérées, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Au crédit du compte spécial en couronnes norvégiennes ouvert au nom de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero auprès de la Norges Bank, prévu à l'article premier, paragraphe 5 de l'Accord [2] de paiement signé en date de ce jour, seront portés :

a) Les 12 % des montants en couronnes norvégiennes versés à partir du 1er avril 1937 par les importateurs norvégiens en paiement de marchandises italiennes importées en Norvège après le 14 juillet 1936 ;

b) Les montants en couronnes norvégiennes qui se trouvent au crédit du compte en couronnes norvégiennes auprès de la Norges Bank, prévu par l'Accord [3] italo-norvégien du 2 juillet 1935, ainsi que les montants qui seront versés après la date de l'entrée en vigueur du présent accord, pour marchandises italiennes importées en Norvège à partir du 10 juillet 1935, jusqu'au 14 juillet 1936.

Article 2.

Dans la limite des disponibilités qui se formeront dans le compte spécial à la suite des versements visés au précédent article premier, l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero pourvoira au transfert pour le débit du même compte :

a) Des montants en couronnes norvégiennes résultant de la conversion des montants en lires italiennes déjà versés ou qui seront versés pour le crédit du compte en lires prévu par l'Accord italo-norvégien du 2 juillet 1935 ;

[1] Entré en vigueur le 1er avril 1937.

[2] Voir page 355 de ce volume.

[3] Vol. CLXII, page 323, de ce recueil.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4099. — AGREEMENT [2] BETWEEN THE ITALIAN GOVERNMENT AND THE NORWEGIAN GOVERNMENT FOR THE SETTLEMENT OF OUTSTANDING DEBTS IN CONNECTION WITH GOODS TRANSACTIONS PREVIOUS TO JULY 15TH, 1936. SIGNED AT ROME, MARCH 31ST, 1937.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Norway to the League of Nations. The registration of this Agreement took place April 21st, 1937.

THE NORWEGIAN GOVERNMENT and THE ITALIAN GOVERNMENT, with the object of settling outstanding commercial debts, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The following amounts shall be placed to the credit of the special Norwegian crown account opened with the Norges Bank in the name of the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero, as provided in Article 1, paragraph 5, of the Payments Agreement [3] signed this day, that is to say :

(a) 12 per cent of the amounts in Norwegian crowns paid in, on or after April 1st, 1937, by Norwegian importers, in settlement for Italian goods imported into Norway after July 14th, 1936 ;

(b) The amounts in Norwegian crowns at present standing to the credit of the Norwegian crown account at the Norges Bank, for which the Convention [4] between Norway and Italy of July 2nd, 1935, provides, as also all amounts paid in after the date of the entry into force of the present Agreement in respect of Italian goods imported into Norway on or after July 10th, 1935, up to July 14th, 1936.

Article 2.

As and when funds are available in the special account as a result of the receipt of the payments to which Article 1 above relates, the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero shall proceed to transfer the following amounts, debiting the special account accordingly, that is to say :

(a) The amounts in Norwegian crowns resulting from the conversion of such sums in Italian lire as have already been paid in, or may in future be paid in, to the lira account for which the Convention between Norway and Italy of July 2nd, 1935, provides ;

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] Came into force April 1st, 1937.

[3] See page 355, of this Volume.

[4] Vol. CLXII, page 323, of this Series.

b) Des montants en couronnes norvégiennes résultant de la conversion des montants en lires italiennes versés pour le crédit du compte A, prévu par les ententes entre l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero et la Norges Bank au moment de la stipulation du *Modus Vivendi*[1] du 25 août 1936 ;

c) Des montants en couronnes norvégiennes résultant de la conversion des montants en lires italiennes versés pour le crédit du compte B, prévu par les ententes susdites.

Article 3.

Le transfert des montants en couronnes norvégiennes indiqués aux alinéas *a)*, *b)* et *c)* de l'article 2 du présent accord, sera effectué, au fur et à mesure des disponibilités du compte spécial, d'abord pour ce qui concerne les montants dont il est question à l'alinéa *a)*, et ensuite sans distinction pour ceux visés aux alinéas *b)* et *c)*.

Il est entendu que, pour chacun des deux groupes, le transfert aura lieu dans l'ordre chronologique des versements des débiteurs italiens.

La conversion prévue aux alinéas *a)* et *c)* de l'article 2 se fera sur la base du cours de change visé à l'article 5 de l'Accord de paiement signé en date de ce jour, en vigueur le jour du transfert.

Par dérogation au paragraphe 3 de l'article 5 de l'Accord de paiement susmentionné les montants versés par les débiteurs italiens et passés au crédit du compte A visé à l'alinéa *b)* de l'article 2, ont caractère libératoire pour le débiteur italien.

Dès que les créances commerciales norvégiennes arriérées auront été intégralement liquidées, le compte spécial sera clôturé et les versements auprès de la Norges Bank seront portés entièrement au crédit du compte global mentionné à l'article premier, paragraphe 4 dudit Accord de paiement.

En foi de quoi a été signé le présent accord.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 31 mars 1937.

Pour la Norvège :

(s.) J. IRGENS.

(s.) P. PREBENSEN.

Pour l'Italie :

(s.) CIANO.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 16 avril 1937.

Le Directeur
des Affaires de la Société des Nations,
R. B. Skylstad.

[1] Vol. CLXXI, page 377, de ce recueil.

(b) The amounts in Norwegian crowns resulting from the conversion of the sums in Italian lire paid into the Account A, for which the Agreements concluded between the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero and the Norges Bank in connection with the *Modus Vivendi*[1] of August 25th, 1936, provides ;

(c) The amounts in Norwegian crowns resulting from the conversion of the sums in Italian lire paid into the account B, for which the Agreements aforesaid provide.

Article 3.

The transfer of the amounts in Norwegian crowns to which paragraphs *(a)*, *(b)* and *(c)* of Article 2 of the present Agreement relate shall be effected as and when the necessary funds are available in the special account, beginning with the amounts to which paragraph *(a)* relates, and continuing with the amounts to which paragraphs *(b)* and *(c)* relate without distinction between the two latter.

It is understood that the transfers shall be made in the chronological order of the payments received from the Italian debtors in the case of each of the two categories.

The conversion for which paragraphs *(a)* and *(c)* of Article 2 provide shall be at the rate of exchange current on the day of transfer, as provided by Article 5 of the Payments Agreement signed this day.

Notwithstanding anything to the contrary provided in paragraph 3 of Article 5 of the Payments Agreement aforesaid, the payments received from the Italian debtors and credited to the account A, to which paragraph *(b)* of Article 2 relates, shall operate as a discharge for the said Italian debtors.

On the completion of the liquidation of the outstanding Norwegian commercial claims, the special account shall be closed, and the whole of the payments into the Norges Bank shall be credited to the pooled account to which Article 1, paragraph 4, of the said Payments Agreement relates.

In faith whereof the present Agreement has been signed.

Done at Rome, in duplicate, this 31st day of March, 1937.

On behalf of Norway :

(Signed) J. IRGENS.

(Signed) P. PREBENSEN.

On behalf of Italy :

(Signed) CIANO.

[1] Vol. CLXXI, page 377, of this Series.

N° 4100.

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, INDE, FRANCE, JAPON, PAYS-BAS, PORTUGAL ET SIAM

Accord relatif à la suppression de l'habitude de fumer l'opium. Signé à Bangkok, le 27 novembre 1931.

UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, INDIA, FRANCE, JAPAN, THE NETHERLANDS, PORTUGAL AND SIAM

Agreement concerning the Suppression of Opium-Smoking. Signed at Bangkok, November 27th, 1931.

N° 4100. — ACCORD[1] ENTRE LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, L'INDE, LA FRANCE, LE JAPON, LES PAYS-BAS, LE PORTUGAL ET LE SIAM RELATIF A LA SUPPRESSION DE L'HABITUDE DE FUMER L'OPIUM. SIGNÉ A BANGKOK, LE 27 NOVEMBRE 1931.

Textes officiels anglais et français. Cet accord a été enregistré par le Secrétariat, conformément à son article VI, le 22 avril 1937, date de son entrée en vigueur.

LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, LA FRANCE, L'INDE, LE JAPON, LES PAYS-BAS, LE PORTUGAL ET LE SIAM,

Ayant décidé d'examiner la situation, en ce qui concerne l'application, dans leurs possessions et territoires d'Extrême-Orient, du chapitre II de la Convention internationale[2] de La Haye sur l'opium du 23 janvier 1912, et de l'Accord[3] de Genève du 11 février 1925, et de rechercher quelles mesures supplémentaires peuvent être prises pour réaliser la suppression de l'usage de l'opium à fumer,

Ont nommé à cet effet, pour leurs plénipotentiaires :

LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD :

Sir Malcolm DELEVINGNE, K.C.B., adjoint permanent au secrétaire d'Etat, Ministère de l'Intérieur ;

FRANCE :

Son Excellence M. Roger MAUGRAS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Siam ;

M. G. BOURGOIS, consul ;

INDE :

M. J. B. MARSHALL, C.I.E., commissaire de l'Accise de Birmanie ;

---

[1] *Dépôt des ratifications :*

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD	3 avril 1933.
FRANCE	10 mai 1933.
PAYS-BAS	22 mai 1933.
PORTUGAL	27 janvier 1934.
SIAM	19 novembre 1934.
INDE	4 décembre 1935.
JAPON	22 janvier 1937.

[2] Vol. VIII, pages 187, 236 et suiv. ; vol. XI, page 414 ; vol. XV, page 310 ; vol. XIX, page 282 ; vol. XXIV, page 162 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 167 ; vol. LIX, page 346 ; vol. CIV, page 495 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXVII, page 48 ; vol. CXXXVIII, page 416 ; et vol. CLXXII, page 390, de ce recueil.

[3] Vol. LI, page 337 ; vol. LIX, page 401 ; et vol. LXXVIII, page 489, de ce recueil.

No. 4100. — AGREEMENT[1] BETWEEN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, INDIA, FRANCE, JAPAN, THE NETHERLANDS, PORTUGAL AND SIAM CONCERNING THE SUPPRESSION OF OPIUM-SMOKING. SIGNED AT BANGKOK, NOVEMBER 27TH, 1931.

Official texts in English and French. This Agreement was registered with the Secretariat, in accordance with its Article VI, on April 22nd, 1937, the date of its entry into force.

THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, FRANCE, INDIA, JAPAN, THE NETHERLANDS, PORTUGAL AND SIAM,

Having decided to review the position in regard to the application in their Far-Eastern possessions and territories of Chapter II of the Hague International Opium Convention[2] of January 23rd, 1912, and of the Geneva Agreement[3] of February 11th, 1925, and to consider what further measures can be taken to bring about the suppression of the use of opium for smoking,

Have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND :

Sir Malcolm DELEVINGNE, K.C.B., Permanent Deputy Under-Secretary of State of the Home Office ;

FRANCE :

His Excellency M. Roger MAUGRAS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to His Majesty the King of Siam ;

M. G. BOURGOIS, Consul ;

INDIA :

Mr. J. B. MARSHALL, C.I.E., Excise Commissioner of Burma ;

---

[1] *Deposit of ratifications :*

UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND	April 3rd, 1933.
FRANCE	May 10th, 1933.
THE NETHERLANDS	May 22nd, 1933.
PORTUGAL	January 27th, 1934.
SIAM	November 19th, 1934.
INDIA	December 4th, 1935.
JAPAN	January 22nd, 1937.

[2] Vol. VIII, pages 187, 236 *et seq.* ; Vol. XI, page 415 ; Vol. XV, page 311 ; Vol. XIX, page 283 ; Vol. XXIV, page 163 ; Vol. XXXI, page 245 ; Vol. XXXV, page 299 ; Vol. XXXIX, page 167 ; Vol. LIX, page 346 ; Vol. CIV, page 495 ; Vol. CVII, page 461 ; Vol. CXVII, page 48 ; Vol. CXXXVIII, page 416 ; and Vol. CLXXII, page 390, of this Series.

[3] Vol. LI, page 337 ; Vol. LIX, page 410 ; and Vol. LXXVIII, page 489, of this Series.

JAPON :

Son Excellence M. Y. YATABE, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Siam ;

M. S. MUNESUYE, secrétaire au Ministère des Affaires d'outre-mer ;

PAYS-BAS :

M. W. G. VAN WETTUM, conseiller du Gouvernement néerlandais pour les Affaires internationales de l'opium ;

M. C. Ph. C. E. STEINMETZ, inspecteur en chef, chef du Service de la régie de l'opium des Indes néerlandaises ;

M. H. HOLTKAMP, administrateur au Département des Finances des Indes néerlandaises ;

PORTUGAL :

Le docteur João PEREIRA DE MAGALHÃES, directeur des Services administratifs civils, chargé du Gouvernement de Macao ;

Le docteur Pedro José LOBO, inspecteur des Services économiques, directeur du Monopole de l'opium, Macao ;

SIAM :

Phya SRIVISAR VACHA, sous-secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères ;

Son Altesse Sérénissime le Prince VIVADHANAJAGA JAYANTA, directeur général du Service des recettes ;

Lesquels, ayant examiné la situation actuelle en Extrême-Orient et étudié les conclusions et suggestions de la Commission chargée par la Société des Nations de procéder à une enquête sur le contrôle de l'opium à fumer en Extrême-Orient,

Ayant déposé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme,

Sont convenus de compléter l'Accord de Genève ainsi que suit :

Article premier.

La vente au détail et la distribution de l'opium ne pourront s'effectuer que dans des magasins du gouvernement, c'est-à-dire des magasins possédés et gérés par le gouvernement ; ou bien, dans le cas où les circonstances locales rendraient difficile l'établissement d'un tel magasin, dans des magasins gérés, sous le contrôle du gouvernement, par des personnes nommées à cet effet par le gouvernement et rétribuées uniquement au moyen d'une rémunération fixe, et non d'une commission sur les ventes.

La disposition ci-dessus pourra ne pas être appliquée dans le cas où il existerait un système de licence et de rationnement des fumeurs donnant des garanties équivalentes ou plus efficaces, ou dans le cas où subsisteraient, comme régime strictement temporaire, des magasins de vente exercés par la Régie.

Article II.

1. Il est interdit à toute personne âgée de moins de 21 ans de fumer l'opium ou de pénétrer dans une fumerie.

JAPAN :

His Excellency M. Y. YATABE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to His Majesty the King of Siam ;

M. S. MUNESUYE, Secretary of the Ministry of Overseas Affairs ;

THE NETHERLANDS :

M. W. G. VAN WETTUM, Adviser to the Netherlands Government in International Opium Questions;

M. C. Ph. C. E. STEINMETZ, Chief Inspector, Head of the Opium Régie of the Netherlands Indies ;

M. H. HOLTKAMP, Administrator of the Department of Finance of the Netherlands Indies ;

PORTUGAL :

Dr. João PEREIRA DE MAGALHÃES, Director of Civil Administration Services, in charge of the Government of Macao ;

Dr. Pedro José LOBO, Inspector of Economic Services, Superintendent of the Opium Monopoly, Macao ;

SIAM :

Phya SRIVISAR VACHA, Under-Secretary of State for Foreign Affairs ;

His Serene Highness Prince VIVADHANAJAGA JAYANTA, Director-General of the Revenue Department ;

Who, having examined the present situation in the Far East and having considered the conclusions and suggestions of the Commission appointed by the League of Nations to enquire into the control of opium-smoking in the Far East,

Having deposited their full powers found in good and due form,

Have agreed to supplement the Geneva Agreement as follows :

Article I.

The retail sale and distribution of opium shall take place only from Government shops — that is, shops owned and managed by the Government, or, where the local circumstances make the establishment of a Government shop difficult, from shops managed, under Government supervision, by persons appointed by the Government for that purpose and remunerated by a fixed payment only and not by a commission on sales.

The foregoing provision need not be applied if a system of licensing and rationing of smokers is in force, which affords equivalent or more effective guarantees, or during the continuance, as a strictly temporary measure, of selling-establishments controlled by the Monopoly.

Article II.

1. Persons under twenty-one years of age shall be prohibited from smoking opium and from entering any smoking-establishment.

2. Quiconque incitera une personne de moins de 21 ans à fumer de l'opium, à pénétrer dans une fumerie ou à se procurer de l'opium, ou facilitera tout acte de ce genre de la part de cette personne, se rendra coupable d'un délit pour lequel il devra être prévu des pénalités sévères, pouvant aller jusqu'à la prison.

Article III.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de donner une base légale à la pratique, déjà suivie d'une manière générale, de ne vendre l'opium préparé qu'au comptant.

Article IV.

En vue de rendre plus strict le contrôle de la fabrication de l'opium préparé, tout monopole du gouvernement aura le droit de s'approvisionner en opium préparé à une manufacture du monopole du gouvernement, située dans un autre territoire appartenant à la même Puissance.

Article V.

Le présent accord ne s'applique qu'aux possessions et territoires d'Extrême-Orient des Hautes Parties contractantes, y compris les territoires cédés à bail ou protégés, dans lesquels l'usage de l'opium préparé est temporairement autorisé.

Lors de la ratification, chaque Haute Partie contractante pourra déclarer que son adhésion à l'accord ne s'étend pas à un territoire quelconque sur lequel elle n'exerce qu'un protectorat, et elle pourra adhérer ultérieurement à l'accord, pour tout protectorat ainsi exclu, au moyen d'une notification d'adhésion déposée entre les mains du Secrétaire général de la Société des Nations, qui notifiera immédiatement ce dépôt à toutes les autres Hautes Parties contractantes.

Article VI.

Le présent accord, dont les textes français et anglais font foi, sera sujet à ratification.

Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de la Société des Nations le plus tôt qu'il sera possible.

L'accord n'entrera en vigueur qu'après avoir été ratifié par toutes les Hautes Parties contractantes. La date de son entrée en vigueur sera le quatre-vingt-dixième jour après la réception, par le Secrétaire général de la Société des Nations, de la dernière ratification.

Le présent accord sera enregistré par le Secrétaire général de la Société des Nations le jour de son entrée en vigueur.

Article VII.

Si l'une des Hautes Parties contractantes désire dénoncer le présent accord, la dénonciation sera notifiée par écrit au Secrétaire général de la Société des Nations, qui communiquera immédiatement copie de la notification à toutes les autres Hautes Parties contractantes, en leur faisant savoir la date à laquelle il l'a reçue.

La dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Haute Partie contractante qui l'aura notifiée et un an après que la notification en sera parvenue au Secrétaire général.

2. Any person inducing a person under twenty-one years of age to smoke opium or to enter an opium-smoking establishment or to procure opium, or facilitating any such act on the part of such a person, shall be guilty of an offence, for which severe penalties, including a term of imprisonment, shall be provided.

Article III.

The High Contracting Parties agree to give a legal basis to the practice, already generally in operation, of selling prepared opium for cash only.

Article IV.

For the purpose of rendering stricter the control of the manufacture of prepared opium, it shall be permissible for a Government Monopoly to be supplied with prepared opium from the factory of a Government Monopoly in another territory of the same Power.

Article V.

The present Agreement applies only to the Far-Eastern possessions or territories of the High Contracting Parties, including leased or protected territories, in which the use of prepared opium is temporarily authorised.

At the moment of ratification any High Contracting Party may declare that its acceptance of the Agreement does not include any territory over which it exercises only a protectorate ; and may accede subsequently, in respect of any protectorate thus excluded, by means of a notification of accession deposited with the Secretary-General of the League of Nations who shall forthwith notify the accession to all the other High Contracting Parties.

Article VI.

The present Agreement, of which the French and English texts are both authentic, shall be subject to ratification.

The instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the League of Nations as soon as possible.

The Agreement shall not come into force until it has been ratified by all the High Contracting Parties. The date of its coming into force shall be the ninetieth day after the receipt by the Secretary-General of the League of Nations of the last ratification.

The Agreement shall be registered by the Secretary-General of the League of Nations upon the day of its coming into force.

Article VII.

If one of the High Contracting Parties should wish to denounce the present Agreement, the denunciation shall be notified in writing to the Secretary-General of the League of Nations, who will immediately communicate a copy of the notification to all the other High Contracting Parties, informing them of the date on which it was received.

The denunciation shall take effect only as regards the High Contracting Party which notified it, and one year after the notification thereof has reached the Secretary-General.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé le présent accord.

Fait à Bangkok le vingt-sept novembre mil neuf cent trente et un, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations, et dont des copies certifiées conformes seront remises à toutes les Hautes Parties contractantes.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Agreement.

Done at Bangkok the twenty-seventh day of November, one thousand nine hundred and thirty-one, in a single copy, which shall remain deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations, and certified true copies of which shall be delivered to all the High Contracting Parties.

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord — *United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland*

Malcolm DELEVINGNE

France — *France*

Roger MAUGRAS

G. BOURGOIS

Inde — *India*

J. B. MARSHALL.

The Delegate of India stated that he signed the Agreement subject to the following declaration :

" I declare that my signature to this Agreement is subject to the understanding that it does not apply at present to the territory known as the Shan States and that it applies, so far as India is concerned, only to the Province of Burma excluding the Shan States. " .

Japon — *Japan*

Y. YATABE

S. MUNESUYE

Pays-Bas — *The Netherlands*

VAN WETTUM.

STEINMETZ.

H. HOLTKAMP.

Portugal — *Portugal*

João P. DE MAGALHÃES

Pedro José LOBO.

Siam — *Siam*

Phya SRIVISAR

VIWAT.

In accordance with the declaration made at the Conference, the Siamese Delegation signs this Agreement with a reservation to Article I. [2]

Traduction du Secrétariat de la Société des Nations :

[1] Le délégué de l'Inde a déclaré qu'il signait l'accord sous réserve de la déclaration suivante :

« Je déclare que ma signature au présent accord est donnée sous réserve que cet accord ne s'applique pas à présent aux territoires connus sous le nom de « Etats Chans » et qu'il ne s'applique, en ce qui concerne l'Inde, qu'à la province de Birmanie, non compris les Etats Chans. »

[2] Conformément à la déclaration faite à la Conférence, la délégation siamoise signe cet accord en faisant une réserve au sujet de l'article premier.

ANNEXE XLIII

ANNEX XLIII

ANNEXE XLIII

RATIFICATIONS, ADHÉSIONS, PROLONGATIONS, DÉNONCIATIONS, ETC.

N° 170. — PROTOCOLE [1] DE SIGNATURE CONCERNANT LE STATUT DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE VISÉ PAR L'ARTICLE 14 DU PACTE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS. GENÈVE, LE 16 DÉCEMBRE 1920.

DISPOSITION FACULTATIVE

SIGNATURES

BRÉSIL.

Au nom du Gouvernement de la République des Etats-Unis du Brésil, je déclare renouveler, d'accord avec l'autorisation du Pouvoir législatif, l'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour permanente de Justice internationale, pour un délai de dix années, sous condition de réciprocité, exception faite des questions

[1] Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; vol. CXVII, page 46 ; vol. CXXVI, page 430 ; vol. CXXX, page 440 ; vol. CXXXIV, page 392 ; vol. CXLVII, page 318 ; vol. CLII, page 282 ; vol. CLVI, page 176 ; vol. CLX, page 325 ; vol. CLXIV, page 352 ; vol. CLXVIII, page 228 ; et vol. CLXXII, page 388, de ce recueil.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

ANNEX XLIII.

RATIFICATIONS, ACCESSIONS, PROLONGATIONS, DENUNCIATIONS, ETC.

No. 170. — PROTOCOL [1] OF SIGNATURE RELATING TO THE STATUTE OF THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE PROVIDED FOR BY ARTICLE 14 OF THE COVENANT OF THE LEAGUE OF NATIONS. GENEVA, DECEMBER 16TH, 1920.

OPTIONAL CLAUSE.

SIGNATURES.

BRAZIL.

[2] TRADUCTION. — TRANSLATION.

On behalf of the Government of the Republic of the United States of Brazil, I hereby renew, in virtue of the authorisation of the National Legislature, the acceptance of the compulsory jurisdiction of the Permanent Court of International Justice, for a period of ten years, on condition of reciprocity, with

[1] Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 405 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XXIV, page 153 ; Vol. XXVII, page 417 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; Vol. CIV, page 492 ; Vol. CVII, page 461 ; Vol. CXI, page 402 ; Vol. CXVII, page 46 ; Vol. CXXVI, page 430 ; Vol. CXXX, page 440 ; Vol. CXXXIV, page 392 ; Vol. CXLVII, page 318 ; Vol. CLII, page 282 ; Vol. CLVI, page 176 ; Vol. CLX, page 325 ; Vol. CLXIV, page 352 ; Vol. CLXVIII, page 228 ; and Vol. CLXXII, page 388, of this Series.

[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

qui, d'après le droit international, sont de la compétence exclusive de la juridiction du Brésil, ou qui dépendent du régime constitutionnel de chaque Etat.

GENÈVE, *le 26 janvier* 1937.

Le Chargé d'Affaires
des Etats-Unis du Brésil à Berne,
A. DOS GUIMARÃES BASTOS.

AUTRICHE.

Au nom de l'Autriche et sous réserve de ratification, le soussigné déclare reconnaître comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre Membre de la Société des Nations ou Etat acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, purement et simplement, pour une nouvelle période de 5 années, à dater du 13 mars 1937.

GENÈVE, *le 22 mars* 1937.

E. PFLÜGL.

SIGNATURE DÉFINITIVE

FINLANDE.

Au nom du Gouvernement de la République de Finlande et sans réserve de ratification, je déclare reconnaître comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre Membre ou Etat acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, purement et simplement, pour une durée de dix années, à partir du 6 avril 1937.

GENÈVE, *le 9 avril* 1937.

P. HJELT,
Délégué permanent a. i. *de Finlande*
près la Société des Nations.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

the exception of questions which, by international law, fall exclusively within the jurisdiction of Brazil, or which belong to the constitutional regime of each State.

GENEVA, *January 26th,* 1937.

A. DOS GUIMARÃES BASTOS,
Chargé d'Affaires of the
United States of Brazil at Berne.

AUSTRIA.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

On behalf of Austria and subject to ratification, the undersigned recognises, in relation to any other Member of the League of Nations or State accepting the same obligation, that is to say, on condition of reciprocity, the jurisdiction of the Court as compulsory, *ipso facto* and without special convention, for a further period of five years as from March 13th, 1937.

GENEVA, *March 22nd,* 1937.

E. PFLÜGL.

DEFINITIVE SIGNATURE.

FINLAND.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

On behalf of the Government of the Republic of Finland and not being subject to ratification, I recognise, in relation to any other Member or State accepting the same obligation, that is to say, on condition of reciprocity, the jurisdiction of the Court as compulsory, *ipso facto* and without special convention, for a period of ten years as from April 6th, 1937.

GENEVA, *April 9th,* 1937.

P. HJELT,
Permanent Delegate a. i. *of Finland*
to the League of Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

RATIFICATIONS

BRÉSIL ... ... 26 janvier 1937.
SUISSE ... ... 17 avril 1937.

RATIFICATIONS.

BRAZIL ... ... January 26th, 1937.
SWITZERLAND ... April 17th, 1937.

Nº 269. — CONVENTION [1] INTERNATIONALE POUR LA SUPPRESSION DE LA TRAITE DES FEMMES ET DES ENFANTS. SIGNÉE A GENÈVE, LE 30 SEPTEMBRE 1921.

No. 269. — INTERNATIONAL CONVENTION [1] FOR THE SUPPRESSION OF THE TRAFFIC IN WOMEN AND CHILDREN. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 30TH, 1921.

ADHÉSION

TURQUIE ... ... 15 avril 1937.

ACCESSION.

TURKEY ... ... April 15th, 1937.

Nº 969. — ACCORD [2] ENTRE L'ESTONIE ET LA LETTONIE RELATIF A L'USAGE COMMUN DES ROUTES SITUÉES DANS LA ZONE LIMITROPHE. SIGNÉ A RIGA, LE 2 AVRIL 1924.

No. 969. — AGREEMENT [2] BETWEEN ESTONIA AND LATVIA WITH REGARD TO THE COMMON USE OF ROADS SITUATED IN THE FRONTIER ZONE. SIGNED AT RIGA, APRIL 2ND, 1924.

PROTOCOLE [3] ADDITIONNEL PORTANT MODIFICATION A LA LISTE DES ROUTES ANNEXÉE A L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. SIGNÉ A RIGA, LE 6 MARS 1929.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie, le 28 novembre 1936.

ADDITIONAL PROTOCOL [3] MODIFYING THE LIST OF ROUTES ANNEXED TO THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. SIGNED AT RIGA, MARCH 6TH, 1929.

Communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs, November 28th, 1936.

---

[1] Vol. IX, page 415 ; vol. XV, page 310 ; vol. XIX, page 282 ; vol. XXIV, page 162 ; vol. XXVII, page 418 ; vol. XXXV, page 300 ; vol. XXXIX, page 167 ; vol. XLV, page 99 ; vol. L, page 160 ; vol. LIV, page 388 ; vol. LXIII, page 378 ; vol. LXXXIII, page 373 ; vol. XCII, page 367 ; vol. C, page 156 ; vol. CVII, page 462 ; vol. CXI, page 403 ; vol. CXVII, page 49 ; vol. CXXII, page 322 ; vol. CXXXIV, page 399 ; vol. CXXXVIII, page 417 ; vol. CXLVII, page 319 ; vol. CLVI, page 182 ; vol. CLX, page 330 ; et vol. CLXXII, page 391, de ce recueil.

[2] Vol. XXXVIII, page 113 ; et vol. XLV, page 179, de ce recueil.

[3] Entré en vigueur le 1er avril 1929.

[1] Vol. IX, page 415 ; Vol. XV, page 311 ; Vol. XIX, page 283 ; Vol. XXIV, page 163 ; Vol. XXVII, page 419 ; Vol. XXXV, page 301 ; Vol. XXXIX, page 167 ; Vol. XLV, page 99 ; Vol. L, page 160 ; Vol. LIV, page 388 ; Vol. LXIII, page 378 ; Vol. LXXXIII, page 373 ; Vol. XCII, page 367 ; Vol. C, page 156 ; Vol. CVII, page 462 ; Vol. CXI, page 403 ; Vol. CXVII, page 49 ; Vol. CXXII, page 322 ; Vol. CXXXIV, page 399 ; Vol. CXXXVIII, page 417 ; Vol. CXLVII, page 319 ; Vol. CLVI, page 182 ; Vol. CLX, page 330 ; and Vol. CLXXII, page 391, of this Series.

[2] Vol. XXXVIII, page 113 ; and Vol. XLV, page 179, of this Series.

[3] Came into force April 1st, 1929.

Conformément à l'article premier de l'Accord relatif à l'usage commun des routes de la zone limitrophe, conclu entre la Lettonie et l'Estonie le 2 avril 1924 à Riga, le Gouvernement de la République de Lettonie et le Gouvernement de la République d'Estonie sont convenus de ce qui suit :

La liste (annexe 1 à l'accord susmentionné) des routes mises par la Lettonie à la disposition des habitants de la zone limitrophe estonienne est modifiée en remplaçant la route figurant sous le N° 20 de ladite liste, à savoir :

« 20. Du village de Kure par Laikop (Lettonie), Prekschen, Konkuli, Kalnpedece, jusqu'à la route militaire »

par la route suivante :

« 20. Du village de Rammuka (Estonie) par Auguri (Lettonie) jusqu'au village de Tanometsa (Lettonie). »

En foi de quoi les soussignés ont arrêté le présent protocole qui sera soumis à la confirmation des gouvernements des deux Parties contractantes et entrera en vigueur le 1er avril 1929.

Fait en double exemplaire et signé à Riga, le 6 mars 1929.

(paraksts) A. BALODIS,
Ministre des Affaires étrangères de la République de Lettonie.

(paraksts) E. WIRGO,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République d'Estonie.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

In accordance with Article 1 of the Agreement regarding the common use of the roads in the frontier zone, concluded between Latvia and Estonia at Riga on April 2nd, 1924, the Government of the Republic of Latvia and the Government of the Republic of Estonia have agreed as follows :

The list (Annex 1 to the above-mentioned Agreement) of routes placed by Latvia at the disposal of the inhabitants of the Estonian frontier zone shall be amended, route No. 20 in the said list, namely :

" 20. From the village of Kure through Laikop (Latvia), Prekschen, Konkuli, Kalnpedece, as far as the military route "

being replaced by the following route :

" 20. From the village of Rammuka (Estonia) through Auguri (Latvia), as far as the village of Tanometsa (Latvia)."

In faith whereof the undersigned have drawn up the present Protocol, which shall be submitted for confirmation to the Governments of the two Contracting Parties and shall come into force on April 1st, 1929.

Done in duplicate and signed at Riga, this 6th day of March 1929.

(Signed) A. BALODIS,
Minister for Foreign Affairs of the Republic of Latvia.

(Signed) E. WIRGO,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic of Estonia.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

PROTOCOLE [1] ADDITIONNEL PORTANT MODIFICATION A LA LISTE DES ROUTES ANNEXÉE A L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. SIGNÉ A RIGA, LE 28 MAI 1930.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie, le 28 novembre 1936.

Conformément à l'article premier de l'Accord relatif à l'usage commun des routes de la zone limitrophe, conclu entre la Lettonie et l'Estonie le 2 avril 1924 à Riga, le Gouvernement de la République de Lettonie et le Gouvernement de la République d'Estonie sont convenus de ce qui suit :

La liste (annexe 1 à l'accord susmentionné) des routes mises par la Lettonie à la disposition des habitants de la zone limitrophe estonienne est modifiée en remplaçant la route figurant sous le N° 18 de ladite liste, à savoir :

« 18. De Kellamägi par Pilveder (Lettonie) vers Lutsnek »

par la route suivante :

« 18. De Lutsneck par les villages Pilveder et Pluksi (Lettonie) jusqu'à la colonie de Krabi. »

La même liste est complétée par l'addition de la route suivante :

« De Nihujärve par Pedele (Lettonie) à Valk-Estonien. »

En foi de quoi les soussignés ont arrêté le présent protocole qui sera soumis à la confirmation des gouvernements des deux Parties contractantes et entrera en vigueur le 1er juillet 1930.

Fait en double exemplaire et signé à Riga, le 28 mai 1930.

H. CELMIŅŠ,
Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères
de La République de Lettonie.

E. WIRGO,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de la République d'Estonie.

[1] Entré en vigueur le 1er juillet 1930.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

ADDITIONAL PROTOCOL [1] MODIFYING THE LIST OF ROUTES ANNEXED TO THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. SIGNED AT RIGA, MAY 28TH, 1930.

Communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs, November 28th, 1936.

[2] TRADUCTION. — TRANSLATION.

In accordance with Article 1 of the Agreement regarding the common use of the roads in the frontier zone, concluded between Latvia and Estonia on April 2nd, 1924, at Riga, the Government of the Republic of Latvia and the Government of the Republic of Estonia have agreed as follows :

The list (Annex 1 to the above-mentioned Agreement) of routes placed by Latvia at the disposal of the inhabitants of the Estonian frontier zone shall be amended, route No. 18 in the said list, namely :

" 18. From Kellamägi through Pilveder (Latvia) to Lutsnek "

being replaced by the following route :

" 18. From Lutsnek through the villages of Pilveder and Pluksi (Latvia), as far as the Krabi settlement."

This list shall be completed by the addition of the following route :

" From Nihujärve through Pedele (Latvia) to Estonian-Valk."

In faith whereof the undersigned have drawn up the present Protocol, which shall be submitted for confirmation to the Governments of the two Contracting Parties and shall come into force on July 1st, 1930.

Done in duplicate and signed at Riga, this 28th day of May, 1930.

H. CELMIŅŠ,
President of the Council,
Minister for Foreign Affairs
of the Republic of Latvia.

E. WIRGO,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary
of the Republic of Estonia.

[1] Came into force July 1st, 1930.

[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

PROTOCOLE [1] ADDITIONNEL PORTANT MODIFICATION A LA LISTE DES ROUTES ANNEXÉE A L'ACCORD SUSMENTIONNÉ, AINSI QU'AUX PROTOCOLES ADDITIONNELS DES 3 MARS 1926 [2], 6 MARS 1929 [3] ET 28 MAI 1930 [4], MODIFIANT LA LISTE DES ROUTES ANNEXÉE AUDIT ACCORD. SIGNÉ A RIGA, LE 10 JUIN 1936.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie, le 2 novembre 1936.

Conformément à l'article premier de l'Accord relatif à l'usage commun des routes de la zone limitrophe, conclu entre la Lettonie et l'Estonie le 2 avril 1924 à Riga, le Gouvernement de Lettonie et le Gouvernement d'Estonie sont convenus de ce qui suit :

I. Relativement aux routes mises par la Lettonie à la disposition des habitants de la zone limitrophe estonienne :

A. La liste des routes, annexée à l'Accord conclu entre la Lettonie et l'Estonie le 2 avril 1924, est modifiée en y supprimant les routes suivantes :

1. Du village de Meiko par la frontière et de retour à la ferme de Wana-Wingi (la route N° 7 mentionnée dans la liste susdite).

2. De la ferme de Simmi par la ferme de Vanag (Lettonie) à la ferme de Rammuli (route N° 10).

3. De la ferme de Simmi par Arakste à Pennoja (route N° 11).

4. De l'auberge de Schuldino par Raagjärwe (Lettonie) à l'auberge de Piiri (route N° 14).

5. Du bien rural de Tahewa par l'auberge de Leja (Lettonie) à Vingri (route N° 15).

6. D'Uue Roosa (Jaun-Roze) par Jasche (Lettonie), Oppe, Karrol, la chaussée jusqu'à Murat (route N° 16).

[1] Entré en vigueur le 15 août 1936.

[2] Vol. XLV, page 179, de ce recueil.

[3] Voir page 384 de ce volume.

[4] Voir page 386 de ce volume.

[5] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

ADDITIONAL PROTOCOL [1] MODIFYING THE LIST OF ROUTES ANNEXED TO THE ABOVEMENTIONED AGREEMENT, AS WELL AS TO THE ADDITIONAL PROTOCOLS OF MARCH 3RD, 1926 [2], MARCH 6TH, 1929 [3], AND MAY 28TH, 1930 [4], MODIFYING THE LIST OF ROUTES ANNEXED TO THE SAID AGREEMENT. SIGNED AT RIGA, JUNE 10TH, 1936.

Communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs, November 2nd, 1936.

[5] TRADUCTION. — TRANSLATION.

In accordance with Article 1 of the Agreement regarding the common use of the roads in the frontier zone concluded between Latvia and Estonia on April 2nd, 1924, at Riga, the Government of Latvia and the Government of Estonia have agreed as follows :

I. As regards the routes placed by Latvia at the disposal of the inhabitants of the Estonian frontier zone :

A. The list of routes annexed to the Agreement concluded between Latvia and Estonia on April 2nd, 1924, shall be amended by the deletion of the following routes :

1. From the village of Meiko along the frontier and back to the farm of Wana-Wingi (Route No. 7 in the abovementioned list).

2. From the farm of Simmi by way of the farm of Vanag (Latvia) to the farm of Rammuli (Route No. 10).

3. From the farm of Simmi through Arakste to Pennoja (Route No. 11).

4. From the Schuldino inn through Raagjärwe (Latvia) to the Piiri inn (Route No. 14).

5. From the country estate of Tahewa by way of the Leja inn (Latvia) to Vingri (Route No. 15).

6. From Uue Roosa (Jaun-Roze) through Jasche (Latvia), Oppe and Karrol and along the highroad as far as Murat (Route No. 16).

[1] Came into force August 15th, 1936.

[2] Vol. XLV, page 179, of this Series.

[3] See page 384 of this Volume.

[4] See page 386 of this Volume.

[5] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

7. De Pluksche (Lettonie) par le bien rural de Kornet et la chaussée à Murat (route N° 17).

8. De la ferme de Kiikre par Wana Laitsna (Vec-Laicene, Lettonie) à Murat (route N° 19).

9. De Parmu par Demchani, Kalnpedece, jusqu'à la route militaire (route N° 21).

B. Le Protocole additionnel du 28 mai 1930 modifiant la liste des routes, annexée à l'Accord du 2 avril 1924, est modifié en y supprimant la route « De Nihujärve par Pedele (Lettonie) à Valk-Estonien ».

C. Le Protocole additionnel du 6 mars 1929 modifiant la route N° 20 de la liste annexée à l'Accord du 2 avril 1924, est modifié en y supprimant la route « Du village de Rammuka (Estonie) par Auguri (Lettonie) jusqu'au village de Tanometsa (Lettonie) ».

II. Relativement aux routes mises par l'Estonie à la disposition des habitants de la zone limitrophe lettone :

A. La liste des routes, annexée à l'Accord conclu entre la Lettonie et l'Estonie le 2 avril 1924, est modifiée en y supprimant la route : « Dans le rayon de Lauri, du village de Terechovo par le village de Vysokij Most jusqu'au village de Vymorsk (Lettonie) » (route N° 11, mentionnée dans la liste susdite).

B. Le Protocole additionnel du 3 mars 1926 complétant la liste des routes, annexée à l'Accord du 2 avril 1924, est modifié en y supprimant les routes suivantes :

1. De la ferme de Ozolin (commune d'Ipiķi, Lettonie) par la ferme de Lemba (Kalnin) au bourg Möisaküla (Estonie) (route N° 3, mentionnée dans le protocole susdit).

2. De la ferme de Napsi (commune de Terneja, Lettonie) à la route de transit d'Arakste-Kirbeli (route N° 7).

7. From Pluksche (Latvia) by way of the country estate of Kornet and the highroad to Murat (Route No. 17).

8. From the farm of Kiikre through Wana Laitsna (Vec-Laicene, Latvia) to Murat (Route No. 19).

9. From Parmu through Demchani and Kalnpedece as far as the military route (Route No. 21).

B. The Additional Protocol of May 28th, 1930, modifying the list of routes annexed to the Agreement of April 2nd, 1924, shall be amended by the deletion of the route " From Nihujärve through Pedele (Latvia) to Estonian-Valk ".

C. The Additional Protocol of March 6th, 1929, modifying Route No. 20 in the list annexed to the Agreement of April 2nd, 1924, shall be amended by the deletion of the route " From the village of Rammuka (Estonia) through Auguri (Latvia) to the village of Tanometsa (Latvia) ".

II. As regards the routes placed by Estonia at the disposal of the inhabitants of the Latvian frontier zone :

A. The list of routes annexed to the Agreement concluded between Latvia and Estonia on April 2nd, 1924, shall be amended by the deletion of the route : " In the district of Lauri from the village of Terechovo through the village of Vysokij Most as far as the village of Vymorsk (Latvia) " (Route No. 11 in the above-mentioned list).

B. The Additional Protocol of March 3rd, 1926, amplifying the list of routes annexed to the Agreement of April 2nd, 1924, shall be amended by the deletion of the following routes :

1. From the farm of Ozolin (Commune of Ipiķi, Latvia) by way of the farm of Lemba (Kalnin) to the small town of Möisaküla (Estonia) (Route No. 3 in the above-mentioned Protocol).

2. From the farm of Napsi (Commune of Terneja, Latvia) to the Arakste-Kirbeli transit route (Route No. 7).

3. De la ferme de Veska par la ferme de Perajärve (Mirka) au bourg d'Ope (route N° 11).

En foi de quoi les soussignés ont arrêté le présent protocole qui sera soumis à la confirmation des gouvernements des deux Parties contractantes et entrera en vigueur le 15 août 1936.

Fait en double exemplaire et signé à Riga, le 10 juin 1936.

(paraksts) L. ĒĶIS. *(paraksts)* K. MENNING.

3. From Veska farm by way of Perajärve farm (Mirka) to the small town of Ope (Route No. 11).

In faith whereof the undersigned have drawn up the present Protocol, which shall be submitted for confirmation to the Governments of the two Contracting Parties and shall come into force on August 15th, 1936.

Done in duplicate and signed at Riga, this 10th day of June, 1936.

(Signed) L. ĒĶIS. *(Signed)* K. MENNING.

N° 1129. — CONVENTION [1] ET STATUT SUR LE RÉGIME INTERNATIONAL DES VOIES FERRÉES, ET PROTOCOLE DE SIGNATURE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 9 DÉCEMBRE 1923.

No. 1129. — CONVENTION [1] AND STATUTE ON THE INTERNATIONAL REGIME OF RAILWAYS, AND PROTOCOL OF SIGNATURE. SIGNED AT GENEVA, DECEMBER 9TH, 1923.

RATIFICATION

FINLANDE ... ... 11 février 1937.

RATIFICATION.

FINLAND ... ... February 11th, 1937.

---

[1] Vol. XLVII, page 55 ; vol. L, page 180 ; vol. LIX, page 383 ; vol. LXIII, page 417 ; vol. LXIX, page 92 ; vol. LXXVIII, page 472 ; vol. LXXXIII, page 403 ; vol. LXXXVIII, page 336 ; vol. XCII, page 381; vol. XCVI, page 191 ; vol. CLVI, page 192 ; et vol. CLX, page 338, de ce recueil.

[1] Vol. XLVII, page 55 ; Vol. L, page 180 ; Vol. LIX, page 383 ; Vol. LXIII, page 417 ; Vol. LXIX, page 92 ; Vol. LXXVIII, page 472 ; Vol. LXXXIII, page 403 ; Vol. LXXXVIII, page 336 ; Vol. XCII, page 381 ; Vol. XCVI, page 191 ; Vol. CLVI, page 192 ; and Vol. CLX, page 338, of this Series.

Nº 1154. — CONVENTION [1] DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LA FINLANDE ET LA HONGRIE. SIGNÉE A HELSINKI (HELSINGFORS), LE 29 MAI 1925.

PROTOCOLE [2] ADDITIONNEL A LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. SIGNÉ A BUDAPEST, LE 31 OCTOBRE 1936.

Communiqué par le délégué permanent a. i. *de la Finlande près la Société des Nations et le chargé d'Affaires* a. i. *de la délégation hongroise près la Société des Nations, le 4 décembre* 1936.

I.

En exécution de l'article 15 de la Convention de commerce et de navigation du 29 mai 1925, les autorités douanières des deux pays exigeront lors de l'importation de marchandises provenant de l'autre pays la présentation de certificats d'origine délivrés par les autorités compétentes du pays d'origine.

II.

Le Gouvernement royal de Hongrie consent, à titre exceptionnel et sans préjudice, à ce que les droits de douane prévus dans la Convention [4] commerciale finno-anglaise du 29 septembre 1933 pour les tissus de coton sous les numéros suivants du tarif finlandais :

a) 241 *b)* Droits de douane conventionnels de 13, 15 et 10,80 markkas,

b) 244 *b)* Droits de douane conventionnels de 31, 35 et 25 markkas,

ne soient pas appliqués aux marchandises analogues d'origine hongroise pour autant que

[1] Vol. XLVIII, page 119, de ce recueil.

[2] Entré provisoirement en vigueur le 15 novembre 1936.
L'échange des ratifications a eu lieu à Helsinki, le 18 février 1937.

[3] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[4] Vol. CXLIX, page 167 ; et vol. CLVI, page 319, de ce recueil.

No. 1154. — CONVENTION [1] OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN FINLAND AND HUNGARY. SIGNED AT HELSINKI (HELSINGFORS), MAY 29TH, 1925.

ADDITIONAL PROTOCOL [2] TO THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. SIGNED AT BUDAPEST, OCTOBER 31ST, 1936.

Communicated by the Permanent Delegate a. i. *of Finland to the League of Nations and by the Chargé d'Affaires* a. i. *of the Hungarian Delegation to the League of Nations, December 4th,* 1936.

[3] TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

In execution of Article 15 of the Convention of Commerce and Navigation of May 29th, 1925, the Customs authorities of the two countries shall require, on the importation of goods from the other country, the production of certificates of origin issued by the competent authorities of the country of origin.

II.

The Royal Government of Hungary agrees, exceptionally and without prejudice, that the Customs duties on cotton tissues provided for in the Commercial Agreement [4] of September 29th, 1933, between Finland and the United Kingdom under the following numbers of the Finnish tariff :

(a) 241 *(b)* Conventional Customs duties of 13, 15 and 10.80 markkas,

(b) 244 *(b)* Conventional Customs duties of 31, 35 and 25 markkas,

shall not apply to similar goods of Hungarian origin in so far as Germany, Poland and Czecho-

[1] Vol. XLVIII, page 119, of this Series.

[2] Came into force provisionally November 15th, 1936.
The exchange of ratifications took place at Helsinki, February 18th, 1937.

[3] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[4] Vol. CXLIX, page 167 ; and Vol. CLVI, page 319, of this Series.

l'Allemagne, la Pologne et la Tchécoslovaquie aient également déclaré leur consentement à cet égard et aussi longtemps que ces droits de douane ne s'appliquent pas aux produits en question des pays énumérés ci-dessus.

Le Gouvernement de la République de Finlande consent à titre exceptionnel et sans préjudice à ce que les droits de douane conventionnels de mêmes espèces de tissus de coton des positions 552—555 du tarif douanier hongrois ne s'appliquent pas aux produits d'origine finlandaise aussi longtemps que les dispositions de l'alinéa précédent sont en vigueur.

III.

Le présent protocole sera valable pour la durée d'une année. Il sera ratifié et l'échange des ratifications aura lieu à Helsinki aussitôt que possible. Il entrera en vigueur 15 jours après l'échange des ratifications. Toutefois il sera mis en application provisoirement à partir du 15 novembre 1936. S'il n'est pas dénoncé sous préavis de trois mois, il sera prolongé par tacite reconduction pour des périodes semestrielles, le délai de dénonciation étant de trois mois.

Fait en double exemplaire, à Budapest, le 31 octobre 1936.

(L. S.) Onni TALAS, *m. p.*
(L. S.) G. APOR, *m. p.*

Pour copie conforme :

R. Numelin,
Chef des Archives
du Ministère des Affaires étrangères.

Pour copie certifiée conforme :
Budapest, le 8 juin 1937.
Pour le Chef de la Section des traités :
Békássy,
Secrétaire ministériel.

slovakia have also notified their assent in this respect and provided always that the said Customs duties do not apply to the similar goods of the countries enumerated above.

The Government of the Republic of Finland agrees, exceptionally and without prejudice, that the conventional Customs duties on the same kinds of cotton tissues under Items 552—555 of the Hungarian Customs tariff shall not apply to goods of Finnish origin during such time as the provisions of the foregoing paragraph remains in force.

III.

The present Protocol shall remain in force for a period of one year. It shall be ratified and the exchange of ratifications shall take place at Helsinki as soon as possible. It shall come into force fifteen days after the exchange of ratifications. It shall nevertheless be provisionally applied as from November 15th, 1936. Unless denounced three months before its expiry, it shall be extended by tacit consent for half-yearly periods subject to denunciation at three months' notice.

Done in duplicate, at Budapest, this 31st day of October, 1936.

(L. S.) Onni TALAS, *m. p.*
(L. S.) G. APOR, *m. p.*

Nº 1373. — TRAITÉ [1] D'AMITIÉ ENTRE LA FRANCE ET LA ROUMANIE. SIGNÉ A PARIS, LE 10 JUIN 1926.

DÉCLARATION RELATIVE AU RENOUVELLEMENT DU TRAITÉ SUSMENTIONNÉ POUR DIX ANS A COMPTER DU 8 NOVEMBRE 1936. SIGNÉE A PARIS, LE 6 NOVEMBRE 1936.

Communiquée par le ministre des Affaires étrangères de la République française, le 13 mars 1937.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE ROUMANIE, se référant à l'article 9 du Traité signé à Paris le 10 juin 1926, conviennent de renouveler ledit traité pour dix années à dater du 8 novembre 1936, étant entendu que la convention prévue à l'article 2 et signée le même jour demeurera en vigueur pour la même durée.

Ils se réservent, avant l'expiration de la période ci-dessus définie, de renouveler le Traité du 10 juin 1926 pour une nouvelle période à déterminer.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent accord qui sera communiqué pour enregistrement à la Société des Nations, en application de l'article 18 du Pacte.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 6 novembre 1936.

(L. S.) *(Signé)* Yvon DELBOS.
(L. S.) *(Signé)* CESIANO.

Pour copie certifiée conforme :

Le Ministre plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole,
P. de Fouquières.

[1] Vol. LVIII, page 225, de ce recueil.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

No. 1373. — TREATY [1] OF FRIENDSHIP BETWEEN FRANCE AND ROUMANIA. SIGNED AT PARIS, JUNE 10TH, 1926.

DECLARATION REGARDING THE PROROGATION OF THE ABOVE-MENTIONED TREATY, FOR TEN YEARS, AS FROM NOVEMBER 8TH, 1936. SIGNED AT PARIS, NOVEMBER 6TH, 1936.

Communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic, March 13th, 1937.

[2] TRADUCTION. — TRANSLATION.

THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC and THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF ROUMANIA, having regard to Article 9 of the Treaty signed in Paris on June 10th, 1926, agree to renew the said Treaty for ten years as from November 8th, 1936, on the understanding that the Convention referred to in Article 2, which was signed on the same day, shall remain in force for the same period.

They reserve the right to renew the Treaty of June 10th, 1926, for a further period to be fixed later, before the expiration of the period referred to above.

In faith whereof the undersigned, duly authorised by their respective Governments, have signed the present Agreement, which shall be communicated to the League of Nations for registration in application of Article 18 of the Covenant.

Done in Paris, in duplicate, on November 6th, 1936.

(L. S.) *(Signed)* Yvon DELBOS.
(L. S.) *(Signed)* CESIANO.

[1] Vol. LVIII, page 225, of this Series.

[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Nº 1374. — CONVENTION [1] ENTRE LA FRANCE ET LA ROUMANIE, POUR LE RÈGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFÉRENDS. SIGNÉE A PARIS, LE 10 JUIN 1926.

En vertu de la Déclaration [3] en date du 6 novembre 1936 prorogeant pour 10 ans à compter du 8 novembre 1936 le Traité d'amitié entre la France et la Roumanie signé à Paris le 10 juin 1926, la Convention pour le règlement pacifique des différends signée à Paris à la même date entre les deux pays demeurera en vigueur pour la même durée.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de la République française, le 13 *mars* 1937.

No. 1374. — CONVENTION [1] BETWEEN FRANCE AND ROUMANIA FOR THE PACIFIC SETTLEMENT OF DISPUTES. SIGNED AT PARIS, JUNE 10TH, 1926.

[2] TRADUCTION. — TRANSLATION.

In virtue of the Declaration [3] dated November 6th, 1936, renewing for ten years as from November 8th, 1936, the Treaty of Friendship between France and Roumania signed at Paris on June 10th, 1926, the Convention for the Pacific Settlement of Disputes signed at Paris on the same date between the two countries shall remain in force for the same period.

Communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic, March 13*th,* 1937.

Nº 1414. — CONVENTION [4] RELATIVE A L'ESCLAVAGE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 25 SEPTEMBRE 1926.

RATIFICATION

CHINE ... ... 22 avril 1937.

No. 1414. — SLAVERY CONVENTION [4]. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 25TH, 1926.

RATIFICATION.

CHINA ... ... April 22nd, 1937.

[1] Vol. LVIII, page 233, de ce recueil.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[3] Voir page 392 de ce volume.

[4] Vol. LX, page 253 ; vol. LXIX, page 114 ; vol. LXXII, page 485 ; vol. LXXXIII, page 416 ; vol. LXXXVIII, page 356 ; vol. XCVI, page 192 ; vol. C, page 221 ; vol. CIV, page 511 ; vol. CVII, page 491 ; vol. CXXX, page 444 ; vol. CXXXVIII, page 440 ; vol. CLII, page 296 ; vol. CLX, page 342 ; et vol. CLXXII, page 410, de ce recueil.

[1] Vol. LVIII, page 233, of this Series.

[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[3] See page 392 of this Volume.

[4] Vol. LX, page 253 ; Vol. LXIX, page 114 ; Vol. LXXII, page 485 ; Vol. LXXXIII, page 416 ; Vol. LXXXVIII, page 356 ; Vol. XCVI, page 192 ; Vol. C, page 221 ; Vol. CIV, page 511 ; Vol. CVII, page 491 ; Vol. CXXX, page 444 ; Vol. CXXXVIII, page 440 ; Vol. CLII, page 296 ; Vol. CLX, page 342 ; and Vol. CLXXII, page 410, of this Series.

No. 1658. — TREATY [1] OF FRIENDSHIP AND GOOD UNDERSTANDING BETWEEN HIS BRITANNIC MAJESTY AND HIS MAJESTY THE KING OF THE HEJAZ AND OF NEJD AND ITS DEPENDENCIES, SIGNED AT JEDDA, MAY 20TH, 1927, AND EXCHANGE OF NOTES RELATING THERETO, JEDDA, MAY 19TH, 20TH AND 21ST 1927.

EXCHANGE OF NOTES [2] BETWEEN THE GOVERNMENT OF SAUDI ARABIA AND HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM FOR THE MODIFICATION OF THE ABOVE-MENTIONED TREATY. MECCA AND JEDDA, OCTOBER 3RD, 1936.

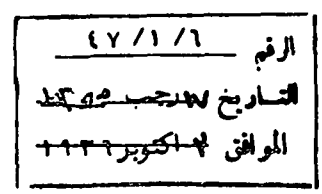
Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, April 7th, 1937.

Nº 1658. — TRAITÉ [1] D'AMITIÉ ET DE BONNE ENTENTE ENTRE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE ET SA MAJESTÉ LE ROI DU HEDJAZ ET DU NEDJED ET SES DÉPENDANCES, SIGNÉ A DJEDDAH, LE 20 MAI 1927, ET ÉCHANGE DE NOTES Y RELATIF, DJEDDAH, LES 19, 20 ET 21 MAI 1927.

ECHANGE DE NOTES [2] ENTRE LE GOUVERNEMENT DE L'ARABIE SAOUDIENNE ET LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI MODIFIANT LE TRAITÉ SUSMENTIONNÉ. LA MECQUE ET DJEDDAH, LE 3 OCTOBRE 1936.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 7 avril 1937.

TEXTE ARABE. — ARABIC TEXT.


الرقم ٦/١/٤٧
التاريخ ~~[illegible]~~
الموافق ~~[illegible]~~

وزارة الخارجية
مكة المكرمة

ياصاحب السعادة :

بالنظر الى أن مدة السبع سنوات المقررة فى المادة الثامنة من معاهدة جدة المؤرخة فى ١٨ ذى القعدة ١٣٤٥ الموافق ٢٠ مايو ١٩٢٧ قد انتهت فى ٨ جمادى الثانية سنة ١٣٥٣ الموافق ١٧ سبتمبر ١٩٣٤ وأنه بموجب المادة المذكورة يمكن انهاء

---

[1] Vol. LXXI, page 131, of this Series.
[2] Came into force October 3rd, 1936.

[1] Vol. LXXI, page 131, de ce recueil.
[2] Entré en vigueur le 3 octobre 1936.

حكم المعاهدة المذكورة بأخطار لمدة ستة اشهر يعطى من قبل احد الفريقين الى الفريق الاخر فأن حكومتينا شرعتا منذ مدة فى المفاوضات لاجل وضع صلاتيهما المتقابلة على اساس ثابت وبما أنهما يشعران برغبة مشتركة لزيادة تثبيت صلات الصداقة القائمة لحسن الحظ بينهما فأنهما بنتيجة تلك المفاوضات اتفقتا على تعديل الشرط الذى بموجبه يصح انهاء المعاهدة المذكورة كما اتفقتا على تعديل بعض احكام معينة فيها وفى الكتب المتبادلة بين جلالة الملك عبد العزيز والسرجلبرت كلاتين الملحقة بها وقت عقدها . وأنى اثبت فيمايلى ماتم الاتفاق عليه من الاحكام :—

١) مع مراعاة ماهو موضح فيمايلى من الفقرات فقد اتفقت الحكومتان اتفاقا متقابلا على أن تلغى لمدة سبع سنوات شمسية — من تاريخ هذا اليوم — حقهما فى اعطاء انذار لمدة ستة اشهر عن رغبتهما فى انهاء المعاهدة المذكورة كما هو منصوص عليه فى المادة الثامنة منها .

٢) يزاد فى اخر المادة الرابعة من المعاهدة المذكورة الخاصة بتصريف مخلفات الحجاج المتوفين مايأتى :— (كما أنه قد اتفق على أنه يجوز للسلطات المختصة فى حكومة المملكة العربية السعودية — بناء على طلب يقدم بالطرق السياسية من حكومة صاحب الجلالة البريطانية فى المملكة المتحدة — أن تقوم ببيع تلك المخلفات او أى جزء منها وتسليم قيمتها للمفوضية البريطانية فى جدة مع مراعاة المعاملات واستيفاء الرسوم المشار اليها فى هذه المادة) .

٣) ان النص الوارد فى المادة العاشرة من معاهدة جدة القائل (اما اذا وقع اختلاف فى تفسير اى قسم منها فيرجى الى النص الانجليزى) قد اتفقت الحكومتان على رفعه وازالته من المعاهدة وبناء على ذلك تصبح المادة العاشرة منها كما يأتى :— (وتعد هذه المعاهدة باللغتين العربية والانجليزية وللنصين قيمة واحدة) .

٤) تحتفظ حكومة صاحب الجلالة ملك المملكة العربية السعودية بحقها في منطقة العقبة ومعان كما جاء في كتاب حضرة صاحب الجلالة الملك عبد العزيز ملك المملكة العربية السعودية الى السرجلبرت كلاتين بتاريخ ١٩ ذى القعدة سنة ١٣٤٥ الموافق ٢١ مايو سنة ١٩٢٧ جوابا على كتاب السرجلبرت كلاتين بتاريخ ١٩ مايو ١٩٢٧ الموافق ١٨ ذى القعدة ١٣٤٥

٥) لقد تم الاتفاق على أن تتنازل حكومة صاحب الجلالة البريطانية في المملكة المتحدة عن حق عتق الارقاء المشار اليه في كتاب السرجلبرت كلاتين الى جلالة الملك عبد العزيز ملك المملكة العربية السعودية المؤرخ في ١٨ ذى القعدة ١٣٤٥ الموافق ١٩ مايو ١٩٢٧ وجواب جلالته عليه بتاريخ ١٩ ذى القعدة ١٣٤٥ الموافق ٢١ مايو ١٩٢٧ وتكف عن استعمال الحق المشار اليه من تاريخ هذا اليوم .

٦) بصرف النظر عما جاء في كتاب السرجلبرت كلاتين الى جلالة الملك عبد العزيز ملك المملكة العربية السعودية بتاريخ ١٩ مايو ١٩٢٧ الموافق ١٨ ذى القعدة ١٣٤٥ — وجواب جلالته عليه بتاريخ ١٩ ذى القعدة ١٣٤٥ الموافق ٢١ مايو ١٩٢٧ فان حكومة المملكة العربية السعودية توافق على أنها اذا رغبت في شراء اسلحة أو ذخائر أو أدوات حربية من أصحاب المصانع في المملكة المتحدة فان تصديرها يكون بمقتضى الانظمة المعمول بها في المملكة المتحدة وقت التصدير .

٧) من المتفق عليه أن المذكرة الحالية وجواب سعادتكم عليها يثبتان قبول حكومتينا للاحكام الواردة فيهما ويشكلان معا اتفاقا ملزما متقابلا بين حكومتينا يكون ساري المفعول من تاريخ هذا اليوم .

وتفضلوا بقبول فائق الاحترام

وزير الخارجية

حضرة صاحب السعادة المندوب فوق العادة
والوزير المفوض للحكومة البريطانية المحترم
هنا

I.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

THE MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS TO HIS MAJESTY'S MINISTER AT JEDDA.

MECCA, *17th Rajab*, 1355 (*October 3rd*, 1936).

YOUR EXCELLENCY,

(After compliments.)

Whereas the period of seven years specified in Article 8 of the Treaty of Jedda of the 18th Zul Qa'da, 1345, corresponding with the 20th May, 1927, expired on the 8th Jumad ath-Thani, 1353, corresponding with the 17th September, 1934, and under this Article the operation of the said Treaty may be terminated on six months' notice being given by either Party to the other Party :

Our two Governments have for some time past been in negotiation with the object of placing their reciprocal relations on a more stable basis, and being animated by a common desire to consolidate still further the friendly relations happily existing between them have as a result of these negotiations agreed, subject to certain stipulations which have been agreed upon, to modify the conditions in which the said Treaty may be terminated and also to modify certain of the provisions of that Treaty and of the letters, annexed thereto, exchanged between His Majesty King Abdul Aziz and Sir Gilbert Clayton at the time of the conclusion of the Treaty. I confirm hereinafter the stipulations agreed upon :

1. Subject to what is set forth hereinafter in the following paragraphs, the two Governments have reciprocally agreed to abolish for a period of seven solar years from to-day's date their right to give six months' notice of their wish to terminate the said Treaty, as provided for in Article 8 thereof.

2. There shall be added at the end of Article 4 of the said Treaty relative to the disposal of the effects of deceased pilgrims :

" It is further agreed that the competent authorities of the Government of the Saudi Arab Kingdom may, at the request of His Majesty's Government in the United Kingdom conveyed through the diplomatic channel, sell such property or any part thereof and hand its value to the British Legation in Jedda, subject to the formalities and collection of the dues referred to in this Article. "

3. As regards the provision in Article 10 of the Treaty of Jedda, which reads, " but in case of divergence in the interpretation of any part of the Treaty, the English text shall prevail ", the two Governments agree to its deletion from the Treaty, Article 10 of which shall consequently read as follows :

" The present Treaty has been drawn up in Arabic and English. Both texts shall be of equal validity. "

4. The Government of His Majesty the King of Saudi Arabia reserve their rights in the Aqaba-Ma'an area as set forth in the letter of His Majesty King Abdul Aziz, King of Saudi Arabia, to Sir Gilbert Clayton, dated the 19th Zul Qa'da, 1345, corresponding

[1] Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

[1] Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

with the 21st May, 1927, in reply to the letter of Sir Gilbert Clayton of the 18th Zul Qa'da, 1345, corresponding with the 19th May, 1927.

5. It is agreed that His Majesty's Government in the United Kingdom renounce the right of manumission of slaves referred to in the letter of Sir Gilbert Clayton to His Majesty King Abdul Aziz, King of Saudi Arabia, dated the 19th May, 1927, corresponding with the 18th Zul Qa'da, 1345, and His Majesty's reply thereto of the 19th Zul Qa'da, 1345, and cease to exercise the said right as from to-day's date.

6. Notwithstanding what is contained in Sir Gilbert Clayton's letter to His Majesty King Abdul Aziz, King of Saudi Arabia, dated the 19th May, 1927, corresponding with the 18th Zul Qa'da, 1345, and His Majesty's reply thereto, the Saudi Arab Government agree that if they should wish to purchase arms, ammunition or war materials from manufacturers in the United Kingdom, the exportation thereof shall be subject to the regulations in force in the United Kingdom at the time of exportation.

7. It is agreed that the present note and Your Excellency's reply thereto confirm the acceptance by our two Governments of the stipulations set forth therein, and together constitute a binding and reciprocal Agreement between our two Governments which shall come into force from to-day's date.

FEISAL,
Minister for Foreign Affairs.

II.

HIS MAJESTY'S MINISTER AT JEDDA TO THE MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

JEDDA, *October 3rd*, 1936.

YOUR ROYAL HIGHNESS,
(After compliments.)

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Royal Highness's note of the 17th Rajab, 1355, corresponding with the 3rd October, 1936, in which you recall the fact that the period of seven years specified in Article 8 of the Treaty of Jedda of the 20th May, 1927, corresponding with the 18th Zul Qa'da, 1345, expired on the 17th September, 1934, corresponding with the 8th Jumad ath-Thani, 1353, and that under the said Article the operation of the said Treaty may be terminated on six months' notice of such termination being given by either Party to the other Party. Your Royal Highness refers to the negotiations in which our two Governments have been engaged for some time past, with the object of placing their relations on a more stable basis, and to the fact that, animated by a common desire to consolidate still further the friendly relations happily existing between them, they have, as a result of those negotiations, agreed to modify the conditions under which the said Treaty may be terminated, and also certain of the provisions of the said Treaty and of the letters exchanged between His Majesty King Abdul Aziz and Sir Gilbert Clayton at the time of the conclusion of the Treaty, subject to certain stipulations which have been agreed upon and which are recited in Your Royal Highness's note under reference.

I have the honour to confirm, on behalf of His Majesty's Government in the United Kingdom, the Agreement which has been reached and the stipulations to which it is subject, as follows:

1. Subject to what is set forth in the following paragraphs, the two Governments have agreed reciprocally to renounce for a period of seven solar years from to-day's date,

their right to give six months' notice of their wish to terminate the said Treaty, as provided in Article 8 thereof.

2. The following addition shall be made at the end of Article 4 of the said Treaty relative to the disposal of the property of deceased pilgrims :

" It is further agreed that the competent authorities of the Saudi Arabian Government may, at the request of His Majesty's Government in the United Kingdom, conveyed through the diplomatic channel, sell such property, or any part thereof, and hand the value thereof to the British Legation in Jedda, subject to the formalities and collection of the dues mentioned in this Article. "

3. As regards the provision in Article 10 of the Treaty of Jedda, which reads " but in case of divergence in the interpretation of any part of the Treaty the English text shall prevail ", the two Governments agree to the deletion of this provision from the Treaty, Article 10 of which shall consequently read as follows :

" The present Treaty has been drawn up in English and Arabic. Both texts shall be of equal validity. "

4. His Majesty's Government in the United Kingdom take note of the reservation made in paragraph 4 of Your Royal Highness's note under reference, with regard to the Aqaba-Ma'an area, as set forth in the letter of His Majesty King Abdul Aziz, King of Saudi Arabia, to Sir Gilbert Clayton, dated the 19th Zul Qa'da, 1345, corresponding with the 21st May, 1927, in reply to Sir Gilbert Clayton's letter of the 19th May, 1927, corresponding with the 18th Zul Qa'da, 1345. My Government, for their part, adhere to the position defined in the said letter of Sir Gilbert Clayton.

5. It is agreed that His Majesty's Government in the United Kingdom renounce the right of manumission of slaves referred to in the letters addressed by Sir Gilbert Clayton to His Majesty King Abdul Aziz, King of Saudi Arabia, on the 19th May, 1927, corresponding with the 18th Zul Qa'da, 1345, and His Majesty's reply thereto of the 19th Zul Qa'da, 1345, corresponding with the 21st May, 1927, and will cease to exercise the said right as from the date of this exchange of notes.

6. Notwithstanding what is contained in Sir Gilbert Clayton's letter to His Majesty King Abdul Aziz, King of Saudi Arabia, of the 19th May, 1927, corresponding with the 18th Zul Qa'da, 1345, and His Majesty's reply thereto, the Saudi Arab Government agree that if they should wish to purchase arms, ammunition or war materials from manufacturers in the United Kingdom, the exportation thereof shall be subject to the regulations in force in the United Kingdom at the time of exportation.

7. It is agreed that Your Royal Highness's note under reference and this reply confirm the acceptance by our two Governments of the stipulations set forth therein and together constitute a binding and reciprocal Agreement between our two Governments, which shall come into force from to-day's date.

With highest respects.

R. W. BULLARD.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 1.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES AU MINISTRE DE SA MAJESTÉ A DJEDDAH.

LA MECQUE, *le* 17 *Rajab* 1355 (*le* 3 *octobre* 1936).

MONSIEUR LE MINISTRE,
(Compliments d'usage.)

Etant donné que la période de sept années spécifiée à l'article 8 du Traité de Djeddah du 18 Zul Qa'da 1345 (20 mai 1927) est venue à expiration le 8 Jumad ath-Thani 1353 (17 septembre 1934), et qu'en vertu dudit article, ce traité peut cesser d'être en vigueur sur préavis de six mois adressé par l'une des Parties à l'autre Partie :

Nos deux gouvernements ont, depuis quelque temps, été en négociations en vue de donner à leurs relations réciproques une base plus stable. Animés d'un commun désir de confirmer et d'affirmer davantage encore les relations amicales qu'ils sont heureux de voir exister entre eux, ils sont convenus, à la suite de ces négociations et sous réserve de certaines stipulations acceptées de part et d'autre, de modifier les conditions dans lesquelles ledit traité pourra prendre fin ainsi que certaines des dispositions de ce traité et des lettres annexes échangées entre Sa Majesté le Roi Abdul Aziz et sir Gilbert Clayton au moment de la conclusion du traité. J'ai l'honneur de vous confirmer ci-après les stipulations arrêtées d'un commun accord :

1. Sous réserve des dispositions des paragraphes suivants, les deux gouvernements sont convenus réciproquement d'abolir, pendant une période de sept années solaires à partir de ce jour, leur droit de mettre fin audit traité, moyennant un préavis de six mois, ainsi qu'il était prévu à l'article 8 de ce traité.

2. La disposition suivante sera ajoutée à la fin de l'article 4 du traité, relativement à l'affectation des biens des pèlerins décédés :

« De plus, il est convenu que les autorités compétentes du Gouvernement du Royaume de l'Arabie saoudienne pourront, sur la requête du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni transmise par la voie diplomatique, vendre tout ou partie desdits biens et en remettre la contre-valeur à la légation britannique à Djeddah, sous réserve des formalités et perceptions de droits visées dans ledit article. »

3. En ce qui concerne la disposition de l'article 10 du Traité de Djeddah, ainsi conçue : « mais, en cas de divergence concernant l'interprétation d'une partie quelconque du traité, le texte anglais prévaudra », les deux gouvernements conviennent de la supprimer du traité, dont l'article 10 sera, en conséquence, libellé de la manière suivante :

« Le présent traité a été établi en arabe et en anglais, les deux textes faisant également foi. »

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

4. Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de l'Arabie saoudienne réserve ses droits sur la région d'Aqaba-Ma'an, tels qu'ils sont énoncés dans la lettre de Sa Majesté le Roi Abdul Aziz, Roi de l'Arabie saoudienne, à sir Gilbert Clayton en date du 19 Zul Qa'da 1345 (21 mai 1927), en réponse à la lettre de sir Gilbert Clayton du 18 Zul Qa'da 1345 (19 mai 1927).

5. Il est convenu que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni renonce au droit d'affranchir les esclaves, visé dans la lettre de sir Gilbert Clayton à Sa Majesté le Roi Abdul Azis, Roi de l'Arabie saoudienne, en date du 19 mai 1927 (18 Zul Qa'da 1345) et dans la réponse de Sa Majesté en date du 19 Zul Qa'da 1345, et qu'il cessera d'exercer ledit droit à partir de ce jour.

6. Nonobstant la lettre adressée par sir Gilbert Clayton à Sa Majesté le Roi Abdul Aziz, Roi de l'Arabie saoudienne, en date du 19 mai 1927 (18 Zul Qa'da 1345) et la réponse de Sa Majesté à cette lettre, le Gouvernement de l'Arabie saoudienne accepte que, dans le cas où il désirerait acheter des armes, des munitions ou du matériel de guerre à des fabricants du Royaume-Uni, l'exportation en soit assujettie aux règles en vigueur à l'époque, dans le Royaume-Uni.

7. Il est convenu que la présente note et la réponse de Votre Excellence confirment l'acceptation, par nos deux gouvernements, des stipulations qui y sont contenues et que ces notes constituent ensemble un accord qui liera réciproquement nos deux gouvernements et qui entrera en vigueur à la date de ce jour.

FEISAL,
Ministre des Affaires étrangères.

N° 2.

LE MINISTRE DE SA MAJESTÉ A DJEDDAH AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

DJEDDAH, *le* 3 *octobre* 1936.

VOTRE ALTESSE ROYALE,
(Compliments d'usage.)

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Altesse Royale du 17 Rajab 1355 (3 octobre 1936), par laquelle vous rappelez que la période de sept années spécifiée à l'article 8 du Traité de Djeddah du 20 mai 1927 (18 Zul Qa'da 1345) est venue à expiration le 17 septembre 1934 (8 Jumad ath-Thani 1353) et qu'en vertu dudit article, ce traité peut cesser d'être en vigueur sur préavis de six mois adressé par l'une des deux Parties à l'autre Partie. Votre Altesse Royale se réfère aux négociations poursuivies par nos deux gouvernements depuis quelque temps en vue de donner à leurs relations une base plus stable et au fait qu'animés d'un commun désir de confirmer et d'affermir davantage encore les relations amicales qu'ils sont heureux de voir exister entre eux, ils sont convenus, à la suite de ces négociations, de modifier les conditions dans lesquelles ledit traité pourra prendre fin, ainsi que certaines des dispositions de ce traité et des lettres échangées entre Sa Majesté le Roi Abdul Aziz et sir Gilbert Clayton au moment de la conclusion du traité, sous réserve de certaines stipulations acceptées de part et d'autre et qui sont énumérées dans la note susvisée de Votre Altesse Royale.

J'ai l'honneur de confirmer, au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, l'accord auquel nos deux gouvernements sont parvenus et les stipulations suivantes, auxquelles cet accord est assujetti :

1. Sous réserve des dispositions des paragraphes suivants, les deux gouvernements sont convenus réciproquement d'abolir, pendant une période de sept années solaires à partir de ce jour, leur droit de mettre fin audit traité, moyennant un préavis de six mois, comme il était prévu à l'article 8 de ce traité.

2. La disposition suivante sera ajoutée à la fin de l'article 4 du traité, relativement à l'affectation des biens des pèlerins décédés :

« De plus, il est convenu que les autorités compétentes du Gouvernement du Royaume de l'Arabie saoudienne pourront, sur la requête du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, transmise par la voie diplomatique, vendre tout ou partie desdits biens et en remettre la contre-valeur à la légation britannique à Djeddah, sous réserve des formalités et perceptions de droits visées dans ledit article. »

3. En ce qui concerne la disposition de l'article 10 du Traité de Djeddah, ainsi conçue: « mais, en cas de divergence concernant l'interprétation d'une partie quelconque du traité, le texte anglais prévaudra », les deux gouvernements conviennent de la supprimer du traité, dont l'article 10 sera, en conséquence, libellé de la manière suivante :

« Le présent traité a été établi en anglais et en arabe, les deux textes faisant également foi. »

4. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni prend note de la réserve formulée au paragraphe 4 de la note susvisée de Votre Altesse Royale relativement à la région d'Aqaba-Ma'an, telle qu'elle est énoncée dans la lettre de Sa Majesté le Roi Abdul Aziz, Roi de l'Arabie saoudienne, à sir Gilbert Clayton, en date du 19 Zul Qa'da 1345 (21 mai 1927), en réponse à la lettre de sir Gilbert Clayton en date du 19 mai 1927 (18 Zul Qa'da 1345). Mon gouvernement, pour sa part, accepte la situation telle qu'elle a été définie dans ladite lettre de sir Gilbert Clayton.

5. Il est convenu que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni renonce au droit d'affranchir les esclaves visé dans la lettre de sir Gilbert Clayton à Sa Majesté le Roi Abdul Aziz, Roi de l'Arabie saoudienne, en date du 19 mai 1927 (18 Zul Qa'da 1345) et dans la réponse de Sa Majesté en date du 19 Zul Qa'da 1345 (21 mai 1927) et qu'il cessera d'exercer ledit droit à partir de la date du présent échange de notes.

6. Nonobstant la lettre adressée par sir Gilbert Clayton à Sa Majesté le Roi Abdul Aziz, Roi de l'Arabie saoudienne, en date du 19 mai 1927 (18 Zul Qa'da 1345) et la réponse de Sa Majesté à cette lettre, le Gouvernement de l'Arabie saoudienne accepte que, s'il désire acheter des armes, des munitions ou du matériel de guerre à des fabricants du Royaume-Uni, l'exportation en soit assujettie aux règles en vigueur à l'époque, dans le Royaume-Uni.

7. Il est convenu que la note susvisée de Votre Altesse Royale et la présente réponse confirment l'acceptation, par nos deux gouvernements, des stipulations qui y sont contenues et que ces notes constituent un accord qui liera réciproquement nos deux gouvernements et qui entrera en vigueur à la date de ce jour.

R. W. BULLARD.

No. 2483. — EXCHANGE OF NOTES [1] BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE EGYPTIAN GOVERNMENT ESTABLISHING A COMMERCIAL "MODUS VIVENDI". CAIRO, JUNE 5TH AND 7TH, 1930.

EXCHANGE OF NOTES [2] REGARDING THE PROLONGATION UNTIL FEBRUARY 16TH, 1938, OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE "MODUS VIVENDI". CAIRO, FEBRUARY 13TH AND 14TH, 1937.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, April 7th, 1937.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 36.
(76/4/37.)

CAIRO, *February 13th*, 1937.

SIR,

Your Excellency recently called my attention to the fact that the provisional commercial Agreement concluded between the Egyptian Government and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland by the Notes dated the 5th June and the 7th June, 1930, and extended annually by subsequent exchanges of notes, would expire on the 16th February, 1937, and you suggested its prolongation until the 16th February, 1938, under the same conditions as those now obtaining.

2. Having brought Your Excellency's proposal to the knowledge of His Majesty's Principal

[1] Vol. CVII, page 267 ; Vol. CXVII, page 327 ; Vol. CXXXIV, page 424 ; Vol. CXLVII, page 347 ; Vol. CLVI, page 218 ; and Vol. CLXIV, page 384, of this Series.

[2] Came into force February 14th, 1937.

[3] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 2483. — ÉCHANGE DE NOTES [1] ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT ÉGYPTIEN ÉTABLISSANT UN *MODUS VIVENDI* COMMERCIAL. LE CAIRE, LES 5 ET 7 JUIN 1930.

ECHANGE DE NOTES [2] PROROGEANT JUSQU'AU 16 FÉVRIER 1938 LES DISPOSITIONS DU *MODUS VIVENDI* SUSMENTIONNÉ. LE CAIRE, LES 13 ET 14 FÉVRIER 1937.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 7 avril 1937.

[3] TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 36.
(76/4/37.)

LE CAIRE, *le 13 février* 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Votre Excellence a récemment attiré mon attention sur le fait que l'accord commercial provisoire conclu entre le Gouvernement égyptien et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord par les notes en date des 5 et 7 juin 1930 et prorogé chaque année par des échanges de notes ultérieurs expire le 16 février 1937, et vous avez proposé sa prolongation jusqu'au 16 février 1938 aux conditions actuellement en vigueur.

2. J'ai porté la proposition de Votre Excellence à la connaissance du principal secrétaire

[1] Vol. CVII, page 267 ; vol. CXVII, page 327 ; vol. CXXXIV, page 424 ; vol. CXLVII, page 347 ; vol. CLVI, page 218 ; et vol. CLXIV, page 384, de ce recueil.

[2] Entré en vigueur le 14 février 1937.

[3] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

Secretary of State for Foreign Affairs, I am now authorised to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland agree to the suggested prolongation of the said provisional Agreement. I have accordingly the honour to state that His Majesty's Government in the United Kingdom are prepared to regard the present Note and a Note from Your Excellency confirming the acceptance by the Egyptian Government of the proposed prolongation as constituting an Agreement between the two Governments which shall come into force immediately on the receipt of Your Excellency's Note and shall remain in force until the 16th February, 1938, unless previously replaced by a treaty regulating definitely the commercial relations between the United Kingdom and Egypt.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my very high consideration.

Miles W. LAMPSON,
Ambassador.

His Excellency
Wacyf Boutros Ghali Pasha,
etc., etc., etc.,
Minister for Foreign Affairs.

d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté et je suis maintenant autorisé à vous informer que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord accepte la prolongation proposée dudit accord provisoire. J'ai en conséquence l'honneur de déclarer que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni est disposé à considérer la présente note et une note de Votre Excellence confirmant l'acceptation par le Gouvernement égyptien de la prolongation proposée comme constituant entre les deux gouvernements un accord qui entrera en vigueur dès la réception de la note de Votre Excellence et restera en vigueur jusqu'au 16 février 1938, à moins qu'il n'ait été remplacé avant cette date par un traité réglant définitivement les relations commerciales entre le Royaume-Uni et l'Egypte.

Je saisis cette occasion, etc.

Miles W. LAMPSON,
Ambassadeur.

Son Excellence,
Wacyf Boutros Ghali Pasha,
etc., etc., etc.,
Ministre des Affaires étrangères.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION DES
AFFAIRES POLITIQUES ET COMMERCIALES.
RELATIONS POLITIQUES.
N° 1.9/9 (44).

LE CAIRE, *le* 14 *février* 1937.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence N° 36 (76/4/37) du 13 février 1937, ainsi conçue :

" Your Excellency recently called my attention to the fact that the provisional commercial Agreement concluded between

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
DEPARTMENT FOR POLITICAL
AND COMMERCIAL AFFAIRS.
POLITICAL RELATIONS.
No. 1.9/9 (44).

CAIRO, *February* 14*th*, 1937.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's letter No. 36 (76/4/37) of February 13th, 1937, which reads as follows :

" Your Excellency recently called my attention to the fact that the provisional commercial Agreement concluded between

the Egyptian Government and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland by the Notes dated the 5th June and the 7th June, 1930, and extended annually by subsequent exchanges of notes, would expire on the 16th February, 1937, and you suggested its prolongation until the 16th February, 1938, under the same conditions as those now obtaining.

2. Having brought Your Excellency's proposal to the knowledge of His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I am now authorised to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland agree to the suggested prolongation of the said provisional Agreement. I have accordingly the honour to state that His Majesty's Government in the United Kingdom are prepared to regard the present Note and a Note from Your Excellency confirming the acceptance by the Egyptian Government of the proposed prolongation as constituting an Agreement between the two Governments which shall come into force immediately on the receipt of Your Excellency's Note and shall remain in force until the 16th February, 1938, unless previously replaced by a treaty regulating definitely the commercial relations between the United Kingdom and Egypt. "

En réponse, je m'empresse de confirmer à Votre Excellence l'accord de mon gouvernement sur ce qui précède et je saisis l'occasion de vous renouveler, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Le Ministre des Affaires étrangères :
Wacyf BOUTROS GHALI.

Son Excellence
Sir Miles Wedderburn Lampson,
G.C.M.G., C.B., M.V.O.,
Ambassadeur extraordinaire
et plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique.

the Egyptian Government and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland by the Notes dated the 5th June and the 7th June, 1930, and extended annually by subsequent exchanges of notes, would expire on the 16th February, 1937, and you suggested its prolongation until the 16th February, 1938, under the same conditions as those now obtaining.

2. Having brought Your Excellency's proposal to the knowledge of His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I am now authorised to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland agree to the suggested prolongation of the said provisional Agreement. I have accordingly the honour to state that His Majesty's Government in the United Kingdom are prepared to regard the present Note and a Note from Your Excellency confirming the acceptance by the Egyptian Government of the proposed prolongation as constituting an Agreement between the two Governments which shall come into force immediately on the receipt of Your Excellency's Note and shall remain in force until the 16th February, 1938, unless previously replaced by a treaty regulating definitely the commercial relations between the United Kingdom and Egypt. "

In reply, I beg to confirm to Your Excellency my Government's agreement with the above, and have the honour to be, etc.

Wacyf BOUTROS GHALI,
Minister for Foreign Affairs.

His Excellency
Sir Miles Wedderburn Lampson,
G.C.M.G., C.B., M.V.O.,
Ambassador Extraordinary
and Plenipotentiary
of His Britannic Majesty.

Nº 2505. — CONVENTION [1] INTERNATIONALE RELATIVE A LA CIRCULATION AUTOMOBILE. SIGNÉE A PARIS, LE 24 AVRIL 1926.

RATIFICATION

PÉROU ... ... 5 novembre 1936.

Communiquée par le ministre des Affaires étrangères de la République française, le 20 mars 1937.

ADHÉSIONS

HONDURAS BRITANNIQUE SEYCHELLES ... ... PROTECTORAT DU SOMALILAND ... ... BORNÉO DU NORD, ETAT DU TRINITÉ ET TOBAGO	17 mars 1937 (effectives à partir du 17 mars 1938).

Communiquées par le ministre des Affaires étrangères de la République française, le 21 avril 1937.

No. 2505. — INTERNATIONAL CONVENTION [1] RELATIVE TO MOTOR TRAFFIC. SIGNED AT PARIS, APRIL 24TH, 1926.

RATIFICATION

PERU ... ... November 5th, 1936.

Communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic, March 20th, 1937.

ACCESSIONS.

BRITISH HONDURAS... ... SEYCHELLES ... ... SOMALILAND PROTECTORATE... ... ... NORTH BORNEO, STATE OF TRINIDAD AND TOBAGO ...	March 17th, 1937 (effective as from March 17th, 1938.

Communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic, April 21st, 1937.

Nº 2623. — CONVENTION [2] INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION DU FAUX MONNAYAGE, ET PROTOCOLE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 20 AVRIL 1929.

ADHÉSION

TURQUIE ... ... 21 janvier 1937.

No. 2623. — INTERNATIONAL CONVENTION [2] FOR THE SUPPRESSION OF COUNTERFEITING CURRENCY, AND PROTOCOL. SIGNED AT GENEVA, APRIL 20TH, 1929.

ACCESSION.

TURKEY ... ... January 21st, 1937.

[1] Vol. CVIII, page 123 ; vol. CLVI, page 221 ; vol. CLX, page 376 ; et vol. CLXIV, page 387, de ce recueil.

[2] Vol. CXII, page 371 ; vol. CXXII, page 366 ; vol. CXXX, page 464 ; vol. CXXXIV, page 427 ; vol. CXXXVIII, page 450 ; vol. CXLVII, page 351 ; vol. CLII, page 301 ; vol. CLVI, page 227 ; vol. CLX, page 380 ; vol. CLXIV, page 388 ; et vol. CLXXII, page 412, de ce recueil.

[1] Vol. CVIII, page 123 ; Vol. CLVI, page 221 ; Vol. CLX, page 376 ; and Vol. CLXIV, page 387, of this Series.

[2] Vol. CXII, page 371 ; Vol. CXXII, page 366 ; Vol. CXXX, page 464 ; Vol. CXXXIV, page 427 ; Vol. CXXXVIII, page 450 ; Vol. CXLVII, page 351 ; Vol. CLII, page 301 ; Vol. CLVI, page 227 ; Vol. CLX, page 380 ; Vol. CLXIV, page 388 ; and Vol. CLXXII, page 412, of this Series.

N° 2733. — CONVENTION [1] POUR L'AMÉLIORATION DU SORT DES BLESSÉS ET DES MALADES DANS LES ARMÉES EN CAMPAGNE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 27 JUILLET 1929.

Autorisation donnée à la Croix-Rouge suisse en vertu de l'article 10 *de la convention.*

Le Département politique fédéral suisse a fait savoir au Secrétariat de la Société des Nations, par une communication en date du 30 janvier 1937, que le Conseil fédéral suisse a autorisé la Croix-Rouge suisse à prêter son concours au service sanitaire officiel de l'armée suisse.

No. 2733. — CONVENTION [1] FOR THE AMELIORATION OF THE CONDITION OF THE WOUNDED AND SICK IN ARMIES IN THE FIELD. SIGNED AT GENEVA, JULY 27TH, 1929.

Authorisation given to the Swiss Red Cross in virtue of Article 10 *of the Convention.*

The Swiss Federal Political Department informed the Secretariat of the League of Nations, by a communication dated January 30th, 1937, that the Swiss Federal Council has authorised the Swiss Red Cross to render assistance to the regular Medical Service of the Swiss armed forces.

N° 2763. — CONVENTION [2] INTERNATIONALE POUR L'UNIFICATION DE CERTAINES RÈGLES CONCERNANT LA LIMITATION DE LA RESPONSABILITÉ DES PROPRIÉTAIRES DE NAVIRES DE MER, ET PROTOCOLE DE SIGNATURE. SIGNÉS A BRUXELLES, LE 25 AOUT 1924.

RATIFICATION

Déposée à Bruxelles :

POLOGNE ... ... 26 octobre 1936.

Communiquée par le ministre des Affaires étrangères de Belgique, le 12 *novembre* 1936.

No. 2763. — INTERNATIONAL CONVENTION [2] FOR THE UNIFICATION OF CERTAIN RULES RELATING TO THE LIMITATION OF THE LIABILITY OF OWNERS OF SEAGOING VESSELS, AND PROTOCOL OF SIGNATURE. SIGNED AT BRUSSELS, AUGUST 25TH, 1924.

RATIFICATION.

Deposited in Brussels :

POLAND ... ... October 26th, 1936.

Communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs, November 12*th,* 1936.

[1] Vol. CXVIII, page 303 ; vol. CXXII, page 367 ; vol. CXXVI, page 460 ; vol. CXXX, page 468 ; vol. CXXXIV, page 431 ; vol. CXXXVIII, page 452 ; vol. CXLII, page 376 ; vol. CXLVII, page 351 ; vol. CLVI, page 229 ; vol. CLX, page 383 ; vol. CLXIV, page 388 ; et vol. CLXXII, page 413, de ce recueil.

[2] Vol. CXX, page 123 ; et vol. CLVI, page 233, de ce recueil.

[1] Vol. CXVIII, page 303 ; Vol. CXXII, page 367 ; Vol. CXXVI, page 460 ; Vol. CXXX, page 468 ; Vol. CXXXIV, page 431 ; Vol. CXXXVIII, page 452 ; Vol. CXLII, page 376 ; Vol. CXLVII, page 351 ; Vol. CLVI, page 229 ; Vol. CLX, page 383 ; Vol. CLXIV, page 388 ; and Vol. CLXXII, page 413, of this Series.

[2] Vol. CXX, page 123 ; and Vol. CLVI, page 233, of this Series.

N° 2764. — CONVENTION [1] INTERNATIONALE POUR L'UNIFICATION DE CERTAINES RÈGLES EN MATIÈRE DE CONNAISSEMENT, ET PROTOCOLE DE SIGNATURE. SIGNÉS A BRUXELLES, LE 25 AOUT 1924.

RATIFICATION

Déposée à Bruxelles :

POLOGNE. . . . . 26 octobre 1936.

Communiquée par le ministre des Affaires étrangères de Belgique, le 12 novembre 1936.

No. 2764. — INTERNATIONAL CONVENTION [1] FOR THE UNIFICATION OF CERTAIN RULES RELATING TO BILLS OF LADING, AND PROTOCOL OF SIGNATURE. SIGNED AT BRUSSELS, AUGUST 25TH, 1924.

RATIFICATION .

Deposited in Brussels :

POLAND . . . . . October 26th, 1936.

Communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs, November 12th, 1936.

N° 2765. — CONVENTION [2] INTERNATIONALE POUR L'UNIFICATION DE CERTAINES RÈGLES RELATIVES AUX PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES MARITIMES, ET PROTOCOLE DE SIGNATURE. SIGNÉS A BRUXELLES, LE 10 AVRIL 1926.

RATIFICATION

Déposée à Bruxelles :

POLOGNE ... ... 26 octobre 1936.

Communiquée par le ministre des Affaires étrangères de Belgique, le 12 novembre 1936.

No. 2765. — INTERNATIONAL CONVENTION [2] FOR THE UNIFICATION OF CERTAIN RULES RELATING TO MARITIME LIENS AND MORTGAGES, AND PROTOCOL OF SIGNATURE. SIGNED AT BRUSSELS, APRIL 10TH, 1926.

RATIFICATION.

Deposited in Brussels :

POLAND ... ... October 26th, 1936.

Communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs, November 12th, 1936.

[1] Vol. CXX, page 155 ; et vol. CLVI, page 234, de ce recueil.

[2] Vol. CXX, page 187 ; et vol. CLVI, page 234, de ce recueil.

[1] Vol. CXX, page 155 ; and Vol. CLVI, page 234, of this Series.

[2] Vol. CXX, page 187 ; and Vol. CLVI, page 234, of this Series.

N° 2798. — CONVENTION [1] DE COMMERCE ENTRE LA GRÈCE ET LA HONGRIE. SIGNÉE A ATHÈNES, LE 3 JUIN 1930.

AVENANT [2] A LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. SIGNÉ A BUDAPEST, LE 2 AVRIL 1936.

Communiqué par le chef de la délégation hongroise près la Société des Nations, le 8 décembre 1936.

Les plénipotentiaires des deux Parties contractantes, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Le Gouvernement hellénique appliquera sur les importations des produits hongrois énumérés ci-dessous les droits d'entrée suivants :

N° du tarif hellénique	Marchandises	Droits d'entrée par 100 kg. en drachmes métalliques
ex 2/*a*) 1	Moutons et chèvres abattus, dépassant le poids de 6 kg. par tête	12,50
ex 2/*a*) 2	Porcs abattus, dépassant le poids de 10 kg. par tête . .	12,50
ex 2/*a*) 3	Viande fraîche de bœufs.	12,50
2/*a*) 4	Gibier mort	15,00

[1] Vol. CXXII, page 37, de ce recueil.

[2] L'échange des ratifications a eu lieu à Athènes, le 16 septembre 1936.
Entré provisoirement en vigueur le 10 avril 1936, et définitivement le 16 septembre 1936.

[3] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

No. 2798. — COMMERCIAL CONVENTION [1] BETWEEN GREECE AND HUNGARY. SIGNED AT ATHENS, JUNE 3RD, 1930.

ADDITIONAL AGREEMENT [2] TO THE ABOVEMENTIONED CONVENTION. SIGNED AT BUDAPEST, APRIL 2ND, 1936.

Communicated by the Head of the Hungarian Delegation to the League of Nations, December 8th, 1936.

[3] TRADUCTION. — TRANSLATION.

The Plenipotentiaries of the two Contracting Parties, duly authorised for this purpose, have agreed on the following provisions :

Article 1.

The Greek Government shall apply to imports of the Hungarian products enumerated below the following import duties :

No. in Greek tariff	Goods	Import duty per 100 kg. in metal drachmæ
Ex 2/(*a*) 1	Slaughtered sheep and goats weighing more than 6 kg. per head	12.50
Ex 2/(*a*) 2	Slaughtered pigs weighing more than 10 kg. per head .	12.50
Ex 2/(*a*) 3	Fresh beef	12.50
2/(*a*) 4	Dead game	15.00

[1] Vol. CXXII, page 37, of this Series.

[2] The exchange of ratifications took place at Athens, September 16th, 1936.
Came into force provisionally April 10th, 1936, and, finally, September 16th, 1936.

[3] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 2.

Le Gouvernement hongrois réduira le droit d'entrée fixé dans la liste A annexée à la Convention de commerce du 3 juin 1930 pour les raisins secs dits de corinthe, de table ou servant à la pâtisserie (ex N° 88 du tarif hongrois), de 12 couronnes-or par 100 kg. à 8 couronnes-or par 100 kg.

Le Gouvernement hongrois se réserve toutefois le droit d'examiner après une période d'une année l'effet des réductions tarifaires visées sous 1) et dans le cas où les exportations des produits hongrois mentionnées ci-dessus ne se développeraient pas dans une mesure satisfaisante, d'annuler la réduction visée sous l'alinéa précédent. Dans ce cas le droit d'entrée de 12 couronnes-or pour les produits en question, par 100 kg., sera automatiquement rétabli.

Article 3.

Le Gouvernement hongrois consent à l'augmentation des droits d'entrée fixée dans la liste B annexée à la Convention de commerce du 3 juin 1930 pour les becs et mécanismes pour lampes à pétrole (N° ex 88/*j*) du tarif hellénique) de 80 drachmes métalliques par 100 kg. à 100 drachmes métalliques par 100 kg.

Article 4.

Le présent avenant qui suivra le sort de la Convention de commerce du 3 juin 1930, sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Athènes, aussitôt que faire se pourra. Il entrera néanmoins en vigueur à titre provisoire le 10 avril 1936.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent avenant.

Fait en doubles exemplaires, à Budapest, le 2 avril 1936.

(L. S.) Br. APOR GÁBOR, *m. p.*

(L. S.) A. G. ARGYROPOULOS, *m. p.*

Pour copie certifiée conforme :

Budapest, le 12 novembre 1936.

Szent Istvány,

Chef de la Section des traités.

Article 2.

The Hungarian Government shall reduce the import duty stated in List A annexed to the Commercial Convention of June 3rd, 1930, on raisins, commonly known as currants, for table or confectionery purposes (ex No. 88 in the Hungarian tariff) from 12 gold crowns per 100 kg. to 8 gold crowns per 100 kg.

The Hungarian Government nevertheless reserves the right to examine after a period of one year the effect of the tariff reductions referred to under 1 and, should exports of the Hungarian products mentioned above not develop to a satisfactory extent, to cancel the reduction referred to in the foregoing paragraph. In that case, the import duty of 12 gold crowns per 100 kg. for the products in question shall be automatically restored.

Article 3.

The Hungarian Government consents to an increase in the import duties stated in List B annexed to the Commercial Convention of June 3rd, 1930, on burners and mechanisms for petroleum lamps (No. ex 88/*(j)* in the Greek tariff) from 80 metal drachmæ per 100 kg. to 100 metal drachmæ per 100 kg.

Article 4.

The present Supplementary Agreement, which shall have the same validity as the Commercial Convention of June 3rd, 1930, shall be ratified and the ratifications thereof shall be exchanged at Athens as soon as possible. It shall nevertheless enter into force provisionally on April 10th, 1936.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Supplementary Agreement.

Done, in duplicate, at Budapest, this 2nd day of April, 1936.

(L. S.) Br. APOR GÁBOR, *m. p.*

(L. S.) A. G. ARGYROPOULOS, *m. p.*

N° 2988. — TRAITÉ [1] GÉNÉRAL D'ARBITRAGE INTERAMÉRICAIN. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 5 JANVIER 1929.

Communiqué par le chargé d'Affaires des Etats-Unis du Brésil à Berne, le 23 janvier 1937.

No. 2988. — GENERAL TREATY [1] OF INTERAMERICAN ARBITRATION. SIGNED AT WASHINGTON, JANUARY 5TH, 1929.

Communicated by the Chargé d'Affaires of the United States of Brazil at Berne, January 23rd, 1937.

N° 3039. — ÉCHANGE DE NOTES [2] ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRÉSILIEN ET DANOIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'ASSISTANCE RÉCIPROQUE DES RESSORTISSANTS DANOIS ET BRÉSILIENS ATTEINTS DE MALADIES MENTALES AU BRÉSIL ET AU DANEMARK. RIO DE JANEIRO, LE 5 AOUT 1932.

Communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis du Brésil à Berne, le 13 mars 1937.

No. 3039. — EXCHANGE OF NOTES [2] BETWEEN THE BRAZILIAN AND DANISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING RECIPROCAL ASSISTANCE TO DANISH AND BRAZILIAN NATIONALS ATTACKED WITH MENTAL DISEASE IN BRAZIL OR IN DENMARK. RIO DE JANEIRO, AUGUST 5TH, 1932.

Communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of Brazil at Berne, March 13th, 1937.

N° 3059. — TROCA DE NOTAS [3] ENTRE O GOVERNO DO BRASIL E O GOVERNO DA INDIA CONSTITUINDO UM ACORDO RELATIVO ÁS RELAÇOES COMMERCIAES. RIO DE JANEIRO, EM 21 DE JULHO DE 1932.

TROCA DE NOTAS RELATIVA Á EXPIRACÃO, A PARTIR DE 1 DE AGOSTO DE 1936, DO ACÔRDO ACIMA REFERIDO E Á SUA RENOVAÇÃO PROVISÓRIA A PARTIR DESSA DATA. RIO DE JANEIRO, 31 DE JANEIRO, 30 DE JULHO E 17 DE SETEMBRO DE 1936.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 23 décembre 1936.

No. 3059. — EXCHANGE OF NOTES [3] BETWEEN THE BRAZILIAN GOVERNMENT AND THE GOVERNMENT OF INDIA CONSTITUTING AN ARRANGEMENT REGARDING COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. RIO DE JANEIRO, JULY 21ST, 1932.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE TERMINATION, WITH EFFECT AS FROM AUGUST 1ST, 1936, OF THE ABOVE-MENTIONED ARRANGEMENT, AND ITS PROVISIONAL RENEWAL AS FROM THAT DATE. RIO DE JANEIRO, JANUARY 31ST, JULY 30TH AND SEPTEMBER 17TH, 1936.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, December 23rd, 1936.

---

[1] Vol. CXXX, page 135 ; vol. CLVI, page 246 ; et vol. CLX, page 407, de ce recueil.

[2] Vol. CXXXII, page 211, de ce recueil.

[3] Vol. CXXXIII, page 93, de ce recueil.

[1] Vol. CXXX, page 135 ; Vol. CLVI, page 246 ; and Vol. CLX, page 407, of this Series.

[2] Vol. CXXXII, page 211, of this Series.

[3] Vol. CXXXIII, page 93, of this Series.

I.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

MINISTERIO
DAS RELAÇOES EXTERIORES.
EC/15/890. (42) (62).

RIO DE JANEIRO, *Em* 31 *de Janeiro de* 1936.

SENHOR EMBAIXADOR,

Tenho a honra de communicar a Vossa Excellencia que o Governo do Brasil, pela presente nota, denuncia o Accordo commercial entre a Republica dos Estados Unidos do Brasil e a India, concluido no Rio de Janeiro, entre o Governo brasileiro e a Embaixada britannica, por troca de notas datadas de 21 de Julho de 1932.

2. Ao fazer esta communicação, o Governo brasileiro deseja accentuar que se trata de uma medida de caracter geral adoptada em virtude das razões expostas no Decreto n. 552, de 30 de Dezembro de 1935, que determina a immediata uniformização, e consequente systematização dos entendimentos commerciaes com as nações estrangeiras, afim de adaptal-os de maneira mais pratica aos interesses e necessidades do Brasil no actual momento internacional.

3. O Governo brasileiro, assim resolvido a denunciar de un modo geral os entendimentos a serem revistos, recorre ao processo usual previsto nos mesmos accordos, para substituir os ajustes em vigor por outros que offereçam vantagens e garantias reciprocas positivas e mais conformes ás condições actuaes.

4. Ao fazer a presente communicação, o Governo brasileiro manifesta o maior empenho em evitar, com essa medida, qualquer solução de continuidade nas boas relações que o Brasil mantem no seu commercio internacional, com as nações amigas, destacando com especial agrado as que facilitam o commercio entre os nossos dois paizes.

5. É animado desse proposito que o Governo brasileiro communica hoje a denuncia de todos os entendimentos a serem revistos e cujo prazo

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

I.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
E.C./15/890. (42) (62).

RIO DE JANEIRO, *January* 31*st*, 1936.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you that, by the present Note, the Brazilian Government denounces the Commercial Agreement between the Republic of the United States of Brazil and India, concluded at Rio de Janeiro between the Brazilian Government and the British Embassy by an exchange of notes dated July 21st, 1932.

2. In sending you this communication, the Brazilian Government wishes to stress the fact that this is a general measure adopted for the reasons set forth in Decree No. 552 of December 30th, 1935, which provides for the immediate standardisation and consequent systematisation of commercial agreements with foreign countries, with a view to adapting them in a more practical manner to Brazilian interests and requirements at the present international juncture.

3. The Brazilian Government, having thus decided to denounce in general those agreements which need to be revised, is employing the usual procedure provided for therein, for the purpose of replacing the existing agreements by others affording positive reciprocal advantages and guarantees and more in keeping with present conditions.

4. In sending you the present communication, the Brazilian Government is most anxious to avoid by this measure any interruption of the good relations existing between Brazil and friendly nations in regard to international trade and, it is happy to note, particularly between our two countries.

5. It is with this aim in view that the Brazilian Government is to-day denouncing all agreements which need to be revised and for

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

foi fixado em seis mezes a contar desta data. Da mesma forma e nas mesmas condicões serão denunciados opportunamente os accordos de prazos mais curtos. O Governo brasileiro, porem, deseja firmemente prevalecer-se desse lapso de tempo para negociar os novos accordos.

6. No presente caso de denuncia o Governo brasileiro está disposto a substituir o accordo denunciado por outro com as vantagens e garantias já alludidas nesta nota ou a mantel-o, na sua redacção actual, mas completado com as mesmas disposicões addicionaes que o Governo brasileiro julga indispensaveis, ficando entendido, em ambas as alternativas, que as negociações deverão ser ultimadas e o respectivo ajuste assignado dentro de seis mezes, isto é até 1º de Agosto proximo vindouro.

7. Esclarecidos assim os designios de Governo brasileiro, espero que o Governo de Vossa Excellencia dignar-se-á responder com a brevidade que julgar conveniente, á proposta apresentada nesta nota, fazendo saber a sua preferencia, quer pela substituição do accordo ora denunciado, quer pela adaptação do mesmo ajuste.

8. Uma vez conhecida a resolução do Governo de Vossa Excellencia, terei a honra de apresentar-lhe, dentro dos proximos tres mezes, a proposta brasileira para o novo entendimento. Com o fim, comtudo, de facilitar as negociações, dou-me pressa em levar ao conhecimento de Vossa Excellencia os principaes pontos de vista do Governo do Brasil, que serão devidamente detalhados na proposta que terei a honra de apresentar, quando se me offerecer a opportunidade.

9. O Governo brasileiro, tanto nos accordas baseados sobre tratamento reciproco, illimitado e incondicional da nação mais favorecida, quanto nos que concedam apenas algumas das reducções das novas taxas especiaes da tarifa, ou exclusivamente as taxas minimas, insistirá pela inclusão de clausulas que, em cada ajuste, garantam os productos de qualquer das duas Partes contractantes contra os prejuizos que lhes possam advir, em sua entrada no territorio da outra Parte contractante, das restricções que esta mantenha ou venha a estabelecer, aduaneiras ou de importação em geral, cambiaes, sanitarias, fiscaes ou de qualquer outra especie, e que envolvam uma limitação, de qualquer

which it is provided that six months' notice shall be given from the date of denunciation. Agreements requiring shorter notice will be duly denounced in the same manner and under the same conditions. The Brazilian Government is, however, most anxious to turn this space of time to account by negotiating the new agreements.

6. In the present case, the Brazilian Government is prepared either to replace the denounced agreement by another affording the advantages and guarantees already referred to in this Note, or to maintain it in its present form with the addition of the supplementary provisions which the Brazilian Government considers essential. It is understood in either case that the negotiations shall be completed and the new agreement signed within six months, *i.e.*, before August 1st next.

7. Having thus explained the intentions of the Brazilian Government, I trust that your Government will be good enough to reply at its earliest convenience to the proposal contained in this Note, and will intimate whether it prefers the denounced Agreement to be replaced or modified.

8. As soon as I am informed of your Government's decision, I shall have the honour to submit to you within the next three months the Brazilian proposal for the new agreement. Nevertheless, with a view to facilitating the negotiations, I beg to lay before you the chief points to which the Brazilian Government attaches importance ; these will be duly amplified in the proposal which I shall have the honour to submit when the time comes to do so.

9. The Brazilian Government, both in the case of agreements based on reciprocal, unlimited and unconditional most-favoured-nation treatment and of those under which only a few reductions on the new special tariff duties or simply the minimum duties are granted, will insist on the insertion of clauses safeguarding, in the case of each agreement, the products of either of the two Contracting Parties from any prejudice which they may suffer on entering the territory of the other Contracting Party as a result of the restrictions which have been or may be imposed by the latter, whether these are Customs restrictions or relate to imports in general, the exchanges, health, fiscal or any

forma, das normas communs de liberdade de commercio.

10. As garantias referentes ás restricções aduaneiras ou á importação em geral deverão cobrir as prohibições de toda a especie, as quotas de importação ou outra qualquer forma de restricção quantitativa ou de regulamentação, levando-se em conta, na fixação das quotas, não só as medias dos annos de importação normal, mas tambem a margem natural para o augmento progressivo das quantidades importadas, as importações novas e a intensificação das vendas de productos cujo consumo se tenha desenvolvido.

11. Quanto ás restricções cambiaes é opiniao do Governo brasileiro que os novos entendimentos deverão evitar nesta materia toda possibilidade de prejuizos, desvantagens ou discriminações.

12. Quanto ás restricções sanitarias, fiscaes e de qualquer outra especie, o Governo brasileiro suggerirá a creação de commissões mixtas de technicos para dirimirem rapidamente as questões e de commissões mixtas de arbitros nos problemas de mais difficil solução.

13. A proposta brasileira comportará a inclusão nos novos accordos, como parte integrante dos mesmos, de duas Tabellas, com as respectivas listas dos principaes productos das duas partes contractantes, cujas taxas aduaneiras, reduzidas ou apenas mantidas, serão, assim, consolidadas durante a vigencia do novo entendimento.

14. Estas listas de consolidação ainda mais se justificam com o tratamento reciproco, incondicional e illimitado da nação mais favorecida, devido ás taxas aduaneiras especiaes, mais reduzidas, que o Brasil offerece agora, automaticamente, sos paizes com os quaes mantem aquelle tratamento, e para muitos artigos de exportação dos mesmos, taxas reduzidas que podem ser verificadas pela comparação do que pagavam aquelles mesmos artigos, quando importados pelo Brasil em 1935.

15. O tratamento reciproco, illimitado e incondicional da nação mais favorecida a ser concedido pelo Brasil abrangerá igualmente, de uma maneira geral, a consolidação das taxas addicionaes da tarifa e dos impostos internos para alguns ou todos os artigos importados mencionados nas tabellas especiaes já suggeridas

other questions, if they in any way hamper freedom of trading as commonly understood.

10. The guarantees relating to Customs restrictions or to imports in general shall cover prohibitions of all kinds, import quotas or any other form of quantitative restriction or regulation. In fixing quotas, account should be taken not only of the average imports in normal years, but also of a natural margin for the progressive increase of the quantities imported, new imports and the expansion of the sale of products the consumption of which may have increased.

11. As regards exchange restrictions, the Brazilian Government is of opinion that in the new agreements any possibility of prejudice, disadvantage or discrimination in this connection must be precluded.

12. As regards health, fiscal or any other restrictions, the Brazilian Government will suggest the appointment of mixed commissions of experts for the rapid settlement of these questions and of mixed arbitral commissions to deal with such problems as are more difficult to solve.

13. The Brazilian proposal will provide for the insertion in the new agreements, as an integral part thereof, of two tables with the relevant lists of the principal products of the two Contracting Parties, whose Customs duties, whether reduced or maintained, will thus be consolidated during the period of validity of the new agreement.

14. These consolidated lists are particularly justified in the case of reciprocal, unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment, in view of the special lower Customs duties now offered automatically by Brazil to countries enjoying the benefit of that treatment in respect of a large number of their export commodities ; these reductions may be verified by a comparison of them with the duties payable on the same commodities imported by Brazil in 1935.

15. Reciprocal, unlimited and unconditional most-favoured-nation treatment granted by Brazil will also include in general the consolidation of the additional tariff duties and internal charges on some or all of the imported articles mentioned in the special tables already suggested in the present Note, a new advan-

na presente nota, vantagem nova que muito facilitará uma execução mais ampla do principio de reciprocidade commercial.

16. Pela ligeira referencia que fiz aos principaes pontos de vista do Governo do Brasil, para o novo entendimento, Vossa Excellencia poderá verificar que a nossa intenção é promover, pelo nova ajuste, a intensificação das permutas commerciaes entre os dois paizes.

Aproveito a opportunidade etc.

José Carlos DE MACEDO SOARES.

A Sua Excellencia Sir Hugh Gurney,
K.C.M.G., M.V.C.,
Embaixador de Sua Majestade Britannica.

tage which will greatly facilitate the fuller application of the principle of commercial reciprocity.

16. Your Excellency will note from this short summary of the Brazilian Government's chief proposals in regard to the new agreement that our aim is to increase commercial exchanges between the two countries.

I have the honour to be, etc.

José Carlos DE MACEDO SOARES.

His Excellency Sir Hugh Gurney,
K.C.M.G., M.V.C.,
His Britannic Majesty's Ambassador.

II.

BRITISH EMBASSY.

No. 101.
(7/103/36).

RIO DE JANEIRO, *July 30th*, 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to refer to Your Excellency's note of January 31st last denouncing the Commercial Agreement between India and Brazil dated July 21st, 1932, and at the instance of the Government of India to propose that, pending the conclusion of another commercial agreement between the two countries, the Commercial Agreement concluded in July 1932 shall be prolonged as from August 1st, 1936.

2. If Your Excellency agrees, this note and Your Excellency's reply will constitute an Agreement between the two Governments.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Edward COOTE.

His Excellency
Dr. José Carlos de Macedo Soares,
Minister for Foreign Affairs,
Rio de Janeiro.

III.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

MINISTERIO
DAS RELAÇÕES EXTERIORES.

EC/107/890. (42) (62 a).

RIO DE JANEIRO, *Em 17 de Setembro de* 1936.

SENHOR ENCARREGADO DE NEGOCIOS,

Recebendo das mãos de Vossa Senhoria, a 30 de Julho ultimo, a Nota dessa mesma data,

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

III.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

E.C./107/890. (42) (62 a).

RIO DE JANEIRO, *September 17th*, 1936.

SIR,

After receiving from your hands on July 30th last the British Embassy's Note No. 101 of the

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

No. 101, dessa Embaixada, na qual era proposta a prorogação do Accordo Commercial Provisorio entre o Brasil e a India, celebrado a 21 de Julho de 1932 e denunciado a 31 de Janeiro de 1936, providenciei para que, vinte e quatro horas depois daquella proposta, em Londres, o Senhor Embaixador do Brasil assegurasse ao Governo de Sua Majestade Britannica que o Governo brasileiro, não querendo crear solução de continuidade nas relações commerciaes entre os dois paizes, e desejando dar o tempo necessario á conclusão de novo ajuste commercial que já estava sendo estudado, continuaria, como effectivamente continuou, mantendo as referidas relações nas mesmas condições fixadas pelo mencionado Accordo, e até a entrada em vigor do novo ajuste, actualmente em negociações.

2. Tenho a honra de confirmar aquella declaração, pela presente Nota que, de conformidade com a suggestão de Vossa Senhoria, constituirá, juntamente com a referida Nota No. 101, dessa Embaixada, o novo entendimento provisorio entre o Governo do Brasil e o de Sua Majestade Britannica, relativamente á India, prolongando, assim, a vigencia do Accordo Commercial Provisorio de 21 de Julho de 1932.

3. Fica entendido que o Governo brasileiro firma este ajuste provisorio sob a condição de reciprocidade por parte do Governo da India, reservando, ainda, com o mesmo caracter de reciprocidade, o direito de sua denuncia por aviso prévio de 30 dias.

4. O Governo brasileiro aproveita, igualmente, a occasião para tomar nota da declaração que Vossa Senhoria teve a bondade de fazer na Nota No. 96, de 24 de Julho ultimo, dessa Embaixada, de que na India não se applicam aos productos brasileiros restricções especiaes de importação, de qualquer natureza que ellas possam ser.

Aproveito a opportunidade para reiterar a Vossa Senhoria os protestos da minha mui distincta consideração.

Pelo Ministro de Estado :
M. DE PIMENTEL BRANDÃO.

E. O. Coote, Esq.,
His Britannic Majesty's
Chargé d'Affaires.

same date, proposing that the provisional Commercial Agreement between Brazil and India concluded on July 21st, 1932, and denounced on January 31st, 1936, should be prolonged, I arranged for the Brazilian Ambassador in London, twenty-four hours after the receipt of this proposal, to assure His Britannic Majesty's Government that the Brazilian Government, being anxious to avoid any interruption of the commercial relations between the two countries and to allow sufficient time for the conclusion of the new commercial agreement already under consideration, would continue — as it has in fact continued — to maintain the said relations on the conditions laid down in the above-mentioned Agreement, pending the entry into force of the new agreement now being negotiated.

2. I have the honour to confirm that statement by the present Note, which, in accordance with your suggestion, will constitute, together with the British Embassy's Note No. 101 referred to above, the new provisional Agreement between the Brazilian Government and His Britannic Majesty's Government in respect of India, thus prolonging the validity of the provisional Commercial Agreement of July 21st, 1932.

3. It is understood that the Brazilian Government signs this provisional Agreement subject to reciprocity on the part of the Government of India, and also reserves the right, likewise of a reciprocal character, to denounce it at thirty day's notice.

4. The Brazilian Government avails itself of this opportunity to take cognisance of the statement you were good enough to make in the British Embassy's Note No. 96 of July 24th last that no special import restrictions of any kind whatsoever will be imposed in India on Brazilian products.

I have the honour to be, etc.

For the Minister for Foreign Affairs :
M. DE PIMENTEL BRANDÃO.

E. O. Coote, Esq.,
His Britannic Majesty's
Chargé d'Affaires.

N° 3059. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DU BRÉSIL ET LE GOUVERNEMENT DE L'INDE, COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF AUX RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES DEUX PAYS. RIO DE JANEIRO, LE 21 JUILLET 1932.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A LA DÉNONCIATION, AVEC EFFET A PARTIR DU 1er AOUT 1936, DE L'ACCORD SUSMENTIONNÉ, ET A SA REMISE EN VIGUEUR PROVISOIRE A COMPTER DE CETTE DATE. RIO DE JANEIRO, LES 31 JANVIER, 30 JUILLET ET 17 SEPTEMBRE 1936.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
EC/15/890. (42) (62).

RIO DE JANEIRO, *le* 31 *janvier* 1936.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que, par la présente note, le Gouvernement brésilien dénonce l'Accord commercial entre la République des Etats-Unis du Brésil et l'Inde, conclu à Rio de Janeiro entre le Gouvernement brésilien et l'Ambassade de Grande-Bretagne par échange de notes en date du 21 juillet 1932.

2. En vous adressant cette communication, le Gouvernement brésilien tient à souligner qu'il s'agit d'une mesure de caractère général adoptée pour les raisons exposées dans le décret n° 552 du 30 décembre 1935, qui stipule l'uniformisation immédiate des arrangements commerciaux conclus avec les nations étrangères, de façon à en faire un système cohérant et à les adapter d'une manière plus pratique aux intérêts et aux besoins du Brésil dans la situation internationale actuelle.

3. Le Gouvernement brésilien, décidé à dénoncer d'une façon générale les accords qui doivent faire l'objet d'une revision, a donc recours à la procédure usuelle qui y est prévue pour remplacer les conventions en vigueur par d'autres conventions offrant des avantages et des garanties réciproques positifs et plus conformes aux conditions actuelles.

4. En vous adressant la présente communication, le Gouvernement brésilien manifeste le plus vif désir d'éviter, par cette mesure, toute solution de continuité dans les bonnes relations que le Brésil entretient, en matière de commerce international, avec les nations amies, relations parmi lesquelles il est particulièrement heureux de compter celles qui président aux échanges commerciaux entre nos deux pays.

5. C'est dans cet esprit que le Gouvernement brésilien procède aujourd'hui à la dénonciation de tous les arrangements devant faire l'objet d'une revision et dont le préavis de dénonciation a été fixé à six mois à compter de cette date. Les accords stipulant un préavis plus court seront dénoncés en temps opportun de la même façon et dans les mêmes conditions. Toutefois, le Gouvernement brésilien désire vivement profiter de ce laps de temps pour négocier les nouveaux accords.

6. Dans le cas présent, le Gouvernement brésilien est disposé, soit à remplacer l'accord dénoncé par un autre accord comportant les avantages et garanties déjà mentionnés dans la présente note, soit à le maintenir dans sa rédaction actuelle mais en le complétant par les dispositions additionnelles que le Gouvernement brésilien juge indispensables. Dans l'un ou l'autre cas, il est entendu que les négociations devront être terminées et que le nouvel accord devra être signé dans un délai de six mois, c'est-à-dire avant le 1er août prochain.

7. Ayant ainsi élucidé les intentions du Gouvernement brésilien, j'espère que votre gouvernement voudra bien répondre aussi rapidement qu'il estimera opportun à la proposition contenue

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

dans la présente note et faire savoir s'il préfère remplacer l'accord dénoncé ou procéder à son adaptation.

8. Une fois connue la décision de votre gouvernement, j'aurai l'honneur de vous soumettre, dans les trois mois à venir, la proposition du Brésil relative au nouvel accord. Néanmoins, afin de faciliter les négociations, je m'empresse de porter à votre connaissance les principaux points de vue du Gouvernement brésilien dont les détails seront dûment exposés dans la proposition que j'aurai l'honneur de vous soumettre lorsque l'occasion m'en sera fournie.

9. Le Gouvernement brésilien, tant dans les accords fondés sur le traitement réciproque, illimité et inconditionnel de la nation la plus favorisée, que dans ceux qui n'accordent que quelques-unes des réductions des nouveaux droits spéciaux du tarif ou uniquement les droits minimums, insistera pour l'insertion de clauses destinées, dans chaque accord, à garantir les produits de l'une ou l'autre des deux Parties contractantes contre tout préjudice qu'ils pourraient subir, à leur entrée dans le territoire de l'autre Partie contractante, du fait des restrictions que celle-ci applique ou viendrait à appliquer, qu'il s'agisse de restrictions douanières ou de restrictions d'importation en général, de restrictions en matière de changes, de restrictions d'ordre sanitaire ou fiscal ou de toutes autres restrictions impliquant une limitation quelconque de la liberté du commerce telle qu'on la conçoit communément.

10. Les garanties concernant les restrictions douanières ou l'importation en général devront couvrir les prohibitions de toute espèce, les contingents d'importation ou toute autre forme de restriction quantitative ou de réglementation ; dans la détermination des contingents, il sera tenu compte non seulement de la moyenne des années d'importation normale, mais encore d'une marge naturelle pour prévoir l'accroissement progressif des quantités importées, les importations nouvelles ainsi que l'intensification de la vente des produits dont la consommation se sera développée.

11. Pour ce qui est des restrictions concernant les changes, le Gouvernement brésilien estime que les nouveaux accords devront éviter, en cette matière, toute possibilité de préjudice, désavantage ou discrimination.

12. En ce qui concerne les restrictions d'ordre sanitaire, fiscal ou de toute autre espèce, le Gouvernement brésilien suggérera la création de commissions mixtes de techniciens pour régler rapidement ces questions et de commissions mixtes d'arbitres pour la solution des problèmes plus difficiles à résoudre.

13. La proposition brésilienne comportera l'inclusion dans les nouveaux accords, comme partie intégrante de ces accords, de deux tableaux contenant les listes respectives des principaux produits des deux Parties contractantes dont les droits de douane, réduits ou maintenus, seront ainsi consolidés pour toute la durée d'application du nouvel accord.

14. Ces listes de consolidation se justifient tout particulièrement lorsqu'il s'agit du traitement réciproque, inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée, en raison des droits de douane spéciaux, plus réduits, que le Brésil offre aujourd'hui automatiquement aux pays qui bénéficient de ce traitement, qui intéresse un grand nombre d'articles d'exportation de ces pays ; ces réductions peuvent être dûment constatées si l'on compare les droits en question à ceux que ces mêmes articles payaient à leur importation au Brésil en 1935.

15. Le traitement réciproque, illimité et inconditionnel de la nation la plus favorisée que le Brésil accordera comportera également, d'une façon générale, la consolidation des droits additionnels du tarif et des impôts intérieurs pour quelques-uns ou pour la totalité des articles importés mentionnés dans les tableaux spéciaux suggérés plus haut dans la présente note, nouvel avantage qui facilitera beaucoup une application plus large du principe de la réciprocité commerciale.

16. Grâce à ce bref aperçu que je vous ai donné des principaux points de vue du Gouvernement brésilien relatifs à la conclusion du nouvel accord, Votre Excellence pourra constater que notre intention est d'intensifier, par ce nouvel accord, les échanges commerciaux entre les deux pays.

Je saisis cette occasion, etc.

José Carlos DE MACEDO SOARES.

Son Excellence
Sir Hugh Gurney, K.C.M.G., M.V.C.,
Ambassadeur de Sa Majesté britannique.

II.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 101.
(7/103/36).

RIO DE JANEIRO, *le* 30 *juillet* 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à la note de Votre Excellence du 31 janvier dernier, dénonçant l'Accord commercial entre l'Inde et le Brésil, en date du 21 juillet 1932, et sur la demande du Gouvernement de l'Inde, j'ai l'honneur de vous proposer qu'en attendant la conclusion d'un autre accord commercial entre les deux pays, l'Accord commercial conclu en juillet 1932 soit prolongé à compter du 1er août 1936.

2. Si Votre Excellence accepte cette proposition, la présente note et la réponse de Votre Excellence constitueront un accord entre les deux gouvernements.

Je saisis cette occasion, etc.

Edward COOTE.

Son Excellence
le Docteur José Carlos de Macedo Soares,
Ministre des Affaires étrangères,
Rio de Janeiro.

III.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

EC/107/890. (42) (62 a).

RIO DE JANEIRO, *le* 17 *septembre* 1936.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Après avoir reçu de vos mains, le 30 juillet dernier, la note de l'Ambassade de Grande-Bretagne n° 101 en date du même jour et proposant la prorogation de l'Accord commercial provisoire entre le Brésil et l'Inde, conclu le 21 juillet 1932 et dénoncé le 31 janvier 1936, j'ai fait le nécessaire pour que, vingt-quatre heures après cette proposition, l'Ambassadeur du Brésil à Londres donnât au Gouvernement de Sa Majesté britannique l'assurance que le Gouvernement brésilien, ne voulant pas créer une solution de continuité dans les relations commerciales entre les deux pays et désirant réserver le temps nécessaire à la conclusion du nouvel accord commercial qui était déjà à l'étude, continuerait et a effectivement continué à maintenir lesdites relations dans les conditions fixées par l'accord susmentionné et jusqu'à l'entrée en vigueur du nouvel accord actuellement en cours de négociation.

2. J'ai l'honneur de confirmer cette déclaration par la présente note, qui, conformément à votre suggestion, constituera, avec la note n° 101 susmentionnée de l'Ambassade de Grande-Bretagne, le nouvel accord provisoire entre le Gouvernement brésilien et le Gouvernement de Sa Majesté britannique, pour l'Inde, prolongeant ainsi la durée d'application de l'Accord commercial provisoire du 21 juillet 1932.

3. Il est entendu que le Gouvernement brésilien signe le présent accord provisoire sous condition de réciprocité de la part du Gouvernement de l'Inde et qu'il réserve, en outre, avec le même caractère de réciprocité, le droit de dénoncer cet accord moyennant préavis de trente jours.

4. Le Gouvernement brésilien saisit cette occasion pour prendre note de la déclaration que vous avez bien voulu faire dans la note de l'Ambassade de Grande-Bretagne n° 96 en date du

24 juillet dernier, à savoir que les produits brésiliens ne seront pas frappés dans l'Inde de restrictions spéciales d'importation, de quelque nature qu'elles soient.

Je saisis cette occasion, etc.

Pour le Ministre des Affaires étrangères :
M. DE PIMENTEL BRANDÃO.

M. E. O. Coote,
Chargé d'Affaires de Sa Majesté britannique.

Nº 3127. — CONVENTION [1] INTERNATIONALE POUR LA SAUVEGARDE DE LA VIE HUMAINE EN MER. SIGNÉE A LONDRES, LE 31 MAI 1929.

ADHÉSION

Dépôt de l'instrument à Londres :

ROUMANIE ... ... 26 novembre 1936.
(Effective à partir du 26 février 1937.)

Communiquée par le chargé d'Affaires de Roumanie près la Société des Nations et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 9 janvier 1937.

No. 3127. — INTERNATIONAL CONVENTION [1] FOR THE SAFETY OF LIFE AT SEA. SIGNED AT LONDON, MAY 31ST, 1929.

ACCESSION.

Deposit of the instrument in London :

ROUMANIA ... ... November 26th, 1936.
(Effective as from February 26th, 1937.)

Communicated by the Roumanian Chargé d'Affaires to the League of Nations and by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, January 9th, 1937.

Nº 3145. — CONVENTION [2] POUR L'UNIFICATION DE CERTAINES RÈGLES RELATIVES AU TRANSPORT AÉRIEN INTERNATIONAL, ET PROTOCOLE ADDITIONNEL. SIGNÉS A VARSOVIE, LE 12 OCTOBRE 1929.

ADHÉSION

NOUVELLE-ZÉLANDE ... 6 avril 1937.

Communiquée par le chargé d'Affaires a. i. de la délégation de la République de Pologne près la Société des Nations, le 28 avril 1937.

No. 3145. — CONVENTION [2] FOR THE UNIFICATION OF CERTAIN RULES RELATING TO INTERNATIONAL CARRIAGE BY AIR, AND ADDITIONAL PROTOCOL. SIGNED AT WARSAW, OCTOBER 12TH, 1929.

ACCESSION.

NEW ZEALAND ..... April 6th, 1937.

Communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Delegation of the Republic of Poland to the League of Nations, April 28th, 1937.

---

[1] Vol. CXXXVI, page 81 ; vol. CXLII, page 393 ; vol. CXLVII, page 354 ; vol. CLVI, page 257 ; vol. CLX, page 417 ; vol. CLXIV, page 394 ; et vol. CLXXII, page 423, de ce recueil.

[2] Vol. CXXXVII, page 11 ; vol. CXLII, page 393 ; vol. CXLVII, page 355 ; vol. CLVI, page 258 ; vol. CLX, page 418 ; vol. CLXIV, page 395 ; et vol. CLXXII, page 425, de ce recueil.

[1] Vol. CXXXVI, page 81 ; Vol. CXLII, page 393 ; Vol. CXLVII, page 354 ; Vol. CLVI, page 257 ; Vol. CLX, page 417 ; Vol. CLXIV, page 394 ; and Vol. CLXXII, page 423, of this Series.

[2] Vol. CXXXVII, page 11 ; Vol. CXLII, page 393 ; Vol. CXLVII, page 355 ; Vol. CLVI, page 258 ; Vol. CLX, page 418 ; Vol. CLXIV, page 395 ; and Vol. CLXXII, page 425, of this Series.

Nº 3208. — HANDELSOVERENSKOMST [1] MELLEM KONGERIGET DANMARK OG DET FORENEDE KONGERIGE STORBRITANNIEN OG NORDIRLAND MED PROTOKOL. UNDERTEGNET I LONDON DEN 24. APRIL 1933.

TILLÆGSOVERENSKOMST [2] MED PROTOKOL. TIL HANDELSOVERENSKOMSTEN AF 24. APRIL 1933. UNDERTEGNET I LONDON DEN 19 JUNI 1936.

Communiqué par le chargé d'Affaires p. i. de la délégation permanente du Danemark près la Société des Nations et le secrétaire d'État aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 12 janvier 1937.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

DEN DANSKE REGERING og DET FORENEDE KONGERIGE STORBRITANNIENS OG NORDIRLANDS REGERING,

der i Overensstemmelse med Bestemmelserne i Artikel 10 i den i London den 24. April 1933 undertegnede Handelsoverenskomst har besluttet at afslutte en Tillægsoverenskomst angaaende de Betingelser, hvorunder den nævnte Overenskomst skal forblive i Kraft efter den 20. Juni 1936, er blevet enige om følgende :

Artikel 1.

Den i London den 24 April 1933 undertegnede Handelsoverenskomst med Protokol skal med de Tilføjelser og Ændringer, som indeholdes i de følgende Artikler, forblive i Kraft, indtil mærværende Overenskomst bringes til Ophør i Overensstemmelse med Bestemmelserne i Artikel 4.

Artikel 2.

Den danske Regering forpligter sig til for Aaret, der ender 30. April 1937, og i Tiden derefter at foretage en rimelig Tildeling af

[1] Vol. CXXXIX, page 127, de ce recueil.

[2] L'échange des ratifications a eu lieu à Copenhague, le 6 janvier 1937.
Entré en vigueur le 6 janvier 1937.

No. 3208. — COMMERCIAL AGREEMENT [1] BETWEEN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE KINGDOM OF DENMARK, WITH PROTOCOL. SIGNED AT LONDON, APRIL 24TH, 1933.

AGREEMENT [2], WITH PROTOCOL, SUPPLEMENTARY TO THE ABOVE MENTIONED AGREEMENT. SIGNED AT LONDON, JULY 19TH, 1936.

Communicated by the Chargé d'Affaires p. i. *of the Permanent Delegation of Denmark to the League of Nations and by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, January 12th,* 1937.

THE GOVERNMENT OF DENMARK and THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND,

Having resolved, in accordance with the provisions of Article 10 of the Commercial Agreement signed at London on the 24th April, 1933, to conclude a supplementary Agreement as to the conditions upon which the said Agreement shall continue in force after the 20th June, 1936, have agreed as follows :

Article 1.

The Commercial Agreement, with Protocol, signed at London on the 24th April, 1936, shall continue in force, subject to the additions and modifications contained in the following Articles, until the present Agreement is determined in accordance with the provisions of Article 4.

Article 2.

The Government of Denmark undertake to make an adequate allocation of licences for the year ending 30th April, 1937, and there-

[1] Vol. CXXXIX, page 127, of this Series.

[2] The exchange of ratifications took place at Copenhagen, January 6th, 1937.
Came into force January 6th, 1937.

Bevillinger, som tillader Betaling for og Indførsel til Danmark af Varer, som er frembragt eller tilvirket i det Forenede Kongerige.

Artikel 3.

De kontraherende Regeringer tager til Efterretning, at Gyldigheden af de Aftaler og Henstillinger, som er omtalt i Paragrafferne 2, 3, 4, 5 og 6 i Afsnit I i Protokollen til den i London den 24. April 1933 undertegnede Handelsoverenskomst, er blevet forlænget for den Tid, nærværende Overenskomst gelder.

Artikel 4.

Nærværende Overenskomst skal ratificeres, og Ratifikationsdokumenterne skal udveksles i København saa snart som muligt. Den skal træde i Kraft umiddelbart efter Ratifikationsdokumenternes Udveksling og skal forblive i Kraft indtil Udløbet af 4 Maaneder efter den Dag, paa hvilken en af de kontraherende Regeringer har givet Meddelelse om sin Hensigt om at bringe den til Ophør.

Til Bekræftelse heraf har de undertegnede, der er behørigt bemyndigede dertil, undertegnet denne Overenskomst og forsynet den med deres Segl.

Udfærdiget i London den nittende Juni, Aar Nitten Hundrede og Seks og Tredive, i to Eksemplarer paa dansk og engelsk. Begge Tekster skal have samme Gyldighed.

(L. S.) *(sign.)* P. AHLEFELDT-LAURVIG.
(L. S.) *(sign.)* Anthony EDEN.
(L. S.) *(sign.)* Walter RUNCIMAN.

after, permitting payment for and importation into Denmark of goods the produce or manufacture of the United Kingdom.

Article 3.

The contracting Governments take note that the validity of the arrangements and of the recommendations mentioned in paragraphs 2, 3, 4, 5 and 6 of Part I of the Protocol to the Commercial Agreement signed at London on the 24th April, 1933, has been prolonged for the duration of the present Agreement.

Article 4.

The present Agreement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Copenhagen as soon as possible. It shall come into force immediately on the exchange of ratifications and shall remain in force until the expiration of four months from the date upon which either of the contracting Governments shall have given notice of intention to terminate it.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised to that effect, have signed this Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in London this nineteenth day of June, nineteen hundred and thirty-six, in duplicate in Danish and English, both texts being equally authentic.

(L. S.) *(Sign.)* P. AHLEFELDT-LAURVIG.
(L. S.) *(Sign.)* Anthony EDEN.
(L. S.) *(Sign.)* Walter RUNCIMAN.

PROTOKOL.

Ved Undertegnelsen af den kommercielle Tillægsoverenskomst af Dags Dato mellem den danske Regering og det Forenede Kongerige Storbritanniens og Nordirlands Regering erklærer Undertegnede, behørigt bemyndigede dertil, at de er blevet enige om følgende :

Intet i Artiklerne 1 og 4 i denne Overenskomst skal gøre Indgreb i Gyldigheden af Paragraf 1 i Afsnit II i Protokollen til

PROTOCOL.

At the time of signing the Supplementary Commercial Agreement of this day's date between the Government of Denmark and the Government of the United Kingdom, the undersigned, being duly authorised thereto, declare that they have agreed as follows :

Nothing in Articles 1 and 4 of this Agreement shall prejudice the operation of Paragraph 1 of Part II of the Protocol to

Handelsoverenskomsten, undertegnet i London den 24. April 1933.

Udfærdiget i London den nittende Juni, Aar Nitten Hundrede og Seks og Tredive, i to Eksemplarer paa dansk og engelsk. Begge Tekster skal have samme Gyldighed.

(sign.) P. AHLEFELDT-LAURVIG.
(sign.) Anthony EDEN.
(sign.) Walter RUNCIMAN.

the Commercial Agreement signed at London on the 24th April, 1933.

Done in London this nineteenth day of June, nineteen hundred and thirty-six, in duplicate in Danish and English, both texts being equally authentic.

(Sign.) P. AHLEFELDT-LAURVIG.
(Sign.) Anthony EDEN.
(Sign.) Walter RUNCIMAN.

Pour copie conforme :

O. C. Mohr,
Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères.

---

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 3208. — ACCORD COMMERCIAL ENTRE LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LE ROYAUME DU DANEMARK, AVEC PROTOCOLE. SIGNÉS A LONDRES, LE 24 AVRIL 1933.

AVENANT A L'ACCORD COMMERCIAL SUSMENTIONNÉ, AVEC PROTOCOLE. SIGNÉS A LONDRES, LE 19 JUIN 1936.

LE GOUVERNEMENT DU DANEMARK et LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD,

Ayant décidé, conformément aux dispositions de l'article 10 de l'Accord commercial signé à Londres le 24 avril 1933, de conclure un accord complémentaire pour fixer les conditions auxquelles ledit accord commercial restera en vigueur après le 20 juin 1936, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

L'Accord commercial, avec protocole, signé à Londres le 24 avril 1933, restera en vigueur sous réserve des additions et modifications prévues dans les articles suivants, jusqu'à ce qu'il soit mis fin au présent accord conformément aux dispositions de l'article 4.

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 2.

Le Gouvernement du Danemark s'engage à accorder, dans une mesure suffisante, pour l'année prenant fin le 30 avril 1937 et les années suivantes, des autorisations permettant le paiement et l'importation au Danemark de marchandises produites ou manufacturées dans le Royaume-Uni.

Article 3.

Les gouvernements contractants prennent acte du fait que la validité des arrangements et recommandations mentionnés aux paragraphes 2, 3, 4, 5 et 6 de la première partie du protocole de l'Accord commercial signé à Londres le 24 avril 1933, a été prolongée pour la durée du présent accord.

Article 4.

Le présent accord sera ratifié, et les instruments de ratification seront échangés à Copenhague dans le plus bref délai possible. Il entrera en vigueur immédiatement après l'échange des instruments de ratification et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de quatre mois à partir de la date à laquelle il aura été dénoncé par l'un ou par l'autre des gouvernements contractants.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Londres, le dix-neuf juin mil neuf cent trente-six, en double exemplaire, en langues danoise et anglaise, les deux textes faisant également foi.

(L. S.) *(Signé)* P. AHLEFELDT-LAURVIG.
(L. S.) *(Signé)* Anthony EDEN.
(L. S.) *(Signé)* Walter RUNCIMAN.

PROTOCOLE

Au moment de la signature de l'Accord commercial complémentaire de ce jour entre le Gouvernement du Danemark et le Gouvernement du Royaume-Uni, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, déclarent être convenus de ce qui suit :

Aucune disposition des articles premier et 4 du présent accord ne portera atteinte aux effets du paragraphe 1 de la deuxième partie du protocole de l'Accord commercial signé à Londres le 24 avril 1933.

Fait à Londres, le dix-neuf juin mil neuf cent trente-six, en double exemplaire, en langues danoise et anglaise, les deux textes faisant également foi.

(Signé) P. AHLEFELDT-LAURVIG.
(Signé) Anthony EDEN.
(Signé) Walter RUNCIMAN.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE PROVISIONAL ENTRY INTO FORCE ON JUNE 20TH, 1936, OF THE ABOVE-MENTIONED SUPPLEMENTARY AGREEMENT. LONDON, JUNE 19TH, 1936.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, April 7th, 1937.

I.

MR. EDEN TO COUNT AHLEFELDT LAURVIG.

FOREIGN OFFICE.

June 19th, 1936.

SIR,

I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland propose that, pending the exchange of ratifications, the Supplementary Commercial Agreement signed this day shall enter into force provisionally on the 20th June, 1936.

2. The provisional operation may be determined at any time before the exchange of ratifications by four months' notice given by either contracting Government to the other.

3. If the Danish Government agree to this proposal I have the honour to suggest that the present note and your reply to that effect be regarded as placing on record the agreement between the two Governments in this matter.

I have, &c.

Anthony EDEN.

II.

COUNT AHLEFELDT LAURVIG TO MR. EDEN.

DANISH LEGATION.

LONDON, *June 19th*, 1936.

SIR,

I have the honour to inform you that the Government of Denmark agree with the Govern-

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'ENTRÉE EN VIGUEUR PROVISOIRE, LE 20 JUIN 1936, DE L'AVENANT SUSMENTIONNÉ. LONDRES, LE 19 JUIN 1936.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 7 avril 1937.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

M. EDEN AU COMTE AHLEFELDT LAURVIG.

FOREIGN OFFICE.

Le 19 juin 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord propose qu'en attendant l'échange des instruments de ratification, l'Accord commercial complémentaire, signé ce jour, entre provisoirement en vigueur le 20 juin 1936.

2. Il pourra être mis fin à cette validité provisoire à n'importe quelle date antérieure à l'échange des instruments de ratification, moyennant préavis de quatre mois donné par l'un des deux gouvernements contractants à l'autre.

3. Si le Gouvernement danois accepte la présente proposition, j'ai l'honneur de suggérer que la présente note et votre réponse à cet effet soient considérées comme constituant l'accord officiel intervenu en cette matière entre les deux gouvernements.

Veuillez agréer, etc.

Anthony EDEN.

II.

LE COMTE AHLEFELDT LAURVIG A M. EDEN.

LÉGATION DU DANEMARK.

LONDRES, *le 19 juin* 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement du Danemark est d'accord

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

ment of the United Kingdom that, pending the exchange of ratifications, the Supplementary Commercial Agreement signed this day shall enter into force provisionally on the 20th June, 1936.

The provisional operation may be determined at any time before the exchange of ratifications by four months' notice given by either contracting Government to the other.

I have, &c.

P. AHLEFELDT LAURVIG.

avec le Gouvernement du Royaume-Uni pour qu'en attendant l'échange des instruments de ratification, l'Accord commercial complémentaire, signé ce jour, entre provisoirement en vigueur le 20 juin 1936.

Il pourra être mis fin à cette validité provisoire à n'importe quelle date antérieure à l'échange des instruments de ratification, moyennant préavis de quatre mois donné par l'un des gouvernements contractants à l'autre.

Veuillez agréer, etc.

P. AHLEFELDT LAURVIG.

Nº 3301. — CONVENTION [1] RELATIVE AU DROIT DE TIMBRE EN MATIÈRE DE CHÈQUES, ET PROTOCOLE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 19 MARS 1931.

ADHÉSION

POLOGNE ... ... 19 décembre 1936.

Entrée en vigueur de la convention pour la Suisse.

D'après une déclaration faite par le Gouvernement suisse en déposant l'instrument de ratification sur cette convention, celle-ci ne devait prendre effet, en ce qui concerne la Suisse, qu'après l'adoption d'une loi revisant les titres XXIV à XXXIII du Code fédéral des obligations ou, le cas échéant, d'une loi spéciale sur les lettres de change, les billets à ordre et les chèques. Par une communication en date du 9 avril 1937, Monsieur le Conseiller fédéral, Chef du Département politique fédéral suisse, a informé le Secrétaire général de la Société des Nations que la loi susvisée entrera en vigueur le 1er juillet 1937. En conséquence, la convention prendra effet, pour la Suisse, à partir de la même date.

[1] Vol. CXLIII, page 7 ; vol. CLVI, page 292 ; vol. CLXIV, page 412 ; et vol. CLXVIII, page 235, de ce recueil.

No. 3301. — CONVENTION [1] ON THE STAMP LAWS IN CONNECTION WITH CHEQUES, AND PROTOCOL. SIGNED AT GENEVA, MARCH, 19TH, 1931.

ACCESSION.

POLAND... ... ... December 19th, 1936.

Entry into Force of the Convention as regards Switzerland.

According to a declaration made by the Swiss Government when depositing the instrument of ratification of this Convention, the latter was to take effect, in respect of Switzerland, only after the adoption of a law revising Sections XXIV to XXXIII of the Federal Code of Obligations or, if necessary, of a special law regarding bills of exchange, promissory notes and cheques. By a communication dated April 9th, 1937, the Federal Councillor, Head of the Swiss Federal Political Department, informed the Secretary-General of the League of Nations that the law above referred to will enter into force on July 1st, 1937. The Convention will, consequently, become effective, for Switzerland, as from that date.

[1] Vol. CXLIII, page 7 ; Vol. CLVI, page 292 ; Vol. CLXIV, page 412 ; and Vol. CLXVIII, page 235, of this Series.

No. 3305. — ADDITIONAL CONVENTION [1] TO THE TREATY OF FRIENDSHIP, COMMERCE AND NAVIGATION CONCLUDED AT BUENOS AIRES ON FEBRUARY 2ND, 1825, BETWEEN THE ARGENTINE REPUBLIC AND THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND. SIGNED AT LONDON, MAY 1ST, 1933.

EXCHANGES OF NOTES REGARDING THE TERMINATION, WITH EFFECT AS FROM NOVEMBER 20TH, 1936, OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. LONDON, MAY 6TH, JULY 11TH AND 13TH, AUGUST 7TH, AND NOVEMBER 5TH AND 6TH, 1936.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, December 23rd, 1936.

I.

FOREIGN OFFICE, S.W.1.

No. A 3745/59/2.

May 6th, 1936.

SIR,

I have the honour to propose, on behalf of His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, that the period of six months specified in the last sentence of Article 6 of the Convention signed at London on the 1st May, 1933, between them and the Government of the Argentine Republic, as the length of notice required to terminate the Convention, after the expiry of the initial period of three years from the date of its coming into force, should be reduced to four months. If this proposal should be acceptable to the Government of the Argentine Republic, I propose that your note informing me to this effect, and this present note, should be deemed to place on record the agreement between the two Governments to this modification of Article 6 of the said Convention.

I have the honour to be, with high consideration, Sir, Your obedient servant.

Anthony EDEN.

Monsieur Carlos Miguens, C.B.E.,
etc., etc., etc.

[1] Vol. CXLIII, page 67, of this Series.

Nº 3305. — CONVENCIÓN [1] ACCESORIA AL TRATADO DE AMISTAD, COMERCIO Y NAVEGACION CONCLUIDO EN BUENOS AIRES EL 2 DE FEBRERO DE 1825, ENTRE LA REPUBLICA ARGENTINA Y EL REINO UNIDO DE LA GRAN BRETAÑA E IRLANDA DEL NORTE. FIRMADA EN LONDRES, EL 1º DE MAYO DE 1933.

CANJE DE NOTAS RELATIVO A LA DEROGACIÓN A PARTIR DEL 20 DE NOVIEMBRE DE 1936 DEL CONVENIO ARRIBA INDICADO. LONDRES, 6 DE MAYO, 11 Y 13 DE JULIO, 7 DE AGOSTO Y 5 Y 6 DE NOVIEMBRE DE 1936.

Communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 23 décembre 1936.

[1] Vol. CXLIII, page 67, de ce recueil.

II.

EMBAJADA
DE LA REPUBLICA ARGENTINA.

No. 62.

LONDON, *May 6th*, 1936.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour of acknowledging receipt of Your Excellency's note No. A 3745/59/2 of to-day's date, and to inform you that the Government of the Argentine Republic agree to the proposal that the period of six months specified in the last sentence of Article 6 of the Convention signed at London on the 1st May, 1933, between them and His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, as the length of notice required to terminate the Convention, after the expiry of the initial period of three years from the date of its coming into force, should be reduced to four months.

It is also agreed that Your Excellency's note and this reply shall be deemed to place on record the agreement between the two Governments to this modification of Article 6 of the said Convention.

I have the honour to renew to Your Excellency the assurances of my highest consideration.

Carlos MIGUENS.

The Right Honourable
Anthony Eden, M.C., M.P.,
His Majesty's Principal Secretary of State
for Foreign Affairs,
London, S.W.1.

III.

FOREIGN OFFICE.

No. A 5658/59/2.
IMMEDIATE

July 11th, 1936.

YOUR EXCELLENCY,

In a note dated the 6th May last, I had the honour to propose, on behalf of His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, that the period of six months specified in the last sentence of Article 6 of the Convention signed at London on the 1st May, 1933, between them and the Government of the Argentine Republic, as the length of notice required to terminate the Convention, after the expiry of the initial period of three years from the date of its coming into force, should be reduced to four months. In his reply of the same date, M. Miguens was so good as to inform me of the agreement of the Government of the Argentine Republic to that proposal.

2. I now have the honour to propose that the period of four months mentioned in the preceding paragraph should be reduced to three months. If this proposal should be acceptable to the Government of the Argentine Republic I propose that Your Excellency's note informing me to this effect, and this present note, should be deemed to place on record the agreement between the two Governments to this modification of Article 6 of the Convention.

I have the honour to be, with the highest consideration, Your Excellency's obedient servant.

Anthony EDEN.

His Excellency,
Monsieur Manuel E. Malbrán, G.B.E.,
etc., etc., etc.

IV.

EMBAJADA
DE LA REPUBLICA ARGENTINA.

No. 109.

LONDON, *July 13th*, 1936.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour of acknowledging receipt of Your Excellency's note No.A 5658/59/2 of the 11th instant, and of informing Your Excellency that the Government of the Argentine Republic agree to the proposal that the period of four months specified in the letters exchanged on May 6th last, between Your Excellency and this Embassy, as the length of notice required to terminate the Convention signed in London on the 1st May, 1933, between them and His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, should be reduced to three months.

It is also agreed that Your Excellency's note and this reply shall be deemed to place on record the agreement between the two Governments to this modification of Article 6 of the said Convention.

I have the honour to renew to Your Excellency the assurances of my highest consideration.

Manuel E. MALBRÁN.

The Right Honourable
Anthony Eden, M.C., M.P.,
His Majesty's Principal Secretary of State
for Foreign Affairs,
London, S.W.1.

V.

No. 105.

BUENOS AIRES, *August 7th*, 1936.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to refer to the Convention concluded in London on May 1st, 1933, between His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the Argentine Republic, and to recall to Your Excellency that the period of six months specified in the last paragraph of Article 6 of the Convention as being length of notice required to terminate the Convention has been reduced on two occasions. By an exchange of Notes dated May 6th last the two Governments agreed that period should be reduced from six months to four months and this period was further reduced to three months by means of a second exchange of Notes on July 11th and July 13th last.

I now have the honour to give notice to Your Excellency that in accordance with provisions of Article 6 of the Convention, as modified by the above-mentioned exchange of Notes, His Majesty's Government in the United Kingdom intend to terminate the Convention on November 7th next.

I shall be grateful if Your Excellency will be good enough to acknowledge the receipt of this notification.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Neville HENDERSON.

His Excellency
Doctor Carlos Saavedra Lamas,
Minister for Foreign Affairs,
Buenos Aires.

VI.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

MINISTERIO DE
RELACIONES EXTERIORES Y CULTO.

BUENOS AIRES, *agosto 7 de* 1936.

SEÑOR EMBAJADOR :

Tengo el agrado de acusar recibo de la nota nº 105 de V.E., de fecha de hoy, cuyo contenido es el siguiente :

« Embajada británica. — Nota Nº 105. Buenos Aires, agosto 7 de 1936. A.S.E. el señor Ministro de Relaciones Exteriores, doctor Carlos Saavedra Lamas. Buenos Aires. — Excelencia : Tengo el honor de referirme a la Convención concluida en Londres el 1º de mayo de 1933, entre el Gobierno de Su Majestad del Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte y el Gobierno de la República Argentina, y de recordar a V.E. que el período de seis meses especificado en el último párrafo del Art. 6 de la Convención, como plazo del aviso requerido para denunciarla, ha sido reducido en dos ocasiones. Por un cambio de Notas, de fecha 6 de mayo último, los dos Gobiernos convinieron en que ese período fuera reducido de seis meses a cuatro meses, y éste periodo fué luego reducido a tres meses por un segundo cambio de Notas, de 11 de julio y 13 de julio último, respectivamente. — Tengo ahora el honor de notificar a V.E. que, de acuerdo con las disposiciones del Art. 6 de la Convención, modificado por el cambio de Notas arriba mencionado, el Gobierno de Su Majestad del Reino Unido se propone dar fin a la Convención el 7 de noviembre próximo. — Agradeceré a V.E. tenga a bien acusar recibo de esta notificación. Aprovecho esta oportunidad para reiterar a V.E. las seguridades de mi más alta consideración. — Firmado : Nevile Henderson. »

Al manifestar al Señor Embajador que el Gobierno Argentino ha tomado debida nota del

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

VI.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS
AND WORSHIP.

BUENOS AIRES, *August 7th*, 1936.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's Note No. 105 of to-day's date, reading as follows :

" British Embassy. — Note No. 105. Buenos Aires, August 7th, 1936. To His Excellency Doctor Carlos Saavedra Lamas, Minister for Foreign Affairs, Buenos Aires : — Your Excellency, I have the honour to refer to the Convention concluded in London on May 1st, 1933, between His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the Argentine Republic, and to recall to Your Excellency that the period of six months specified in the last paragraph of Article 6 of the Convention as being length of notice required to terminate the Convention has been reduced on two occasions. By an exchange of Notes dated May 6th last the two Governments agreed that period should be reduced from six months to four months and this period was further reduced to three months by means of a second exchange of Notes on July 11th and July 13th last. — I now have the honour to give notice to Your Excellency that in accordance with provisions of Article 6 of the Convention, as modified by the above-mentioned exchange of Notes, His Majesty's Government in the United Kingdom intend to terminate the Convention on November 7th next. — I shall be grateful if Your Excellency will be good enough to acknowledge the receipt of this notification. — I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration. — *(Signed)* Neville Henderson. "

I have the honour to inform you that the Argentine Government has duly noted the

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

contenido de la comunicación arriba transcrita, reitero a V.E. las seguridades de mi más alta consideración.

Carlos SAAVEDRA LAMAS.

A.S.E. Sir Nevile Meyrick Henderson,
Embajador Extraordinario y
Plenipotenciario de Gran Bretaña.
Capital Federal.

contents of the communication quoted above, and I have the honour to be, etc.

Carlos SAAVEDRA LAMAS.

His Excellency
Sir Neville Meyrick Henderson,
Ambassador Extraordinary
and Plenipotentiary
of Great Britain,
Buenos Aires.

VII.

FOREIGN OFFICE, S.W.1.
No. A 8663/59/2.

November 5th, 1936.

YOUR EXCELLENCY,

You will be aware that in a note dated the 7th August last, His Majesty's Ambassador at Buenos Aires gave notice to the Argentine Government of the intention of His Majesty's Government in the United Kingdom and Northern Ireland to terminate on the 7th November next the Convention signed at London on the 1st May, 1933, between them and the Government of the Argentine Republic.

2. I now have the honour to propose on behalf of His Majesty's Government that the Convention should continue in force until the 20th November, 1936.

3. If this proposal should be acceptable to the Government of the Argentine Republic, I propose that Your Excellency's note informing me to that effect, and this present note should be deemed to place on record the Agreement between the two Governments in this matter.

I have the honour to be, with the highest consideration, Your Excellency's obedient Servant.

(For the Secretary of State)
J. M. TROUTBECK.

His Excellency
Monsieur Manuel E. Malbrán, G.B.E.,
etc., etc., etc.

VIII.

EMBAJADA
DE LA
REPUBLICA ARGENTINA.
No. 150.

LONDON, *November 6th*, 1936.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour of acknowledging receipt of Your Excellency's note No. A 8663/59/2 of yesterday's date and of informing Your Excellency that the Government of the Argentine Republic agree to the proposal contained in same that the Convention signed at London on

the 1st May, 1933, should continue in force until the 20th November, 1936, His Majesty's Government having through His Majesty's Ambassador at Buenos Aires given notice in a note dated the 7th August last, to terminate this Convention on the 7th of this month.

It is also agreed that Your Excellency's note and this reply shall be deemed to place on record the Agreement between the two Governments in this matter.

I have the honour of renewing to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Manuel E. MALBRÁN.

The Right Honourable
Anthony Eden, M.C., M.P.,
His Majesty's Principal Secretary
of State for Foreign Affairs,
London, S.W.1.

---

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 3305. — CONVENTION ADDITIONNELLE AU TRAITÉ D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION CONCLU A BUENOS-AYRES LE 2 FÉVRIER 1825, ENTRE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE ET LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD. SIGNÉE A LONDRES, LE 1er MAI 1933.

ECHANGES DE NOTES RELATIFS A L'ABROGATION, AVEC EFFET A PARTIR DU 20 NOVEMBRE 1936, DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. LONDRES, LES 6 MAI, 11 ET 13 JUILLET, 7 AOUT, 5 ET 6 NOVEMBRE 1936.

I.

FOREIGN OFFICE, S.W. 1.
N° A 3745/59/2.

Le 6 mai 1936.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de proposer, au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, que la période de six mois indiquée dans la dernière phrase de l'article 6 de la Convention signée à Londres le 1er mai 1933 entre le Gouvernement de Sa Majesté et le Gouvernement de la République Argentine comme durée du préavis requis pour mettre fin à la convention après l'expiration de la période initiale de trois ans à compter de la date de son entrée en vigueur soit ramenée à quatre mois. Si cette proposition rencontre l'agrément du Gouvernement de la République Argentine, je propose que la note par laquelle vous m'aviserez de ce fait et la présente note soient considérées comme enregistrant l'accord des deux gouvernements sur cette modification de l'article 6 de ladite convention.

Veuillez agréer, etc.

Anthony EDEN.

Monsieur Carlos Miguens, C. B. E.,
etc., etc., etc.

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

AMBASSADE
DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE.
N° 62.

LONDRES, *le* 6 *mai* 1936.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ETAT,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence N° A 3745/59/2 en date de ce jour et de vous informer que le Gouvernement de la République Argentine se rallie à la proposition suivant laquelle la période de six mois indiquée dans la dernière phrase de l'article 6 de la Convention signée à Londres le 1er mai 1933 entre le Gouvernement de la République Argentine et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord comme durée du préavis requis pour mettre fin à la convention après l'expiration de la période initiale de trois ans à compter de la date de son entrée en vigueur soit ramenée à quatre mois.

Il est également convenu que la note de Votre Excellence et la présente réponse seront considérées comme enregistrant l'accord des deux gouvernements sur cette modification de l'article 6 de ladite convention.

Veuillez agréer, etc.

Carlos MIGUENS.

Le très honorable Anthony Eden, M.C., M.P.,
Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté
aux Affaires étrangères,
Londres, S. W. 1.

III.

FOREIGN OFFICE.
N° A 5658/59/2.
URGENT.

Le 11 *juillet* 1936.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Par une note en date du 6 mai dernier, j'ai eu l'honneur de proposer, au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, que la période de six mois indiquée dans la dernière phrase de l'article 6 de la Convention signée à Londres le 1er mai 1933 entre le Gouvernement de Sa Majesté et le Gouvernement de la République Argentine comme durée du préavis requis pour mettre fin à la convention après l'expiration de la période initiale de trois ans à compter de la date de son entrée en vigueur, soit ramenée à quatre mois. Dans sa réponse datée du même jour, M. Miguens a bien voulu m'informer que le Gouvernement de la République Argentine se ralliait à cette proposition.

2. J'ai maintenant l'honneur de proposer que la période de quatre mois indiquée dans l'alinéa précédent soit ramenée à trois mois. Si cette proposition rencontre l'agrément du Gouvernement de la République Argentine, je propose que la note par laquelle vous m'aviserez de ce fait et la présente note soient considérées comme enregistrant l'accord des deux gouvernements sur cette modification de l'article 6 de ladite convention.

Veuillez agréer, etc.

Anthony EDEN.

Son Excellence
Monsieur Manuel E. Malbrán, G.B.E.,
etc., etc., etc.

IV.

AMBASSADE
DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE.
N° 109.

LONDRES, *le* 13 *juillet* 1936.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ETAT,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence N° A 5658/59/2 en date du 11 courant et d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de la République Argentine se rallie à la proposition selon laquelle la période de quatre mois indiquée, dans les lettres échangées le 6 mai dernier entre Votre Excellence et l'Ambassade d'Argentine, comme durée du préavis requis pour mettre fin à la Convention signée à Londres le 1er mai 1933 entre le Gouvernement de la République Argentine et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, soit ramenée à trois mois.

Il est également convenu que la note de Votre Excellence et la présente réponse seront considérées comme enregistrant l'accord des deux gouvernements sur cette modification de l'article 6 de ladite convention.

Veuillez agréer, etc.

Manuel E. MALBRÁN.

Le très honorable Anthony Eden, M.C., M.P.,
Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté
aux Affaires étrangères,
Londres, S.W.1.

V.

N° 105.

BUENOS-AYRES, *le 7 août* 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à la Convention conclue à Londres le 1er mai 1933 entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement de la République Argentine, j'ai l'honneur de rappeler à Votre Excellence que la période de six mois indiquée, dans le dernier paragraphe de l'article 6 de la convention, comme durée du préavis requis pour y mettre fin a été réduite en deux occasions. Par un échange de notes en date du 6 mai dernier, les deux gouvernements sont convenus de ramener cette période de six à quatre mois, et cette période a encore été réduite à trois mois à la suite d'un second échange de notes intervenu les 11 et 13 juillet dernier.

J'ai maintenant l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que, conformément aux dispositions de l'article 6 de la convention, modifié par l'échange de notes ci-dessus mentionné, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni a l'intention de mettre fin à la convention le 7 novembre prochain.

Je serais reconnaissant à Votre Excellence de vouloir bien accuser réception de la présente notification.

Je saisis cette occasion, etc.

Neville HENDERSON.

Son Excellence
le Docteur Carlos Saavedra Lamas,
Ministre des Affaires étrangères,
Buenos-Ayres.

VI.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU CULTE.

BUENOS-AYRES, *le 7 août* 1936.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence N° 105, en date de ce jour, ainsi conçue :

« Ambassade de Grande-Bretagne. — Note N° 105. Buenos-Ayres, le 7 août 1936. A Son Excellence Monsieur le docteur Carlos Saavedra Lamas, ministre des Affaires étrangères, Buenos-Ayres. — Monsieur le Ministre, me référant à la Convention conclue à Londres le 1er mai 1933 entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement de la République Argentine, j'ai l'honneur de rappeler à Votre Excellence que la période de six mois indiquée, dans le dernier paragraphe de l'article 6 de la convention, comme durée du préavis requis pour y mettre fin a été réduite en deux occasions. Par un échange de notes en date du 6 mai dernier, les deux gouvernements sont convenus de ramener cette période de six à quatre mois, et cette période a encore été réduite à trois mois à la suite d'un second échange de notes intervenu les 11 et 13 juillet dernier. — J'ai maintenant l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que, conformément aux dispositions de l'article 6 de la convention, modifié par l'échange de notes ci-dessus mentionné, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni a l'intention de mettre fin à la convention le 7 novembre prochain. — Je serais reconnaissant à Votre Excellence de vouloir bien accuser réception de la présente notification. — Je saisis cette occasion, etc. — *(Signé)* Neville Henderson. »

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement argentin a pris bonne note du contenu de la communication reproduite ci-dessus, et je saisis cette occasion, etc.

Carlos SAAVEDRA LAMAS.

Son Excellence
Sir Neville Meyrick Henderson,
Ambassadeur extraordinaire et
plénipotentiaire de Grande-Bretagne,
Capitale fédérale.

VII.

FOREIGN OFFICE, S.W.1.
N° A 8663/59/2.

Le 5 novembre 1936.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR

Vous vous rappellerez que, par une note en date du 7 août dernier, l'ambassadeur de Sa Majesté à Buenos-Ayres a fait connaître au Gouvernement argentin l'intention du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de mettre fin le 7 novembre prochain à la Convention signée à Londres le 1er mai 1933 entre le Gouvernement de Sa Majesté et le Gouvernement de la République Argentine.

2. J'ai maintenant l'honneur de proposer, au nom du Gouvernement de Sa Majesté, que la convention reste en vigueur jusqu'au 20 novembre 1936.

3. Si cette proposition rencontre l'agrément de la République Argentine, je propose que la note par laquelle vous m'aviserez de ce fait et la présente note soient considérées comme enregistrant l'accord des deux gouvernements sur ce point.

Veuillez agréer, etc.

(Pour le Secrétaire d'Etat)
J. M. TROUTBECK.

Son Excellence
Monsieur Manuel E. Malbrán, G.B.E.,
etc., etc., etc.

VIII.

AMBASSADE
DE LA
RÉPUBLIQUE ARGENTINE.

LONDRES, *le* 6 *novembre* 1936.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ETAT,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence N° A 8663/59/2, en date d'hier, et d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de la République Argentine se rallie à la proposition contenue dans ladite note et selon laquelle la Convention signée à Londres le 1er mai 1933 resterait en vigueur jusqu'au 20 novembre 1936, le Gouvernement de Sa Majesté, par l'entremise de l'Ambassadeur de Sa Majesté à Buenos-Ayres, ayant fait savoir, par une note en date du 7 août dernier, qu'il dénonçait la convention pour le 7 du présent mois.

Il est également convenu que la note de Votre Excellence et la présente réponse seront considérées comme enregistrant l'accord des deux gouvernements sur ce point.

Veuillez agréer, etc.

Manuel E. MALBRÁN.

Le très honorable Anthony Eden, M.C., M.P.,
Principal Secrétaire d'Etat
de Sa Majesté aux Affaires étrangères.
Londres, S.W.1.

Nº 3313. — CONVENTION [1] PORTANT LOI UNIFORME SUR LES LETTRES DE CHANGE ET BILLETS A ORDRE, AVEC ANNEXES ET PROTOCOLE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 7 JUIN 1930.

No. 3313. — CONVENTION [1] PROVIDING A UNIFORM LAW FOR BILLS OF EXCHANGE AND PROMISSORY NOTES, WITH ANNEXES AND PROTOCOL. SIGNED AT GENEVA, JUNE 7TH, 1930.

ADHÉSIONS

UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES ... ... 25 novembre 1936.

Cette adhésion est donnée sous réserve du bénéfice des dispositions mentionnées à l'annexe II de cette convention, par application de l'alinéa 2 de l'article premier.

POLOGNE ... ... 19 décembre 1936.

Cette adhésion est subordonnée aux réserves prévues aux articles 2, 6, 7, 10, 11, 13, 14, 15, 17, 19, 20, 21 alinéa 2 et 22 de l'annexe II à cette convention.

Entrée en vigueur de la convention pour la Suisse.

D'après une déclaration faite par le Gouvernement suisse en déposant l'instrument de ratification sur cette convention, celle-ci ne devait prendre effet, en ce qui concerne la Suisse, qu'après l'adoption d'une loi revisant les titres XXIV à XXXIII du Code fédéral des obligations ou, le cas échéant, d'une loi spéciale sur les lettres de change, les billets à ordre et les chèques. Par une communication en date du 9 avril 1937, Monsieur le Conseiller fédéral, chef du Département politique fédéral suisse, a informé le Secrétaire général de la Société

[1] Vol. CXLIII, page 257 ; vol. CLVI, page 292 ; vol. CLX, page 428 ; vol. CLXIV, page 412 ; et vol. CLXVIII, page 236, de ce recueil.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

ACCESSIONS.

UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS ... ... November 25th, 1936.

[2] TRADUCTION. — TRANSLATION.

This accession is given subject to the reservations mentioned in Annex II to the Convention, in application of Article 1, paragraph 2.

POLAND ... ... December 19th, 1936.

[2] TRADUCTION. — TRANSLATION.

This Accession is subject to the reservations mentioned in Articles 2, 6, 7, 10, 11, 13, 14, 15, 17, 19, 20, 21, paragraph 2, and 22 of Annex II to the Convention.

Entry into Force of the Convention as regards Switzerland.

According to a declaration made by the Swiss Government when depositing the instrument of ratification of this Convention, the latter was to take effect, in respect of Switzerland, only after the adoption of a law revising Sections XXIV to XXXIII of the Federal Code of Obligations or, if necessary, of a special law regarding bills of exchange, promissory notes and cheques. By a communication dated April 9th, 1937, the Federal Councillor, Head of the Swiss Federal Political Department, informed the Secretary-General of the League

[1] Vol. CXLIII, page 257 ; Vol. CLVI, page 292 ; Vol. CLX, page 428 ; Vol. CLXIV, page 412 ; and Vol. CLXVIII, page 236, of this Series.

[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

des Nations que la loi susvisée entrera en vigueur le 1er juillet 1937. En conséquence, la convention prendra effet, pour la Suisse, à partir de la même date.

of Nations that the law above referred to will enter into force on July 1st, 1937. The Convention will, consequently, become effective, for Switzerland, as from that date.

Nº 3314. — CONVENTION [1] DESTINÉE A RÉGLER CERTAINS CONFLITS DE LOIS EN MATIÈRE DE LETTRES DE CHANGE ET DE BILLETS A ORDRE, ET PROTOCOLE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 7 JUIN 1930.

No. 3314. — CONVENTION [1] FOR THE SETTLEMENT OF CERTAIN CONFLICTS OF LAWS IN CONNECTION WITH BILLS OF EXCHANGE AND PROMISSORY NOTES, AND PROTOCOL. SIGNED AT GENEVA, JUNE 7TH, 1930.

ADHÉSIONS

UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES	25 novembre 1936.
POLOGNE	19 décembre 1936.

Entrée en vigueur de la convention pour la Suisse.

D'après une déclaration faite par le Gouvernement suisse en déposant l'instrument de ratification sur cette convention, celle-ci ne devait prendre effet, en ce qui concerne la Suisse, qu'après l'adoption d'une loi revisant les titres XXIV à XXXIII du Code fédéral des obligations ou, le cas échéant, d'une loi spéciale sur les lettres de change, les billets à ordre et les chèques. Par une communication en date du 9 avril 1937, Monsieur le Conseiller fédéral, chef du Département politique fédéral suisse, a informé le Secrétaire général de la Société des Nations que la loi susvisée entrera en vigueur le 1er juillet 1937. En conséquence, la convention prendra effet, pour la Suisse, à partir de la même date.

ACCESSIONS.

UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS	November 25th, 1936.
POLAND	December 19th, 1936.

Entry into Force of the Convention as regards Switzerland.

According to a declaration made by the Swiss Government when depositing the instrument of ratification of this Convention, the latter was to take effect, in respect of Switzerland, only after the adoption of a law revising Sections XXIV to XXXIII of the Federal Code of Obligations or, if necessary, of a special law regarding bills of exchange, promissory notes and cheques. By a communication dated April 9th, 1937, the Federal Councillor, Head of the Swiss Federal Political Department, informed the Secretary-General of the League of Nations that the law above referred to will enter into force on July 1st, 1937. The Convention will, consequently, become effective, for Switzerland, as from that date.

---

[1] Vol. CXLIII, page 317; vol. CLVI, page 292; vol. CLX, page 428; vol. CLXIV, page 412; et vol. CLXVIII, page 237, de ce recueil.

[1] Vol. CXLIII, page 317; Vol. CLVI, page 292; Vol. CLX, page 428; Vol. CLXIV, page 412; and Vol. CLXVIII, page 237, of this Series.

Nº 3315. — CONVENTION [1] RELATIVE AU DROIT DE TIMBRE EN MATIÈRE DE LETTRES DE CHANGE ET DE BILLETS A ORDRE, ET PROTOCOLE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 7 JUIN 1930.

ADHÉSIONS

UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES	25 novembre 1936.
POLOGNE	19 décembre 1936.

Entrée en vigueur de la convention pour la Suisse.

D'après une déclaration faite par le Gouvernement suisse en déposant l'instrument de ratification sur cette convention, celle-ci ne devait prendre effet, en ce qui concerne la Suisse, qu'après l'adoption d'une loi revisant les titres XXIV à XXXIII du Code fédéral des obligations ou, le cas échéant, d'une loi spéciale sur les lettres de change, les billets à ordre et les chèques. Par une communication en date du 9 avril 1937, Monsieur le Conseiller fédéral, chef du Département politique fédéral suisse, a informé le Secrétaire général de la Société des Nations que la loi susvisée entrera en vigueur le 1er juiller 1937. En conséquence, la convention prendra effet, pour la Suisse, à partir de la même date.

No. 3315. — CONVENTION [1] ON THE STAMP LAWS IN CONNECTION WITH BILLS OF EXCHANGE AND PROMISSORY NOTES, AND PROTOCOL. SIGNED AT GENEVA, JUNE 7TH, 1930.

ACCESSIONS.

UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS	November 25th, 1936.
POLAND	December 19th, 1936.

Entry into Force of the Convention as regards Switzerland.

According to a declaration made by the Swiss Government when depositing the instrument of ratification of this Convention, the latter was to take effect, in respect of Switzerland, only after the adoption of a law revising Sections XXIV to XXXIII of the Federal Code of Obligations or, if necessary, of a special law regarding bills of exchange, promissory notes and cheques. By a communication dated April 9th, 1937, the Federal Councillor, Head of the Swiss Federal Political Department, informed the Secretary-General of the League of Nations that the law above referred to will enter into force on July 1st, 1937. The Convention will, consequently, become effective, for Switzerland, as from that date.

Nº 3316. — CONVENTION [2] PORTANT LOI UNIFORME SUR LES CHÈQUES, AVEC ANNEXES ET PROTOCOLE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 19 MARS 1931.

ADHÉSION

POLOGNE	19 décembre 1936.

Cette adhésion est subordonnée aux réserves prévues aux articles 3, 4, 5, 8, 9, 14 alinéa 1,

[1] Vol. CXLIII, page 337 ; vol. CLVI, page 293 ; vol. CLX, page 429 ; vol. CLXIV, page 413 ; et vol. CLXVIII, page 237, de ce recueil.

[2] Vol. CXLIII, page 355 ; vol. CLVI, page 293 ; vol. CLXIV, page 413 ; et vol. CLXVIII, page 239, de ce recueil.

[3] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

No. 3316. — CONVENTION [2] PROVIDING A UNIFORM LAW FOR CHEQUES, WITH ANNEXES AND PROTOCOL. SIGNED AT GENEVA, MARCH 19TH, 1931.

ACCESSION.

POLAND	December 19th, 1936.

[3] TRADUCTION. — TRANSLATION.

This accession is subject to the reservations mentioned in Articles 3, 4, 5, 8, 9, 14, paragraph 1,

[1] Vol. CXLIII, page 337 ; Vol. CLVI, page 293 ; Vol. CLX, page 429 ; Vol. CLXIV, page 413 ; and Vol. CLXVIII, page 237, of this Series.

[2] Vol. CXLIII, page 355 ; Vol. CLVI, page 293 ; Vol. CLXIV, page 413 ; and Vol. CLXVIII, page 239, of this Series.

[3] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

15, 16 alinéa 1 p. *a)*, 16 alinéa 2, 17, 23, 24, 25, 26, 28, 29 et 30 de l'annexe II à cette convention.

Entrée en vigueur de la convention pour la Suisse.

D'après une déclaration faite par le Gouvernement suisse en déposant l'instrument de ratification sur cette convention, celle-ci ne devait prendre effet, en ce qui concerne la Suisse, qu'après l'adoption d'une loi revisant les titres XXIV à XXXIII du Code fédéral des obligations ou, le cas échéant, d'une loi spéciale sur les lettres de change, les billets à ordre et les chèques. Par une communication en date du 9 avril 1937, Monsieur le Conseiller fédéral, chef du Département politique fédéral suisse, a informé le Secrétaire général de la Société des Nations que la loi susvisée entrera en vigueur le 1er juillet 1937. En conséquence, la convention prendra effet, pour la Suisse, à partir de la même date.

15, 16, paragraph 1 *(a)*, 16, paragraph 2, 17, 23, 24, 25, 26, 28, 29 and 30 of Annex II to the Convention.

Entry into Force of the Convention as regards Switzerland.

According to a declaration made by the Swiss Government when depositing the instrument of ratification of this Convention, the latter was to take effect, in respect of Switzerland, only after the adoption of a law revising Sections XXIV to XXXIII of the Federal Code of Obligations or, if necessary, of a special law regarding bills of exchange, promissory notes and cheques. By a communication dated April 9th, 1937, the Federal Councillor, Head of the Swiss Federal Political Department, informed the Secretary-General of the League of Nations that the law above referred to will enter into force on July 1st, 1937. The Convention will, consequently, become effective, for Switzerland, as from that date.

N° 3317. — CONVENTION [1] DESTINÉE A RÉGLER CERTAINS CONFLITS DE LOIS EN MATIÈRE DE CHÈQUES, ET PROTOCOLE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 19 MARS 1931.

No. 3317. — CONVENTION [1] FOR THE SETTLEMENT OF CERTAIN CONFLICTS OF LAWS IN CONNECTION WITH CHEQUES, AND PROTOCOL. SIGNED AT GENEVA, MARCH 19th, 1931.

ADHÉSION

POLOGNE ... ... 19 décembre 1936.

Entrée en vigueur de la convention pour la Suisse.

D'après une déclaration faite par le Gouvernement suisse en déposant l'instrument de ratification sur cette convention, celle-ci ne devait prendre effet, en ce qui concerne la Suisse, qu'après l'adoption d'une loi revisant les titres XXIV à XXXIII du Code fédéral des obligations ou, le cas échéant, d'une loi spéciale sur les

[1] Vol. CXLIII, page 407 ; vol. CLVI, page 293 ; vol. CLXIV, page 413 ; et vol. CLXVIII, page 239, de ce recueil.

ACCESSION.

POLAND ... ... December 19th, 1936.

Entry into Force of the Convention as regards Switzerland.

According to a declaration made by the Swiss Government when depositing the instrument of ratification of this Convention, the latter was to take effect, in respect of Switzerland, only after the adoption of a law revising Sections XXIV to XXXIII of the Federal Code of Obligations or, if necessary, of a special

[1] Vol. CXLIII, page 407 ; Vol. CLVI, page 293 ; Vol. CLXIV, page 413 ; and Vol. CLXVIII, page 239, of this Series.

lettres de change, les billets à ordre et les chèques. Par une communication en date du 9 avril 1937, Monsieur le Conseiller fédéral, chef du Département politique fédéral suisse, a informé le Secrétaire général de la Société des Nations que la loi susvisée entrera en vigueur le 1er juillet 1937. En conséquence, la convention prendra effet, pour la Suisse, à partir de la même date.

law regarding bills of exchange, promissory notes and cheques. By a communication dated April 9th, 1937, the Federal Councillor, Head of the Swiss Federal Political Department, informed the Secretary-General of the League of Nations that the law above referred to will enter into force on July 1st, 1937. The Convention will, consequently, become effective, for Switzerland, as from that date.

No. 3356. — EXCHANGE OF NOTES[1] BETWEEN THE GERMAN GOVERNMENT AND HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM REGARDING THE REGULATION OF THE SUPPLIES OF FISH TO THE UNITED KINGDOM MARKET. LONDON, JULY 7TH, 1933.

N° 3356. — NOTENWECHSEL[1] ZWISCHEN DER DEUTSCHEN REGIERUNG UND DER REGIERUNG DES VEREINIGTEN KÖNIGREICHS BETREFFEND DIE REGELUNG DER FISCHVERSORGUNG DES MARKTES DES VEREINIGTEN KÖNIGREICHS. LONDON, DEN 7. JULI 1933.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE PROLONGATION OF THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. LONDON, NOVEMBER 19TH AND DECEMBER 21ST, 1936.

NOTENWECHSEL ÜBER DIE VERLÄNGERUNG DER GELTUNGSDAUER DER OBENERWÄHNTEN VEREINBARUNG. LONDON, DEN 19. NOVEMBER UND 21. DEZEMBER 1936.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, February 11th, 1937.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 11 février 1937.

I.

FOREIGN OFFICE, S.W.1.
No. C 7811/6312/18.

November 19th, 1936.

YOUR EXCELLENCY,

My attention has recently been drawn to the fact that the Agreement regarding the Regulation of Supplies of Fish to the United Kingdom Market, concluded on the 7th July, 1933, and embodied in the notes exchanged between Sir John Simon and His Excellency M. Leopold von Hoesch on the 7th July, 1933, expired on the 21st August, 1936.

2. I have the honour to suggest that this Agreement should be prolonged indefinitely, on the understanding that it may be terminated by either Party at any time on six months' notice to that effect being given to the other Party.

3. His Majesty's Government are prepared to regard the present note and a note from Your Excellency confirming acceptance by the German Government of the above proposal

[1] Vol. CXLV, page 237, of this Series.

[1] Vol. CXLV, page 237, de ce recueil.

as constituting an Agreement between the two Governments which shall be regarded as having come into effect as from the date of expiry of the Agreement of 1933.

I have the honour to be, with the highest consideration, Your Excellency's obedient Servant.

(For the Secretary of State) :
C. W. BAXTER.

His Excellency
Monsieur Joachim von Ribbentrop,
etc., etc., etc.

II.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

DEUTSCHE BOTSCHAFT.

B. 3903.

LONDON, *den* 21. *Dezember* 1936.

HERR STAATSSEKRETÄR,

Euerer Exzellenz beehre ich mich den Empfang der sehr gefälligen Note vom 19. November 1936 — 7811/6312/18 — ergebenst zu bestätigen, mit der Sie mir mitteilten, dass die Königlich Britische Regierung vorschlägt, das deutsch-englische Abkommen betreffend die Fischversorgung des Marktes des Vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Nordirland vom 7. Juli 1933 auf unbegrenzte Zeit zu verlängern mit der Massgabe, dass es durch jede der beiden vertragschliessenden Parteien jederzeit unter Einhaltung einer Kündigungsfrist von sechs Monaten gekündigt werden kann.

Ich beehre mich, Euere Exzellenz auftragsgemäss davon zu unterrichten, dass die Deutsche Regierung mit diesem Vorschlag einverstanden ist. Die Deutsche Regierung ist ferner damit einverstanden, dass Euer Exzellenz Note vom 19. November und diese meine Antwortnote eine Vereinbarung zwischen den beiden Regierungen bilden soll, die mit Wirkung von dem Tage des Ablaufs des Abkommens von 1933 in Kraft treten soll.

Mit der ausgezeichnetsten Hochachtung habe ich die Ehre zu sein
Euerer Exzellenz ergebenster

WOERMANN.

The Right Honourable
Anthony Eden, M.C., M.P.,
etc., etc., etc.,
Foreign Office,
London.

II.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

GERMAN EMBASSY.

B. 3903.

LONDON, *December 21st*, 1936.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your note of November 19th, 1936 (7811/6312/18), in which you were good enough to inform me that His Britannic Majesty's Government suggests the indefinite prolongation of the Agreement regarding the Regulation of Supplies of Fish to the Market of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, concluded on July 7th, 1933, between Germany and the United Kingdom, on the understanding that it may be terminated by either Contracting Party at any time on six months' notice to that effect being given.

I am instructed to inform you that the German Government accepts this proposal. It further agrees that your note of November 19th and the present reply shall constitute an Agreement between the two Governments, which shall be regarded as having come into effect as from the date of expiry of the Agreement of 1933.

I have the honour to be, etc.

WOERMANN.

The Right Honourable
Anthony Eden, M.C., M.P.,
etc., etc., etc.,
Foreign Office,
London.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

Nº 3356. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT ALLEMAND ET LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI CONCERNANT LA RÉGLEMENTATION DE L'APPROVISIONNEMENT EN POISSON DU MARCHÉ DU ROYAUME-UNI. LONDRES, LE 7 JUILLET 1933.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A LA PROLONGATION DE L'ARRANGEMENT SUSMENTIONNÉ. LONDRES, LES 19 NOVEMBRE ET 21 DÉCEMBRE 1936.

I.

FOREIGN OFFICE, S.W.1.

Nº C 7811/6312/18.

Le 19 novembre 1936.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Mon attention a été récemment attirée sur le fait que l'Arrangement concernant la réglementation de l'approvisionnement en poisson du marché du Royaume-Uni, conclu le 7 juillet 1933 et figurant dans les notes échangées entre sir John Simon et Son Excellence M. Léopold von Hoesch, le 7 juillet 1933, est venu à expiration le 21 août 1936.

2. J'ai l'honneur de proposer de proroger indéfiniment cet arrangement, étant entendu que l'une des deux Parties pourra y mettre fin en tout temps en donnant à cet effet préavis de six mois à l'autre Partie.

3. Le Gouvernement de Sa Majesté est disposé à considérer la présente note et une note de Votre Excellence confirmant l'acceptation, par le Gouvernement allemand, de la proposition ci-dessus, comme constituant, entre les deux gouvernements, un arrangement qui sera censé avoir pris effet à la date de l'expiration de l'Arrangement de 1933.

Veuillez agréer, etc.

(Pour le Secrétaire d'Etat)
C. W. BAXTER.

Son Excellence,
Monsieur Joachim von Ribbentrop,
etc., etc., etc.

II.

AMBASSADE D'ALLEMAGNE.

B. 3903.

LONDRES, *le 21 décembre* 1936.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ETAT,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence en date du 19 novembre 1936 (7811/6312/18) par laquelle vous avez bien voulu m'informer que le Gouvernement royal britannique propose de proroger indéfiniment l'Arrangement germano-britannique concernant la réglementation de l'approvisionnement en poisson du marché du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, en date du 7 juillet 1933, étant entendu que cet arrangement

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

pourra être dénoncé en tout temps par chacune des deux Parties contractantes moyennant préavis de six mois.

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement allemand se rallie à cette proposition. En outre, le Gouvernement allemand accepte que la note de Votre Excellence en date du 19 novembre et ma présente réponse constituent, entre les deux gouvernements, un arrangement entrant en vigueur à partir de la date de l'expiration de l'Arrangement de 1933.

Veuillez agréer, etc.

WOERMANN.

Le très honorable
Anthony Eden, M.C., M.P.
etc., etc., etc.,
Foreign Office,
Londres.

N° 3429. — ÖVERENSKOMMELSE [1] MELLAN SVERIGE OCH FINLAND ANGÅENDE GEMENSAM BEVAKNING FÖR BEKÄMPANDE AV OLOVLIG INFÖRSEL AV ALKOHOLVAROR. UNDERTECKNAD I HELSINGFORS, DEN 29 DECEMBER 1933.

NOTEVÄXLING MELLAN SVERIGES OCH FINLANDS REGERINGAR RÖRANDE TILLÄMPNINGEN AV OVANNÄMNDA ÖVERENSKOMMELSE AV DEN 29 DECEMBER 1933. STOCKHOLM, DEN 20 NOVEMBER 1936.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède et le délégué permanent a. i. *de la Finlande près la Société des Nations, le 30 novembre* 1936.

Communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs and by the Permanent Delegate a. i. *of Finland to the League of Nations, November 30th,* 1936.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

I.

KUNGL. UTRIKESDEPARTEMENTET.

STOCKHOLM, *den 20 november* 1936.

HERR CHARGÉ D'AFFAIRES.

Enligt min regerings uppdrag har jag äran meddela, att Svenska Regeringen, under förutsättning, att en motsvarande utfästelse lämnas av Finlands Regering, förbinder sig att från och med den 15 december 1936 tillämpa följande bestämmelse :

> Finlands sjöbevakningsväsende tillhörigt eller till dess förfogande ställt fartyg skall i svenskt farvatten, när det användes för ändamål, som stå i samband med den i överenskommelsen den 29 december 1933 mellan Sverige och Finland angående gemensam bevakning för bekämpande av olovlig införsel av alkoholvaror avsedda gemensamma bevakningen, vara befriat från skyldighet att anlita lots samt åtnjuta befrielse från alla de avgifter, som i allmänhet äro för fartyg i svenska hamnar fastställda, med undantag av lotsavgifter, då lots begagnas.

[1] Vol. CXLIX, page 23, de ce recueil.

[1] Vol. CXLIX, page 23, of this Series.

Därest Finlands Regering är beredd till en motsvarande utfästelse, får jag föreslå, att genom denna skrivelse och det svar, jag må kunna emotse, en för de båda regeringarna bindande överenskommelse i ämnet skall anses hava kommit till stånd.

Mottag, Herr Chargé d'Affaires, försäkran om min fullkomligaste högaktning.

Herr P.K. Tarjanne,
Finlands Chargé d'Affaires,
etc., etc.

(undert.) Rickard SANDLER.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 25 novembre 1936.
Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

II.

FINLANDS BESKICKNING.

STOCKHOLM, *den 20 november* 1936.

HERR MINISTER,

Härmed har jag äran erkänna mottagandet av Eder skrivelse av denna dag, vari Ni, Herr Minister, på uppdrag av Eder Regering, meddelat, att Svenska Regeringen, under förutsättning att en motsvarande utfästelse lämnas av Finlands Regering, förbinder sig att från och med den 15 december 1936 tillämpa följande bestämmelse :

> Finlands sjöbevakningsväsende tillhörigt eller till dess förfogande ställt fartyg skall i svenskt farvatten, när det användes för ändamål, som stå i samband med den i överenskommelsen den 29 december 1933 mellan Sverige och Finland angående gemensam bevakning för bekämpande av olovlig införsel av alkoholvaror avsedda gemensamma bevakningen, vara befriat från skyldighet att anlita lots samt åtnjuta befrielse från alla de avgifter, som i allmänhet äro för fartyg i svenska hamnar fastställda, med undantag av lotsavgifter, då lots begagnas.

Med anledning härav har jag äran meddela, att Finlands Regering förbinder sig att från och med den 15 december 1936 tillämpa följande bestämmelse :

> Svenska tullverket tillhörigt eller till dess förfogande ställt fartyg skall i finskt farvatten, när det användes för ändamål, som stå i samband med den i överenskommelsen den 29 december 1933 mellan Finland och Sverige angående gemensam bevakning för bekämpande av olovlig införsel av alkoholvaror avsedda gemensamma bevakningen, vara befriat från skyldighet att anlita lots samt åtnjuta befrielse från alla de avgifter som i allmänhet äro för fartyg i finska hamnar fastställda, med undantag av lotsavgifter, då lots begagnas.

Jag är ense med Eder om, att Eder nyssnämnda skrivelse och denna min svarsskrivelse utgöra en mellan de båda regeringarna i angivna avseende träffad överenskommelse.

Mottag, Herr Minister, försäkran om min mest utmärkta högaktning.

Hans Excellens Herr Sandler,
Minister för Utrikesärendena,
etc., etc., etc.,
Stockholm.

(undert.) P. K. TARJANNE.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 25 novembre 1936.
Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

Pour copie conforme :
J. Nyyssönen,
Conseiller de Légation.

[1] TRADUCTION.

Nº 3429. — ACCORD ENTRE LA FINLANDE ET LA SUÈDE CONCERNANT L'ORGANISATION D'UN SERVICE DE GARDE COMMUN EN VUE DE LA LUTTE CONTRE L'IMPORTATION ILLICITE DES MARCHANDISES ALCOOLIQUES. SIGNÉ A HELSINGFORS (HELSINKI), LE 29 DÉCEMBRE 1933.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION DE L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. STOCKHOLM, LE 20 NOVEMBRE 1936.

I.

MINISTÈRE ROYAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

STOCKHOLM, *le 20 novembre* 1936.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement suédois, sous condition d'un engagement réciproque de la part du Gouvernement finlandais, s'engage à appliquer, à partir du 15 décembre 1936, les dispositions suivantes :

Les bateaux appartenant au service de surveillance des côtes de la Finlande ou mis à la disposition dudit service, s'ils sont affectés à des fins en rapport avec la surveillance commune instituée par l'Accord du 29 décembre 1933 entre la Suède et la Finlande, concernant l'organisation d'un service de surveillance commun en vue de la répression de l'importation illicite d'alcools, seront, dans les eaux suédoises, exemptés de l'obligation de requérir les services d'un pilote et bénéficieront de la franchise de tous les droits auxquels les navires sont généralement assujettis dans les ports suédois, à l'exception des droits de pilotage s'il est fait usage des services d'un pilote.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

No. 3429. — AGREEMENT BETWEEN FINLAND AND SWEDEN REGARDING THE ORGANISATION OF A COMMON SURVEILLANCE SERVICE WITH A VIEW TO PREVENTING THE ILLICIT IMPORTATON OF ALCOHOLIC LIQUORS. SIGNED AT HELSINGFORS (HELSINKI), DECEMBER 29TH, 1933.

EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE APPLICATION OF THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. STOCKHOLM, NOVEMBER 20TH, 1936.

I.

ROYAL MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

STOCKHOLM, *November 20th*, 1936.

SIR,

I am instructed by my Government to state that the Swedish Government undertakes, subject to a corresponding undertaking on the part of the Finnish Government, to apply the following provisions as from December 15th, 1936, inclusive :

Vessels belonging to the Finnish coast-guard service or placed at its disposal, if used for purposes connected with the common surveillance service with a view to preventing the illicit importation of alcoholic liquors, provided for in the Agreement of December 29th, 1933, between Sweden and Finland, shall be exempt in Swedish waters from the obligation to employ a pilot and shall enjoy freedom from all dues generally applicable to vessels in Swedish ports, with the exception of pilotage charges when a pilot is employed.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Au cas où le Gouvernement finlandais serait disposé à prendre un engagement réciproque, je proposerais que la présente lettre et la réponse que j'espère recevoir soient considérées comme constituant un accord à ce sujet liant les deux gouvernements.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Rickard SANDLER.

Monsieur P. K. Tarjanne,
Chargé d'Affaires de Finlande,
etc., etc., etc.

II.

LÉGATION DE FINLANDE.

STOCKHOLM, *le 20 novembre* 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre de ce jour par laquelle vous voulez bien m'informer, d'ordre de votre gouvernement, que le Gouvernement suédois, sous condition d'un engagement réciproque de la part du Gouvernement finlandais, s'engage, à partir du 15 décembre 1936, à appliquer les dispositions suivantes :

> Les bâtiments appartenant au service de surveillance des côtes de la Finlande ou mis à la disposition dudit service, s'ils sont affectés à des fins en rapport avec la surveillance commune instituée par l'Accord du 29 décembre 1933 entre la Suède et la Finlande, concernant l'organisation d'un service de surveillance commun en vue de la répression de l'importation illicite d'alcools, seront, dans les eaux suédoises, exemptés de l'obligation de requérir les services d'un pilote et bénéficieront de la franchise de tous les droits auxquels les navires sont généralement assujettis dans les ports suédois, à l'exception des droits de pilotage s'il est fait usage des services d'un pilote.

A cette occasion, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement finlandais s'engage à appliquer, à partir du 15 décembre 1936, les dispositions suivantes :

> Les bâtiments appartenant au service des douanes suédois ou mis à la disposition dudit service, s'ils sont affectés à des fins

Should the Finnish Government be prepared to give a corresponding undertaking, I propose that the present note and the reply which I hope to receive shall be regarded as constituting an agreement on the subject which shall be binding upon both Governments.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Rickard SANDLER.

Monsieur P. K. Tarjanne,
Finnish Chargé d'Affaires,
etc., etc., etc.

II.

FINNISH LEGATION.

STOCKHOLM, *November 20th*, 1936.

SIR,

I have the honour hereby to acknowledge receipt of your note of to-day's date in which, in accordance with instructions from your Government, you inform me that the Swedish Government undertakes, subject to a corresponding undertaking on the part of the Finnish Government, to apply the following provisions as from December 15th, 1936, inclusive :

> Vessels belonging to the Finnish coast-guard service or placed at its disposal, if used for purposes connected with the common surveillance service with a view to preventing the illicit importation of alcoholic liquors, provided for in the Agreement of December 29th, 1933, between Sweden and Finland, shall be exempt in Swedish waters from the obligation to employ a pilot and shall enjoy freedom from all dues generally applicable to vessels in Swedish ports, with the exception of pilotage charges when a pilot is employed.

In this connection, I have the honour to state that the Finnish Government undertakes to apply the following provisions as from December 15th, 1936 :

> Vessels belonging to the Swedish Customs authorities or placed at their disposal, if used for purposes connected with the

en rapport avec la surveillance commune instituée par l'Accord du 29 décembre 1933 entre la Finlande et la Suède concernant l'organisation d'un service de surveillance commun en vue de la répression de l'importation illicite d'alcools, seront, dans les eaux finlandaises, exemptés de l'obligation d'avoir recours aux services d'un pilote et bénéficieront de la franchise de tous les droits auxquels les navires sont généralement assujettis dans les ports finlandais, à l'exception des droits de pilotage s'il est fait usage des services d'un pilote.

Je conviens avec vous que votre lettre susmentionnée et ma présente réponse constitueront un accord conclu à ce sujet entre les deux gouvernements.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) P. K. TARJANNE.

Son Excellence Monsieur Sandler,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.,
Stockholm.

common surveillance service with a view to preventing the illicit importation of alcoholic liquors, provided for in the Agreement of December 29th, 1933, between Finland and Sweden, shall be exempt in Finnish waters from the obligation to employ a pilot and shall enjoy freedom from all dues generally applicable to vessels in Finnish ports, with the exception of pilotage charges when a pilot is employed.

I accept with your proposal that your abovementioned note and the present reply shall constitute an agreement between the two Governments on the subject in question.

I have the honour to be, etc.

(Signed) P. K. TARJANNE.

His Excellency Monsieur Sandler,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.,
Stockholm.

No. 3438. — COMMERCIAL AGREEMENT BETWEEN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND FINLAND, WITH PROTOCOL AND ANNEXES, SIGNED AT HELSINKI, SEPTEMBER 29TH, 1933, AND EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE APPLICATION OF THE PROVISIONS OF PARAGRAPH 1 OF PART II OF THE PROTOCOL, LONDON, DECEMBER 29TH, 1933.

EXCHANGE OF NOTES [2], WITH ANNEX, PROVIDING FOR THE AMENDMENT OF THE PROTOCOL TO THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. LONDON, OCTOBER 8TH AND 23RD, 1936.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain and by the Permanent Delegate a. i. *of Finland to the League of Nations, December 23rd,* 1936.

[1] Vol. CXLIX, page 167 ; and Vol. CLVI, page 319, of this Series.

[2] Came into force October 23rd, 1936.

N° 3438. — ACCORD [1] COMMERCIAL ENTRE LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LA FINLANDE, AVEC PROTOCOLE ET ANNEXES, SIGNÉS A HELSINKI, LE 29 SEPTEMBRE 1933, ET ÉCHANGE DE NOTES CONCERNANT L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DE LA PARTIE II, PARAGRAPHE 1, DU PROTOCOLE, LONDRES, LE 29 DÉCEMBRE 1933.

ECHANGE DE NOTES [2], AVEC ANNEXE, RELATIF A UN AMENDEMENT AU PROTOCOLE DE L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. LONDRES, LES 8 ET 23 OCTOBRE 1936.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne et le délégué permanent a. i. *de la Finlande près la Société des Nations, le 23 décembre* 1936.

[1] Vol. CXLIX, page 167 ; et vol. CLVI, page 319, de ce recueil.

[2] Entré en vigueur le 23 octobre 1936.

I.

FINNISH LEGATION.
LONDON.
No. 7816.

37, Smith Square, Westminster, S.W.1.,
October 8th, 1936.

YOUR EXCELLENCY,

Under the Commercial Agreement between Finland and the United Kingdom signed at Helsinki on the 29th of September, 1933, as modified by the exchange of notes of the 29th of December, 1933, 75 per cent of the total imports of coal into Finland during each period of twelve months ending the 30th of November shall be of United Kingdom origin.

For various reasons set out in the enclosed memorandum, it has been found highly desirable that the said period should commence on the 1st of March and end on the 28th of February.

With reference to the above I have the honour, under instructions from my Government, to enquire whether His Majesty's Government have any objections to raise against a corresponding alteration of the said Commercial Agreement.

I have the honour to be, with the highest consideration, Your Excellency's most obedient, humble Servant.

G. A. GRIPENBERG.

The Right Honourable
Anthony Eden, M.C., M.P.,
etc., etc., etc.,
Foreign Office,
S.W.1.

Pour copie conforme :

J. Nyyssönen,
Conseiller de Légation.

MEMORANDUM.

1. Under the Regulations governing imports of coal into Finland coal importers are not allowed to import coal from other countries than the United Kingdom of a quantity repre-

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

LÉGATION DE FINLANDE.
LONDRES.
N° 7816.

37, Smith Square, Westminster, S.W.1.
Le 8 octobre 1936.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ETAT,

Aux termes de l'Accord commercial entre la Finlande et le Royaume-Uni, signé à Helsinki le 29 septembre 1933, et modifié par l'échange de notes du 29 décembre 1933, 75 pour cent des importations totales de charbon en Finlande, au cours de chaque période de douze mois se terminant le 30 novembre, doivent être originaires du Royaume-Uni.

Pour diverses raisons exposées dans le mémoire ci-joint, il a paru extrêmement souhaitable que ladite période commence le 1er mars et se termine le 28 février.

En conséquence, j'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de demander si le Gouvernement de Sa Majesté verrait des inconvénients à ce que ledit accord commercial fût modifié dans ce sens.

Veuillez agréer, etc.

G. A. GRIPENBERG.

Le très honorable
Anthony Eden, M.C., M.P.,
etc., etc., etc.,
Foreign Office,
S.W.1.

MÉMOIRE

1. Aux termes du règlement d'application concernant les importations de charbon en Finlande, les importateurs de charbon ne sont pas autorisés à importer, de pays autres que le

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

senting more than one third of the quantities shown to have been imported from the United Kingdom during the same quota year. In exceptional cases, however, importation of coal from other countries than the United Kingdom may take place prior to the importation from the last-mentioned country, subject to satisfactory bank guarantees being given by the importer.

2. In October and November Finland is always importing large quantities of coal.

3. This is due to the northerly position of the country, importers having to replenish their stocks before the ports are closed for the winter.

4. For the reasons referred to in the preceeding paragraph considered in connection with the fact that all import licences expire on the 30th November of each year, there is always a rush on the freight market in October and November involving temporary increases in price and freight quotations.

5. In addition, licences for importation of non-British coal may have to be left unused for the following reasons :

(a) Owing to the rush on the freight market, necessary loading space may not have been available when required or :

(b) The steamer chartered for the purpose may not have been able to unload the coal in a Finnish port by the end of November.

6. If shipments of non-British coal are delayed and do not take place until December, the importer has to obtain a special licence for them by arranging for a bank guarantee to cover the cif value — increased by 10 per cent — of a three times larger quantity of British coal. This involves additional expenses for the importer and affects ultimately also the price the consumer has to pay for the coal.

7. For the purpose of alleviating the difficulties explained above it would be highly desirable that the quota year should commence

Royaume-Uni, une quantité de charbon supérieure à un tiers des quantités relevées comme ayant été importées du Royaume-Uni au cours de la même année de contingentement. Toutefois, dans des cas exceptionnels, des importations de charbon en provenance de pays autres que le Royaume-Uni peuvent avoir lieu antérieurement aux importations en provenance de ce dernier pays sous réserve, pour l'importateur, de donner des garanties bancaires satisfaisantes.

2. En octobre et en novembre, la Finlande importe toujours de grandes quantités de charbon.

3. Cela est dû à la situation septentrionale du pays, les importateurs devant reconstituer leurs stocks avant que les ports soient fermés pour la durée de l'hiver.

4. Pour les raisons exposées dans le paragraphe précédent et auxquelles s'ajoute le fait que toutes les licences d'importation expirent le 30 novembre de chaque année, il se produit toujours, en octobre et en novembre, sur le marché du fret, un afflux de demandes, entraînant une hausse momentanée des prix et des taux du fret.

5. En outre il arrive que des licences pour l'importation de charbon non originaire du Royaume-Uni doivent rester inutilisées pour les raisons suivantes :

a) Etant donné l'afflux de demandes sur le marché du fret, la place nécessaire pour le chargement peut n'avoir pas été disponible au moment voulu ; ou bien

b) Le navire affrété à cet effet peut n'avoir pas été en mesure de décharger le charbon dans un port finlandais avant la fin de novembre.

6. Si les envois de charbon non originaire du Royaume-Uni sont retardés et n'ont lieu qu'en décembre, l'importateur doit obtenir, pour ces envois, une licence spéciale moyennant une garantie bancaire représentant la valeur c.i.f. — augmentée de 10% — d'une quantité triple de charbon originaire du Royaume-Uni. Cette obligation entraîne des dépenses supplémentaires pour l'importateur et influe également, en fin de compte, sur le prix que le consommateur doit payer pour le charbon.

7. En vue d'alléger les difficultés exposées ci-dessus, il serait extrêmement souhaitable que l'année de contingentement commençât

a few months later, the 1st of March being suggested as the most convenient date.

8. It is suggested that the present quota year should be prolonged by three months and the next quota year commence on the 1st of March, 1937.

LONDON, *October* 8, 1936.

II.

FOREIGN OFFICE, S.W.1.

No. N 5017/170/56.

October 23rd, 1936.

SIR,

In your note No. 7816 of October 8th you were good enough to suggest that the first paragraph of Part II of the Protocol to the Anglo-Finnish Commercial Agreement signed at Helsingfors on the 29th September, 1933, as modified by the exchange of notes on December 29th of the same year, should be amended so that the period of twelve months constituting the basis for calculating the annual percentage of coal of United Kingdom origin, imported into Finland should be considered as beginning on March 1st and ending on February 28th of each year, instead of beginning on December 1st and ending on November 30th as provided in the said notes. In the memorandum, enclosed in your note, it was further suggested that the present quota year should be prolonged by three months and the next quota year begin on the 1st March, 1937.

2. I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland concur in these proposals and also agree that this exchange of notes should be considered as constituting an agreement between them and the Government of Finland which shall come into force immediately.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, Your obedient Servant.

(For the Secretary of State)
Laurence COLLIER.

Monsieur Georg Achates Gripenberg,
etc., etc., etc.

Pour copie conforme :
J. Nyyssönen.

quelques mois plus tard, et c'est la date du 1er mars qui paraîtrait la mieux appropriée.

8. Il est suggéré que la présente année de contingentement soit prolongée de trois mois et que la prochaine année de contingentement commence le 1er mars 1937.

LONDRES, *le 8 octobre* 1936.

II.

FOREIGN OFFICE, S.W.1.

No N 5017/170/56.

Le 23 octobre 1936.

MONSIEUR,

Par votre note No 7816, en date du 8 octobre, vous avez bien voulu suggérer que le paragraphe premier de la partie II du protocole à l'Accord commercial anglo-finlandais, signé à Helsingfors le 29 septembre 1933 et modifié par l'échange de notes du 29 décembre de la même année, soit amendé de telle sorte que la période de douze mois, constituant la base de calcul du pourcentage annuel de charbon originaire du Royaume-Uni importé en Finlande, soit considérée comme commençant le 1er mars et se terminant le 28 février de chaque année, au lieu de commencer le 1er décembre et de se terminer le 30 novembre comme il était prévu dans lesdites notes. Dans le mémoire joint à votre note il était suggéré, en outre, que la présente année de contingentement fût prolongée de trois mois et que la prochaine année de contingentement commençât le 1er mars 1937.

2. J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord se rallie à ces propositions et accepte également que le présent échange de notes soit considéré comme constituant, entre le Gouvernement de Sa Majesté et le Gouvernement finlandais, un accord qui entrera immédiatement en vigueur.

Veuillez agréer, etc.

(Pour le Secrétaire d'Etat)
Laurence COLLIER.

Monsieur Georg Achates Gripenberg,
etc., etc., etc.

No. 3445. — EXCHANGE OF NOTES [1] BETWEEN THE ECONOMIC UNION OF BELGIUM AND LUXEMBURG AND HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN NEW ZEALAND CONSTITUTING A TRADE ARRANGEMENT. WELLINGTON, DECEMBER 5TH, 1933.

EXCHANGE OF NOTES [2] BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN NEW ZEALAND AND THE BELGIAN GOVERNMENT, WITH SCHEDULES, MODIFYING THE ABOVE-MENTIONED ARRANGEMENT. WELLINGTON, AUGUST 10th, 1936, AND SYDNEY, AUGUST 21st, 1936.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, April 7th, 1937.

I.

THE PRIME MINISTER OF NEW ZEALAND TO THE CONSUL OF BELGIUM IN NEW ZEALAND.

PRIME MINISTER'S OFFICE.

WELLINGTON, *August 10th*, 1936.

SIR,

Referring to the Commercial Arrangement concluded on the 5th December, 1933, between the Economic Union of Belgium and Luxemburg and New Zealand, I have the honour to inform you that that Arrangement has now, by mutual agreement, been modified as follows :

> His Majesty's Government in New Zealand will admit for importation goods being the produce or manufacture of the Economic Union of Belgium and Luxemburg and enumerated in Schedule " A " attached to this letter at duties not higher than those indicated in that Schedule, provided that the Government of the Economic Union of Belgium and Luxemburg will admit for importation goods being the produce or manufacture of New Zealand, enumerated in Schedule " B " attached to this letter, at duties not higher than those set out in that Schedule.

It is understood that the present modification constitutes in all respects an integral part of the Commercial Arrangement of the 5th December, 1933, referred to above, and will continue in force accordingly until the expiration of six months from the date on which either Government shall have given to the other notice of revocation of the Arrangement.

I have, etc.

M. J. SAVAGE,
Prime Minister.

---

[1] Vol. CXLIX, page 435, of this Series.

[2] Came into force September 1st, 1936.

N° 3445. — ÉCHANGE DE NOTES [1] ENTRE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE ET LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ EN NOUVELLE-ZÉLANDE, COMPORTANT UN ARRANGEMENT COMMERCIAL. WELLINGTON, LE 5 DÉCEMBRE 1933.

[2] TRADUCTION. — TRANSLATION.

ECHANGE DE NOTES [3] ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ EN NOUVELLE-ZÉLANDE ET LE GOUVERNEMENT BELGE, AVEC ANNEXES, MODIFIANT L'ARRANGEMENT SUSMENTIONNÉ. WELLINGTON, LE 10 AOUT 1936, ET SYDNEY, LE 21 AOUT 1936.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 7 avril 1937.

I.

LE PREMIER MINISTRE DE NOUVELLE-ZÉLANDE AU CONSUL DE BELGIQUE EN NOUVELLE-ZÉLANDE.

CABINET DU PREMIER MINISTRE.

WELLINGTON, *le* 10 *août* 1936.

MONSIEUR LE CONSUL,

Me référant à l'Arrangement commercial conclu le 5 décembre 1933 entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Nouvelle-Zélande, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que, d'un commun accord, cet arrangement est désormais modifié comme suit :

> Le Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande admettra à l'importation les produits du sol et de l'industrie de l'Union économique belgo-luxembourgeoise énumérés dans l'annexe « A » à la présente lettre, à des droits ne dépassant pas ceux qui sont indiqués dans cette annexe, à condition que le Gouvernement de l'Union économique belgo-luxembourgeoise admette à l'importation les produits du sol ou de l'industrie de la Nouvelle-Zélande, énumérés dans l'annexe « B » à la présente lettre, à des droits ne dépassant pas ceux qui sont indiqués dans cette annexe.

Il est entendu que la présente modification fait, à tous égards, partie intégrante de l'Arrangement commercial du 5 décembre 1933, mentionné plus haut, et, en conséquence, restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du jour où l'un des deux gouvernements aura notifié à l'autre son intention de révoquer l'arrangement.

Veuillez agréer, etc.

M. J. SAVAGE,
Premier Ministre.

---

[1] Vol. CXLIX, page 435, de ce recueil.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[3] Entré en vigueur le 1er septembre 1936.

SCHEDULE A.

Item No. of the Customs Tariff of New Zealand	Tariff Item	Rate of Duty payable in New Zealand on Articles produced or manufactured in the Economic Union of Belgium and Luxemburg
ex 67	Maizena and cornflour	¾*d.* per lb.
76	Cigars, including the weight of every band, wrapper, or attachment, to any cigar	14*s.* per lb.
90	Wine containing not more than 40 per cent. of proof spirit, viz. :	
	(1) Sparkling, all kinds ; per gallon, or for six reputed quart bottles, or the reputed equivalent in bottles of a larger or smaller capacity	13*s.*
	(2) Other kinds ; per gallon, or for six reputed quart bottles, or the reputed equivalent in bottles of a larger or smaller reputed capacity	6*s.*
ex 136	Apparel, clothing and hosiery, viz. :	
	(4) Gloves, and mittens, other than those composed wholly or principally of rubber or asbestos	40 per cent. *ad val.*
194	Belts, and belting, n.e.i., for driving machinery ; conveyor belts, and belting, of rubber, textile, fibre, or combinations of these materials ; cordage or rope on declaration that it will be used only for driving machinery	20 per cent. *ad val.*
203	Leather manufactures, n.e.i.	40 per cent. *ad val.*
222	Glass, bevelled, silvered, or with rounded or polished edges ; mirrors, and looking-glasses, framed or unframed	35 per cent. *ad val.*
300	Paper, viz. :	
	(1) Carbon and similar copying paper, n.e.i.	20 per cent. *ad val.*
	(2) N.e.i., including tin-foil paper, and gummed paper, n.e.i. :	
	(a) In sheets of size less than 20 inches by 15 inches or the equivalent	40 per cent. *ad val.*
	(b) In sheets of size not less than 20 inches by 15 inches or the equivalent	10 per cent. *ad val.*
	(c) In rolls less than 10 inches wide except such rolls specially suited for industrial or similar purposes in such widths not exceeding 2 inches as the Minister may determine	40 per cent. *ad val.*
	(d) In rolls, n.e.i.	20 per cent. *ad val.*
ex 322	(1) Cartridges :	
	(a) Shot, 10 to 24 bore	5*s.* per 100 or 50 per cent. *ad val.* (whichever rate returns the higher duty).
	(b) Shot, n.e.i.	50 per cent. *ad val.*
	(c) Ball, 22 calibre	25 per cent. *ad val.*
	(d) N.e.i.	45 per cent. *ad val.*

ANNEXE A

Numéro du tarif néo-zélandais	Désignation des marchandises	Droits applicables en Nouvelle-Zélande aux produits du sol ou de l'industrie de l'Union économique belgo-luxembourgeoise
ex 67	Maïzena et farine de maïs	¾*d.* par livre.
76	Cigares, y compris le poids de la bague, de l'enveloppe ou de tout autre accessoire de chaque cigare	14*s.* par livre.
90	Vins ne contenant pas plus de 40 % de la force de preuve :	
	1. Mousseux de toute sorte ; par gallon ou par six bouteilles dites quarts, et en proportion pour les bouteilles contenant une quantité plus grande ou plus petite . . .	13*s.*
	2. Autres, par gallon ou par six bouteilles dites quarts, et en proportion pour les bouteilles contenant une quantité plus grande ou plus petite	6*s.*
ex 136	Objets d'habillement, vêtements et bonneterie :	
	4. Gants et mitaines autres que ceux entièrement ou principalement composés de caoutchouc ou d'asbeste	40 % *ad val.*
194	Bandes et courroies pour machines n.c.a. ; bandes et courroies-transporteurs en caoutchouc, tissus, fibres ou combinaisons de ces matières ; cordages ou cordes déclarés comme ne devant servir qu'à la transmission mécanique	20 % *ad val.*
203	Ouvrages en cuir n.c.a.	40 % *ad val.*
222	Glaces, biseautées, étamées ou avec bords arrondis ou polis ; miroirs et glaces, encadrés ou non	35 % *ad val.*
300	Papier :	
	1. Carbone et papier similaire à copier n.c.a.	20 % *ad val.*
	2. N.c.a., y compris le papier d'étain et le papier gommé n.c.a. :	
	a) En feuilles de moins de 20 sur 15 pouces ou de dimensions équivalentes	40 % *ad val.*
	b) En feuilles d'au moins 20 sur 15 pouces ou de dimensions équivalentes	10 % *ad val.*
	c) En rouleaux de moins de 10 pouces de largeur à l'exception des rouleaux spécialement destinés à l'industrie ou à des usages similaires en largeurs ne dépassant pas 2 pouces, à déterminer par le ministre	40 % *ad val.*
	d) En rouleaux n.c.a.	20 % *ad val.*
ex 322	1. Cartouches :	
	a) A plombs, des numéros 10 à 24	5*s.* le cent ou 50 % *ad val.* (selon le taux qui donne le droit le plus élevé).
	b) A plombs n.c.a.	50 % *ad val.*
	c) A balles, de calibre 22	25 % *ad val.*
	d) N.c.a.	45 % *ad val.*

Item No. of the Customs Tariff of New Zealand	Tariff Item	Rate of Duty payable in New Zealand on Articles produced or manufactured in the Economic Union of Belgium and Luxemburg
ex 338	Machinery or appliances, electrical, viz. :	
	(1) *(a)* Machinery or appliances, n.e.i., peculiar to the generation of electricity, to the transformation of pressures of electric currents, or to the conversion of one type of electric current to another ; electric motors ; slide rails for electric generators or electric motors . .	20 per cent. *ad val.*
	(b) Batteries or cells not including storage batteries . .	35 per cent. *ad val.*
	(2) Switchboards, fuse boards, and distribution boards or boxes for electric circuits ; shunt or voltage regulators ; starters or controllers for electric motors ; rheostats, and resistances, n.e.i., including reactance or choking coils, for the reduction or control of electric currents, condensers, relays, electro-magnets, switches, wall-plugs and shoes or sockets therefor, circuit breakers, circuit makers, cut-outs, fuses, wire or cable connectors and similar articles, and terminals ; lightning arresters for the protection of electrical apparatus	20 per cent. *ad val.*
	(3) Carbons or electrodes for arc lamps, for electric furnaces, or for electric welding	20 per cent. *ad val.*
	(4) Electric appliances, n.e.i., peculiar to electro-plating, electro-chemistry, electro-metallurgy, surgery, telegraphy, telephony (not including cabinets or parts of cabinets for wireless broadcast receiving sets) ; X-ray tubes and electrical vacuum tubes not suitable for purposes of illumination	20 per cent. *ad val.*
	(5) Electric locomotives ; trolley-poles or collectors for electric tram-cars or electric locomotives ; frogs, crossings, and line-ears, for overhead conductors for electric railways or tramways ; rail bonds with terminals attached . . .	20 per cent. *ad val.*
	(6) Metal poles or towers, specially suited for use in electrical transmission-lines	20 per cent. *ad val.*
	(7) Insulated cable and wire ; carbon in block, sheet, or rod ; mica, vulcanite, insulating-tape, and other insulating materials, n.e.i., not including insulating-piping or tubing, or insulating fittings for pipes	20 per cent. *ad val.*
	(8) Sparking-plugs for oil engines	20 per cent. *ad val.*
	(10) N.e.i.	40 per cent. *ad val.*
ex 351	Machinery, machines, machine tools, and appliances, viz. :	
	(1) Anvils, forges, and hearths, viz. : blacksmiths', and similar	20 per cent. *ad val.*
	(2) Blacksmiths', braziers', assay, and treadle-power bellows	20 per cent. *ad val.*
	(3) Boring and well-drilling machinery ; rock drills, and diamond drills ; coal cutters	20 per cent. *ad val.*
	(4) Blowers, and fans, viz. : exhaust, blast, and ventilating ; vacuum cleaners	20 per cent. *ad val.*
	(5) Card clothing suitable for use in woollen mills and paper mills	20 per cent. *ad val.*

Numéro du tarif néo-zélandais	Désignation des marchandises	Droits applicables en Nouvelle-Zélande aux produits du sol ou de l'industrie de l'Union économique belgo-luxembourgeoise
ex 338	Machines ou appareils électriques :	
	1. *a)* Machines ou appareils destinés à la production de l'électricité, à la transformation de la tension du courant électrique ou à la conversion d'un type de courant en un autre ; moteurs électriques ; glissières pour générateurs ou moteurs électriques	20 % *ad val.*
	b) Piles ou éléments, non compris les accumulateurs . .	35 % *ad val.*
	2. Tableaux de distribution, tableaux des fusibles et tableaux ou boîtes de distribution pour circuits électriques ; régulateurs de dérivation ou de voltage ; démarreurs ou contrôleurs pour moteurs électriques ; rhéostats et résistances n.c.a., y compris les bobines de réactance ou de réaction pour la réduction ou le contrôle des courants électriques, condensateurs, relais, électro-aimants, interrupteurs, prises de courant, semelles et sockets pour ces appareils, commutateurs, mises en circuit, coupe-circuit, fusibles, accouplements pour fils ou câbles et articles similaires ainsi que bornes ; parafoudres pour la protection des appareils électriques	20 % *ad val.*
	3. Charbons ou électrodes pour lampes à arc, pour fours électriques et pour la soudure électrique	20 % *ad val.*
	4. Appareils électriques n.c.a., spécialement destinés à la galvanoplastie, l'électrochimie, l'électrométallurgie, la chirurgie, la télégraphie, la téléphonie (non compris les meubles ou parties de meubles pour appareils récepteurs de T. S. F.) ; tubes pour rayons X et tubes électriques à vide impropres à l'éclairage	20 % *ad val.*
	5. Locomotives électriques ; flèches pour trolleys ou collecteurs pour tramways ou locomotives électriques ; aiguillages, croisements et anses *(line-ears)* pour conducteurs aériens de tramways ou de chemins de fer électriques ; éclissages avec bornes attachées	20 % *ad val.*
	6. Poteaux ou tours métalliques spécialement destinés aux lignes de transmission de courant électrique	20 % *ad val.*
	7. Câbles et fils isolés ; charbons en blocs, feuilles ou baguettes ; mica, vulcanite, rubans isolants et autres matières isolantes n.c.a., non compris les tubes ou conduits isolateurs ou les accessoires isolants pour tubes	20 % *ad val.*
	8. Bouchons fusibles pour moteurs à huile	20 % *ad val.*
	10. N.c.a..	40 % *ad val.*
ex 351	Machines, machines-outils et appareils :	
	1. Enclumes, forges et foyers pour forgerons et similaires . .	20 % *ad val.*
	2. Soufflets de forge, soufflets à braser, soufflets pour essais et soufflets à pédales	20 % *ad val.*
	3. Machines pour le sondage et pour le forage des puits ; perforateurs pour roches et perforateurs à diamant ; appareils pour l'abatage du charbon	20 % *ad val.*
	4. Machines soufflantes et ventilateurs destinés à aspirer, à souffler ou à agiter l'air ; nettoyeurs par le vide	20 % *ad val.*
	5. Garnitures de cardes pour filatures de laine et pour papeteries	20 % *ad val.*

Item No. of the Customs Tariff of New Zealand	Tariff Item	Rate of Duty payable in New Zealand on Articles produced or manufactured in the Economic Union of Belgium and Luxemburg
ex 351 *(contd.)*	Machinery, machines, machine tools, and appliances, viz : *(contd.)*	
	(6) Grinding machines, emery, and similar ; emery and similar wheels	20 per cent. *ad val.*
	(7) Grinding mills, grinding pans, ball mills, tube mills, bone crushers, corn mills, coffee and spice mills, food chopping, mincing, and similar machines	20 per cent. *ad val.*
	(9) Knitting and kilting machines	20 per cent. *ad val.*
	(10) Peculiar to metal-working, wood-working, stone-working, or glass-working	20 per cent. *ad val.*
	(11) Hydro-extractors	20 per cent. *ad val.*
	(12) Weighing machines, scales, and balances, n.e.i. . . .	20 per cent. *ad val.*
	(13) Printing machines	20 per cent. *ad val.*
352	Machinery, machines, machine tools, engines, and appliances, as may be approved by the Minister, peculiar to use in manufacturing, industrial and similar processes	20 per cent. *ad val.*
ex 357	Metal, viz. :	
	(2) Aluminium, brass, copper, lead, tin, and other metal, n.e.i., in bars or rods (except cast bars or rods of copper alloy)	10 per cent. *ad val.*
	(*Note.* — Lead and zinc in bars or rods already admissible at 10 per cent. *ad valorem* under existing Trade Arrangement.)	
	(4) Iron, galvanized or plain black, viz. : angle, tee, bar, bolt, channel, rod, and rolled girders ; iron girders expanded, but otherwise unworked	20 per cent. *ad val.*
	(5) Iron, viz. :	
	(a) Sheet, plate (including rolled chequered plates), or hoop, plain, whether black, polished, galvanized, plated, tinned, or otherwise coated with metal, n.e.i.	20 per cent. *ad val.* (except hoop 6 inches in width or over).
	(b) Corrugated sheet iron	20 per cent. *ad val.*
	(6) Metal, n.e.i., viz. : foil, leaf ; hoop, plate or sheet, plain, whether in the rough, polished, enamelled, galvanized, plated, tinned, or otherwise coated with metal	10 per cent. *ad val.*
	(*Note.* — Lead and zinc already admissible at 10 per cent. *ad valorem* under existing Trade Arrangement.)	
	(7) Shafting, plain rolled, or plain turned, but otherwise unwrought	20 per cent. *ad val.*
	(8) Sheet, perforated or cellular	20 per cent. *ad val.*
	(10) Wire, metal, plain, n.e.i. ; barbed fencing-wire ; wire cut to lengths, looped, twisted, or plain, suited for baling and similar purposes	10 per cent. *ad val.*
	(11) Metal cordage, not being gold or silver	20 per cent. *ad val.*

Numéro du tarif néo-zélandais	Désignation des marchandises	Droits applicables en Nouvelle-Zélande aux produits du sol ou de l'industrie de l'Union économique belgo-luxembourgeoise
ex 338 *(suite)*	Machines, machines-outils et appareils *(suite)* :	
	6. Machines à aiguiser, à l'émeri et similaires ; meules en émeri et similaires	20 % *ad val.*
	7. Moulins, broyeurs à cuve, broyeurs à boulets, broyeurs à tubes, broyeurs d'os, broyeurs de maïs, moulins à café et à épices, machines à couper et à hacher les aliments et machines similaires	20 % *ad val.*
	9. Machines à tricoter, machines à tisser	20 % *ad val.*
	10. Destinés à travailler le métal, le bois, la pierre ou le verre	20 % *ad val.*
	11. Hydro-extracteurs	20 % *ad val.*
	12. Machines à peser, bascules et balances n.c.a.	20 % *ad val.*
	13. Machines d'imprimerie	20 % *ad val.*
352	Machines, machines-outils, moteurs et appareils destinés aux usines, à l'industrie et à des usages similaires, approuvés par le ministre	20 % *ad val.*
ex 357	Métaux :	
	2. Aluminium, laiton, cuivre, plomb, étain et autres métaux n.c.a., en barres ou tiges (à l'exception des barres ou tiges coulées, en alliage de cuivre)	10 % *ad val.*
	(*Note.* — Le plomb ou le zinc en barres ou tiges sont déjà admis à un droit de 10 % *ad valorem*, conformément à l'arrangement commercial existant).	
	4. Fer, galvanisé ou simplement noir, en angles, T, barres, boulons, cornières, tiges et poutrelles laminées, poutrelles en fer étiré *(expanded)* mais non autrement travaillées	20 % *ad val.*
	5. Fer :	
	a) Tôles, plaques (y compris les plaques quadrillées, laminées) ou feuillards, unis, noirs, polis, galvanisés, plaqués, étamés ou autrement recouverts de métal n.c.a.	20 % *ad val.* (à l'exception des feuillards de six pouces et plus de large).
	b) Tôles ondulées	20 % *ad val.*
	6. Métaux n.c.a. : en feuilles minces, feuilles ; feuillards, plaques ou tôles, unis, bruts, polis, émaillés, galvanisés, plaqués, étamés ou autrement recouverts de métal . . .	10 % *ad val.*
	(*Note.* — Le plomb et le zinc sont déjà admis à un droit de 10 % *ad valorem*, conformément à l'arrangement commercial existant).	
	7. Arbres de transmission simplement laminés ou simplement tournés mais non autrement ouvrés	20 % *ad val.*
	8. Tôles perforées ou cellulaires	20 % *ad val.*
	10. Fil métallique simple n.c.a. ; fil barbelé pour clôtures ; fil coupé de longueur, avec boucles, tordu ou uni, destiné à l'emballage ou à des usages similaires	10 % *ad val.*
	11. Câbles en métal autres que l'or ou l'argent	20 % *ad val.*

Item No. of the Customs Tariff of New Zealand	Tariff Item	Rate of Duty payable in New Zealand on Articles produced or manufactured in the Economic Union of Belgium and Luxemburg
359	Nails or tacks, of copper, brass, and composition, n.e.i. ; nails or tacks, n.e.i. ; coopers' and similar hooks and tacks ; staples ; dog-spikes and deck-spikes	20 per cent. *ad val.*
360	Nails or tacks, exceeding 1 inch in length, made from iron wire, whether plain, galvanized, or cement-coated, n.e.i.	£4 per ton.
362	Pipes, piping, tubes, and tubing (except coil pipes), viz. :	
	(1) Wrought iron, steel, or wood, n.e.i. (including such pipes or tubes when protected with a cement or similar coating), not less than 4 inches, but less than 9 inches in internal diameter	40 per cent. *ad val.*
	(2) *(a)* Cast iron, n.e.i., including rain-water, soil, and similar pipes	20 per cent. *ad val.*
	(b) (i) Centrifugally-cast iron pipes, piping, tubes and tubing, exceeding 6 inches but not exceeding 12 inches in nominal internal diameter	20 per cent. *ad val.*
	(b) (ii) Centrifugally-cast iron pipes, piping, tubes and tubing, not less than 4 inches but not exceeding 6 inches in nominal internal diameter	40 per cent. *ad val.*
	(3) Wrought iron, or steel, screwed ; boiler tubes, flanged or unflanged ; and all pipes, piping, tubes and tubing, n.e.i.	20 per cent. *ad val.*
	(4) Lead or composition	7*s.* per cwt.
	(5) Knees, bends, elbows, junction or inspection boxes, including covers therefor, and other fittings, n.e.i., for pipes, piping, tubes or tubing, viz. :	
	(a) Of brass or other copper alloy	20 per cent. *ad val.*
	(b) Of cast iron for rain-water, soil, and similar pipes . .	40 per cent. *ad val.*
	(6) Knees, bends, elbows, junction or inspection boxes, including covers therefor, and other fittings, n.e.i., for any of the above-mentioned pipes, piping, tubes, or tubing, shall be classed under the same item of the Tariff as the pipes, piping, tubes, and tubing, for which they are fittings.	

SCHEDULE B.

Item No. of the Customs Tariff of the Economic Union of Belgium and Luxemburg	Tariff Item	Rate of Duty payable in the Economic Union of Belgium and Luxemburg on Articles produced or manufactured in New Zealand
11	Honey, natural.	60 fr. per 100 kilos. net weight.
47	Sausage casings, salt, fresh, or dried	Free.
ex 118 B. 3	Kauri gums	Free.
379	Casein	Free.

Numéro du tarif néo-zélandais	Désignation des marchandises	Droits applicables en Nouvelle-Zélande aux produits du sol ou de l'industrie de l'Union économique belgo-luxembourgeoise
359	Clous ou broquettes en cuivre, laiton et composition n.c.a. ; clous ou broquettes n.c.a. ; crochets et clous pour tonneliers et similaires ; crampons ; crampons de rails et crampons de tillac	20 % *ad val.*
360	Clous ou broquettes en fer mesurant plus de un pouce de longueur, en fil de fer, unis, galvanisés ou cémentés n.c.a. . . .	4 £ par tonne.
362	Tuyaux et tubes (à l'exception des serpentins) :	
	1. En fer forgé, acier ou bois n.c.a. (y compris les tuyaux ou tubes protégés par un cément ou un recouvrement similaire), n'ayant pas moins de quatre pouces mais moins de neuf pouces de diamètre intérieur	40 % *ad val.*
	2. *a)* En fonte n.c.a., y compris les tuyaux pour eaux de pluie, vidanges et similaires	20 % *ad val.*
	b) (i) Tuyaux et tubes, en fer coulé par la force centrifuge, ayant plus de six, mais pas plus de douze pouces de diamètre intérieur nominal	20 % *ad val.*
	(ii) Tuyaux et tubes, en fer coulé par la force centrifuge, n'ayant pas moins de quatre, mais pas plus de six pouces de diamètre intérieur nominal	40 % *ad val.*
	3. En fer forgé ou acier, filetés ; tubes pour chaudières avec ou sans bourrelets ; tous tuyaux et tubes n.c.a.	20 % *ad val.*
	4. En plomb ou composition	7*s.* par cwt.
	5. Courbes, pièces d'angle, coudes, boîtes de jonction ou de visite, avec leurs couvercles ainsi que d'autres accessoires n.c.a. pour tuyaux et tubes :	
	a) En laiton ou autre alliage de cuivre	20 % *ad val.*
	b) En fonte, pour conduites à eaux de pluie, vidanges et similaires	40 % *ad val.*
	6. Courbes, pièces d'angle, coudes, boîtes de jonction ou de visite, avec leurs couvercles et autres accessoires n.c.a. pour les tuyaux, tubes et conduites désignés ci-dessus : régime des numéros correspondants du tarif applicable aux tuyaux, tubes ou conduites dont ils constituent des accessoires.	

ANNEXE B

Numéro du tarif de l'Union belgo-luxembourgeoise	Désignation des marchandises	Droits applicables dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise aux produits du sol ou de l'industrie de la Nouvelle-Zélande
11	Miel, naturel	60 francs par 100 kg., poids net.
47	Boyaux, salés, frais ou desséchés	Franchise.
ex 118 B. 3	Gommes de Kauri	Franchise.
379	Caséine	Franchise.

II.

THE CONSUL OF BELGIUM IN NEW ZEALAND TO THE PRIME MINISTER OF NEW ZEALAND.

CONSULAT GÉNÉRAL DE BELGIQUE.

SYDNEY, *August 21st*, 1936.

SIR,

I have to acknowledge receipt of your letter dated the 10th instant referring to the Commercial Arrangement concluded on the 5th December, 1933, between the Economic Union of Belgium and Luxemburg and New Zealand.

Under instructions from my Government I have the honour to inform you that that Arrangement has now, by mutual agreement, been modified as follows :

> The Government of the Economic Union of Belgium and Luxemburg will admit for importation goods being the produce or manufacture of New Zealand, and enumerated in Schedule " B " [1] attached to this letter, at duties not higher than those indicated in that Schedule, provided that the New Zealand Government will admit for importation goods being the produce or manufacture of the Economic Union of Belgium and Luxemburg, enumerated in Schedule " A " [1] attached to this letter, at duties not higher than those set out in that Schedule.

It is understood that the present modification constitutes in all respects an integral part of the Commercial Arrangement of the 5th December, 1933, referred to above, and will continue in force accordingly until the expiration of six months from the date on which either Government shall have given to the other notice of revocation of the Arrangement.

I have, etc.

Armand NIHOTTE,
Consul of Belgium in New Zealand.

N° 3459. — CONVENTION [2] SUR L'UNIFICATION DE LA SIGNALISATION ROUTIÈRE, AVEC ANNEXE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 30 MARS 1931.

RATIFICATION

HONGRIE ... ... 8 janvier 1937.

---

[1] As attached to No. I.

[2] Vol. CL, page 247 ; vol. CLX, page 439 ; vol. CLXIV, page 421 ; et vol. CLXXII, page 426, de ce recueil.

II.

LE CONSUL DE BELGIQUE EN NOUVELLE-ZÉLANDE AU PREMIER MINISTRE DE NOUVELLE-ZÉLANDE.

CONSULAT GÉNÉRAL DE BELGIQUE.

SYDNEY, *le* 21 *août* 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date du 10 courant, ayant trait à l'Arrangement commercial conclu le 5 décembre 1933 entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Nouvelle-Zélande.

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que cet arrangement, d'un commun accord, est désormais modifié comme suit :

> Le Gouvernement de l'Union économique belgo-luxembourgeoise admettra à l'importation les produits du sol et de l'industrie de la Nouvelle-Zélande énumérés dans l'annexe « B »[1] à la présente lettre, à des droits ne dépassant pas ceux qui sont indiqués dans cette annexe, à condition que le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande admette à l'importation les produits du sol ou de l'industrie de l'Union économique belgo-luxembourgeoise énumérés dans l'annexe « A »[1] à la présente lettre, à des droits ne dépassant pas ceux qui sont indiqués dans cette annexe.

Il est entendu que la présente modification fait à tous égards partie intégrante de l'Arrangement commercial du 5 décembre 1933 mentionné plus haut et, en conséquence, restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du jour où l'un des deux gouvernements aura notifié à l'autre son intention de révoquer l'arrangement.

Veuillez agréer, etc.

Armand NIHOTTE,
Consul de Belgique en Nouvelle-Zélande.

No. 3459. — CONVENTION[2] CONCERNING THE UNIFICATION OF ROAD SIGNALS, WITH ANNEX. SIGNED AT GENEVA, MARCH 30TH, 1931.

RATIFICATION.

HUNGARY ... ... January 8th, 1937.

---

[1] Même annexe que pour la note N° I.

[2] Vol. CL, page 247; Vol. CLX, page 439; Vol. CLXIV, page 421; and Vol. CLXXII, page 426, of this Series.

N° 3476. — CONVENTION [1] INTERNATIONALE RELATIVE A LA RÉPRESSION DE LA TRAITE DES FEMMES MAJEURES. SIGNÉE A GENÈVE, LE 11 OCTOBRE 1933.

RATIFICATION

PORTUGAL ... ... 7 janvier 1937.

ADHÉSION

FINLANDE ... ... 21 décembre 1936.

No. 3476. — INTERNATIONAL CONVENTION [1] FOR THE SUPPRESSION OF THE TRAFFIC IN WOMEN OF FULL AGE. SIGNED AT GENEVA, OCTOBER 11TH, 1933.

RATIFICATION.

PORTUGAL ... ... January 7th, 1937.

ACCESSION.

FINLAND ... ... December 21st, 1936.

N° 3544. — CONVENTION [2] EUROPÉENNE DE RADIODIFFUSION, AVEC PLAN DE LUCERNE Y ANNEXÉ ET PROTOCOLE FINAL. SIGNÉS A LUCERNE, LE 19 JUIN 1933.

RATIFICATION

Déposée à Berne :

ROUMANIE ... ... 7 décembre 1936.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 12 décembre 1936.

No. 3544. — EUROPEAN BROADCASTING CONVENTION [2], WITH LUCERNE PLAN ANNEXED THERETO, AND FINAL PROTOCOL. SIGNED AT LUCERNE, JUNE 19TH, 1933.

RATIFICATION.

Deposited in Berne :

ROUMANIA ... ... December 7th, 1936.

Communicated by the Swiss Federal Council, December 12th, 1936.

[1] Vol. CL, page 431 ; vol. CLX, page 439 ; vol. CLXIV, page 421 ; vol. CLXVIII, page 239 ; et vol. CLXXII, page 427, de ce recueil.

[2] Vol. CLIV, page 133, de ce recueil.

[1] Vol. CL, page 431 ; Vol. CLX, page 439 ; Vol. CLXIV, page 421 ; Vol. CLXVIII, page 239 ; and Vol. CLXXII, page 427, of this Series.

[2] Vol. CLIV, page 133, of this Series.

N° 3585. — CONVENTION [1] POUR FACILITER LA CIRCULATION INTERNATIONALE DES FILMS AYANT UN CARACTÈRE ÉDUCATIF. SIGNÉE A GENÈVE, LE 11 OCTOBRE 1933.

RATIFICATIONS

SUÈDE ... ... 17 décembre 1936.
GRÈCE ... ... 27 janvier 1937.

ADHÉSION

COMMONWEALTH D'AUSTRALIE ... 23 décembre 1936.

(Y compris les territoires de la Papouasie et de l'île de Norfolk et les territoires sous mandat de la Nouvelle-Guinée et de Nauru.)

No. 3585. — CONVENTION [1] FOR FACILITATING THE INTERNATIONAL CIRCULATION OF FILMS OF AN EDUCATIONAL CHARACTER. SIGNED AT GENEVA, OCTOBER 11TH, 1933.

RATIFICATIONS.

SWEDEN ... ... December 17th, 1936.
GREECE ... ... January 27th, 1937.

ACCESSION.

COMMONWEALTH OF AUSTRALIA December 23rd, 1936.

(Including the Territories of Papua and Norfolk Island and the mandated Territories of New Guinea and Nauru.)

N° 3586. — CONVENTION [2] POUR LA RÉPRESSION DE LA CHASSE A LA BALEINE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 24 SEPTEMBRE 1931.

ADHÉSIONS

17 février 1937.

TERRE NEUVE ... ...
BAHAMAS ... ...
BARBADE ... ...
BERMUDES ... ...
GUYANE BRITANNIQUE ... ...
HONDURAS BRITANNIQUE ... ...
PROTECTORAT DES ILES SALOMON BRITANNIQUES ... ...
CEYLAN ... ...
CHYPRE ... ...
ILES FALKLAND ET DÉPENDANCES ...
ILES FIDJI ... ...
GAMBIE (Colonie et Protectorat) ... ...

No. 3586. — CONVENTION [2] FOR THE REGULATION OF WHALING. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 24TH, 1931.

ACCESSIONS.

February 17th, 1937.

NEWFOUNDLAND ... ...
BAHAMAS ... ...
BARBADOS ... ...
BERMUDA ... ...
BRITISH GUIANA ... ...
BRITISH HONDURAS ... ...
BRITISH SOLOMON ISLANDS PROTECTORATE ... ...
CEYLON ... ...
CYPRUS ... ...
FALKLAND ISLANDS AND DEPENDENCIES
FIJI ... ...
GAMBIA (Colony and Protectorate) ...

[1] Vol. CLV, page 331, ; et vol. CLXIV, page 440, de ce recueil.

[2] Vol. CLV, page 349 ; et vol. CLXIV, page 440, de ce recueil.

[1] Vol. CLV, page 331 ; and Vol. CLXIV, page 440, of this Series.

[2] Vol. CLV, page 349 ; and Vol. CLXIV, page 440, of this Series.

GIBRALTAR ... ...
COLONIE DES ILES GILBERT ET ELLICE ...
COLONIE DE LA CÔTE DE L'OR ... ...
HONG-KONG ... ...
JAMAÏQUE (y compris les îles Turques et Caïques et les îles Caïmans) ... ...
KÉNIA (Colonie et Protectorat) ... ...
ILES SOUS LE VENT :
ANTIGOA ... ...
DOMINIQUE ... ...
MONTSERRAT ... ...
SAINT-CHRISTOPHE ET NÉVIS ... ...
ILES VIERGES ... ...
ETATS MALAIS :
a) ETATS MALAIS FÉDÉRÉS :
NEGRI SEMBILAN ... ...
PAHANG ... ...
PERAK ... ...
SELANGOR ... ...
b) ETATS MALAIS NON FÉDÉRÉS :
JOHORE ... ...
KEDAH ... ...
KELANTAN ... ...
PERLIS ... ...
TRENGGANU, ET ... ...
BRUNEI ... ...
MALTE ... ...
MAURICE ... ...
NIGÉRIA :
a) COLONIE ... ...
b) PROTECTORAT ... ...
c) CAMEROUN SOUS MANDAT BRITANNIQUE ... ...
BORNÉO DU NORD, ETAT DU... ... ...
PALESTINE (à l'exclusion de la Transjordanie) ... ...
SAINTE-HÉLÈNE ET ASCENSION ... ...
SARAWAK ... ...
SEYCHELLES ... ...
SIERRA LEONE (colonie et protectorat)...
PROTECTORAT DU SOMALILAND ... ...
STRAITS SETTLEMENTS ... ...
TERRITOIRE DE TANGANYIKA... ... ...
TONGA ... ...
TRINITÉ ET TOBAGO ... ...
ILES DU VENT :
GRENADE ... ...
SAINTE-LUCIE ... ...
SAINT-VINCENT ... ...
PROTECTORAT DE ZANZIBAR ... ...

17 février 1937.

GIBRALTAR ... ...
GILBERT AND ELLICE ISLANDS COLONY
GOLD COAST COLONY ... ...
HONG-KONG ... ...
JAMAICA (including Turks and Caicos Islands and the Cayman Islands) ...
KENYA (Colony and Protectorate) ...
LEEWARD ISLANDS :
ANTIGUA ... ...
DOMINICA ... ...
MONTSERRAT ... ...
ST. CHRISTOPHER AND NEVIS ... ...
VIRGIN ISLANDS ... ...
MALAY STATES :
(a) FEDERATED MALAY STATES :
NEGRI SEMBILAN ... ...
PAHANG ... ...
PERAK ... ...
SELANGOR ... ...
(b) UNFEDERATED MALAY STATES :
JOHORE ... ...
KEDAH ... ...
KELANTAN ... ...
PERLIS... ... ...
TRENGGANU ; AND ... ...
BRUNEI ... ...
MALTA... ... ...
MAURITIUS ... ...
NIGERIA ... ...
(a) COLONY ... ...
(b) PROTECTORATE ... ...
(c) CAMEROONS UNDER BRITISH MANDATE ... ...
NORTH BORNEO, STATE OF. ... ...
PALESTINE (excluding Trans-Jordan) ...

ST. HELENA AND ASCENSION... ... ...
SARAWAK ... ...
SEYCHELLES ... ...
SIERRA LEONE (Colony and Protectorate)
SOMALILAND PROTECTORATE ... ...
STRAITS SETTLEMENTS ... ...
TANGANYIKA TERRITORY ... ...
TONGA... ... ...
TRINIDAD AND TOBAGO ... ...
WINDWARD ISLANDS :
GRENADA ... ...
ST. LUCIA ... ...
ST. VINCENT ... ...
ZANZIBAR PROTECTORATE ... ...

Februa. y 17th, 1937.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

№ 3611. — ДОГОВОР[1] О НЕЙТРАЛИТЕТЕ И ВЗАИМНОМ НЕНАПАДЕНИИ МЕЖДУ СОЮЗОМ СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК И АФГАНИСТАНОМ. ПОДПИСАННЫЙ В ГОРОДЕ КАБУЛЕ, 24-го ИЮНЯ 1931 ГОДА.

Протокол[2] о продлении Договора о нейтралитете и взаимном ненападении между Союзом Советских Социалистических Республик и Афганистаном. Подписанный в Москве, 29 марта 1936 г.

Communiqué par le commissaire du Peuple pour les Affaires étrangères de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, le 23 avril 1937.

Communicated by the People's Commissary for Foreign Affairs of the Union of Soviet Socialist Republics, April 23rd, 1937.

Центральный Исполнительный Комитет Союза Советских Социалистических Республик и Его Величество Король Афганистана,

движимые стремлением обеспечить и в будущем прочную базу для развития отношений между их странами,

желая дать новое доказательство неизменности и прочности счастливо существующих между ними дружественных и добрососедских отношений,

констатируя, что Договор о нейтралитете и взаимном ненападении, заключенный между ними в Кабуле 24 июня 1931 года, оказал благотворное влияние на развитие этих отношений,

решили подписать настоящий Протокол и для этой цели назначили своими Уполномоченными, а именно:

Центральный Исполнительный Комитет Союза Советских Социалистических Республик:

Николая Николаевича Крестинского, Члена Центрального Исполнительного Комитета, Заместителя Народного Комиссара по Иностранным Делам;

Его Величество Король Афганистана:

г. Файз-Мухаммед Хана, Министра Иностранных Дел Афганистана,

которые, по взаимном предъявлении своих полномочий, найденных составленными в должном и надлежащем виде, согласились о нижеследующем:

---

[1] Vol. CLVII, page 371, de ce recueil.

[2] L'échange des ratifications a eu lieu à Kaboul, le 3 septembre 1936.

[1] Vol. CLVII, page 371, of this Series.

[2] The exchange of ratifications took place at Kabul, September 3rd, 1936.

Статья 1.

Во изменение постановлений относительно срока и порядка прекращения силы Договора о нейтралитете и взаимном ненападении, заключенного в Кабуле 24 июня 1931 года между Союзом Советских Социалистических Республик и Королевством Афганистана, этот Договор останется в силе до 29 марта 1946 года (9 хамаля 1325 года) После этого срока указанный выше Договор будет автоматически продолжать свое действие из года в год, с правом каждой из Высоких Договаривающихся Сторон. прекратить его действие, предупредив о том за шесть месяцев.

Статья 2.

Настоящий Протокол подлежит ратификации. Он вступит в силу со дня обмена ратификационными грамотами. Обмен ратификационными грамотами будет произведен в городе Кабуле в кратчайший срок.

Статья 3.

Настоящий Протокол составлен на русском и персидском языках. При толковании его оба текста считаются аутентичными.

В удостоверение чего, поименованные выше Уполномоченные подписали настоящий Протокол и приложили к нему свои печати.

Учинено в городе Москве, в двух экземплярах, 29 марта 1936 года (9 хамаля 1315 года).

(М. П.) *(подп.)* Н. Крестинский.

Texte iranien. — Iranian Text.

پروتوکول

کمیتهٔ اجرایهٔ مرکزی اتحاد جماهیر اشتراکیهٔ شورائیه و اعلیحضرت پادشاه افغانستان به نیّت اینکه در آتیه اساس متینی‌را برای پیشرفت مناسبات فیمابین مالکشان تامین و بایک دلیل جدیدی به ثبوت برسانند که روابط دوستانهٔ همجواری که خوشبختانه فیمابین ایشان وجود دارد مستحکم و تغییر ناپذیر

میباشند و همچنین اثرات مساعدی‌را که معاهدهٔ بیطرفی و عدم تجاوز متقابلهٔ فیمابین ایشان منعقدهٔ ۲۴ جون ۱۹۳۱ درپیشرفت این مناسبات داشته است تصدیق نموده، تصمیم گرفته پروتوکول هذارا امضا نمایند و برای این مقصد وکلای ذیل خودرا مقرر نمودند:

کمیتهٔ اجرائیهٔ مرکزی اتحاد جماهیر اشتراکیهٔ شورایه اقای نیکولای نیکولا یویچ کرستینسکی عضو کمیتهٔ اجرائیهٔ مرکزی قائم مقام کمیسار ملّی امور خارجه راو

اعلیحضرت پادشاه افغانستان علیقدر جلالتماب فیض محمد خان وزیر امور خارجهٔ افغانستان را

وکلای مذکور پس‌از ارائهٔ اعتبار نامهای خود به همدیگر که به ترتیب لازمه و صحیح تنظیم شده بود در مراتب ذیل موافقت حاصل نمودند.

مادهٔ اوّل

در تغییر مقررات راجع به میعاد و ترتیب انقطاع قوهٔ قانونی معاهدهٔ بیطرفی و عدم تجاوز که در تاریخ ۲۴ جون ۱۹۳۱ درکابل فیمابین اتحاد جماهیر اشتراکیهٔ شورائیه و دولت پادشا هي افغانستان منعقد گردیده معاهدهٔ مذکور تا ۲۹ مارچ ۱۹۴۶ مطابق ۹ حمل ۱۳۲۵ مرعی الاجری خواهد بود، بعد از میعاد مزبور معاهدهٔ فوق الذکر سال به سال قوهٔ قانونی خود را خود به خود امتداد خواهد داد و هریک از طرفین علیتین متعاهدتین حق خواهند داشت معاهدهٔ مذکوررا فسخ نمایند مشروط به اینکه شش ماه قبل دراین باره اطلاع بدهند.

مادهٔ دوم

پروتوکول هذا باید تصویب گردد واز تاریخ تبادل تصویب نامها قوهٔ قانونی خواهد داشت تبادل تصویب نامها در اسرع اوقات در شهر کابل بعمل خواهد آمد.

مادهٔ سوم

پروتوکول هذا بزبان روسی و فارسی ترتیب داده شده و در موقع تفسیر هردو متن حق مساوی دارند، برای تصدیق مراتب فوق و کلای فوق الذکر پروتوکول هذارا امضا و به مهرهای خود مهور نمودند.

بتاریخ ۲۹ مارچ ۱۹۳۶ مطابق ۹ حمل ۱۳۱۵ درشهر مسکو دردو نسخه تدوین گردید.

فیض محمد وزیر امور خارجه (М. П.) (подп.)

Copie certifiée conforme de l'original :

Le Secrétaire général du Commissariat du peuple des Affaires étrangères,
Ed. Hoerschelmann.

---

[1] TRADUCTION.

N° 3611. — TRAITÉ [1] DE NEUTRALITÉ ET DE NON-AGRESSION ENTRE L'AFGHANISTAN ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES. SIGNÉ A KABOUL, LE 24 JUIN 1931.

PROTOCOLE PROROGEANT LE TRAITÉ SUSMENTIONNÉ. SIGNÉ A MOSCOU, LE 29 MARS 1936.

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES et SA MAJESTÉ LE ROI D'AFGHANISTAN,

Désireux d'assurer à l'avenir une base stable pour le développement des relations entre leurs pays respectifs et de donner une nouvelle preuve du caractère inaltérable et de la solidité des relations amicales et de bon voisinage qui règnent heureusement entre eux,

Constatant que le Traité de neutralité et de non-agression conclu entre eux à Kaboul le 24 juin 1931 a exercé une influence bienfaisante sur le développement de ces relations,

Ont décidé de signer le présent protocole et ont désigné à cet effet leurs plénipotentiaires, savoir :

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

No. 3611. — TREATY [1] OF NEUTRALITY AND NON-AGGRESSION BETWEEN AFGHANISTAN AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS. SIGNED AT KABUL, JUNE 24TH, 1931.

PROTOCOL RENEWING THE ABOVE-MENTIONED TREATY. SIGNED AT MOSCOW, MARCH 29TH, 1936.

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS and HIS MAJESTY THE KING OF AFGHANISTAN,

Desirous of continuing to provide a firm basis for the development of the relations between their respective countries in the future, and of giving fresh proof of the unalterable nature and solidity of the friendly and neighbourly relations happily existing between them,

Noting that the Treaty of Neutrality and Non-Aggression concluded between them on June 24th, 1931, at Kabul, has exercised a beneficial influence on the development of these relations,

Have decided to sign the present Protocol and have for that purpose appointed their Plenipotentiaries :

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES :

M. Nicolas Nicolaïevitch KRESTINSKY, membre du Comité central exécutif, commissaire du Peuple adjoint pour les Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'AFGHANISTAN :

Son Excellence FAÏZ-MOHAMMED KHAN, ministre des Affaires étrangères d'Afghanistan ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Par dérogation aux dispositions relatives à la date à laquelle cessera d'être en vigueur le Traité de neutralité et de non-agression conclu à Kaboul le 24 juin 1931 entre l'Union des Républiques soviétiques socialistes et le Royaume d'Afghanistan, ainsi qu'aux modalités selon lesquelles il sera mis fin audit traité, celui-ci restera en vigueur jusqu'au 29 mars 1946 (9 Hamal 1325). Après cette date, ledit traité sera renouvelé d'année en année par tacite reconduction, chacune des Hautes Parties contractantes ayant la faculté d'y mettre fin moyennant préavis de six mois.

Article 2.

Le présent protocole sera ratifié. Il entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Kaboul dans le plus bref délai possible.

Article 3.

Le présent protocole est établi en langues russe et iranienne, les deux textes faisant également foi pour son interprétation.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susmentionnés ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Moscou, en deux exemplaires, le 29 mars 1936 (9 Hamal 1325).

(Signé) N. KRESTINSKY.
(Signé) FAÏZ-MOHAMMED KHAN.

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

M. Nikolas Nikolaievitch KRESTINSKY, Member of the Central Executive Committee, Assistant People's Commissary for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF AFGHANISTAN :

His Excellency FAÏZ-MOHAMMED KHAN, Minister for Foreign Affairs of Afghanistan ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

Notwithstanding anything to the contrary provided in regard to the period of validity and the conditions for the expiry of the Treaty of Neutrality and Non-Aggression concluded at Kabul on June 24th, 1931, between the Union of Soviet Socialist Republics and the Kingdom of Afghanistan, the said Treaty shall remain in force until March 29th, 1946 (9th Hamal, 1325). After this date, the period of validity of the said Treaty shall be automatically prolonged year by year, each of the High Contracting Parties being entitled to denounce it, subject to six months' notice being given.

Article II.

The present Protocol shall be ratified. It shall come into force on the date of the exchange of instruments of ratification, which shall take place at Kabul as soon as possible.

Article III.

The present Protocol is drawn up in the Russian and Iranian languages, both texts being authentic for its interpretation.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Protocol and have thereto affixed their seals.

Done at Moscow, in duplicate, this 29th day of March 1936 (9th Hamal, 1325).

(Signed) N. KRESTINSKY.
(Signed) FAÏZ-MOHAMMED KHAN.

Nº 3637. — ÉCHANGE DE NOTES [1] ENTRE LES GOUVERNEMENTS LETTON ET SUÉDOIS COMPORTANT UN ARRANGEMENT POUR LE RÈGLEMENT DES PAIEMENTS RÉSULTANT DU COMMERCE DE MARCHANDISES ENTRE LES DEUX PAYS. RIGA, LE 26 MARS 1935.

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT LES PAIEMENTS AUX VENDEURS LETTONS D'APRÈS LE SYSTÈME DE CLEARING ÉTABLI ENTRE LES DEUX PAYS PAR L'ARRANGEMENT SUSMENTIONNÉ, MODIFIÉ PAR L'ÉCHANGE DE NOTES DU 12 JUIN 1936. RIGA, LE 21 NOVEMBRE 1936.

Communiqué par les ministres des Affaires étrangères de Suède et de Lettonie, le 30 novembre 1936.

I.

LATVIJAS
ARLIETU MINISTRS.

MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LETTONIE,
RIGA.

N. J. 710.64/36. 30981.

RIGA, *le 21 novembre* 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement letton est d'accord avec le Gouvernement suédois pour appliquer les stipulations suivantes au système de clearing établi par l'Arrangement relatif au règlement des payements résultant du commerce de marchandises entre la Lettonie et la Suède, conclu par échange de notes ministérielles le 26 mars 1935 :

Nonobstant les dispositions de l'article 3, premier alinéa, dudit arrangement, dans

[1] Vol. CLVIII, page 269 ; et vol. CLXIV, page 441, de ce recueil.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

No. 3637. — EXCHANGE OF NOTES [1] BETWEEN THE LATVIAN AND SWEDISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN ARRANGEMENT FOR THE SETTLEMENT OF PAYMENTS RESULTING FROM TRADE IN MERCHANDISE BETWEEN THE TWO COUNTRIES. RIGA, MARCH 26TH, 1935.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING PAYMENTS TO BE MADE TO LATVIAN VENDORS ACCORDING TO THE CLEARING SYSTEM ESTABLISHED BETWEEN THE TWO COUNTRIES BY THE ABOVEMENTIONED ARRANGEMENT, MODIFIED BY THE EXCHANGE OF NOTES OF JUNE 12TH, 1936. RIGA, NOVEMBER 21ST, 1936.

Communicated by the Swedish and Latvian Ministers for Foreign Affairs, November 30th, 1936.

[2] TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

LATVIJAS
ARLIETU MINISTRS.

LATVIAN
MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS,
RIGA.

N. J. 710.64/36. 30981.

RIGA, *November 21st*, 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform Your Excellency that the Latvian Government is in agreement with the Swedish Government in regard to the application of the provisions set out below to the clearing system established by the Arrangement for the settlement of payments arising in connection with goods transactions between Latvia and Sweden concluded by an exchange of ministerial notes on March 26th, 1935 :

Notwithstanding the provisions of Article 3, paragraph 1, of the said Arrange-

[1] Vol. CLVIII, page 269 ; and Vol. CLXIV, page 441, of this Series.

[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

la teneur donnée à cet article par l'échange de notes ministérielles du 12 juin 1936, les conversions nécessaires pour déterminer les sommes à payer aux vendeurs lettons par le Bureau de compensation de Lettonie se feront, pour les 15 pour cent desdites sommes d'après le cours moyen du lats par rapport à la couronne suédoise coté à la Bourse de Riga le 28 septembre 1936 et pour les 85 pour cent restants d'après le dernier cours moyen connu coté à la Bourse de Riga.

L'arrangement conclu par la présente lettre et la réponse de Votre Excellence entrera immédiatement en vigueur et sera exécutoire jusqu'à ce que les deux gouvernements conviennent autrement. L'arrangement pourra, toutefois, être dénoncé par chacun des deux gouvernements moyennant un préavis d'un mois.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) W. MUNTERS.

Son Excellence
Monsieur Birger Johansson,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de Suède,
Riga.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 27 novembre 1936.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

ment, as this Article was interpreted by the exchange of ministerial notes of June 12th, 1936, the requisite conversions for determining the sums payable to Latvian vendors by the Latvian Clearing Office shall be effected, as to 15 per cent of the amounts concerned, at the average rate of the lat in relation to the Swedish crown as quoted on the Riga Stock Exchange on September 28th, 1936, and, as to the remaining 85 per cent, at the latest known average rate quoted on the Riga Stock Exchange.

The Arrangement embodied in the present letter and Your Excellency's reply thereto shall come into force immediately, and shall remain in force until such time as the two Governments otherwise determine, provided always that it may be denounced by either Government at one month's notice.

I have the honour to be, etc.

(Signed) W. MUNTERS.

His Excellency
Monsieur Birger Johansson,
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of Sweden,
Riga.

II.

LÉGATION DE SUÈDE.

D. N° 137./1936.

RIGA, *le 21 novembre* 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement suédois est d'accord avec le Gouvernement letton pour appliquer les stipulations suivantes au système

II.

SWEDISH LEGATION.

D. No. 137/1936.

RIGA, *November 21st*, 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform Your Excellency that the Swedish Government is in agreement with the Latvian Government in regard to the application of the provisions set out below to

de clearing établi par l'Arrangement relatif au règlement des payements résultant du commerce de marchandises entre la Suède et la Lettonie, conclu par échange de notes ministérielles le 26 mars 1935 :

> Nonobstant les dispositions de l'article 3, premier alinéa, dudit arrangement, dans la teneur donnée à cet article par l'échange de notes ministérielles du 12 juin 1936, les conversions nécessaires pour déterminer les sommes à payer aux vendeurs lettons par le Bureau de compensation de Lettonie se feront, pour les 15 % desdites sommes d'après le cours moyen du lats par rapport à la couronne suédoise coté à la Bourse de Riga le 28 septembre 1936 et pour les 85 % restants d'après le dernier cours moyen connu coté à la Bourse de Riga.

L'arrangement conclu par la présente lettre et la réponse de Votre Excellence entrera immédiatement en vigueur et sera exécutoire jusqu'à ce que les deux gouvernements conviennent autrement. L'arrangement pourra, toutefois, être dénoncé par chacun des deux gouvernements moyennant un préavis d'un mois.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) B. JOHANSSON.

Son Excellence
Monsieur W. Munters,
Ministre des Affaires étrangères
de la République de Lettonie,
etc., etc., etc.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 27 novembre 1936.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

the clearing system established by the Arrangement for the settlement of payments arising in connection with goods transactions between Sweden and Latvia concluded by an exchange of ministerial notes on March 26th, 1935 :

> Notwithstanding the provisions of Article 3, paragraph 1, of the said Arrangement, as this Article was interpreted by the exchange of ministerial notes of June 12th, 1936, the requisite conversions for determining the sums payable to Latvian vendors by the Latvian Clearing Office shall be effected, as to 15 per cent of the amounts concerned, at the average rate of the lat in relation to the Swedish crown as quoted on the Riga Stock Exchange on September 28th, 1936, and, as to the remaining 85 per cent, at the latest known average rate quoted on the Riga Stock Exchange.

The Arrangement embodied in the present letter and Your Excellency's reply thereto shall come into force immediately, and shall remain in force until such time as the two Governments otherwise determine, provided always that it may be denounced by either Government at one month's notice.

I have the honour to be, etc.

(Signed) B. JOHANSSON.

His Excellency
Monsieur W. Munters,
Minister for Foreign Affairs
of the Latvian Republic,
etc., etc., etc.

Nº 3675. — ACCORD [1] DE CLEARING ENTRE LA LETTONIE ET LA LITHUANIE. SIGNÉ A KAUNAS, LE 10 AVRIL 1935.

AVENANT [2] A L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. SIGNÉ A RIGA, LE 30 NOVEMBRE 1936.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie, le 9 janvier 1937.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE, représenté par :

Son Excellence Monsieur Vilhelms MUNTERS, ministre des Affaires étrangères ;

et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE, représenté par :

Son Excellence Monsieur Vytautas VILEIŠIS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Lithuanie à Riga ;

Sont convenus d'apporter les modifications suivantes à l'Accord de clearing entre les deux pays conclu le 10 avril 1935 à Kaunas.

Article premier.

Les comptes A et B existants seront soldés à la date du 29 septembre 1936 et le solde de chacun sera exprimé en litas au cours de 100 lats = 192,95 litas.

Article 2.

A l'article 3 de l'Accord de clearing l'expression « en les exprimant en lats » sera remplacée par l'expression « en les exprimant en litas ».

Vol. CLIX, page 321, de ce recueil.

[2] Entré en vigueur le 1er décembre 1936.

[3] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

No. 3675. — CLEARING AGREEMENT [1] BETWEEN LATVIA AND LITHUANIA. SIGNED AT KAUNAS, APRIL 10TH, 1935.

ADDITIONAL AGREEMENT [2] TO THE ABOVEMENTIONED AGREEMENT. SIGNED AT RIGA, NOVEMBER 30TH, 1936.

Communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs, January 9th, 1937.

[3] TRADUCTION. — TRANSLATION.

THE GOVERNMENT OF THE LATVIAN REPUBLIC, represented by

His Excellency Monsieur Vilhelms MUNTERS, Minister for Foreign Affairs ;

and THE GOVERNMENT OF THE LITHUANIAN REPUBLIC, represented by

His Excellency Monsieur Vytautas VILEIŠIS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Lithuania at Riga ;

Have agreed to introduce the following modifications into the Clearing Agreement between the two countries concluded on April 10th, 1935, at Kaunas.

Article 1.

The existing Accounts A and B will be balanced as at September 29th, 1936, and the balance of each shall be expressed in litas at the rate of 100 lats = 192.95 litas.

Article 2.

In Article 3 of the Clearing Agreement the words " in lats " shall be replaced by the words " in litas ".

[1] Vol. CLIX, page 321, of this Series.

[2] Came into force December 1st, 1936.

[3] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

L'article 4 sera exprimé comme suit : « En encaissant les sommes prévues dans l'article 3 du présent accord, les conversions nécessaires de lats en litas et respectivement de litas en lats, ainsi que les conversions des devises étrangères en lats ou en litas se feront suivant le dernier cours moyen connu coté à la Bourse locale. »

Article 4.

L'article 7 de l'Accord de clearing sera exprimé comme suit : « Les paiements par le Bureau de compensation et par la Lietuvos Bankas se font en lats ou respectivement en litas. Ces paiements peuvent se faire par le Bureau de compensation ou par la Lietuvos Bankas seulement après que le Bureau de compensation ou la Lietuvos Bankas effectuant un paiement ait été informé par l'autre du versement fait.

Ils auront lieu dans l'ordre chronologique des versements et dans les limites des disponibilités des comptes de clearing. »

Article 5.

Le présent avenant entrera en vigueur le jour suivant sa signature.

Au moment de l'entrée en vigueur du présent avenant seront repris les versements et les paiements au Bureau de compensation à Riga et à la Lietuvos Bankas à Kaunas.

Fait à Riga, le 30 novembre 1936.

V. MUNTERS. V. VILEIŠIS.

Article 3.

Article 4 shall read as follows : " On receipt of the sums provided for in Article 3 of the present Agreement, the necessary conversions from lats into litas and from litas into lats, as well as conversions of foreign currencies into lats or litas, shall be made at the last known middle rate quoted on the local Stock Exchange ".

Article 4.

Article 7 of the Clearing Agreement shall read as follows : " Payments by the Clearing Office and by the Lietuvos Bankas shall be made in lats and litas respectively. These payments may not be made by the Clearing Office or the Lietuvos Bankas until it has been advised by the other clearing institution of the payment by the purchaser.

" Payments to vendors shall be made in the chronological order of the payments received from the purchasers within the limits of the available resources of the clearing accounts ".

Article 5.

The present Additional Agreement shall enter into force on the day following its signature.

On the date of the entry into force of the present Additional Agreement, payments to the Clearing Office at Riga and to the Lietuvos Bankas at Kaunas shall be resumed.

Done at Riga, this 30th day of November, 1936.

V. MUNTERS. V. VILEIŠIS.

Nº 3762. — ABKOMMEN [1] ZWISCHEN DER DEUTSCHEN REGIERUNG UND DER REGIERUNG DES VEREINIGTEN KÖNIGREICHES VON GROSS-BRITANNIEN UND NORDIRLAND BETREFFEND ZAHLUNGSERLEICHTERUNGEN. GEZEICHNET IN BERLIN, AM 1. NOVEMBER 1934.

No. 3762. — AGREEMENT [1] BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE GERMAN REICH AND HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM TO FACILITATE PAYMENTS. SIGNED AT BERLIN, NOVEMBER 1ST, 1934.

NOTENWECHSEL [2] BETREFFEND DIE ERWEITERUNG VON ARTIKEL 7, ANSATZ (ii) DES OBENERWÄHNTEN ZAHLUNGSABKOMMENS. BERLIN, DEN 16. DEZEMBER 1936.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 11 février 1937.

EXCHANGE OF NOTES [2] PROVIDING FOR THE EXTENSION OF ARTICLE 7, PARAGRAPH (ii), OF THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. BERLIN, DECEMBER 16TH, 1936.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, February 11th, 1937.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

I.

W VI GB 2175.

BERLIN, *den* 16. *Dezember* 1936.

HERR BOTSCHAFTER !

In Artikel 7, Absatz II des deutsch-englischen Zahlungsabkommens vom 1. November 1934 ist bestimmt, dass hinsichtlich der in Artikel 3 des deutsch-englischen Transfer-Abkommens vom 4. Juli 1934 erwähnten mittel- und langfristigen Verpflichtungen die Deutsche Regierung allen britischen Inhabern (nach der Begriffsbestimmung in Artikel 4 des genannten Transfer-Abkommens) für Zins-, Dividenden- und sonstige regelmässig wiederkehrende Zahlungen ähnlicher Natur, die in der Zeit vom 1. Juli 1934 bis 30. Juni 1936 oder bis zum Ablauf des deutsch-englischen Zahlungsabkommens vom 1. November 1934 (je nachdem welcher Zeitpunkt früher liegt) fällig werden, Schuldverschreibungen anbieten wird, die mit

[3] TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

W VI GB 2175.

BERLIN, *December 16th*, 1936.

YOUR EXCELLENCY,

It is provided in Article 7, paragraph (ii), of the Anglo-German Payments Agreement of the 1st November, 1934, that, as regards the medium and long-term obligations referred to in Article 3 of the Anglo-German Transfer Agreement of the 4th July, 1934, the German Government will offer to all British holders (as defined in Article 4 of the said Transfer Agreement) in respect of interest dividends and other regularly recurring payments of a similar nature due on or after the 1st July, 1934, and up to the 30th June, 1936, or the date of termination of this Agreement (whichever date is earlier), Funding Bonds bearing interest at 4 per cent. per annum, but otherwise in accordance with the terms of the offer

---

[1] Vol. CLXIII, page 79, de ce recueil.

[2] Effectif à partir du 16 décembre 1936.

[3] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Vol. CLXIII, page 79, of this Series.

[2] Effective as from December 16th, 1936.

[3] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

4 v. H. jährlich verzinst werden, im übrigen aber den Bestimmungen des Angebots entsprechen, wie es in der Verlautbarung der Reichsbank vom 29. Mai 1934 niedergelegt ist.

Die Gültigkeit dieser Bestimmung ist durch Notenwechsel [1] vom 26. Juni 1936 auf die entsprechenden Verpflichtungen ausgedehnt worden, die bis zum 31. Dezember 1936 fällig geworden sind.

Ich beehre mich, Euerer Exzellenz mitzuteilen, dass die Deutsche Regierung die Verpflichtungen, wie sie in dem genannten Artikel 7, Absatz II festgelegt sind, auch für diejenigen Zins-, Dividenden und sonstige regelmässig wiederkehrende Zahlungen ähnlicher Natur übernimmt, die in der Zeit vom 1. Januar 1937 bis zum 30. Juni 1937 oder bis zu einem etwaigen früheren Ablauf des deutsch-englischen Zahlungsabkommens vom 1. November 1934 fällig werden.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Botschafter, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

(Signed) Freiherr VON NEURATH.

Seiner Exzellenz
dem Königlich Britischen Botschafter
Sir Eric Phipps,
Berlin.

contained in the Reichsbank Communiqué of the 29th May, 1934.

By an exchange of Notes [1] of June 26th, 1936, the application of this provision was prolonged to cover similar liabilities falling due up to the 31st December, 1936.

I have the honour to inform Your Excellency that the German Government undertakes to extend the obligations laid down in the above-mentioned Article 7, paragraph (ii), to cover interest dividends and other regularly recurring payments of a similar nature due in the period from the 1st January, 1937, up to the 30th June, 1937, or the date of termination of the Anglo-German Payments Agreement of the 1st November, 1934 (whichever date is earlier).

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) Freiherr VON NEURATH.

His Excellency
Sir Eric Phipps,
His Britannic Majesty's
Ambassador, Berlin.

BRITISH EMBASSY.

No. 405
158/56/36.

II.

BERLIN, *December 16th*, 1936.

YOUR EXCELLENCY,

In your letter of to-day's date, you have made the following communication to me :

" It is provided in Article 7, paragraph (ii), of the Anglo-German Payments Agreement of the 1st November, 1934, that, as regards the medium and long-term obligations referred to in Article 3 of the Anglo-German Transfer Agreement of the 4th July, 1934, the German Government will offer to all British holders (as defined in Article 4 of the said Transfer Agreement) in respect of interest dividends and other regularly recurring payments of a similar nature due on or after the 1st July, 1934, and up to the 30th June, 1936, or the date of termination of this Agreement (whichever date is earlier), Funding Bonds bearing interest at 4 per cent. per annum, but otherwise in accordance with the terms of the offer contained in the Reichsbank Communiqué of the 29th May, 1934.

By an exchange of Notes of 26th June, 1936, the application of this provision was prolonged to cover similar liabilities falling due up to the 31st December, 1936.

I have the honour to inform Your Excellency that the German Government undertakes to extend the obligations laid down in the above-mentioned Article 7, paragraph

[1] Vol. CLXIII, page 101, de ce recueil.

[1] Vol. CLXIII, page 101, of this Series.

(ii), to cover interest dividends and other regularly recurring payments of a similar nature due in the period from the 1st January, 1937, up to the 30th June, 1937, or the date of termination of the Anglo-German Payments Agreement of the 1st November, 1934 (whichever date is earlier). "

2. I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom takes note of the contents of your letter.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurances of my highest consideration.

Eric PHIPPS.

His Excellency
The Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

---

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 3762. — ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DU REICH ALLEMAND ET LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI EN VUE DE FACILITER LES PAIEMENTS. SIGNÉ A BERLIN, LE 1er NOVEMBRE 1934.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'EXTENSION DE LA PORTÉE DE L'ARTICLE 7, PARAGRAPHE (ii), DE L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. BERLIN, LE 16 DÉCEMBRE 1936.

I.

W VI GB 2175.

BERLIN, *le* 16 *décembre* 1936.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

L'alinéa ii) de l'article 7 de l'Accord germano-anglais relatif aux paiements du 1er novembre 1934 stipule que, pour ce qui est des obligations à moyen et à long terme visées à l'article 3 de l'Accord germano-anglais sur les transferts du 4 juillet 1934, le Gouvernement allemand offrira à tous les porteurs britanniques (tels qu'ils sont définis à l'article 4 dudit accord sur les transferts), pour les intérêts, dividendes et autres paiements similaires revenant à intervalles réguliers qui viendront à échéance entre le 1er juillet 1934 et le 30 juin 1936 ou la date à laquelle prendra fin l'Accord germano-anglais relatif aux paiements du 1er novembre 1934 (selon que l'une ou l'autre de ces dates sera la plus rapprochée), des bons portant intérêt à 4 pour cent l'an, mais conformes à tous autres égards aux conditions de l'offre contenue dans le communiqué de la Reichsbank du 29 mai 1934.

La validité de cette disposition a été étendue par l'échange de notes du 26 juin 1936 aux obligations venues à échéance jusqu'au 31 décembre 1936.

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement allemand s'engage à étendre les engagements stipulés à l'alinéa ii) de l'article 7 susmentionné, également

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

aux intérêts, dividendes et autres paiements similaires revenant à intervalles réguliers, qui viendront à échéance entre le 1er janvier 1937 et le 30 juin 1937 ou la date, éventuellement plus rapprochée, à laquelle prendrait fin l'Accord germano-britannique du 1er novembre 1934 sur les paiements.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Freiherr VON NEURATH.

Son Excellence
Sir Eric Phipps,
Ambassadeur de Grande-Bretagne,
Berlin.

II.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 405.
158/56/36.

BERLIN, *le* 16 *décembre* 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par votre lettre en date de ce jour, vous m'avez adressé la communication ci-après :

« L'alinéa ii) de l'article 7 de l'Accord anglo-allemand relatif aux paiements du 1er novembre 1934 stipule que, pour ce qui est des obligations à moyen et à long terme visées à l'article 3 de l'Accord anglo-allemand sur les transferts du 4 juillet 1934, le Gouvernement allemand offrira à tous les porteurs britanniques (tels qu'ils sont définis à l'article 4 dudit accord sur les transferts), pour les intérêts, dividendes et autres paiements similaires revenant à intervalles réguliers, qui viendront à échéance entre le 1er juillet 1934 et le 30 juin 1936 ou la date à laquelle prendra fin l'Accord anglo-allemand relatif aux paiements du 1er novembre 1934 (selon que l'une ou l'autre de ces dates sera la plus rapprochée), des bons « funding » portant intérêt à 4 pour cent l'an, mais conformes à tous autres égards aux conditions de l'offre contenue dans le communiqué de la Reichsbank du 29 mai 1934.

La validité de cette disposition a été étendue par l'échange de notes du 26 juin 1936 aux obligations venues à échéance jusqu'au 31 décembre 1936.

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement allemand s'engage à étendre les engagements stipulés à l'alinéa ii) de l'article 7 susmentionné, également aux intérêts, dividendes et autres paiements similaires revenant à intervalles réguliers qui viendront à échéance entre le 1er janvier 1937 et le 30 juin 1937 ou la date à laquelle prendra fin l'Accord anglo-allemand du 1er novembre 1934 sur les paiements, (selon que l'une ou l'autre de ces dates sera la plus rapprochée). »

2. J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni prend acte de la teneur de votre lettre.

Je saisis cette occasion, etc.

Eric PHIPPS.

Son Excellence
le Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

N° 3781. — TRAITÉ [1] POUR PRÉVENIR LA GUERRE (NON-AGRESSION ET CONCILIATION). SIGNÉ A RIO DE JANEIRO, LE 10 OCTOBRE 1933.

Communiqué par le sous-secrétaire d'Etat aux Relations extérieures de la République de Panama, le 11 janvier 1937.

ADHÉSION

Déposée à Buenos-Ayres.

PANAMA ... ... 12 novembre 1936.

Communiquée par le sous-secrétaire d'Etat aux Relations extérieures de la République de Panama, le 11 janvier 1937.

N° 3822. — PROTOCOLE [2] CONCERNANT LA REVISION DU STATUT DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE. SIGNÉ A GENÈVE, LE 14 SEPTEMBRE 1929.

RATIFICATION

BRÉSIL ... ... 26 janvier 1937.

---

[1] Vol. CLXIII, page 393, de ce recueil.
[2] Vol. CLXV, page 353, de ce recueil.

No. 3781. — ANTI-WAR TREATY [1] (NON-AGGRESSION AND CONCILIATION). SIGNED AT RIO DE JANEIRO, OCTOBER 10TH, 1933.

Communicated by the Under-Secretary of State for External Affairs of the Republic of Panama, January 11th, 1937.

ACCESSION.

Deposited in Buenos Aires.

PANAMA ... ... November 12th, 1936.

Communicated by the Under-Secretary of State for External Affairs of the Republic of Panama, January 11th, 1937.

No. 3822. — PROTOCOL [2] CONCERNING THE REVISION OF THE STATUTE OF THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 14TH, 1929.

RATIFICATION.

BRAZIL ... ... January 26th, 1937.

---

[1] Vol. CLXIII, page 393, of this Series.
[2] Vol. CLXV, page 353, of this Series.

Nº 3846. — CANJE DE NOTAS [1] ENTRE LOS GOBIERNOS DE ALEMANIA Y DE ESPAÑA POR EL QUE SE CONCLUYE UN ACUERDO AMPLIANDO EL PROTOCOLO ADICIONAL DE 9 DE FEBRERO DE 1931, SOBRE ESTABLECIMIENTO Y EXPLOTATION DE LINEAS REGULARES DE AERONAVES. MADRID, 4 Y 11 DE DICIEMBRE DE 1934.

Nr. 3846. — NOTENWECHSEL [1] ZWISCHEN DER DEUTSCHEN UND DER SPANISCHEN REGIERUNG BETREFFEND EIN ABKOMMEN FÜR DIE ERWEITERUNG DES ZUSATZPROTOKOLLS VOM 9. FEBRUAR 1931 ÜBER DIE EINRICHTUNG UND DEN BETRIEB REGELMÄSSIGER FLUGZEUGLINIEN. MADRID, DEN 4. UND 11. DEZEMBER 1934.

TEXTE ALLEMAND DE LA NOTE Nº II DE L'ACCORD SUSMENTIONNÉ [2].
GERMAN TEXT OF NOTE NO. II OF THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT [2].

Communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Espagne à Berne, le 23 janvier 1937.

Communicated by the Spanish Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne, January 23rd, 1937.

II.

DEUTSCHE BOTSCHAFT
IN SPANIEN.

MADRID, *den 11. Dezember* 1934.

HERR MINISTER !

Ich bestätige den Empfang der geschätzten Note Euerer Exzellenz vom 4. d.M. — Nr. 310 — und habe die Ehre Euerer Exzellenz das Einverständnis meiner Regierung mit den vorgeschlagenen Klauseln für die Erweiterung des Zusatzprotokolls vom 9. Februar 1931 über die Einrichtung und den Betrieb regelmässiger Flugzeuglinien mit Landung in dem Gebiet beider vertragschliessenden Staaten mitzuteilen :

a) Um die Flugzeiten auf der Transozeanluftlinie Europa-Südamerika möglichst abzukürzen, wird die Pflichtlandung in Barcelona gestrichen und eine solche Landung dem freien Ermessen der den Dienst versehenden Gesellschaft überlassen.

b) Die Fluglinie Sevilla-Las Palmas darf mit Wasser oder Landflugzeugen betrieben werden.

c) Um die Probeflüge zu erleichtern, welche die Deutsche Lufthansa für die endgültige Einrichtung der Verbindung von Europa nach Amerika betreibt, kann sie ermächtigt werden, die pflichtmässigen Landungen in Las Palmas bei den Eilpostanschlussflügen zu unterlassen ; dies gilt indes nur vorübergehend für einen von der Generaldirektion der Spanischen Zivilluftfahrt als angemessen erachteten Zeitraum.

---

[1] Vol. CLXVI, page 311, de ce recueil.

[2] Le Gouvernement espagnol avait communiqué pour enregistrement, en date du 7 mai 1936, le texte espagnol de cette note, qui a été publié comme texte original dans le *Recueil des Traités* par le Secrétariat de la Société des Nations. Ce texte espagnol étant une traduction, le Gouvernement espagnol a communiqué au Secrétariat le texte allemand ci-dessus, qui constitue le texte original de ladite note.

[1] Vol. CLXVI, page 311, of this Series.

[2] The Spanish text of this note, which was communicated by the Spanish Government for registration on May 7th, 1936, and published in the *Treaty Series* by the Secretariat of the League of Nations as an authentic text, was in fact a translation. The Spanish Government has communicated to the Secretariat the authentic text, in German, as above.

Ich erkläre hiermit das Einverständnis meiner Regierung, dass der Austausch dieser Note, von der ich eine Übersetzung beifüge, und der geschätzten oben genannten Note Euerer Exzellenz genügen sollen, um diesem Abkommen Gültigkeit zu verleihen.

Genehmigen Euere Exzellenz den Ausdruck meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

(Firmado) Hans H. VÖLCKERS.

Es copia conforme :
El Secretario general,
R. de Ureña.

---

[1] TRADUCTION.

Nº 3846. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET ESPAGNOL COMPORTANT UN ACCORD COMPLÉTANT LE PROTOCOLE ADDITIONNEL DU 9 FÉVRIER 1931 RELATIF A L'ÉTABLISSEMENT ET A L'EXPLOITATION DE LIGNES AÉRIENNES RÉGULIÈRES. MADRID, LES 4 ET 11 DÉCEMBRE 1934.

(La traduction française de la Note Nº II de l'accord susmentionné figure au volume CLXVI, page 315, de ce recueil.)

Nº 3858. — ACCORD [2] COMMERCIAL ENTRE LA SUÈDE ET LA TURQUIE. SIGNÉ A ANKARA, LE 27 FÉVRIER 1936.

ECHANGE DE NOTES PROROGEANT ET MODIFIANT L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. ANKARA, LE 14 DÉCEMBRE 1936.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède, le 9 janvier 1937.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[2] Vol. CLXVII, page 75, de ce recueil.

[1] TRANSLATION.

No. 3846. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN AND SPANISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT SUPPLEMENTING THE ADDITIONAL PROTOCOL OF FEBRUARY 9TH, 1931, REGARDING THE ESTABLISHMENT AND OPERATION OF REGULAR AIR LINES. MADRID, DECEMBER 4TH AND 11TH, 1934.

(For the English translation of Note No. II of the above-mentioned Agreement, see Volume CLXVI, page 315, of this Series.)

No. 3858. — COMMERCIAL AGREEMENT [2] BETWEEN SWEDEN AND TURKEY. SIGNED AT ANKARA, FEBRUARY 27TH, 1936.

EXCHANGE OF NOTES RENEWING AND MODIFYING THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. ANKARA, DECEMBER 14TH, 1936.

Communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs, January 9th, 1937.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] Vol. CLXVII, page 75, of this Series.

I.

ANKARA, *le* 14 *décembre* 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de confirmer qu'il est convenu entre le Gouvernement royal de Suède et le Gouvernement de la République turque de renouveler, pour une période d'une année, à partir du 1er janvier 1937, l'Accord commercial signé à Ankara le 27 février 1936 entre la Suède et la Turquie. Il pourra être prorogé par tacite reconduction pour des périodes de même durée, sauf préavis de trois mois avant l'expiration de la période en cours.

Il est entendu :

Que les paiements des échanges intervenus conformément aux dispositions dudit accord commercial seront effectués suivant les clauses de l'Accord [2] de clearing signé aujourd'hui (*ad* article 3) ; et

Que le Clearingkontoret et la Banque centrale de la République de Turquie se transmettront réciproquement, le plus vite possible, la partie estampillée des certificats en annexant ces documents aux avis de versement prévus à l'article 5 de l'Accord de clearing signé en date de ce jour (*ad* article 4).

Il est également entendu que les contingents (en dix mois) indiqués dans la liste 2 annexée à l'Accord commercial du 27 février 1936 seront fixés, pour l'année 1937, aux quantités suivantes :

Numéro du tarif turc	Contingent annuel en kg.
106 *b), c)*	5.000
231	8.000
306 *a)*	12.000
324 *a)*	85.000
b)	85.000
c)	360.000
331	6.000
337	6.000
341 *c)*	80.000
447 *a)*	60.000
b)	10.000

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[2] Vol. CLXXIV, page 51, de ce recueil.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

ANKARA, *December* 14*th*, 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to confirm the fact that it has been agreed between the Royal Government of Sweden and the Government of the Turkish Republic to renew, for a period of one year, as from January 1st, 1937, the Commercial Agreement between Sweden and Turkey signed at Ankara on February 27th, 1936. The Agreement may be prolonged by tacit consent for periods of the same duration, subject to three months' notice before the expiry of the current period.

It is agreed :

That payments for trade transacted in conformity with the provisions of the said Commercial Agreement shall be made in accordance with the Articles of the Clearing Agreement [2] signed this day (*ad* Article 3); and

That the Clearingkontoret and the Central Bank of the Republic of Turkey shall, as soon as possible, send one another the stamped parts of the certificates, attaching these documents to the notice of payment indicated in Article 5 of the Clearing Agreement signed this day (*ad* Article 4).

It is agreed, further, that the quotas (for ten months) mentioned in List 2 annexed to the Commercial Agreement of February 27th, 1936, shall be fixed, for the year 1937, at the following quantities :

Number in Turkish tariff	Annual quota in kg.
106 *(b), (c)*	5,000
231	8,000
306 *(a)*	12,000
324 *(a)*	85,000
(b)	85,000
(c)	360,000
331	6,000
337	6,000
341 *(c)*	80,000
447 *(a)*	60,000
(b)	10,000

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] Vol. CLXXIV, page 51, of this Series.

Numéro du tarif turc	Contingent annuel en kg.
529 *c)*	70.000
532 *c)*	400.000
533	10.000
541 *a)*	130.000
b), c)	20.000

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) W. WINTHER.

Son Excellence
Monsieur Ş. Saracoğlu,
Ministre de la Justice,
Ministre des Affaires étrangères
par intérim,
etc., etc., etc.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 7 janvier 1937.
Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

II.

ANKARA, *le* 14 *décembre* 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de confirmer qu'il est convenu entre le Gouvernement de la République turque et le Gouvernement royal de Suède de renouveler, pour une période d'une année, à partir du 1er janvier 1937, l'Accord commercial signé à Ankara le 27 février 1936 entre la Turquie et la Suède. Il pourra être prorogé par tacite reconduction pour des périodes de même durée, sauf préavis de trois mois avant l'expiration de la période en cours.

Il est entendu :

Que les paiements des échanges intervenus conformément aux dispositions dudit accord commercial seront effectués suivant les clauses de l'Accord de clearing signé aujourd'hui (*ad* article 3) ; et

Que le Clearingkontoret et la Banque Centrale de la République de Turquie se

Number in Turkish tariff	Annual quota in kg.
529 *(c)*	70,000
532 *(c)*	400,000
533	10,000
541 *(a)*	130,000
(b), (c)	20,000

I have the honour to be, etc.

(Signed) W. WINTHER.

His Excellency,
Monsieur Ş. Saracoğlu,
Minister of Justice,
Acting Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

II.

ANKARA, *December* 14*th*, 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to confirm the fact that it has been agreed between the Government of the Turkish Republic and the Royal Government of Sweden to renew, for a period of one year, as from January 1st, 1937, the Commercial Agreement between Turkey and Sweden signed at Ankara on February 27th, 1936. The Agreement may be prolonged by tacit consent for periods of the same duration, subject to three months' notice before the expiry of the current period.

It is agreed :

That payments for trade transacted in conformity with the provisions of the said Commercial Agreement shall be made in accordance with the Articles of the Clearing Agreement signed this day (*ad* Article 3); and

That the Clearingkontoret and the Central Bank of the Republic of Turkey shall, as

transmettront réciproquement, le plus vite possible, la partie estampillée des certificats en annexant ces documents aux avis de versement prévus à l'article 5 de l'Accord de clearing signé en date de ce jour. (*ad* article 4).

Il est également entendu que les contingents (en dix mois) indiqués dans la liste 2 annexée à l'Accord commercial du 27 février 1936 seront fixés, pour l'année 1937, aux quantités suivantes :

Numéro du tarif turc	Contingent annuel en kg.
106 *b), c)*	5.000
231	8.000
306 *a)*	12.000
324 *a)*	85.000
b)	85.000
c)	360.000
331	6.000
337	6.000
341 *c)*	80.000
447 *a)*	60.000
b)	10.000
529 *c)*	70.000
532 *c)*	400.000
533	10.000
541 *a)*	130.000
b), c)	20.000

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) Ş. SARACOĞLU.

Son Excellence
Monsieur O. W. Winther,
Ministre de Suède.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 7 janvier 1937.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

soon as possible, send one another the stamped parts of the certificates, attaching these documents to the notice of payment indicated in Article 5 of the Clearing Agreement signed this day (*ad* Article 4).

It is agreed, further, that the quotas (for ten months) mentioned in List 2 annexed to the Commercial Agreement of February 27th, 1936, shall be fixed, for the year 1937, at the following quantities :

Number in Turkish tariff	Annual quota in kg.
106 *(b), (c)*	5,000
231	8,000
306 *(a)*	12,000
324 *(a)*	85,000
(b)	85,000
(c)	360,000
331	6,000
337	6,000
341 *(c)*	80,000
447 *(a)*	60,000
(b)	10,000
529 *(c)*	70,000
532 *(c)*	400,000
533	10,000
541 *(a)*	130,000
(b), (c)	20,000

I have the honour to be, etc.

(Signed) Ş. SARACOĞLU.

His Excellency,
Monsieur O. W. Winther,
Swedish Minister.

Nº 3877. — PROTOCOLE [1] POUR RECONNAITRE A LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE LA COMPÉTENCE D'INTERPRÉTER LES CONVENTIONS DE LA HAYE DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ. SIGNÉ A LA HAYE, LE 27 MARS 1931.

RATIFICATION

Déposée à La Haye :

NORVÈGE ... ... 3 avril 1937.

Communiquée par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, le 29 avril 1937.

No. 3877. — PROTOCOL [1] RECOGNISING THE COMPETENCE OF THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE TO INTERPRET THE HAGUE CONVENTIONS ON PRIVATE INTERNATIONAL LAW. SIGNED AT THE HAGUE, MARCH 27TH, 1931.

RATIFICATION.

Deposited in The Hague :

NORWAY ... ... April 3rd, 1937.

Communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs, April 29th, 1937.

Nº 40 *a)*. — CONVENTION [2] POUR L'ADAPTATION A LA GUERRE MARITIME DES PRINCIPES DE LA CONVENTION DE GENÈVE. SIGNÉE A LA HAYE, LE 18 OCTOBRE 1907.

RATIFICATION

Déposée à La Haye :

ITALIE ... ... 15 février 1937.

Communiquée par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, le 5 avril 1937.

No. 40 *(a)*. — CONVENTION [2] FOR THE ADAPTATION OF PRINCIPLES OF THE GENEVA CONVENTION TO NAVAL WARFARE. SIGNED AT THE HAGUE, OCTOBER 18TH, 1907.

RATIFICATION.

Deposited in The Hague :

ITALY ... ... February 15th, 1937.

Communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs, April 5th, 1937.

[1] Vol. CLXVII, page 341, de ce recueil.

[2] Vol. XV, page 340 ; vol. LIV, page 428 ; et vol. CLX, page 454, de ce recueil.

[1] Vol. CLXVII, page 341, of this Series.

[2] Vol. XV, page 340 ; Vol. LIV, page 428 ; and Vol. CLX, page 454, of this Series.

No. 90 *(a)*. EXTRADITION TREATY [1] BETWEEN GREAT BRITAIN AND GREECE. SIGNED AT ATHENS, SEPTEMBER 24TH, 1910.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE EXTENSION TO THE ZANZIBAR PROTECTORATE AND TO THE BRITISH SOLOMON ISLANDS PROTECTORATE OF THE ABOVE-MENTIONED TREATY. ATHENS, FEBRUARY 13TH AND MARCH 3RD, 1937.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, April 7th, 1937.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 34.
(139/2/37.)

ATHENS, *February 13th,* 1937.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

In accordance with instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to inform Your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom consider it desirable that the provisions of extradition treaties concluded by His Majesty should be made applicable to the Zanzibar Protectorate and the British Solomon Islands Protectorate.

2. I have accordingly the honour to enquire whether the Greek Government agree that the provisions of the Extradition Treaty signed at Athens on the 24th (11th) September, 1910, shall be deemed to apply to the above-mentioned Protectorates. In this event the present note and Your Excellency's reply to that effect would be regarded as placing upon formal record the understanding arrived at between the two Governments that the provisions of that Treaty shall, as from the date of Your Excellency's note, apply to the said Protectorates, the requisitions for extradition from and

[1] Vol. LXXXIII, page 513; vol. CXXII, page 397; and Vol. CLVI, page 356, of this Series.

[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 90 *a)*. — TRAITÉ [1] D'EXTRADITION ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LA GRÈCE. SIGNÉ A ATHÈNES, LE 24 SEPTEMBRE 1910.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION AU PROTECTORAT DE ZANZIBAR ET AU PROTECTORAT DES ILES SALOMON BRITANNIQUES DU TRAITÉ SUSMENTIONNÉ. ATHÈNES, LES 13 FÉVRIER ET 3 MARS 1937.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 7 avril 1937.

[2] TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 34.
(139/2/37.)

ATHÈNES, *le 13 février* 1937.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Conformément aux instructions du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni désire que l'application des clauses des traités d'extradition conclus par Sa Majesté s'étende au protectorat de Zanzibar, ainsi qu'au protectorat des îles Salomon britanniques.

2. En conséquence, j'ai l'honneur de demander si le Gouvernement hellénique accepte que les dispositions du Traité d'extradition signé à Athènes, le 24 (le 11) septembre 1910, soient considérées comme étant applicables aux protectorats ci-dessus nommés. Dans l'affirmative, la présente note et votre réponse en ce sens seraient considérées comme enregistrant officiellement l'accord qui est intervenu entre les deux gouvernements et selon lequel les dispositions de ce traité, à partir de la date de la note de Votre Excellence, s'appliqueront auxdits protectorats, étant entendu que les demandes

[1] Vol. LXXXIII, page 513; vol. CXXII, page 397; et vol. CLVI, page 356, de ce recueil.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

to those Protectorates being made in accordance with the Treaty in like manner as if the said Protectorates were possessions of His Majesty, and as if the nationals or natives of the said Protectorates were British subjects.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Président du Conseil, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Sydney WATERLOW.

His Excellency
General J. Metaxas,
etc., etc., etc.

II.

MINISTÈRE ROYAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N° 4327/G/1/IV.

ATHÈNES, *le* 3 *mars* 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à la lettre N° 34 que vous avez bien voulu m'adresser à la date du 13 février écoulé, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement royal hellénique est d'accord à ce que les dispositions du Traité d'extradition entre la Grande-Bretagne et la Grèce du 11/24 septembre 1910, soient appliquées également au protectorat du Zanzibar et au protectorat des îles britanniques de Salomon.

Il reste entendu que c'est à partir de la date de la présente lettre que le susdit traité sera applicable entre la Grèce et les protectorats susmentionnés conformément d'ailleurs au contenu de la lettre de Votre Excellence.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, de renouveler à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

P. L. Pr.
N. MAVROUDIS.

Son Excellence
Sir Sydney Waterlow, K.C.M.G., C.B.E.,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique,
En ville.

d'extradition émanant de ces territoires et adressées à ces territoires seront établies conformément aux dispositions du traité, de la même façon que si lesdits protectorats étaient des possessions de Sa Majesté et que si les ressortissants ou les indigènes de ces protectorats étaient des sujets britanniques.

Je saisis cette occasion, etc.

Sydney WATERLOW.

Son Excellence
le Général J. Metaxas.
etc., etc., etc.

II.

ROYAL MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
No. 4327/G/1/IV.

ATHENS, *March 3rd*, 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In reply to your letter No. 34, dated February 13th last, I have the honour to inform you that the Royal Hellenic Government agrees that the provisions of the Extradition Treaty concluded between Great Britain and Greece on September 24th (11th), 1910, should be deemed to apply to the Zanzibar Protectorate and the British Solomon Islands Protectorate.

It is understood that the said Treaty shall apply between Greece and the above-mentioned Protectorates, as from the date of the present letter, in accordance with the terms of Your Excellency's letter.

I avail myself of this opportunity, etc.

P. L. Pr.
N. MAVROUDIS.

His Excellency
Sir Sydney Waterlow, K.C.M.G., C.B.E.,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of
His Britannic Majesty,
Athens.

No. 127 *(a)*. — ARBITRATION CONVENTION [1] BETWEEN GREAT BRITAIN AND DENMARK. SIGNED AT LONDON, OCTOBER 25TH, 1905.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE RENEWAL OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION AS FROM MAY 4TH, 1936, IN RESPECT OF ICELAND ON THE ONE HAND, AND THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND ALL PARTS OF THE BRITISH EMPIRE WHICH ARE NOT SEPARATE MEMBERS OF THE LEAGUE OF NATIONS, CANADA, THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA AND NEW ZEALAND, ON THE OTHER. LONDON, MARCH 22ND, 1937.

Communicated by the Permanent Delegate of Denmark to the League of Nations and by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, April 9th, 1937.

I.

FOREIGN OFFICE, S.W.1.

No. N 544/92/15.

March 22nd, 1937.

SIR,

I have the honour to inform you that His Majesty's Governments in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Canada, the Commonwealth of Australia and New Zealand, desire that the Anglo-Danish Arbitration Convention signed in London on the 25th October, 1905, and last renewed on the 10th October, 1935, with effect from the 4th May 1931, should be regarded as having been renewed for a further period of five years from the 4th May, 1936, in respect of Great Britain and Northern Ireland and all parts of the British Empire which are not separate members of the League of Nations, Canada, the Commonwealth of Australia and New Zealand, respectively, on the one hand, and Iceland on the other.

2. I have the honour further to propose that, unless notice to terminate the Convention has been given one year before the expiry of the said period of five years, it shall continue to

[1] Vol. CLXIV, page 449, of this Series.

[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 127 *a)*. — TRAITÉ [1] D'ARBITRAGE ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LE DANEMARK. SIGNÉ A LONDRES, LE 25 OCTOBRE 1905.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A LA PROROGATION DU TRAITÉ SUSMENTIONNÉ, A PARTIR DU 4 MAI 1936, EN CE QUI CONCERNE L'ISLANDE, D'UNE PART, ET LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET TOUTES LES PARTIES DE L'EMPIRE BRITANNIQUE QUI NE SONT PAS MEMBRES SÉPARÉS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS, LE CANADA, LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE ET LA NOUVELLE-ZÉLANDE, D'AUTRE PART. LONDRES, LE 22 MARS 1937.

Communiqué par le délégué permanent du Danemark près la Société des Nations et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 9 avril 1937.

[2] TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

FOREIGN OFFICE, S. W. 1.

N° N 544/92/15.

Le 22 mars 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que les Gouvernements de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, au Canada, dans le Commonwealth d'Australie et en Nouvelle-Zélande, désirent que la Convention d'arbitrage anglo-danoise, signée à Londres le 25 octobre 1905 et renouvelée en dernier lieu le 10 octobre 1935, avec effet à dater du 4 mai 1931, soit considérée comme ayant été renouvelée pour une nouvelle période de cinq ans, à dater du 4 mai 1936, en ce qui concerne la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et toutes les parties de l'Empire britannique qui ne sont pas Membres séparés de la Société des Nations, le Canada, le Commonwealth d'Australie et la Nouvelle-Zélande, respectivement, d'une part, et l'Islande, d'autre part.

2. J'ai l'honneur de proposer également que s'il n'a pas été donné de préavis de dénonciation de la convention un an avant l'expiration de ladite période de cinq ans, la convention reste

[1] Vol. CLXIV, page 449, de ce recueil.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

be in force without limit of time until one year from the date on which such notice is given. His Majesty's Governments above mentioned may respectively terminate the Convention separately in respect of Great Britain and Northern Ireland and all parts of the British Empire which are not separate members of the League of Nations, Canada, Australia or New Zealand, as the case may be.

3. It will be understood that in place of reference to the Permanent Court of Arbitration as provided for in Articles 1 and 2 of the aforesaid Convention of the 25th October, 1905, the reference shall, in any case arising, be made to the Permanent Court of International Justice in accordance with the procedure laid down in the Statute of that Court and in the Rules of Court adopted thereunder.

4. If the above proposals are accepted, I have the honour to suggest that the present note and your reply thereto in similar terms shall be regarded as constituting a formal agreement between His Majesty's Governments aforesaid on the one hand, and the Government of Iceland on the other.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, Your obedient Servant.

(Sign.) Anthony EDEN.

Count Preben Ahlefeldt Laurvig, G.C.V.O., etc., etc., etc.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 3 avril 1937.

Axel Heils,
Chef des Archives
au Ministère des Affaires étrangères.

II.

No. 59/37.
Ref. 12.D.1.2.

March 22nd, 1937.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your note of to-day's date and to inform you that the Government of Iceland are willing that the Anglo-Danish Arbitration Convention signed in London on the 25th October, 1905, and last renewed on the 10th October, 1935, with effect from the 4th May, 1931, should be regarded as having been renewed for a further period of five years from the 4th May, 1936, in

en vigueur pour une période indéfinie jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an à dater du jour où le préavis aura été donné. Les Gouvernements de Sa Majesté susmentionnés pourront, respectivement, mettre fin séparément à la présente convention, en ce qui concerne la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et toutes les parties de l'Empire britannique qui ne sont pas Membres séparés de la Société des Nations, le Canada, l'Australie ou la Nouvelle-Zélande, selon le cas.

3. Il est entendu qu'au lieu d'être soumis à la Cour permanente d'arbitrage, ainsi qu'il est prévu aux articles 1 et 2 de la Convention du 25 octobre 1905 susmentionnée, tous les cas qui pourront se produire seront déférés à la Cour permanente de Justice internationale, conformément à la procédure établie par le Statut de cette Cour et par le Règlement de la Cour adopté en vertu de ce Statut.

4. Si les propositions ci-dessus sont acceptées, j'ai l'honneur de suggérer que la présente note et votre réponse conçue en termes analogues soient considérées comme constituant un accord officiel entre les Gouvernements de Sa Majesté ci-dessus énumérés, d'une part, et le Gouvernement de l'Islande, d'autre part.

Veuiller agréer, etc.

(Signé) Anthony EDEN.

Le comte Preben Ahlefeldt Laurvig, G.C.V.O., etc., etc., etc.

II.

N° 59/37.
Réf. 12.D.1.2.

Le 22 mars 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour et de porter à votre connaissance que le Gouvernement de l'Islande accepte que la Convention d'arbitrage anglo-danoise signée à Londres le 25 octobre 1905 et renouvelée en dernier lieu le 10 octobre 1935 avec effet à dater du 4 mai 1931, soit considérée comme ayant été renouvelée pour une nouvelle période de cinq ans à dater du 4 mai 1936, en ce

respect of Iceland on the one hand, and Great Britain and Northern Ireland and all parts of the British Empire which are not separate members of the League of Nations, Canada, the Commonwealth of Australia and New Zealand on the other.

2. I have the honour further to inform you that the Government of Iceland are willing that unless notice to terminate the Convention has been given one year before the expiry of the said period of five years, it shall continue to be in force without limit of time until one year from the date on which such notice is given. His Majesty's Governments above mentioned may respectively terminate the Convention separately in respect of Great Britain and Northern Ireland and all parts of the British Empire which are not separate members of the League of Nations, Canada, the Commonwealth of Australia or New Zealand, as the case may be.

3. It will be understood that in place of reference to the Permanent Court of Arbitration as provided for in Articles 1 and 2 of the aforesaid Convention of the 25th October, 1905, the reference shall, in any case arising, be made to the Permanent Court of International Justice in accordance with the procedure laid down in the Statute of that Court and in the Rules of Court adopted thereunder.

4. The present note and your note under reply shall be regarded as constituting a formal agreement between the Government of Iceland on the one hand, and His Majesty's Governments aforesaid on the other.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, Your most obedient humble Servant.

For Iceland :

(Sign.) P. F. AHLEFELDT-LAURVIG.

The Right Honourable
Anthony Eden, M.C., M.P.,
Secretary of State for Foreign Affairs.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 3 avril 1937.

Axel Heils,
Chef des Archives
au Ministère des Affaires étrangères.

qui concerne l'Islande, d'une part, et la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et toutes les parties de l'Empire britannique qui ne sont pas Membres séparés de la Société des Nations, le Canada, le Commonwealth d'Australie et la Nouvelle-Zélande, d'autre part.

2. J'ai l'honneur également de porter à votre connaissance que le Gouvernement de l'Islande accepte que s'il n'a pas été donné préavis de dénonciation de la convention un an avant l'expiration de ladite période de cinq ans, la convention reste en vigueur pour une période indéfinie jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an à dater du jour où ledit préavis aura été donné. Les Gouvernements de Sa Majesté susmentionnés pourront, respectivement, mettre fin séparément à la présente convention en ce qui concerne la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et toutes les parties de l'Empire britannique qui ne sont pas Membres séparés de la Société des Nations, le Canada, le Commonwealth d'Australie ou la Nouvelle-Zélande, selon le cas.

3. Il est entendu qu'au lieu d'être soumis à la Cour permanente d'arbitrage, ainsi qu'il est prévu aux articles 1 et 2 de la Convention du 25 octobre 1905 susmentionnée, tous les cas qui pourront se produire seront déférés à la Cour permanente de Justice internationale, conformément à la procédure établie par le Statut de cette Cour et par le Règlement de la Cour adopté en vertu de ce Statut.

4. La présente note et votre réponse seront considérées comme constituant un accord officiel entre le Gouvernement de l'Islande, d'une part, et les Gouvernements de Sa Majesté susmentionnés, d'autre part.

Veuillez agréer, etc.

Pour l'Islande :

(Signé) P. F. AHLEFELDT-LAURVIG.

Le très honorable
Anthony Eden, M.C., M.P.,
Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères.

Imprimé pour la Société des Nations par les Imprimeries Réunies S.A., Lausanne (Suisse).
Printed for the League of Nations by Imprimeries Réunies S.A., Lausanne (Switzerland).